



# CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

## Compte rendu des séances publiques n° 21 | Session ordinaire 2020-2021

Gouvernance des hôpitaux Débat sur le PSC, le PNR et le PRR	p. 706 p. 721	Sommaire des séances publiques n°s 49 et 50 Sommaire des questions parlementaires	p. 736 p. Q515	49 <sup>e</sup> séance 50 <sup>e</sup> séance	Mercredi 28 avril 2021 Jeudi 29 avril 2021
--	------------------	--	-------------------	--	---

## Quatre nouveaux députés assermentés au mois de janvier

La Chambre des Députés compte quatre nouveaux membres. Trois d'entre eux ont prêté serment le 11 janvier 2022 : M. Max Hengel a succédé à Mme Françoise Hetto-Gaasch, tandis que M. Carlo Weber et M. Dan Kersch ont repris deux sièges devenus vacants suite à un remaniement au sein du Gouvernement. Une autre députée, Mme Jessie Thill, vient d'être assermentée en date du 19 janvier 2022.

L'ancien bourgmestre et actuel échevin de la commune de Wormeldange, M. Max Hengel, a fait des études en histoire et en sciences politiques.

Il remplace Mme Françoise Hetto-Gaasch à la Chambre des Députés qui s'est retirée pour des motifs personnels. M. Max Hengel était collaborateur parlementaire du CSV depuis 2006. Il est désormais membre entre autres de la Commission de la Santé et des Sports, de la Commission du Logement et de la Commission des Pétitions.



M. Max Hengel (CSV)



M. Dan Kersch (LSAP)

Un ministre devient député : M. Dan Kersch a quitté ses fonctions de Ministre du Travail et des Sports pour rejoindre les rangs des députés socialistes au Marché-aux-Herbes. En 2013, il a fait son entrée au Gouvernement en tant que Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique. Ce mois, il vient d'être remplacé par le député M. Georges Engel à son poste de ministre. M. Dan Kersch siègera entre autres à la Commission des Finances et du Budget et à la Commission du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

M. Carlo Weber, qui siège au conseil communal de Wintrange, succède à M. Claude Haagen qui a quitté ses fonctions de député pour remplacer M. Romain Schneider au sein du Gouvernement.

M. Weber a travaillé dans l'Administration des ponts et chaussées pendant 27 ans.

Passionné de cyclisme, il est depuis plus de dix ans Président du « 24 Stonne Vélo Wëntger ».

Il siègera entre autres à la Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace, à la Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.



M. Carlo Weber (LSAP)



Mme Jessie Thill (déi gréng)

La quatrième députée nouvellement assermentée est Mme Jessie Thill du groupe déi gréng. Elle effectue actuellement un mandat de seconde échevine dans la commune de Walferdange.

Mme Jessie Thill détient un master en physique de l'environnement. À 25 ans, elle est la plus jeune députée au Parlement. Elle succède à M. Carlo Back qui y siégeait depuis le 6 décembre 2018. Son assermentation porte le nombre de femmes parmi les députés à 21 sur 60.

Mme Thill fait partie entre autres de la Commission du Logement, de la Commission de la Mobilité et des Travaux publics et de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

## Conférence sur l'avenir de l'Europe

### Audition sur le changement climatique à la Chambre des Députés

Le changement climatique a été au cœur des échanges d'un panel composé de représentants de la société civile et des membres de la sous-commission « Avenir de l'Europe » le 10 janvier 2022.

Cette entrevue était organisée dans le cadre de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, qui a pour objectif d'écouter les attentes des citoyens européens sur leur avenir commun. Les députés ont discuté avec des re-

présentants du « Biergerkomitee Lëtzebuerg 2050 » ainsi que de l'association « Votum Klima ».

L'échange du 10 janvier s'est inscrit dans une série d'entrevues avec différents panels d'experts. Les sujets abordés sont le fruit des discussions avec des citoyens au sein de différents groupes de travail qui ont eu lieu avant l'été. Outre les flux migratoires, les sujets des inégalités et de la compétitivité économique de

l'Union européenne avaient été retenus et fait l'objet de deux panels.

#### Favoriser le dialogue sur l'avenir de l'UE

La Conférence sur l'avenir de l'Europe est organisée par la Commission européenne, le Conseil et le Parlement européen. L'idée principale consiste à impliquer des citoyens de toutes origines, des représentants de la société civile et des parties prenantes aux niveaux européen, natio-

nal, régional et local dans l'établissement des priorités de l'UE via une approche ascendante, ouverte, transparente, inclusive, participative et équilibrée.

La Chambre des Députés en tant que Parlement national joue un rôle de fédérateur et tente de promouvoir le dialogue avec le citoyen. Une série d'événements est organisée pour faciliter le dialogue entre députés et citoyens.



De Chamberspresident Fernand Etgen an de Generalsekretär Laurent Scheeck hu sech de 14. Januar 2022 an d'Kondolenzbuch fir de verstuerwene President vum Europaparlament David Sassoli agedroen an domadder hiert Bälleece ausgedréckt.



Les membres de la sous-commission « Avenir de l'Europe » ont discuté avec des représentants de la société civile sur le changement climatique.

L'Administration parlementaire recrute :

**2 CHERCHEURS pour la Cellule scientifique (m/f) (réf. CHD78S)**  
disposant d'une expertise avérée dans l'un des domaines suivants : sciences économiques et/ou financières, sciences sociales et humaines

CDI à tâche complète - groupe de traitement A1

En cas d'intérêt, veuillez vous référer au lien suivant : <https://bit.ly/3nqbcYj>



Révisions de la Constitution

## Campagne d'information à destination de tous les ménages



De gauche à droite : M. Charles Margue, M. Léon Gloden, M. Fernand Etgen, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Simone Beissel, M. Laurent Scheeck

Les rapporteurs des quatre propositions de révision de la Constitution, Mme Simone Beissel (DP), M. Mars Di Bartolomeo (LSAP), M. Léon Gloden (CSV) et M. Charles Margue (déi gréng) ont fait le point, le 14 janvier 2022, sur les travaux relatifs aux révisions de la Constitution ainsi que sur les différentes étapes de la campagne d'information. Par la suite, une publication a été envoyée à tous les ménages au Luxembourg pour informer le grand public sur les différents éléments qui sont prévus par les propositions de révision. Lors de la conférence de presse, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a regretté qu'un amalgame ait été fait entre les discussions sur les mesures sanitaires et les débats sur la révision de la Constitution. « Aus der sanitärer Kris däerf awer keng demokratesch Kris ginn », a-t-il insisté. Les rapporteurs des propositions de révision sont revenus sur les nouveautés par rapport à la Constitution actuelle - des changements concernant entre autres la fonction du Grand-Duc et les symboles de l'État.

Jusqu'à présent les symboles ne figurent pas dans la Constitution, « mais ils ont un haut degré de reconnaissance », a souligné le rapporteur du chapitre « Organisation de l'État », le Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle, M. Mars Di Bartolomeo.

Les rapports des propositions de révision numéros 7700 sur « l'Organisation de l'État » et 7755 sur les « Droits et Libertés » ont été approuvés en commission à la fin de l'année dernière. Tandis que pour la proposition 7700, le débat et le vote en séance plénière vont avoir lieu le 25 janvier 2022, une date précise pour le numéro 7755 n'est pas encore retenue. En ce qui concerne la proposition 7575 sur la Justice, le rapporteur, M. Léon Gloden, a expliqué que le deuxième vote constitutionnel n'aura lieu que quand les lois sur le statut des magistrats et le Conseil national de la justice seront prêtes. Actuellement, le Conseil d'État est saisi des amendements.

Visite du spécialiste financier M. Pascal Saint-Amans

## Échange autour de la fiscalité internationale et luxembourgeoise

M. Pascal Saint-Amans, directeur du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE, a été reçu le 11 janvier 2022 à la Chambre des Députés. L'expert financier est connu au niveau international pour avoir lancé le projet BEPS (érosion de l'assiette fiscale et transfert des bénéficiaires) de l'OCDE en 2012, dont l'objectif est de lutter contre l'évasion fiscale. Une des mesures phares du projet est la mise en place d'un taux d'imposition minimum commun de 15 % pour les grandes entreprises. Une proposition de directive européenne récemment déposée reprend les principes du BEPS.

Le Luxembourg a, selon M. Pascal Saint-Amans, parfaitement joué son rôle dans la lutte contre l'éva-

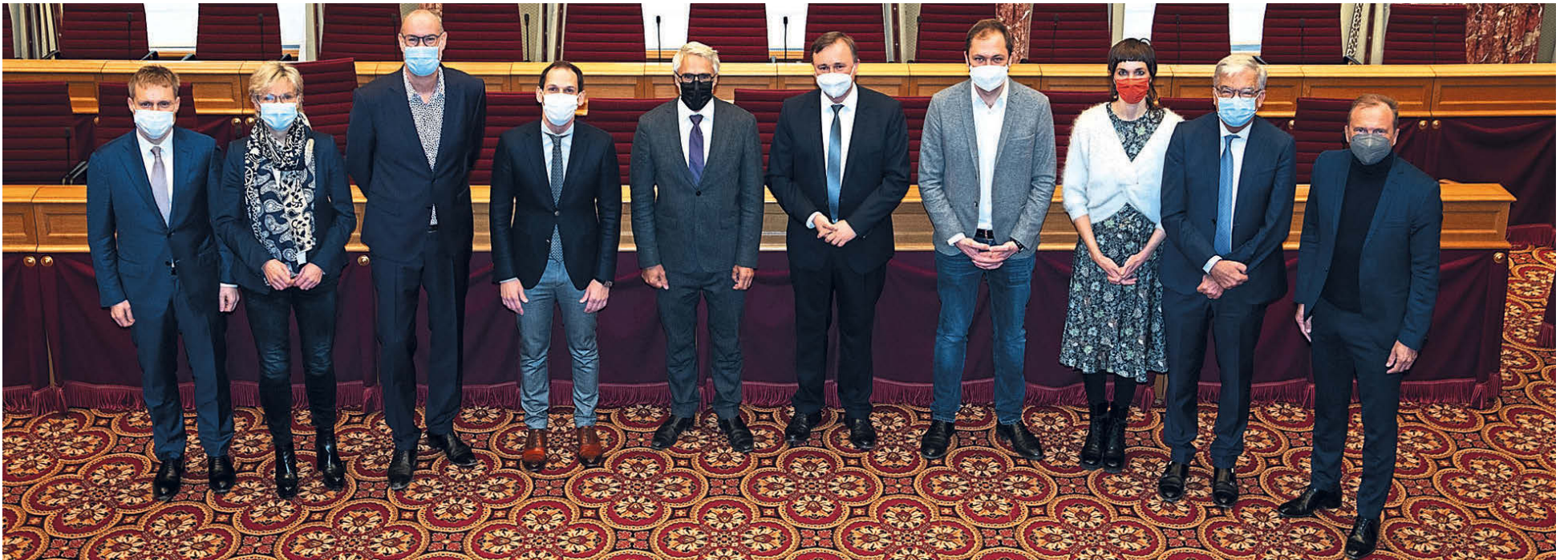
sion fiscale ces dernières années. Le pays aurait changé profondément et soutenu tous les travaux de l'OCDE. Cela inclut le soutien au plan BEPS, dont le Luxembourg aurait appliqué dans le détail toutes les mesures. Pour le haut-fonctionnaire, la réputation du Luxembourg aurait ainsi été « rétablie » en matière de fiscalité. Cependant, le fait que la financiarisation de l'économie reste importante (la place financière représente plus de 30 % du PIB - produit intérieur brut - au Luxembourg), mènerait inéluctablement à ce que le Luxembourg reste sous un regard critique, notamment des ONG. Celles-ci utiliseraient parfois des mots « blessants » à l'égard du pays, ce qui serait « assez injuste ».

Les députés ont souhaité savoir comment l'introduction des deux piliers sur lesquels repose le plan de l'OCDE allait influencer la place financière luxembourgeoise. Ils ont également demandé s'il y avait un risque de délocalisation d'entreprises.

C'est le second pilier qui doit introduire un taux d'imposition minimal international de 15 %. Il concerne toutes les entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 750 millions d'euros, donc également beaucoup d'acteurs opérant au Luxembourg. Il a le potentiel d'avoir un effet sur l'économie luxembourgeoise. M. Pascal Saint-Amans a cependant rappelé que l'industrie des fonds restera neutre fiscalement. La concrétisation de l'impôt mi-

nimum de 15 % signifierait vraisemblablement que le Luxembourg pourra taxer plus d'acteurs économiques, et donc obtenir des revenus supplémentaires. Cependant, s'il s'avérait que certaines entreprises sont installées au Luxembourg uniquement pour le taux d'imposition, elles risqueraient en effet de partir.

Les députés ont poursuivi le débat en interrogeant M. Pascal Saint-Amans sur son analyse de la fiscalité au Luxembourg. Ce dernier a promis de leur fournir une série de rapports de l'OCDE pour les aider à préparer le débat de consultation sur « la modernisation et les défis de notre système fiscal », qui est prévu à la Chambre des Députés.



M. Pascal Saint-Amans (5<sup>e</sup> de gauche) a été reçu par les membres de la Commission des Finances et du Budget.

## NOUVELLES LOIS

### Convention Benelux : chasse et protection des oiseaux

**7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970**

Le projet de loi vise à approuver le Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, qui modifie la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, signée à Bruxelles, le 10 juin 1970.

La Convention a fait l'objet d'un premier Protocole fait à Luxembourg, le 20 juin 1977.

De manière générale, la Convention a pour but la suppression des contrôles et des formalités aux frontières intérieures du Benelux et l'harmonisation des dispositions légales en matière de chasse et de protection des oiseaux dans les trois pays.

La Convention couvre tout acte de prélèvement opéré sur une espèce de gibier visée par cette Convention, que cet acte ait lieu dans le cadre de l'exercice habituel de la chasse ou dans le cadre d'une destruction qui vise spécifiquement à prévenir des dommages importants aux cultures, à l'élevage et aux forêts, ou à préserver l'intérêt de la

protection de la faune et de la flore, l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou encore celui de la sécurité aérienne. Les partenaires Benelux sont confrontés à des cas dans lesquels ils doivent lutter contre des surdensités de population de certaines espèces de gibier parce qu'elles occasionnent des dommages économiques et sanitaires à l'agriculture et aux forêts, ou parce qu'elles provoquent des problèmes de sécurité aux abords des routes et des aéroports.

Par la suite, les parties contractantes ont décidé de modifier la Convention par le Protocole, afin de clairement limiter la portée de la Convention au seul exercice de la chasse proprement dite, et ce afin de permettre aux parties contractantes d'autoriser dans certaines circonstances une destruction d'espèces de gibier dans des conditions de temps et de lieu plus larges que celles qui s'imposent à l'exercice de la chasse, et avec des moyens plus appropriés que ceux qui sont autorisés pour la chasse.

En effet, les parties contractantes considèrent que l'intention commune des partenaires Benelux a toujours été que chaque Gouvernement puisse continuer à prendre les mesures nécessaires afin de pratiquer la destruction des animaux classés ou non gibier au sens de la Convention, notamment lorsque celle-ci vise la lutte contre certains dommages occasionnés par ces animaux. Il peut s'agir de dommages causés à d'autres espèces animales ou végétales en raison d'une po-

pulation très nombreuse, mais également de la prévention de nuisances importantes et de dommages occasionnés à des véhicules, des terrains industriels, des terrains de sport ou des cimetières.

La destruction d'animaux classés ou non gibier au sens de la Convention peut également s'avérer nécessaire pour d'autres raisons, comme la protection de la santé et de la sécurité publiques, la prévention d'une souffrance animale inutile et la sécurité de la navigation aérienne, qui peuvent être menacées par ces animaux.

Le Protocole modifie la Convention également afin de tenir compte de la structure fédérale du Royaume de Belgique et du fait que la Convention concerne des matières relevant de la compétence exclusive des régions.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 28.04.2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire  
(Président : M. François Benoy) :



09.03.2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
31.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021  
Loi du 31 mai 2021  
Mémorial A : 2021, n° 407, page 1

## Obligations en matière d'efficacité énergétique

### 7649 - Projet de loi portant modification :

**1° de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;**

**2° de la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel**

Le projet de loi relative au mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique introduit des modifications dans la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ainsi que dans la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel. Il met en place un cadre légal pour la 2<sup>e</sup> période du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique allant de 2021 à 2030, suite à la première période de 2015 à 2020.

La 1<sup>re</sup> période du mécanisme d'obligations a été établie par la directive 2012/27/UE du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique. Elle a été transposée au Luxembourg par la loi du 19 juin 2015 modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ainsi que la loi du 19 juin 2015 modifiant la loi modifiée du 1<sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel.

En 2018, la directive 2018/2002/UE du 11 décembre 2018 a modifié la directive 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique.

La directive 2018/2002/UE a imposé aux États membres un nouvel objectif cumulé d'économies d'énergie au stade de l'utilisation finale pour l'ensemble de la période d'obligation 2021 à 2030. L'objectif est équivalent à de nouvelles économies annuelles d'au moins 0,8 pour cent de la consommation d'énergie finale.

Le Luxembourg s'est donné l'objectif d'économie d'énergie finale entre 1,2 % et 1,5 % par an pour tous les secteurs dans le cadre du Plan national intégré en matière d'énergie et de climat (PNEC) pour la période 2021 à 2030.

Afin d'atteindre l'objectif d'économies d'énergie, la directive 2018/2002/UE donne la possibilité aux États membres de faire usage soit du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique ou de mesures alternatives de politique publique, soit d'un mélange des deux.

Le Luxembourg a choisi cette dernière approche et le présent projet de loi vise donc la mise en œuvre du cadre légal pour la deuxième période du mécanisme d'obligations en matière d'efficacité énergétique (2021-2030).

De manière générale, le mécanisme d'obligations oblige les fournisseurs de gaz et d'électricité à atteindre un objectif cumulé d'économies d'énergie au niveau de l'utilisation finale, en incitant leurs clients, c'est-à-dire les consommateurs finaux, à réaliser des économies d'énergie. Il s'agit donc d'un outil important dans le cadre de la réalisation de l'objectif en matière d'efficacité énergétique défini dans le PNEC (amélioration de 40 à 44 % jusqu'en 2030).

Pour y parvenir, les fournisseurs mettent en place des incitatifs financiers (primes versées aux consommateurs pour des économies réalisées) ou non financiers (études et assistance aux consommateurs), et accompagnent ou soutiennent les consommateurs lors de la mise en œuvre de mesures d'efficacité énergétique au Luxembourg. Le mécanisme vise tous les consommateurs d'énergie au Luxembourg, notamment les particuliers, les entreprises et les communes. Notons que les fournisseurs sont libres d'adresser tout consommateur d'énergie au Luxembourg ; ils ne sont pas limités à leurs propres clients.

Les économies réalisées par les consommateurs sont comptabilisées par les fournisseurs et sont notifiées chaque année au Ministère de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.

Les modifications principales par rapport à la première période du mécanisme d'obligation visent à développer davantage le système existant et concernent la révision des objectifs d'économies, la création d'une pénalité libératoire et l'introduction d'une possibilité de rachat.

Tout d'abord, le projet de loi révisé les objectifs d'économies d'énergie. La deuxième période prévoit un objectif global cumulé de 13.750 GWh de consommation d'énergie finale, ainsi que des nouvelles économies à hauteur de 250 GWh par année.

Par ailleurs, le projet de loi introduit la possibilité de rachat (« buy-out ») par un fournisseur d'une partie ou de la totalité de ses obligations. Cette option est accessible à tous les fournisseurs de façon non discriminatoire. Néanmoins, notons qu'un plafond maximal de rachat de 1,5 GWh par an et par fournisseur est mis en place. L'objectif de cette option est de permettre aux petits fournisseurs (donc ceux qui n'ont qu'un faible volume de vente) de s'acquitter de leurs obligations par une contribution au Fonds climat et énergie. L'option a également pour objectif de simplifier l'accès au marché luxembourgeois aux nouveaux fournisseurs d'électricité et/ou de gaz naturel, surtout en phase de démarrage de leurs activités.

En outre, les pénalités en cas de non-atteinte des résultats sont revues à la hausse. Durant la première période, l'amende était limitée à un montant maximal de 2 € par MWh. Les résultats de la première période du mécanisme d'obligations ont montré que les sanctions mises en place en cas de manquement aux obligations d'économies d'énergie n'étaient pas dissuasives, vu le faible montant plafond. Le projet

de loi prévoit qu'une pénalité sera infligée au fournisseur en cas de non-atteinte du volume d'économies d'énergie. La nouvelle pénalité libère le fournisseur de la réalisation des volumes annuels d'économies d'énergie obligatoires non atteintes. Elle est définie sur base du montant de l'option de rachat augmentée de 25 % et sera fixée annuellement. Le montant plafond de la pénalité est fixé à 100 € par MWh.

Grâce à l'option de rachat et les possibilités offertes aux fournisseurs quant à la comptabilisation des économies d'énergie réalisées et la gestion des déficits et excédents, les fournisseurs profitent d'une certaine flexibilité leur permettant d'éviter des éventuelles pénalités.

Le mécanisme d'obligations montre ses avantages par rapport aux systèmes d'aides étatiques, surtout dans la sensibilisation, l'accompagnement et l'assistance des consommateurs en général et des petites et moyennes entreprises et des entreprises industrielles. Les fournisseurs sont proches, voire en contact direct avec les consommateurs et sont ainsi en mesure de conseiller et d'assister les consommateurs individuellement et de manière adaptée à leurs besoins.

L'expérience de la première phase du mécanisme d'obligations démontre que beaucoup d'entreprises (notamment industrielles) acceptent volontiers l'assistance des fournisseurs et réalisent des projets d'économies d'énergie qui n'auraient pas été réalisés sans ces incitatifs. En effet, la mise en œuvre de projets d'efficacité énergétique permet de réduire la consommation et par conséquent les coûts d'énergie et a donc un impact direct sur la compétitivité des entreprises.

Dépôt par M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, le 13.08.2020  
Rapporteur : M. Carlo Back

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire  
(Président : M. François Benoy) :

08.03.2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

31.03.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021  
Loi du 3 juin 2021  
Mémorial A : 2021, n° 418, page 1

## Protection internationale et protection temporaire

### 7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

D'une part, le projet de loi a pour objet de reformer la voie de recours contre une décision de transfert dans le cadre des règlements « Dublin » telle que prévue dans l'accord de coalition du Gouvernement. Le recours en annulation est substitué par un recours en réformation. Le tribunal ne jugera ainsi pas uniquement sur la légalité de la mesure, mais aussi sur son opportunité et pourra introduire sa propre appréciation. Ainsi, des nouveaux éléments peuvent être pris en considération. Par ailleurs, le tribunal ne disposera plus de deux mois, mais d'un mois pour statuer. Le recours a un effet suspensif, de sorte que le demandeur de protection internationale puisse rester sur le territoire du Grand-Duché jusqu'à ce que le tribunal ait statué.

D'autre part, le projet de loi introduit deux nouvelles voies de recours spécifiques dans la loi du 18 décembre 2015 : une voie de recours contre une décision de clôture définitive et une voie de recours contre le retrait du statut de protection internationale.

Le recours contre la décision de clôture définitive vise l'article 23 de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire introduisant une présomption que le demandeur de protection internationale ait implicitement retiré sa demande s'il ne se manifeste plus et ne répond plus aux invitations à se présenter. Dans ce cas, une décision de clôture ou de rejet est prononcée. Actuellement, le recours contre la décision de clôture peut être introduit dans un délai d'un mois suivant la notification de la décision. Or, vu que le demandeur peut demander la réouverture de son dossier ou présenter une nouvelle demande endéans un délai inférieur à neuf mois suivant la décision de clôture, un recours contre une décision non définitive semble peu opportun. Passé ce délai de neuf mois, sans que le demandeur n'ait demandé la réouverture de son dossier ou présenté une nouvelle demande, la décision est définitive et il n'y a plus de voie de recours. La nouvelle disposition a pour but d'introduire un recours spécifique contre la décision définitive, substituant le premier recours.

Le recours en réformation contre le retrait du statut de protection internationale substitue le recours en droit commun appliqué jusqu'ici (loi du 7 novembre 1997 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif).

À des fins de cohérence avec l'article 100 (3) tel que modifié de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration et en vue de répondre à la réalité sur le terrain, le projet de loi vise par ailleurs à apporter une modification à la disposition de l'article 6 (3) afin de conférer à l'ensemble du cadre policier dûment autorisé à cet effet la faculté de procéder, dans le cadre de l'application du règlement (UE) n° 603/2013 relatif à la création d'Eurodac pour la comparaison des empreintes digitales aux fins de l'application efficace du règlement dit Dublin III, à la prise des empreintes digitales et de photographies du demandeur de protection internationale ainsi qu'à l'élaboration d'un rapport. Dans le cadre de l'introduction d'une demande de protection internationale, le membre de la Police grand-ducale concerné peut, par ailleurs, entreprendre toute vérification nécessaire à l'établissement de l'identité et de l'itinéraire de voyage du demandeur de protection internationale.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 16.10.2020

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

(Président : M. Yves Cruchten) :

08.03.2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État

20.04.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021  
Loi du 16 juin 2021  
Mémorial A : 2021, n° 489, page 1

## Libre circulation des personnes et immigration

### 7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

D'une part, le projet de loi vise à adapter la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration aux exigences du règlement (UE) 2019/1157 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 relatif au renforcement de la sécurité des cartes d'identité des citoyens de l'Union et des documents de séjour délivrés aux citoyens de l'Union et aux membres de leur famille exerçant leur droit à la libre circulation.

D'autre part, le projet de loi a pour objet de transposer plusieurs parties de l'accord de coalition gouvernementale pour la période 2018 à 2023, dont des mesures de simplification administrative et la prolongation du délai dont les bénéficiaires d'une protection internationale disposent pour introduire une demande de regroupement familial après l'octroi d'une protection internationale de trois à six mois.

Finalement, le projet de loi introduit certaines adaptations prévues dans la législation européenne dans la loi modifiée du 29 août 2008.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile, le 16.10.2020

Rapporteur : M. Yves Cruchten

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile  
(Président : M. Yves Cruchten) :

08.03.2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Présentation et examen de l'avis du Conseil d'État

20.04.2021 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021  
Loi du 16 juin 2021  
Mémorial A : 2021, n° 490, page 1

## Incidences de certains projets sur l'environnement

### 7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :

**1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;**

**2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;**

**3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

Le projet de loi a pour objet de remédier aux incompatibilités de certaines dispositions législatives nationales avec la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Ces incompatibilités ont été relevées par la Commission européenne dans sa lettre de mise en demeure du 11 octobre 2019. Il en est également profité pour adapter la loi du 15 mai 2018 en ce sens que l'enquête publique pourrait également se faire sur la future « plateforme enquête publique » qui sera mise en place par le Ministère de la Digitalisation.

Finalement, le projet de loi redresse quelques erreurs matérielles qui sont apparues lors de l'application pratique de la loi précitée du 15 mai 2018.

Dépôt par Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, le 27.11.2020

Rapporteur : M. François Benoy

Travaux de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire  
(Président : M. François Benoy) :

09.03.2021 Désignation d'un rapporteur  
Présentation et examen du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État  
Adoption d'un amendement parlementaire

21.04.2021 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique : 28.04.2021  
Loi du 31 mai 2021  
Mémorial A : 2021, n° 409, page 1



## Sommaire

### 1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

### 2. 7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

**7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963**

**7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite)**

- Dispense du second vote constitutionnel concernant le projet de loi 7561

### 3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

- M. Michel Wolter

### 4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers

- Exposé : M. Marc Baum

- Débat : M. Claude Wiseler - M. Gusty Graas - M. Mars Di Bartolomeo (intervention de M. Claude Wiseler) - Mme Josée Lorsché (interventions de Mme Françoise Hetto-Gaasch, M. Léon Gloden et M. Mars Di Bartolomeo) - M. Jeff Engelen (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) (dépôt de la motion 1) - M. Sven Clement (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

- Prise de position du Gouvernement : Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé

- Motion 1 : Mme Martine Hansen - M. Mars Di Bartolomeo

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

### 5. 7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

- Discussion générale : M. Aly Kaes - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Marc Goergen

(interventions de M. Sven Clement et M. Guy Arendt) (dépôt de la motion 1)

- Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. François Benoy - M. Aly Kaes - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner (intervention de M. Marc Baum) - M. Marc Goergen (interventions de M. Guy Arendt, M. Mars Di Bartolomeo et M. André Bauler)

- Vote sur la motion 1 (rejetée)

### 6. 7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :

**1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;**

**2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;**

**3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. François Benoy

- Discussion générale : M. Jean-Paul Schaaf - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup

- Prise de position du Gouvernement : Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 7. 7649 - Projet de loi portant modification :

**1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;**

**2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel**

- Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire : M. Carlo Back

- Discussion générale : M. Paul Galles - M. Max Hahn - Mme Cécile Hemmen - M. Fred Keup - M. David Wagner - M. Marc Goergen (dépôt de la motion 1)

- Prise de position du Gouvernement : M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. Paul Galles (parole après ministre) - M. le Ministre Claude Turmes

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- Motion 1 : M. Carlo Back - M. Marc Goergen

- Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission (adopté)

### 8. 7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

- Discussion générale : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser - M. David Wagner - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (interventions de M. David Wagner, M. le Ministre Jean Asselborn, M. Georges Engel et M. Sven Clement) - M. le Ministre Jean Asselborn - M. Fernand Kartheiser (interventions de M. Georges Engel et M. Sven Clement)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 9. 7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile : M. Yves Cruchten

- Discussion générale : M. Paul Galles - M. Gusty Graas - Mme Stéphanie Empain - M. Fernand Kartheiser (intervention de M. David Wagner) - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Jean Asselborn, Mme Carole Dieschbourg, M. Claude Turmes et Mme Paulette Lenert, Ministres.**

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

### 1. Ouverture de la séance publique

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

### 2. 7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010

**7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963**

**7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, fait à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite)**

**Dispense du second vote constitutionnel concernant le projet de loi 7561**

Ech hat de Moien eppes Onverzeileches gemaach, ech hat vergiess, beim Projet de loi 7561 ze froen, ob d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott gëtt.

(Assentiment)

Ech spieren, datt d'Chamber domadder d'accord ass.

Da kënnen mer zum Ordre du jour vun haut de Mëtteg kommen. D'Chamber huet de Mëtten eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Verwaltung vun de Spideeler, déi déi politesch Sensibilitéit déi Lénk ugefrot huet. An ech géif dann dem Här Marc Baum als Auteur d'Wuert ginn.

(Interruption)

### 3. Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter

Fir d'éischt awer ginn ech dem Här Michel Wolter d'Wuert fir den Depot vun enger Proposition de loi. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Michel Wolter (CSV).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, de Moien hate mer eng interessant Debatt iwwert de PNOS, also d'Fro, wéi sech eis Rettungsdéngschter inhaltlech an den nächste Joren op d'Erausforderungen an där Matière solle virbereeden a wat fir eng Moyenen

dass se zur Verfügung gestallt kréien, fir dat ze maachen.

Dat ass eng Diskussioun, déi lassgeléist ass vun der Fro, wien dann deen Asaz bezitt, op wat fir eng Aart a Weis. De Moien, an noedem d'Inneministesches zu deem Sujet Stellung geholl huet a gemengt huet, d'Gemengen, déi géifen zu engem Véierel de CGDIS finanzéieren, hat ech d'Fro gestallt, wéi se zu esou enger Ausso géif kommen. Si huet du gemengt, et wär e Fënneftel, wat awer nees rektifizéiert ginn ass op e Véierel.

Ech wëll déi Aussoe vun der Madamm Minister de Moien, déi d'ailleurs och scho vun hirem Virgänger gemaach gi sinn, a Fro stellen. Den Artikel 62 vum Gesetz iwwert de CGDIS, dee behandelt nämlech de Prinzip, dass de CGDIS zu 50 % vum Staat an zu 50 % vun de Gemenge finanzéiert gëtt. Den Artikel 60 vun deem selwechte Gesetz, dee gesäit ënnert de Recettë vum CGDIS d'TVA-Recettë vir, déi de Gemenge virenthale gi sinn, wéi d'TVA vu 15 % op 17 % eropgaangen ass.

Dës Sue si Suen, déi exklusiv vun de Gemengen erabruecht ginn. Am CGDIS gëtt a mengen Aen eng falsch Interpretatioun gemaach. D'Recettë vun der TVA ginn net als Gemengekontributioun ugerechent an dat ass a mengen Ae souwuel am Geescht wéi och am Buschtaf vum Gesetz net richteg. Dem generelle Gesetz no stinn nämlech 10 % vun den TVA-Recetten, niewent anere Recetten, de Gemengen zur Verfügung, fir hir Politik kënnen ze bedreiwen.

Säit 2015 gëtt elo all Joer am Budgetgesetz decidiert, dass deen Deel, déi 2 % Augmentatioun, dass déi dem CGDIS zougefuert ginn. Déi ginn awer - an dat ass dee grouss Punkt - net direkt dem CGDIS zougefuert, mee si gi fir d'éischt de Gemengen zougefuert an dann iwwert de Fonds de compensation an de CGDIS agespeist. Domadder, duerch déi Technik, ass et kloer an däitlech, dass déi 2 % TVA nach wie vor Recettë si vun de Gemengen an dass déi 2 % geholl ginn, fir de CGDIS ze finanzéieren - mat geholl ginn, fir de CGDIS ze finanzéieren.

Wär dat aneschters gewiescht, dann hätt ee missen dat globaalt Gesetz deementspreechend änneren, dass een d'Recettë vun der TVA, déi de Gemengen zoustinn, erofgesat hätt. Esou bleiwe mer an enger Situatioun, dass hei Sue sinn, déi de Gemengen zougesprach ginn all Joer, och nees am Budget vum Joer 2021, dann dem CGDIS zougefuert ginn, an awer an der Kontabilitéit vum CGDIS net als Gemengenapport berechent ginn.

An dat ännert dann natierlech alles. Well wann ech d'Rechnung fir d'Joer 2020 huelen an ech huelen déi entre-temps dach awer 45 Milliounen, déi dat ausmécht am Gemengebudget, eras, da kommen ech op eng Kontributioun vum Staat vun 23 Milliounen bei 91 Milliounen, déi anzebezeue sinn. An ech komme fir d'Gemengen an der Realitéit op eng Kontributioun vun 23 - wat dann zweemol déi 50 % soi-disant sinn - plus 45: 68 Milliounen.

Dat heescht, Dir Dammen an Dir Hären, an der Realitéit finanzéieren d'Gemengen de CGDIS am Joer 2020 an der Héicht vu 74,78 % an de Staat finanzéiert de CGDIS an der Héicht vu 25,22 %. Dat ass déi reng Realitéit, déi souwuel juristeschesch, wéi budgetteschesch, wéi kontabel enger korrekter Affektatioun vu Gemengesuen an de CGDIS entsprécht.

Ech wëll also kloer an däitlech soen, dass mä Begier net doranner besteet, fir ze soen, dass déi Kontributioun vun de Gemengen net méi soll gelleescht ginn. Mee mä Begier ass ganz kloer deen, dass déi Kontributioun vun de Gemengen, déi aus Suen, déi exklusiv de Gemengen zoustinn, och op der Gemengesäit eigentlech ugewannt ginn, an dass déi dann net erausgeholl ginn, fir duerno eréischt den Dekont ze maachen.

Mir schwätze fir d'Joer 2020 dann awer iwwert déi net onbeträchtlech Zomm vun 22.592.000 Euro. Ech wëll dat maachen, doduerch dass ech a menger Proposition de loi eng Modifikatioun vum Artikel 62 vum Gesetz iwwert de CGDIS proposéieren, andeem ech zum engen am éischten Alinea kloer an däitlech de Punkt a) - dee jo anscheinend deen ass ..., also deen deen ass, wou Dissonanze sinn an der Interpretatioun - ernimmen als een, deen net virum Calcul vu 50:50 därff geholl ginn, an am zweeten Abschnitt vun deem selwechten Artikel derbäischreiwen: « Les recettes générées à la lettre a) de l'article 60 sont comprises dans la participation obligatoire communale. » Do, wou se dem Gesetz no eigentlech och misstenn hikommen.

Wann ech säit dem Ufank - an dat ass net Deel vun dëser Proposition de loi, dat wëll ech kloer an däitlech soen, et ass awer interessant, dass Gemengevertrieeder hei am Haus dat gewuer ginn -, wann ech säit dem Ufank d'Rechnung also maachen, säitdeem de CGDIS geschafe ginn ass, vun 2018 un, komme mer entre-temps duerch de Fait, dass déi TVA-Recetten de Gemengerecetten net bäigeschriwwen ginn, mee fir d'éischt ofgehale ginn an dass dann eréischt de Prinzip fifty-fifty au profit de l'État applizéiert gëtt, op déi kokett Zomm vun insgesamt 53.990.500 Euro, déi an deene leschten zwee an engem hallwe Joer a mengen Aen en violation de la loi de Gemenge virenthale gi sinn, au profit de l'État.

Ech wëll zum Schluss nach eng kéier soen, dass dat näischt domadder ze dinn huet, wéi den Asaz ze maachen ass, dass dat näischt mat der Fro ze dinn huet, ob een 10 Minutte brauch, 15 Minutte brauch, dass dat näischt domadder ze dinn huet, ob een eng zweet oder drëtt Infrastruktur kritt oder wat fir ee Camion an Zukunft gebraucht gëtt. Mee et geet eigentlech ëm d'Applikatioun vun deem, wat virun zwee an engem hallwe Joer an engem Gesetz festgehale ginn ass, nämlech dass den CGDIS zu 50 % vun de Gemenge finanzéiert gëtt an zu 50 % vum Staat.

Dës Proposition de loi beréiert och net nach eng aner Fro, op déi ech méi spéit wäert an dësem Joer

zrëckkommen. Et ass nämlech déi, dass ech der Meening sinn, dass och beim Abezuele vum Kapital an de CGDIS dat net esou gemaach ginn ass, wéi dat eigentlech an enger partnerschaftlecher Verantwortung hätt misse sinn, mee dass dat ganz Kapital an déi ganz Reserven, déi bis elo geschafe gi sinn, an zwar 119 Milliounen Euro, exklusiv vun de Gemenge finanzéiert gi sinn an dass de Staat bis haut ausser der Participatioun vun engem hallwe Joer 2018, 2019 ganz an 2020 ganz keen Cent an de CGDIS bis elo gestach huet an dass sech domadder de Ratio tëschent deene Suen, déi d'Gemenge abezuelt hunn, an deenen, déi de Staat bis elo an de CGDIS abezuelt huet, nach eng kéier au détriment vun de Gemenge verschlechtert.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir Är wäert Opmierksamkeit.

**7813 - Proposition de loi portant modification de l'article 62 de la loi du 27 mars 2018 portant organisation de la sécurité civile et création d'un Corps grand-ducal d'incendie et de secours**

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Wolter.

(La proposition de loi est renvoyée à la Conférence des Présidents.)

### 4. Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers

Da kéime mer elo zur Aktualitéitsstonn vun haut de Mëtteg iwwert d'Verwaltung vun de Spideeler. An d'Wuert huet den Auteur vun dëser Aktualitéitsstonn, den honorablen Här Marc Baum. Här Baum, Dir hutt d'Wuert.

Exposé

■ **M. Marc Baum (déi Lénk).**- Merci, Här President. „Black Box HRS“, „Mobbing auf höchster Ebene“, „Missstände im HRS“, „Wir wollen unser Krankenhaus zurück“, „Wie ein Feudalfürst“, „Filz und Klüngel“, „Selbstzweck Macht“ ...

Här President, dëst ware just e puer Iwwerschrëften, déi een an de leschte Wochen an der Lëtzebuerger Press liese konnt a Bezuch op ee Spidolgrupp, d'Hôpitaux Robert Schuman. Lassgetrëpelt gouf dës Lawin vun Artikelen duerch d'Diskussioun, datt sech Membere vun Verwaltungsrout vun den HRS entgéint de Virgabe vum Santéministère fréizäiteg impfe gelooss hunn, zu engem Zäitpunkt, wéi Impfstoffer souguer fir déi ganz Vulnerabel nach kaum zougängelech waren.

Weidgergangen ass et du mat der Rumeur, datt dee Grupp sech anscheinend hätt wëllen op eege Fauscht Impfstoffer beschafen. Dinn huet op eemol d'Personalkarussell an deem Spidol ugefaange mat dréinen, Mobbingvirwërf koumen un d'Licht, vun apparenten demokrateschen Defiziter gougong rieds, bis hin zum virleefeg leschten Akt, engem evidenten In-



teressekonflikt vum President vum CA, deem seng Affektenetüd selwer ganz lukrativ Opträg vum Grupp krut.

An en passant huet dee Grupp och nach e Memorandum of Understanding mat enger Gemeng ënnerschriwwen, fir e pluridisziplinäre medezineschen a radiologeschen Zenter opzebauen, vun deem de Santéministère aus der Press gewuer gouf. Esou op jidde Fall war d'Äntwert op eng Question parlementaire vum Kollege Mars Di Bartolomeo.

Här President, dat ass scho ganz staarken Tubak, fir elo emol e ganz onmedezinescht Bild ze benetzen. An nieft den Äntwerten op all déi Virwërf stellt sech fir eis als Léng awer och déi méi prinzipiell Fro vun der genereller Gouvernance vun de Spideeler.

Duerfir wëll ech hei véier Aspekter belichten, déi menger Meenung no zentral sinn an där Froestellung: éischtens, de Finanzement vun de Spideeler, zweetens, d'Rechtsform vun de Spideeler, an där sech déi Gouvernance dann natierlech ofspilt, drëtens, d'Zesummesetzung vun de Verwaltungsréit, a véiertens, déi demokratesch Kontroll doriwuer, wat an de Spideeler geschitt.

Wat de Finanzement vun de Spideeler ubetrëfft, esou zeechent sech de Lëtzebuurger Modell doduerjer aus, dat en éischtens universell ass an zweetens solidaresch finanziert. Universell ass en, well en zumindest als regulativ Iddi huet, den Accès fir jiddwereen zu deene Servicer an der Santé ze garantéieren. Och wann et do nach ëmmer Sputt no uewe gëtt, esou ass et zumindest awer déi Iddi, dee Gedanken, dee fiederféierend dobäi ass.

Zweetens ass e solidaresch, well en entweder direkt iwwer Subventioune vum Staat bei Bau oder Renovéierung vu Spideeler respektiv beim Kaf vu groussen Ekipementer finanziert gëtt oder awer iwwer d'Cotisations finanziert gëtt, dat heescht, déi Dotatioun, déi d'Gesondheetskeess an der Enveloppe budgétaire globale de Spideeler zur Verfügung stellt.

Déi medezinesch Betreuung an de Spideeler, ugefaange bei de Gebaier iwwer den Ekipement bis hin zum administrativen a medezineschen Personal, gëtt vun der öffentliche Hand, der Allgemengheet bezuelt, also vun eis alleguer, sief et iwwer eis Steieren, sief et iwwer eis Cotisationsen.

Zu Lëtzebuerg ginn d'Spideeler ëffentlech finanziert, an dat ass och gutt esou. De Käschtpunkt pro Joer läit bei wäit iwwer enger Milliard Euro. Ech insistéieren dorobber, well an deene leschte Jore weltwäit, awer och zu Lëtzebuerg déi geféierlech Ideologie iwwerhand geholl huet, dat d'Santé am Allgemengen an d'Spideeler am Speziellen en enormen a profitablen Zukunftsmarché wieren. A wie „Marché“ seet, deen denkt automatesch „Benefiser“. Et geet also ëm Suen, ëm ganz vill Suen, ëffentlech Suen.

Dëst ass och den Haaptgrond, firwat verschidde privat Acteuren elo versichen, sech Filetsstécker vun deem fir si profitabelen Markt ënnert den Nol ze räissen. Naischt anescht ass d'Diskussioun iwwer d'Auslagerung von der Imagerie médicale, nämlech déi lukratiivsten Deeler aus de Spideeler erauszuhuelen an domadder säfteg Benefisser anzesäckelen op Käschte vun der Allgemengheet.

Dëst féiert mëttelfristeg entweder zu enger struktureller Ënnerfinanzéierung vun de Spideeler respektiv zu vill méi héije Käschte fir d'Gesondheetskeess, also fir d'Allgemengheet, oder awer et ass den Ufank vum Enn vun eisem universalen a solidareschen System an den Astig an eng privat finanziert Zwouklassemendezinn.

Duerfir ass d'Fro vun der Rechtsform vun de Spideeler esou wichtig fir eis: Sinn d'Spideeler ëffentlech Betriber an agéiere se am Sënn vun der Santé publique oder awer ass hiert éischt Zil, Benefisser ze generéieren mat der öffentliche Gesundheit?

Zu Lëtzebuerg gëtt et ënnerschiddlech Rechtsformen, déi d'Spideeler unhuelen. Et gëtt Etablissement-publicke wéi den CHL, Fondatioune wéi de CHEM, deen awer a senger Funktionsaart a -weis ganz no bei engem Gemengesyndikat ass. An et gëtt awer och eng Kapitalgesellschaft, also eng Société anonyme, an dat ass dee Grupp HRS, iwwer dee mer an der Lescht sou vill hu misse liesen.

Eng Société anonyme, där hiren eenzegen Aktionär eng Fondatioun ass, déi selwer verschidden Aktivitéiten a Firma bedreift, déi alt erëm ënner anerem fir d'SA schaffen, also an anere Wieder, eng Schachtelkonstruktoune, wéi eis et och nach eng Kéier kierzlech dat Personalkarussell virum Ae geféiert huet.

Eng Société anonyme ass eng Gesellschaft, där hire But et ass, hirem Aktionär Gewënn auszeschëdden. Duerfir fanne mer dees Rechtsform fir en ëffentlech finanziert Spidol ganz problematesch an inappropriéiert. Eng SA ka Faillite maachen, eng SA kann awer och verkaaft ginn, eventuell un déi meeschtbiddend internationale, déi sech och en Deal vun deem Santémaart ënnert den Nol räisse wëllt.

E modernt Spidol vum 21. Joerhonnert ass e grouse Betrib, deen natierlech funktionéiere muss. Mee d'Santé publique däreft net profitorientéiert sinn, mee muss dem Intéret général ënnerleien. An

et ass schonns erstaunlech, dat d'Spideeler, déi quasi komplett vum Staat finanziert ginn, net och de rechtliche Statut vun engem Etablissement public hunn. Et gëtt ganz dacks argumentéiert, dat déi haiteg HRS an de CHEM historesch gewuess sinn an domadder och hir Geschicht aus dem 19. respektiv 20. Joerhonnert mat sech droen, sief et a Form vun de Kongregatiounsschwësteren oder de Schmelzhären.

Mee mir sinn der fester Iwwerzeugung, dat eis Spideeler resolutt op d'21. Joerhonnert orientéiert musse ginn an dat d'Spideeler alleguer missten Etablissements publics sinn, well se gi jo och alleguer vun eise Steieren a Cotisations bezuelt.

An da si mer bei der Zesummesetzung vun deenen Decisionsgremien an de Spideeler. Et ass fir mech ëmmer schonns e graven Anachronismus gewiescht, wann zum Beispill an engem Spidol wéi dem CHEM nach ëmmer véier Vertrieeder vun ArcelorMittal setzen. ArcelorMittal huet haut niascht, awer strictement niascht mat Santé publique um Hutt. Hir Vertrieeder decidéieren a lenken awer d'Orientéierung mat vum neie Südspidol.

D'Spidolsgesetz vum 2018 seet just, dat am Conseil d'administration vun engem Spidol och mussen zwee Vertrieeder vum Collège médical setzen an zwee Vertrieeder vun deenen anere Gesondheitsberuffer, déi an deem Etablissement schaffen. Dat ass och gutt esou. Mee den Haaptfinancier awer, d'Santé an d'Gesondheetskeess sinn net doranner vertrueden. De Vertrieeder vun der Regierung ass just als Observateur zougelooss. Eng onméiglech Situatioun fir eis, well d'Gestioun an déi strategiegesch Entwécklung vun engem Spidol misst sech dach an eisen Aen, éischtens, afügen an eng vum Parlament matdecidéiert national Spidolspannung an, zweetens, e staarke Poids vun der öffentliche Hand viraussetzen.

Dat géif dann och bedeiten, dat déi Verwaltungsréit Expertis an der Santé publique matrénge. D'Affär HRS huet awer och gewisen, dat d'Vewaltungsréit kloer Reegelen an en Deontologiekodex brauchen, fir Interessekonflikter auszuschléissen. Alles dëst gëtt et zu deesem Moment net.

Zu enger gudder Gouvernance gehéiert awer och déi demokratesch Kontroll iwwer déi Suen, déi engagéiert sinn. An do ass d'Situatioun och äusserst onzefriddestellend. 2019 gouf e Rapport vun der Cour des comptes publizéiert, deen op eng ganz Retsch méi oder manner gravéierend Mängel an der Gestioun vum Bau- oder Renovatiounsprojeten opmierksam gemaach huet. Dee Rapport huet sech deemools stéchprouwenaarteg op en Zäitraum beschränkt, dee schonns eng Zäitche hier ass, a verschidde Saachen hu sech entre-temps och geännert, mee vun enger systematescher Kontroll si mer nach ëmmer wäit ewech.

2018 huet d'Spidolsgesetz d'Roll vun der eenzeger öffentliche Kontrollinstanz an de Verwaltungsréit, dem Commissaire aux hôpitaux, nei definéiert. Hien huet zwar elo e suspensive Veto an de Verwaltungsréit vun de Spideeler, awer och just dann, wann eng Decisioun vun deene Verwaltungsréit géif geholl ginn, déi géint d'Gesetz géif verstoussen, déi also carrement illegal wier. De grâce huet en dann e Veto, fir de Rescht ass e just „stillen Beobachter“, méi net.

Wat awer bis elo komplett feelt, ass d'Kontroll vun der Enveloppe budgétaire globale, déi d'Spideeler vun der CNS kréien. Wat geschitt mat deenen öffentliche Suen? Gi se benotzt fir déi öffentliche Gesundheit oder flësse se iwwer Schachtelkonstruktoune an d'Aktionäre respektiv an Affektenetüde vu Membre vum Verwaltungsréit? Dëst ass en enorm décke Batz öffentliche Suen, wéi gesot, méi wéi eng Milliard Euro pro Joer. Hei gëtt et fir d'Chamber keng konsequent an novelléierbar Kontroll. Dëst muss sech dréngend änneren!

Här President, d'Spidolspannung muss sech an eisen Aen aschreien an d'Entwécklung vun enger Gesamtvisioun vum Gesondheetsystem zu Lëtzebuerg. Eng Visioun, déi fir eis als Léng kloer eng öffentliche muss sinn, orientéiert un de sanitäre Besoine vun der Populatioun a lassgelléist vu Profitinteresse vun Einzelnen, déi sech schonn d'Sabbeldicher ugedoen hunn, fir de grouse Kuch ënner sech opzedeelen.

Dëst gëllt och fir d'Gouvernance vun de Spideeler.

Dës Pandemie huet gewisen, wéi wichtig d'Spideeler als Deel vun engem funktionéierende Gesondheetsystem sinn. Mir hunn awer och an deene leschte Woche missen erfueren, wéi fragill dee ganze System ka sinn, wann eenzel Acteuren d'Eegeninteressi virum d'Allgemenginteressi stellen. Dorobber musse mer reagéieren, och als Chamber!

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Marc Baum.

An als éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Wiseler agedroen. Här Wiseler, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Baum villmools Merci soe fir dës Ufro. Et ass e spannend Theema, wat awer net nëmnen an Theema ass, wat mer déi lescht Woche kann hunn, mee wat eis schonn iwwer Joren am Fong begleet.

Mee dees Diskussioun ass, wéi den Här Baum gesot huet, mat Recht declenchéiert ginn duerch déi Schlagzeilen, déi an deene leschte Wochen iwwer d'HRS an der Press waren. An dofir wëll ech, éier ech op de Fong vum Sujet aginn, och kloer Positioun heizou huelen, fir datt d'Saachen och evident sinn.

Éischte Punkt, dat ass déi Geschicht mat den Impfungen: Fir eis ass et evident, dat den Tour net ofzeweerdéier geimpft ze ginn, fir eis inakzeptabel ass, well een domat sech aus der nationaler Solidaritéit eraussetzt, an dat an engem Moment, wou den Zesummenhalt an d'Solidaritéit vun enger Gesellschaft an der Impfcampagne weesentlech sinn.

Den zweete Punkt, dat ass deen ëm déi Vaccinen, déi sollten da kaaft ginn, privat kaaft ginn. Mir hunn a priori niascht dogéint, wann een Efforte mécht, fir zousätzlech Vaccinen ze kafen an enger Zäit, wou d'Vaccinen eis feelen. Mee dann ass et awer gradesou kloer an eisen Aen, dat déi Vaccinen, déi esou kaaft sinn, mussen an de Circuit eragee vun der öffentliche Distributioun, a mat deene Prioritéiten, déi déi vun der öffentliche Distributioun sinn. Wann esou Vaccine kéinte gebraucht gi fir de Privatzweck oder fir Privatclienté vum deem engen oder deem anerem Dokter, dann ass dat natierlech fir eis total inakzeptabel. Well et elo net kloer ass, firwat déi ganz Geschicht da gemaach ginn ass a wat do richteg a wat falsch ass, kënnen mer eis net en definitiv Jugement driwwer erlaben, mee d'Prinzipie si fir eis kloer an däitlech.

A main drëtten Punkt ass, wat de Conflit d'intérêts ugeet. Där kënnen entstoen, wann e Member oder e President vun engem Conseil d'administration en eventuelle Conflit d'intérêt huet téschent sengem Amt als Member vum Conseil d'administration engersäits a senger privaten Aktivitéiten andersäits. Do misst et fir eis ganz kloer sinn, dat de Conseil d'administration, wou jo och e Regierungskommissär dran ass, kloer an däitlech decidéiert, wat geet a wat net geet, mat kloer an däitlech fixéierte Reegelen, déi och solle public sinn an déi och sollen transparent sinn a wou jiddweree muss wëssen, wat lass ass a wat net lass ass.

Also déi dräi grouss Punkte si fir eis absolutt evident!

Mee da kommen ech zu där richteger Fro, wat am Fong d'Fro ass vun der Gouvernance vun de Spideeler. An déi geet jo wäit iwwer déi Fro eraus, concernéiert d'ailleurs och all Spideeler. Mee d'Äntwerten dorop sinn natierlech different, well d'Fonction an d'Gouvernance vun den eenzelne Spideeler different sinn. Während verschiddener, de CHL, de CHEM oder d'Nordspidol, deelweis Gemengespedeeler sinn, den HRS e Privatspidol, den CHL Salariémedezinn huet, den HRS dat eenzegt Spidol ass, wat d'Aktivitéiten aus dem Extrahospitalier kloer getrennt huet vun den Activité-hospitalières, do ass et schwéier, alles iwwer dee selwechte Leescht ze zéien.

Mee e puer Saache sinn an eisen Ae kloer. Wat fir eis als Chamber muss zielen, dat ass éischtens, datt d'Qualitéit vun der Medezinn do ass, wou mer se wëllen, an och verifiabel do ass. An deen zweete Punkt: Dat ass an engem Secteur, wou, egal wat de Statut vun de Spideeler ass, 90% oder quasiment 90% vum Finanzement en öffentliche Finanzement sinn, ob dat elo iwwer de Staatsbudget ass oder ob dat iwwer d'Gesondheetskeess ass, dat ass egal. Mee do ass d'Fro, ob d'Kontroll, déi de Stat iwwer dës Gouvernance vun de Spideeler mécht, och effikass ass, och fonctionéiert an och transparent genuch ass, fir alles opzeweisen, wat dann net kéint fonctionéieren.

An deem Sënn hu mer jo och gemeinsam an deene leschte Wochen, an de leschte Méint e Rapport vun der Cour des comptes analyséiert, wou eng Rei erschreckend Saachen awer opgewise gi sinn. Just e puer Beispiller: e feelende Suivi vum Budget vu verschiddenen Investissementer duerch de Gesondheitsministère an deene verschiddensten Instanzen; Prozeduren, déi net agehale ginn, keng Konventionen, wou se gesetzlech obligatoresch waren; Aarbechten, déi net autoriséiert waren, déi awer subventionéiert goufen; net systematesch do en Expert externe, wou ee misst sinn, fir de Suivi vu Bau- a Moderniséierungsprojeten ze maachen; keng Rapporten iwwer Dépenses an Avancementer vu Projeten; Depassementer vu Budgeten, déi net an der Chamber autoriséiert waren.

Dee Rapport vun der Comexbu ass nach net hei definitiv vun der Chamber ugeholl ginn, mee den Här Colabianchi huet eis awer schonn an der Kommission eng ganz Rei vu senger Propositionen a Konklusioune presentéiert. An déi si ganz kloer, mat deene si mer och d'accord: De Ministère soll sech d'Moyene ginn, fir déi Kontroll effikass ze maachen. Déi Reglementer, déi ze huelle sinn, déi

d'Gesetz virgesäit, déi solle schnellstens geholl ginn. Déi noutwendeg Expertis muss erageholl ginn. En eegene Kontrollservice soll ausgebaut ginn, fir d'Kontroll effikass ze maachen. Eng Method, fir déi Kontroll iwwerall d'selwecht ze maachen, muss developpéiert ginn. Reegele sinn ze preziséieren, och fir déi Subventioune, déi erausginn. Dekonte vu Bau- a Moderniséierungsprojete sinn ze maachen an der Cour des comptes zurzäit virzeleëen. An derbäi kënn, dat d'Roll vum Commissaire du Gouvernement, deen an deenen eenzelne Conseil-d'administrationen ass, och nach eng Kéier muss iwwerprüft ginn, fir datt se effikass oder méi effikass ka gemaach ginn.

An do ass och kloer - dat läit scho säit iwwer engem Joer vir - d'Fro: Wéi wäit ass d'Regierung schonn an deene Modifikatioune, an deenen Ëmännerungen do gaangen? Wat ass scho gemaach ginn? A wat steet an deenen nächste Wochen un?

Wat op jidde Fall awer aus der Analys vun der Cour des comptes et erauskéint, dat ass, dat de Porteur vum Spidol egal ass. Ob et elo e Privaten ass, eng privat Entitéit ass, oder ob et eng öffentliche Entitéit ass, genau déi selwecht Problemer stelle sech. An och eng privat Entitéit ass à même, fir e Spidol ze geréieren, just d'Reegele musse kloer an däitlech sinn. Dee selwechte Prinzip hu mer d'ailleurs och am Sozialsecteur, wou am ASFT-Gesetz (ndlr: ASFT - activités sociales, familiales et thérapeutiques) d'Kontratioun vum Privatsecteur zu am Fong öffentliche Aufgaben kloer fixéiert ass.

Ech hu sechs Konklusioune, déi ech emol an deesem Moment op Basis vun deem, wat mer elo wëssen, wëllt draus zéien.

Déi éischt Konklusioun ass, dat den Asaz vun de Sue mat der Bestëmmung vun de Sue muss iwwerprüft ginn. D'Spideeler däreft keng Blackbox sinn an dofir muss kloer déi Kontrollmethodik esou sinn, dat se an all Spidol d'selwecht ass, dat se effikass ass an transparent ass.

Main zweete Punkt ass, dat d'Spideeler och en Aspekt vu Mënschlechkeet mussen erabrénge, dat keng Zwouklassemendezinn däreft do sinn, dat och Wäerter an der Medezinn musse kënnen an engem Spidol geliefert sinn. An dofir ass meng Fro och, ob net iergendzwoosch an de Spideeler zu engem gewëssene Moment en Effizienzaudit noutwendeg wär, deen och fir déi Aspekter vun der Effikasitéit, mee awer och vun deem, wat als aner Aspekt - Wäerteaspekter, Mënschlechkeetsaspekter - an d'Spidol erakéint, misst an Zukunft gemaach ginn.

Main drëtten Punkt, dat ass, dat et fir mech kloer ass, dat eng Klarifikatioun noutwendeg ass vun der Separatioun vun den Activités hospitalières op där enger Säit an den Activités non hospitalières op där anerer Säit, déi an de Spideeler stattfannen; och do, fir datt Transparenz an deem ganzen Dossier ass.

Mai véierte Punkt, dat ass, dat ee selbstverständlech och eng Reflexioun - den Här Baum huet et ugeschwat - muss maachen iwwer d'Besetzung vun de Conseil-d'administratiounen. Wou vill Leit setzen, déi hir Aarbecht gutt maachen, déi se och mat vill guddem Wëlle maachen, dat wëll ech och net kontestéieren! Nach misste mer eis als öffentliche Hand awer eng Kéier d'Fro stellen, ob deen Typ vu Besetzung, deen an de Conseil-d'administratiounen - zumindest an öffentliche Hand - gemaach gëtt, sënnevoll ass an ob dat richteg ass, wéi dat momentan gemaach gëtt.

Mai fënnefte Punkt, dat ass, dat mer evidenterweis en Exame vun de Reegelen en matière de conflits d'intérêts brauche fir sécherstellen, dat se sech och op all intervenanten an deem selwechte Mooss applizéieren. Transparent Reegelen, wat Conflit d'intérèten ugeet, sinn hei, esou wéi iwwerall, absolutt noutwendeg.

A mai sechste Punkt, dat ass eng Reflexioun iwwer d'Augmentatioun vun der Autonomie, déi awer Spideeler kënnen hunn, notamment en matière d'innovation vum „médical“, wann nei Saache sollen am Spidol agefuert ginn, dat se méi Flexibilitéit hunn. Mee et soll och de Moyen gi sinn, fir déi Flexibilitéit dann ze kontrolléieren, fir sécherstellen, dat se och an deem Sënn, wéi et geduecht ass, gebraucht ginn.

Dat sinn déi Punkten, déi fir mech sécher sinn. Mir kënnen als CSV alles ënnerstetzen, wat méi Transparenz an der Gestioun erabréngt. Et sinn öffentliche Suen, d'Regierung huet d'Responsabilitéit. A mir hunn natierlech och als Kontrollorgan eng Responsabilitéit, fir d'Regierung an hirer Kontroll ze kontrolléieren.

Dofir sinn ech frou, dat och d'Regierung sech engagiert huet, an där nächster Zäit an der Comexbu all déi Dossieren, zumindest déi Baudossieren ofze-ginn, dat mer déi, gradesou wéi an aneren Departementen, do kënnen kontrolléieren. Mir sinn, mengen ech, och Demandeur, fir och nach kënnen de Rescht vun der Gestion financière, souwäit et méiglech ass a souwäit et och eise Rôle ass, do kënnen matzukecken. Dat ass evident an eisen Aen.

Ech soen lech Merci.



■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Wiseler. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Déi rezent Evenementer an den HRS hunn natierlech dozou geféiert, datt eng Rei Diskussiounen lassge-tréppelt gi sinn, ënner anerem och iwwert d'Governance vun de Spideeler. Ech wëll och duerfir de Kolleege vun deene Lénke Merci soen, datt se dat als Ursaach geholl hunn, fir déi Diskussioun hei ze féieren. Iwwerregens eng Diskussioun, déi ee vläicht sollt reegelméisseg féieren, well wann ee Volet wierklech evolutiv an eiser Gesellschaft ass, dann ass et virun allem awer och d'Gesondheetssystem.

Ganz kuerz iwwert déi Evenementer, déi ech hei net wëll kueder kommentéieren, déi um Niveau vun den HRS virkonn sinn: Och d'Demokratesch Partei wäert sech ganz kloer distanzéieren vu Leit, déi mengen, datt se sech vläicht gewësse Rechter kéinten huelen, wat d'Impfen ubelaangt. Ech mengen, d'circulaire oder de Bréif vun der Santé war do ganz kloer, datt eng Hierarchie opgestallt ginn ass vun deene Leit, déi Prioritéit hunn, fir sech impfen ze loossen. A mat Sécherheet hunn dozou net onbedéngt déi gehéiert, déi an engem Verwaltungsrot sinn.

Ech wëll awer och ganz kloer hei ënnersträchen, datt mer elo awer och solle virsichteg si bei der Bewäertung vun engem Fonctionnement vun engem Spidol. Et wier awer och onfair, datt een elo bei engem Spidol, well eeben do d'féierend Leit vläicht net onbedéngt déi Krittären, déi Norme respektéiert hunn, déi se normalerweis misste respektéieren, dovun sollt ofleeden, datt d'Spidol u Renommée verluer hätt. Nee, ech mengen, et schaffen 2.300 Leit an den HRS, an och dat sollt ee respektéieren an och déi Leit maache mat Sécherheet eng ganz gutt Aarbecht. An duerfir kann een awer net, wéi gesot, elo ufänken, e bëssen de Staf iwwer e Spidol ze brächen, émsou méi engem awer och muss bewusst sinn, datt mer hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer an där gudder, an där glécklecher Situatioun sinn, datt mer net nëmmen eng gutt Spidolinfrastruktur hunn, mee datt mer awer doriwwer eraus och e gutt funktionéierende Gesundheetssystem hunn - dee selbstverständlech ëmmer nach ka verbessert ginn.

Ech mengen, fir eis als Demokratesch Partei ass et ganz kloer, datt mir nach wie vor zum Prinzip stinn, datt eise Gesundheetssystem muss universal sinn, datt all Mënsch muss Zougang zu dem Gesundheetssystem hunn, zu den elementare Soenen, wat natierlech net ausschléisst, datt doriwwer eraus och kënnen Soenen uegebue ginn, déi net direkt vun enger Krankekeess kënnen rembourséiert ginn.

Mir hunn e Spidolgesetz, wat mer de 7. Februar 2018 hei respektiv vis-à-vis gestëmmt hunn. Dat war keng einfach Aufgab. An ech ka mech dorunner nach ganz gutt erënneren. An ech mengen, grad zwoe Vertrieeder vu menger Partei, eis Frënn Dokteren, den Alexandre Krieps an den Edy Mertens, hu ganz vill Input do ginn, fir datt eeben do e Gesetz erauskomm ass, wat awer wierklech enger moderner Gesundheetspolitik soll entsprechen. Do sinn eng Rei Pisten opgezeecht ginn, awer och eng Rei Krittäre festgehale ginn, wéi d'Governance, eng beschtméiglech Governance vun de Spideeler soll ausgesinn - ech weisen drop hin -, wat zum Beispill d'Kompetenz vum Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux ubelaangt respektiv wat de Conseil médical ubelaangt.

Ee Wuert och zum Commissaire du Gouvernement aux hôpitaux: Effektiv, dee Rôle ass hei schonn ugeschnidde ginn, et ass e ganz wichtige Rôle. Mir stellen haut fest, obwuel, wéi gesot, déi Fonctioun nach verstärkt ginn ass, datt awer vläicht do nach Nohuelbedarf besteet. A mir mengen och als Demokratesch Partei, datt et wichteg ass, datt een do och reegelméisseg Rapporten virleet, datt ee gesäit, inwiefern datt de Vertrieeder vum Staat awer och kann an deenen eenzelne Verwaltungsreiter, wou e jo d'Méiglechkeet huet, ëmmer ze assistéieren, och kann intervenéieren.

Mir sinn eis ganz kloer bewusst: Eis Spideeler kënnen net funktionéieren ouni öffentlech Subventioun. Dat ass evident. Virdrun ass geschwat gi vun enger Milliarden hei. Meng lescht Informatioun läit bei plus ou moins 1,3 Milliarden öffentlech Gelder, déi, wéi gesot, an de Gesundheetssystem insgesamt investéiert ginn. Dat ass och richteg esou. Mir kënnen nëmmen en effikasse Gesundheetssystem hunn, wann och d'öffentlech Hand do massiv dran investéiert. Dat heescht awer gläichzäiteg, datt d'öffentlech Hand awer och muss e Matsproocherecht hunn a virun allem och e Kontrollrecht muss hunn.

Mir hunn iwwert déi Verwaltungsreiter natierlech och als Politik d'Méiglechkeet... Mir hunn och souguer Leit heibanne setzen, déi souguer President vun engem Spidol sinn. Also d'Politik huet schonn eng gewëssen Ansicht, awer op där anerer Säit muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Verwaltungsreiter net sollen nach méi mat Fachleit kënnen besat ginn. Jiddefalls fir eis ass et ganz kloer, et ass en allgemenge Prinzip: Wa bis öffentlech Gelder investéiert ginn, da

muss eng optimal Transparenz och kënnen garantéiert sinn.

Jiddefalls gehéieren d'Spideeler ouni Zweifel zu deem wichtigste Pilier vun eisem Gesundheetssystem. A mir mussen eis natierlech och Gedanke maachen: Wéi kënnen mer am Fong dee Pilier do nach verbesseren, nach méi effikass asetzen? Jiddefalls ass eppes kloer: D'Gestioun vun de Spideeler u sech ass eng ganz komplex Saach. An dowéinst muss een eeben och d'Diskussiounen féieren iwwer zum Beispill den Extrahospitalier. Dat ass eng separat Diskussioun, déi mer och wäerten an deenen nächste Wochen a Méint hei méi verdéieren.

Wéi gesäit dann elo u sech eng modern Governance vun eise Spideeler aus? Fir eis als Demokratesch Partei ginn et do zwoe Haaptstufen. Dat éischt ass am Fong, datt een eng verbessert Qualität - an och Käschteeffizienz kann erreechen, andeems zum Beispill bestëmmte Services vun de Spideeler och vläicht kënnen méi zentral an Zukunft organiséiert ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Informatik, Hygiènes- a Sterilisatiounsservices, Qualitätskontroll, Aus- a Weiterbildung, d'Laboratorien an esou weider.

Da si mer awer och zweetens virun allem der Meenung, datt déi Enveloppe budgétaire, déi jo och hei zu Recht oft kritesch analyséiert gëtt, och vläicht méi leeschungsbezu sollt gesi ginn. Wat heescht dat am Kloertext? Mee datt am Fong elo, amplaz datt einfach nëmmen e globale Budget de Spideeler offéiert gëtt, awer och gekuckt gëtt: Wat ass u sech de Retour, wat leesch e Spidol fir déi Enveloppe, déi et vum Staat zur Verfügung gestallt kritt? Dat heescht, datt een am Fong geholl méi eng käschteeffizient medezinesch Qualität kann erreechen. Mir sinn och der Meenung, datt eng gewësse Standardiséierung vun de medezineschen Prozeduren soll kënnen erreecht ginn, datt natierlech virun allem no internationale Krittären.

Et ass och evident, datt net all Spidol ka sämtlech méiglech Operatiounen an Therapien ubidden. Jiddefalls fir eis als Demokratesch Partei ass et ganz kloer: Mir mussen an Zukunft e gudden Equilibre fannen. Wat heescht dat? En Equilibre zwiwschent engersäits deem, datt e Spidol awer och eng gewëssen Autonomie muss kënnen behalen. Och e Spidol muss souguer no gewëssene wirtschaftleche Krittäre kënnen funktionéieren, datt ass evident. Natierlech d'äerf dat net op d'Käschte vun de Soine vum Patient goen. Mee op där anerer Säit kann et awer och net esou sinn, datt e Spidol net kann awer, wéi gesot, no rasonablen Iwwerleeungen, seng Moyenen asetzen. Op där anerer Säit ass et awer ganz kloer fir eis, wann d'öffentlech Hand esou massiv investéiert, datt se och muss en Droit de regard hunn.

An deem Sënn, wéi gesot, si mir als Demokratesch Partei jiddefalls der Meenung, datt de Moment eise Spidolssystem insgesamt gutt funktionéiert, wat awer net soll verhënnern, datt mer munch Saache mussen hannerfroen. Ech kéint och elo nach iwwert d'CNS hei schwätzen, maachen ech awer haut net. Awer et ass e Prozess, dee permanent muss iwwerwaacht ginn a permanent muss hannerfrot ginn.

An deem Sënn soen ech eise Kollege vun deene Lénken nach eng Keier Merci fir déi wichtig Heur d'actualité hei. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Graas. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Mars Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegeen, fir d'éischt e Merci dem Här Baum. An dann e puer No-Goen: No-Go fir Impfdrängler; No-Go, fir Impfstoff, deen en Allgemenggutt soll sinn, fir kommerziell Zwecke ze méissbrauchen; an No-Go fir Interessenkonflikter an de Spideeler. An dat gëllt selbstverständlech fir all Verwaltungsrotsmitglieder, och fir Verwaltungsrotsmitglieder, déi aus der Politik kommen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Déi aktuell Viruskris huet eis gewisen, wéi wichtig a richteg dee staarken Engagement vum Staat a vun de Gesundheetскеесс fir eis Spideeler ass. Allgemeng hu mer eng gutt Zesummenaarbecht wärend der Kris zwiwschent de Spideeler. An eis Spideeler an hiert Personal hu beispillhaft geschafft a verdéngen e grouesse Merci duerfir!

Doriwwer eraus ass a bleibt eise solidaresch finanzierte Spidols- a Gesundheetssystem e wichtige Pilier, fir den universellen Zougang zu qualitativ gudder Gesundheetleeschung fir jiddwene ze garantéieren, datt bei eenheetlechen Tariffer a wéineg Egebedeelegung, wat net an alle Länner de Fall ass, och net ronderëm eis.

Et wär also e graffe Feeler, wann een d'esse Secteur géif schwächen. Am Géigendeel muss eise Spidolsektor, wéi de Gesundheetssystem insgesamt, weider gestärkt ginn. An déi Wäerter, op déi se opbauen, muss respektéiert ginn. Dat heescht net,

dass et kee Verbesserungspotenzial gëtt. A well mer eis an der Rumm vun enger Aktualitéitsstonn bewegen, kann ech dat nëmmen am Telegrammstil opzuechen. Mir kréien an nächster Zukunft eng ganz Rei vu Rendez-vousen - sief dat ronderëm de Gesundheetsdësch, sief dat ronderëm eng Rei vun Orientéierungsdebatten -, fir dee ganze Sujet ze verdéieren, deen extreem wichteg ass a wou och elo Fënsteren opgaange sinn, Dieren opgaange sinn am Zesummenhang mat der Kris, fir weider un eisem Gesundheetssystem am Sënn vu Verbesserungen ze schaffen.

D'Spideeler ginn also hei zu Lëtzebuerg bal vollstänneg iwwer Steiergelder oder Cotisationsen, also vun eis all finanziert. An dat gëllt fir d'Infrastrukturen, dat gëllt fir den Ekipement, dat gëllt fir de Fonctionnement. Duerfir ass et fir eis kloer, dass den allgemengen Interêt, den öffentlechen Opdrag, den Interêt vum Patient, awer och vum medezineschen Flegepersonal muss priméieren, an net Partikularinteressen. Si sinn d'utilité publique an do hu Macht-politik, Geschäftermaacherei, Spekulation, juristesche Spillereien a Verschachtelungen an iwwerméissegen Ego näscht verluer.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Verschidden Organisationsformen, datt ass gesot ginn: Etablissements publics, Fondatiounen, SAen, SAe plus Fondatiounen - soudass den Duerchbléck net ëmmer einfach ass. Déi rezent Vergaangenheet huet gewisen, dass Verschachtelungen, wéi mer se zum Beispill um Kierchbiereg erlieft hunn, op d'Käschte vun der Transparenz ginn. Doniewent tauchen nei Acteuren an deem Secteur op, déi näscht mat Gesundheet ze dinn hunn, mee éischer mat Immobilien, mam Holzbau. An, nodeem d'Gemenge sech awer e bëssen aus dem Spidolsektor zréckgezunn haten, sinn elo och erëm Gemengen, déi kleng Klinicke wëlle matopbauen, awer - an dat ass wichteg ze wëssen - net ëmmer onbedéngt déi Kompetenz hu matzehalen, wann et drëm geet, mat cleveren Entrepreneurie kënnen matzehalen.

Wat mir gär hätten an dem Spidolsektor - ech probéieren, dat esou kuerz wéi méiglech opzuzielen: méi Mateneen amplaz Géinteneen, eng besser Zesummenaarbecht mat deenen anere Beräicher, Basisversuergung an alle Beräicher vun der Medezinn, mat den Hausdokteren, mat de Maisons médicales. Mir hätte gären eng gemeinsame Trägerschaft - wéi wäit se geet bleibt à discuter -, mee eng gemeinsam Trägerschaft mat engem staarken Verwaltungsrot, mat staarken Direktiounen, déi kënnen zsumme Strategien a Konzepter entwéckelen, jo, fir d'éischt vläicht mat deenen öffentleche Spideeler, mee och fir déi aner.

An dat ass e bëssen de Problem. Mir hunn hei e gewëssene Géinteneen: öffentlech vis-à-vis vu méi privatorientierte Spideeler mat verschidde Vergaangenheeten. An dat ass net gutt. Matabannen och vun deene spezialisierten Zentren, sief dat de Rehazenter, sief dat de Baclesse-Radiotherapiezentrum, sief dat den Häerzzentrum, sief dat aner spezialiséiert Zentren, déi kënnen mat an déi Konzepter, déi Strategie agebonne ginn.

Méi Transparenz a besser Kontrollméiglechkeete fir de Staat an d'CNS iwwert de gudder Gebrauch vun öffentleche Gelder. De Kollege Wiseler huet vun den Infrastrukture geschwat - et ass do, wou am mannste Schmu ka gemaach ginn. Do, wou Gelder wandere vun enger Struktur zur anerer, vun enger SA zu enger Fondatioun, vun enger Fondatioun dann a Projeten, déi net onbedéngt ëmmer eppes mat der Gesundheet ze dinn hunn, oder Gesundheetberäicher decken an awer op eemol Immobiliengeschäfte domat verbannen: Dat kann net sinn! Dat kann net sinn, well do sinn öffentlech Gelder am Spill, eis Gelder, wou mer och e Recht op Kontroll hunn.

An do géif ech derfir plädéieren, dass mer aus dem Commissaire aux hôpitaux e reegelrechte „Commissariat“ aux hôpitaux maachen a wann et muss sinn, net nëmmen d'Cour des comptes aschalle bei den Infrastrukturen, mee och bei der Wanderung vun de Gelder an deenen eenzelne Spideeler. An de Kollege Wiseler huet haaptsächlech vun öffentleche Spideeler geschwat, ech schwätzen och vun deenen aneren, well do ass et vläicht gradesou wichteg, dass ee weess, wou déi Gelder hiwanderen, an déi Transparenz ze schafen.

■ **M. Claude Wiseler (CSV).** - Ech si jo d'accord mat lech, Här Di Bartolomeo.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Eng Adaptatioun vun de Planungsinstrumenter, besonnesch wichteg no deenen Urteeler, déi gefall sinn a Saache schweier Ekipementer, IRM a Scanner, géint de Wildwuchs, well dat ass Géif fir deen dote Secteur. A wa mer d'Fenster opmaachen, wa mer d'Dier opmaache fir profitorientéiert Acteuren hei zu Lëtzebuerg, da maache mer d'Dieren och grouss op fir d'Häifesch, déi vun d'aiséiert der Grenz kommen. Dat hunn an der Zwëschenzäit och eis Vertrieeder vun der AMMD agesinn, dass jee nodeem, wat geschitt, deen, dee mengt, e géif deen éischte Match wannen, d'Final verléiert. An dat ass eng reell Gefor.

Dann - ech si schonn esou gutt wéi fäerdeg, Här President -, den Observatoire de la santé an déi nei Carte sanitaire ginn eis eng ganz gutt Basis fir déi weider Entwécklungen an der Gesundheet, awer och am Spidolsektor, no ganz kloer Krittären, déi da sinn: de medezinesche Fortschrëtt suivéieren, déi demografesch Entwécklung suivéieren, Waardezäiten esou geréng wéi méiglech halen, regional Verdeelung berücksichtige mat Dezentraliséierung. Wou mer awer sollen op dat zréckkommen, wat ech virdu gesot hunn: Den Agenda B d'äerf net Geschäftermaacherei sinn, mee muss d'Verbesserung si vun den Dëngschleeschungen am Rame vun deene Wäerter, déi eis sinn, an net ausserhalb dovun.

Dann des Weideren: d'Continuité des soins garantéieren, beschtméiglech Utilisatioun vun de personelle Moyenen, Dokteren a Flegepersonal, mat deene Statuten, déi se hunn, well mir kënnen eis wierklech eng Zuzettelung hei net erlaben. Hei zaubert ee keng zousätzlech Leit erbäi. Déi, déi een enzwousch ewechhält, fir op eng aner Plaz ze setzen, déi feelen do an de Spideeler, wou d'Continuité des soins muss garantéiert ginn.

Also opgepasst: Duerfir ass et enorm wichteg, dass mer esou schnell wéi méiglech deen aktuelle Vide, dee mer hunn an der Planungs Capacitéit no den Urteeler, déi gefall sinn, dass mer deen zoumaachen - onofhängeg elo vun deenen Diskussiounen, déi mer um Gesundheetsdësch hunn -, zoumaachen opgrond vun deene Krittären, déi ech nimmere raissen. A mir mussen dat am beschten zesumme maachen! Mee wann et Blocage gëtt, da muss deen, dee bezitt, seng Responsabilitéit iwwerhuelen.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Di Bartolomeo. An da wier et un där honorablen Madamm Josée Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an den Diskussiounen ronderëm de Spidolsektor misst et jo eigentlech em d'Qualitéit vun de Services, em Problemer an den Urgencen, em d'Penurie vun de Spezialisten a vum Santéspersonal goen, mee och em d'Aarbechtskonditiounen an deem Secteur a vill aner Theemen, déi eis och an der Pandemie ganz bewusst gi sinn.

Noutgedronge beschäftege mer eis awer haut mat der bedenkelecher Governance vun engem Spidol a mat de Konkusiounen, déi mir doraus mussen zéien. Dat ass ganz sécher net vu Muttwëll an duerfir soen ech dem Kollege Marc Baum och villmoos Merci fir d'esse Initiativ.

Méi speziell geet et jo em e Spidol, wat schonn zënter Februar fir negativ Schlagzeile gesuergt huet. De Marc Baum huet se virdu virgelies, eng ganz Rei, déi mer all an der Press och selwer konnte verfolgegen. An Dir wësst jo och, em wéi e Spidol et geet: Et ass d'Spidol um Kierchbiereg vum Grupp Robert Schuman. Negativ Schlagzeilen, net well d'Soine um Kierchbiereg ze wënschen iwwer loossen oder medezinesch Feeler géife passéieren, dat sécher net. An et ass och net d'Beleegenschaft, déi fir déi bekannt Mësstänn verantwortlech ass.

Kuerz gesot, an dat wësst Der och, geet et em dräi Fäll vun Impf-schmarozterum an Egomane an der Chefetage, em d'Vergéftung vun Aarbechtsklima a grav Accusatiounen an Erniddregungen an em méiglech Interessenskonflikter, déi engem Spidol net wierdeg sinn an déi mat kengem, awer wierklech kengem Argument ze rechtfertige sinn. Ech ginn net méi am Detail drop an, well mer hu jo net eng hallef Stonn Zäit an et géif vill Minutte féllen.

Ech kommen dann zu der Fro vun der Governance, déi awer och soll haut diskutéiert ginn, an dat ass wichteg.

Dir Dammen an Dir Hären, och wann de Governance a Managerdiscours ufänkt, sech am Spidolsektor duerchzusetzen, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mee och an anere Länner, esou beweegen mer eis hei awer net an der Privatwirtschaft, wou vill vu Management a Governance geschwat gëtt. Mir beweegen eis am öffentleche Spidolsektor, dee Joer fir Joer mat Steiergelder a Milliounen, a Milliardenhéicht finanziert gëtt. D'Hallschent vum Santésbudget fléisst an d'Spideeler zu Lëtzebuerg. D'Moyenne vun der EU läit bei 30 %, mir leie bei 50 %, an dat ouni d'Personalkäschten an ouni d'Infrastrukturkäschten derbäizerechnen, déi och iwwert de Staat finanziert ginn.

An Euro ausgedréckt, sinn dat 2,3 Milliarde plus ou moins an zwoe Joer, déi an d'Spidolaktivitéiten eleng fléissten. Domat kann ee soen, datt Lëtzebuerg eigentlech ee vun den deierste Spidolsecteuren vun der Welt huet. A mir hu Spideeler, déi schonn zanter den 80er, 90er Joren alleguer d'selwecht vum Staat behandelt ginn, onofhängeg dovun, ob et sech em privat oder öffentlech Spideeler handelt, onofhängeg dovun, ob se e laizisteschen oder e reliésen Hannergrond hunn, onofhängeg dovun, wien den Träger



ass. Woubäi d'Fro, ob e Spidol net en Établissement public soll ginn, ëmmer méi pertinent gëtt. De Marc Baum huet et och virdu gesot.

Wann de Staat an domat de Steierzueler budgetär Enveloppen a Milliardenhéicht un d'Spideeler ausbezilt, da muss och natierlech séchergestallt ginn, datt déi Gelder effektiv do ukommen, wou se gebraucht ginn, a benotzt gi fir dat, woufir se geduecht sinn, an net fir aner Zwecker - an zwar ukomme beim Patient, ouni Ennerscheed vu senger finanzieller Situatioun a senger sozialer Hierkonft.

An et läit an eisem universelle Solidarsystem och op der Hand, datt déi direkt an indirekt erwirtschaft Gelder vun engem Spidol zugonschte vum Patient reinvestéiert musse ginn, an dat an enger koordinierter Approche op Basis vum Spidolsplang an anere Gesetzer, amplat zatt se a Reserven, Fongen an Immobilie fléissen, déi mat Allgemenginteressen an Allgemengwuel näischt ze dinn hunn, mee mat Beräicherung a Spekulation, oder awer a Strukturen an Apparater, déi et erlaben, eng Zwouklassesmedezinn zu Lëtzebuerg opzebauen. Do kommen och nach eng Kéier herno drop zrëck.

A wa Gelder fléissen, Dir Dammen an Dir Hären, da muss hir Affektatioun och kontrolléierbar sinn an demokratesch kontrolléiert ginn. Duerfir brauche mer onbedéngt Transparenz, well nëmme wat een transparent gesäit, kann een och kontrolléieren.

Fir déi néideg Transparenz ze schafen, brauche mer eng detailléiert an asichtbar Dokumentation vun der Activité médicale an den eenzelne Servicer. Mir brauchen eng Comptabilité analytique an eng sougenannt „Full-cost-Rechnung“ vun den Aktivitéite vum Spidol, verbonne mat enger zäitgemässer Nomenclature. Eréischt dann ass et méiglech, déi global Enveloppe budgétaire, vun där och den Här Graas virdu geschwat huet, duerch Tarification par l'activité ze ersetzen. Alles befénnt sech schonn zanter Joren a Joren am Chantier a mir hoffen, datt dee Chantier gläich dann ofgeschloss ka ginn.

Sollt et sech awer elo schonn erausstellen, datt et u Kontrollinstanzen a Kontrollmechanisme feelt, Dir Dammen an Dir Hären, da mussen déi onbedéngt verstärkt ginn, wuel wëssend, datt de Commissaire aux hôpitaux an der Realitéit éischeren einsame Rufer an der Wüst ass wéi e Mann mat vill Gewiicht, wann et ëm d'Kärtheeme vum Fonctionnement, ëm d'Qualitéit vun de Servicer geet. Do huet en einfach net vill matzschwätzen an en huet scho guer näischt ze decidéieren.

A sollt sech dann erausstellen, datt d'Spidolsgesetz vun 2018 muss nogebessert ginn, da musse mer och dat Gesetz nach emol op de Leescht huelen.

Eng aner Pist ass och scho genannt ginn. Et ass d'Pist, déi d'Cour des comptes an hirem Rapport iwwert d'Spidolsinfrastrukture geliwert huet. Quitte datt de Rapport vun Rechnungshaff sech eenzeg an eleng op d'Infrastrukture limitéiert an dee laang erwaarte finanzielle Suivi dann och recommandéiert, esou wéi dat och an aneren Domänen gemaach gëtt, notament do, wou et ëm öffentlech Baute geet, wou de Minister all sechs Méint muss an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire kommen an de Suivi muss presentéieren, esou geschitt dat dann och elo gläich mat de Spideeler, mat den Infrastrukturen awer just. Vu datt awer hei méi Problemer hannendrustinn, muss een iwwerleeën, ob de Rechnungshaff sech net och mat der Affektatioun vun den öffentleche Gelder am Spidolssecteur generell befaasse soll an dat soll kontrolléieren, wat zu deem Moment scho kontrolléierbar ass.

Net manner wichteg ass och d'Kontroll vun der Qualitéit, wéi an all Domän vun der öffentlecher Politik, quitte datt déi net an d'Kompetenz vun der Cour des comptes fält. Mee ech denken, et gi Gremie genuch, déi och d'Qualitéit kënnen méi kontrolléieren.

Dir Dammen an Dir Hären, eis prinzipiell Fro bleift awer och déi, wéi wäit mir et kënnen zuloossen, datt eenzel Spideeler eng kohärent Entwécklung vun de Spidolsstrukture court-circuitéieren, souzezoen ëmfueren, fir sech d'Kiische vum Kuch erozflecken, an e Wildwuchs kënnen zuloossen, fir d'Haifesch aus dem Ausland unzezéien. Dat ass net an eisem Sënn.

Dir Dammen an Dir Hären, ganz sécher brauch den Osten eng gutt medezinesch Versuergung. Dat stellt kee Mënsch a Fro. Déi geplangt multidisziplinär Poliklinik vum Grupp HRS geet awer kloer an d'Richtung vun enger profitorientierter Privat-medezinn, fir net ze soen an d'Richtung vun enger Zwouklassesmedezinn, déi ech am Ufank ernimmt hunn. Esou Entwécklung kënnen mir als Gréng weeder vum politeschen nach vum soziale Standpunkt hier ënnerstëtzen. Dat hu mer schonn ëfters beout.

Éischters ass eist Land ze kleng, fir déi historesch Konkurrenzkampf tëscht de Spideeler an d'Glawenskricher nees opflamen ze loossen. Besser mir schafe Synergien a suerge fir Kohärenz. Dat ass am Sënn vum Patient a vun all de Biergerinnen a Bierger.

Zweetens waren, sinn a bleiwen déi gréng Verfechter vun engem solidareschen öffentleche Gesondheetssystem, deen eist Land schonn zanter ville Joerzénge auszeechent, an deen d'äerf net a Gefor geroden.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Madamm Hetto, wannechgelift.

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Ech wollt froen, ob ech d'Madamm Lorsché d'äerf kuerz ënnerbriechen, well se elo den Oste mat deem Projet do ...

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Ech si fäerdeg.

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- A, dat hat ech net matkritt, pardon! Ech wollt just e Wuert dozou soen, Madamm Lorsché. Ech géif lech proposéieren, mat Äre Leit aus der grénger Fraktioun vun der Gemeng Jonglënster ze schwätzen. Mir hatten déi lescht Woch eng ganz gutt Reunions mat deene Responsable vum der Fondatioun vun den HRS. An da kënt Der lech richteg informéieren, da setzt Der net onwourecht hee an der Chamber an d'Welt! Ech géif lech dat proposéieren.

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Also ech war elo net dat Éischt, wat dat do elo ugedeit huet. Et ass d'Suerg, déi fir eis hannendrusteet, déi mer wëllen ausdrécken ...

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Dann informéiert lech wannechgelift, well et ass alles kloergestallt ginn. An Äre Leit ware ganz zefridden no där Reunions. Ech fannen dat ganz geféierlech, hei esou Saachen ze soen, wann ee sech net informéiert huet!

■ **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Et ass eng Richtung, déi mir wëlle verhënnere. An dozou sti mir, Madamm Hetto!

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Madamm Lorsché, de ländleche Raum huet och e Recht op eng anstännege medezinesch Versuergung.

#### (Interruptions)

Jo! Et ass inakzeptabel!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Lorsché. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass net den Här Gloden, mee den Här Jeff Engelen.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Ganz richteg!

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Voilà!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Awer net egal wat.

■ **M. Léon Gloden (CSV).**- Eng anstännege medezinesch Versuergung.

#### (Interruptions diverses et brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Jeff Engelen, Dir hutt elo d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- En Immobilieprojet, ...

#### (Interruption par Mme Françoise Hetto-Gaasch)

... wou d'Gemeng iwwert den Dësch gezu gëtt!

■ **Mme Françoise Hetto-Gaasch (CSV).**- Awer net zu Jonglënster!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Éischt emol wëll ech de Kollege vun de Lénke Merci soe fir des Aktualitéitsstonn, déi jo blutnéideg ass, besonnesch no deene Virkommisser, déi an eenzelen Verwaltungsreit zu Dag komm sinn oder an der Press breetgetrëppelt goufen.

Ech wëll mech awer haut net mam Covid befaassen, mee ech wëll am Fong geholl d'Spidolsgouvernance e bësse bekucken aus der Siicht vum Patient a vum Personal.

Fakt ass: Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi al an domat brauche mer och ëmmer méi Leit, fir adequat Moosnamen ze hunn an der Fleeg. Bevir ech an den Detail ginn, wollt ech eng méi allgemeng Remark formuléieren. Mir sinn eis, denken ech, heibannen eens, datt d'Wuel an d'Dignitéit vun de schwachen, eisen eelern a kranke Matbierger eng zudéifst mënschlech Verflichtung ass. An als Politik si mir ugewisen, déi richteg Bedingungen ze schafen, fir datt déi Leit, déi Dag fir Dag eng onverzichtbar Aarbecht maachen, ënnert de beschtméigleche Konditiounen schaffe kënnen.

Wéi ass an deem Kontext ze verstoen, datt besotend Leeschtunge sollen ofgebaut ginn? Ech ernëren an den Engagement vun der ADR, fir datt zum Beispill d'Soins palliatifs am Ettelbrécker Spidol erhale solle bleiwen. Hee hu mer et mat engem Service ze dinn, dee virbildlech funktionéiert. An awer sollten hei Leeschtunge ofgebaut ginn. Soll ee wierklech Leeschtungen ofbauen zum Nodeel vu stierweskranken Leit? Als ADR soe mir dozou kloer Nee!

Wéi ass et ze verstoen, datt mer ënner Joren a Joerzénge, wou d'Sozialisten de Gesondheitsminister stellen, higinn a bei engem héijen demografeschen Wuesstum Better ofbauen? Dat si keng Saachen, déi d'ADR erfondt huet. D'Sozialisten hunn

et souguer selwer zouginn. Ech zitieren hei den Här Nicolas Schmit. Ech mengen, dat ass jo net grad dee Weéngsten an der Partei vun der LSAP. Deen huet net méi spët wéi des Woch an der Zeitung „Delano“ am Interview, deen e ginn huet, gesot, an hei zitieren ech - folgend Zitat war op Englesch, mee mir hunn et iwwersat op Lëtzebuergesch: „An enger ganz budgetärer Logik [...] goufe vill Aschnëtter am Gesondheetssystem virgeholl. Mir hunn d'Zuel vun de Spidolsbetter reduzéiert, mir hunn d'Spideeler net adequat ausgestatt. Dat bedeit, datt d'Leit, déi haut an de Spideeler schaffen, konfrontéiert si mat enger absolutter Iwwerbelaschtung un Aarbecht.“ Ech mengen, wann een dat vun engem Här Schmit héiert, dat muss engem ze denke ginn.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- An Europa.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Rationalisierung an Effizienzsteigerung am Gesondheetsssector d'äerfen nëmme da geschéien, wa se net zulaaschte vum Patient ginn.

#### (Interruption)

An deem Sënn kucke mer beonouegt op all Privatisierungstendenz, esou wéi iwwerengs och d'Gewerkschaften.

#### (Interruption)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Engelen huet d'Wuert a soss keen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Gelift!

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Den Här Schmit huet vun Europa geschwat.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Jo, awer och iwwer Lëtzebuerg. Ech kommen herno nach drop zrëck.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Engelen, loosst lech net stéieren!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Ech sinn net esou séier aus der Rou ze bréngen. Sécher sollen eis Klinicken effizient schaffen an et d'äerf een ni higoen an ëmbauen an e profitorientéiert Unternehmen, wou d'Wuel vun de Patienten an dat vum Fleegepersonal an der zweeter Rei stinn.

Mir wäerten an deem Sënn och de Gesetzesprojet 7753 genee verfolge, wou laut de Gewerkschaften d'Leeschtungen aus Profitgrënn sollen geoutsourcéd ginn. Dat ass net déi Politik, déi mir wëllen.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Très bien!

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Grundsätzlech ass ze soen: Wann d'Personal, d'Fleegepersonal sech wueffillt, fillt och de Patient sech wuel. Leier héiert ee vum Auxiliaire de vie iwwert den Aide-soignant bis hin zum Infirmier wéineg Erfreeches aus dem Klinikalldag. Ze wéineg Zäit fir de Patient ze hunn an eng héich Aarbechtsbelaschtung sinn zum alldeegleche Standard ginn. An dobäi huet all Beruf am Klinikalldag seng Berechtigung a si musse wéi Bausteng zesumme funktionéieren.

Weider problematesch sinn nach ëmmer d'Waardezäiten an den Urgencen. Dës sinn zum Deel fir de Patient onzoumuttbar. Et héiert een, an dat ass mer x-mol zougedroe ginn, vun enger Stonn bis siwe Stonne Waardezäit. Ech mengen, dat ka jo net sinn. An duerfir wollt ech emol hei eng Motioun deponéieren, fir déi Saach genee ze analyséieren. An ech géif lech bidden, Här President, dës Motioun unzehuelen. Wannechgelift!

#### Motion 1

D'Chamber vun den Deputéierten

stellt fest,

- datt d'Waardezäiten an den Urgencen am ganze Land dacks ganz laang sinn;

- datt et an der Praxis virkënt, datt ganz vill Stonne vergoe kënnen tëscht der Umeldung an der Entloossung vum Patient,

ass sech bewosst,

- datt dësen zäitlechen Oflaf dem Patient, dee jo generell an enger schlechter Verfassung ass, a ville Fäll net zoumuttbar ass,

fuerdert d'Regierung op,

- den zäitlechen Oflaf vun der Umeldung bis zu der Entloossung vum Patient an allen Urgencen am Land ze ënnersichen;

- an allen Urgencen am Land eng Analys duerchzuführen, wat d'Grënn an d'Ursaache fir déi dacks onzoumuttbar Waardezäite sinn;

- opgrond vun de Resultater vun där Analys all néideg Moosnamen ze treffen, fir d'Waardezäiten an den Urgencen fir de Patient op e Minimum ze reduzéieren.

(s.) Jeff Engelen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Engelen.

■ **M. Jeff Engelen (ADR).**- Duerfir ass och an de Poliklinicken iwwerfuerdert Personal, an onzefridde Patienté sinn d'Resultat. An ech mengen, deem musse mer an eiser aller Interessi entgéintwierken.

De Weltverbond vun den Infirmieren an dem Fleegepersonal ass an enger groussugeluechter Studie zum Resultat komm, datt déi bedenklech Entwécklungen, déi mir hei zu Lëtzebuerg feststellen, weltwäit optrieden. Personalmangel an Zäitdruck an de Spideeler sinn traureg Phenomeener, op déi mer musse reagéieren.

An da wëll ech elo zum Schluss kommen. Mir mussen och den Hiewel beim Rekrutement vum Gesondheetsspersonal usetzen. D'Gesondheetssberuffer mussen nees méi attraktiv ginn. Dës erreche mer awer nëmme, wa mer am Hibleck op d'Spidolsféierung grundsätzlech ëmdenken. D'Politik muss d'Jalonen esou setzen, datt d'Personal an de Klinicken déi Zäit huet, déi et wierklech brauch, fir d'Wuel vun dem Patient ze garantéieren.

Mir mussen dobäi ewechkomme vum Profitdenken an erëm hikommen zur Käraufgab vun de Spideeler: d'Wuel an d'Gesondheet vum Patient erëm op de Sockel setzen.

Ech soen lech Merci fir Äre Opmierksamheet.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Engelen. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, als Alleréischts och vu menger Säit e ganz grouse Merci un d'Kolleege vun déi Lénke a ganz speziell dem Marc Baum, fir dese wichtige Punkt op den Ordre du jour gesat ze hunn. Ech mengen, et ass net nëmme wéinst der Covid-19-Pandemie, wou ee sech d'Spideeler eng Kéier méi genau muss ukucken, mee et ass generell eppes, wat déi lescht Joren e bëssen ze kuerz koom.

Zweetens wollt ech awer och e ganz, ganz grouse Merci un dat ganz Personal am Spidolsweise riichten, well bei all Visitt - an trotz alle Mësstänn, iwwert déi een eventuell schwätze kann, et ass ganz seelen d'Personal um Terrain -, well bei all Visitt, déi ech zumindest erlieft hunn, huet dat sech wierklech duerch Professionalitéit a Frëndlechkeet, trotz Stress, auszeechent!

Dat heescht, wa mer iwwer Mësstänn schwätzen, muss een hei leider dat Spréchwuert beméien: „De Fësch sténkt vum Kapp.“ An ech mengen, wéi mer all wëssen, sinn an deene leschte Wochen a Méint leider eng ganz Rei Mësstänn um Kapp vun de Spideeler oder vun enger Retsch vu Strukturen opgedeckt ginn, déi mat der Gestiou vun de Covidimpfungen, mee och mat dem aldeegleche Geschäft vun ënner anerem den Hôpitaux Robert Schuman ze dinn haten.

D'Virwërf vun Impfdrängelen, Interessekonglikter, Favoritismus an Harcèlement vum Employéë respektiv Independanten hu kee gutt Licht op d'Verwaltungsstrukture geworf an och d'Fro vun der politescher Responsabilitéit huet sech gestallt.

Misst de Staat net méi genee kontrolléieren, wéi mat den öffentleche Gelder, déi jo am Spidolssecteur stiechen, ëmgaange gëtt? Misst d'Politik net vill méi kloer Reegele formuléieren, fir Interessekonglikter auszuschléissen an d'Personal an d'Patienten aus de Spideeler ze schützen?

Eise Spidolssecteur ass par rapport zu der Gréisst vun eisem Land immens fraktionéiert. Firwat? Firwat ginn et esou vill verschidden Entitéiten, déi onofhängeg vunene sinn a wou de Staat kee richtegen Duerchblëck a virun allem kee richtegen Duerchgrëff huet, wat an deenen eenzelen Verwaltungsreit geschitt? Am Contraire schaffe verschiddene Strukturen - an do muss ech dann d'HRS erëm nennen - dach nach aktiv drun, fir dee bësse Contrôle, de mer mam Commissaire aux hôpitaux hunn, nach ze court-circuitéieren, andeem se nach Ennerstrukture grënnen, déi dann erëm aner Rechtsstänn hunn an domadder en effikasse Contrôle vum Staat vun öffentleche Gelder quasi onméiglech maachen.

Firwat ass et méiglech, als Member vun engem Verwaltungsrout vun engem Spidol nach esou vill Mandater ze cumuléieren, datt ee sech froe muss, ob all d'Tächen, déi mat de Mandater verbonne sinn, iwwerhaupt nach assuréiert kënnen ginn, oder ob et just nach ëm de perséinleche Prestige oder d'Beräicherung geet?

Ech denken, mir sinn eis all eens, datt mer aus der Covidkris mussen eis Léieren zéien an net einfach esou weidermaache kënnen wéi bis elo. De Staat finanzéiert d'Infrastrukture vun de Spideeler an d'CNS bezillt d'Prestatiounen. Firwat soll de Staat dann net och méi Kontroll hunn? Wär et net besser, den aktuellen a fraktionéierte System opzeginn zugonschte vun engem System mat engem Établissement public mat verschiddene Sitten a lokalen Direkteren?

Et ass wichteg, e Gesondheetssystem ze hunn, deen no un de Leit ass, e System, deen aus Spideeler a Praxisse besteet, déi dezentral iwwert d'Land verdeelt sinn, awer net mam éischten Zil, fir Profit aus de kranke Leit ze maachen. Dat heescht nämlech och net, datt een aus enger Struktur net eng dezentral Gouvernance kéint schafen, awer eng, wou



de Staat d'Kontroll hält, eng, wou de Staat den Iwwerbléck iwwer e Secteur, an dee ganz héich Zommen u Steiergelder fléissen, iergendwou awer nach hält.

Dat, wat mer haut hunn, ass eng Situatioun, wou de Staat vill gëtt, wou mir alleguerten, all d'Biergerinnen a Bierger indirekt Aktionär sinn, well mer u sech d'Suen op den Dësch duerfir leeën, mee wou mir alleguerten um Enn vum Dag ganz wéineg Contrôle hunn. An dat ass, mengen ech, de gréisste Mëssstand, wa mer iwwert d'Governance vum Spidolswiese schwätzen.

D'Covidkris huet eis awer och gewisen, wou am Spidolswiesen de Schong dréckt, an dat net nëmmen, wann et ëm d'Governance geet, iwwert déi mer haut haaptsächlech schwätzen, mee natierlech och, wann et ëm d'Arbeitskonditiounen vum Gesondheets- a Fleegepersonal geet. A mir war virun e bëssen de Mond opstoe bliwwen, wéi ech hei vum nationalisteschen „tropes“ héieren hunn, datt et Haifësch op där anerer Säit vun der Grenz géif ginn, déi just wëllte mam Lëtzebuerger Gesondheetswiese Profitt schloen. Well si mir dann net d'Haifësch, déi Personal aus den Nopeschlänner ofzéien, andeem mer hinne besser Paien offréieren?

**(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)**

Musse mir eis dann net vlächicht éischter de Virwurf gefale loosenen, datt mir d'Haifësch sinn, déi d'Gesondheetswiesen an eisen Nopeschlänner méi schlecht dostoe loosenen, wéi et kéint sinn? Ech denken, datt mer ganz, ganz virsiichteg mussen sinn, hei Scholdzouweisungen iwwert d'Grenz ewech ze maachen. A virun allem sollte mer hei net an e Scheema vum Schwarzwäissdenke kommen!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - ... hei geet et ëm Organisatiounsformen. Et deet mer leed!

**M. Sven Clement (Piraten).** - Här Di Bartolomeo, ech mengen, datt et och ganz, ganz vill Strukturen hei zu Lëtzebuerg gëtt, déi mat ganz oneethesche ...

**(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)**

... Weeër Sue maachen, an dat och, ...

**(Interruption par M. Mars Di Bartolomeo)**

... wéi Dir Minister waart!

Ech denken, aus de Riede vum haitegen Dag - an, Här President, ech kommen zum Schluss - eraushéieren ze hunn, datt e Konsens doriwwer besteet, datt een net esou weider ka maache wéi bis elo an datt d'Politik méi Responsabilitéit muss iwwerhuelen. Ech hoffen, datt dës Heur d'actualité duerfir just en éischten Ufank vun engem weideren a längerfristigen Moderniséierungsprozess ass, deen esou séier wéi méiglech op d'Schinne gesat muss ginn. D'Problemer um Terrain si multipel an d'Regierung kann net einfach ewechkucken.

Merci.

**M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Madamm Gesondheetsministesch Paulette Lenert.

**Prise de position du Gouvernement**

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Et ass richteg: „De Fësch, dee sténkt vum Kapp.“ A firwat? Well do d'Gehier ass an dat verweest, mengen ech, ganz schnell. Firwat gëtt dat Spréchwuert benotzt? Ben, d'Gehier ass dat, wat steiert, a wann d'Steuerung net méi stëmmt, dann ass e Problem an deem, wat ronderëm geschitt. Asoufern sinn ech der Meenung, dass d'Theema vun der Governance en extreem wichtegt Theema ass. Et ass net ze negligéieren, ob et am Effentlechen oder am Privaten ass. Wann d'Governance net stëmmt, da kann hannen näischt Anstänneges dobäi erauskommen.

Ech wollt och e grouse Merci soe fir dës Heur d'actualité. Et ass en Theema, wat ganz villschichtig ass, an et huet mer zumindest erlaabt, dann a kuerzer Zäit - ech hat net déi Zäit, déi ech mer gewünscht hätt dofir - eng kéier e Réckbléck ze huelen op den Historique vum leschte Spidolsgesetz; extreem interessant, wann een d'Debate kuckt. Do war ganz viles am Gespréich. Et ass hei ganz laang geschafft ginn an intensiv. An ech mengen, do ass och viles, wat ee kann noliesen, fir erëm an d'Theema eranzekommen.

Mir schwätzen oft dovunner, dass mer en effentleche Gesondheetssystem hunn. Dat stëmmt, wann een d'Finanzéierung kuckt. D'Universalitéit, de solidaresche Prinzip um Niveau vun der Finanzéierung stinn ausser Fro. An ech sinn och frou, dass dat hei breet gedeelt ass a begréisst gëtt, dass mer op deem Wee bliewen.

De Secteur selwer ass awer net dat, wat een enner engem nationale Gesondheetssystem versteet. D'Acteure sinn net ofgefierft duerch déi Finanzéierung, déi se kréien. Et ass wuel eng effentleche Finanzéierung, mee d'Acteure si wäitgeend Privatacteuren. Vun deenen zwielf Etablissements hospitaliers, déi mer hunn, laut Gesetz, bei deene véier Spideeler, si just - also zwielf sinn et der insgesamt, dovunner déi véier grouss Spideeler - zwee Stéck en Etablissement public, d'Beleegschaff ass

awer privat. Dat sinn entweeder liberal Dokteren oder Employé-privéens a si hu keng Beamten, déi do schaffen an deene Statuten, mee Privatbeamten.

HRS ass eng ganz normal Société anonyme, eng kommerziell Gesellschaft. An de Centre hospitalier Emile Mayrisch ass eng Stëftung, eng ganz normal Stëftung ënnert dem 1928er-Gesetz, also eng privat Stëftung.

Da bei den Établissements hospitaliers spécialisés - vlächicht just, fir eng kéier ze rappeléieren -, do hu mer den nationale Radiotherapiezentrum François Baclesse. Dat ass e Veräin am Fong, eng ASBL, mam selwechte Statut wéi elo „Fraen a Mammen“ oder e Fëscherveräin, nom Gesetz vum 1928.

INCCI ass eng privat Stëftung, d'Gesetz och vun 1928, mat deenen entspreche Ramebedingungen, wat d'Governance ugeet. Déi ginn net méi wäit, ob dat elo e kleng Veräin ass op lokalem Plang oder e Spidol. Et sinn déi selwecht Grondregelen, wat d'Governance betrëfft, déi do virgesi sinn, och d'ailleurs, wat d'Kontabilitéit an esou weider betrëfft.

Dann hu mer bei deene sechs Etablissement-spécialisés zwee Etablissement-publicken, dat ass de Rehazenter um Kierchbierg an et ass de Centre Hospitalier Neuro-Psychiatrique; dat sinn Etablissement-publicken. Dann hu mer en Hôpital Intercommunal vu Stengefort, dat ass e Syndikat, e Syndicat intercommunal, also nach eng aner Form. A mir hunn de Rehazenter vu Kolpech, wat erëm eng kéier eng Stëftung ass laut dem Gesetz vum 1928.

Da fält och nach ënnert déi Etablissements hospitaliers d'Haus Omega zu Hamm - dat ass erëm eng kéier e Veräin, eng ASBL -, an dann och nach de Centre diagnostique an der Humangenetik an an der Anatomopathologie. Deen huet guer keng eege Structure juridique, dat ass am Fong e Service vum LNS.

Mee wéi Der gesitt, do gëtt et „von ... bis“, a wa mer eis wëlle mat der Governance auserneeetzen, hu mer engersäits natierlech d'Spidolsgesetz, wat Zousatzbestëmmunge bréngt, mee à la base hu mer hei schonn eng ganz grouss Villfalt mat ënnerschiddlechen Exigencen.

Et ass virun ugeschwat ginn, de Conflit d'intérêts zum Beispill, deen huet ausschliisslech am Gesellschaftsrecht, am Gesetz vum de Société-commerciales, e Kapitel fir sech am Gesetz vum 1915. Iwwert de Conflit d'intérêts fannt Der am 1928er-Gesetz iwwert d'Stëftungen an d'Veräiner net ganz vill a beim Syndicat intercommunal warscheinlech och net, soudass et do effektiv u Ramebedingungen happert, wann een dat wëllt verdéien.

D'Kontroll ronderëm d'Finanzéierung ass och villschichtig, well et duebel Finanzéierung gëtt. Dir hutt engersäits d'Enveloppe globale, déi iwwert d'CNS ausbezelt gëtt. Do huet elo de Kommissär vun der Santé keen Droit de regard drop. An Dir hutt anersäits Subventiounen, déi erausginn. Dat geet dann an de Bereich vun der Kontroll vum Kommissär, an ech betounen: effektiv vum Kommissär fir déi zwielef Etablissements hospitaliers, wou mer net e Service, e Kommissariat hunn, wéi et invoquéiert ginn ass vum Mars fir d'Zukunft eventuell, mee eben eng Persoun, déi déi Missioun huet, present ze sinn an deene Gremien, déi do tagen. Déi huet och Abléck an alles, ka verschidde Saachen ausbremsen, mee huet awer e relativ limitéierte Champ d'action.

De Kommissär huet am Fong derfir ze suergen, dass d'Spidolsgesetz respektéiert ass, an en huet e gewëssenen Droit de regard op d'Utilisatioun vun de Subventiounen vusäite vun der Santé, awer net iwwert déi Enveloppe globale, déi elo zum Beispill iwwert d'CNS eebe fléisst. Dat muss ee wëssen, wann dat gewënscht ass.

Ech mengen, et ass sécherlech derwäert, dass ee sech d'Fro stellt, ob dat duergeet, ob een sech do net effektiv muss anescht rüsten, wann een déi Milliounen a Milliounen a Milliounen kuckt, déi awer all Joer an dee ganze Secteur erafléissen, also quasi exklusiv effentlech Gelder mat dach am Géigenzuch relativ wéineg Droit de regard drop.

Ech géif och betounen, dass um Niveau vun den Organismes gestionnaires vun de Spideeler keng speziell Kompetenzprofilen virgesi sinn. Dat ass och eppes, wou een natierlech kann doriwwer diskutéieren: Wéi soll e Spidol geféiert sinn? Wat brauch et do u Kompetenzen? Do kann ee sécherlech doriwwer nodenken, ob een dat kann ausbauen, méi spezifesch maachen. An et kann ee sech sécherlech och d'Fro stellen, ob déi villfälteg Landschaft, déi mer hunn, wierklech zu enger Optimiséierung vun der Aktivitéit um Terrain bäidréit.

Fir mech ass et e Fragezeichen. Ech hu keng definitiv Meenung dozou. Dofir sinn ech nach net laang genuch am Secteur dran. Et ass awer eppes, wat mech beschäftegt. Wann een aner Systemer kuckt am Ausland, wou ee wierklech vun engem nationale Gesondheetssystem schwätzt an deen och virfënn, do ass dat ganz anescht strukturéiert, wat net onbedéngt wëllt soen, dass dat eent gutt oder schlecht ass.

Zu verschidde Projeten, déi ugeschwat gi sinn, wäert ech mech haut net äusseren. Ech hunn déi nach net virgestallt kritt an dofir kennen ech se och nach net am Detail an erlabe mer och elo nach keen Urteel dozou. Ech weess, dass dat Verzech kritt huet. Dat war ageplangt virun e puer Wochen. Mee ech huelen dat no. Dat heescht, fir Projeten, déi en cours sinn, wäerte mer sécherlech nach d'Geleeënheet hunn an nächster Zäit, eis doriwwer ze echangeieren. Mee ech ka Stand haut do keng Stellung dozou huelen.

Voilà, dat war et vu menger Säit. Vlächicht nach just e Wuert zu der Motioun, wann Der erlaabt. Ass dat esou geplangt?

**M. Fernand Etgen, Président.** - Jo, jo.

**Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé.** - Bei den Urgencen ass en Audit gemaach ginn. Ech weess, dass deen ënnert dem Étienne Schneider och an der Chamberskommissioun diskutéiert ginn ass an dass mer e Groupe de travail hunn, dee sech oppgrond eebe vum deem Audit reegelméisseg mat deem Thema befaasst. Ech war och selwer schonn an der Chamberskommissioun, fir doriwwer ze schwätzen, soudass ech a priori net gesinn, wat de Meerwäert ass, fir dat elo nach eng kéier ze maachen.

Mengem Verständnis no si mer am Suivi eebe vum deem Audit ennerwee, wou mer dee Grupp hunn, deen dat suivéiert an och reegelméisseg Rapport mécht un d'Chamberskommissioun. Mir kënnen do gären eng kéier en Update maachen. Mee ech gesinn à ce stade net onbedéngt d'Opportunitéit, fir elo nach eng kéier deen Exercice ze maachen, well deen eben eréischt rezent gemaach ginn ass mat enger Rei Recommandatiounen, déi do erauskommen sinn an déi mer elo eben emsetzen an enkstens suivéieren a wou mer och reegelméisseg Rapporte maachen, wat de Suivi dovunner ass.

Ech géif lech Merci soen.

**Une voix.** - Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools der Madamm Gesondheetsministesch. Dës Punkt ass domadder ofgeschloss.

**Motion 1**

Fir d'éischt wäerte mer awer dann zur Diskussioun respektiv zum Vott vun der Motioun kommen. Ass nach een, deen d'Wuert wëllt ergräifen zur Motioun? Madamm Martine Hansen, wannechgelift.

**Mme Martine Hansen (CSV).** - Jo, merci, Här President. Also déi Motioun, déi kënnt eis ganz gutt vir, well ech denken, datt eng Evaluatioun soll lafend geschéien. A wa jo éischt Upassunge gemaach sinn, da kann een dat och lafend eng kéier analyséieren. Also wäerte mer där Motioun zoustëmmen.

**M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Madamm Hansen. An da freet den Här Mars Di Bartolomeo d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här President. Mir plädéieren derfir, dass d'Motioun ofgeleent gëtt, aus engem einfache Grond: well mer dat do scho gemaach hunn a virun allem - virun allem! - well mer eis dat Instrument ginn hu mam Observatoire de la santé a mat der neier Charte sanitaire, fir dat do genee ze moossen. Also gi mat där heiter Motioun oppen Dieren agerannt an dofir brauche mer se net.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Di Bartolomeo. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun dëser Motioun kommen.

**Vote sur la motion 1**

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Da sinn et 27 Jo-Stëmmen, 31 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen. Domat ass dës Motioun ofgeleent.

*Ont voté oui :* Mmes Diane Aدهم, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Léon Gloden), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galle, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Gilles Roth) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Ont voté non :* MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana (par M. Georges Engel), Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

**5. 7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970**

Den nächste Punkt um Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7569, d'Adoptioun vun engem Protokoll iwwert d'Juegd an de Vullschutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn direkt d'Wuert un de Rapporteur, den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire**

**M. François Benoy (déi gréng), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Hären, am Gesetzesprojet 7569 geet et drëms, fir de Protokoll ze approvouieren, deen d'Modifikatiounen un der Benelux-Konventioun iwwert d'Juegd an de Vullschutz mécht. Doduerch kënnen déi dräi Länner sech méi Flexibilität ginn, fir d'Wëld ze reguléieren, well d'Konventioun sech explizit just nach op d'Juegd bezitt.

D'Konventioun huet zwee Ziler: éischters, fir keng Kontrollen a Formalitéiten op de Bannegrenze vun der Benelux ze hunn um Niveau vun de Juegdgesetze an dem Vullschutz, zweetens, d'Dispositiounen a puncto Juegd a Vullschutz tëscht den dräi Länner ze harmoniséieren.

D'Konventioun huet bis ewell souwuel den Émgang mam Wëld bei der Juegd couvréiert wéi och Fäll, wann d'Déieren hu missen dout gemaach gi wéinst Schied an de Kulturen an an der Zuucht, fir d'Natur ze schützen oder aus Grënn vun der Gesondheet oder effentlecher Sécherheet. Dat huet d'Cour de justice Benelux souwuel 2008 wéi och 2013 festgehalten.

D'Benelux-Staaten hunn decidéiert, dës Konventioun mat engem Protokoll ze änneren, deen d'Portée vun der Konventioun limitéiert. Dës Protokoll, dee mer mat dësem Gesetzesprojet approvouieren, bréngt en neien Artikel 12bis an d'Konventioun an, dee beseet, dass d'Konventioun sech nëmmen op d'Chasse applizéiert an net méi op d'„destruction d'espèces de gibier“.

Et gi bekanntlech ëmmer méi Problemer wéinst der Iwwerpopulatioun vu verschidde Zorte vu Wëld, wat zu Schued an de Bëscher, an de Stécker vun de Bauere féiert oder och e Risk fir d'Zucht oder fir d'Sécherheet op de Stroosse ka sinn. An e rezent Beispill ass natierlech och d'Schwéngspsch.

E kleng Rappel, wat d'Iwwerpopulatioun vum Wëld ugeet: Dëst ass natierlech eng Konsequenz vum mënschlechen Handeln, dat ëmmer méi an d'Natur agräift, vun de Predateuren, déi feelen, vu waarme Wanteren duerch de Klimawandel, wat zu méi Fudder féiert an enger Hausse vun de Populatiounen.

D'Benelux-Länner hunn decidéiert, d'Konventioun iwwer e Protokoll ze änneren, fir ze prezisieren, dass et an der Konventioun just ëm déi klassesch Juegd geet. Domadder kënnen d'Benelux-Staate sech selwer méi Méiglechkeete ginn, wann d'Wëld misst dout gemaach ginn, also ausserhalb vum Kontext vun der Juegd, well d'Zuel vun den Déiere misst reduzéiert ginn, zum Beispill aus sanitäre Grënn.

Bei dëse sougenannten „actes de destruction“ sinn déi concernéiert Länner dann net un d'Konditiounen, déi d'Konventioun fir d'Juegd setzt, gebonnen, zum Beispill, wat wou därfer geschoss ginn zu wéi engen Zäiten an op wéi eng Aart a Weis, d'Obligatioun vun Ofschlosspläng et cetera, a si kënnen sech déi néideg Moyene ginn, fir d'Situatioun ze meeschteren.

Eng weider Modifikatioun concernéiert déi federal Struktur vun der Belsch an hire Kompetenzen. De Protokoll gouf de 17. Februar 2016 zu Bréissel gemaach. D'Konventioun, déi modifizéiert gëtt, ass vum 10. Juni 1970.

Här President, Dir Dammen an Hären, de Gesetzesprojet gouf den 28. Abrëll 2020, also genee virun engem Joer, vum Ausseminister deposéiert. Et ass en Article unique: dass d'Chamber de Protokoll approvouiert.

Mir kruten den Avis vun der Handelskummer den 13. Juli, dem Staatsrot säin den 19. Dezember zejoert. Déi Avice maache keng Observatiounen respektiv Remarken an de Projet hu mer dofir den 9. März an der Ëmweltkommissioun duerchgeholl an den 31. März gouf de Rapport uegholl.



De Gesetzesprojet 7569, fir de Protokoll ze approuvéieren, deen d'Modifikatiounen un der Benelux-Konventioun iwwert d'Juegd an de Vulleschutz mécht: Et geet, wéi gesot, hei dréms, doranner eng Ännerung ze maachen, dass d'Konventioun sech elo just nach op d'Juegd bezitt. An domat kënne sech déi concernéiert Länner méi Méiglechkeete ginn, wat d'Regulatioun vum Wëld ugeet.

An ech profitéieren och direkt dovun, fir den Accord vun der grénger Fraktioun ze ginn, a soe Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech soen dem Här Rapporteur François Benoy villmools Merci.

Ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten age-schriwwene Riedner, an dat ass den honorabelen Här Aly Kaes.

#### Discussion générale

■ **M. Aly Kaes (CSV).** - Merci, Här President, merci fir d'Wuert. Merci och dem honorabelen Här Benoy fir déi Presentatioun, sougutt méndlech wéi schrëftlech. A sech gëtt et net allze vill dozou ze soen. Ech wëll awer ganz kloer soen: Wann elo d'Länner méi Fräiheet kréien, fir ausser der Juegd eng Rei Decisiounen ze huelen, wann, wéi den Här Benoy dat scho presentéiert huet, Problemer bestinn a wa Schued gemaach gëtt oder wann och Securitëitsrisikoe bestinn, Gesondheitsrisikoe bestinn, da soll awer och alles gemaach ginn, fir datt dat och responsabel geschitt an déi Decisiounen och responsabel geholl ginn an net à la légère a sech Déieren onnëtz zerstéiert ginn. Ech mengen, dat ass ganz kloer.

Ech wëll och vun dëser Geleeënheet profitéieren, och wann dat elo näischt direkt mat der Konventioun ze dinn huet, fir ze soen, datt mer an deene leschte Méint, an deene leschte Joren awer ëmmer méi Diskussiounen ëm déi sougenannten ..., oder ëm d'Fliebermais, fir et net aneschtens ze soen, hunn. Ech wëll elo kee laangen Exposé halen. Ech hätt och déi Zäit net. Ech wëll awer ganz kloer soen: Mir sollen oppassen, datt mer net genau doduerch, datt mer iwwerdreiwlen an där Protektion ...

#### (Interruption)

Also Dir rennt bei mir, dat wëll ech och ganz kloer soen, oppen Dieren a fir d'Erhalen an de Schutz vu Fliebermais, vun deene verschiddenen Aarten.

#### (Brouhaha)

Mee wa mer virufueren, disproportionéiert heiansdo ze handelen, dat féiert dozou, datt mer bei de Leit en Haass op dat Déier - an dat Déier ka jo a sech net dofir -, mee en Haass op dat Déier provozéieren, wat eis ënnert dem Stréch a wat dem Déier an dem Schutz vum Déier näischt bréngt. Duerfir solle mer wierklech driwwer nodenken, och wann dat eng europäesch Direktiv ass, dee Schutz méi adequat ze garantéieren.

An deem Sënn ginn ech awer hei ze deem Projet de loi den Accord vu menger Fraktioun. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Kaes. An da wier et um honorabelen Här Max Hahn.

■ **M. Max Hahn (DP).** - Merci. An ech kann et nach vill méi kuerz maache wéi mäi Virriedner. Mir bleift just nach ze soen, dass ech dem Rapporteur, dem François Benoy, géif Merci soe fir seng zwee Rapporten, säi schrëftlechen a säi méndlechen. An ech géif dann heimat och den Accord gi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Hahn. An de Mikro ass elo op fir d'Madamm Cécile Hemmen.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Jo, bei mir ass et d'selwecht, Här President. Ech hunn och näischt bäizefügen. D'Rapporte waren exzellent an deemno ginn ech dann och den Accord vun eiser Partei. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech ginn d'Wuert weider, net ouni der Madamm Hemmen Merci ze soen, un den honorabelen Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Ech soen och dem Här Benoy Merci fir déi gutt Erklärungen, déi en hei geliwwert huet, an ech ginn heimat dann den Accord vun der ADR.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Keup. Da wier et um honorabelen Här David Wagner.

#### (Brouhaha et interruptions)

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Ech notzen all Geleeënheet aus.

#### (Hilarité)

Mee et ginn e puer ... Här President, merci. Ech faasse mech net allze laang, mee ech wollt awer eis Enthalung begrënne. Bon. Op den éischte Bléck

sinn d'Grënn fir d'Ofännerung vun dëser Konventioun schlëssig: Et lafe Wëllschwäin um Findel op der Landebunn, wat maachen? Mee mam zweete Bléck stellt een awer séier fest, dass d'Saach vläicht e bësse méi problematesch ass. An dofir gesi mir zwee Problemer bei dëser Ännerung vun der Konventioun.

Deen éischten huet eppes mat den Ursaachen a Konsequenzen ze dinn. Hei geet et jo ëm den Ofschoss vu Wëld, wat wirtschaftlech Aktivitéite respektiv Transportweier wéi Stroossen oder de Loftverkéier duerch seng Presenz behënnert. Engersäits ass et problematesch, well dat, wat hei als Grond fir d'Ofännerung vun der Konventioun ugefëiert gëtt, jo zum Deel och Ursaach vun der grousser Iwwerpopulatioun an der Presenz vum Wëld ass.

De wirtschaftleche Wuesstem mat ëmmer méi Aktivitéiten a Versigelung vu Biedem, den Ausbau vum Stroossennetz et cetera engen d'Natur an d'Déierewelt ëmmer méi an, wouduerch d'Déiere sech och méi no bei de Mënsch verieren. Déi selwecht Facture verstärken och d'Äerderwiermung, déi zu engem Uwuesse vun de Wëldpopulatioun féiert.

Anerersäits ass et awer och esou, dass d'Juegd, déi vun dëser Konventioun couvréiert bleift, d'Iwwerpopulatioun bei bestëmmte Wëldzorten net reduzéiert, bei sougenannte „Schadentieren“. Dat ass e Problem, well den Zoustand vun eise scho staark belastsche Bëscher dorënner leit. Mir hunn et also mat enger Symptombekämpfung ze dinn.

An zweete Punkt: Fir dat Symptom ze bekämpfen, gëtt elo eng Aart Juegd ageféiert, mat där d'Wëld net geschoss, mee „zerstéiert“ gëtt, wéi et och esou am Text steet, a wou dann déi geltend Bestëmmung vun der Juegd net méi gëllen, also wat d'saisonal Agrenzungen ugeet, d'Munitioun, déi dierf benotzt ginn, oder nach, a wéi engem Perimeter och dierf geschoss ginn. Dat kléngt brachial an do kann ee sech och froen, ob de Respekt an de Schutz vum Déier nach garantéiert sinn.

Aus deenen zwou Iwwerleeungen eraus wollt mir eis bei deem Gesetzesprojet dann éischer enthalten. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Ech wäert e bësse méi ausféierlech op d'Thema agoen, bekanntlech ass d'Juegd en Härzerstheema vun eiser Partei an och vu mir perséinlech.

Mir Piraten sti fir den Déiereschutz. An heizou ziele fir eis selbstverständlech och d'Wëlddéieren an eise Bëscher. Mir fannen, dass och dës Déiere Liewewise sinn, déi eise ganze Respekt verdéngen. Aus deem Grond hu mir Piraten och eng ganz kritisches Position, wat d'Juegd ugeet. Nee, mir sinn net ganz géint eng Juegd, mee mir si fir eng Juegd, déi am Respekt vum Déier ofgehele gëtt.

A sech hätte mir eis haut erwaart, vun der grénger Partei eng kritisches Position zur Juegd ze héieren. Waren et fréier déi gréng Deputéiert, déi hei an der Chamber - huele mer d'Juegd am Bambëschen - och kritisches waren, sinn et haut déi gréng, déi duerch eng aner Meenung a Politik geprägt sinn, a si stelle sech net op d'Säit vum Déiereschutz. Dat ass wierklech schued!

A mir Piraten sti fir en Discours zum Thema Juegd. Et kann net sinn, dass dat eenzeg Argument, dat een zënter Joren an Dauerschläif vu Jeeërverbänn a Juegdfrënn ze héiere kritt, ëmmer dat selwecht ass: dass muss méi geschoss ginn!

Mir Piraten, jo, mir schützen och d'Muffelen, mir schützen all Déier. All Déier ass eis wichteg. „Méi schéissen“, „Haaptsaach méi schéissen“, schéngt heiansdo de Motto ze sinn. An eisen Aen geet de Problem vun eiser Juegdpraxis vill méi déif. Mir fannen et besuergneserregend, wann d'Diskussiounen ëm d'Juegd ëmmer nëmmen drop eraus sinn, dass d'Wëlddéieren eis stéieren oder Schued urichten an dofir erëm müsse massiv dout gemaach ginn, esou och am Kontext vun dësem Gesetz, an deem et ëm d'Benelux-Konventioun zur Juegd geet.

U sech ass d'Ännerung hei op den éischte Bléck marginal. Et gëtt eng Ënnerscheidung gemaach tëscht puerer Juegd an der massiver Ausrottung vun Déierebestänn an anere Fäll. Béid zile fir eis awer op dat selwecht Zil of, bezéie sech op déi selwecht Déieren a benotzen déi selwecht Mëttelen, fir Déieren ëmzebréngen.

A mir Piraten hu kloer eng Position dozou. Mir wëlle keng Spaassjuegte méi, mir wëllen eng Juegd, déi zentraliséiert a professionaliséiert gëtt. Mir wëllen eng eenheetlech territorial a moralesch Approche a keng Approche, wou dee mam meeschte Geld sech Juegdlose kafe kann, fir da seng Spaassjuegten ofhalen ze kënnen!

Op där anerer Säit wëlle mir och net de stännegen Discours unheize vun ëmmer méi schéissen. Fir d'lescht - an den Här Arendt huet scho e puermol dertëschtgeruff -, hunn ech nach an enger parlamentarescher Fro vun der DP gelies, firwat een hei am Land, an elo haalt lech un, net mat semiautomatesche Waffe kéint op d'Juegd goen. Also dat ass

awer mat dat Schlëmmst, wat een elo a leschter Zäit am Kader vum Déiereschutz héieren huet, an dat vun enger Regierungspartei!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Et feelt just nach d'Kalaschnikow!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Jo, wat kënn als nächst? D'Bazooka?

**(Interruption par M. Gusty Graas et coups de cloche de la présidence)**

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ech sot: „Et ,feel't' just nach d'Kalaschnikow!“

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Goergen, fuert roueg weider, loosst lech net duerch den Här Clement duerjernebréngen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Mech stéiert dat an ech fannen et ganz interessant, wéi hei d'DP semiautomatesch Waffe verteidegt. Also ech léieren awer gären nach, Här Graas, wann Dir sot, ech géif mech domat net auskennen.

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Kuckt emol, wat eng semiautomatesch Waff ass!

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här Arendt, erkläert eis Piraten gären - Dir kënn mer och herno déi Fro stellen -, wat eng semiautomatesch Waff soll sinn op der Juegd. Wann dat den Déiereschutz ass, deen eng DP wëllt a vun deem se an hire Bréiwer schreiwen, déi se ëmmer virun de Wale schécken, da froen ech mech, wéi déif dass et domadden ass. Mir Piraten wëllen dofir och d'Ëmweltministesche opfuere, keng weider Waffen op der Juegd ze erméiglechen, éischer deen anere Wee ze goen.

Et ass scho schlëmm genuch, dass een net bei seng Famill dierf an der Ausgangspär, mee et dierf een awer op d'Juegd; a sech e weidere Punkt, deen ee vun enger grénger Ministesch einfach net verstoe kann. Wéisou alt nees e Privileeg fir d'Jeeër? Zesummeffaassung vun der grénger Politik: Leit mat Waffen dierfen also trotz Ausgangspär eraus, anerer, Friddelecher bleiwen doheem. Si hu jo och keng Waffen dobäi!

Wat elo d'Juegd an d'Reduktioun vu Wëldbestänn ugeet, do muss ech soen, dass mer et net akzeptéiere kënnen, dass do weider op Klappjuegte gesat gëtt! Dir kënn averstane mat eis sinn oder och net, mee mir Piraten bleiwe jiddefalls géint d'Praxis vun de Klappjuegten an och proposéieren dofir och haut eng Motioun, fir dass mer endlech op de Punkt kommen, Klappjuegten ze verbidden an doduerch méi respektvoll a schounend Moosnamen ëmzesetzen.

#### Motion 1

*D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest,*

*- d'Déiereschutzorganisatioun PETA entkräift op hire Website eng ganz Partie vun Argumenter, déi ëmmer erëm vu Juegdënnerstëtzer virbruecht ginn, fir d'Bäihale vun der Klappjuegd ze legitiméieren (Source: https://www.peta.de/themen/jagdirtuemer). D'Diskussiounen rondërem d'Thema Juegd weisen, dass et net nëmmen eng eenzeg Léisung fir d'Bestandreguléierung gëtt, mee verschiddener;*

*- de Bestand u Wëllschwäin wär net esou héich, wéi en aktuell ass, wa méi professionaliséiert Jeeër a reegelméissegem Ofstänn géifen eenzel op d'Juegd goen. Wann ee wochen- oder och méintlaang net nom Wëllschwäibestand kuckt a sech drop verléisst, dass ee bei enger Klappjuegd scho genuch Schwäin wäert fannen a schéisse kënnen, dann huet een e Problem, wann d'Resultat vun där Juegd um Enn méi kleng ausfällt ewéi geplangt;*

*- engagéiert Jeeër, déi hir Juegd eescht huelen an oft dobausse sinn, sinn net op Klappjuegten ugewisen, fir genuch Déieren ze schéissen. Si beweegen sech roueg duerch de Bëschen, huele Récksiicht op Planzen an Déieren, déi net geschoss ginn, a verléieren a kengem Moment de Respekt virun deem Déier, wat se joen. D'Klappjuegd ass deemno net déi effektivste Juegdform, fir d'Wëldbestänn ze reguléieren.*

*Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung,*

*1. d'Praxis vun der Klappjuegd am Juegdgesetz ze verbidden.*

*(s.) Marc Goergen.*

Kommt, mir iwwerleeën eis, wéi een eng Juegd besser kéint gestalten, am plaz ëmmer erëm wëllen ze probéieren, mat den nammlechten ale Léisungen de Problem unzgoen. An et ass natierlech kloer, ...

#### (Brouhaha)

... dass mir Piraten haut wäerte géint dës Konventioun stëmme. Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Schwätzt emol mat de Baueren!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, ...

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Mee Här Arendt, da kommt eis et erklären, wann Der esou fir d'Jeeër stitt!

■ **M. Guy Arendt (DP).** - Schwätzt mat de Baueren! Déi soen lech, wat dat ass, de Wëldschued!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - An duerfir mat méi grouse Waffen!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Elo huet d'Regierung d'Wuert, d'Ministesche fir Ëmwelt, Klima an no-halteg Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable.** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Hären Deputéiert, als Éischt emol loosst mech dem François Benoy nach e ganz häerzleche Merci soe fir säi guddé méndlechen a schrëftleche Rapport. An ech mengen, dass et och wichteg ass, dass mer hei am Sujet vun dëser Debatt bleiwen, wou et ëm eng Ënnerscheidung geet a méi eng kloer Trennlinn tëschent der classescher Juegd an deem, wou mer zesummeschaffen am Kader vum Benelux, an deem, wat an deene leschte Joren och opgrond vun enger Schwéngspesch oder enger Surpopulatioun vu Wëllschwäin duerchaus awer méi oft diskutéiert ginn ass.

An do schwätze mer dann éischer vun enger „Destruktioun“ am Kader vun éischer sanitäre Mesuren, wou mer eis Bauere schützen, wou mer eis Populatioun schützen, oder am Beräich vun der Securitëit. An dat ass de Kader, wou dës Konventioun, déi et schonn zanter ganz laanger Zäit gëtt, modifizéiert gëtt, dat ass de Kader, vun deem mer haut schwätzen. An ech freeë mech iwwer eng relativ breet Zoustëmmung.

Natierlech bitt dat dann och ëmmer d'Méiglechkeet, iwwert d'Juegd als Ganzt ze schwätzen a Saachen esou duerstellen, wéi ee gären hätt, dass se wäeren. Här Goergen, et ass ganz kloer: D'Jeeër krute keng Ausnam, mee am Kader vun dësen aktuelle sanitäre Mesuren - an och keng Autorisatioun vu menger Säit, wëll ech lech just eng Kéier soen! -, am Kader vun de sanitäre Mesuren an am Kader vun deem, wat machbar ass, do kënne se dat maachen, wat erlaabt ass. An d'ailleurs, en cohérence hu mer am Dezember gesot, dass keng Rassemblementer sinn, soudass also och keng Ausnam an där Hisicht war. Et ass also eng Kohärenz, an där mer hei schaffen, kee Privileeg.

Dann hutt Der natierlech erëm aner Theeme mat op d'Bildfläch bruecht, zu deenen ech ganz kloer Äntwerte ginn hunn. An ech mengen, mir haten och am Kader vun deenen SDRen Debatten doriwwer, wéi eng Forme vu Juegten hei zu Lëtzebuerg gutt sinn. An do hu mer eis ëmmer positionéiert, dass mer eeben awer och eng modern Dreifjuegd, oder „Klappjuegd“ op Lëtzebuergesch genannt, wëllen, dass mer déi moderniséieren, dass mer se verbesseren am Sënn vun dem Schutz vun eiser Natur - an eisen Ekosystem ass nun emol duerch de Mënsch awer beaflosst -, dass mer se moderniséieren, och am Sënn vun dem Déiereschutz. Well, Här Goergen, et ginn och net nëmmen - an ech mengen, d'Juegd ass awer trotzdeem eppes, wat eng wichteg Roll spillt fir d'Reguléierung -, dofir, et ginn och net nëmmen déi eng oder déi aner Déieren, schwarz oder wäiss.

Ech mengen, dass déi Debatt soll mat där néideger Serenitéit a mat allen Acteure geféiert ginn, an dofir mengen ech och, dass ee se net soll elo hei vermësche mat dëser Debatt, wou mer eng Konventioun vun zesummenaarbecht mam Benelux-Raum wëllen op de leschte Stand bréngen a moderniséieren, dass mer se elo net sollten hei vermëschen, well et ass eng wichteg Debatt an déi soll an aller Souveränitéit mat allen Acteure geféiert ginn.

A si muss och en permanence geféiert ginn, fir dass mer eng modern an eng sécher Juegd hunn an dass déi Juegd sech och kann en cohérence mat deem, wat d'Gesellschaft erwaart, ... An dat sinn den Naturschutz, d'Sécherheet an och den Déiereschutz, wou jo och mussen Déieren, déi blesséiert waren, recherchéiert ginn, all déi Saachen - d'ailleurs, dat ass och e Grond, firwat d'Jeeër dierfe méi laang do sinn, wann en Déier ugeschoss wär -, an all déi Saachen, déi sollte mer elo hei net vermëschen.

An domadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7569. Den Text steet am Document parlementaire 7569<sup>9</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7569 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuratioun ofginn.



**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Domadder ass dëse Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen uegoll.

*Ont voté oui*: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

*Ont voté non*: MM. Sven Clement et Marc Goergen.

*Se sont abstenus*: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**Motion 1**

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv zum Ofstëmmen vum der Motioun. Wie wëllt zu dëser Motioun nach e Wuert soen? Den Här François Benoy.

■ **M. François Benoy** (déi gréng).- Merci, Här President. Mir haten an de leschte Joren eigentlech an der Ëmweltkommissioun an doriwwer eraus scho relativ vill Diskussiounen iwwert d'Theema vun der Juegd an notament och d'Klappjuegd. A mir hunn eis an der Ëmweltkommissioun och ganz detailléiert domat beschäftigt.

Dat Ganzt hat eigentlech ugefaange mat enger Petitioun, déi mer haten, wou et ëm d'Verbidde vun der Klappjuegd gaangen ass. Doropshin hu mer festgehale, dass mer géifen an der Ëmweltkommissioun verschidden Acteuren héieren, fir eeben ze schwätzen iwwert de Positionnement vun der Juegd, iwwert d'Problemer, déi et géif ginn, a wéi mer eis géifen domat auseruesetzen. Dunn hu mer Ëmweltschutzorganisatiounen, awer och d'Jeeër gehéiert a mat hinnen driwwer diskutéiert.

A mir sinn dunn och zur Konklusioun komm an der Ëmweltkommissioun an dat hu mer och festgehale an engem Rapport, dee mer de Petitionären duerno weiderginn hunn - ech hunn deen zwar elo net hei viru mer leien, ech kann lech dee Saz net virlesen, mee et war sënngeméis awer dat -, dass mer zu Lëtzebuerg einfach eng Iwwerpopulatioun hu vu gewëssenen Wëld, wat zu deene bekannte Problemer féiert, déi ech och genannt hunn: Problemer an der Natur, an de Bëscher, Problemer fir d'Bauerer, a wou mer awer och gesot hunn, dass dat kënn d'uerch d'Awierken eebe vun dem Mënsch, deen d'Natur aus dem Gläichgewicht bruecht huet, wéi ech et och virduen a mengem Rapport gesot hunn.

An an der Kommissioun hu mer och festgehale, dass mer eis natierlech mussen déi beschtméiglech Juegdpraxisse ginn, dass déi wierklech mussen ëmmer op deem beschte Standard sinn, wat Déierschutz ugeet, am Respekt mam Naturschutz an esou weider, an dass mer d'Praxisse an deem Sënn och wëlle weiderentwëckelen, wéi dat och gemaach gëtt.

An deem Sënn wäert meng Fraktioun - an dat ass och meng Propos un d'Chamber - déi Motioun dofir esou, wéi se hei proposéiert ginn ass, net kënnen stëmmen, well se einfach deenen Erausforderungen an de Problemer esou, wéi se hei steet, net gerecht gëtt.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Benoy. Da freet nach den Här Aly Kaes d'Wuert.

■ **M. Aly Kaes** (CSV).- Merci, Här President. Ech wëll et ganz kuerz maachen, well den Här Benoy huet eng ganz Rei Saache gesot. Et wier fatal, wa mer géifen eng Klappjuegd ofschafen an deem Land hei, engersäits, an et ass och ganz kloer, wa Problemer entstinn, well eng Surpopulatioun do ass, da muss mer kënnen reagieren. Da muss mer kënnen reagieren! An dat ass net géint d'Déier, mee niewent dem Déier gëtt et jo awer och nach Mënschen, déi Produktiounen hunn, déi Betriber hunn, an et muss een also en Equiliber hunn. A wann deen Equiliber net méi do ass, da muss ee reagieren.

Duerfir ass et och wichteg, datt d'Juegd an där Form bestoe bleift mat enger Klappjuegd. Mat enger Responsabilitéit natierlech, mee et ass ganz wichteg, datt déi Klappjuegd bestoe bleift! Ech kommen aus enger Regioun, wou et extreem vill Bësch gëtt, Gott sei Dank vill Bësch gëtt, mat Dickungen. An et deet mer leed, wann een do ouni Klappjuegd wëllt iergendeppes beweegen a puncto Schwäin - déi laache sech kapott! Ech muss et esou soen, ...

**(Hilarité)**

... déi laache sech kapott, awer beweegt kritt een näscht.

Merci.

**(Brouhaha)**

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kaes. Dann huet den Här Fernand Kartheiser d'Wuert gefrot.

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Jo, Här President, villmools merci. Also et gëtt verschidde Methoden, fir heiriwwer ze schwätzen. Et gëtt déi, wéi d'Piraten iwwert d'Juegd geschwat hunn, an et gëtt eng seriö Method, fir iwwert d'Juegd ze schwätzen.

Déi seriö Method, fir iwwert d'Juegd ze schwätzen, mengen ech, ass déi, ...

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Wannechgelift, e bësse méi roueg!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- ... an do si mer eis och eens heibannen, datt mer mussen kucken, fir déi Juegd op esou eng Method ze maachen, déi esou schounend wéi méiglech ass. A mir haten déi Diskussioun, den Här Benoy huet dat jo och elo rappeléiert, an ech mengen, et war och de Mouvement écologique, deen eng Rei Propositione gemaach huet. An ech mengen, et gëtt keen, deen net der Meenung ass, datt mer déi Juegten, déi néideg sinn, sollten esou organisieren, datt fir d'Déieren esou mann wéi méiglech Stress entsteet, an dat eeben esou professionell wéi méiglech maachen an deem Sënn, datt d'Zil erreecht gëtt, awer esou op eng human Manéier. Ech mengen, dat ass evident.

Wat awer net geet, mengen ech, wann een iwwert d'Juegd schwätzt, dat ass déi Geréngschätzung vun der Begrënnung, nämlech de Schued, deen d'Bauerer erliden an aner Leit, deen an de Bëscher entsteet, wat och erëm zulaascht vun aner Déieren ass. Et muss een déi Problematik am ganzen Zesammenhang kucken. Et sinn engersäits d'Schwäin, et sinn awer och aner Déieren, déi leiden, wann zum Beispill d'Beem Schued erliden. Also muss ee kucken, datt een de Kontext och ëmmer interpretéiert an net nëmmen eesäitig just den Akt vum Doutmaache gesäit ouni de breede Kontext.

A schlussendlech, wat och net geet, dat ass déi Karikatur vum Jeeër. De Jeeër ass e Mënsch, deen u sech e wäertvollen öffentliche Opdrag erfëllt mat där Aarbecht, déi e mécht.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser** (ADR).- Et ass dat! Et kann een natierlech soen, et wier elo fir Party ze feieren an esou weider, mee dat ass e Bild vun der Juegd. Dat ass eng Karikatur! Well d'Juegd ass wichteg fir d'Gläichgewicht an der Natur. An ech mengen, natierlech ass eis dru geleeën, datt d'Jeeër gutt ausgebilt sinn, datt se sécher schéissen, datt et seriö gemaach gëtt. Mee et kann een dach net hei déi Leit erofmaachen a wierklech un hirer Eier hei réieren! Well si maachen en Opdrag an eisem Interessi, am Interessi vun der Gesellschaft, an dat muss een och gesinn!

Also mir schwätze gär iwwert d'Juegd. Mir kucken, datt mer dat esou mënschlech wéi méiglech organisieren, datt mer déi beschte Forme vun der Juegd fannen. Alles dat ass an der Rei. Awer dat, wat d'Piraten hei maachen, déi Karikatur vum Jeeër an deen Dedain fir de Wëldschued fir d'Bauerer an déi aner Leit, déi ënnert deene Situatiounen leiden, ass absolut inakzeptabel. Mir stëmmen déi hei Motioun dowéinst och net mat.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Kartheiser.

**(Brouhaha)**

An dann ass d'Wuert fir den Här David Wagner.

■ **M. David Wagner** (déi Lénk).- Merci, Här President. Also ech kommen aus der Hauptstadt, mee trotzdeem ass de Bësch mer net onbekannt. Béis Zonge géife behaupten, ech wier oft dran. Mee ech wunnen ...

**(Interruption)**

A, gesitt Der!

■ **M. Marc Baum** (déi Lénk).- Géi op d'Pult!

■ **M. David Wagner** (déi Lénk).- Da ginn ech op d'Pult.

(M. David Wagner rejoint le pupitre.)

Esou, elo sinn ech genuch gelaf.

**(Hilarité)**

Här President, och an der Hauptstadt hu mer Bëscher an och Leit, déi a Stied wunnen, wëssen, wat e Bësch ass. Ech wunne beim, mäin Noper ass de Bambësch. Ech brauch just déi aner Säit vun der Strooss ze goen, da sinn ech am Bambësch. An deslescht hate mer tatsächlech och an der Stad ..., eisen Noper hat e Réi am Gaart. Dat ass zwar ganz léif, mee normalerweis heescht dat, datt esou en Déier huet missen iwwert d'Haaptstrooss goen. Ech mierken och, vu datt ech do grouss gi sinn an där Géigend, datt mer vill méi Déieren och héieren an ze gesi kréie wéi deemools. An dat huet warscheinlech eng ganz Partie Ursaachen an ech konnt déi och virduen a menger Interventioun awer e bëssen opzielen.

Déi Ursaachen, déi hunn awer och eppes domadder ze di justement, datt d'Biodiversitéit gestéiert gëtt d'uerch Versigelung, d'uerch d'Äerderwiermung, d'uerch de Fait, datt den natierleche Raum vun den Déieren ageschränkt gëtt d'uerch mënschlech a wirtschaftlech Aktivitéiten. Dat bewierkt dann och, datt Déieren net op där Plaz sinn, wou se higeiéieren, mee dat huet awer och eppes domadder ze dinn, datt vläicht de Mënsch Aktivitéiten huet, déi net onbedéngt esou geféiert ginn, wéi et sech gehéiert.

Mir soen och elo net als Lénk, datt mer prinzipiell géint d'Juegd sinn. Dorëms geet et net! Et muss awer ganz kloer ageenkt ginn. Mee wann een ëmmer erëm an déi Logik kënn, datt een u sech e Symptom wëllt bekämpfen a seet: „Voilà, mir hunn e Problem mam Wëld“ ... Et ass d'Wuert gefall vun „Schued“, vum „Wëldschued“, wourënner wirtschaftlech Aktivitéiten respektiv och Bauerer ze leiden hätten. Do misst ee sech vläicht och d'Fro vum „Mënschschued“ stellen, well et ass oft esou, datt mir als Mënschen eng gewëssen Arroganz hunn an ëmmer „Schädlinge“ bezeichnen. Ech weess awer och net, ob et d'Déiere sinn, déi fir d'Klimaerwärmung zustänneg sinn, fir d'Pollutioun op dëser Welt zoustänneg sinn. Ech wëll elo hei keng Romantik bedriewen, dorëms geet et net. Mir liewen an engem ekonomesche System, deen d'Welt futti mécht, an domadder huet de Mënsch eeben - oder gewësse Mënschen, déi och Muecht hunn - eppes ze dinn.

Einfach ze soen, mir kéimen net derlaanscht, fir alles ofzeknallen, ass vläicht e bëssen ze vill einfach. An et verhënnert, datt mer eis gewëssen essenziell Froe stellen, wéi mer mat der Natur ëmginn. Dat ass kengem iergende Virwurf gemaach. Wéi gesot, Juegd an engem gewëssene Rame brauch een och. Ob elo gewësse Leit Spaass dobäi fannen, bei deem Sport, deen awer iergendeppes mam Doud ze dinn huet, dat ass eng filosofesch Fro, mee déi ech och net wëll hei ugoen. Mee op jidde Fall menge mer schon, datt mer eis déi richteg Fro solle stellen.

A mir mengen och schon, datt d'Piraten mat hirer Motioun awer och e Jalon setzen, an deementsprechend wäerte mer se matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Wagner. An da geet d'Wuert nach eng kéier un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Merci, Här President. Also et ass ganz richtig, wéi den David Wagner gesot huet. Et ass ëmmer einfach, den Déieren d'Schold ze ginn. Heiansdo kann een awer och emol de Mënsch a Fro stellen, op wéi engen Terrainen dass de Mënsch virgeet.

Fir dem François Benoy vun deene Gréngen ze äntweren: Jo, ech hat lech jo e puer Argumenter uginn, firwat dass déi Klappjuegd awer net deen Effekt huet. Mir schwätzen och schon éiweg iwwer Klappjuegten. Si ginn éiweg ofgehale, de Bestand ass trotzdeem héich. Statistesch géif ee gesinn: Et huet net geklappt. Et misst een eng aner Léisung sichen.

Dir gleeft vläicht Verschiddenen, déi mer hei zitéiert hunn, wéi PETA, deene gleeft Der net méi. Ech hunn awer hei e Mann fonnt, ech hoffen, dass Der deem awer gleeft. Dat ass nämlech vum 17. Januar 2002, du war e François Bausch nämlech Conseiller an der Stad. An do ass et ëm de Bambësch gaangen. Ech mengen, Dir kennt alleguerter d'Diskussiounen, déi duerno geféiert gi sinn ëm de Bambësch. An do schreift en Här Bausch, deen ech an deem Fall ganz schätzen: „Experten sind sich einig, dass eine Treibjagd ein wenig geeignetes Mittel ist, um Wildschweinschäden unter Kontrolle zu halten.“ Do ginn ech dem Här Bausch an deene Gränge komplett Recht; dat kënn et vir. Ech mengen, wann Der Recht hutt, muss ech lech jo och Recht ginn. Dann: „Der betriebene Aufwand - teilweise Sperrung der Straßen, Mobilisierung von Gemeindediensten - steht in keinem Verhältnis zum angepeilten, zweifelhaften Resultat.“ Do huet den Här Bausch nach eng kéier komplett Recht an eisen Aen.

■ **Une voix**.- Wat ass d'Léisung?

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Wat d'Léisung ass? Professionell Jeeër, déi op hir Juegd ginn, an net nëmmen de Weekend, fir Party ze maachen, ...

**(Brouhaha et exclamations)**

■ **M. Guy Arendt** (DP).- Haalt dach nëmmen op!

**(Coups de cloche de la présidence)**

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Här Arendt, streit Dir hei of, dass et do z'iessen an ze drénke gëtt?

**(Protestations)**

■ **M. Guy Arendt** (DP).- Wat jo total falsch ass!

■ **Une voix**.- Eng Insulte fir d'Jeeër, dat do!

■ **M. Guy Arendt** (DP).- Gitt emol eng kéier mat op eng Juegd!

**(Brouhaha, interruptions et coups de cloche de la présidence)**

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Ech huelen zur Notiz, ...

■ **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP).- Dat maacht Dir all Dag, ...

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- ... dass d'DP zimmlech pro Juegd ass, zimmlech pro Juegd!

■ **M. André Bauler** (DP).- D'Piraten sollen op de Schëffer bliewen!

■ **M. Marc Goergen** (Piraten).- Jo, d'DP ka sech opreegen! Also mir sti fir den Déiereschutz. Ech weess net, firwat dass Dir stitt.

**(Exclamations)**

A weider huet den Här Bausch gesot: „Wir rufen des-halb“ - dofir iwwerrascht et mech och net - „den CSV/DP-Schöffenrat auf, die für den 22. Januar geplante sinnlose Treibjagd sofort abzublasen.“ An ech kann dem Här Bausch just Recht ginn an ech hätt mer gewënscht, dass wéinstens déi gréng sou wéi déi Lénk haut géint d'Klappjuegd gestëmmt hätten, well ech mengen, am déiwen Häerz wësse se, wat mer wëllen.

■ **M. Fernand Etgen**, *Président*.- Merci villmools, Här Goergen. Ech mengen, da kënnen mer zum Vott vun där Motioun kommen.

**Vote sur la motion 1**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Dann ass dës Motioun bei 4 Jo-Stëmmen a 56 Nee-Stëmmen ofgeleent.

*Ont voté oui*: MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

*Ont voté non*: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch (par M. Aly Kaes), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

**6. 7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :**

**1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;**

**2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;**

**3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7724 iwwert den Impakt vun öffentlichechen a private Projeten op d'Ëmwelt. D'Riedezäit ass nach eng kéier nom Basismodell festgeluecht a Rapportier ass och dës kéier den honorabelen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.



**Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire**

■ **M. François Benoy** (déi gréng), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Hären, ech presentéieren lech de Gesetzesprojet 7724 iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatiounen. Mir maachen hei kleng, awer wichteg Upassungen am Beräich vun der Ëmweltimpaktevaluatioun, virun allem am Beräich vun der Informatioun an der Consultatioun vum Public.

Mir änneren haaptsächlech d'Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun, mee och d'Gesetz vum Naturschutz, dem Waasser an dem Établissement classé, also dem Kommodo.

D'Gesetz iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun vun 2018 transposéiert d'europäesch Direktiv iwwert d'Evaluatioun vun den Ëmweltimpakter vu verschiddeenen effentlechen a private Projeten. Bei dësem Gesetz geet et dréms, fir direkt am Virfeld vun engem gréisseren Projet d'Auswierkungen op de Mënsch, d'Ëmwelt an de Klima ze analyséieren an och déi néideg Precautiounen virzegesinn.

D'Europäesch Kommissioun huet Lëtzebuerg an enger Lettre de mise en demeure den 11. Oktober 2019 drop opmierksam gemaach, dass d'Direktiv op verschiddeenen Punkten awer net korrekt transposéiert wär, an dofir passe mer d'Gesetz elo un.

Nëmme zwee Méint nodeems mir dee Brëif vu Bréssel kruten, huet d'Regierung der Europäischer Kommissioun eng Rei Amendementer proposéiert, déi en Avis motivé vun der Kommissioun verhënnert hunn. Déi Responsabel vun der Kommissioun hunn der Regierung an engem informellen Echange confirméiert, dass déi proposéiert Adaptatiounen hire Kritiké géife gerecht ginn.

D'Haaptchangementer bei der Ëmweltimpaktevaluatioun, déi mat dësem Gesetz kommen, sinn éischter technesch. Den Artikel iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun vun de Bierger an der Ëmweltimpaktevaluatiounsprozedur gouf nei geschriwwen, fir méi kloer ze sinn. Déi kompetent Autoritéit kritt d'Méiglechkeet, fir op extern Experten zréckzegräifen, fir de Rapport iwwert d'Ëmweltimpaktevaluatioun ze iwwerpräifen.

Och den Artikel iwwert d'Informatioun an d'Consultatioun vun de Bierger an der Prozedur vun der Ëmweltimpaktevaluatioun, ganz spezifesch bei Transportinfrastrukturen, gouf nei strukturéiert an un d'Prozedur ugepasst: Den Avis muss elo an zwou Zeitunge publizéiert ginn an e prezisen Delai gétt ageféiert, bis weini d'Observatiounen kënne gemaach ginn, nämlech bannent 30 Deeg. Heimadder äntwert de Gesetzesprojet op d'Kritiké vun der Kommissioun am Bezuch op eng inkomplett Transpositioun vun der Direktiv op dësem Punkt.

Bei engem Transportinfrastrukturprojet kritt de Minister en Delai, fir d'Decision ze huelen iwwert d'Konditiounen vum Aménagement respektiv der Exploitatioun a puncto Ëmweltimpakter, also Loft-, Waasser-, Naturschutz an esou weider, nämlech 180 Deeg ab deem Moment, wou den Avant-projet détaillé erakomm ass.

De Prozess vun der Consultatioun war bis elo anescht, nämlech huet de Maître d'ouvrage missen en Dossier bei der Gemeng ofginn an da gouf e vun der Gemeng affichéiert an d'Bierger hunn hir Avise bei der Gemeng eragin.

Am Beräich vum Naturschutz ginn d'Konklusiounen vun der Ëmweltimpaktevaluatioun an d'Konditiounen vun der Autorisatioun iwwerholl.

Nieft den Ännerungen opgrond vun der Mise en demeure vun der Kommissioun gétt awer och dovun profitéiert, fir e puer weider Verbesserungen ze maachen. D'Gesetz gétt ugepasst fir ze erméiglechen, fir d'Enquête publique iwwert déi nei elektronesch Plattform ze maachen, un där den Digitalisatiounsministère grad schafft. Da gétt awer och d'Méiglechkeet geschaaft, fir verschiddeenen Informatiounen kënnen ausserhalb vun der effentlecher Prozedur ze behandelen, wa Fabrikatiounsgeheimnisser, international Relatiounen, déi national Sécherheet, d'Verdeedegung oder d'effentlech Uerdnung duerch d'Offeleë beanträchtegt kéinte ginn.

De Gesetzesprojet definéiert awer och, wat net als Fabrikatiounsgeheimnis ka gellen: nämlech Emissiounswärter, den Impakt op d'Ëmwelt oder d'Notze vun natierleche Ressourcen, déi duerch d'Produktiouns- oder d'Betribsfleef entstinn, oder och Informatiounen zu der Gesondheet an der Sécherheet vum Personal oder zum Naturschutz.

Schliisslech ginn och e puer materiell Feeler an den Texter verbessert.

Här President, Dir Dammen an Hären, a sengem Avis mécht de Staatsrot keng formell Oppositioun, mee awer e puer Remerken. E verweist zum Beispill op säin Avis zum leschte Gesetzesprojet zur Ëmweltimpaktevaluatioun, ënner anerem zur Fro, wat d'Informatioun vum Public an d'Moyenen dofir ugeet. Och de Syvicol traitéiert a sengem Avis dës Punkten.

De Staatsrot bemierkt och, dass d'Direktiv Sanktiounen virgesäit fir de Verstouss géint d'legal Obligatiounen, virun allem vun allen Etappe vun der Ëmweltimpaktevaluatiounsprozedur. Hei gouf een Artikel vergiees an dofir gouf den Text ugepasst, wéi de Staatsrot dat gefrot huet.

De Staatsrot versteet, wéi sou den Text d'Méiglechkeet gétt, fir verschiddeenen Informatiounen am Fall vu Fabrikatiounsgeheimnisser ausserhalb vun der effentlecher Prozedur ze behandelen. En huet awer Bedenken a puncto Defense oder international Relatiounen.

Mir kruten an der Kommissioun erkläert, dass ee sech limitéiert Fäll ka virstellen, an deenen et Projekte gétt, déi ënnert d'Impaktevaluatioun falen, mee déi och eng gewësse Wichtegkeet fir d'national Sécherheet hunn, zum Beispill de Reamenagement vum Häberierg.

Et geet dréms, d'Méiglechkeet ze schafen, dass de Maître d'ouvrage kann ufroen, dass verschiddeenen Deeler vun esou enger Anlag geheim gehale ginn. Informatiounen zu den Emissiounen, Impakter op d'Natur an d'Gesondheet ginn natierlech public gemaach, sou wéi ech dat schonn erkläert hunn.

Souwuel d'Handelskummer wéi och de Syvicol hunn an hiren Avisen och Froen zu dësem Punkt opgeworf. D'Handelskummer begréisst dann an hirem Avis, dass d'Enquête publique elo iwwer eng nei elektronesch Plattform soll gemaach ginn.

Wéinst dem Brëif vun der Kommissioun gouf et an dësem Gesetz eng gewëssen Urgence. Sou wéi de Staatsrot et och a sengem zweeten Avis ënnerstrach huet, huet d'Ëmweltkommissioun d'Majoritéit vu sengen Observatiounen consideréiert a just nach e klengen Amendement gemaach, nämlech dass den Avis amplaz a véier just an zwou Dageszeitunge muss verëffentlecht ginn, sou wéi mer et och am Projet de loi zum Naturschutzgesetz virgesinn hunn.

Den Avis vum Syvicol kouv iwwereng an der Chamber eran, nodeems mir de Gesetzesprojet schonn an der Kommissioun duergchgeholl haten an d'Amendementer an de Staatsrot geschéckt haten. Fir weider Detailler verweisen ech dann op mäi schréffleche Rapport.

De Gesetzesprojet 7724 iwwert d'Impaktevaluatioun gouf de 27. November zejoert vun der Ëmweltministesch an der Chamber deposéiert. Mir kruten Avis vum Staatsrot, der Handwerker- an der Handelskummer an dem Syvicol. Den 9. März huet d'Ëmweltkommissioun de Projet duergchgeholl an en Amendement gemaach. An nodeems mir dem Staatsrot säin Avis complémentaire kruten, huet d'Ëmweltkommissioun mäi schréffleche Rapport de leschte Mëttwoch ugeholl.

Wéi gesot, an dësem Gesetzesprojet maache mer Upassungen am Beräich vun der Ëmweltimpaktevaluatioun, virun allem am Beräich vun der Informatioun an der Consultatioun vum Public, an der Digitalisatioun vun de Prozeduren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn den Accord vun der grénger Fraktioun.

■ **Une voix** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- An ech soen dem Här Rapporteur François Benoy Merci.

An ech ginn d'Wuert direkt weider un den éischten ageschriwwene Riedner, dat ass den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf.

**Discussion générale**

■ **M. Jean-Paul Schaaf (CSV)**.- Merci, Här President. Ech maachen dat kuert, ech maachen dat vun dëser Plaz aus. Ech wëll hei virun allem dem Rapporteur a President vun der Chamberkommissioun François Benoy e grouse Merci soen. Hien huet dat hei exemplaresch an allen Detailler - an en huet näischt ausgelooes, ech kann lech dat versécheren! - gutt erëmbreucht.

Mir sinn eigentlech un Schluss vun engem laange Prozess, wann een et esou kuckt: 2011 ass déi EU-Direktiv publizéiert ginn, 2018 dat éischt Gesetz dozou gestëmmt ginn, 2019 huet dunn d'Kommissioun mat enger Mise en demeure eis zur Kenntnis bruecht, dass een nobessere muss, an 2021 kënne mer dann elo dat doten ofschléissen, also zéng Joer no der Direktiv. Dat kéint een elo kritesch kucken, mee et ass e Prozess, an deem een dran ass. Mir sollen et konstruktiv kucken, mee mir kënnen awer och gläichzäitig soen, dass mer keng Zäit verléieren a séier ofstëmmen.

Ech wëll awer just nach ee Saz soen: Also positiv heirunner ass, dass een hei konnt net nëmme redresséieren, mee awer eng Rëtsch vun Erlichterungen duerch d'Digitalisatioun abauen. An ech begréisst dat explizit op dëser Plaz. Et erlaabt och de Gemengen, méi einfach mat deem Prozess vun Informatioun an Transparenz vis-à-vis vun den interesséierte Gruppementer an de Bierger ëmzegoen. Dat ass extreem positiv, mengen ech, fir jiddereen heibannen.

An ech wëll do eng Fro just nach drunhänken, an dat ass déi, déi och d'Chambre de Commerce opgeworf huet, déi d'Fro dann einfach gestallt huet, wou dann déi Plateforme d'enquêtes publiques dru wier an a wat fir engem Delai een domadder kéint rechnen. Well de François Benoy huet et ernimmt, dass déi amgaangen ass ausgeschafft ze ginn. An et wier flott, wann d'Madamm Minister eis kéint soen, a wat fir engem Delai mer do d'Enn vum Tunnel géife gesinn an där doter Saach.

Domadder ginn ech awer den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet. Merci.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Schaaf. An de Mikro ass elo „on“ fir den honorabelen Här Max Hahn.

■ **Plusieurs voix**.- A!

■ **M. Max Hahn (DP)**.- Merci, Här President. Ech soen dem Rapporteur Merci fir säi wéi gewinnt ganz gudder schréfflechen a mëndlecher Rapport. Hien ass schonn op d'Detailler vum Gesetzesprojet agaan, déi eenzel Punkten, wou mer vu Bréssel gesot kruten, mir missten nobesseren, a wéi mir dat da géife maachen.

Ech wëll mech dowéinst drop beschränken ze soen, dass et fir eis als Demokratesch Partei immens wichteg ass, bei groussen Infrastrukturprojeten d'Effentlechkeet ze informéieren a puncto Impakt op d'Ëmwelt an och op d'Leit, déi an der Géigend wunnen, an hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, hiren Avis auszudrécken. D'Leit anzebannen a si zu Wuert kommen ze loossen, ass, mengen ech, dee richtige Wee an et hëlleft natierlech och, d'Anzeptanz fir verschidde Projeten ze verbessern.

An deem Kader gesäit de Gesetzesprojet jo och vir, dass dëst iwwer eng digital Plattform geschéie kann. Domadder gi mer iwwert dat eraus, wat mer hätte misse maachen. Mir begréisst dat natierlech voll a ganz, well mer mengen, dass et am Joer 2021 net ze fréi ass, d'Potenzial vun digitalen Technologien och am Beräich vun der Biergerbedeelegung an der Transparenz esou gutt et geet ze mobiliséieren.

Dowéinst begréisst mer ausdrécklech d'Schafe vun der Plattform enquetes.publiques.lu, déi den delegierte Minister fir Digitalisierung Marc Hansen uganks vun dësem Joer virgestallt huet. Dat ass de wichtige Wee, well een hei alt nees ka ganz gutt gesinn, wéi ee Potenzial déi Technologien hunn, fir vill Facetté vun eisem Liewen eebe positiv ze beaflossen.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei an ech soen lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Hahn. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen.

■ **Mme Cécile Hemmen (LSAP)**.- Merci, Här President. Och ech wëll d'Aarbecht vum Rapporteur luewen, souwuel wat de schréffleche wéi och de mëndleche Volet ubelaangt. Et geet hei em gutt an em noutwendeg Upassungen, mat deene sech eis Partei natierlech absolutt kann ufrënnen. An dofir ginn ech och oni weider an den Detail ze goen den Accord vu menger Partei. Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Madamm Hemmen. Da wier et um honorabelen Här Fred Keup.

■ **M. Fred Keup (ADR)**.- Merci, Här President. An och merci dem Här Benoy fir déi wichteg Informatiounen. Mir wäerten als ADR dat heiten och matstëmmen. Ech wollt awer nach eppes Klenges bäifügen, wat mer elo agefall ass, wéi den Här Hahn geschwat huet, deen dovun geschwat huet, dass hei elo duerch déi Digitalisierung d'Leit méi einfach agebonne ginn, dass een dann am Dialog mat de Bierger d'Saache ka maachen, zesumme mat de Leit kann decidéieren, op d'Leit lauschteren.

Ech géif an deem Kontext drun erënneren, dass een dat bei ville Projete ka maachen, zum Beispill och bei der Verfassung, andeems een e Referendum organiséiert. An da wiere mer bei engem anere Punkt nach, wa mer vun Digitalisierung schwätzen: Mir hunn nämlech nach eng ganz Partie vu Prozeduren bei de Gemengen, wou keng Digitalisierung virgesinn ass. An dat ass zum Beispill, fir zwëschen deenen zwee Votten am Kontext vun enger Verfassungsännerung e Referendum unzefroen, wou d'Leit nach ëmmer musse sur place goen, amplaz dat digital vun doheem aus kënnen ze maachen. Déi Méiglechkeeten hu mer a sollte mer dann och an anere Beräicher uwennen.

Merçi.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Här Keup.

D'Regierung huet d'Wuert, d'Ministesche fir Ëmwelt, Klima an nohaltege Entwécklung, d'Madamm Carole Dieschbourg.

**Prise de position du Gouvernement**

■ **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**.- Villmools merci, Här President. Merci och nach eng Kéier dem Rapporteur fir dee flotte mëndlechen a schréffleche Rapport a fir déi grouse Zoustëmmung, déi mer hei am Raum hu fir dës Upassung, dës Ännerung, déi awer wierklech eng wichteg ass, well d'Transparenz an den Dossiere bewierkt tatsächlech méi Akzeptanz bei grouse Projeten, wou et wichteg ass, den Ëmweltimpakt am Virfeld ze kennen an dass d'Bierger matagebonne ginn.

Firwat sinn ech op de Pupitre komm? Majo, well den Här Schaaf eng Fro gestallt huet an ech mengen, dass et awer ganz wichteg ass, den Deputéierten och matzedelen: Déi Plattform gétt et. Well aktuell, mengen ech, si scho 14 Enquêtes am Beräich Environnement, mee awer och ganz vill anerer an anere Beräicher. Do gétt et eng Statistik, déi Der kënn kucke goen op där Plattform, déi, mengen ech, mëttlerweile flott Faart ophëlt, wou et net nëmme méi einfach, mee awer och fir vill Leit méi einfach gétt, un déi Informatiounen ze kommen. Dofir, déi ass elo fonctionnell an do kënnen well Saachen driwwer lafen. Dëst, fir just Beschued ze ginn.

An dann, am Ëmweltberäich si mer natierlech immens drop gefaast, dass mer wierklech déi Digitalisierung zesumme mam Digitalisierungsministère no vir driwwen. An dofir ass et och flott kënnen ze soen: Mir hu virun e puer Wochen deen éischte ganz digitalen Autorisatiounsossier gehat am Kader vum Waasser. An d'Fëscherpermissen zum Beispill, déi waren och déi éischt Permissen, déi a sech digital online waren.

Mir sinn elo och un anere Projeten do ëmmer erëm konstant um Schaffen. Dir wësst et, d'Digitalisierung mécht eis an dësem Fall d'Liewe méi einfach an eisen Administréieren hei och méi einfach, fir Dossierer anzekucken, an dat an engem frëie Stadium, dann, wann den Ëmweltimpakt gekuckt gétt.

An domat soen ech lech e grouse Merci fir d'Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci der Madamm Ëmweltministesch Carole Dieschbourg. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7724. Den Text steet am Document parlementaire 7724.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7724 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Domadder ass dëse Projet de loi eestëmme mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui*: Mmes Diane Aehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Emile Eicher), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup);

MM. Sven Clement et Marc Goergen;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

**Le saviez-vous ?****DÉPÔT**

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.



**7. 7649 - Projet de loi portant modification :****1° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;****2° de la loi modifiée du 1er août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel**

Mir kommen elo zum Projet de loi 7649 iwwert d'Organisation vum Stroum- a Gasmaart. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht an ech ginn d'Wuert un de Rapporteur vum deemem Projet de loi, den honorabelen Här Carlo Back. Här Back, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire**

■ **M. Carlo Back** (déi gréng), rapporteur.- Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Mëtteg solle mer hei e Projet de loi stëmmen iwwert d'Energieeffizienz haaptsächlech. Ëm wat geet et?

D'Energieeffizienz ass niewent der Produktioun vun erneierbaren Energien dat zweet Standbeen, fir d'energetesch Transitioun ze meeschten. Domadder dréit d'Energieeffizienz och dozou bäi, Zäregasemissionen ze reduzéieren, wat hëlleft, d'Klimakris ze meeschten an d'Qualitéit vun eiser Loft ze verbesseren.

Energie, déi mir net brauchen a consumméieren, brauch och net produzéiert ze ginn. Op der Websäit vun der Internationaler Energieagence kann ee liesen: "Energy efficiency is the first fuel." D'Aspuekung ass déi beschten Energie.

Bei deemem Projet de loi geet et ëm de Mécanisme d'obligation, ee Mechanismus, dee Gas- a Stroumfournisseuren obligéiert, fir energieeffizient Moosnamen unzestossen. D'Iddi dofir kënnt aus enger Direktiv vun 2012 an d'éischt Phas vun deemem Mechanismus ass mat de Stroum- a Gasgesetzter vum 19. Juni 2015 ëmgesat ginn an huet sech erstreckt vun 2015 bis Enn 2020.

D'Direktiv vun 2012 ass 2018 revidéiert ginn. D'Direktiv 2018/2002/UE gesäit vir, datt vun 2021 bis 2030 nei järelech Aspuekungen an der Héicht vu mindestens 0,8 % vum Endenergieverbrauch gemaach ginn.

Lëtzebuerg huet sech d'Zil vun 1,2 % bis 1,5 % Aspuekung pro Joer ginn. Dir gesitt, Lëtzebuerg ass hei also duerschhaus ambitiéis. Fir dëst ze realiséieren, kann eist Land laut der Direktiv ënner anere op de Mécanisme d'obligation an der Energieeffizienz zréckgräifen, ëm deen et an deemem Gesetzesprojet geet, an dat wëll ech och elo erklären.

Dëse Projet de loi setzt also de legale Kader fir déi zweet Period vum Mechanismus ëm, déi sech vun 2021 bis 2030 erstreckt, esou wéi et an der Direktiv 2018/2002 virgesinn ass. D'Experienzen an d'Lektiounen vun der éischer Period vum Mechanismus sinn natierlech an dëse Projet de loi matagefloss.

Wivill sollen elo déi national Aspueker an der Period vun 2021 bis 2030 sinn? Wéi Dir wësst, huet d'Regierung sech am Nationalen Energie- a Klimaplang, dem PNEC, als Zil gesat, bis 2030 d'Energieeffizienz zwëschen 40 % a 44 % ze verbesseren. De Mécanisme d'obligation ass eng wichteg Komponent, fir dëst Zil ze erreechen.

An absoluten Zuele wëlle mir iwwert déi zéng Joer vun dëser zweeten Phas vum Mécanisme d'obligation eng kumuléiert Aspuekung vun 13.750 Gigawattstonne maachen. An der Moyenne heescht dat Neiaspuekung vum 250 Gigawattstonnen alljoers.

Ech versichen, dat och elo ze illustréieren. Wann ee bedenkt, datt mir hei zu Lëtzebuerg am Joer 2019 281 Gigawattstonne Stroum mat Wandenergie produzéiert hunn, also grosso modo genausou vill wéi mir am Mechanismus alljoers bis 2030 wëllen nei aspueken, weist dat d'Envergue vun der Obligation fir d'Fournisseuren. Et illustréiert och ganz gutt d'Potenzial vun der Energieeffizienz a puncto Klimaschutz, wisou se mindestens gradesou wichtig ass wéi den Ausbau vun den erneierbaren Energien. Dofir mussen d'Energieeffizienzmoosnamen eng absolutt Prioritéit sinn op eisem Wee a Richtung Klimaneutralitéit fir Lëtzebuerg.

Wéi fonctionéiert de Mécanisme d'obligation? Duerch de Mécanisme d'obligation mussen all national Elektresch- a Gasliwweranten, déi also hei zu Lëtzebuerg aktiv sinn, gewëssen Effizienzkiller erreechen, andeems se Energieeffizienzmoosnamen huelen. Si dierfen d'Mesuren huelen an alle Secteuren a fir all Zort vun Energie, mat e puer Ausnamen, déi am Règlement grand-ducal festgehale ginn. D'Fournisseure mussen sech also net op Gas oder Stroum limitéieren. Wéi vill all Fournisseur muss aspueken, gëtt op Basis vu senger Part de marché berechent.

D'Stroum- a Gasliwwerante setzen dës Ziler dann zesumme mat den Endkonsumenten ëm - Privathaushalter, kleng, mëttel a grouss Betriber an och Gemengen -, andeems se dës Konsumenten encouragéieren, Energie ze spueren. Ee Fournisseur kann

iwwerregens all Konsument viséieren an net just seng eege Clienten.

Wéi ginn dës Aspueker erreicht? Energieliwwerante kënnen d'Konsumenten engersäits mat Knowhow ënnerstëtzen: Zum Beispill kënnen Energieeffizienzspezialiste vum Fournisseur zesumme mat engem Betrib, nodeems zum Beispill en Energieaudit am Betrib duerchgefouert gouf, ee Projet ausschaffen, fir dës Betriber méi spuersam opzustellen.

Mir kruten an der Kommissioun e puer Beispiller genannt: Dat geet iwwer méi effizient Heizsystemer, iwwert d'Optimisation vum Drock an de Pneue vun der Flott vu Camionen am Logistikberäich. Fournisseuren hunn do dat néidegt qualifizéiert Personal, fir de Client an dëser wichtiger Aarbecht ze ënnerstëtzen. De Fournisseur kann awer och finanziell beim Endclient intervenéieren, andeems en zum Beispill Primme gëtt fir gewëssen Effizienzmoosnamen. D'Aspuekung ginn da kontabiliséiert an dem Fournisseur no festgehalene Reegelen guttgeschriwwen.

Virun allem an der Industrie ass d'Zesummenaarbecht mat de Fournisseure ganz gutt, och well d'Liwwerante ganz no bei hire Clienté sinn an hiren Energieverbrauch an hir Besoinen och ganz gutt kennen.

Wat sinn d'Ännerunge par rapport zu där leschter Phas, also zu der Phas 2015 bis 2020? Ech ginn elo op de Fonctionnement vum Mécanisme d'obligation an. Mat deemem Projet de loi geet een awer net just an eng zweet Phas, mee et ginn och e puer wichteg Ännerungen ënnerholl, ënner anere, fir de Fonctionnement vum Mechanismus ze verbesseren.

Déi éischt Ännerung ass d'Zilsetzung. Op déi sinn ech jo elo virdrun hei agaangen. Déi zweet ass, datt an där neier Phas de Fournisseur een Deel oder d'Totalitéit vu sengen Obligationen duerch de Buy-out kann erreechen. Dat heescht, hie ka sech fir en Deel vu sengen Obligatione fräikafen. Hei gëtt et awer e Plaffong vun 1.500 Megawattstonnen. De Präis pro Megawattstonn vun dëser Option de rachet gëtt vum Ministère fixéiert a baséiert sech op Fraisen, déi ee muss engagéieren, fir eng Megawattstonn anzespueken.

D'Estimatiounen vun de Fraisen, fir eng Megawattstonn anzespueken, leien de Moment an der Moyenne bei ongeféier 40 Euro. Ee Megawatt Elektresch - an een normale Stot verbraucht ongeféier véier Megawattstonnen d'Joer -, also eng Megawattstonn elektresch Energie kascht de Moment ongeféier 150 Euro fir en Haushalt hei zu Lëtzebuerg. Dëst illustréiert, wéi interessant et ass, Energie anzespueken, d'autant plus, wann dës Aspuekung sech iwwer méi Joren erstrecken.

De Buy-out viséiert virun allem déi kleng Fournisseuren, well fir si den Opwand, notament a puncto Personal, proportional méi grouss ass. An och soll et doduerjer fir nei Fournisseure méi einfach ginn, op dem lëtzebuergesche Marché aktiv ze ginn.

Déi drëtt Ännerung concernéiert d'Penalitéit, déi d'Fournisseure bezuele mussen, wa se hir Obligationen net anhalen kënnen. De Montant vun dëser Penalitéit bedréit d'Käschte vum Buy-out mat zousätzlech 25 % uewendrop, mat engem Plaffong vun 100 Euro pro Megawattstonn. An där leschter Period, also 2015-2020, war d'Penalitéit just zwee Euro pro Megawattstonn. Et gëtt de Fournisseur ënner dem neien Dispositif also vill méi deier, seng Engagementer net anzehalen. Dës Penalitéit ass libérateur, dat heescht, datt d'Fournisseure mam Bezuele vun dëser Strof hir Ziler net nach nodréiglech erreeche mussen.

D'Suen, déi iwwert de Buy-out oder d'Penalitéit erauskommen, ginn an de Klimafong abezuel, deen dann duerch geziilt Mesuren zu der Energieeffizienz ka bäidroen.

Elo zu den Avisa vun de Chambres professionnelles: D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers sinn der Meinung, datt dës Moosname fir Energieeffizienz vun der zweeten Period ganz ambitiéis sinn. D'Chambre de Commerce stellt och fest, datt eng Rei Fournisseuren et net gepackt hunn, hir Ziler an der éischer Period ze erreechen. Si bedauert och, datt deen neien Dispositif Energieaspuekungen net berücksichtegt, déi duerch d'Aféierung vu méi energetesch performante Masuttheizsystemer erziilt ginn.

Déi zwou Chamberen maache sech Suergen, datt duerch d'Modifikatioun den Energiepräis kéint erpogoen. Allenzwat menge se och, datt d'Aféierung vu Penalitéit mat Caractère libérateur eng gutt Saach ass.

D'Chambre des Métiers begréisst d'Volontéit vun der Regierung, fir méi schnell mat der Dekarbonisation vun eisem Energiesecteur viruzekommen. Si fäert awer, datt vill Fournisseuren d'Option de rachet géife benotzen, ouni a Richtung vun Effikasitéitsmoosnamen ze goen.

De Conseil d'État hat keng Opposition formelle zu deemem Projet de loi gemaach, just eng Rei Formulatiounen sollte geännert ginn. Dëse Remarken hu mir och Rechnung gedroen.

De Projet de loi ass den 13. August 2020 an der Chamber vum Energieminister deposéiert ginn. De Conseil d'État huet säin Avis den 19. Dezember erausginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat deemem Projet de loi setze mir, wéi gesot, de legale Kader fir déi zweet Phas vum Mécanisme d'obligation, dee Stroum- a Gasverkeefe obligéiert, fir an der Energieeffizienz aktiv ze ginn, datt andeems se mat Privatpersounen, Gemengen, Betriber an der Industrie un Aspuekungsmoosname schaffen.

D'Energieeffizienz ass niewent dem Ausbau vun den erneierbaren Energien dat wichtegst Standbeen vun der energetescher Transitioun. Mir mussen an alle Beräicher méi effizient ginn: an der Industrie, bei de Gebaier an och am Verkéier. De Mécanisme d'obligation ass hei eng wichteg Komponent, fir eis Ambitiounen a puncto Energieeffizienz bis 2030 ze erreechen.

Méi Informatiounen zu deemem ganz erausfordernde Projet de loi fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport. Ech ginn domat och den Accord vun der grénger Fraktioun a soen lech villmoos Merci fir Äert Nolauschteren.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- An ech soen dem Här Rapporteur Carlo Back villmoos Merci.

An ech ginn d'Wuert un den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

**Discussion générale**

■ **M. Paul Galles (CSV).**- Merci villmoos, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen dem Carlo Back Merci fir säi gudder méndlechen a schrëftleche Rapport. Mir haten an der Kommissioun extra ausgemaach, dass e gutt Zäit géif dofir kréien. En huet dat och elo ganz systematesch an och, obwuel dee Projet ganz vast ass, trotzdem ganz prezis gemaach. A merci dofir, dass en dee vaste Projet esou kloer duergestallt huet.

Et ass jo net nëmme e vaste Projet, et ass och e ganz wichteg Projekt. Mir reguléiere mat deemem Projet den Energiemarché, an dat an enger Zäit, an där mer probéieren, eng Energietransitioun insgesamt hinzekréien, ënner anere, wéi de Carlo Back et och erkläert huet, iwwert dëse Mechanismus vun der Energieeffizienz. A mir als CSV ënnerstëtzen alles, wat hëlleft, oder all Beméiungen, déi hëlleften, fir eng realistesch an eng real Transitioun hinzekréien, déi Schrëtt fir Schrëtt jo déi Konditiounen soll schafen, fir esou séier wéi méiglech zu enger Klimaneutralitéit hei zu Lëtzebuerg ze kommen.

An et ass jo och esou iwwerregens, dass d'Energietransitioun jo och eng Method ass, fir schonn eng Keier dat duerchzezeeceieren, wat mer eigentlech nach méi wëllen, iwwert d'Energietransitioun eraus, nämlech eng ganz Transitioun vun der ganzer Gesellschaft, och e Liewensmodus, e Liewensstil, dee mer hei zu Lëtzebuerg wëllen implementéieren, wou mer insgesamt effizient an och ressourcëschonend liewen. Dofir ass et eeben och interessant ze kucken, wéi bei dëser Energietransitioun de ganze Mechanismus ugepaakt gëtt.

Mee deen heite Projet hält sech elo net op mat grousser philosophescher Gedanken, mee u sech geet et ëm eng knallhaart Reguléierung vum Energiemarché, an dat opgrond vun enger europäescher Direktiv, wéi et och elo just nach eng Keier erkläert ginn ass. Et ass en interessante Projet, dee grondsätzlech natierlech eis Ënnerstëtzung féint. A well en esou vast ass, hate mer och an der Kommissioun deemools eng ganz Hellewull vu Froe gestallt an ech wëll och nach e puer Froen hei elo wärend deemem Moment lassginn. Mir beweegen eis jo am Kader vum EEOS, dem European Efficiency Obligation Scheme (veullez lire: Energy Efficiency Obligation Scheme), an zgläich beweuge mer eis iergendwéi awer och ausserhalb, well Lëtzebuerg net nëmme déi 0,8 % järelech aspueke wëllt, mee 1,2 % bis 1,5 %. An d'Fedil huet souguer nogerechent an ass op 1,85 % kumm. Ech weess net, Här Minister, ob Der eng Keier mat hinnen do e Gespréich hat, wéi déi Differenz vu Prozentagen do zustane kënn.

Et geet ëm d'Parties obligées, dat sinn d'Gas- an d'Stroumentrepen. An deen Effekt, ëm deen et jo geet, ass virun allem, dat hu mer alleguerten och an de Kommissiounen verstanen, deen, deen dëst Gesetz op d'Entrepen huet, op d'Industrie, an nëmme ganz indirekt op d'Bierger an d'Biergerinnen am Einzelnen.

An ech weess, Här Minister, et ass jo ëmmer esou eng Gratwanderung. Et wëllt ee jo alles esou gutt wéi méiglech maachen, am beschten nach besser wéi déi aner, mee et leeft een da jo awer Gefor, dass een och ëmmer e bëssen ze séier kéint lafe fir déi, déi méi laang Zäit brauche fir ëmzestellen.

An d'Chambre de Commerce nennt de Projet ze ambitiéis. An d'Chambre des Métiers schwätzt souguer vu méiglechen „effets pervers“, dass eng Rei vu Parties obligées, also Gas- a Stroumentrepen, vu virera keng Efforte maachen, mee sech op de Buy-out-System verloossen, ee System, dee jo eigentlech geduecht ass, fir dass nei Energieverkeefe sech kënnen zu Lëtzebuerg installéieren oder fir dass och déi kleng net esou vill belaauscht ginn.

Ech kann et am Moment selwer net aschätzen, wéi real oder wéi grouss dee Risiko ass, dass iergendeen esou verfiert. Mee ech wëll einfach déi Fro emol eng Keier un lech, Här Minister, weiderginn: Wéi grouss ass dee Risiko, dass eng Rei Entrepen genau deen dote Wee wäerte wielen? Dat ass meng éischt Fro, déi ech hei dozou hunn.

Déi zweet hänken ech direkt hannendrun: Hutt Der schonn eng Tendenz elo bei de Parties obligées gemierkt? Se si jo amgaange sech virzebereeden. Wat mengt Der, wéi d'Parties obligées insgesamt elo mat deemem Projet ëmginn?

Well dat, wat d'Chambre des Métiers jo dat méiglecherweis Perverst nennt, ass jo dat, wat awer dat Paradoxaalt un der Situatioun ass. Et ass wéi an enger Véloscourse: Wa mer wëlle versichen, de Peloton zesummenzehalen, da fuere mer e bësse méi lues a mir vermeiden, déi ganzen Zäit Echappéen ze versichen, fir de Peloton ausenannerzéissen. Oder mir wëllen eebe méi Gas ginn a riskéieren, dass da scho virun der éischer Montée déi éischt ewechfuere. A fir deem entgéintzewierken, freet d'Chambre des Métiers jo e „Pacte Climat PME“, wat ech och eng ganz gutt Iddi fannen, wat mir eng ganz gutt Iddi fannen. An ech wollt lech froen, Här Minister, ob Der virhutt, op dës Propos anzegoen.

An domat kommen ech och schonn zu der nächster Fro. Ee vun de méigleche Programmer, deen duerch dëst Gesetz kéint geschafe ginn, ass e Programm géint d'Précaritéit énergétique. Ech wëll betounen, dass d'Energiearmut eng vun deenen am meeschten ënnerschate Forme vun Armut ass an och leider eng vun deene komplexsten. Dofir meng Fro: Wéi wëllt Der dee Programm genau upaken? Sinn do scho Gespréicher mat den Acteurs geféiert ginn? Dir hat dat an der Kommissioun esou an Aussiicht gestallt.

An dann nach déi lescht Fro, déi ech wëll stellen, déi an der Kommissioun och scho gestallt gi war, datt ass déi vum Réseau d'experts. Eigentlech ass dat jo e bëssen esou d'Reckgrat vun deem Gesetzesprojet, well dee soll jo déi Audite féieren, déi sollen den Entrepen hëlleften ze gesinn, wou se stinn, beziéungswies net den Entrepen, mee de Parties obligées. Ech wëll lech froen, wéi dee Réseau d'experts soll ausgebaut ginn.

Mir ginn op alle Fall als CSV eisen Accord zu deemem Projet a géifen eis och natierlech dann iwwer hëlleft-räich Äntwerten op eis Froe freeën. Ech soen lech villmoos Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmoos, Här Galles. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Max Hahn. Här Hahn, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Max Hahn (DP).**- Merci, Här President. Als DP sti mir natierlech voll a ganz hannert deemem Projet, deen an eisen Aen en zentrale Punkt am Klimaschutz betrëfft. D'Energieeffizienz ze verbesseren, heescht, méi mat manner ze maachen. Dat heescht, Ressourcen ze schounen a manner Energie ze verbrauchen, fir dat selwecht Zil ze erreechen. Gläichzäiteg di sech immens Opportunitéiten op fir Innovatioun, fir wirtschaftlechen an technologesche Fortschritt an domadder och fir d'Schafen an d'Erhale vun Aarbechtsplazen.

De sprangende Punkt heibäi ass virun allem deen hei: Klimaschutz bedeit net forcement Verzicht. Mir hëtze weider eis Haiser, mir benotze weider all déi verschidden elektronesch Apparater, déi mer am Alldag brauchen, an och d'Luuchte ginn net aus dowéinst. Mir maachen et eebe just besser respektiv op eng aner Aart a Weis. An dat ass net just am Sënn vun Klima. Och de Verbraucher profitéiert schlisslech dovun, wann hie manner Energie brauch an d'Stroumrechnung méi kleng gëtt. Et ass also eng klassesch Win-win-Situatioun. Et kënn am Fong alle Bedeelegten zegutt.

Et ass dowéinst och net fir näischt eent vun eisen zentrale Klimaziler, an den nächste Jore bis 2030 wierklech nach grouss Spréng an deem Beräich ze maachen an den Endenergieverbrauch bis dohin ëm 40 % bis 44 % ze reduzéieren. Dat ass e ganz ambitiéis Zil, dat steet ausser Fro. An dofir mussen mer och all d'Hiewelen a Bewegung setzen, fir dëst Zil ze erreechen.

Mee mir brauchen ambitiéis Ziler beim Klimaschutz, dat ass ganz evident. Well dass mir eis Ziler erreeche mussen, dat ass keng Fro vum Wëllen. Et ass kloer eng Saach vun der Noutwendegkeet. Den Obligatiounsmechanismus fir d'Fournisseure vu Stroum a Gas, ëm deen et an deem heite Projet geet, ass e wichteg Puzzlestück an där ganzer energetescher Transitioun.

Zousätzlech zu den Efforten, déi mer um Niveau vum Staat maachen, wéi eeben dee ganze Katalog fir d'energetesch Sanéierung vu PRIME House, an zousätzlech zu den Ënnerstëtzen, déi déi verschidde Gemengen hiren Awunner bidden, hu mer mat deemem Mechanismus en drëtten Piller, fir de Leit, mee och de Betriber ënner d'Äerm ze gräifen, fir hiren Energieverbrauch ze optimiséieren a méi klimafreundlech ze ginn. A grad d'Fournisseure si jo



gutt placéiert, fir mat hire Clienten ze kucken, wat ee besser ka maachen. Dat ass eng Approche, déi hu mer gutt fonnt, wéi mer de System 2015 ageféiert hunn. A jo, mir fannen déi och haut nach ëmmer gutt.

Mir begréissen awer och, dass elo, sechs Joer no deems d'Gesetz gestëmmt gouf, verschidden Adaptatiounen virgeholl gi sinn, fir dës Mechanismus nach besser ze maachen. Leider war de Succès iwwert déi lescht Joren net deen, wéi mir eis dat virgestallt haten, mat ville Partie-obligatiounen, déi hir Ziler net erreicht hunn, wat och d'Chambre de Commerce an hirem Avis festgestallt huet.

D'Aféierung vun engem Buy-out fir méi kleng Acteuren ergëtt dofir an eisen Aen och vollkommene Sënn, vu dass et natierlech vill méi schwéier ass, wann ee souwisou nëmmen eng kleng Part de marché huet, fir Energiespuerprogramm ëmzesetzen, par rapport zu vill méi groussen Acteuren, déi jo och aner Méiglechkeeten hunn.

Och wat d'Sanktiounen ugeet, wann ee senger Verpflichtungen net nokennt, si mer der Meenung, dass déi nei Dispositiounen an déi richteg Richtung ginn.

Ech hat a menger Ried viru sechs Joer schon drop higewisen, dass ee vläicht un där enger oder där anerer Stellschrauf nodréie misst, wann ee gesäit, dass d'Energieversuerger hire Verpflichtungen net nokommen, voire dass déi eng et maachen a mam gudden Beispill virginn an anerer léiwer hir Penaltéite bezuelen, wéi an Energiespuerprogrammnamen ze investéieren.

Tatsächlech hu mer misse feststellen, dass d'Strofe bis elo net dissuasiv genuch waren. Dat gëtt heimat verbessert, dat begréisse mir natierlech, grad wéi d'Tatsaach, dass d'Penaltéite liberatoire ginn. Dat heescht, wann de Fournisseur se bezilt, brauch en duerno seng Ziler fir dat Joer net ze errechen.

Alles an allem steet d'Demokratesch Partei hannert dësem Projet. Mir si fir ambitiöse Klimaschutz mat klaren Ziler. An dofir ginn ech hei och den Accord zu dësem Projet de loi vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei, net awer, ier ech dem Rapporteur, dem Carlo Back géif villmoos Merci soe fir säin explizite mëndlechen, awer och säi schrëffleche Rapport. An lech, léif Kollegeen, géif ech villmoos Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Max Hahn villmoos Merci a ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Cécile Hemmen. Madamm Hemmen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP).** - Merci, Här President. Och d'LSAP deelt natierlech d'Ziler an och d'Objektive vun dësem Gesetz. Ech wäert och net op d'Erklärungen agoen, déi de Rapporteur hei schon am Detail presentéiert huet, mee ech wëilt awer just ënnersträichen, dass et jo hei souwuel ëm international Obligatiounen wéi awer och ëm d'Erreeche vun Ziler geet, déi mir eis am PNEC gestallt hunn.

Mat dësem Projet de loi gëtt den Drock op d'Fournisseuren ënner anerem verstärkt, fir hire Bäitrag ze leeschten. An als LSAP fanne mir et och ganz richtig, dass mat der Méiglechkeet, fir sech an engem gewëssene Mooss vun dëser Obligatioun fräizekafen, de begrenzte Moyene vu klengen Fournisseuren och Rechnung gedroe gëtt. Allerdéngs soll dat awer och d'Ausnam bleiwen. Falls et sech dann awer sollt erausstellen, dass d'Fournisseure systematesch vun dëser Optioun géife Gebrauch maachen oder ëmmer nach léiwer d'Sanktiounen géifen akzeptéieren wéi hir eege Verantwortung ze iwwerhuelen, da misst op deem Punkt awer nach eng kéier nogebessert ginn.

Dës Projet de loi gesi mir och ganz kloer am Interesse vun de Konsumenten. An dofir kritt dee Projet de loi och den Accord vu menger Partei. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Madamm Hemmen. An da wier et un honorabelen Här Fred Keup.

► **M. Fred Keup (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, ech kann direkt soen, dass mer dës Projet hei net matstëmmen.

► **Une voix.** - Nu hal awer op!

► **M. Fred Keup (ADR).** - Deen heite Projet weist alt erëm déi typesch Elementer vun der Energiepolitik vun dëser Regierung: irrealistes, ideologesch, onsozial, schlecht fir d'Betriben, schlecht fir d'Wirtschaft, opbauend op Verbueter an op Zwäng. Dir nennt se „Obligatiounen“, dat klängt besser. Wann ee seet „Zwang“, dat klängt vläicht net esou gutt, mee et ass dat selwecht.

Milliarden a Milliarde vun Euro wëllt d'Regierung déi nächst Jore vergeuden, fir irrealistes Ziler ze errechen, ...

► **Une voix.** - O mei!

(**Brouhaha**)

► **M. Fred Keup (ADR).** - ... déi absolutt keen Afloss op d'Klima hätten, allerhéchstens eppes am Mikrogradberäich.

Ech weisen och ëmmer erëm op d'Bevölkerungsexplosion hin, op den onkontrolléierte Wuesstum, dee mer hei am Land hunn. Déi lescht zéng Joer sinn hei am Land 220.000 Leit agewandert. Mir steigere eis Populatioun pro Joer ëm 12.000 Persounen, soudass mer 2030 warscheinlech un deenen 800.000 Awwuner kraze wäerten.

All déi Leit brauche Luuchten, si brauchen Autoen a si wäerten och Autoen hunn. Si brauche Computere, si hu Kachmaschinnen, si hu Frigoen, si hunn Heizungen, si hu Staubsauger an esou weider an esou fort, Handyen, elektresch Zännbürschten, Dir hutt déi jo och.

(**Interruptions**)

Ma leet eis emol e Konzept ...

(**Exclamations**)

... iwwert dës Bevölkerungswuesstem op den Dësch!

(**Coups de cloche de la présidence**)

Dat ass jo awer den Haaptpunkt, deen hei d'Land sollt interesséieren: Wou wëlle mer an deem Punkt sinn am Joer 2030?

(**Brouhaha**)

Well dat wäert e Risenafloss hunn op eise Stroum- an Energieverbrauch!

Irrealistes ass et och ganz einfach, well mer erëm eng kéier vergiessen, dass mir ganz laang brauche fir Saachen. Ech erënnere drun, de Moien ass nach grad iwwert de Stadion geschwat ginn: Zéng Joer hu mer gebraucht warscheinlech, fir en ze bauen, ze plangen an ze bauen. Elo wëlle mer an Zäit vun e puer Joer 55 % vun eisen Zärgaser aspueren. Dat ass vëlleg onméiglech! Hei maachen all d'Parteien déi gréng Politik, déi hei gepriedegt gëtt, mat.

(**Brouhaha**)

Mir maachen déi net mat als ADR! Mir sinn do net där Meenung an Dir wäert gesinn, dass d'Zukunft eis wäert Recht ginn!

Déi ugeschwaten Acteuren, wou hei gesot ginn ass ..., wou dat an den Himmel gelueft ginn ass, déi hei am Gesetz genannt ginn, déi kréien hei eppes opgezongen, wat se net kënnen erfëllen. Dat seet jo och d'Handelskummer. Am Endeffekt ass et fir si eng weider Tax, eng Steiererhéijung, orchestriert vun der Steiererhéijungs- a Verbuetspartei vun de Gréngen.

De Stroumpreis wäert doduerch an d'Luucht goen. E wäert net erofgoen! A mir wäerten et jo gesinn, mir kënnen eis hei a fënnef Joer nach eng kéier gesinn, do iergendwann driwwer schwätzen, an da kënnen mer kucken: De Stroumpreis wäert déi nächst Joren an d'Luucht goen, ënner anerem wéinst esou Saache wéi där heiter! Dir wäert Är Ziler ni errechen, déi souwisou näischt bréngen!

(**Brouhaha**)

Mee Är Politik verschlechtert d'Liewe vun de Leit an d'Kompetitivitéit vun de Betriber. Dir forcéiert Är gréng Ideologie um Réck vun der Wirtschaft a vum Sozialen. 12 % Aspuerung Zärgas hate mer dëst Joer, also d'lescht Joer, 2020. Dat war d'Covidjoer. An dofir hate mer och déi 12 % Aspuerung. An dat beweist et: Déi Ziler vun der Regierung kënnen just erreecht ginn, wa mer déi nächst néng Joer Kris hunn!

Ma kommt, mir halen op mat där ganzer Katastrophenhyerie! Amplaz Steieren, Regulatiounen, Zwäng, Verbueter solle mer opbauen op d'Fuerschung, op déi Technologien, déi do sinn an déi gutt sinn, op de gesunde Mënscheverstand, an dat zesumme mat deenen, déi betraff sinn. Dat sinn d'Leit, dat sinn d'Stéit, dat sinn d'Bierger, dat sinn d'Konsumenten an dat ass d'Industrie.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Une autre voix.** - „Une voix“ ...

(**Hilarité**)

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Keup. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Am nationale Klima- an Energieplang huet d'Regierung eng Verbesserung vun der Energieeffektivitéit vu bis zu 44 % bis 2030 als Zilsetzung ausginn. Dat entsprécht 1,2 % bis 1,5 %, déi all Joer muss verbucht kënnen ginn. D'EU-Zil ass méi déif a gesäit just eng Verbesserung all Joer ëm 0,8 % vir. D'Regierung geet also hei gär méi wäit, zumindest ass dat den aktuelle Stand, well mir eng Steigerung vun Zil op EU-Niveau en phase mam neie Klimazil ofwaarde mussen.

De Gesetzesprojet hei iwwert d'Energieeffizienz muss also eng zentral Roll spille beim Erreeche vun deem Zil. Dorunner moosse mir och dat heiten, dee Projet. Am Projet sträicht d'Regierung zwou Neierungen u sech besonnesch ervir: de Rachat vun Obligatiounen an déi neigeregelt Strofe bei Neterreeche vun Ziler. Béd Mesurë gesi mir awer kritesch an erschéngen eis éischer als kontraproduktiv vum Hannergrond vun der méi ambitiöser Zilsetzung.

Bei de Strofe bei Netanhalung vun den Obligatiounen vun engem Fournisseur gouf dës bis elo net befreit vu senger Pflicht, fir awer déi néideg Reduktiounen ze maachen. Dat ännert elo: D'Strofe gi liberatoire. Dat heescht, d'Strof befreit also vun der Pflicht, d'Obligatiounen ze erfëllen.

Mir wëssen net, wéi héich déi Strofen ausfalen, mee si misste jo méi héich si wéi de finanziellen Effort, deen de Fournisseur leeschte muss, fir säin Zil ze errechen. Mee souguer wa se dat sinn, kéinten d'Strofen interessant sinn, och well se finanziell previsibel si fir e Betrib, während d'Klimamesuren dat finanziell net onbedéngt sinn.

Beim Rachat, also beim Erauskafen aus den Obligatiounen, stellt sech déi Fro och. Et ass plafonéiert, fir dass nëmme méi kleng Fournisseure méi ëmfänglech kënnen dovun profitéieren. Mee och hei stellt sech d'Fro vum Präis fir de Rachat a wéi e berechent gëtt. An dat ass fir eis onkloer.

Bei béide Mesurë wéi och insgesamt bei dësem Gesetz spillt de Präis vun engem Invest déi zentral Roll. Dowéinst si Konzepter wéi d'Opkaf vu Leeschtungen oder d'Setze vu finanziellen Ureizer och esou wichtig an dëser Approche.

Si entsprangen awer enger Maartlogik. Do muss een d'ADR e bëssen enttäuschen. Et gëtt guer net esou gebrach, also Ökosozialismus gëtt hei „leider“ net bedriwwen. Also keng Panik, Dir sidd nach an der Welt, déi Der kennt, déi vu fréier, an déi net weidergeet! Mee si entsprangen also enger Maartlogik, déi grousst Deeler vun der Realitéit ausblent an och der Urgence vum Klima net Rechnung dréit, déi d'Industrie och net léise wäert - ça se saurait.

Et geet ëm drastesch a séier Reduktiounen, net ëm Kontabelexercicer, fir just en Uschäin ze ginn. An dat bréngt mech bei déi méi fundamental Kritik un dëser Approche, eng Approche, déi sech awer duerch déi komplett Klimapolitik zitt. Bei klimapolitische Moosname geet et, konform mam maartliberalen Dogma, ëmmer dorëm, fir déi effizient ..., oder Vermeidungsmesuren ze maachen, déi am bëllegste sinn, also déi de klengste finanzielle Präis hunn.

Et ginn net onbedéngt déi sënnavollst Mesuren ergraff, neen, och net déi sozialsten, déi gerechsten, och dat spillt u sech net eng Roll. Dës Zilsetzung léisst een hannert sech, wann ee Klimapolitik mat betribswirtschaftleche Prinzippe mécht, wann een de Marché decidéiere léisst. An do kommen dann esou politesch Programmer eraus wéi eng Primm mat der Strenz fir Elektromobilitéit oder energeetesche Renovatiounen vu Wunnengen.

Mat Primme gi Leit incitéiert, déi sech esou Uschafunge leeschte kënnen an déi bei enger Primm ..., och wa se vläicht deelweis schon zouschloe kënnen. Steit mat klengem Akommes brauche vill méi finanziell Hëllef, mee déi gëtt net ugebueden. Mee dës Hëllef géif awer vill méi bréngen, wat CO<sub>2</sub>-Vermeidung an Energieeffizienz ugeet, guer net ze schwätze vun der sozialer Dimensioun, där Rechnung gedroe kéint ginn.

Well bei dësem Gesetz d'Obligatiounen fir Fournisseuren an Incitatiounen fir Clienten ëmgewandelt ginn, si mer a genee deem selwechte Regëster wéi bei de staatleche Primmen, mat de selwechte Problemer.

De Fournisseur muss Incitatiounen schafen, fir dass de Client Aspuerung mécht. Enovos huet schon esou Ekoprime, déi ginn dann och onofhängeg vum Revenu u Clientë vun Enovos bezuelt, gréissendeels dann och erëm u bessergestallte Steit, mee finanzéiert gi se iwwer Fixkäschten op der Energierechnung, bei deene Klengverbraucher verhältnisméisseg méi déif an d'Täsch gräife mussen, wéi och beim Stroum oder beim Waasser. Mir sinn also bei enger duebeler Ongerechtegkeet.

Ech wollt och nach drun erënnere, dass mir eng Motioun eraginn hunn - et ass scho laang hier -, fir eng Renovatiounsoffensiv fir Wunnengen ze starten, déi stark op sozial Krittären an och effentlech Finanzéierung setzt an och d'Gemengen als wichteg Acteure matabezitt. Déi Motioun, déi läit nach ëmmer an der Kommissioun. Ech wäert et an dëser Legislatur jo net méi selwer erliwien. Meng Nofollgerin wäert awer nach um Ball bleiwen, well si bekëmmert sech och ganz staark ëm déi Sujeten, a bestëmmt souguer méi wéi ech.

An nach e klengen Tipp: Et wier jo interessant, et gëtt jo ëmmer vun enger gewëssener Säit gesot, et kéint een alles mat Technologie léisen an d'Industrie géif dat maachen. Dat klängt gutt. Et ass awer e bësse méi komplizéiert wéi dat. D'Chamber misst vläicht eng kéier esou eng Debatt mat Spezialisten och organiséieren an da gesi mer, dass dat vill méi schwéier ass, wéi ee mengt - also dass een alles einfach esou der fräier Maartwirtschaft kéint iwwerloosen, dass si schon Technologien entwecke wäert, fir d'Klima ze retten innerhalb vu kierzter Zäit. Dat funktionéiert leider net esou. Wier et esou, wiere mir och dofir. Mee et ass net esou.

Et wier bestëmmt eng spannend Debatt. An et wier och bestëmmt interessant fir d'Allgemengheet, wat fir eng Argumenter d'ADR och géif bréngen, well déi

si bestëmmt och technolagesch topp an där Matière fir ze soen, wéi een dat alles léise kéint.

Ech soen lech Merci. Mir wäerten eis awer enthalen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här David Wagner. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Här President, als Éischt merci dem Rapporteur Carlo Back fir säi gudden Rapport. Energie a Ressourcë spueren, fir esou d'Émwelt an de Klima ze schützen, dat ass d'Zil vun dësem Gesetzesprojet. An deem Zil kënnen mir Piraten eis nëmmen uschlëssen. Och dat ass en Deel vun eiser mofer Émweltpolitik.

Wéi oft hu mer als Kanner fréier de Saz héieren: „Looss d'Luuchten net brennen!“ oder „Looss de Krunn net lafen!“? Ma genee dës Lektioen, déi mer als Kanner kruten, gëllt et u sech, an eiser Gesellschaft ëmzesetzen. Energie ass net einfach esou do, si muss produzéiert ginn. An d'Produktioun kascht, si kascht Ressourcen. D'Ressourcen op eiser Welt sinn awer nun emol begrenzt. Glécklecherweis sinn ëmmer méi Länner op der Welt sech däre bewosst. Mee mat der Erkenntnis eleng geet et net duer. Mir mussen handelen!

A virun allem zu Lëtzebuerg muss mer nach ganz vill Ustengungen ënnerhuelen, fir vum Nettoverbraucher zur Energiespuerluucht ze ginn. Joer fir Joer ass eist Land ënnert deene Länner, déi am meeschte Ressourcen op eiser Welt verbrauchen. D'Nouvelle ass net nei. Mee grad dofir ass et ëmsou méi wichtig, de Leit dobaussen esou oft et nëmme geet kloerzemaachen: Mir mussen als Land méi nohalte ginn!

De Rapporteur hat et hei schonns erkläert: Mat deem Gesetz soll all Joer Stroum agespuert ginn. An et ginn och verschidde Kritikpunkten zu dësem Gesetz, op déi ech dann elo nach aginn.

Wéi d'Chambre de Commerce an hirem Avis geschriwwen huet, stellt sech d'Fro, ob net de Client zum Schluss d'Rechnung vun dësem Gesetz muss bezuelen; well och elo scho liewe Familljen an enger Energiearmut hei am Land.

D'Chambre de Commerce fäert, dass virun allem grouss Stroumbidder déi héich Energieeffizienz net erreechen, de Montant vun hire Strofen dann einfach op hir Margen droprechnen an esou dem Client d'Endrechnung weiderginn. Hei rechent d'Chambre de Commerce vir, dass d'Stroum- an d'Gaspräisser bis zu 25 Millioune pro Joer kéinten an d'Luucht goen. Wann dëst sollt wouer ginn an d'Präisser an den nächste Jore sollte klammen, muss mer derfir suergen, dass déi méi schwach Steit entlaascht ginn an och déi kleng Firmen. Mir dierfen net nëmme blann Klimapolitik maachen, mee mir muss sechergeen, dass d'Leit matmaache kënnen a wëllen!

Schon d'lescht Joer gouf et Präishaussë beim Stroum. Wéi den ILR schreift, ass de Stroum vun 2019 op 2020 ëm 10 % méi deier ginn. Jo, Energie huet hire Präis. Mee mir muss virun allem kucken, dass mer méi finanziell schwach Bierger net mat deem Präis erwiergen. Op kee Fall dierf d'Gesetz dozou féieren, dass mer an e puer Joer nach méi Leit an d'Armut drécken.

Trotz éiergäizege Klimaziler dierfe mer net vergiesen, dass hannert dësem Projet och Mënsche stinn, ouni déi mer et net packe wäerten. Jiddere muss motivéiert ginn, beim Spuere vu Ressourcë matzeschaffen.

Dofir fanne mir Piraten, dass een d'Ambitiounen an deem Beräich héichhale muss an d'Käschte vun de Moosname mat enger besserer Ëmverdeelungspolitik kompenséieren muss.

Ech hunn dann nach eng lescht Umierkung, wou et ëm déi konkret Fro geet: Wou kënt eise Stroum hier? Jo, engersäits ass et gutt ze soen, et soll méi Energie gespuert ginn. Mee mir sollte virun allem kucken, dass de Stroum, dee mir benotzen, dann och zu 100 % ëmweltfrëndlech higestallt gëtt.

Aktuell befënt sech am Stroummix vun Enovos ëmmer nach en Undeel un Atomstroum. Hei géife mer eis och ënnert engem gréngen Minister endlech erwaarden, dass den Atomstroumprozent saz endlech op null erofgeet! Wéi aus der parlamentarescher Fro vum honorabele Kollege Sven Clement ervirgeet: 10,4 % sinn Atomstroum am Mix hei am Land. D'Majoritéit huet sech schon e puermol kloer géint Nuklearenergie positionéiert, nach de Moien hei an der Chamber. Ma mir fannen, et sollt een Neel mat Käpp maachen an derfir suergen, dass keen Atomstroum méi an eise Stroummix ass.

Dofir deposéiere mir haut eng Motioun, déi d'Regierung dozou opriff, e konkret Plang auszeschaffen, fir bis 2030 aus dem Atomstroum erauszeklammern, an dee bis Enn des Joers virzustellen.

(**Motion 1**)

D'Chamber vun den Deputéierte stellt fest:

- D'Ministere fir Wirtschaft an Energie hunn an hirem Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 1358 vum 18ten Oktober 2019 Follgendes geäntwert: „Uni



dass e Fournisseur [...] spezifesch Atomstrom oder Strom aus fossilen Energien akeeft, kritt hien automatesch fir den net identifizéierte Strom dëse „mix résiduel“ a sengem Stroummix agerechent. De Stroumfournisseur kann awer, wann hien dat wëllt, fir dës Quantitéiten och Zertifikater (GO) nokafen, fir och dësem Strom eng Hierkonft zouedeelen. Sou erkläert sech, dass den nationale Stroummix 2018 nach zu 10,4 % aus Atomstrom an zu 34,0 % aus fossiler Energie bestanen huet, och wann dës Zuelen net onbedéngt komplett d'Realitéit ofbilden.“

- D'Majoritéitsparteien an der Chamber an an der Regierung schwätze sech a villen Occasiounen géint d'Produktioun an d'Benotze vun Atomstrom aus.

Aus dëse Grënn invitéiert d'Chamber vun den Deputéierten d'Regierung:

1. bis Enn vun dësem Joer e konkrete Plang virzeleeën, fir den Atomstrom aus dem „mix résiduel“ auszuschléissen, an dëse bis 2030 ëmzesetzen.

(s.) Marc Goergen.

Dëst gesot, wäerte mir Piraten den Accord zu dësem Gesetz ginn. Merci.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Energieminister Claude Turmes.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Här President, léif Deputéiert, ech wollt fir d'éischt dem Carlo Back villmools Merci soe fir säin detailléierte Bericht. Ech mengen, hien huet an einfache Wieder a mat flotte Beispiller eppes erkläert, wat relativ komplex ass, wat awer néideg ass.

An ech mengen, den David Wagner huet gesot, mir wieren an enger komplett fräier, warscheinlech zügelloser Maartwirtschaft. Dat hei ass e Beispill, dass mer eben net an enger fräier Maartwirtschaft sinn, mee an enger reguléierter Maartwirtschaft, wou mer Regeln anzeien, zum Beispill d'Reegel, dass de zu Lëtzebuerg nëmmen d'äerfs Strom a Gas verkafen, wann s de gläichzäiteng eng gewësse Quantitéit vun Energieeffizienzinvestitiounen noweis.

An ech mengen, dat ass einfach e Beweis, dass mer engersäits déi positiv Dynamik, déi privat Acteure kënnen hunn, notzen, awer se notzen an eng Richtung, déi eis och beim Klimaschutz hëlleft.

D'Energieeffizienz ass déi beschten Energie, well se jo guer net hiergestallt gi muss, also och kaum oder guer keen Ëmweltschued mécht. Et ass och déi éischt Energie op der Welt, „first fuel“, dat heescht, wann Der lech d'Energieeffizienzmoosnamen an d'Resultater ukuckt, wéi vill dass déi ewechgespuert hunn, ass dat méi wéi bei Pétrol oder Strom. Dat heescht, an der ganzer Welt komme mer virun, well mer extreem vill maache bei der Energieeffizienz. An et ass kloer: Beim Klimaschutz kann een nëmme gewinnen, an där Course géint d'Klimaverännerung, wa mer do nach besser ginn!

A wichteg ze verstoen, an ech mengen, de Carlo Back huet dat gutt erkläert: Energieeffizienzmoosname si bal ëmmer méi gënschteg wéi déi zweet Sail, déi ech brauch fir de Klimaschutz, wéi d'erneierbar Energien, bei bal alle Moosnamen. An duerfir ass dat hei och an Instrument, fir beim Klimaschutz eigentlech och käschtegënschteg virunzekommen.

Ech mengen, d'Zil insgesamt vun eiser Effizienzpolitik ass, 40 % bis 44 % relativ besser ze gi bis 2030. Wéi mécht een Energieeffizienzpolitik? Dat éischt, wat wichteg ass, dat sinn Normen, Standarden. Zum Beispill muss all Frigo, all Tifküler, all Fernsee, deen an Europa verkaf gëtt, eng Mindestnorm hunn an et gëtt Labelen. Mir hunn och extra Normen, national Normen, zum Beispill fir nei Gebaier. Normen a Standarde sinn en extreem wichtige Piliere vun der Energieeffizienzpolitik.

An duerno geet et natierlech drëm, dass ech zousätzlech aner Moosname lasstrëppelen. An ech mengen, de Max Hahn huet dat gutt op de Punkt bruecht: Wie bréngt déi aner Moosnamen, wien trëppelt déi lass? Mir hunn do dräi Piliere. Mir hunn de Staat iwwer eis Subsiden, iwwer „myenergy“, déi d'Berodung mécht. Mir hunn d'Gemengen, déi jo eng ganz wichteg Roll spillen, well se no um Bierger sinn, well se iwwer de Klimapakt eeben och e richtegen Driver hu fir a Richtung Klimaschutz. An, an duerfir ass dat heite Gesetz esou wichteg, deen drëtte Piliere, dat sinn d'privat Acteuren.

Bei de grouse Strom- a Gasentreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché sinn, schaffe vill Leit och haut schonn op Energieeffizienz, well se iwwer dat heite Gesetz gezwonge sinn, eeben an Energieeffizienz ze investéieren. A wéi hëllef se eis? Si hëllef bei de private Leit: Wann déi zum Beispill eng Masuttsheizung ersetzen, gëtt et net nëmmen eng Primm vun der Regierung, et gëtt och eng Primm vu ganz ville Strom- a Gasversuerger, fir

eeben dann ewechzegoe vun enger Masuttsheizung a Richtung erneierbar Energien oder eventuell Gas. Déi privat Acteuren hëlfelefen och de Gemengen an hire Gebaier, dat heescht, fir bei der Beliichtung méi effikass ze sinn, eventuell och esouguer, fir d'ganz Gebai besser ze dämmen. Dat heescht, och eng Rei vun deenen Aspuernisser, déi hei erschafft ginn, ginn an Zesummenaarbecht mat Gemenge gemaach.

An da sinn awer e ganz groussen Deal vun de Resultater vun där heiter Direktiv Verbesserungen, an zwar weesentlech Verbesserungen, bei eise groussen Industriellen: D'Goodyear, d'ArcelorMittal, eng DuPont an anerer, Guardian, déi hunn allegueren iwwer déi lescht Joren zesummegeeschafft mat Energie a Gas - parties obligées. D'Audite si gekuckt ginn - wou ass hei eppes ze huelen? - an dann ass eeben oft mat der Expertise vun de Gas- a Stroumentreprisen duerno an déi Industrieprozesser investéiert ginn. An dat ass natierlech e Risebeitrag och, fir d'Käschten ze senken an der Industrie.

Dat heescht, et ass net richtig, wat vum Deputéierte vun der ADR behaupt ginn ass, dass dat hei e wirtschaftsfeindlech Instrument wär. Dat hei ass eent vun den Instrumenter, fir eis industriell Prozesser hei zu Lëtzebuerg weesentlech ze verbessern. An dat, wat mer elo an deenen nächste Joren nach muss besser maachen, ass: Mir muss kucken, dass méi Investitiounen och an de Kleng- an de Mët-telbetriber gemaach ginn. An ech kommen herno nach eng Kéier kuerz zréck op dem Här Galles seng Fro mat dem Pacte Climat.

Mir hunn zum Beispill grouss Camionsentreprisen, also Spediteuren, déi hunn net nëmmen hir ganz Beliichtung an hiren Halen ersat mat deem heite Programm, mee si hunn och extra Efforte gemaach, dass op all hire Camionen, an dat sinn der heiansdo 150 bis 200, d'Pneuen ëmmer 100%eg topp an der Rei sinn an opgeblose sinn an doduerch manner Widerstand hunn an doduerch manner Diesel verbrauchen an esou weider, also an der Logistik an, wéi gesot, och an der Industrie.

Mir hunn op Basis vun deene Resultater vun de leschte fënnef Joer dräi, géif ech mengen, gréisser Ännerunge virgeholl. Dat eent ass: Mir hunn hei zu Lëtzebuerg virun allem am Beräich vum Strom och eng Rei ganz kleng Ubidder. A fir déi ass et effektiv heiansdo schwéier, fir dann nach zwee, dräi, véier Leit ze hunn, fir och an d'Energieeffizienz ze goen. Verschiddener maachen et. Et war eng Demande vun hinnen, fir hinnen e bëssen entgéintzekommen. Duerfir hu mer dee Buy-out do méiglech gemaach.

An deen zweete Grond, firwat mer de Buy-out hunn, ass, dass d'Fedil gesot huet: „Mir wëllen och, wa Firmae vu bausse kommen, fir eis e gutt Angebot ze maache fir eis Industriell fir Gas a Strom, dass déi net schonn direkt mussen och dräi, véier Leit matbréngen, fir hir Energieeffizienz zu Lëtzebuerg ze maachen.“ An iwwer dee Buy-out kënnen mer déi zwou Mécken do eigentlech mat engem Schlag huelen.

Dat Zweet sinn d'Strofen. Zee Euro war esou bëlle, dass et effektiv, wann ech haart op haart gerechent hunn, méi bëlle war, fir d'Strof ze bezuelen, wéi d'Moosnamen. A vun dohier hu mer misse mat de Strofen eropgoen. Gutt.

Da war nach bei de Froen nieft dem Buy-out déi vun der Précarité énergétique. Et ass esou, am Detail gëtt et hannert dem Reegelwierk selwer d'Fiches techniques. Et gëtt zum Beispill eng Fiche technique: Wéi kriss de guttgeschriwwen, wann s de Masuttsheizungen ersetz duerch Gas, wou kriss de guttgeschriwwen d'Ersetze vu Masuttsheizung duerch Wärmepompel, wat kriss de guttgeschriwwen? A mir wäerte mat den Entreprisen aus dem Gas- a Stroumberäich eng extra Fiche och maachen, déi dann a Richtung Energiearmut geet, wou si dann och eigentlech en extra Bonus kréien, wa se sech gezielt ëm déi Leit këmmen, déi et besonnesch néideg hunn, dass mer hinnen hëlfelefen.

An doriwuer eraus, David Wagner, wäerte mer och geschwënn op Är Motioun kënnen äntwerten. Mir sinn do amgaangen, eng Rei Saachen ze tässelen, a mir kommen drop zréck. Deemo wéi ass et ..., also ech weess net, ob s du selwer dann nach do bass. Dir nach eng Kéier merci, dass de eis och gehollef hues, dat zu engem wichtige Thema ze maachen.

Pacte Climat: Wéi gesot, et ass wichteg, dass mer net iergenden abstrakt Instrument maache fir d'Handwierk, mee dass mer esou prezis wéi méiglech sinn, dass Actiounen direkt um Terrain geschéien. An duerfir ass d'Verbinding mam EEO wichteg, well mer do direkt och Investitiounen lass-trëppele kënnen. A mir mussen da kucken, wat mer nach do derzoumaachen, nach méi maachen. Mir sinn do drun a mir wäerten lech och an nächster Zäit do méi Detailler ginn.

Vu mir aus nach eng Kéier e grouse Merci fir déi ganz breet Ënnerstützung hei. Dat hei ass vun der Quantitéit vun deem, wat mer brauche fir de Klimaschutz zu Lëtzebuerg, eent vun de ganz groussen Instrumenter. An ech si frou, dass mer esou e

grouse Konsens eigentlech hei hunn, fir an déi Richtung ze goen.

Vläicht nach ganz zum Schluss zum Här Goergen senger Fro zum Atomstrom. Et ass net richtig, dass bei Enovos nach Atomstrom dran ass. Mir hunn dat nach eng Kéier nogefrot dës Woch. Wat richtig ass: Mir hunn eng Rei Industrien, déi kafe Kontrakter, wou Atomstrom dran ass. Et ass eng relativ komplex Matière, och juristesche.

Éisträich huet probéiert virun dräi, véier Joer, dat an Éisträich ze änneren, an ass gescheitert, well s de juristesche kee Konstrukt kanns maachen, fir dat verpflichtend ze maachen an engem europäesche Bannemarché. Do gëtt et eng ganz Jurisprudenz driwwer. Also mir hunn eis dat ganz am Detail ugekuckt. Duerfir muss mer éischer op de Wee goen a Richtung: Wat fir eng Angeboter kënnen mer maachen? An dat Gutt ass, dass d'erneierbar Energien, virun allem ganz grouss Anlagen, zum Beispill Off-shore-Wandanlagen, déi am Mier stinn, do ginn d'Präisser elo ëmmer méi gënschteg. Ech ginn lech e Beispill: Déi lescht grouss Ausschreiwung a Frankräich war 44 Euro pro Megawattstonn fir eng nei grouss Offshore-Wandanlag. An en neit Atomkraaftwierk kascht 110, 120. Also sinn erneierbar Energien zwee- bis dräimol méi gënschteg wéi nei Atomkraaftwierker!

An duerfir gëtt elo probéiert, eng gewësse Standardiséierung ze maache vun deem, wat een techesch nennt: „long-term renewable Power Purchase Agreement“. Dat si laangfristeg Verträge vu 5, 8, 10, 12, 15 Joer mat engem, dee Wandenergie oder Solarenergie oder Waasserkraaft mécht. A mir sinn amgaang do drun ze schaffen. A wat ech géif virschloen, well dat net just esou eng Null-oder-eent-Äntwert oder Schwarz-oder-wäiss-Äntwert ass, dass ech eng Kéier géif zréckkommen an nächster Zäit an d'Kommissioun vun der Chamber, fir lech do méi Detailler ze ginn, wéi mer zesumme kënnen dohinnerkommen, dass mer ënnert déi 10 % kommen.

Wéi gesot, ech kann dat mam beschte Wëllen net iwwer e Gesetz reegelen. Dat hunn anerer probéiert a sinn dorunner gescheitert, an Éisträich. Mee mir hunn eis Gedanke gemaach, wéi mer dat kënnen an déi richteg Richtung steieren. Duerfir géif ech lech gär d'Angebot maachen, haut elo net driwwer ofzeschëmmen, mee dass ech eng Kéier zréckkommen an d'Kommissioun, fir lech do weider Detailler ze ginn.

Ech soen lech allegueren villmools Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - An ech soen dem Här Energieminister Claude Turmes villmools Merci. Parole après ministre fir den Här Paul Galles.

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Här President, a merci, Här Minister, fir déi vill Erklärungen, déi ganz interessant sinn a bei deenen ech ganz opmierksam nogelauschert hunn. Ech hu just nach eng vu menge Froen, wou ech nach eng Kéier wollt nofroen, dat ass nämlech déi: Gesitt Dir Tendenz bei enger Rei vun de Parties obligées, déi eigentlech kéinten d'Energieeffizienz elo ëmsetzen, trotzdeem an de System vun Buy-out ze goen, obwuel et eigentlech och anescht géif goen? Ech denke jo, dass dat der am Laf vun de Joren - et ass jo virgesi bis 2030 - ëmmer manner misste ginn, well eeben dann déi verschidde Parties obligées ufänken, hir Energieeffizienzmoosnamen ëmzesetzen. Trotzdeem elo fir den Ufank: Hutt Dir do en Androck, wéi et elo am Ufank ongeféier ausgesäit?

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Galles. An ech ginn d'Wuert zréck un den Här Claude Turmes.

■ **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Also ech war an der Lescht och bei enger Rei vun deene méi klengen Acteuren. Si soen eigentlech allegueren: „Mir wëllen dat maachen!“ Si soen dann och: „Heiansdo ass et nach e bëssen ze bürokratesch, dee ganze System.“ Mir probéieren et eeben iwwer déi Fiche-techniquë méi einfach ze maachen. An duerno muss Der natierlech verstoen: Soulaang wéi et 2 Euro kascht huet, ware mer an engem anere Film, wéi wann et bis zu 100 Euro ka kaschten, soudass ech ... Also et muss een elo e bëssen ofwaarden.

An nach eng Kéier: Wat mir och maachen a meng Ekippen, mäin Direkter bei mir am Ministère, de Pascal Worré, ass, dass mer ganz vill Gespräicher hu mat den Entreprisé selwer fir ze verstoen: „Okay, hutt Dir nach eng Iddi, wou mer kënnen aspueren? Ass an där doter Fiche technique nach eppes ze komplizéiert? Kënnen mer dat méi einfach maachen?“ An doduerch, well mer an deem permanenten Austausch sinn, sinn ech eigentlech éischer optimistesche, dass mer déi meescht mat op de Wee kréien an déi Energieeffizienzoffensiv, déi mer wëllen och mat deem heite Gesetz lasstrëppelen.

Villmools merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi 7649. Den Text steet am Document parlementaire 7649<sup>4</sup>.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi 7649 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ostëmme fänkt un. Fir d'éischt de Vote électro-nique fir déi perséinlech Stëmme.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

#### (Appel nominal pour votes par procuration)

Domadder ass dëse Projet de loi mat 54 Jo-Stëmme bei 4 Nee-Stëmme an 2 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen);

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler);

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen, Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non: MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fred Keup).

Se sont abstenus: MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

#### Motion 1

Da kéime mer zur Diskussioun respektiv dem Vott vun der Motioun. An do war et d'Proposition vum Minister, fir dës Motioun an d'Kommissioun ze verweisen. An ech géif direkt emol d'Wuert ginn un den Här Carlo Back.

■ **M. Carlo Back (déi gréng).** - Merci, Här President. Jo, de Minister huet schonn eng Rei Erklärungen ginn. Ech mengen déi zum Bannemaart. Mir liewen an Europa, mir sollen dat elo net vergiessen. Mee dat soll awer elo net entschëllegen (veuillez lire: dat soll eis awer elo net entschëllegen an dovun ofhalen), eis Ambitiounen héichzehalen. An d'Motioun freet jo och, bon, schwätzt op d'mannst zwee Sujeten un: Dat ass deen emol vun Nuklearstrom, mee awer och dee vum Strom, dee mat fossilen Energien hiergestallt gëtt. An ech wëll elo kee géint deen aneren ausspillen, mee ech hunn awer Problemer mat béidem.

A wéi gesot, et ass e komplexen Thema. Ech mengen, mir sollten och versichen, dat ze verstoen. Mir kréien dat net ronn hei an zwou Minutten. An da kéinte mer dat, géif ech soen, proposéieren an et an d'Kommissioun huelen, wou mer dat kënnen duerchschwätzen an eis dann och do, wéi mer et elo an der Effizienz gemaach hunn, ambitiéis Ziler setzen. Also, eis Proposition ass, dat an d'Kommissioun eranzehuelen an do dann och eng Kéier an aller Déift duerchediskutéieren.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Back. An ech géif d'Wuert zréckginn un den Auteur vun der Motioun, den Här Marc Goergen.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ech soen dem Här Minister an dem Här Back Merci fir dee Virschlag. Mir wäerten deen och unhuelen. Mir hunn dofir jo och geschriwwen, e „Plang“ emol fir d'éischt, dat heescht, eng Diskussionsbasis, an 2030 als Resultat. Ech ginn dem Här Turmes vollkomme Recht, et geet net iwwer de Verbuet eleng. Et muss een Alternativen ubidden!

Ech wollt just nach den Här Turmes a vläicht d'Chamber froen, ob et dann awer méiglech wär, wa mer déi Kommissiounssetzung hunn, vläicht schonn e Jurist matzebréngen (veuillez lire: vläicht schonn e Jurist matzebréngen, fir ze klären), wéi dat mam europäesche Marché ass, well do ginn d'Meenunge jo och auserneen, ob Länner scho kéinte soen, si wëlte keen Atomstrom. Et ass jo och an Europa eng gréisser Diskussioun gewiescht. Vläch, dass een do direkt eng Expertise matbréngt, ob dat iwwerhaapt esou machbar ass, well, wéi gesot, déi eng soe Jo, déi aner Nee. Et wär natierlech flott, wa mer einfach kéinte soen: „Mir importéieren keen Atom- a kee fossille Strom méi!“



Mee Dir hutt Recht, et muss ee jo och Alternativen ubidden. An dofir hu mer och bewusst geschriwwen, fir emol e Plang auszeschaffen, dass een emol iwwerhaapt driwwer diskutéiert, well de Wunsch ass, an ech denken, d'ganz Chamber ass jo awer där Mee-nung, dass mer vun deem Atomstroum lasskomme wëllen. Mir kënnen net ëmmer nëmme soen: „Mir wëllen net Cattenom!“, awer selwer 10 % Atomstroum notzen. Dat geet einfach net! Do solle mer einfach zesumme kucken als Chamber, wéi mer dovunner lasskommen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Goergen. Den Här Minister hat „Jo“ gewénkt.

#### Vote sur le renvoi de la motion 1 en commission

Wien d'accord ass, fir d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, soll d'Hand an d'Luucht hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder muss d'Kommissioun sech iwwert dës Motioun ënnerhalen.

**(La motion n° 1 de M. Marc Goergen est renvoyée à la Commission de l'Environnement, du Climat, de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire.)**

### 8. 7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire

Als nächst hu mer de Projet de loi 7681 iwwert den internationale Schutz. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An ech ginn d'Wuert direkt un de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

#### Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile

■ **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Ech entschëllege mech och direkt bei deene Leit, déi nolauschten, well fir deen heite Punkt iwwert d'Asylgesetz an och deen nächsten iwwert d'Immigrationsgesetz, do muss ee schonn e bëssen an der Matière sinn. Ech probéieren nawell a menger Ried, esou einfach a kloer wéi méiglech ze sinn. Ech weess net, ob et mer geléngt, mee probéiere wäert ech et op alle Fall!

De Projet, iwwert dee mer elo als Éischt befannen, ännert d'Asylgesetz vun 2015 op enger Rétsch Punkten. Et geet haaptsächlech ëm verschidde Recours-méiglechkeeten, déi geännert oder och nei agefouert ginn.

Loosst mech fir d'Éischt kuerz op d'Aarbechten an eiser Kommissioun agoen. Den 8. März hu mer de Projet an den Avis vum Staatsrot analyséiert. Och ze notéieren ass, dass mer en Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics den 9. Dezember an och ee vun der Mënscherechtskommissioun den 18. März kritt hunn. De leschten Dënschden hu mer de Rapport dann an der Kommissioun ugeholl.

Als Éischt setzt d'Gesetz e Punkt aus dem Koalitionsaccord ëm, wou et drëms geet, d'Recours-méiglechkeete géint eng Décision de transfert am Kader vun den Dublin-Reglementer ze iwwerschaffen. Hei gouf et bis elo e Recours en annulation, deen elo duerch e Recours en réformation ersat gëtt. Dat huet zwo wicteg Konsequenzen: Engersäits statuéiert den Tribunal elo net méi just iwwert d'Legalitéit vum Transfert, mee och zur Opportunitéit, wat also heescht, dass e seng eegen Appreciation zur Situatioun mataffaisse loosse kann a sech och iwwert dem Minister seng Decisioun ewechsetze kann.

An deem Kontext kann d'Gericht och nei Elementer an d'A faassen, déi zum Beispill zanter der Décision de transfert opgetruede sinn, zum Beispill eng Verschlechterung vun der aktueller Situatioun um Terrain an deem Land, wouhin den Transfert soll gemaach ginn.

Dës Zort Recours huet en Effet suspensif, heescht also, dass den Demandeur vun der Protection internationale hei zu Lëtzebuerg bleiwe kann, bis den Tribunal statuéiert huet. Bis elo war et effektiv esou, dass den Transfert och scho virun der Decisioun vum Gericht ausgeféiert konnt ginn, ausser wann e Référé gemaach gouf. Doriwwer eraus huet den Tribunal elo net méi zwee, mee just nach ee Mount Zäit, fir seng Decisioun ze huelen.

Zweetens féiert dës Projet zwo nei Recours-méiglechkeeten an. Bei der éischter geet et ëm e Recours géint eng Décision de clôture définitive. Am Moment gesäit den Artikel 23 vum Asylgesetz vir, dass de Minister a verschidde Fäll dovun ausgoe kann, dass en Demandeur de protection internationale seng Demande implizit zréckgezunn huet, dat zum Beispill, wann e sech net méi mellit oder och net méi op seng Convocatioun reagéiert. An deem

Fall huet de Minister dann zwo Méiglechkeeten: E kann entweder eng Décision de clôture froen oder d'Demande einfach rejeetieren, wann et genuch Elementer ginn, déi esou eng Decisioun géife rechtfertigen.

Am Fall vun enger Décision de clôture gesäit d'Gesetz aktuell vir, dass een e Recours géint dës Decisioun aleeë kann, wat awer net onbedéngt sénnvoll ass. Wann eng Persoun néng Méint laang net reagiert huet, verwandelt sech déi Decisioun an eng Décision de clôture définitive. Bannent dësen néng Méint huet den Demandeur de protection internationale d'Méiglechkeet, d'Erëmopmaache vu sengem Dossier unzefroen.

Mat dësem Gesetz gëtt elo e Recours géint d'Décision de clôture définitive ageféiert an deen ersetzt de Recours géint d'Décision de clôture. De Recours muss bannent engem Mount gemaach ginn, gerechent vum Dag un, wou et d'Décision de clôture définitive gëtt. Do virdu kann een, wéi gesot, d'Demande nei maachen.

Zweetens gëtt e Recours en réformation géint de Retrait vum Statut ageféiert, wou et am Moment nach keng spezifesch Recoursméiglechkeet gouf. Dat huet ee bis elo ënnert dem Droit commun misse maachen.

Als Lescht gesäit de Projet och vir, dass elo alleguer d'Membere vum Kader vun der Police d'Fangerofdréck vun enger Persoun huele kënnen, déi irregulär zu Lëtzebuerg ass, dat am Kader vun der Prozedur, déi am Dublin-III-Reglement virgesinn ass.

Just als Background: Bis elo ass dat am Artikel 103 vum Immigrationsgesetz gereegelt an dësen Artikel seet, dass d'Police judiciaire dës Aufgab iwwerhëlt. Am Moment ass et generell d'Friedepolice, déi dat mécht, an déi ass jo en Deel vun der Police judiciaire.

Praktesch gesäit et esou aus, dass, wann d'Police op eng Persoun am irregulären Openthalt trëfft, bei där se wësse wëllt, ob se schonn eng Demande de protection internationale an engem aneren EU-Memberstaat gemaach huet, dann hëlt se déi Persoun mat op de Findel, fir dat an deem sougenannten Eurodac-System nozekucken an hire Wee do ze iwwerpräiwen.

Dës Ofdréck däerf am Moment eebe just d'Police judiciaire maachen, wat awer net wierklech de Besoin vum haut gerecht gëtt an och net der Realitéit entsprécht. D'Agente vun der Police judiciaire si weekends, awer och zum Beispill owes, net ëmmer direkt disponibel, wat heescht, dass d'Policeagenten dës Persounen deels dann an de Centre de rétention setzen, wat wierklech alles anescht wéi optimal ass.

Mat dësem Changeement adaptéiert ee sech also gär un d'Realitéit vum Terrain. Op Propos vum Staatsrot hu mer als Kommissioun dann d'Terminologie „membre du cadre de la Police grand-ducale“ festgehale.

Insgesamt ass et keng grouss Reform vum Asylgesetz, mee ech mengen, dass dës Verännerunge kleng, awer duerchaus sénnvoll sinn an e Schrëtt an déi richteg Richtung an et erlaben, d'Prozeduren ze vereinfachen, méi séier ze maachen, awer virun allem d'Rechter vun den Demandeurs de protection internationale ze stäerken. An d'fir kann ech och den Accord gi vun der LSAP. Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci. Ech soen dem Här Rapporteur Yves Cruchten Merci fir säi fir mech verständleche Rapport.

An ech ginn d'Wuert weider un den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Paul Galles. Här Galles, Dir hutt d'Wuert.

#### Discussion générale

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, merci dem Yves Cruchten fir säi Rapport. En huet dat ganz verständlech gemaach an en hat am Virfeld versprach, esou exhaustiv wéi méiglech ze sinn, sou-dass ech näischt méi bräicht ze soen. Dofir gräifen ech mer just zwo Saachen eraus.

Et ass e Gesetz, wat an enger duerchaus ganz kriddeleger Matière soll méi Kloerheet bréngen, méi Rechter an hoffentlech och méi Sensibilitéit, well eeben d'Matière esou kriddeleg ass.

Zwo Saachen, déi ech wëll erausgräifen: Déi éischt ass d'Vérification d'identité, vun där den Yves Cruchten elo zum Schluss geschwat huet, wou d'Membere vun der Police implizéiert sinn.

Mir fannen et ganz wicteg, dass an esou engem Kader, wou et jo awer drëms geet, d'Identitéit vun engem Mënsch ze verifizéieren, dee selwer iergendwéi an enger prekärer Situatioun ass, mat ganz vill Souplesse a Sensibilitéit virgaange gëtt. Dofir hate mer gefrot, wéi déi Leit da forméiert wäeren. An dat war net eng Fro no der Formatioun, ob se wësst, wéi ee géif Fangerofdréck ofhuelen - ech mengen,

ech war do an der Kommissioun e bësse falsch verstanen. Et ass drëms gaangen, ob déi Mënschen och forméiert sinn, fir einfach ze wëssen, wéi ee mat engem Mënsch, deen an där doter Situatioun ass, an deem Moment ëmgeet, well dat ass nämlech ee vun de wictege Punkten.

„Toute vérification nécessaire“, déi an deem Moment muss gemaach ginn, bezitt sech jo normalerweis op d'Fouillen. An do ass et och zum Beispill dem Lëtzebuenger Flüchtlingsrot wicteg gewiescht, an ech mengen, och der Mënscherechtskommissioun, fir ze soen, dass ee genau déi Fouillé muss gutt definéieren, dass et eeben dorëms geet, d'Identitéit feststellen, an net nach privat Objete wéi zum Beispill den Handy duerchzekucken.

Ganz besonnesch ass dat e wictegen Thema bei de Mineurs non accompagnés, well déi Mineurs non accompagnés hunn nämlech e Recht op en Administrateur ad hoc. An déi Prozedur muss och esou agehale ginn, dass deen Administrateur ad hoc och derbäi ass an deem Moment, wou e Mineur non accompagné dann déi dote Vérification d'identité gemaach kritt.

Do war zum Beispill och déi Fro opkomm, déi huet de Lëtzebuenger Flüchtlingsrot och thematiséiert, dass sech jo déi Fro heiansdo stellt, dass d'Mineurs non accompagnés hire Gebuertsdatum net kënnen uginn an dat da ganz séier interpretéiert gëtt als de Versuch vun enger Ligen oder fir eppes ze verstoppen. Dat ass awer a Wierklechkeet vill méi komplex, well vill Jonker an hirem Kader hire Gebuertsdatum guer net kennen, well deen zum Beispill an hirem Kultur net geféiert gëtt oder well se e Gebuertsdag hunn an engem anere Kalender a guer net wëssen, wéini dee Gebuertsdag an eisem Kalender ass. Genau déi dote Souplesse an déi dote Sensibilitéit, déi muss eeben och deene Leit, déi déi Vérification d'identité maachen, bekannt sinn.

An dat Zweet, wat ech nach wollt kuerz soen, an den Yves Cruchten ass och schonn drop agaangen, dat sinn d'Voies de recours, wou mer ausdrécklech begrëssen, dass do elo aus engem Recours en annulation e Recours en réformation gemaach gëtt, wat natierlech och dann d'Rechter erweidert. An och, dass d'Jugen, wann et ëm eng Dublin-Affär geet, elo sollen innerhalb vun engem Mount tranchéieren, net innerhalb vun zwee Méint.

Gutt, de Lëtzebuenger Flüchtlingsrot huet ze bedenke ginn, dass dat op kee Fall däerf op d'Käschte vun der Qualitéit vun esou engem Jugement goen. Dat, mengen ech, misst eigentlech selbstverständlech sinn, mee et ass richtig, dat nach eng Kéier ze soen.

An deem Sënn fënnt natierlech dës Gesetzesprojet, well en esou wicteg Verännerungen a Verbesserungen an enger ganz kriddeleger Matière bréngt, eis voll Ënnerstützung. Merci villmools.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Paul Galles. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Gusty Graas.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Et ass hei schonn, wéi den Yves Cruchten gesot huet, e Gesetz, wat vläicht relativ schwéier no baussen ze erklären ass, mee ech muss awer soen, dass den Här Cruchten dat exzellent gemaach huet. Ech soen him och Merci fir seng verschidde Rapporten.

E weesentlecht Element, wat een hei awer muss eraussträchen, dat ass effektiv déi Ännerung, wat eeben de Recours ubelaangt. Mir gi vun engem Recours en annulation zu engem Recours en réformation. Dat ass awer e weesentlecht Element. Dat heescht, mir ginn a sech an eng nach méi digne Behandlung vun den DPlen. Mir ginn den Tribunaler natierlech hei och eng zousätzlech wicteg Aufgab, ëmsou méi, dat och hiren Delai, fir d'Decisioun kënnen ze huelen, ëm e Mount verkierzt gëtt. Mir ginn also enger zousätzlecher wicteger Instanz an eisem ganzen demokratische Gebilde eng zousätzlech wicteg Missioun.

An dat beweist jo awer, wéi mir als Lëtzebuerg grad eeben zu den DPlen stinn. Ech mengen, dat kann een awer da roueg soen, dass Lëtzebuerg do u sech e gudd Modell ass, well mer awer d'Dignitéit, d'Würd vun deene Leit voll uerkennen duerch eeben déi Moossmann hei.

Déi zweet, wat eeben och elo déi Empreinten ubelaangt, ass u sech och, wéi den Här Cruchten dat richtig gesot huet, eng Konsequenz vun deem, wat um Terrain vir sech geet. Ënnert dem Stréch ass dat heite reng vun dem Text hier gekuckt vläicht méi e modest Gesetz, mee awer eent mat enger trotzdem grousser Dimensioun.

An deem Sënn wäerte mir dann och eis Zoustëmmung als DP ginn. Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An ech ginn d'Wuert weider un déi honorabel Madamm Stéphanie Empain.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Villmools merci, Här President. Effektiv, et ass en Dossier, deen, wéi den Här Rapporteur gesot huet, e bësse méi komplex an der Matière ass. Et muss ee sech,

wann een e gutt wëllt verstoen, vläicht och e bëssleche mat der ganzer Reglementatioun hannendru schonn auskennen, fir déi Begrëffer och ze kennen. Mee ech mengen, Här Cruchten, Dir hutt lech vill Méi ginn, fir eis dat awer esou gutt verständlech wéi méiglech hei ze rapportéieren an ze erklären. Dofir och e Merci fir Äre Rapport.

Ech ka mech menge Virriedner nëmme uschlëssen, wat de Volet betrëfft, dass mer eis natierlech och freeën, dass mer hei zu enger ganzer Partie Verbesserung baidroen, och wa se méi klenger Natur sinn, an dass mer eis notament eeben och doriwwer freeën, wat de Recours ubelaangt. Well wa mer hei dervunner schwätzen, dass mer eng Ännerung aféieren, d'Méiglechkeet, fir iwwert d'Opportunitéit ze statuéieren, an net just iwwert d'Legalitéit vun der Demande ze schwätzen, da bréngt mer eeben och de Volet eran, dass mer hei iwwer Mënsche schwätzen, dass dat Mënsche sinn, déi alle guerten e spezielle Cas de figure hunn a wou mer och müssen op hir Doleancen, op hir Besoinen an hir Rechter als Mënsch an dëser Gesellschaft agoen.

Wéi gesot, et si kleng, awer sénnvoll Ännerungen, déi d'Rechter vun den Demandeurs definitiv stäerken a wou, wéi gesot, fir eis besonnesch ervirstécht, dass mer ervirhiewe wëllen, dass de mënschleche Volet an deem ganze Kader awer hei e bëssleche méi erauskënn. An deem Sënn gi mer natierlech och den Accord vun eiser Fraktioun fir dës Projet de loi.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An da geet d'Wuert un den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech soen och dem Här Cruchten Merci. Hien huet dat wonnerbar presentéiert, mat vill perséinlechem Engagement, an en huet och vill Häerz an dësen Dossier geluecht, wéi mer e kennen. Dat ass alles ganz gutt esou an dofir soe mer him Merci.

Et geet eigentlech drëm, dass ëmmer méi Prozeduren hei ageféiert ginn. Dat gesäit am Ufank aus wéi Rechtsstaatlechkeet. An d'Virriedner hunn och gesot: „Mir stäerken d'Recht vun deene Leit, déi Asyl froen“, an esou weider. Dat kléngt gutt, mee et ass ganz eesäitig, well net nëmme déi Leit hu Rechter, mee och eist Land huet Rechter an dëser Diskussioun. Mir musse kucken, dass d'Interessien, déi mir als Staat hunn, als Communautéit, dass déi och gerechtfertegt sinn a bewaart sinn an enger Diskussioun ëm Asyl.

An dozou gehéiert och, de Mëssbrauch vum Asyl ze verhënnern. Dat ass einfach eng Tatsaach, well mir hunn hei eng grouss Migratioun. Et geet eigentlech éischter ëm eng Migratioun wéi Asyl, well déi Leit, déi wierklech verfollegt sinn, déi sinn eng Minoritéit an där Zuel, där grousser Zuel vu Leit, déi zënter 2015 an Europa ukomm sinn.

Déi eenzel Dispositiounen, déi hei proposéiert ginn, dat ass beim Dublin-Vertrag, do muss ee soen: „Pacta sunt servanda.“ Dat ass dat Alleréisch. Dat heescht, wa mir eng Obligatioun hunn ënner Dublin, fir een zréckzeféieren an e Land, dat zoustänneg ass, da solle mer dat maachen. Fir elo d'Opportunitéit dovunner ze präiwen, dat kéint och um Verwaltungswee gemaach ginn, well ech si sécher, dass d'Verwaltungsbeamten och keen zréckféieren an e Land, wou d'Zoustänn et net géifen erlaben. Fir dat elo ze justifiéieren, dat féiert zu onheemlechen Delaien.

D'Clôture définitive, dat ass eppes, wat d'Leit derzou verleet - an dat hu mer ganz dacks -, fir an e puer Länner gläichzäitig Asylprozeduren ze lancéieren a grad do, wou se ofgeschloss gëtt, dann erëm e Recours ze maachen. Dat ass eng Méiglechkeet vu Mëssbrauch, dat heiten. Mir sinn net domat d'accord.

Dat Drëtt ass de Retrait vum Statut. Gutt, dass een do e Recours aféiert, do kann een dermat d'accord sinn, mee dat muss eng kuerz Prozedur sinn.

Wat een awer muss wëssen, ass, dass Lëtzebuerg hei wäit iwwert dat erausgeet, wat d'europäesch Direktiv ënnert dem Asylrecht eis géif virschreiwen, an och wäit iwwert dat erausgeet, wat an aneren EU-Länner gemaach gëtt. An dat ass eng wicteg Consideratioun, well mir gesinn an der EU a ganz ville Länner - an net nëmme, wéi da gesot gëtt, an Osteuropa, mee mir gesinn et an Eisträich, mir gesinn et an Dänemark, mir gesinn et a ganz ville Länner -, dass do eng ganz Rei vun Decisiounen geholl ginn, politeschen Decisiounen, fir eigentlech de Mëssbrauch vum Asylrecht anzeschränken. Dat ass eng ganz kloer Tendenz an Europa.

Lëtzebuerg ass eigentlech déi Ausnam, déi an déi aner Richtung geet. An et muss een awer ganz kloer kucken, wat d'Effekter sinn hei vun esou Dispositiounen, wou mer, wéi gesot, eppes maachen, wat soss néierens an Europa an deem Mooss gemaach gëtt. Et gëtt eng Rei Effekter:

Dat Éischt ass eng weider Belaaschtung vun eise Verwaltungsgerichter, déi elo scho ganz vill mat Asylfroe beschäftegt sinn. Elo kommen dräi zousätzlech Recoursméiglechkeeten derbäi. Et ass



eng Saach, déi praktesch komplett vum Steuerbezueller finanziert gëtt, well dat gëtt jo alles iwwer eng Assistance judiciaire finanziert, an ech mengen, dat ass och en Aspekt dozou. An ech géif soen, et ass och e Recht vun engem Staat fir ze kucken, dat awer eng proportionell Consideratioun gemaach gëtt tëschent der Valeur ajoutée an dem Rasonnement hannert esou zousätzleche Recours-méiglechkeeten an deem, wat et awer fir eise Staat als Belaaschtung duerstellt.

Extern favoriséiert dat heiten den „asylum shopping“ a verschiddene Staaten, well et ass jo kloer, dat dat gutt organiséiert ass. Ech mengen, déi Migrante gi beroden, si kënnen vun engem Land an dat anert goen - et ass zwar net legal -, fir Asylprozeduren unzefroen. An natierlech, e Land wéi Lëtzebuerg, wat esou vill Recoursen offrëiert an dobäi och natierlech aner Virdeeler, déi aner Länner net méi offrëieren, dat ass natierlech eppes, wat dee sougenannte „pull factor“ a Richtung Lëtzebuerg nach verstärkt, nämlech d'Dispositioun, déi d'Leit op Lëtzebuerg zitt éischter wéi an en anert EU-Land, fir hei d'Prozeduren ze maachen.

Ech kann déi Leit verstoen. Déi meescht vun hinne kommen net, well se verfollegt sinn, mee well se hoffen, fir sech selwer a spéider fir hir Famill hir Liewenskonditiounen ze verbessern. Mënschlech kann een dat verstoen. Mee ass et am Interessé vum eisem Land? Dat ass déi aner Fro. Mir stellen déi Fro als ADR. Mir kucken net nëmme d'Interessé vum deene Leit, déi dat eebe wëllen, a wat ee ka verstoen, mee mir kucken och: Ass dat fir eis Gesellschaft sënnavoll? Kënnen déi Leit integréiert gi laangfristeg? Wat brénge se eiser Gesellschaft? Well mir schwätze jo hei iwwer eng ekonomesch Migratioun un éischter Plaz, loosse mer dat net vergiessen!

Dann hu mer net nëmme déi Saachen no baussen. Mee mir mussen eis och emol froen, wat gesot gëtt. Wa mer déi Migratioun wëlle bekämpfen, ass jo eng vun deene Floskelen, déi een am Abléck ganz vill héiert: „Mir mussen d'Fluchtsaache bekämpfen!“ Dat gëtt gesot. Mee mir mussen wëssen an dëser Migratiounskris, dat jo déi meescht net kommen, well se politesch verfollegt sinn oder anescht verfollegt. Do ass guer keng Diskussioun, déi géife mer direkt ophuelen. An ech mengen, do weess all Verwaltung ouni Geriicht: Wa wierklech e Fall ass vu Verfolgung aus Reliounsrënn, aus rassesche Grënn, aus politesche Grënn, wat och ëmmer, dann ass dat guer keng Diskussioun. D'Asylrecht steet net zur Dispositioun a muss voll a ganz respektéiert ginn.

Mir schwätzen hei iwwer dee grouse Problemberäich vun der ekonomescher Migratioun. A wann een do seet „Fluchtsaache bekämpfen“, da muss ee wëssen: Et sinn net déi Äermst a Subsahara, Afrika oder esou, déi sech op de Wee maachen. Et si Leit, déi genuch Suen hunn, fir Schlepper ze bezuelen, d'Rees ze bezuelen, an der Hoffnung, hir Famill kënnen nozehuelen. Et si Leit, déi schonn eng gewësse Réussite économique hunn an déi eigentlech an hire Länner feelen, fir hir Länner mat opzebauen. Et sinn déi prioritär, déi sech op de Wee maachen an Europa, fir dann hei hir Liewenskonditiounen ze verbesseren. Wéi gesot, dat kann een novollzéien. Mee amplaz d'Fluchtsaachen ze bekämpfen, si mir amgaang, Fluchtsaachen an deem Sënn hei mat esou Gesetzer opzebauen, well mir et attraktiv maache fir déi Leit, fir an Europa ze kommen, amplaz derfir ze suergen, dat se an hire Länner, am Interessé vun hire Gesellschaften, kënnen eng Karriär opbauen, mat hirem Wëssen, wat se deen Abléck hunn - well et si, wéi gesot, Leit, déi schonn heiansdo e bësse méi wäit an der sozialer Hierarchie no vir komm sinn -, fir kënnen sënnavoll fir hir Gesellschaften matzewierken.

Mir verstärke mat esou Gesetzer de „pull factor“. Et ass net sënnavoll. Wéi gesot, alles, an dat muss een ëmmer erm kloer soen, alles, wat Asyl ass, alles, wou Leit verfollegt ginn, do ass et eng morallesch Pflicht an eng juristesche Pflicht ënner internationalem Recht, deene Leit ze hëllefen. Dat stellt d'ADR a kenger Weis a Fro. Wat mir a Fro stellen, dat ass déi ekonomesch Migratioun, déi mer massiv an Europa hunn. Déi wëlle mir bekämpfen, an dat heiten ass e Schrëtt an déi falsch Richtung an dofir wäerte mir dat hei och net matstëmmen.

Hei ass eng Ëmsetzung, wéi den Här Cruchten et gesot huet, vum Gambia-Koalitiounsprogramm. Et ass selbstverständlech d'Recht vun deene Parteien, hir Pflicht och ënner sech, fir dozou ze stoen. Mir wonnen eis awer, datt d'CSV och mat Begeschterung dës Dispositiounen aus dem Gambia-Koalitiounsprogramm matstëmmt. Mir sinn net an där Koalitioun. Mir wëllen net dozou gehéieren. Mir maache vernëfteg Politik.

#### (Brouhaha)

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. An d'Riederpult ass elo fräi fir den honorablen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

#### (Brouhaha)

■ **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo. Et ass ëmmer ustrengend. Et ass net einfach.

#### (Brouhaha)

Et ass net einfach, d'autant plus, dat mer e puer Schwierigkeeten hu mat deem Projet de loi, mat deenen zwee Projets de loi, well engersäits gi se an eng gutt Richtung, notamment, dat ass jo schonn e puermol gesot ginn, dat mer endlech och dee Recours en réformation hunn. Et ass e Fortschrëtt, well wann do eng Decisioun contestéiert gëtt, da gëtt de Réckfluch, also d'Exekutioun vun der Decisioun, suspendéiert. Dat wäert schonn immens vill Misär erspueren. A mir mengen, dat dat e richtege Fortschrëtt ass.

Duerno déi Saach, bon, vun der Verkierzung vun zwee op ee Mount, fir datt duerno de Riichter oder d'Riichterin muss eng Decisioun justifizéieren. Dat ass och scho gesot gi vum Här Galles, datt do och de Lëtzebuurger Flüchtlingsrot sech gefrot huet, ob dat opportoun wier an ob dat net och kéint zulaaschte vun de Refugiéen oder vun den Demandeuren sinn.

Et ass schwéier fir mech, dat anzuschätzen, mee ech huelen déi Remark vum Lëtzebuurger Flüchtlingsrot awer eescht, well mir wëssen, dat si jo ganz vill esou Fäll betreffen an och ganz genau wëssen, wat do leeft, emgéint deem, wat mäi Virriedner gesot huet. Dat heescht, do stellt sech awer eng Fro.

Well bis elo war et awer esou, also et ginn tatsächlech ... D'ADR behaupt - ech muss awer vun der ADR schwätzen, et ass mer egal! -, d'ADR behaupt, et wier esou en, wéi nenne se dat: „Asylmëssbrauch“? Et ass e Wuert, wat erfonnt ass, d'autant plus, dat et Asylmëssbrauch hei zu Lëtzebuerg net gëtt. Dat gëtt et net! A wien dat behaupt, dee litt ganz kloer. Mee dat ass de Fonds de commerce vun der ADR, d'Ligen!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. David Wagner (déi Lénk).**- D'Leit mussen dat ganz kloer wëssen, well jiddwereen, deen eppes domadder ze dinn huet, jiddwereen, dee mat Refugiéen ze dinn hat, an där ginn et der vill hei am Raum - ausser der ADR, well dat interesséiert si net -, jiddwereen, dee versicht huet, deene Mënschen ze hëllefen, dee weess, wéi schwéier et ka sinn!

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. David Wagner (déi Lénk).**- Stellt lech emol eng syresch Fra hei zu Lëtzebuerg vir - well dat ass zum Beispill e Fall -, déi fir d'éischt a Griicheland war. An da kritt se gesot - ech mengen, hire Mann war och derbäi -, si misst zrëckgoen a Griicheland, an e Camp da warscheinlech. Mee si seet: „Jo, mee ech si vergewaltigt gi vu Polizisten a Griicheland.“ Dat ka jo virkommen. Si huet et gesot, jo, mee dat muss Der kënnen bewiesen! Wësst Der, wat fir en Trauma dat ass!? Dat ass keen Asylmëssbrauch. An där Geschichte ginn et der esou vill. An datt d'ADR esou kalbliddege, onmënschlech Politpropaganda mécht, fir e puer Wielerstëmme ze fänken, degoutéiert mech!

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. David Wagner (déi Lénk).**- Et ass net honorabel. Et soll ee keng Politik maachen um Bockel vun deene Schwächsten. Ech weess, déi Propaganda vun der ADR a vu Rietsen a vu Rietsextremen ass einfach. Et ass eppes ganz Ales, ëmmer iergendeen Sündenbock ze huelen. Där ginn et der vill a si kënnen sech och meeschtens net verteidegen. An dat wierkt vläicht heiansdo bei gewëssene Leit, déi dat och net onbedéngt wëssen, déi eng Roserei hunn a sech soen: „Okay, jo. Mee kuckt hei, d'Refugiéen, déi kréien!“

Also, ech krut schonn esou virgeworf, also net virgeworf, ech hu scho mat Leit geschwat, déi soen: „Fënns du dat an der Rei, David, datt d'Refugiéen 2.000 Euro de Mount vun der Regierung kréien?“ Ech sot: „Ma wouhier dann!“ Dann hu se dat iergendwou op Facebook gelies. An da kanns de hinnen dat och vläicht heiansdo erklären, mee da soe se, dass si mir dat net gleewen. An ech soen: „Mee hei, ech verteidegen déi Regierung jo net, em Gottes Wëllen!“

#### (Hilarité)

Nee, mee da muss een dat awer erklären. Et gëtt ëmmer alles esou vermëscht mateneen. Bon.

Duerno ginn et awer och nach aner Problemer - erëm zrëck zum Gesetz -, ech hat jo och eng Question parlementaire gestallt, well et gi jo awer och Problemer, an de Lëtzebuurger Flüchtlingsrot seet dat och, zum Beispill, wat d'Presence vun engem Affekot ugeet, net nëmme bei Mineuren. Also, beim Lëtzebuurger Flüchtlingsrot soe se: „Wann e Mineur derbäi ass an dee gëtt gefrot, do misst jo awer och en Affekot kënnen derbäi sinn. Prinzipiell misst och beim Depot vun der Demande kënnen en Affekot derbäi sinn.“

Ech hat do eng Question parlementaire gestallt. Do krut ech als Äntwert: „Ma nee, mee dee gëtt opgeklaert neutral vun engem Beamten.“ Ech ënnerstellen dem Beamten net, egal wat ze erzielen. Mee rechtsstaatlech gesi muss awer kënnen eng Persoun d'Recht hunn, hiren Affekot matzebréngen, well den Droit ass awer eppes Komplizéiert, an et muss ee scho Jurist sinn. D'Juriste si sech selwer ënnerenee

jo ni eens. Dat heescht, dat muss e Recht sinn, wat verankert ass.

#### (Interruption)

Ma nee, dat ass normal, well soss géif et jo keen Droit ginn. Mee dat misst e Recht sinn, wat verankert gëtt.

#### (Interruption)

Voilà. An ech mengen, dat ass problematesch.

An duerno nach, wat d'Fouillen ugeet, dat gëtt elo elargéiert, also wat d'Veriffikatioun ugeet, dat gëtt elargéiert. Et ka jo och bis zu Fouille-corporellé kommen. An da kann et och esou wäit kommen, datt den Handy geholl gëtt. Dat huet jo och d'Commission consultative des droits de l'homme beanstant. Ech hunn och dozou eng Question parlementaire gestallt, virun zwou Wochen, mengen ech, fir ze froen: „Wéi wäit geet dat? Wat geschitt mam Handy? Wéi gëtt dat analyséiert? Wat geschitt mat den Daten?“, an esou weider. Bon, ech wäert eng Réponse écrite kréien. Wann den Här Ausseminister och nach wëllt elo e bëssen dorobber agoen, kann en dat roueg maachen. Mee dat sinn alles awer Problematiken, déi keng Lappalie sinn. An et sinn awer mënschlech Schicksaler, déi dohannert stinn.

Bon, mir wäerten eis dowéinst enthalen. Mir hätten am léifste gären derfir gestëmmt, mee trotzdeem hu mer e puer Schwierigkeete bei gewëssene Punkten, déi e bësse flou sinn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz solle punktuell Ännerungen am Gesetz zu de Prozeduren, déi d'Demandeuren de protection internationale betreffen, gemaach ginn.

An enger éischter Linn wier dëst absolutt ze begrëssen, entsprécht dach d'Gesetz vun 2015 net ëmmer de Gegebenheeten um Terrain a bräicht e klunge Refresh.

D'Tatsaach, datt d'DPlen elo kënnen och nach no de festgeluechten néng Méint Recours géint d'Zoumaache vun hirem Dossier aleeeën, begreisse mer.

Och déi méi kuerz Delaie, an deenen d'Geriicht muss tranchéieren, well et de Betreffene méi séier Auskunft iwwer hire Status hei am Land muss ginn, sinn absolutt ze begrëssen. D'Persounen, déi op Lëtzebuerg kommen, hänke ganz heefeg vill ze laang an de Seeler, wëssen net, ob se dann elo dierfe bleiwen an ob se sech zu Lëtzebuerg e Liewe kënnen opbauen oder net. Dës Prozedur mussen am Allgemenge méi kuerz ginn.

Wëssenschaftlech Studie beleeeën, dass d'Integratioun am beschte geléngt, wann d'Leit séier no hirer Arrivée an engem Land encadréiert ginn an eng Zukunftsperspektiv opgewise kréien. Mir Piraten hunn dofir schonn heefeg derfir plädéiert, datt keng Prozedur méi wéi ee Joer dierf daueren. Woubäi ee Joer nach ëmmer eng Éiwegkeet ass fir déi Betreffene, déi aus hiren Heemechtslänner op Lëtzebuerg flüchten, well se dohannen einfach net méi bliewe kënnen. Déi Leit hu vill ze heefeg ganz Traumatesches erlieft an een zousätzleche Stress duerch dës laangwiereg Prozedur kann derzou féieren, datt sech hire mentale Gesondheitszoustand weider verschlechtert.

Wat déi verkierzten Delaie fir d'DPlen selwer ugeet, si mer skeptesch. Et dierf nämlech net esou sinn, datt d'Leit ze spéit gewuer ginn, datt se hätte kënnen Recours aleeeën. Dës méi kuerz Delaie sinn also nëmme gerechtfertigt, wann den Encadrement vun den DPlen verbessert gëtt a se esou zu all Moment kënnen op d'Fachwësse vu Betreier oder Affekoten zrëckgräifen, déi se duerch déi Prozedur begleeten. Dëst ass am Moment net de Fall, an dofir kënnen mer dese Schrëtt net mat ënnerstëtzen.

Donieft wëll ech op dëser Plaz awer nach op een anere Punkt ze schwätze kommen, deen och de Kolleeg David Wagner virdrun a senger ganz pertinent Interventioun ugeschwat huet, an dat ass, datt et bei der Arrivée zu Lëtzebuerg zu Situatiounen kënn, wou d'Handyen an d'Computere vun DPlen duerchsicht ginn, dëst mat der Begrënnung, datt ee wëllt d'Identitéit vun de Betreffene feststellen.

Dowéinst ginn dann elo hir Fotoen an hir Textmesagen duerchgekuckt. Et gëtt sech duerch dat Intimst, wat en DPI nach derbäihuet, wann en hei ukënn, derduerchgeklickt. Et handelt sech heibäi ëm ganz perséinlech Donnéeën, déi engem scho ganz vill iwwer eng Persoun virun engem kënnen verroden, wéi zum Beispill hir sexuell Orientéierung, hir Relioun a Weideres. Wat se ganz heefeg awer net maachen, ass, datt se e legalen Numm mat sech bréngen. Dat huet nämlech och an Däitschland eng Enquête gewisen. Dëst ass en Zoustand, deen de Flüchtlingsrot an d'Mënschrechtskommissioun zu Recht kritiséieren.

An an deem Kontext hunn ech, änlech wéi den David Wagner, och eng Question parlementaire un den Här

Ausseminister gestallt, fir gewuer ze ginn, bei wéi ville Persounen d'Handyen duerchsicht goufen. Falls sech hei nämlech wéi an Däitschland sollt erausstellen, datt dës Mesure absolutt net proportionell zu hirem Notzen ass, wouvun ech ausginn, misst d'Gesetz op deem Punkt dréngend nogebessert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, zum Schluss wëllt ech awer dann och nach op d'Festhale vu biometreschen Donnéeën ze schwätze kommen. Mir Piraten si generell géint d'onnëtz Späichere vun Donnéeën. An nom Prinzip vun der Datespuersamkeit missten d'Donnéeën nom Ausstelle vun enger Carte d'identité oder dem Pass, oder an dësem Fall nom Opstelle vun engem Dossier, geläscht ginn, wa se dann net méi fir eng international Datebank gebraucht ginn. Dat heescht, wa mer am Kader vun Dublin d'Persoun ofgeglach hunn, wa mer wëssen, datt se hir Demande hei dierf stellen a wa mer sécher sinn, datt mer eng Identitéit festgestallt hunn, da muss mer keng biometresch Donnéeë méi vun enger Persoun späicheren, well mir wësse jo, wien et ass. A wann do keen Doute méi besteet, da sollt mer se och net behandelen, wéi wa mer et net wësst. Dofir hu mer och mat deem Punkt nach e klunge Problem.

Insgesamt ass dat heiten e Gesetz, wou ech ganz gäre géif mat vollem Häerz Jo soen, well et wichteg Verännerungen, wichteg Verbesserunge bréngt. Et ass awer leider esou, datt nach e puer Couacken dra sinn, soudatt mer eis d'nämmlech wéi d'Kolleeg vun déi Lénk hei wäerten enthalen, wat awer net heescht, datt d'Gesetz ganz schlecht ass. Et sinn awer Punkten dran, déi ech elo ugeschwat hunn, déi eis dozou beweegen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aussen- an Immigrationminister Jean Asselborn.

#### Prise de position du Gouvernement

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Merci, Här President. Merci och fir déi lieweg Analys, déi gemaach ginn ass hei vun alle Säiten.

Ech wëll emol ufänke mat deem, wat mer hei ze decidéieren hunn. Dat Éischt, dat ass: Mir si jo hei am Asylgesetz, an dat ass vum Rapporteur, dem Yves Cruchten, absolutt korrekt an och verständlech duergeluecht ginn. Ech widerhuelen dat net ganz, mee mir waren dacks - an ech si jo och Deel do derunner - a Situatiounen, wou an allerleschter Minutt e Referé komm ass. D'Leit hunn d'Recht, fir e Referé anzebréngen. An dann ass Nervositéit gewiescht, bei deene Leit, déi betraff ware selbstverständlech, mee och bei deem ganzen Environnement, an duerfir hu mer dorop higeschafft. Mir hunn dat am Koalitiounsprogramm och festgehalen.

Dat huet net all Land, dat stëmmt, wat den Här Kartheiser gesot huet. Mee mir hunn et, well mir mengen, dat wier eppes, wat géif passen zu enger mënschlecher Asylpolitik, dass d'Leit, och wa se am Kader vun dem Dublin-Verfare sinn, dat heescht, an engem anere Land schonn an der Prozedur sinn oder ofgewise sinn an engem anere Land, dass se, ier se transferéiert ginn, awer trotzdeem d'Recht hunn, nach e Recours ze maachen an dann nach ee Recours en réformation. Dat heescht, dass et dee Moment och fir deen, dee Minister ass, vill méi einfach ass, dass dann d'Geriicht déi lescht Decisioun hält an dass de Minister sech dann natierlech dorunner kann halen. Duerfir, mengen ech, ass dat schonn e Fortschrëtt am Interéit vun de Leit, déi concernéiert sinn. An duerfir gesinn ech do och elo keen Hannergedanken derbäi.

Zwou aner kleng Saachen: Dat eent ass, wann eng Persoun de Refugiésstatut oferkant kritt huet. An et war een Deputéierten hei, deen op menger rietser Säit hei sëtzt, deen dat, mengen ech, total duerjenergehait huet. Wéini gëtt de Statut oferkant? Wann zum Beispill een, deen an der Prozedur ass an natierlech schonn dee Moment de Statut kritt huet, sech penal strofbar mécht, oder wann en d'Land verléisst, da kann de Statut oferkant ginn. Dat ass eng Decisioun, déi da geholl gëtt opgrond vu Faiten, déi virleien.

Oder: en Dossier definitiv clôturieren; den Här Cruchten huet dat och kloer explizéiert. Fir lech déi Chifferen ze ginn, wann dat lech interesséiert: Am Joer 2020 hate mer 102 Persounen, wou den Dossier clôturéiert ginn ass. Mir haten der 2019 nach 308. An der Moyenne kann ee soen, dass bei ongeféier 200 Persounen, dat heescht 10 % vun deenen, déi eng Demande stellen, den Dossier clôturéiert gëtt.

Virun allem sinn dat Leit - ech wëll dat hei och soen - aus dem Maghreb. An do ass et dann esou, dass do och no néng Méint d'Leit eng Méiglechkeet hunn, fir nach e Recours ze maachen. Gut! Ech mengen, mir sinn an engem Land, wou ee géint eng Decisioun vun enger Verwaltung, vun engem Ministère kann e Recours maachen. An dat ass domadder dann och ofgedeckt.



Dat wat d'Police ugeet, ech mengen, do komme mer elo wäit. Ech sinn net Polizist, mee ech mengen awer, mir sollen och deene Leit eist Vertrauen aussprechen. Et si Beamte vun der Police judiciaire. A wann d'Leit am Eurodac dra sinn, da brauchen net méi vill Recherchë gemaach ze ginn, da sinn déi ganz séier do duerch d'Fangerofdréck. A wann een elo seet, dass och d'Polizisten, déi net an der Police judiciaire sinn, kënnen kucken, wien dee Mënsch ass, deen hei Asyl freet, ech mengen, dass déi dat jo dauernd maachen, op jidde Fall déi vun der Police judiciaire, an och déi richteg Informatiounen un hir Kollege weiderginn.

Dat ass sensibel, do sinn ech mat jidderengem d'accord, deen dat hei evoquéiert huet. Ech äntweren och op déi Froen, déi ech gestallt kritt hu vun de Kollegen hei aus der Chamber dozou. Mee wann ech gelift, dat ass keen einfachen Job a verschidene ganz schwéiere Situatiounen, déi ech och selwer schonn erlieft hunn. Mir kënnen hei am Land jo net virukommen am Asyl, wa mer net wëssen, wien déi Persoun ass a wéi déi Persoun sech dann ausweist. An dass dat do ëmmer glat iwwert d'Bün géif goen, ech mengen, esou naiv d'äerf een net sinn, dat ass net esou!

Ech wëll och net all Kéier, wa mer hei nëmmen de près ou de loin iwwert den Asyl schwätzen, erëm op déi Riede mussen äntwere vun der ADR. Ech wëll just vläicht zwou Saache soen. Dat eent, dat ass dee Pullfaktor. Ech héieren dat elo zënter 2015, zu Bréisel oder zu Lëtzebuerg, wa Conseil ass, all Mount, all Mount, an ëmmer vun deenen nämmlechte Länner! Mir kennen déi. Dat ass Polen, dat ass Ungarn a leider och elo zënter enger gewëssener Zäit Eisträich an nach e puer anerer. Dat ass einfach gesot: „Wat Dir de Leit méi hëllef, wat der méi kommen. Also loosst d'Fangeren ewech! Macht Är Hëllef op e Minimum, da kommen der net vill heihinner.“ An no där Logik fiert Ungarn. No där Logik fiert Polen. No där Logik fueren och aner Länner an Europa.

Mee wëlle mir als Lëtzeburger op esou enger Säit sinn?! Mir d'äerfen dach net vum Prinzip ausgoen beim Asyl, dass de Mëssbrauch eigentlech d'Reegel ass an dass, wéi den Här Kartheiser dat seet fir d'ADR, den Asyl fir Leit, déi wierklech hu misse fortgoen aus hirem Land a Schutz kréien, d'Exceptioun ass, dass dat d'Ausnam ass!

Wann een esou eng Philosophie huet, dann ass een net nëmme mat Gambia, mee ech mengen, mat Gambia plus hei an dësem Sall, hei an dëser Chamber an ënnert der Populatioun vun de Lëtzeburger an der Minoritéit. An do soll een och bleiwen!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Ech soen lech ganz genee ... An ech kucken net, ob ee Mëssbrauch hei mécht. Selbstverständlech ass dat e Fait an et ass och eppes, wat virkënt. An do mussen mer eis och dergéint wieren, wann d'Leit un der Situatioun profitieren, an dat maache mer och. Ech kucken d'Ae vun deene jonke Leit, vun deene Kanner, déi mer zum Beispill vu Mória opgeholl hunn, déi an e puer Méint Franséisch geléiert hunn a Franséisch kënnen schreiwen an déi all Dag wëssen, dass se sech mussen druginn an dass se net do sinn, fir engem Minister Merci ze soen, mee fir deem Land, dat se opgeholl huet, Merci ze soen a sech anzesetze fir dat Land. Doduerch si mer méi räich ginn, Här Kartheiser! An Dir gitt mat Ärem Tralala, deen Der allkéiers hei doriwier opféiert, ëmmer méi aarm!

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Aussen- an Immigrationsminister Jean Asselborn. An direkt Parole après ministre fir den Här Fernand Kartheiser.

**(Brouhaha et interruptions)**

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmoos merci, Här President. Ech ka mech vläicht net esou elegant ausdrécke wéi den Här Asselborn. Mee ech gi mer awer Méi, op seng Argumenter ze äntweren.

Dat Éischt ass: Mir si vläicht hei zu Lëtzebuerg politesch an der Minoritéit, ech weess awer net, ob mer bei der Populatioun an der Minoritéit sinn.

**(Brouhaha et exclamations)**

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dach, dat sidd Der och!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass eng Plaz ...

■ **Une voix.** - Bretzt lech net!

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Am rietsen Eck.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Et ass eng Plaz, wou mer garantéiert an der Majoritéit sinn, ...

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Am rietsen Eck!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... an dat ass Europa. Well et ass net nëmme Polen an Ungarn. Nee, et sinn der ëmmer méi. Frankräich huet der ganz wéineg geholl. An nach vill anerer och. Et ass esou, dass mer eigentlech an enger Situatioun sinn - wann ech mech elo net ieren, mee dat kënnen mer jo mathematesch nopréiwen -, dass Lëtzebuerg dat

Land an Europa ass, wat proportional am meeschte Migranten opgeholl huet, nach méi wéi Däitschland a Schweden.

**(Brouhaha et interruptions)**

Do si mer! An déi allermeeschte Länner an Europa, déi grouss Majoritéit huet entweeder keng geholl oder ganz wéineg oder gëtt ëmmer méi restriktiv.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Här President, d'äerf ech just froen: Ass dat eng Fro oder wat gëtt elo hei gemaach?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Nee, Parole après ministre. Dat ass eng Prozedur hei an der Chamber ...

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Dat ass eng Fro.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... an ech hu fénnef Minutten, fir no lech ze schwätzen.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Dat ass eng Fro!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Nee, ech brauch lech keng Fro ze stellen, et ass Parole après ministre. Voilà. Dat ass d'Prozedur hei am Parlament, Här Minister.

Mee Demokratie, wësst Der, dat ass jo eng Saach, do si mer och vläicht ...

■ **Une voix.** - Elo geet et duer!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gutt.

Also, dann déi aner Saachen, déi Der gesot hutt, ausser datt Der behaupt hutt, mir wäeren an der Minoritéit - ech behaupten, mir sinn an der Majoritéit -, ...

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Fakenews!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ... dat betrëfft déi Fouille électronique.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Da beweist et!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Do ass ganz kloer, datt mir als Land en Interessi drun hunn. An do sinn ech bei lech, Här Asselborn, do sinn ech bei lech. Mir mussen wëssen, wat d'Identitéit vun deene Leit ass. An ech soen lech, déi Leit, déi wierklech verfollegt ginn, déi hu guer kee Problem fir ze soen: Ech sinn deen an deen. Ech sinn aus deem Grond verfollegt. Déi Leit, déi dat net wëlle soen, déi hunn eppes ze verstoppen!

An natierlech ass et eist Recht, et muss eist Recht sinn, alles ze huelen, fir d'Identitéit festzustellen. Hu mer dann net och e Sécherheetsinteressi dobäi? Hu mer net och e legalen Interessi dobäi, fir d'Asylgrënn kënnen festzustellen?

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Hu mer dat dann net gemaach?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Hu mer ... Hei si vill Parteien heibannen, déi elo dergéint plädéiert hunn, Här Engel. An dann, hu mer net e Recht drop, den Alter festzustellen, well et eng aner Prozedur gëtt fir Mannerjäreger wéi fir Groussjäreger? An do muss ee jo awer och sécher sinn, datt do déi richteg Prozedur applizéiert gëtt. Hu mer net e Recht drop, fir dann all déi aner Facteuren ze kucken, déi herno gekuckt gi bei der Familljenzesummefeierung an esou weider? Hu mer net e Recht drop fir erauszefannen, wat de Migratiounsweg war, wou mer wëssen, datt et dacks mat kriminelle Schlepperbande geschitt, oder wien do géint d'Gesetz verstéisst, fir verschidene Leit déi illegal Arees an Europa kënnen ze erlaben? Well dat ass et jo. Et ass jo an deene meeschte Fäll eng illegal Arees. Hu mer dann net e Recht als Staat, fir dogéint virzegeen? Wéi naiv si mer dann?! Oder wéi naiv sinn heibanne sechs vun deene siwe Parteien?

**(Interruption)**

Et ass ganz kloer, datt mer mussen och d'Fouille électronique kënnen maachen, egal ob de Lëtzeburger Flüchtlingsrot oder d'Commission consultative des droits de l'homme sech do anescht ausschwätzt.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - All Mënscherechter sinn egal!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech mengen, mir respektéieren d'Mënscherechter. Mir respektéieren d'Rechter vun deene Leit, déi Asyl froen, awer oui all Naivitéit a mat vollem Realismus.

Et ass nach eng lescht Saach: Wa mir d'Identitéit vun deene Leit kennen a wa mer wëssen, firwat se hei sinn, wéi se heihinnerkomm sinn, dann ass et och wichteg, datt mer dee Wee vun der konsularer Zesummenaarbecht mat deene konsularer Vertrieedungen hunn aus deem Land, vu wou se sinn, fir se kënnen zrëckzeféieren.

Wisou kënnen ...

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Ma dat maache mer dach, Här Kartheiser!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ma ech erklären Äre Parteikollegen, firwat mer mussen d'Identitéit feststellen.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Ma wat huet dat do mat menger Ried ze dinn?

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - An et ass esou, Här Minister, datt politesch ... Et gëtt jo Länner, déi hir Leit net wëllen zrëckhuelen. Et gëtt Länner, wéi verschidene nordafrikanesch Länner, déi hir Leit bewusst net wëllen zrëckhuelen. Dann ass et un lech an Ärem Ressort, fir do deen néidegen Drock ze maachen, bei deenen nordafrikanesch iwwer eis Handelspolitik an der Europäescher Unioun, bei aneren iwwert d'Entwécklungshëllefpolitik. Mee et muss ee Message kloer sinn: Mir kënnen net tolerieren, datt verschidde Staaten net mat eis zesummeschaffen, fir hir Ressortassistenten zrëckzehuelen, a se da gläichzäiteg nach massiv finanziell ënnerstëtzen. Dee Wee ass fir eis net akzeptabel. Et ass eng Politik, déi an eng Sakgaass féiert. Dir maacht se, mir refuséiere se!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. Ech ginn d'Wuert zrëck un den Här Ausseminister.

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.** - Nee, mee Här President, ech verstinn net alles hei an der Chamber. Mee ech muss jo net alles verstoen. Wat haten déi Äntwerten do oder déi Froen oder déi Commentairen, déi den Här Kartheiser gemaach huet, mat deem ze dinn, wat ech hei gesot hunn zum Gesetz?

**(Interruption)**

E geheit eis hei eppes un de Kapp, wat d'Regierung net géif maachen. Selbstverständlech kontrolléiere mir! Selbstverständlech setzen ech mech an! Ech si scho selwer eng Kéier an de Maroc an an Algerie gefuer, fir dass se déi Leit, déi illegal hei am Land waren an déi hei deboutéiert sinn, zrëckhuelen. Dat maache mer als Europa. Dat maache mer och als Lëtzebuerg. Dat maachen all d'Länner.

Mee et schéngt esou hei eriwierze kommen, wéi wann den Här Kartheiser deen Eenzege wier, deen do der Regierung elo mol géif soen, wat se ze dinn hätt. Ma dat ass absolut falsch. Dat ass total falsch. An déi Parteien, déi heibanne vertruede sinn, déi wëssen dat och. Fäerdeg!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Asselborn.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, ech wollt just, éischts, dem Här Minister soen, datt ech op e puer Saache reagéiert hunn, déi e gesot huet, notament - vu datt e mech och perséinlech genannt hat, iwwregens -, datt mir an enger Minoritéit wäeren. Ech hunn em erkläert: Mir sinn an enger Majoritéit, souwuel hei am Land wéi an Europa.

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Dat ass net wouer!

■ **Une voix.** - Ma nee!

**(Brouhaha)**

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Dat Zweet ass: Ech hunn ...

■ **M. Georges Engel (LSAP).** - Dir sidd eng absolut Minoritéit, eng ganz kleng!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Fakenews!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hunn dem Här Asselborn erkläert, wat e soll maache fir d'Zrëckféierung vun deene Leit ze favorisieren, eppes wat d'Regierung (...) mécht. An zur Prozedur, déi fannt Der am Reglement vun der Chamber, Här Minister: Parole après ministre. Et ass gutt, dass een hei vun Parlament dat lescht Recht huet. Et ass éischts (...) an net d'Regierung. Mir sinn do, fir lech ze kontrolléieren. Dir sidd net do, fir d'Parlament ze kontrolléieren. Wann Der an Europa vun Demokratie schwätzt, da respektéiert se och hei am Land!

**(Micro non allumé)**

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Kartheiser. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7681. Den Text steet am Document parlementaire 7681<sup>4</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7681 et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Domadder ass dëse Projet de loi mat 52 Jo-Stëmmen, 4 Nee-Stëmmen a 4 Abstentiounen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Se sont abstenus : MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

## 9. 7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration

Dee leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut ass de Projet de loi 7682 iwwert d'Bewegungsfräiheet vu Persounen an iwwert d'Immigratioun. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Yves Cruchten. Här Cruchten, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile**

■ **M. Yves Cruchten (LSAP), rapporteur.** - Merci, Här President. Rebelote, elo schwätze mer net méi iwwert d'Asylgesetz, mee iwwert d'Immigrationsgesetz, an zwar maache mer do Ännerungen am Immigrationsgesetz vun 2008, an déi kann ee graff an dräi Kategorien andeelen.

Eng Kéier gëtt d'Gesetz adaptéiert, fir den Exigenzen ze entspreche vum EU-Reglement 2019/1157 vum 20. Juni 2019 zur Verstärkung vun der Sécherheet vun de Carte-d'identité an den Documents de séjour.

Zweetens setze mer mat dësem Gesetz e puer weider Punkten aus dem Koalitionsaccord em. Virun allem geet et em verschidde Mesuren, déi zu enger administrativer Erliichterung bäidroen an den Delai fir d'Bénéficiaires de protection internationale vun dräi op sechs Méint eropsetzen, fir eng Demande de regroupement familial eranzeginn.

Zum Schluss ginn nach e puer Punkten emgesat, déi am EU-Recht virgesi sinn. Ech wäert och op e puer Haaptpunkten agoen. D'Detailer fannt Der jo da wéi gewinnt an deem schrëftleche Rapport.

Am éischten Artikel geet et em d'Prise en charge vun engem Drëttsaatler, also d'Méiglechkeet, d'Frais de séjour ze iwwerhuele vun enger Persoun aus engem Drëttsaat, déi sech zu Lëtzebuerg ophalen d'äerf. Mat dësem Gesetz gëtt elo preziséiert, dass eng Persoun, déi esou eng Responsabilitéit fir een aneren iwwerhëlt, och hei zu Lëtzebuerg wunne muss. Deen, deen d'Garantie stellt, muss och genuch Suen op der Säit hunn a selwer net op Sozialhëlfe zrëckgräifen, fir des Prise en charge kënnen ze finanzéieren.

Am Artikel 2 geet et em d'Attestation d'enregistrement. Wéi Der wësst: All EU-Bierger, deen op Lëtzebuerg kënt, muss sech bei der Gemeng umellen. De modifizéierte Reglement grand-ducal vum 5. September 2008 gesäit haut vir, dass do just den Numm, d'Adress an den Datum op deem Dokument stoe mussen. Dat gëtt am neie Reglement awer e bësse méi komplett. Do mussen elo nach aner Mentioune derbäikommen. Duerfir gëtt de Reglement grand-ducal deenen neien Ufuerderungen ugepasst.

Beim Artikel 4 geet et em bal dat selwecht. Do dréit et sech dann em d'Modalitéte vun der Carte de séjour vun de Familljememberen, déi am Kader vun engem Regroupement kommen a méi laang wéi dräi Méint zu Lëtzebuerg bleiwe wëllen. Och hei ginn dann d'Format an d'Mentioune dem EU-Reglement ugepasst.

Am Artikel 5 kënt et zu enger administrativer Erliichterung, no där en Drëttsaatler elo net méi eng Kopie vu senger Autorisation de séjour unhefte muss. Effektiv muss en déi Carte de séjour jo am Dossier leien hunn, duerfir mécht dat net ganz vill Sënn.

Eng aner Simplification administrative preziséiert, dass et net méi noutwendeg ass, Copie-conformé vun de Reesdokumenter bäizeleeën. All d'Gemeengebeamten dorëmmer am Land op de Gemengen, déi freeë sech, dass dat elo net méi muss gemaach ginn, well och dat ass eng Prozedur, déi bescheiden vun hirem Sënn hier ass.



Weiderhi gëtt et eng Ännerung a Saachen Transfert intragroupe, also wann eng Persoun aus engem Grupp vun Entrepreneuren zum Beispill, wou och eng Firma zu Lëtzebuerg present ass, heihit soll transféréiert ginn. Déi Persoun muss da gewësse Konditionen erfüllen, zum Beispill a Saachen Anciennetéit an der Firma. Dës Kondition zur Anciennetéit gëtt elo op dräi Méint festgeluecht, dat souwuel fir d'Kadere wéi awer och zum Beispill fir d'Stagiarié vun der Entreprise. Dat ass d'ailleurs dee kierzten Delai, dee vun der entsprecherender EU-Direktiv virgesinn ass, an en ass sécherlech och positiv fir d'Kompetitivitéit vun eise Lëtzebuerger Entrepreneuren.

E wichtege Punkt gëtt am Artikel 9 geännert, wou en Engagement aus dem Koalitionsaccord émgest gëtt, dee virgesäit, den Delai fir e Bénéficiaire de protection internationale, fir déi néideg Demarchen an Dokumenter am Kader vun engem Regroupement familial eranzerechen, vun dräi op sechs Méint ze verlängeren.

D'Menscherechtskommissioun huet heizou e puer Remarque gemaach. Engersäits seet se, dësen Delai hätt nach méi generéis kënne si respektiv ganz ofgeschafft kënne ginn, wéi dat d'ailleurs a verschiddeenen EU-Memberstaaten, ënner anerem Frankräich, Irland, an ech mengen, och Slowenien, de Fall schonn ass.

Am Artikel 11 gëtt festgehalten, dass den Titre de séjour vun engem Affer vu Mënschenhandel ëmmer erëm ëm sechs Méint verlängert ka ginn, soulaang d'Enquête oder d'Prozedur nach leeft. Dat war eigentlech och scho virdrun de Fall, mee heimadder gëtt prezisiéiert, dass dat net just eemol méiglech ass, mee direkt méi dacks.

Den 8. Mäerz hu mer de Projet zesumme mam Avis vun Staatsrot gekuckt. Mir hunn och Avisé kritt vum Syvicol, der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, wéi gesot, och vun der Menscherechtskommissioun a vun der Chambre de Commerce. De leschten Donneschden hu mer de Rapport an der Kommissioun ugeholl.

An heimat ginn ech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun. Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Cruchten.

An d'Wuert geet direkt un den honorabelen Här Paul Galles weider.

#### Discussion générale

■ **M. Paul Galles (CSV).** - Merci, Här President. Ech probéieren, séier ze maachen, well ech weess, dass et dee leschte Projet ass fir haut den Nomëtteg. Merci nach eng Kéier dem Yves Cruchten fir säi Rapport, deen e Gesetzesprojet beschriwwen huet, dee jo ganz villes enthält, an en huet dat och elo alles am Detail beschriwwen.

Ech mengen, dass d'Haaptsaach vun dësem Projet de loi awer trotzdem déi Fro vum Regroupement familial ass, well et eng Fro ass, déi awer op ganz ville verschidde Plazen ëmmer erëm virkënt. D'Menscherechtskommissioun huet ëmmer erëm un déi Fro vum Regroupement familial erënnert. Och am Rapport vum Ombudsman kënn dat Thema ëmmer erëm vir. Souguer beim Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher ass dat Thema iwwer de Regroupement familial ëmmer erëm ganz zentral, dofir well ech ganz kuerz e Wuert dozou soen.

Den Delai, dat huet den Yves Cruchten beschriwwen, geet vun dräi op sechs Méint an d'Luucht. Et ass wouer, d'Menscherechtskommissioun huet d'Fro gestallt, ob een et net ganz kéint ofschafen. Den Yves Cruchten huet e puer vun de Länner genannt - et ginn der nach eng ganz Rei méi, déi stinn och bei hinnen am Rapport dra beziéungswies an hirem Avis dran -, et sinn eng ganz Rei Länner, déi einfach do guer keen Delai méi hunn. Oder d'Belsch huet et op ee Joer gesat. Gutt, sechs Méint si sechs Méint. Mir verlängeren et. Et hätt ee kënnen driwwer diskutieren. Mee nach eng Kéier, och hei geet et drëms, deene Mënschen, déi souwisou e Recht hunn, déi Méiglechkeet ze ginn, dat Recht esou gutt wéi méiglech an Usproch ze huelen. Dat ass jo hannen um Enn d'Philosophie vun dëser Ännerung.

D'Fro, déi och nach gestallt ginn ass, ass eeben déi: Wéini gëtt en Dossier iwwerhaupt als komplett betruucht? Well en Dossier d'ailleurs oft an den Delaien ugefaange gëtt, awer net an den Delaien kann ofgeschloss ginn, zumindest besonnesch dann, wann Traductionen, Iwwersetzung mussen ageholl gi vu Sproochen, déi net communément iwwersat ginn. Dat heescht, déi Fro steet och nach e bëssen op oder et ass zumindest eng Fro, déi eng gewëssen Unsécherheet bréngt.

Nach zwee aner Punkten och aus dësem Projet de loi, awer den Yves Cruchten huet deen ee schonn erwänt: Dat ass dee vun den Affer vun der Traite humaine, dass deen Titre de séjour erneiert gëtt ëmmer erëm, sechs Méint an ëmmer erëm weider. Mir haten an der Kommissioun d'Fro gestallt, ob dat en Automatismus wär. Dat ass et zwar net, mee déi Leit gi begleet a mir fannen, dass dat wichteg ass, dass déi Leit eebe grad begleet ginn, well mir

schwätze vun Affer vun der Traite humaine. Et ass net egal wien an net egal wat, et si Leit, déi ganz vill matgemaach hunn an déi an enger ganz quokeleger Situatioun sinn.

An zum Schluss wëll ech just nach eng Kéier op den Avis vum Syvicol hiweisen, déi awer trotzdem ze bedenke ginn hunn, dass d'Gemenge mussen zäitno informéiert ginn. Déi Simplification administrative, déi virgeholl gëtt, ass zwar schéin a gutt, mee si heescht fir d'Gemengen eng Ëmstellung. An dat ass eeben eng Informatioun, déi och elo séier an d'Gemenge muss fléissen, fir dass déi Simplification administrative um Terrain ukënn.

An deem Sënn, och vun eis vun der CSV natierlech d'Approbatoun, den Accord fir dëse Projet de loi. Merci villmools.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An d'Wuert huet elo den honorabelen Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Merci, Här President. Ech wollt u sech zu dësem Projet net vill soen, mee et sinn awer e puer Aussoen hei de Mëtteg gemaach ginn, ech mengen, déi een einfach net kann esou am Raum stoe loosse.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - An ech fannen et ëmmer erëm ganz geféierlech, wa mer hei iwwer Asyl an iwwer Immigratioun schwätzen, wann dann op eemol pauschaliséiert gëtt.

Ech wëll just drop hiweisen: Wat wier dat Land hei, wann et net scho virun iwwer 100 Joer e groussen Esprit d'ouverture gewisen hätt? Wann et net schonn Enn 19. Joerhonnert eng Dier opgemaach hätt fir Leit, déi zënterhier e Wunnsätz hei zu Lëtzebuerg hunn, déi net déi Lëtzebuerger Nationalitéit hunn? Wann net am Ufank Däitscher, duerno Italieener, duerno Fransousen, Belsch, Portugisen an esou weider, wann déi net op Lëtzebuerg komm wieren?

Sécher huet d'Immigrationspolitik eng nei Dimension haaptsächlech an deene leschten zwee Joerzénge kritt. Dat ass d'Resultat vu ganz ville Konflikter op der Welt. Dat ass d'Resultat och vu méi reliéisen, philosopheschen Auseinandersetzungen. Mee Lëtzebuerg huet do am Fong elo ëmmer déi richteg Positioun ageholl. Lëtzebuerg, e klengt Land, mee mat engem groussen Esprit. A mir hunn eis ni verschloss, fir Leit op Lëtzebuerg kommen ze loosse. A mir hunn net u sech dann emol Abusen ..., där natierlech ëmmer gemaach ginn, där och elo nach gemaach ginn. Sécher, et profitéieren ëmmer Leit vum System. Mee dann dierfte mer praktesch kee Gesetz méi stëmmen, well et si bal keng Gesetzer, wou net Leit higinn an Abuse maachen.

An dowéinst ass et ganz geféierlech, wa mer an dëser Diskussioun grad dat an de Vierdergrond stellen, wat vläicht emol kann negativ sinn. Et ass falsch ze pauschaliséieren, ze pauschaliséieren, a wann e Land wéi eist Land - ech si wierklech stolz drop, dat ech an esou engem Land liewen - wierklech e groussen Esprit weist an do mol e klenge Prozentsaz profitéiert vum System, fir dann als Konklusioun, als Equatioun ofzeleeden: Also ass de System net gutt, also dierfte mir net déi Ouverture weisen. A just do dergéint muss mer eis wieren, wa vu verschidde Säiten ëmmer erëm versicht gëtt, dat a Fro ze stellen.

Well et ass grad d'Stärkt vun dësem Land, dat mer déi Approche do hunn. Wat wier da Lëtzebuerg haut, wa mer net 180, 190 Nationalitéiten hätten? Wou géife mer dann och ekonomesch dostoen? Wou géife mer kulturell dostoen? An dowéinst ass et wierklech verwerflech. An ech muss den Ausseminister eemol méi och erëm luewe fir säin Engagement, och deen, deen en hei gewisen huet, mat Wieder, wou ech net fäeg sinn, dat vläicht esou emotional eriwuerzebréngen, wou ech awer ganz op senger Säit sinn. A mir muss wierklech, mengen ech, och heibanne verschidde Leit klipp a kloer ëmmer ze verstoe ginn: Dat geet net! Dat ass eng falsch Approche hei zu Lëtzebuerg.

Well nach eng Kéier: Mir sollen houfreg sinn op dat, wat mer bis elo erreecht hunn!

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Très bien!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Vlächicht nach dat eent oder anert Wuert dann och zu dem Gesetz, wat mer elo hei stëmmen. Och do sinn eng Rei wichteg Moosnamen dran. De Regroupement familial: Mee setzt lech dach emol an d'Situatioun vu Leit, déi aus Kriesegebiddern kommen, déi alles hannert sech loosse, déi eleng hei sinn, déi awer nach am Heemechtsland de Partner setzen hunn, Kanner setzen hunn, déi hei drop waarden, dat déi kënnen nokommen, déi dann awer elo zumindest emol nach eng Méiglechkeet vun dräi Méint zousätzlech kréien, fir awer d'Hoffnung ze hunn, dat déi Leit och kënne bei se kommen.

Setzt lech dach emol ee Moment an d'Situatioun vun deem! Et ass bal keen heibannen - ausser vlächicht den Ausseminister, deen dat méi um Terrain nach materlieft, och een oder deen aneren, dee méi engagéiert ass -, deen dat kann novollzéien! An da solle mir dat op eemol nach a Fro stellen? Mee dat ass dach eng ganz normal mënschlech Approche,

en normale Reflex, deen ee muss entwéckelen, wann ee sech dach emol nëmme fir e puer Minuten an d'Situatioun vun deene Leit setzt.

Dowéinst fannen ech jiddefalls déi Decisioun, déi mer hei elo huelen, ganz gerechtfertegt. Nach eemol méi weise mer och Dignitéit. Et geet schlussendlech hei ëm Mënschen. Et geet net ëm déi puer Prozent, déi vum System abuséieren. Nee, et geet ëm déi Leit, déi wierklech wëllen eng nei Existenz opbauen an déi hei eng Méiglechkeet gesinn. A mir sollen dat och ze respektéieren wëssen a mir sollen och an Zukunft deen Esprit no bause weisen. Gleeft mer es, dat éiert eist Land mat Sécherheet!

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Graas. An nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Stéphanie Empain. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

■ **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).** - Ech soen lech Merci, Här President. Ech soen och meng Virriedner Merci an dem Rapportier fir säi Rapport, deen e gemaach huet. Et geet mir änlech wéi dem Här Graas. Ech hat eigentlech wëllen, net allze vill zu dësem Projet de loi ze schwätzen. Mee ech fille mech och obligéiert, no vir ze kommen an e puer Wuert ze soen. E puer méi Wuert ze soen!

Mir schwätzen hei iwwer d'Immigrationsgesetz, dat heescht vu Migratioun am méi breede Sënn, net just iwwer Flüchtlingen. An ech kann natierlech och direkt am Ufank vu menger Ried soen, dass mir de Projet de loi natierlech wäerte matdroen.

Ech wollt hei awer effektiv och op de Volet vum Regroupement familial agoen, well ech esou eng kleng Viranung hunn, dass dee Riedner, deen no mer kënn, grad just dee Volet wäert erauspicken, fir d'Diskussioun och erëm op de Volet vun de Flüchtlingen zrëckzeféieren, och wann dat net den eenzege Punkt ass, deen an dësem Gesetzestext behandelt gëtt.

An hei wéilt ech op dat Konzept vun der illegaler Arees agoen, wat ëmmer erëm an de Raum gehäit gëtt. Mir hunn haut an Europa keng weider legal Areesméiglechkeet fir Leit, déi op der Flucht sinn. Stéchwuert: Festung Europa. A mir sti jo hei an dësem Parlament, an dësem Land hannert engem anere Modell. Mir verstopen eis net hannert der Festung Europa, fir kënnen Hëllef ze leeschten.

An ech mengen, et ass immens einfach, sech hannert deem Konzept ze verstopen an d'Aen zouemaache virun deem ganze mënschleche Leed. Ech sinn awer frou, an enger parlamentarescher Demokratie ze liewen an engem Parlament kënnen ze déngen, wat grad just de Géigendeel ustriift. Eist Parlament, wat aus 60 gewielte Membere besteet, wouvunner der véier eng aner Meinung vertrieben - fair enough. 4 vu 60, dat ass eng Minoritéit, och wann dës Minoritéit sech elo grad d'Fro gestallt huet, ob se dobaussen net awer eng Majoritéit vertritt. Et ass en interessant Exercice, deen een esou ka maachen.

Ech mengen, dass déi Ausso, déi Fro, déi sech gestallt ginn ass, vlächicht ganz vill op Bauchgefill berout. Baugefill ass eppes, wat net allze vill mat Argumenter ze dinn huet. An ech, fir mäin Deel, sinn dovun iwwerzeegt, dass Bauchgefill näischt an der Politik verluer huet. Voilà.

Ech soen lech Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Empain. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Fernand Kartheiser. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här President, d'Auer leeft schonn hei. Et wier vlächicht gutt, se op null ze stellen.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Ech passen op. Dir hutt fënnf Minutten.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gutt, Här President, villmools merci. Ech mengen, hei sinn eng ganz Rei Sujete vu meng Virriedner opgeworf ginn. Ech wëll vlächicht soen: Jo, natierlech, Lëtzebuerg war eng Zäit laang aus Aarmut en Emigrationsland. Do si vill Leit an Amerika gaangen, an d'USA, Brasilien. Voilà. Ech mengen, mir kennen eis Geschicht, dat hei aus Aarmut och vill Leit gaange sinn. Si si gaangen op engem legale Wee, well déi Länner, déi hunn Immigrante legal gesicht a legal opgeholl.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Nee, net ëmmer!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gelif?

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Nee, net ëmmer!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also ...

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Dir musst ophalen, d'Leit ze beléien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wagner, den Här Kartheiser huet elo d'Wuert.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Also, ech mengen ...

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Nee, et ass just wéinst dem Video op Facebook, dann ...

(Hilarité)

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Gutt. Ech wëll ... Et deet mir perséinlech leed, Här Wagner, u sech, dat Der d'Chamber verloosst. Dir sidd en ausgezechent Deputéierten, och déi kleng Ausnam vun elo grad deet där Saach keen Ofbroch. Et ass awer schued, dat Der gitt, well Dir hutt Iwwerzeugungen, Dir vertritt se och gär, mee dat do war elo net esou groussaarteg.

Op jidde Fall, wat ech elo wollt soen, dat ass hei, dat déi Lëtzebuerger, déi an d'Ausland gaange sinn, op legalem Wee hire Wee an d'Ausland gesicht hunn. An et ass och esou, dat mir selbstverständlech am Laf vun der Geschicht, wou mir Leit vu bause gebraucht hunn, och legal Leit gesicht hunn. Mir hunn hei effektiv Leit mat gewëssene Qualifikatiounen gesicht, wat eng absolut normal Demarche ass vun engem Staat. An der Stolindustrie, fir aner Saachen, mir kennen déi Geschicht, d'Italieener, d'Portugisen, dat ass hei genannt ginn. Dat war am groussen Ganzen och eng Reussite. Mee et war legal. An d'Land hei huet d'Qualifikatiounen erausgesicht, Krittäre gesat, a mir hunn och Decisiounen geholl. Iergendwéini eng Kéier ass decidéiert ginn: Solle mer Portugisen oder Tuneesier huelen? Dat ass eng Diskussioun, déi hei gefouert gouf. A mir hunn eis fir Portugisen ...

(Interruption par M. Jean Asselborn)

Gelif? Jo, majo mir hunn eis fir d'Portugisen decidéiert. Och dat ware bewusst staatlech Decisiounen, fir eng gewësse legal Immigratioun ze erméiglechen.

Haut si mer confrontéiert mat u sech enger Immigratioun, déi mer net no Qualifikatioun eraussichen. Ganz vill Leit sinn net iergendwéi qualifizéiert, hu kee Schoulofloss, vun deenen, déi kommen. Dat ass eeben esou. Et ass also net, dat mer déi Leit géifen eraussichen, weeder no Nationalitéit, well mir gi confrontéiert mat enger massiver illegaler Immigratioun aus enger grousser Unzuel vu verschidde Staaten, Eritrea an esou weider an esou virun. Mir kennen dat. An et ass also esou, dat mer an enger ganz anerer Situatioun haut sinn, wéi dat fréier war.

Zu der Familienzusammenführung: Mir kéinte mat deem Gesetz hei liewen, mee natierlech, mat der Familienzusammenführung hu mer Problemer. Mir hunn do - an dat soen ech ganz kloer, dat ass och eng Decisioun, déi mir geholl hunn als ADR -, mir hunn eng restriktiv Approche zu der Familienzusammenführung. Och dat ass e politesche Choix. A mir sinn net d'accord, dat deen Delai ausgebaut gëtt.

Mir denken och, dat mer d'Familienzusammenführung sollen anescht denken. Hei an eise Verwaltungen, wann ee mat de Leit schwätzt, ass de Reflex allgemeng zu Lëtzebuerg, dat probéiert gëtt, d'Leit zu Lëtzebuerg zesummenzeféieren. Dat geet och anescht. Wa mer gesinn, dat hei zum Beispill een ass vun enger Famill an aner Familljemembere an engem aneren EU-Staat, kann een och an deen anere Wee denken.

Zemools ass et jo esou, dat mer wëssen, dat a verschidde Länner ganz bewusst gekuckt gëtt, fir Mineuren op de Wee ze schécken, fir dat déi herno kënnen hir Famill nohuelen. Dat ass awer eng Demarche, déi, fannen ech, net akzeptabel ass, dat d'Mineure virgeschéckt ginn, mat alle Gefore vun der Rees an esou weider, fir dat d'Famill herno kann nokommen. Och dovun, mengen ech, sollte mer ofschrecken, vun esou Verhalensweisen, déi irresponsabel sinn, doduerch dat gesot gëtt: Majo, entweder d'Famill kann net kommen, wa mer et gesinn, oder mer schécken en zrëck, jee nodeem eeben, ob e legale Grund vläicht oder net. Oder mir maachen eng Familienzusammenführung an engem anere Staat. Mee all déi Optiounen sinn op an natierlech kucke mer, wéi eeben déi human Consideratiounen, den Intérêt supérieur an esou weider muss gekuckt ginn. Awer mir brauche keng Automatismen a mir hunn och dat Recht, d'Interesse vun eisem Land do ze vertrieben.

D'Madamm Monti hat effektiv e puer Fäll, wann ech mech gutt erënneren, hei erkläert, an déi si ganz interessant, fir fir den Ausbau vun Delai ze argumentéieren. Dat eent war: Si huet e bëssen argumentéiert, den Intérêt supérieur de l'enfant soll ëmmer priméieren. Mee do muss een oppassen: Den „Intérêt supérieur de l'enfant“ ass eng schéin Notioun, si ass awer net prezis am Droit. Et weess een net genau, wat domadder ëmmer gemengt ass. Et ass eng Notioun, déi wichteg ass, déi och ëmmer erëm invoquéiert gëtt, mee déi e gewëssene Flou huet.

Et geet awer net, fir mat där Notioun, déi eeben net definéiert ass, déi eis awer all um Häerz läit, fir domadder eng besteeënd Rechtsuerdnung oder Jurisprudenzen auszuhiewelen. Dat geet net! Mir hunn eng Rechtsstaatlechkeet hei. Mir hu kloer Normen. An et kann een net dann invoquéieren: „Den Intérêt supérieur de l'enfant priméiert ëmmer“, well soss hu mer keng Delaien, keng Prozeduren, keng Rechtsvorschrëfte méi, wann dat Argument dann duergeet, fir



alles auszehiewelen, wat eise Rechtsstaat opgebaut huet.

Dat zweet Argument, wat d'Madamm Monti bruecht hat, wann ech mech gutt erënneren, dat war de Faktum, datt een heiansdo Pabeieren nach brauch, datt d'Leit mussen zrëck an hiert Land, fir do Demarchen ze maache fir ze beweisen, datt aner Leit à charge sinn, an datt se da mussen déi Pabeieren hei produzéieren.

Mee do ass jo awer evident: Wann ee muss a säi Land zrëckgoen, do op eng Verwaltung geet, fir d'Pabeiere sichen ze goen, fir do ze beweisen, datt hei Leit nach à charge sinn, dann ass ee jo an deem Land net verfollegt! Well soss geet een net zrëck an d'Verwaltung vun deem Land, op d'Gemeng, op d'Police, fir administrativ Demarchen ze maachen!

Leit, déi zrëckginn an hiert Land, fir esou Demarchen ze maachen, hu kee Recht op Asyl. An dat ass en allgemeng consacréierte Prinzip. An do komme mer zrëck op dee Punkt, wou mir soen: „Humanitéit: Jo, Asyl: Jo. Awer keng illegal Immigratioun, kee Mëssbrauch vum Asylrecht!“ A wa Leit zrëckginn an hiert Land, vun deem se soen, si wieren op der „Flucht“, fir den Ausdrock ze gebrauchen, deen hei benotzt ginn ass, dann ass dat einfach net méi kredibel! Mir mussen oppassen, wa mer dee Begrëff „Flucht“ benotzen!

**(Interruption par la présidence)**

Et gëtt international Reegelen, déi am Krichsrecht do kloer Garantië virgesinn, awer hei sinn déi meescht Leit net op der „Flucht“. Et handelt sech ëm eng Migratioun hei ouni kloer legal Basis.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kartheiser. An dann ass d'Riednerpult fir den honorabelen Här David Wagner.

**(Interruption)**

Ma dann ass et nach um leschten ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Sven Clement.

■ **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och dëst Gesetz gesäit punktuell Ännerunge vir, wat den Émgang mat Mënschen ugeet, déi an eist Land wunnen a lieve kommen.

Ech kéint u sech déi nämmlecht Ried hale wéi de Rapporteur, deen hei natierlech ganz exzellent dat opgefouert huet, wat sech ännert. Ech kommen awer op e puer Saachen zrëck, well ech mengen, datt et wichtig ass, dat och nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen, engersäits, an anersäits, well et tatsächlech praktesch Ännerunge sinn, déi d'Liewen net nëmme fir déi Leit, déi dovun direkt betraff sinn, mee och fir déi Leit, déi indirekt dovunner betraff sinn, vereinfachen.

Lëtzebuerg geet mat dësem Gesetz dann op de Wee, op deem och vill aner EU-Staaten, wéi zum Beispill d'Belsch, scho sinn, wat d'Documents de séjour ugeet. Sou wäerte Kaarten am Kreditkaarteformat déi onhandlech Pabeierdokumenter lues a lues ersetzen.

Ech mengen, mir alleguerte kennen dat an déi meescht vun eis waren, mengen ech, frou, wéi dee rosae Wësch vu Führerschäin, deen a keen eenzege Portmonni eragepasst huet, duerch d'Kreditkaarteformat ersat gouf, well et eis alleguerten de Problem awer e gutt Stéck méi einfach gemaach huet, wéi mer dee sollten dobäi hunn, ouni datt d'Foto futti gaangen ass, ouni datt en hallef auserneefall ass. Dat ass och gutt hei fir d'Polizisten, déi da bei enger Identitéitskontroll dee Pabeier och, an dann an Zu-

kunft déi Kaart, méi einfach kënnen kontrolléieren an dat net als éischt emol mussen auserneefalen, zesummepechen an domadder quasi Puzzle spillen, éier iwwerhaapt e Contrôle ka stattfannen.

Wat eis Piraten bei dësem Projet awer virun allem um Häerz läit, ass d'Tatsaach, datt den Delai fir d'Familljenzesummeféierungen ënner erlichterte Konditiounen vun dräi op sechs Méint verlängert gëtt. Mir freeën eis wierklech iwwert dese Schrëtt, well et ass e wichtige Schrëtt, well an der Vergaangenheet awer heiansdo déi Frist vun dräi Méint ëm e puer Deeg, a wierklech ëm een Dag, zwee Deeg, ze kuerz war. An et war nach rezent e Fall, wou et jee nodeem, wéi een Delai ee gekuckt huet ... Deen Dag, wou d'Persoun selwer den Dossier krut, huet se den Delai ëm en Dag verpasst, deen Dag, wou hir Affekotin den Dossier hat, wär den Delai gutt gewiescht. Dat si mënschlech Schicksaler. Dat si wierklech traureg Geschichten, wann ee weess, datt et op een Dag ..., a jee nodeem, wien dann den Dossier krut a wéini den Delai gestart ass ... Dat dauert einfach.

A mir wëssen, et si jo net Leit, déi aus Däitschland kommen, wou een um Bürgeramt urufft an innerhalb vun e puer Minutten eng Copie certifiée conforme huet an enger Sprooch, déi zu Lëtzebuerg unerkannt ass fir all déi Certificaten, déi ee brauch. Hei geet et drëm, fir deelweis aus Länner, wou dach ganz penibel Situatiounen sinn, wou d'Verwaltungen net méi onbedéngt fonctionéieren, dann déi richteg Piëcen ënner ganz héijem Zäitdrock zesummenzékriën.

Do derbäi kënn, datt Persounen, déi aus Syrien oder Eritrea geflücht sinn, de Kontakt mat hirer Famill kënnen verluer hunn. Déi Leit kënnen och nach anzousch anescht um Wee op der Flucht sinn, soudatt een als Éischt emol déi Leit muss erëmfannen, mat hinnen a Kontakt trieden an déi Piëcë kréien. Alles dat vereinfacht d'Situatioun net.

Esou ass et ganz gutt, datt mer deen Delai hei verlängeren. Mir wäer souguer derbäi gewiescht, fir deen Delai nach weider ze verlängeren. Ech mengen, datt dat eppes ass, wou een definitiv misst driwwer schwätzen.

Wat awer fir eis vläicht e mënschlechen Appell ass un de Minister: Aktuell geet et duer, datt een Dokument aus dem ganzen Dossier verspéit ass, fir datt dee ganzen Dossier ofgeleent gëtt, och wann de Rescht vun der Demande fristgerecht agereecht ginn ass an d'Piëcen dann nokommen. Och do huet a mengen Aen zu Recht d'Mënschrechtskommissioun an hirem Avis gesot: „Dat ass e Problem!“ Am Gesetz steet, datt d'Demande soll an engem bestëmmten Delai gemaach ginn, mee net, datt den Dossier an där Zäit och schon analyséiert a komplett muss sinn. Mir géifen eis duerfir wënschen, datt de Ministère hei déi néideg Flexibilitéit, Mënschlechteit weist, esou wéi dat jo och bei aneren Demanden, bei anere Ministèren deelweis de Fall ass.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, och bei dësem Gesetz wëll ech nach eemol kloerstellen, datt d'Piraten et problematesch fannen, fir biometresch Date wéi Fangerofdréck op staatleche Serveren ze späicheren, wa se net méi direkt benotzt musse ginn. Firwat, hunn ech virdru schon eng Kéier kuerz erkläert.

Zesummeffaassend kann ech awer soen, datt mir Piraten mat de grouse Linne vun deem heite Gesetz ganz d'accord sinn. Sechs Méint Zäit, fir eng Demande ze stellen, ass kuerz, mee ëmmer besser wéi dräi Méint. Dëst Gesetz geet eis net wäit genuch, mee et ass eng Verbesserung zu der aktueller

Situatioun a mir wëllen dat Gesetz duerfir haut och explizit ënnerstëtzen. Natierlech net ouni d'Hoffnung, datt an Zukunft nach weider Verbesserungen um Gesetz vun 2008 geholl kënnen ginn!

Ech soen lech Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).**- Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Aussen- an Im-migratiounsminister Jean Asselborn.

**Prise de position du Gouvernement**

■ **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile.**- Merci, Här President. An ech mengen, ech kann och hei ganz séier derduerchgoen. Also fir d'alleréisch - an den Här Cruchten huet dat jo och ganz gutt erëm duergeluecht -, mir haten heiansdo Problemer, an ech mengen, ech ginn och dem Sven Clement Recht, dass an deenen dräi Méint, déi d'Leit haten ... Obscho se direkt scho kënnen ufänken - wann een an der Prozedur ass, kann ugefaange ginn, d'Dokumenter fir de Regroupement familial zesummenzesichen. Et ass net, dass ee muss de Statut hunn, ier een érischt ufänkt. Mee mir hunn elo sechs Méint. Ech mengen, domadder kënnen mer anstänneg schaffen, an dat ass och eng Erlichterung fir eis Verwaltung, dass d'Dossieren och méi komplett sinn.

Ech wëll hei vläicht eppes soen, wat wichtig ass a wat mer och mussen de Leit, déi de Regroupement familial froen an en och kréien, soen: dass si keen automatescht Recht hunn op e Statut, wa se hei sinn. Si kréien eng Autorisation de séjour, ausser d'Kanner elo natierlech. Mee si kréie keen automatescht Recht, wa se kommen. Zum Beispill de Partner - Dir wësst, mir si bei der Famille nucléaire -: Et sinn entweeder d'Kanner oder d'Partner. Dat ass alles, wat dran ass. Oder bei Kanner, natierlech déi Mineure sinn, sinn et d'Elteren, déi kënnen froen.

Ech kann lech soen, dass ech a ville Situatiounen do muss tranchéieren, dass zum Beispill Eltere kënnen kommen, an déi hunn dann nach e Kand vu 16 Joer an Afghanistan. Dass een dann net kann Nee soen, wéi d'Situatioun dann dee Moment sech presentéiert, dat ass eeben dann d'Gefill. Do ginn ech och ëmmer gefrot, fir dass een do dann dat Richteg mécht.

Ech wëll bei deem Regroupement familial awer eppes soen hei, wat heiansdo vläicht vergiess gëtt. Ech hunn dat och schon an der Kommissioun gemierkt bei eise Kolleegen. Regroupement familial ass net eng Affär fir Refugiéien. Beim Regroupement familial, do sinn zu maximal 20 % Refugiéie concernéiert. Déi, déi am meeschte concernéiert sinn, sinn d'Activités rémunérées. A wann ech lech soen, vun 2020, wat déi éischt Natioun ass: Déi éischt sinn d'Inder, wäit vir mat 266 Leit, dann d'Amerikaner: 99, d'Chineesen: 81. An da kommen anerer. Et ass also net, wann ee Regroupement familial seet, dass een dann eeben direkt u Famillje vun de Flüchtlingen denkt. Hei ass et effektiv, wéi ech gesot hunn: Dat sinn ongeféier 20 %.

Bon, dat anert ass d'Carte de séjour. De Sven Clement huet dat gutt gesot: wéi mer fréier jo dee roude Führerschäin do haten, deen ass ausenanergerfall! Hei ass et och elo esou: Et ass e Stéck Pabeier mat enger Foto drop, wat absolut net sécher ass. An do si mer elo gefuerdert. Et ass e Reglement, do hu mir guer näischt drun ze radetten. Dat muss mer maachen, a mir mussen et maache bis den August 2023. Mir hunn ongeféier 17.000 där Kaarten hei

auszustellen am Land. D'Leit solle sech net mellen, mee mir als Ministère convoquéieren d'Leit, fir dass dat esou séier wéi méiglech virugeet. Mir wëllen an dësem Summer ufänken domadder an da wäert dat och virugoen.

Sou, Här President, ech wëll awer hei nach ausdrécklech dem Gusty Graas Merci soe fir déi Ried, déi en hei gehalen huet, déi mer och voll aus dem Häerz komm ass.

Merci villmools.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Minister Jean Asselborn. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7682. Den Text steet am Document parlementaire 7682<sup>6</sup>.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi 7682 et dispense du second vote constitutionnel**

Fir d'éischt de Vote électronique fir déi perséinlech Stëmmen.

Duerno maachen ech den Appel nominal fir déi, déi wëllen e Vote par procuration ofginn.

**(Appel nominal pour votes par procuration)**

Domadder ass dese Projet de loi mat 56 Jo-Stëmmen a 4 Abstentiuonen ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7682 est adopté par 55 voix pour et 4 abstentions.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding, MM. Gilles Roth (par Mme Martine Hansen), Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Michel Wolter (par M. Léon Gloden) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Frank Colabianchi, Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mme Carole Hartmann, MM. Pim Knaff, Claude Lamberty et Mme Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

Mme Simone Asselborn-Bintz, M. Dan Biancalana, Mmes Tess Burton, Francine Cloener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Claude Haagen (par M. Yves Cruchten), Mmes Cécile Hemmen et Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : MM. Jeff Engelen, Fernand Kartheiser, Fred Keup et Roy Reding (par M. Fernand Kartheiser).

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Mir sinn um Schluss vun der Sitzung ukomm. D'Chamber kënn muer de Moien um 8.00 Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(La séance publique est levée à 18.34 heures.)**

**Sommaire**

**1. Ouverture de la séance publique**

- M. Fernand Etgen, Président

**2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR)**

- Débat : M. Gilles Roth - M. André Bauler - M. Claude Haagen (interventions de M. André Bauler et M. Gilles Roth) - M. François Benoy - M. Roy Reding (intervention de M. Gilles Roth) - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. Laurent Mosar - M. Marc Spautz (intervention de M. André Bauler)

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gamegna, Ministre des

Finances (interventions de M. André Bauler) - M. Fernand Kartheiser (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Pierre Gamegna) - M. Gilles Roth (parole après ministre) (intervention de M. le Ministre Pierre Gamegna) - M. Laurent Mosar (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gamegna - M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie

**3. Ordre du jour**

- M. Fernand Etgen, Président

**Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gamegna et M. Franz Fayot, Ministres.**

**(La séance publique est ouverte à 08.01 heures.)**

**1. Ouverture de la séance publique**

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

■ **M. Pierre Gamegna, Ministre des Finances.**- Nee, Här President. Merci.

**2. Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR)**

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Chamber féiert haut de Moien d'Débat iwwert de Stabilitéits- a Wuesstumsprogramm, de PSC, iwwert den Nationale Reformprogramm PNR souwéi iwwert de

Relanceplang PRR. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här André Bauler, den Här Claude Haagen, den Här François Benoy, den Här Roy Reding, den Här Sven Clement, den Här Laurent Mosar an den Här Marc Spautz. An als éischte

Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

■ **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech fänke meng Ried un, andeem ech soen, dass ech eigentlech dräi Bedauern hunn: Dat éischt Bedauern ass dat, dass mer haut de Moien um aacht Auer eng Debatt féieren iwwer Dokumenter, déi mer e Méindeg de Mëtteg, am spéiden Nomëtteg, kritt hunn, 400 Säiten, zudeem nach kleng geschriwwen; 400 Säiten, wou mer en Dënschdeg Pleniëre haten, wou mer gëschter dee ganzen Dag Plenarsitzung haten, an haut de Moien um aacht Auer, wéi gesot, doriwwer den Debat hunn, deen, mengen ech, an dësen Zäiten awer eng scho gewësse Wichtigkeet huet.

En zweete Punkt ass deen, dass hei ëmmer den Appell gemaach gëtt fir Transparenz an Dialog an Alternativen - abee, ech muss lech soen, dass ech och besonnesch doriwwer enttäuscht sinn, dass mer elo schonns fir d'drëtt hannerneem an Mee keen État de la nation hunn! 2019 ass dat argumentéiert ginn: „Jo, dat ass ze kuerz hannert de Walen.“ D'lescht Joer ass et argumentéiert ginn: „Mir kënnen dat net maachen, well mir hunn elo Pandemie.“



Dëst Joer ass et esou decidéiert ginn an der Conférence des Présidents, fir deen dann op e spéideren Datum - ouni dass eng kloer Zäittrum do festgeloegt ginn ass - ze reportéieren. Dat war net de Choix direkt vun der Regierung, mee dat ass geschitt an der Conférence des Présidents, well d'Chambersreglement, an dat wësst Der, ganz kloer virgesäit, dass deen Débat sur l'état de la nation am Mee stattfännt, et sief dann, d'Conférence des Présidents decidéiert, an dësem Fall da majoritär géint d'Stëmme vun der Madamm Hansen an der Opposition, dass dee soll reportéiert ginn.

An do kënn dat mer awer e bësse befrämlech vir, wat d'Madamm Lorsché hei virun zwee Deeg gesot huet, nodeem se da fir d'éischt emol op eng relativ onflätég Aart a Weis iwwert dem fréiere Finanzminister Luc Frieden seng Roll an der Rettung vun der Fortis an der BGL BNP Parisbas hiergefall ass, wou se gesot huet - ech hu mer dat gutt notéiert -, dass d'Opposition net eleng do wier fir d'Kontroll vun der Regierung.

#### (Brouhaha)

Jo, dat hutt Der gesot, Madamm Lorsché. Ma wann Der lech déi Roll ..., an déi Der jo och richteg sollt spillen, well ech gi jo dovun aus, dass et net ëmmer no enger 31:29-Logik kann hei fonctionéieren, mee dann hätt ech mer eigentlech och vun lech gewénscht, dass Der gesot hätt, am Sënn vun dem Dialog an der Transparenz an der Offenheet an ech weess net Gott wat, dass deen Debat iwwert d'Lag vun der Natioun dann och, wéi dat fréier ëmmer traditionell de Fall war, am Mee stattfanne sollt.

Mäin dréit Bedauern, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass awer den Inhalt vun deem sougenannte Stabilitéitspakt an dem nationale Reformpakt wéi och vun dem Pakt vun der Relance. Ech hunn dat gutt notéiert an ech hunn och gesinn, dass et esou an dem Text ofgedréckt ass, dee mer vum Här Gramegna ausgedeelte kruten, nämlech seet hien, dass am Ganzen fir dese Stabilitéitspakt a fir déi Pandemiekrise ze bewältegen 11 Milliarden Euro, am Total, mobiliséiert si ginn. An e prezisiéiert dat och nach eng Kéier: „18,6 % vun dem nationale Bruttoinlandsprodukt.“ Ech liesen et och nach eng Kéier vir: „Méi wéi 11 Milliarden Euro goufe mobiliséiert, dat sinn 18,6 % vun eisem PIB fir d'Land ze ënnerstëtzen an um Wee aus der Kris ze begleeden.“

Dat selwecht ass och ganz kloer esou vun der Press erëmgeholl ginn. Ech liesen hei op rtl.lu: „Hei iwwer 11 Milliarden Euro an de Chômage partiel, de Congé pour raison familiale, Hëllef fir Betriber, an Investitiounen an de Santésecteur investéiert. [sic]“ Et ass och an der geschriwwener Press esou iwwerholl ginn. Do steet zum Beispill op tageblatt.lu ze liesen: „Das finanzielle Volumen sämtlicher Maßnahmen beziffert Gramegna auf 11 Milliarden Euro, etwa 18,6 Prozent der Wirtschaftsleistung des Landes.“

Mee, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss soen, dass ech dat do net deelen! Hei ass eng Presentatioun gemaach ginn, wou Chifferen avancéiert gi sinn, wou ech soen, dass déi faktuell falsch sinn! Et sief dann, Här Gramegna, dass Der - Dir kritt jo nach eng Kéier 40 Minuten d'Wuert - der Chamber a voller Transparenz da sot, wou déi 11,6 Milliarden, vun deenen Dir behaupt, dass d'Regierung se investéiert hätt an dëser Pandemie, wou déi hier géife kommen. A mir verlaangen - ech soen dat och elo haut, et sinn nach véier Stonnen Zäit -, dass Dir virum Enn vun dësem Debat der Chamber schréftlech, dat brauch kee Schmöcker ze sinn, op enger DIN A4-Säit, genau beschreift, wéi Der op déi 11 Milliarde kommt.

#### (Interruption)

Well déi 11 Milliarden, vun deenen Der schwätzt ... Aus deenen Dokumenter, déi mir virleien hunn, do komme mir op 2,6 Milliarden Euro! An déi 2,6 Milliarden Euro, dobäi sinn nach 600 Milliounen Euro - 600 Milliounen Euro! -, wat Reporte si vu Steieren a vu Sozialleeschungen, déi jo iergendwéi awer eng Kéier erakommen. Wann e Report do ass, dann ass dat reportéiert, mee déi kommen dann dëst Joer eran. An da muss ee vun deenen 2,6 Milliarden - minus déi 600 Milliounen - nach eng Kéier iwwer 350 Milliounen ewechzéien, ...

#### (Interruption)

... nämlech déi, déi rembourséiert goufen um Niveau vun dem Chômage partiel. An ech mengen, wann een iwwer e Stabilitéitspakt diskutéiert, da muss een awer déi Diskrepanzen do am Sënn vun der Transparenz aus dem Wee raumen.

Dat geet eigentlech och nach virun, well och um Niveau vun der sougenannter Staatsschuld kënn awer ... Et muss ee sech schonn dréien a kéieren, fir hannen an den Detailer vun den Tabloe kucken ze goen, wat fir eng Chifferen dann esou richteg sinn. An Ärem Text sot Dir, dass am Joer 2020 eng Staatsschuld do gewiescht wier vu 15,94 Milliounen (veuillez lire: 15,94 Milliarden) Euro, dat heescht 24,9 %.

Mee, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutéieren iwwert de Stabilitéitspakt net vun 2020, mee mir diskutéieren iwwert de Stabilitéitspakt vun

2021. An dat ass eigentlech awer ënnerschloen, dass am Mäerz dëst Joer zwou an eng halfe Milliarden Euro Emprunt opgeholl goufen. An ech hu mer dann d'Méi gemaach, fir emol ze kucken, wat esou iwwert dat lescht Joer, also vum Abrëll 2020 bis Abrëll 2021, vu Scholde vum Staat gemaach gouf. Dat sinn zesumme 7 Milliarden Euro Staatsscholden. Ech soen lech och, wéini dass se gezu goufen: am Abrëll 2020 2,5 Milliarden Emprunt, am Juni 2020 - do hate mer Diskussiounen, well dat hat Der der Chamber och net direkt matgedeelt -, dat waren déi sougenannt Certificats d'investissement, fir 350 Milliounen Euro, am September koum dann en Emprunt vun 1,5 Milliarden Euro an am Mäerz dëst Joer en Emprunt vun 2,5 Milliarden Euro.

Ech halen lech awer zegutt, dass vun deene 7 Milliarden der ronn 1,85 Milliarden do waren, fir fréier Emprunten, déi ausgelaf sinn, zrëckzebezuelen. Nichtsdestotrotz, Dir Dammen an Dir Hären, muss mer awer da feststellen, dass iwwert dat lescht Joer méi wéi fënnf Milliarden Euro netto Schold gemaach gi sinn.

An dat wier eigentlech ee Punkt, wou een hätt missen driwwer diskutéieren a wou et och gutt gewiescht wier, wa mer am Virfeld eng Rei vun Explikatiounen vun lech doriwwer hätte kréien. Well wéi ass et dann ze erklären, Dir Dammen an Dir Hären, dass hei gesot gëtt praktesch: „Mir hunn 2,5 Milliarden Euro Emprunt opgeholl an domat hu mer déi ganz Kris duerchfinanzéiert“? Mir hätten eigentlech gäre gehat, dass Der dem Land erkläert hätt, Här Finanzminister, wisou dass mer mat 5 Milliarden Euro netto Schold trotzdem nach e Solde an der Administration centrale hu vun 3,3 Milliarden Euro fir 2020 a fir 2021 nach eng Kéier eng Schold vun 2 Milliarden Euro, sachant bien dass, wéi ech dat virun ausgeféiert hunn, déi Pandemie de Staat bis elo eigentlech netto 1,65 Milliarden Euro kascht huet.

Ech mengen och, dass d'Äntwert dorobber relativ einfach ass. Et ass verpasst ginn, och wann Der dat net gären héiert, Här Finanzminister, dass an deene Joren, wou d'Steierkeess wierklech nëmmen esou gespruddelt huet, nämlech 2017, 2018 an 2019, besonnesch um Niveau vun der Betriebssteuer ... Dat war awer keen ekonomesche Phänomeen. Dat war ganz einfach e Phänomeen, dass do d'Enterprisen hir Steieren op Base vun Déclaration-électronique gemaach hunn an dass dann e ganze Punkt vu Solden, déi sech accumuléiert hate vun deene Jore virun, beieneen erakomm sinn; eng Einnam, déi awer net rekurrent ass, dat heescht, op gutt Lëtzebuergesch, déi sech iwwer déi nächst Joren net wäert widderhuelen. Et ass een awer vun deene gudden Einnamen ausgegangen, fir dann eng ganz Rei vun Ausgaben ze tätigen. An dann: „Dir kritt eppes, gratis Transport ...“, et gëtt gratis hei a gratis do! Jo, a wann et dann eng Kéier net méi esou richteg dréit an der Ökonomie, dann ass d'Lach am Kapp do!

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat bréngt och mat sech, dass een eigentlech op weesentleche Politikfelder, déi ganz néideg sinn, fir d'Kohäsion bei eis am Land ze halen ... An d'Kohäsion, géif ech soen, bei deene 650.000 Lëtzebuerg an Netlëtzebuerg, déi hei wunnen, ass eng vun deene gréissten, wann net déi gréisst Stärkt, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen. Ech mengen, do si mer eis parteiwwergräifend an och majoritéits- an oppositionsiwwergräifend driwwer eens. Virun allem ass verpasst ginn, an dat wëll ech ganz kloer och haut ausféieren, fir an déi sozial Gerechtegkeet ze investéieren. Wann et engem Land gutt geet, da muss een och als Staat déi Regulatioun huelen an et muss een deenen, deenen et manner gutt geet, deene Schwaache bei eis aus der Gesellschaft, hëllef, dass déi Diskrepanz, déi Inegalitéit, déi besteet zwëschen hinnen an deenen, déi vill hunn, erfoggeet.

An eppes, wou ech lech wierklech muss kritiséieren, an dat ass awer frappant: Mir haten 2008/2009 ... Et gëtt jo oft de Verglach gemaach zwëschen dëser Kris an der Finanzkris vun 2008 an 2009, wat zwou Krisen sinn, duerch déi d'Land gaangen ass, déi awer eng total aner Ursach hunn an déi ënnerschiddlech och op d'Leit am Land gewierkt hunn. Mir haten 2008/2009 72.000 Leit - dat waren der deemools och ze vill -, déi ënner der Aarmutsgrenz gelieft hunn. Abee, 2019, no deene fette Joren 2017, 2018, 2019, hate mer der net nëmmen 72.000, mee do hate mer 122.000 Leit, déi ënner der Aarmutsgrenz gelieft hunn. Dat ass eng Progressioun vun 69 %. Mee d'Bevëlkerung an deem selwechten Zäitraum, déi ass nëmmen ëm 24 % an d'Luucht gaangen.

A wa mer da kucken, wéi deen Aarmutsrisko sech nach verdeelt: Dee verdeelt sech haaptsächlech nach op déi Leit, déi elengerzéiend sinn, well bei den Elengerzéienden, do hu mer mëttlerweile en Aarmutstaux, dee geet iwwer 42%! Dat heescht, praktesch ee vun zwee Elengerzéienden zu Lëtzebuerg mat Kanner, dee leeft ënner der Aarmutsgrenz - ënner der Aarmutsgrenz! Dat muss Der lech virstellen an deem räiche Lëtzebuerg!

An duerfir soen ech lech och, dass Der total inakzeptabel, onzoulanglech Ënnerstëtzung geholl hutt, fir déi Inegalitéit um Niveau vum Verdeeel

dem Räichtum am Land zwëschen den eenzelne Bevölkerungsgruppen auszegläichen. A mir kënnen duerfir och net novollzéien, dass Är Partei, d'Partei vun dem Staatsminister, sech schwéiergedoen huet am Dezember d'lescht Joer, fir der Augmentatioun vum Mindestloun vun 2,8 % zouzestëmmen. Dir hutt dat gemaach, mee Dir hutt et gemaach ..., an ech hunn nach d'Wierder vum DP-Spriecher vun deemools am Kapp: „Mir sinn d'accord mat der Erhéijung vum Mindestloun vun 2,8 %, sous condition dass och déi sougenannt Prime unique ausbezuelet gëtt un d'Betriber, wann déi Salarieë während der Pandemie bis den 30. Juni 2021 an der Beschäftigung halen.“

Här President, dat ass genau den Ënnerschied zwëschen der CSV als Chrëschtlech-Sozial Vollekspartei vun der Mëtt an enger liberaler Partei, der DP! Fir eis ass et ganz kloer, dass eng Mindestlounerhéijung, wann déi iwwert de Mindestloun-mechanismus ufält, dass déi ausbezuelen ass ohne Wenn und Aber. An et kann net sinn, dass déi Leit, déi souwisou schonns all Mount müssen de Rimm enk schnallen, dass déi muss „conditionéiert“ sinn, bis dass och déi aner, déi an der Reegel vill méi hunn, och da vum Staat ënnerstëtzt ginn. Fir d'CSV war et ëmmer ganz kloer, dass d'Mindestlounerhéijung muss ausbezuelet ginn, wann de Mechanismus et ausweist, an dat a gudde wéi a schlechten Zäiten. Dozou stounge mir an dozou wäerte mir och an Zukunft stoen.

#### ■ Plusieurs voix - Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV)** - Jo, Dir kënn elo laachen, Här Fayot! Mee Weises zielt! Mir hunn dat ëmmer gemaach. Jo, jo, jo, jo!

Ech kann awer nach weiderfuere. Mir kënnen och net novollzéien, dass grad Är Partei - wou Der elo laacht -, dass Är Partei net mat op de Wee gaangen ass, ...

#### (Interruption)

... fir d'Sozialleeschungen a besonnesch d'Kannergeld, fir dat un den Index unzepassen. Well wann Der de „Panorama social“ - ech ginn dervun aus, dass Der deen als Wirtschaftsminister och gekuckt hutt, deen iwwerengs ganz gutt gemaach ass vun der Chambre des Salariés, vun der Salariaatskummer -, wann Der dee liest, dee geet ausféierlech op déi Problematik hei an an dee seet ganz kloer, dass eigentlech déi Ëmverdeelung net zur Genüge gemaach gouf. An do zielt och nun emol derbäi, dass d'Kannergeld net indexéiert ass. Well wa mer esou vill Elengerzéiender hunn, besonnesch mat Kanner, wann déi ënner dem Aarmutsrisko liewen, jo, dann zielt och den Netindexéierung vun de Sozialleeschungen a vun dem Kannergeld do derbäi.

Da muss ech lech och soen, dass ganz kloer festgehale ass vun der Salariaatskummer, dass déi Transfertleeschungen, déi gemaach ginn an all Land, dass déi zu Lëtzebuerg, contrairement dozou, wéi dat ëmmer an der Vergaangenheet de Fall war, net derzou bäigedroen hunn, fir déi Ëmverdeelung méi sozial gerecht ze gestalten. Dat ass manner grouss ausgefall wéi zum Beispill an Eisträich a wéi och a Frankräich.

Dann, eppes Leschtes an deem Punkt wëll ech lech awer och soen: Hei gëtt zënter 2013 bei Untrëtt vun dëser Regierung behaupt, an dat kënn da reegelméisseg virun erëm, dass gesot gëtt: „Ob bestuet, gepacst, gekummert, elengerzéiend, jiddweree soll no där selwechter Steierklass besteiert ginn.“ An et gëtt ëmmer dann dat Beispill geholl vun den Elengerzéienden. Mee wat ass dann iwwert déi lescht aacht Joer op deem Punkt geschitt? Null, nada! Guer näischt. Guer näischt! Et ass näischt op deem Punkt geschitt. Dir kënn zwar soen: „Mir hunn e Steierkredit ageféiert.“ Mee dat, wat Der virginn hutt, nach bei där leschter Regierungserklärung, dass Der gesot hutt, Dir géift jiddweree iwwer eng Steierklass besteieren: Mir hu mol nach keng Viraarbecht gesinn! Op déi Fro, déi mer lech gestallt hunn, wat dat da géif kaschten insgesamt, hu mer bis haut nach keng Äntwert.

A wann Der op déi Proposition ..., déi d'CSV 2016 bei der Steierreform gemaach huet, nämlech, dass een zumindest emol den Iwwergangsdelay, wou ee vun der Steierklass 2 (veuillez lire: wou ee vun der Steierklass 2 op d'Klass 1 oder 1A eriwirgeet), wann ee verwitwet ass oder wann ee gescheet ass oder getrennt ass, vun dräi op fënnf Joer verlängert hätt, da wier een zumindest op deem Punkt schonn deene Leit eppes entgéintkomm.

An dann e leschte Punkt am Sënn vun de sozialen Ausgläichmechanismen. Mir hunn am Dezember d'lescht Joer eng CO<sub>2</sub>-Steier hei gestëmmt. De Punkt ass deen: D'CSV steet ze eng CO<sub>2</sub>-Steier, mee mir sinn der Meinung, dass dee sozialen Ausgläich vun der CO<sub>2</sub>-Steier hätt missen iwwert den Index geschéien.

#### (Interruptions)

Well et ass ... Jo, jo, Dir kënn elo laachen, mee et ass genau Är Partei, Här Fayot, déi ëmmer op de Kongresser gejaut huet: „Fanger ewech vun dem Index!“ Dass déi dat do stomm matgedroen huet,

dat ass fir eis eigentlech net novollzéibar. An et si sämtlech Gewerkschaften, vun der CGFP iwwert den OGB-L, iwwert den LCGB, iwwert d'Salariaatskummer a vill anerer méi, déi dat do ëmmer gefuerdert hunn.

Well et ass net nëmmen domadder gedoen, dass ee seet: „O, dat sinn déi puer Cent op dem Bensinn, déi dann derbäikommen iwwert déi Hausse vum Bensinn, déi souwisou zënter dem Dezember ufält“, mee wou et virun allem weesentlech zu Buch schléit, dat ass an den Energiekäschte beim Hëtze vun den Haiser. Well do geet et mat deene Leit, déi mat Mazout heizen ... An dat geet och aus de Piëcen ervir, dat sinn Erhéijunge vu 16 % pro Joer. 16 % pro Joer gëtt d'Heizrechnung fir déi meescht Leit méi deier! Well et ass net jiddweree, deen e Gasreseau ugeschloss ass. An et ass och net jiddweree, deen e voll isoléiert Haus huet. An et ass och net jiddweree, deen op Elektresch kann zrëckgräifen, fir säin Haus gehëtzt ze kréien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu gëschter Moien den David Wagner héieren um zéng op aacht (ndlr: op RTL Radio Lëtzebuerg) an do ass et ëm déi jonk Leit gaangen an en huet do sënngeméis gesot, wat richtig ass, wat riichter aus war, wou en op dat soziaalt Gefüge bei eis am Land gaangen ass, an do huet e gesot: „Do braut sech eppes zesumme bei där jonker Generatioun.“ A mir sinn eis net ëmmer eens, Här Wagner, politesch, dat ass och normal an enger Demokratie, mee ech ginn lech do vollkommene Recht!

An am Sënn vun der sozialer Kohäsion an och am Numm vun enger Chrëschtlech-Sozialer Vollekspartei wëll ech drop hiweisen, dass een dee Phänomeen, deen den Här Wagner ugeschwat huet, net sollt ënnerschätzen. Mir hu vill jonk Leit bei eis an dem Land. An iwwert dat lescht Joer ass eigentlech an der Inzidenz vun der Pandemie iwwert déi jonk Leit net vill geschwat ginn, an ech soen: ze wéineg geschwat ginn. Et ass mat Recht gekuckt ginn, dass een déi Vulnerabel schützt. Mee huet ee genuch dem Sort vun där jonker Generatioun Rechnung gedroen? Ech mengen net. Ech mengen dat ganz éierlech net! Et si jo eng ganz Rei vun Elteren och heibanne vun den Deputéierten: Déi jonk Leit, ech soen, jonk Erwuessener, déi sëtzen zënter iwwer engem Joer do hir Studien ze maachen, hir Ausbildung ze maachen hannert de Computeren - hannert de Computeren! Si hu keng sozial Kontakter, well se, natierlech pandemiebedéngt, ageschränkt sinn. An dat ass eppes, wat deene jonke Leit, besonnesch an deem Alter, feelt.

Elo stellt sech och d'Fro: Hunn déi jonk Leit genuch Perspektiven? Ech mengen net. Well et sinn der vill, déi maache sech, an dat gesitt Der an alle Statistiken, Iwwerleeungen an Ängschten iwwer hir Ausbildung, iwwer hir Léierplazen - kréie se Stageplazen? -, iwwert dat, wat geschitt no hire Studien - „Fannen ech do eng Aarbechtsplaz?“ A wann Der emol eng Kéier deen Taux vun deene Leit kuckt, wou de Chômage am meeschten an d'Luucht geet, dat ass dee bei där Kategorie vun 18 bis 25 Joer. Dee geet explosionsaarteg iwwert déi lescht Joren an d'Luucht! Dat kann Der an den eegenen Dokumenter, déi d'Regierung virgeluecht huet.

An den Här Wagner, an do kommen ech nach eng Kéier op hien zrëck, mengen ech, huet dee Sujet zu Recht ugeschwat, well wa Leit onzefridde sinn, wa se keng Perspektiven hunn, da brummt sech a braut sech iergendeppes zesummen, an da muss een oppassen, dass een net Sozialkonflikter, déi mer net kannt hunn zu Lëtzebuerg, déi wäit gefächert awer kënnen sinn, déi intergenerationell kënnen sinn, dass een déi net domadder lasstréppelt.

An dee gréisste Fleau, an et ass net aneschters ze bezeichnen, dee mer op deem Punkt kennen, dat ass d'Perspektivlosegkeet vun deene Jonken um Niveau vun de Wunnengen. Wéi wëllt Dir enger jonker Persoun erklären, ouni dass se elo e Réckhalt huet, sief et vun de Grousselteren, vun den Elteren, wéi déi zu enger Wunneng kënn? Dat ass ee reelle Problem!

Mir hu Präisser, jiddweree kennt déi: eng Millioun Euro en Appartement vun 100 m<sup>2</sup> a wäitsten Deeler vun dem Land. An der Stad an nach méi no zur Stad geet dat emol net méi duer. Dat geet emol net méi duer! A mat 100 m<sup>2</sup>, Dir Dammen an Dir Hären: Dat ass kee Gewan! Wann een zwee Jonker ass, da geet dat nach, mee wann déi Jonk emol Kanner kréien an déi Kanner, déi gi jonk Erwuessener, 12, 13 Joer ... Zu véier an engem Appartement vun 100 m<sup>2</sup>, wou nach Homeoffice ass, wou d'Kanner léieren a si tréppelt sech do op d'Feiss, ob een dat wëllt oder net, dat ass eng Realitéit!

Dir muss awer wëssen: Fir en Appartement vun enger Millioun Euro, dat si 40 Milliounen där aler Lëtzebuerg Frang, ze finanzéieren - well et ass jo kaum een, deen elo einfach aus der Portokeess do 300.000, 400.000 Euro op den Dësch ka bliedern -, dat sinn, an der Reegel, mat alle Renovatiounen, mat all deem, wat nach vu Supplementen ufält, 20 Joer 50.000 Euro Schold d'Joer zrëckzebezuelen. 50.000 Euro Schold, dat sinn iwwer 4.000 Euro de Mount - an elo sinn d'Zësen niddreg! Dat ass en Deel vun der Perspektivlosegkeet vun deene jonke Leit.



An ech muss awer do ganz éierlech soen: De Jean-Claude Juncker, an ech kommen erëm do op den Debat iwwer d'Lag vun der Natioun a firwat dee grad dëst Joer esou néideg gewiescht wier, am Mee 2005 huet den deemolege Premier erkläert: „Dat ass ee vun deene gréissten Echecke vu menger Politik. Ech sinn de Problem vun dem Wunnengsbau, vun dem Logement net Meeschter ginn.“ Ech hu fonnt, dass dat eng éierlech Ausso war. Et war eng intellektuell Éierlechkeet, fir ze soen: „Ech hunn do versot“, d'autant plus wou dräi Joer virdrun, dat wësst Der, Här Finanzminister, eng ganz Rei vu steierleche Moosnamen an anere soziale wunnengsbauleche Moosname gemaach goufen - et war d'Gesetz vum Juli 2002 iwwer d'„mesures favorisant l'accès au logement“. Déi hunn net richteg gegräff, jo, an duerfir ass och déi Ausso deemools komm.

Ech hätt mer awer erwaart, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass grad och de Staatsminister Bettel sech an där selwechter Éierlechkeet deem Problem gestallt hätt! Well mir mussen awer soen: Ass dann iergendeppes besser ginn zënter 2005, 2007 bis elo? Neen!

De Staatsminister Bettel huet gesot 2018 an engem Neijoerschinterview, oder 2019: „Ech kann lech haut soen, dass ech alles wäert maachen, dass mir a fénnef Joer e Land hunn, wou de Stau net den All-dag ass vun all Bierger, wou d'Wunnengsproblematik net d'Suerg ass vun all jonke Stot, wou d'Schéier téschent Aarm a Räich net méi grouss ginn ass“ - dixit Xavier Bettel no deemools geschloe sechs Joer blo-rout-grénger Regierung! Mee wat ass dann ënnert där blo-rout-grénger Regierung a puncto Logement geschitt? Sinn dann do d'Präisser manner staark geklomme wéi virdrun? Au contraire!

Zënter 2013 bis 2020/2021 elo sinn d'Präisser am Wunnengsbau em sage un schreibe 57 % an d'Luucht gaangen, eleng 16 % iwwer dat lescht Joer! Wann Der dat vergläicht, da sinn déi Wieder, déi ech lech hei virgelies hunn, da sinn dat „leere Worte“. Jo, dat kann een net aneschtens soen! Sinn da méi Wunnenge gebaut ginn? Ech gesinn nach d'Madamm Nagel, wéi déi gesot huet: „Elo maache mir hei emol Neel mat Käpp.“ Ben, hire Kapp ass gerullt. Si hu se an d'Wüst geschéckt, im wahrsten Sinne des Wortes. Mee ass dann do eppes iergendwéi weider geschitt?

Kuckt emol eng Kéier déi Logement, déi realiséiert goufen zënter 2007 an 2020. 2007 si genau 5.000 Logementer geschaaft ginn - am Joer 2007! Wësst Der, wéi vill dass der am Joer 2020 geschaaft goufen? Genau déi selwecht Zuel: 5.000 Logementer. Dat heescht, mat all deem ville Getuuts an alles, „Mir paken et elo un“ ënner Blo-Rout-Gréng: Iwwer déi lescht siwen, aacht Joer ass d'Zuel vun de Wunnenge kee Millimeter an d'Luucht gaangen an d'Bevëlkerung ass permanent gewuess, wat iwwerengs och eng vun den Urssaachen ass, firwat déi Präisser esou an d'Luucht ginn.

An ech fannen et eigentlech an deem Punkt och ganz bedauerlech, dass, wéi dat oft vun der DP gesot gëtt: „D'Offer um Wunnengsbaumaart muss méi grouss ginn“, „D'Spiral muss gestoppt ginn“, „Mir maache Baulandverträgg“, „simplification administrative“, an ech weess net, Gott wat alles komm ass ... Ech fannen et absolut bedauerlech, dass net profitéiert gouf, grad an dëser Kris, fir en oppenen Debat doriwwer ze hunn! Den Här Lies, de wunnengsbaupolitesche Spriecher vun der CSV, huet dës Éfteren, ënner verschiddene Reprisen, 23 Moosnamen iwwer de Wunnengsbau presentéiert.

Ben, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hätt ëmmer gären, dass sollten Alternativen ... Et gëtt jo ëmmer hei gejaut: „Wou sinn d'Alternativen vun der CSV?“ Ma ech soen lech der véier, fénnef, fir bei deenen ze bleiwen. A mir hätten dann och gären Är Meinung zu deenen Alternativen!

Ech soe ganz kloer, och wann dat net jiddwerengem gefält, dass d'CSV, éischtens, derfir ass, dass et zu Perimetererweiderunge kënn am Kontext vun der Landesplanung. Ech weess, dass dat net jiddwerengem gefält. Dat kënn och bei jiddwerengem, eenzelne Lobbygruppen, net ganz gutt un. Ech weess awer, dass et muss gemaach ginn. Well Dir kënn natierlech drop verweisen, wivill Dausenden Ar nach disponibel sinn an dem aktuelle Bauperimeter, mee wa se net mobiliséiert ginn, Här Benoy, wann en net verkeeft, jo, da verkeeft en net! Da kënn Der net als Gemeng oder als Staat dohinnergoen a soen: „An elo bauen ech eppes op d'äin Terrain!“, well d'Eigentum nach ëmmer Eigentum ass!

En zweete Punkt ass deen, och wann dat net ëmmer gären gesi gëtt, et ass awer noutwendeg, dat ass eng Noverdichtung. Mir sinn als CSV der Meinung, dass innerorts - „innerorts“, dat muss een natierlech deklinéieren; ech mengen, déi Gemengen, déi am Speckgürtel vun der Stad Lëtzebuerg sinn, do ass „innerorts“ eppes aneres, wéi wann e kuckt „innerorts“ an enger méi klenger, ländlecher Gemeng -, mee do muss noverdicht kënnen ginn. Do muss noverdicht kënnen ginn! Dat heescht, et muss méi dicht do kënnen gebaut ginn.

An da soe mir och, drëtzens, dass et fir eis ganz kloer ass, dass d'An-d'Luucht-Baue keen Tabu däerf sinn. Well firwat? Mee an d'Luucht bauen: Dat, wat

deier ass, dat ass den Terrain. A wann Der an d'Luucht baut, kritt Der forcement méi Meterkaree Logement op dee selwechte Bauterrain.

Da soen ech och ganz kloer, dass mir als CSV der Meinung sinn, dass ee lokal, dat heescht um Niveau vun de Gemengen, mee och landeswäit géint d'Buedemspeculatioun méi incisif muss virgoen. Mir stinn do derzou!

An e fénnefte Punkt ass deen, dass mir och ganz kloer soen, dass een sech an der Präsentwécklung vun den Terrainen net och nach däerf eng gëllen Nues verdéngen, ouni dass d'Allgemengheet domadder hir appropriéiert Contributioun kritt. An ech erkläre mech: Wann Dir, ...

#### (Interruption)

... wann Dir haut ...

Jo, mat de Steieren.

Wann Dir haut eng Immobilie hutt, ob dat en Terrain ass, ob dat en Appartement ass oder ob dat en Haus ass, wann Dir dat méi wéi zwee Joer an Ärem Besëtz hutt an Dir verkaaft dat, da bezuelt Dir op där Plus-value, dat heescht op deem Méiwäert, deen domadder geschafe gëtt, a forcement, wann d'Präisser esou an d'Luucht ginn, hutt Der deen, an der Reegel vun de Fäll, 20 % Steieren - 20 %, d'Hallschent vun Ärem normalen Taux.

Abee, mir sinn der Meinung, an ech soen dat och ganz kloer, dass ee vun där Faveur do net erëischt no zwee Joer ka profitéieren (veuillez lire: net schonn no zwee Joer sollt kënnen profitéieren), mee dass een deen Delai op fénnef oder méi Jore sollt ausweiden. Well mir fannen et net normal, wann Dir en Appartement haut kaaft, nach op Schold, wann Der nach aner Immobilien hutt, an Dir verkaaft dat no zwee Joer an Dir maacht do eng Plus-value, dass Der manner wéi d'Hallschent bezuelt vun deem, wéi wann déi Suen duerch e Salaire oder duerch soss eng Lountägteek geiften erworbe ginn.

An e sechste Punkt - mir kënnen awer nach ëmmer weiderfuere - vun deem mir och der Meinung sinn, dass en diskutéierenswäert ass: Ass et ubruucht, dass een iwwer de Wee vun engem Amortissement accélééré, deen zwar vu 6 % op 5 % erofgefëiert ginn ass, d'Ofsetze vu Scholden, dass een domat negativ Revenue ka generéieren, woumat een dann all déi aner positiv Revenuen, déi ee generéiert, zum Beispill Loun oder Pensioun, ka vermindere? Well et ka jo och net de Sport sinn, wann ech praktesch iwwerschëllt war, wann ech e puer Immobilien hunn, da kréien ech bei der Bank dat relativ einfach geléint, dass ech dann, loosse mer soe bei engem Appartement vun enger Millioun Euro, fir bei deem ze bleiwen, 50.000 Euro iwwer den Amortissement accélééré ofsetzen, an dass ech dann nach eng Kéier, an der Reegel, loosse mer soen, fir dat einfach ze maachen, 15.000 Euro pro Joer Scholdzënzen ofsetzen. Dat heescht: Ech setze 65.000 Euro vun der Schold op engem Appartement pro Joer vun de Steieren of, déi sech da kompenséiert mat anere positiven Akommesarten.

Ech mengen, dat ass eppes, wou een och muss driwwer diskutéieren. Dass dee System net sollt ofgeschafft ginn, dat stelle mer net a Fro, mee dass een awer driwwer no kann denken, dass een dat bis op ee gewëssene Punkt ka plafonéieren. Ech mengen, dat ass eppes, wou een, och am Sënn vun enger sozialer Gerechtegkeet a Steiergerechtegkeet, muss kënnen offen driwwer diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bedauern duerfir, dass an dësem Pacte de stabilité eng Rei vu klenger Moosnamen, och besonnesch an deem Pacte de relance, opgeworf goufen, mee dass virun allem déi Haaptpunkten, déi d'Land beschäftegen, nämlich sozial Ongerechtegkeet, d'sozial Ongläichheeten, Aarmutsrisiko, Logement, dass do keng richteg Moosname virgeluecht ginn. Well mat allem Respekt, a wat ech och gutt fannen, mir kënnen awer net soen, dass mer d'Logementskris léise mat engem Projet NeisSchmelz zu Diddeleng a mat engem Projet „Wunne mat der Wooltz“ zu Wolz, wou déi souwisou nach, zumindest deen zu Wolz, absolut an de Fousstapfe stinn, an ech mengen, wou bis 2027/2028 nach keng eng Wunneng wäert realiséiert ginn. Ech mengen, dass dat net duerget, fir de Problem vun de Logementer an de Problem vun Wunnengsbau insgesamt ze reegelen.

D'DP huet op hirem Kongress gesot: „Mir hu Verantwortung iwwerholl.“ Ech hätt léiwer gehat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann de Staatsminister gesot hätt: „Ech ginn an d'Chamber an ech stelle mech menger Verantwortung. Ech diskutéiere mat der Chamber.“

Wéi gesinn déi grouss Linne vun enger Steierreform aus? Kënn eng? Mir sinn als CSV do der Meinung, dass et net de Moment ass, fir d'Leit nach weider fiskalesch ze belaachten. Mir sinn der Meinung, dass et grad elo drëms geet, fir de Leit méi Kafkraaft ze ginn. Iwwerengs huet de Jean-Claude Juncker mat der deemoleger CSV/LSAP-Regierung dat do fir d'Privatleit gemaach 2009, well et ass ageféiert ginn - ech weess, dass dat vill kascht huet, mee jiddwereen hat eppes - dee sougenannte

„Kannerbonus“. Et ass net deen Décken, dass dee konnt méi ofzëien an doduerch méi dru verdéngt huet, mee jiddweree krut dee selwechte Kannerbonus, ob e Mindestlounbezéier war oder ob e Bankdirekter, Affekot oder Nottär war.

Da si mer der Meinung, dass een och hätt misse kucken, wéi een d'Betriber weider ënnerstëtz. Do hu mer keng kloer Indicatiounen.

Mir hu keng Indicatioun, wat um Niveau vun der Mobilitéit geschitt. Ech weess, dass dat vläicht an der Koalitioun vun der Majoritéit zu ënnerschiddleche Meinung feiert. Ech soen och do kloer d'Meenung vun der CSV: Jo, mir sinn d'accord a mir fannen dat gutt, dass an den Tram investéiert gëtt. Mir fannen et gutt, dass an d'Bunn, den Zuch investéiert gëtt. Mee mir soen awer gradesou daitlech, dass do, wou et néideg ass, och eng Strooss ze bauen, do, wou et néideg ass, eng Autobunn ze verbreden, dass een do net kann dat Spill do iwwer Jore maachen: „Mir mussen nach hei eng Etüd maachen, mir mussen nach do eng Etüd maachen“, „Mir kréie keen Terrain!“ an hei oder weider. Och do mussen dann, fir bei der Madamm Nagel ze bleiwen, „Neel mat Käpp“ gemaach ginn.

Mir ënnerstëtzen, ech wëll dat ausdrécklech soen, all Efforten, déi vun der Regierung gemaach goufen um Niveau vun der Fit\*4\*Digital, alles dat, wat dat Digital ubelaangt. Ech soen awer och do: Eng vun deene wichtegste Saachen, dat ass déi, dass mer um Niveau vun dem Digitalen derfir suergen, dass och all Deel vun den 2.600 Quadratkilometer um Lëtzebuurger Land, an dat däerft jo awer net esou komplizéiert sinn, déi selwecht Reseau Capacitéit huet. An dat huet sech besonnesch erweisen dëst Joer, dass eenzel, souguer eenzel Deputéierten, deemno, a wat fir engen Deeler vum Land se wunnen, net déi néideg Reseau Capacitéit hunn.

Op d'Armout, d'Ëmwelt a Logement sinn ech agaan-gen.

An eng lescht Saach: Ëmwelt, Energie a Klima. Also do muss ech lech soen, ech ka mer jo bal net virstellen, dass do déi eenzeg Léisung sollt dora bestoen, dass mer elo d'Chargy-Bornen do oprichten. An och do soen ech ganz kloer: D'CSV steet och zu Ëmwelt, Energie a Klima. Mee mir sti fir eng realistesch Approche zu Ëmwelt, Energie a Klima, eng Approche zu Ëmwelt, Energie a Klima, déi zesummegeet mam Wuelstand, déi keng Verbuetspolitik ass, mee déi eng Politik ass vun Hand an Hand téschent Ëmwelt, Energie a Klima an, déi aner Säit, Liewensqualität.

Aus all deene Grënn, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fanne mer, dass dat hei en onzoulängleche PSC, dat heescht Stabilitéitspakt, ass, en onzoulängleche Programme national de réforme, a mir hätte léiwer gehat, dass d'Regierung sech an hirer Gesamtheit der Chamber gestallt hätt an dass mer hätte kënnen en offenen Debat féieren iwwer déi weesentlech Erausforderungen, deenen eist Land sech muss an deenen nächste Méint a Woche stellen. An dat hätte mer kënnen maachen an engem Debat iwwer d'Lag vun der Natioun. Ech gesinn, dass dee Wëlle vun der Majoritéit net besteet. Dat ass bedauerlech. An ech hoffen, dass deen dann deemnächst, a spéitstens no der grousser Vakanz, nogeholl gëtt.

Ech soen lech Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. André Bauler (DP).** - Voilà, léif alleguer, ech hat mech e bëssen op eng stiermesch Ried beim Gilles Roth agestëmmt. Ech sinn awer frou, datt hien dat op eng ganz gedige Manéier gemaach huet, trotz alle méi oder manner berechtigten an onberechtigte Kriticken. An ech fannen, dat ass och gutt, dass mer dee Stil hei bäibehalen.

Léif alleguer, 2019 hat ech d'Chance an d'Éier, Budgetsrapporteur ze sinn. Mir hunn dat Joer, grad ewéi 2018, een Iwwerschoss verzeecht am Staatsbudget. Dat war sécherlech net mäi Meritt, ma et war de Meritt vu ville schaffende Leit a vun enger dynamischer, innovéierender, gesonder Wirtschaft, déi wéi en elegant Seegelschëff iwwer e rouegen Ozean gefuer ass.

Ufank 2020 huet sech dës positiv Entwécklung weider ofgezeecht - bis op eemol e Blët aus bloem Himmel op eist Schëff ageschloen huet an e Stuerm ausgeléist huet, bis also eng Viruskris, also een externe Schock, eis batter getraff huet.

Kommt, mir geheien emol e Bléck an déi rezent Vergehenheit! Wéi stoung et also em eis Economie d'lescht Joer em dës Zäit? Wat ass 2020 genee geschitt? Wou sti mer haut, nodeems mer vun enger sanitärer Kris kal erwëscht gi sinn? A wou steiert eis Economie hin?

Wéi ech d'lescht Joer op dëser Plaz Stellung geholl hunn, ware mer nach ganz am Ufank vum Stuerm. Eis Wirtschaft war gréisstendeels wéi e Schëff, deem seng Mannschaft virbereet war, fir de

Säitewand an déi héich Wellen, déi d'Viruskris ausgeléist huet, ze affrontéieren. Och wann d'Ekipp u Bord am Ufank net richtig wouss, wéi een Ausmooss dës Naturgewalt géif unhuelen, huet d'Regierung, dacks mat der breeder Ënnerstëtzung och hei vun der Chamber, d'Steierrad net lassge-looss.

Ech erënnere mech nach ganz gutt, dass ech heiansdo awer mat ängschtlichen Aen op déi verschidden Evolutione gekuckt hunn, déi ekonomesch, déi finanziell, d'Evolutione vun de Boursen, national an international, an et huet ee geduecht: „Et kënn nach no der Viruskris an no enger Wirtschaftskris eng Finanzkris, eng Bankekris, eng Kris, déi mer nach net kennen.“ Kee wouss, wou d'Rees eigentlech géif hi goen.

Mir haten et mat engem unbekante Feind ze dinn, engem Feind, deen net ze gesinn ass an deen an Asaz vun aussergeweinleche Moosnamen verlaangt huet. An zu dëse Moosnamen huet natierlech e Lockdown, eppes wat mer virdrun nach net kannt hunn, gehéiert. Der Regierung ass et net einfach gefall, fir zäitweis schwéierwiegend Moosnamen ze huelen, mee dës Moosname waren awer néideg, fir eis all a besonnesch fir déi Vulnerabelst an eiser Gesellschaft ze schützen.

Matzen an deem Stuerm kënnen mer eis all un d'Zuelen erënnere, déi mir d'lescht Joer am Kader vun der Presentatioun vum Stabilitéitspakt a Wuessenspakt an dem Programme national de réforme presentéiert kruten. Do kann ee roueg soen, dass eist Schëff staark um Schaukele war. Mir all heibanne waren erfëiert an Eenzel stoung de Schweess op der Stier, wéi mer d'Previsioun fir 2020 virgestallt kruten. Jo, bei der Diskussioun iwwer de PSC an de PNR d'lescht Joer hat ech meng Ried ugefaangen, andeems ech sot, dass mir an der déifster Wirtschaftskris zanter den 1930er-Jore stieche géifen. Mir hunn déi Zäit vun enger Decroissance, engem Réckgang vum PIB also, téscht 6 % a souguer 12 % geschwat. Dat waren Zuelen, déi eis, wa mer éierlech sinn, fäerte gelooss hunn, dass mer an enger net nëmme schwéier Wirtschaftskris wieren, mee dass mer an eng schwéier Depressioun géife rëtsche mat enger potenziell grousser Zuel un Aarbechtslosen an alle méiglechen negative soziale Konsequenzen.

Aussergeweinlech war awer och de Krisenmanagement vun der Regierung mat der Ënnerstëtzung vun der Chamber. Mat engem Stabiliséierungs- a Relancepak, wéi et der an der Europäescher Unioun nëmme wéineg gi sinn, si considerabel Mëtzel mobiliséiert ginn, fir de Leit, de Betriber an deene Selbstännegen ënnert d'Ärm ze gräifen an och schonn éischt Impulser am Après-Corona oder fir den Après-Corona ze setzen.

D'Moosname vun der Regierung an d'Widerstandsfäegkeet vun eiser Economie, virun allem och Dank der Fernaarbecht - dem „Teletravail“, wéi dat esou schéin op Franséisch heescht -, hunn hir Friichte gedroen, souwéi och all Ustengungen, déi d'Leit hei am Land op diverse Plaze gelescht hunn.

Loost mech an deem Kontext awer nach eemol drun erënnere, dass d'Regierung dës Mesuren nëmme dowéinst huele konnt, well an deene Jore virun der Kris deen néidege Sputt opgebaut gi war. Wier d'Viruskris net komm, wier d'Staatsverschuldung am Verglach zum PIB ënner 20 % gefall. Et kann ee soen „hätten an haten“, jo, dat ass richtig, mee et ass awer och eng Tatsaach, dass mer a puncto Staatsverschuldung gutt ënnerwee waren an datt mer ënner 20 % Staatsverschuldung par rapport zum PIB gefall wieren.

Déi zukunftsorientéiert Finanzpolitik an dësem Land huet eis, am Géigesaz zu deene meeschte Länner an der Europäescher Unioun, d'Méiglechkeet ginn, fir mam néidege Spillraum an dës schwéier Kris eranzugehen; e Sputt, deen et méiglech gemaach huet, dass mer séier Moosnamen op d'Bee stelle konnten, fir dës Kris ze meeschteren, ouni eis längerfristeg Ziler aus den Aen ze verléieren. De Sputt war do, well mer 2018 an 2019 nees zënter Laangem budgetär Iwwerschëss verzeche konnten, dat och a besonnesch am Zentralstaat.

Weider huet d'Struktur vun eiser Economie gewisen, dass se awer vill méi widerstandsfäeg ass, wéi dat an anere Länner de Fall ass. De Finanzsecteur, dee geleentlech vun enger Rei Leit ugesi gëtt, wéi wann et der Däiwel selwer wier, an den Dëngschtleeschtungssecteur am méi breede Sënn, déi hunn dofir gesuergt, dass eis Wirtschaft och während dem Lockdown - och Dank dem Teletravail, deen ech beileiwen net glorifizéiere wëll, well et net ëmmer méiglech ass -, net total zum Stëllstand komm ass.

Aus dëse Grënn gëtt fir d'Joer 2020 net mat engem Réckgang vu 6 % a souguer schlëmmstefalls 12 % vun eiser Economie gerechent, mee mat engem Minus vun 1,3 %, fir dat Joer, wéi eis och vum FMI rezent bestätegt gouf. An de Staatsdefizit wäert, esou wéi den Här Finanzminister et elo virun zwee Deeg bestätegt huet, nëmme hallef esou héich si wéi gefaart: net 5 Milliarden Euro, mee just 2,6 Milliarden - och wa mer eis déi hätte gutt kënnen erspueren!



Dat ass, den Ëmstänn entspreichend, eng relativ gutt Leeschtung. No Irland a Litauen si mer deen EU-Memberstaat mat der beschter wirtschaftlecher Performance fir 2020, virun allem, wann ee bedenkt, datt den ekonomesche Réckgang an der Eurozon fir d'Joer 2020 bei 7,1 % läit an de PSC 2020 nach e Minus vu 5,1 % fir Lëtzebuerg virgesinn hat.

Lëtzebuerg ass also besser wéi erwaart duerch d'Kris komm. Ee Gléck! Oder besser gesot: Gléck am Ongléck. Nennt et, wéi Der wëllt. Mir sinn also mat engem bloen A, wann ech dat esou dierf soen, derduerchkomm, mat enger Schrumm, mat enger décker Téitsch.

Déi rezent ekonomesch Indicateure kënnen optimisteschem stëmmen, och wann dat keen Zweckoptimismus soll sinn. Mir sollen awer och näischt klengrieden, wat sech gutt entwéckelt. Eis Budgetszuelen entwéckele sech den Ament an déi richteg Richtung. Notamment stelle mer zanter Januar eng positiv Entwécklung bei de Staatsrecetté fest. Mir maache jo déi Analys Mount fir Mount. An et ass och wichteg, datt mer dat, änlech wéi mer dat an der Zäit vun der Finanz- a Budgetskris 2008/2009 gemaach hunn, och Mount fir Mount maachen. D'Op-situatioun hat dat ugereegt a mir hunn dat och direkt esou an d'Praxis ëmgesat.

E Méindeg krute mer an enger Jointe vun der Budgetkontrollkommissioun an der Finanzkommissioun déi rezent Zuelen op den 31. März vun dësem Joer presentéiert. Interessant ass, datt dës Zuelen et erméiglechen, fir e Verglach mat den Zuele vu virun engem Joer ze maachen, also zum März 2020, wou d'Coronakris sech lues a lues bei eis installéiert hu. Mir gesinn, datt de positiven Trend vun den éischten zwee Méint vun dësem Joer sech weider bestätegt an datt eise Wee a Richtung Erholung vun eise Staatsfinanze weidergeet.

Och wann d'Resultater sech vu Mount zu Mount verbessern, ass dat hei awer nëmme eng Momentopnam. Et ass, wéi de Finanzminister sot, eng Foto. An ech wier dee leschten, dee wëllt jubiléieren, triumphéieren a soen: „A, elo ass alles nees an der Rei. Elo ass alles nees gutt.“ An awer, ech sinn dankbar derfir, datt d'Recetté vu Mount zu Mount steigen an datt mer eng positiv Entwécklung kënnen verzechnen.

Et geet den Ament biergop, mee mir mussen ouni Zweifel den néidege Recul zur Situatioun kréien. D'Tendenz ass berouegend, mee fir letztendlech ze wëssen, wou d'Rees higeet, wäerte mer méi Sécherheet eréischt um Enn vum Joer hunn.

Op den 31. März 2021 steet awer emol fest, datt d'Staatsinnamen, d'Recetten, bei 5,4 Milliarden Euro fir dat éischt Trimester dëst Joer leien. Dat ass eng Progressioun vu ganzer 466 Milliounen, also engem Plus vun 9,5 % am Verglach mam éischten Trimester 2020. Besonnesch ervirziewen ass och déi ganz positiv Entwécklung bei der Akommessteuer.

Eng remarkabel Progressioun gouf och beim Enregistrement als ganz Administratioun verzechent. D'Recetté sinn hei ëm méi wéi 14 % par rapport zum selwechten Zäitraum am Joer 2020 geklommen.

Ee kleng Réckgang vu 4 % ass bei der Administration des douanes et accises ze verzechnen. Mir kennen d'Ursaachen: D'Aféierung oder, jo, d'Zréckgräifen op den Teletavail während der Kris während dem Lockdown virun allem an d'Aféierung vun der CO<sub>2</sub>-Steier am Januar vun dësem Joer hu sech negativ, dat ass ganz kloer, op de Verkaf vun zum Beispill Bensinn an Diesel ausgewierkt.

Deem géintwärtig stinn ëffentlech Depensen, déi am Verglach mam éischten Trimester d'lescht Joer stabil bliwwen sinn. D'Croissance vun den Depensen steet a kengem Verhältnis zu där vun de Recetten. Déi kleng Hausse vun 0,6 % beweist, datt d'Ausgabe fir de Moment weider ënner Kontroll sinn, dat trotz undauerender Viruskrise.

Mir kommen also op e Solde tëscht de Recetten an den Depensen beim Zentralstaat, deen de Moment positiv ass, mir schreien also en Iwwerschoss vu 56 Milliounen Euro fir dat éischt Trimester vun dësem Joer. Eigentlech muss ee sech froen: Wien hätt dat nach viru Méint geduecht? Wéi gesot, dat ass awer nëmme eng Foto, et ass nëmme eng Momentopnam an et ass Virsicht gebueden.

De PSC 2021 gesäit fir de Gesamtstaat eng weider Verbesserung vir, soudatt mer den Defizit fir 2021 ëm bal d'Hallschent, wéi ech éinescht gesot hat, gekierzt kréien am Verglach zu den Dezember-Previsiounen.

An de Joren 2024 an 2025 wier och erëm mat engem lichte Iwwerschoss am Gesamtstaat ze rechnen, liese mer aus den Dokumenter. Dës Verbesserung wiere besonnesch der Dynamik an dem positive Schéiereffekt tëscht de Recetten an den Depensen um Niveau vum Zentralstaat ze verdanken. Virgëschter krute mer nach emol vum Finanzminister prezisiéiert, datt d'„general escape clause“ aus dem PSC dëst Joer weider an Europa, an der Unioun d'Application bleift an et och weider méiglech bleift, datt et zu enger Verlängerung bis Enn 2022 komme kéint.

Wa mer op d'Trajectoire vum Solde structurel kucken, da seet déi eis am Joer 2023 e Plus vun

0,3 % viraus. Dat wier ouni Zweifel ganz positiv, well da géife mer nees no un den OMT, den Objectif à moyen terme, vu plus 0,5 %, deen eis gesat ginn ass, erukommen, wann d'Reegele vum PSC bis dohin erëm operativ wieren.

Wat d'Staatsschuld betrëfft, wäert sech dës am Joer 2020 op 24,9 % vum PIB belafen. ouni d'Antreffe vun der Kris wiere mer hei souguer bei enger Schuld vu just 21 % vum PIB gewiescht.

Ewéi mer dat schonn am Budget 2021 gesot hunn, ass Lëtzebuerg dat Land an der Europäescher Unioun, wou d'Schuld während der Kris am mannste geklommen ass. Dës Ëmstänn hunn et eis erméiglecht, fir eisen Triple-A vun all de grouse Ratingsagence während der Kris bestätegt ze kréien. Dat grousst Vertrauen an eist Land huet d'Méiglechkeet ginn, fir - mir hunn dat och an der Finanzkommissioun reegelméisseg diskutéiert an och festgestallt - kënnen zu negativen Zënse Suen ze léinen an och eis Zënslaascht op eng spierbar Manéier no ënnen ze drécken.

Datt eis privilegiéiert Situatioun, verglach mam Rescht vun Europa, och e positiven Impact op eis Situatioun vun de Staatsschulden an Zukunft huet, schéngt mer evident ze sinn. Amplaz dëst Joer op 29,6 % vum PIB ze klammen, wäert d'Schuld op manner wéi 27 % par rapport zum PIB eropgoen, soudatt mer domadder rechnen kënnen, datt se bis 2023 ënner dem Plaffong vun 30 % bleiwe wäert, deem Plaffong, deen d'Regierung sech bekanntlech gesat huet, eng Grenz, déi sech d'Regierung operuecht hat, dat schonn am Koalitionsprogramm.

Och wann et op eise Seegelschëff dacks stiermesch war a komplizéiert Decisionen hu misse getraff ginn, huet d'Regierung, wéi bal a kengem anere Land vun der Europäescher Unioun, et fäerdegbruecht, ausgeglachen Entscheidungen an der Lutte géint dës Pandemie ze huelen. Duvunner hunn eis Ekonomie a soumat och eist Land als Ganz a virun allem d'Leit, déi hei liewen a schaffen, profitéiert. Genau dëst erlaabt et eis, fir, denken ech, erëm zimmlech séier op d'Been ze kommen, trotz alle Kollateralschied, déi ech bestëmmt hei net klengriede wäert, an et wäert eis erlaben, Lëtzebuerg op d'Zukunft virzubereeden.

Datt d'Regierung sech weiderhin am Sënn vun enger qualitativ orientéierter Entwécklung konsequent zu Investissementer a puncto Solidaritéit, spréich sozial Sécherheet, Logement, Nohaltgeket an infrastrukturell Attraktivitéit engagéiert, dat kann eigentlech nëmme begréisst ginn. Mat ganzen 2,9 Milliarden Euro, also 4,5 % vum PIB, ginn d'Investissementer dëst Joer héichgehalen. Et ass ee vun den héchsten Niveaue vun Investissementer vun deene leschte Joren. Déi sinn also net ofgebrach gi während der Kris, mee den Niveau ass bäibehale ginn. Dat entsprécht engem eigentlech nach méi héije Montant wéi déi ordinär Investissementer fir d'Joer 2019 - wäit iwwer dem EU-Duerchschnitt. An dat ass déi richteg Entscheidung, esou wéi dat den Ament vun all deene grousse Organisatiounen an Institutiounen, wéi zum Beispill dem FMI, och gerode gétt.

Fir dës Investitiounspolitik a Musek ëmzesetzen, wäerten eis och d'Fongen aus der Facilité pour la reprise et la résilience um Niveau vun der Europäescher Unioun ënnerstëtzen, fir eisen nationale Relanceplang ëmzesetzen.

Wéi mir et elo scho virgëschter vum Finanzminister a sengem Exposé erkläert kruten, hunn d'Memberstaaten an dëser exzeptioneller Kris en aussergewöhnlechen Elan vu Solidaritéit bewisen, wéi een en nach ni kennt huet, dat natierlech gekoppelt un d'Ustrenge vum Europäescher Zentralbank, fir genuch Liquiditéit am System ze halen. An dat, wat ech vir-drun ugeschwat hat, wou mir perséinlech och de Wapp gaangen ass - net well ech Aktien oder Obligatiounen hätt, mee well ech mer Suege gemaach hunn ëm dat, wat hannendrukënt, nämlech eng sozial, eng déif sozial Kris -, ass eis gelongen ze vermeiden, nämlech eng Finanzkris mat all hire Konsequenzen.

Mam europäesche Plan de relance „Next-Generation-EU“ - fir op Englesch ze bleiwen - ass en neie Meilestee gesat ginn. Ganzer 750 Milliarden Euro soll déi Europäesch Commissioun iwwer déi nächst sechs Joer op de Finanzmäert léine goen an a Form vu Prëten an der Héicht vun 360 Milliarden Euro, awer och vu Subside fir e Montant vun 390 Milliarden de Memberstaaten zoukomme loossen, fir esou der Covidkris an de Memberstaaten entgéintzewierken.

Grad de Volet vun de Subsidien ass, denken ech, vu grousser Wichtigkeet, fir an der ganzer EU - a mir wësse jo, wiwilll Staate schwéier eprouvéiert sinn, denkt emol un d'Staaten aus dem Süde vun Europa: Spuenien, Portugal, och Italien, Griecheland - aus der Kris ze kommen.

Iwwer d'Facilité pour la reprise et la résilience, déi mat bal 673 Milliarden Euro d'Pièce maîtresse vum europäesche Relanceplang ass, wäert Lëtzebuerg aus dem europäesche Fong ron 93 Milliounen Euro fir Projeten zougessprach kréien. Jo, dat muss

ee soen, Lëtzebuerg ass net ee vun deene gréissten direkte Beneficiairë vum europäesche Relanceplang, ma mir kënnen eigentlech frou sinn, dankbar sinn, datt dat esou ass, well dat heescht, datt mer am Verglach zu anere Memberstaate relativ gutt duerch dës Kris komm sinn.

A kommt, mir vergiessen awer och net, datt grad eis kleng a séier oppen Ekonomie dovunner profitéiert, jo, drop ugewisen ass, datt eis Partner an Europa déi néideg Ennerstëtzung kréien, fir erëm op d'Been ze kommen. Et gëtt ëmmer esou schéi vun de Politiker gesot, mir wiere keng Insel. Da ass esou eng Floskel. Jo, mir si wierklech keng Insel, well mir hänke vun eise Partner of, a wann et deene schlecht geet, kann et eis net gutt goen. Well vergiesse mer, jo, vergiesse mer net, datt mer alleguer vuneneen ofhängeg sinn, datt mer alleguer, fir op d'Schëff nees zrëckzekommen, an deem selwechte Boot sëtzen. Jo, wann et de Memberstaate gutt geet, da geet et och Lëtzebuerg gutt.

De Lëtzeburger Plan pour la reprise et la résilience beinhaltet eng kloer Roadmap, fir eis Wirtschaft op d'Erausforderunge virzubereeden - et sinn der e sellegen! -, déi eis och a grad no der Coronakris bevirstinn. Mir als DP-Fraktioun begreissen, datt d'Regierung dës Kris als - wann een dat esou soen dierf - Chance gesäit. Et muss ee se och als Chance gesinn, esou schlëmm dat och kléngt, an esou schlëmm dës Kris als fir vill Mënschen an etlech Betriber a selbstänneg schaffend Leit ass, well et heescht elo, fir mat engem nach méi grouse Schub, engem méi groussem Elan déi Zilsetzungen unzegeen, déi mer eis hei zu Lëtzebuerg selwer gesat hunn an déi awer och um europäesche Plang festgehale gi sinn.

De PRR wäert dofir eng Rei Projete virundriewen. De Plang, dee Lëtzebuerg presentéiert, bleift awer net bei deenen 93,5 Milliounen Euro stoen. D'Regierung huet decidéiert, fir e Package ze proposéieren, deen e Gesamtwäert vun iwwer 180 Milliounen Euro wäert hunn a soumat zur Hallschent iwwer den europäesche Plan de relance wäert finanzéiert ginn.

Déi dräi Piliere vum Plang, ech wëll se just kuerz nach eng Kéier uräissen, si folgend: éischts déi sozial Kohäsioun a Resilienz, zweetens déi gréng oder, loosse mer soen, déi nohaltig Transitioun an als drëttes Punkt dräi Schlësselwierder: „Digitalisierung“, „Innovation“ a „Gouvernance“.

Wat d'Distributioun vun de Fongen op déi dräi Piliere betrëfft, begreisse mer ausdrëcklech, datt de Lëtzeburger Plang d'Bréisseler Virgaben iwwertrëfft, andeems 61 % vun den Investissementer dem Klimaschutz déngen, also wäit méi wéi déi gefrote 37 %, an 32 % der digitaler Transformatioun, wou de minimale Seuil bei 20 % läit.

Déi momentan Kris huet ouni Zweifel fir vill Schued gesuergt, besonnesch a puncto sozial Kohäsioun. Och mä Virriedner huet dat evoquéiert. D'Repercussiounen op eis Ekonomie an eis Bevëlkerung hu sech alles anescht ewéi gläichméisseg verdeelt. Et stellt sech eng Fro vu sozialer Gerechtegkeet, jo. Mir gesinn, datt de Gruef tëscht Aarm a Reich weider tendéiert eropzegoen, heiheem a besonnesch am Ausland. Dat kann een net einfach ignoréieren, et kann een et scho guer net verdrängen, denke mer nëmme, ënner anerem, un déi bedenklech Entwécklung a verschiddene Beräicher, jo, och um Wunnensmaart.

Déi lescht Zuelen iwwer d'Entwécklung vun de Logementspräisser weisen, datt fir ëmmer méi Leit, dacks Jonker, a grad fir déi Jonk den Dram um Eegenheem zu enger riseger a villfach net ze bewältigender Erausforderung gëtt. Datt de PRR drop ofziilt, fir d'Erpsetze vun der Offer vun abordabele Wunnengen ze begleeden, ass dofir onëmgängelech.

Méi wéi jee hu mir an de leschte Méint gemierkt, wéi wichteg et och ass, en zolitte Gesondheetssystem ze hunn. Iwwerall an Europa sinn déi méi oder manner grous Schwachstelle vun de Gesondheetssystemer zum Virschäi komm, och bei eis heiheem. Mir hunn eis zu Lëtzebuerg vill Froe gestallt a mir hu festgestallt, datt mer och eng Penurie u qualifiziertem Personal am Gesondheetssystem hunn. Dat muss mer eis agestoen! D'Verstärkung vun der Widerstandsfäegkeet vum Gesondheetssystem, esou wéi de PRR et iwwer verschidde Reformen an och Investissementer virgesäit, ass eng wichteg Entscheidung, fir eist Land beschtméiglech op d'Erausforderunge vun enger demografescher Croissance an enger ëmmer méi aler Populatioun virzubereeden.

Mir hu gesinn, datt an deene leschte Méint verschidde strukturell Verännerunge beschleunegt goufen, virun allem d'Digitalisierung an hiren Impact op eist Privatliwen, eist eegent Liwen, awer och a grad op d'Aarbechtswelt. D'Uneegne vun neie Kompetenzen, besonnesch am digitale Beräich, gëtt ëmmer méi zu enger onëmgängelecher Kompetenz. Hei sti Stéchwierder, dat kléngt ëmmer e bësse moudesch, mee ech géif se awer kuerz erwänen, evoquéieren: „skilling“, „reskilling“, „upskilling“. Jo, déi Stéchwierder stinn am Mëttelpunkt a si si vu grousser Wichtigkeet. Datt mam PRR d'Initiativ vu „Future Skills“ an „Digital Skills“ verstärkt ënner-

stëtz gëtt, ass eng ganz wichteg Neiegkeet fir vill Leit, virun allem déi, déi op der Sich no enger Aarbechtsplass sinn oder an der Kuerzaarbecht sinn.

Mat 40 Milliounen Euro huet déi nohaltig Transitioun déi gréissten Enveloppe vum PRR. Dat ass och noutwendeg, well och wann duerch d'Covid-situatioun d'Erausforderungen am Beräich Klima an Ëmwelt net am Mëttelpunkt stoungen, sinn et awer grad dës Erausforderungen, déi weider akut sinn an déi mer mussen ugoen, well se eis haut an an Zukunft wäerten erwaarden an interpelléieren.

Als Basis, fir d'Projeten erauszesichen, gouf eisen nationalen Energie- a Klimaplang, de PNEC, geholl. D'Dekarbonisierung vum Transport ass eng vun de Prioritéitsachsen an dësem Kontext. An d'Moosnamen, déi de PRR virgesäit, hunn als Zil, d'Energieeffizienz an dësem Beräich ze verbessern. Eng weider Komponent - an do ass et gutt, datt de Staat mam gudden Beispill virgeet - ass d'Renovatioun vun ëffentleche Gebaier, fir d'Energieeffizienz vun dëse Bauten an d'Luucht ze setzen a méi breet wéi bis ewell op erneierbar Energien zrëckzegräifen.

Während der Pandemie sinn der vill vun eis nees méi an d'Natur gaangen a konnte sech emol erëm bewosst ginn, wéi wichteg de Schutz vun der Biodiversitéit ass. Ech hunn et och ganz sympathesch fonnt, gëschter sot eng Deputéiert vun der Oppositioun mer: „Ech wäert mer neierdëngs Hénger zouleeën, e Grappvoll Hénger“, einfach nëmme, fir sech selwer an deem Beräich ze approvisionéieren. A firwat och net, oder de Gaart nei ze gestalten, fir en einfach méi biodivers ze maachen, Päiperleken an Insekten a Beien nees unzeziehen, firwat och net? Jiddweree kann op seng Manéier e klengen Effort maachen. D'Deputéiert ass leider net heibannen, soss hätt ech hir nach eemol perséinlech felicitéiert.

■ **Une voix.** - Da sot eis, wien et war. Wie war dat dann?

■ **M. André Bauler (DP).** - Eng, ...

(Brouhaha)

... loosse mer soen, eng Deputéiert, déi net wäit vun eise Fraktiounschef ewech wunnt.

De PRR wäert an dësem Kontext den Naturpakt ënnerstëtzen, fir zesumme mat de Gemengen an dësem Beräich weiderzekommen.

Mir als DP-Fraktioun freeën eis och iwwer d'Initiativen, déi de PRR am Beräich vun der Digitalisierung - ech hunn et gesot - virgesäit. Eis Ekonomie, déi eng international orientéiert an äusserst oppe Wirtschaft ass, déi zu engem groussem Deel op Dëngschtleeschunge baséiert ass, dierf am Beräich vun der Digitalisierung net op d'Brems trëppelen, soss risquéiere mer an der weltwäiter Innovatiounscourse - ech géif déi Course emol esou nennen, fir et positiv ze formuléieren -, d'Pedallen ze verléieren. Mir brauche jo nëmme Richtung Osten ze kucken, also net den Ostbezierk, mee Richtung Osten, Richtung Asien, fir ze gesinn, a wat fir enger fulguranter Course mer eis do befannen. An do wäert keen eis schouwen!

Datt d'Digitalisierung e wichtige Pilier vun der Widerstandsfäegkeet vun engem Land ass, dat wäert och haut, denken ech, kee méi unzweifelen. Mir brauchen also zäitgeméiss an optimal Viraussetzungen, fir dat komplett Potenzial vun der Digitalisierung vun eiser Wirtschaft an awer och dat vun den ëffentleche Verwaltungen ze notzen. Eng Rei Initiative si jo an deem Beräich virgesinn. De PRR wäert eis hëllefen, fir déi ultra sécher Kommunikatiounsinfrastruktur op d'Been ze stellen, déi op der Quantentechnologie opgebaut ass. Domadder solle mer jo eng Stärkung vum vertraulechen Informatiounsaustausch tëscht dem ëffentlechen an dem private Secteur förderen.

Weider wäert de PRR eis ënnerstëtzen, fir den ëmmer méi komplexe Strukturen an der aggressiver Steuerplanung an awer och am Blanchiment an dem Finanzement vum Terrorismus entgéintzewierken a mat Hëllef vun digitalen Instrumenter besser ze monitoren. An ech denken, d'Kollegen aus der Finanz- a Budgetkommissioun, mee och all d'Kollegen heibanne wësse jo, datt mer an deene leschte Joren enorm Efforten an deem Beräich, mat diverse Gesetzesprojeten, déi mer hei ëmgesat hunn, gemaach hunn.

Léif alleguer, trotz allen Onsécherheeten, trotz alle Réckschléi, jo, trotz alle Kollateralschied, déi d'See-geschëff Lëtzebuerg dat lescht Joer op oppenem stiermesche Mier erlieft huet, gesi mer dach awer elo lues a lues ... De Politiker seet ëmmer: „Mir gesinn d'Enn vum Tunnel“. Ech soen: Mir gesi lues a lues dee laang erwaarte Liichttuerm um Horizont, deen eis an ee sécheren Hafe féiere soll. Jo, mir sinn nach net an dësem Hafen ukomm, mee d'Impfcampagne, och wa se net esou leeft, wéi mer se all am Dezember emol direkt projeziéiert kruten, an déi dach encourageant Zuelen, déi ech virdu genannt hunn, suergen dofir, datt de Wellegang manner hefteg ass.

Et soll een natierlech net ze fréi jubiléieren a keen Zweckoptimismus verbreedden, mee dës Regierung huet bis elo alles drugesat, wat an hiren Hänn läit, fir d'Situatioun ze stabiliséieren an d'Schëff zumin-



dest an déi richteg Richtung ze steieren, wuel wëssend, datt dës Kris grouss Schied hannerléisst um Aarbechtsmaart an, wéi och de Gilles Roth dat betount hat, bei Deeler vun eiser Jugend, fir nëmmen déi ze nennen. Vill Leit, besonnesch an de Btriber, sinn zousätzlech a psychesch Nout gereden, wa mer vum PIB du bien-être schwätzen, a mir hate jo nach just virun der Kris en Debat hei am Parlament zu där Thematik, da solle mer dat och net aus dem Bléckfeld verléieren. An hei bleift vill ze dinn, fir de Mënschen ze hëllefen. Och wann et nach international Onsécherheete gëtt, d'Regierung, denken ech, verléiert keng Zäit, fir d'Sortie de crise ze preparéieren an och schonn deelweis ëmzesetzen.

Jo, dës Viruskrise huet hir Spueren hannerlooss, mee si huet och gewisen, datt mer all zesumme grouss Erausforderunge séier an decidéiert ugoen a packe kënnen. Mat de sëllegen Initiativen, déi um europäeschen an nationale Plang lafen, begéine mer dës Defien, déi, nieft der Lutte géint d'Coronakris, d'Leit dobausse beschäftegen. Dat sinn de Klimawandel, d'Digitalisatioun, awer och d'Situatioun um Wunnengsmaart, fir nëmmen déi ze nennen.

Mir kënnen houfreg sinn op dat, wat gelescht ginn ass, op dat, wat d'Regierung u Mëttele deployéiert huet, a mir kënnen houfreg sinn op deen Asaz, dee gelescht ginn ass, och a grad hei an der Chamber, vun alle Säiten. Mir kënnen all, wa mer wëllen, derzou bäidroen, dës Welt e Stéck méi sécher, méi innovativ, méi soutenabel a méi gerecht ze maachen. Do läit nach effektiv en décke Batz Aarbecht virun eis all. An deem wéilt ech eigentlech och näischt méi bäifügen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här André Bauler. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Claude Haagen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Merci, Här President. Nieft dem Debat iwwert de PSC, PNR ass dës Joer, an et ass schonn ugeklongen, och de PRR, de Plan pour la reprise et la résilience, um Programm, dës natierlech am Kader vum Semestre europäen souwéi och a Betrecht vum der Pandemie.

Wéi d'Virriedner dat och schonn ugeschwat hunn: Ech ka mech och nach ganz gutt erënneren, virun engem Joer, wéi mer hei stoungen an diskutéiert hunn, wéi am Fong d'Ekonomie d'nächst Joer géif ausgesinn, wat fir eng Méiglechkeete mer hätten, wat fir eng Relance, wat d'Tendenze wiere fir deen Defizit oder déi Rezessioun, déi méiglech Rezessioun. An déi Botschaften, déi komm sinn iwwer Statec, iwwer Pronosticken, tëschent 6 % bis 12 % - Här Bauler, Dir hat se schonn ugeschwat -, ech denken, do si mer alleguerte frou, datt se sech net esou an d'Realitéit ëmgesat hunn.

Wat am Virfeld awer stoung, denken ech, dat ganz Joer, an dat kënn mer heiansdo - an dat ass kee Reproche un iergendeen - ze kuerz, dat sinn déi Hëllefen, déi awer trotzdeem ugebuede gi si vun der Regierung, vun der Chamber, mam Accord vun der Chamber natierlech, fir eis Populatioun, fir d'Leit dobaussen. A wa mer hei en Debat féieren iwwert déi dräi Dokumenter, da solle mer net vergiessen, datt mer eng Pandemie hunn, datt mer se nach ëmmer hunn, datt se net eriwuer ass - ech paken Holz un, datt se geschwënn eriwuer ass -, mee datt se nach ëmmer net eriwuer ass, datt mer d'Mëttele hunn, fir dat ze bekämpfen, wann déi Mëttele weiderhi gutt sinn, an datt mer am Land vill krank Leit hunn an och Doudeger haten. An dat solle mer bei all deenen Iwwerleeunge wierklech net vergiessen!

Ech weess, datt mer heiansdo d'Tendenz hunn, fir ze kucken: „Wéi kréie mer dat finanziell hin?“ „Wéi kréie mer dat ekonomesch hin?“ „Wéi ass eise Gesondheetssystem?“ Mee hei hannendru stinn iwwerall Mënschen, déi direkt - wéi mir alleguerten och - betraff sinn. Dofir kann ech och direkt soen, datt mir als LSAP weider wäerten Investissemter an eis Gesondheitsversuerung ënnerstëtzen souwéi och Investissemter an de Finanzement vun der Resilience vun der Finanzwelt an och vun der Ekonomie.

Natierlech lafen ech Gefor hei, wann ech iwwert d'effentlech Finanze schwätzen, am Fong dat ze soen, wat de Virriedner gesot huet an och aner Leit nach wäerte soen. Et ass awer wichteg, an do gesi mer jo och, datt et wichteg ass, datt mer dat ëmraissen: D'Staatsfinanzen - an dat solle mer awer och soen - sinn, trotz der Pandemie an de ville Restriktiounen, gutt fir d'Joer 2020. Mir sinn, et ass ugeklongen, mat engem bloen A - et ass vläicht, well mer no beiene wunnen, Här Bauler, mee ech hat dat och am Kapp, fir ze soe „mat engem bloen A“, et ass awer elo keng Uspilling op de Finanzminister - gutt derduerchkomm.

(**Hilarité**)

Mat engem Minus vu grad emol 1,3 % um Niveau vum PIB si mir no Irland a Litauen dat Land an der EU, wat am beschten duerch d'Krisenjoer 2020 komm ass. Ob dat elo de Leit dobausse vill hëlleft, datt ass

eng aner Saach. Mee op jidde Fall hëlleft et, fir d'Ekonomie an och d'Finanze vu Lëtzebuerg ze garantéieren.

Am véierten Trimester 2020, wéi iwwerall an der EU an och zu Lëtzebuerg hu missen déi sanitär Restriktiounen verschäerft ginn, ass zu Lëtzebuerg d'Aktivitéit souguer nach gewuess, dat weisen d'Zuelen, souwuel par rapport zum Trimester virdu wéi och am Verglach mam véierten Trimester vum leschte Joer, also 2019.

Déi effektiv ausbezuelten Hëllefen am Kader vun der Covidkrise belafe sech Stand Mäerz 2021 op 4,2 % vum PIB. Eleng fir d'Joer 2020 sinn d'Hëllefen an der Héicht vun 3,2 % vum PIB gewiescht, also iwwer 2 Milliarden Euro. Trotzdeem stelle mer fest, datt fir 2020 den Defizit vum Gesamtstaat mat 2,6 Milliarden nëmmen e bësse méi wéi hallef, an de Virriedner huet dat och gesot, esou déif gewiescht ass, wéi en am PSC 2020 virusgesot gi war.

Fir dës Joer wäert sech den Defizit am Gesamtstaat mat 1,36 Milliarde respektiv engem Minus vun 2 % vum PIB op engem Niveau beweegen, datt Lëtzebuerg erëm ouni Problem kéint d'Maastricht-Krittären erfëllen, och wann déi berüümtberüchtigt Clause dérogatoire net vun der EU-Kommissioun gezu gi wier.

Gezunn duerch déi besser Entwécklung, notament beim Zentralstaat, wäert de Projektionen no am Joer 2024 schonn erëm en Excedent um Niveau vum Gesamtstaat ze erreeche sinn.

De PIB réell wäert an dësem Joer grad wéi am nächste Joer mat 4 % nawell anstänneg wuessen. Dës weist, datt eis Ekonomie an hire Fundamenter resilient a gesond ass - an dat ass och d'Haaptsaach!

D'Enquête de conjoncture weist, datt an der Industrie grad ewéi am Secteur vum Bau d'Veutraue vun den Acteuren an déi wirtschaftlech Perspektiven héich bleift. D'Croissance vum PIB réel vu plus 4 % wäert eis erlaben, am Joer 2023 erëm den OMT, den Objectif budgétaire à moyen terme, bal ze erreechen. Ech mengen, et ass ëm plus 3,5 %.

(**Interruption**)

0,3 %, pardon, jo, jo. Jo, et ass 0,5, plus 0,5, dat ass richteg. Also mee mir haten awer och schonn eng Kéier en OMT mat minus 0,5. Dofir muss een ëmmer kucken, vu wat fir enge Joren datt ee schwätzt.

Domadder wäert Lëtzebuerg also trotz der Covidkrise d'Krittären vum preventiven Deal vum PSC anhale kënnen, wann d'Clause dérogatoire générale virausiichtlech net méi spille wäert.

Den OMT dierf awer - an dat denken ech, ass eng Iwwerleeung wäert, dat ass op jidde Fall d'Meenung vun der LSAP - och zu Lëtzebuerg net zu engem Instrument ginn, wat eis onnéideg aschränkt an eiser Investitiounspolitik. Ech denken, datt déi Iwwerleeungen net nëmmen hei a Lëtzebuerg geféiert ginn, mee och um europäesche Plang a villen europäesche Länner.

Innovatioun an Investissemter an d'Zukunft vun eisem Land mussen iwwerweie par rapport zum Festleë vu budgetären, ech soen emol, „Restriktiounen“. D'Aussetze vun der „general escape clause“ huet an allen europäesche Länner gehollef, sech déi finanziell Moyenen iwwerhaapt ze ginn, fir géint de Virus an dëser Pandemie virzegoen.

D'Clause dérogatoire, also domadder och d'Aussetzen vun de Maastricht-Krittären, wäert also nach dës Joer an - Här Finanzminister, Dir hutt dat och gesot - warscheinlech 2022 spillen. D'Festsetze vun neien OMT fir d'Joren 2023-2025 wäert also dat nächst Joer bestëmmt ginn. Eis gesond Ekonomie wäert et eis awer och erméiglechen, eis effentlech Schold relativ niddreg ze halen. Zwar ass eis Schold par rapport zur Wirtschaftskraft enn 2020 op ee Joer gekuckt ëm 2,8 % geklommen. Allerdéngs, wann ee sech un d'Projektiounen vum PSC 2020 erënnert, ass et emol net hallef esou vill virun engem Joer virusgesot.

Deemno wäert d'Lëtzebuerg Regierung hiert Engagement aus dem Koalitionsprogramm anhalen, d'effentlech Verschëldung bei ënner 30 % vum PIB ze halen, trotz dëser graver Kris, déi kee Mënsch konnt virusgesinn. De Käschtepunkt vum Service de la dette - an dofir hunn ech d'Blat och ëmgedréit, well ech déi Zuelen awer net alleguerten am Kapp hunn - ass deementspriedend historesch niddreg. 2013 louch de Service de la dette bei 245 Milliounen, 2020 nach bei 149 Milliounen. An d'Emprunte sinn zum Beispill mat engem negativen Zënssaz ofgeschloss ginn. Estland ass dat eenzegt Land an der EU, deem säi Service de la dette par rapport zu sengem PIB nach e bësse manner héich ass wéi dee vu Lëtzebuerg.

Ech hunn d'EU schonn ugeschwat, eis aner europäesch Länner, eis Partner. Lëtzebuerg ass 2020, dat hunn ech scho gesot, relativ a finanziell gutt dervukomm. Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt dat nach net laang iwwerall bei den europäeschen Nopere de Fall ass. Déi Memberstaaten, déi vun der Finanzkrise vun 2008 scho staark getraff gi sinn a grad erëm ugefaangen haten, sech ze erkrabbelen,

leiden och dës Kéier erëm eng Kéier am meeschten ënner der wirtschaftlecher Rezessioun. Dat läit engersäits dorun, datt bei Länner wéi zum Beispill Griicheland, Italien, Spuenien, deelweis och Portugal, Secteur vun der Ekonomie ganz staark vum Tourismus ofhänken, dee vun de sanitäre Restriktiounen a besonneschem Mooss getraff ginn ass.

Anerersäits ass et eben och an dës Länner gewiescht, wou d'Sozialsystemer no der Finanzkrise vun 2008 enger drakonescher Austeritéit zum Affergfall sinn an dofir elo net méi d'Leit esou kënnen opfänken. Virun allem um Aarbechtsmaart spiert een dat, wann een d'Zuele kuckt um Niveau europäen, ganz gutt. D'Opweeche vum Aarbechtsrecht a villen EU-Staaten huet seng Konsequenzen. Eurostat huet d'lescht Joer scho bekannt ginn, datt an Italien zum Beispill 22,2 % vun deene Jonken tëschent 15 an 29 Joer weeder studéieren nach an enger Formatioun sinn oder eng Aarbecht hunn. A Griicheland sinn et 17,7 %. Generell ass ze observéieren iwwerall, datt den Aarbechtsmarché an der EU eng Dualitéit opweist. An dat, muss ech soen, mécht eis besonnesch Suergen. Op där enger Säit den CDI an op där anerer Säit flexibel, ëmmer méi flexibel Aarbechtskontrakter. Déi éischt Variable d'ajustement, bon, déi éischt, déi betraff sinn, si Jonker a Fraen, déi da riskéieren, ëmmer méi an d'Prekaritéit ze rutschen.

Dës soll eis alleguerten interpelléieren. Et interpelléiert op jidde Fall d'LSAP. Et ass net am Interêt vun engem Land wéi Lëtzebuerg, wat eng kleng an open Ekonomie huet, wa ronderëm eis verschidde Memberstaaten a Schwieregkeete kommen. Aus deem Grund muss grad elo Lëtzebuerg d'Beméiungen ënnerstëtzen, fir d'Maastricht-Krittären méi flexibel an, datt ass eis Meenung, manner uniform ze maachen.

Wa mir 2023 vun de Memberstaaten alleguerte verlaangen, sech erëm séier op eng budgetär Trajectoire ze beweegen, déi eenzeg derfir do ass, de Staatsdefizit ënner 3 % ze drécken, da wësse mer, datt dës wäert drastesch Aschnëtter iwwerall an der EU an den effentlechen Investissemter mat sech zéien. Déi néideg Investissemter an d'Zukunft um Altor vun der Rigueur budgétaire ze afferen, huet ee ganz héije Präis um soziale Plang, well dat einfach net méi kompatibel ass an net méi ze bezuelen ass, well d'Moyene feelen, awer och um ekonomesche Plang.

De franséische President huet Recht, wann en d'Maastricht-Krittären als „débat d'un autre siècle“ beschreift. Net méi spéit wéi am Februar hunn dräi Ekonomisten, dorënner déi fréier Chefekonomiste vum FMI, an déi Häre Blanchard an Zettelmeyer, notament den Här Zettelmeyer vum Bundeswirtschaftsministerium, méi differenziéiert Reegele gefuerdert, déi der wirtschaftlecher Situatioun vum jeeweilegen EU-Land Rechnung droen. D'LSAP deelt op jidde Fall dës Meenung.

An dofir ass och meng Fro un de Finanzminister, wéi hien d'Approche vum Festleë vum OMT, vun de Krittären, de Maastricht-Krittären, gesäit am Zäitraum 2023 bis 2025, elo net nëmmen an der Optik vu Lëtzebuerg, well mir jo déi Krittären scho bal erfëllen, wann ech Abstraktioun maache vun 2022, wou mer et bal hunn, a wéi seng Approche och dozou ass.

Et muss ee sech jo och als Land déi néideg Mëttele ginn, fir eng dynamesch, eng motivéiert Finanzpolitik ze maachen, net datt mer eis esou aschränken, datt mer op eemol an e System verfallen, wou mer iwwer EU-Contrainten - an do wäert Lëtzebuerg warscheinlech am mannste betraff sinn, mee aner EU-Länner doudsicher - manner Investitiounspolitik maachen an erëm an déi Austeritéitpolitik wäerten zrëckfallen. Wann Der do kéint vläicht eng kleng Stellungnam herno bei Ärer Ried soen.

Här President, mat där neier Administratioun am Wäissen Haus ass op bestëmmte Punkten eng Kooperatioun méi einfach ginn. Ee gutt Beispill ass d'Minimalsteuer op de Benefisser vu multilaterale Firmen. De 7. Abrëll konnte sech d'Finanzministere vum G20 prinzipiell eenegen op d'Zil, eng Minimalsteuer op internationalem Niveau anzeféieren. Dësen Accord ass an eisen Aen deen eenzeg méigleche Wee, fir déi fatal Spiral no ënne beim Steiertax ze ënnerbannen. Well se sech op sämtlech Multinationale bezitt an deemno net exklusiv d'Big Player vun der digitaler Welt am Viséier huet, wäert dës Minimalsteuer, eischten Estimatiounen no, ronn bis zu 84 Milliarden Euro erëm an d'effentlech Keesen zrëckféieren.

Dës ass och néideg, denken ech, fir den Impakt op d'Staatsfinanzen duerch d'Covidkrise iwwerall an der Welt ofzefiederer. Den FMI, de Fonds monétaire international, geet dervun aus, datt an den developpéierte Staaten d'effentlech Schold an dësem Joer en moyenne iwwer 100 % vum PIB wäert leien oder kéint klammen. Et ass also och besuergniserreegend. Dat ass an den Ae vun der LSAP e Gebot vun Anstand an och vu Gerechtegkeet, datt d'Multinationellen, déi an der Vergaangenheet net seelen déi ënnerschiddlech Steierlandschafte vu Länner ausgenutzt hunn, fir hir eege Steierlaascht no ënnen ze drécken, och mussen e Bäitrag leeschten zum Fi-

nanzement vun den Hëllefen, déi d'Regierung ronderëm d'Welt beschléissen.

Déi zwee Finanzministere vu Frankräich an Däitschland hunn en Dënschdeg iwwert de Wee vun engem Interview an der „Zeit“ annouciéiert, datt béid Länner d'Suggestioun vun der Biden-Administratioun vun engem universelle Mindesttax, Mindeststeiertax, vun 21 % ënnerstëtzen. Ech denken, mir als Lëtzebuerg brauchen eis och do net ze verstopen. Mir brauchen och keng Angscht ze hunn, fir mat op dee Wee ze goen, am Géigendeel! Bei méi Transparenz a méi Fairplay tëschent den developpéierte Länner a Steierfroen hu mir alleguerten - an ech betounen: alleguerten - ze gewonnen.

Här President, de PNR huet eis nach eng Kéier virun Ae gehalen, wéi turbulent déi lescht zwielef Méint gewiescht sinn, an dat op allen Niveauen. Et sinn onwarscheinlech vill punktuell Moosnamen an alle Beräicher geholl ginn, fir datt méiglechst vill individuell Schicksaler, mënschlech Schicksaler konnte verhënnert ginn. Ech denken do nëmmen an eng kleng, déi oft net thematiséiert gëtt, déi awer wichteg ass, datt ass d'Spensioun - als Beispill - vum Deguerpissement, fir datt d'Leit net op d'Stroos gehäit ginn.

Haauptsächlech ass awer de Stabilitéitsprogramm vum 25. Mäerz vum leschte Joer ze nennen, bei deem d'Regierung déi gréissten eminent Repercussione vun der Covidkrise op d'Ekonomie offidere konnt. De Programm „Neistart Lëtzebuerg“ huet doriwwer eraus am Mee 2020 nei politesch Akzenter gesat, fir d'Ekonomie aus der Kris eraus op méi eng resilient an durabel Aart a Weis erëm opzebauen. Als LSAP begreisse mir hei notament d'Initiativ Fit 4 Resilience vum Wirtschaftsministerium, deen d'Hallschent vun de Käschte vun enger professioneller Consultance a Charge hält, fir datt déi betreffend Entrepreneuren aus der Kris eraus méi digital, méi regional an och méi nom Modell vun der Kreeslafwirtschaft schaffen.

Do wollt ech de Wirtschaftsminister froen, ob e vläicht kéint zu deem Programm Fit 4 Resilience, ech weess, datt e schonn erkläert ginn ass, mee eis soen: Wat ass d'Evolution an deem Dossier, d'Akzeptanz vun den Entrepreneuren? Wéi gesäit dat och regional aus? Hu mer do eng gesond Dynamik dran, fir eis do och weider um Niveau vun den Entreprisé fit ze maachen?

Här President, am Juli d'lescht Joer ass de Fonds de relance et de solidarité an der Chamber hei am Haus ugehall ginn, fir deene besonnesch vulnerable Secteur weider kënnen eng Perspektiv ze ginn. Virun allem awer de Chômage partiel pour cas de force majeure respektiv de Chômage partiel structurel hunn hei am Land iwwert déi lescht zwielef Méint vill mënschlech Schicksaler erspuert a souwuel den Entreprisé wéi och de Salariéen, dat heescht deenen zwee Secteuren oder deenen zwee Partner villméi, deenen zwee Agent-économique, déi néideg Loft ginn. Eleng déi éischt dräi Méint vun dësem Joer, wann ech kucken, sinn net manner wéi 45 Milliounen Euro debourséiert gi fir de Chômage partiel structurel.

Ënnert dem Stréch léisst sech festhalen, datt all déi Mesuré gutt gegruff hunn. De Chômage ass net explodéiert, wat gefaart ginn ass, an d'Ekonomie ass wäit manner zrëckgaangen, wéi et am Ufank vum leschte Joer projezéiert ginn ass.

Am PNR droe mer dës Joer der neier Wuesstumsstrategie „Le pacte vert pour l'Europe“ Rechnung. Dës Wuesstumsstrategie konzentréiert sech an eischter Linn op déi 17 ODDen, also Objectifs de développement durable. An et ass keng quantitativ zuelesch Approche méi, mee mir ginn hei an déi Richtung, fir wierklech iwwert déi Objektivier dat ze determinéieren, wat mir och als Partei ganz staark begrëssen. Déi 17 Ziler sinn 2017 (veuillez lire: 2016) a Kraaft getrueden a sollen eis bis um Horizont 2030 eng politesch Richtung ginn, fir eng nohalteg wirtschaftlech, sozial an ekologesch Entwécklung ze bréngen.

Eng nohalteg a resilient Entwécklung vum Land brauch um nationalen Niveau natierlech déi néideg effentlech Investissemter. Do besteet och glécklecherweis meeschtens ee politesche Konsens hei am Land. Nach ass et esou, datt een net nëmme vun den Investissemter dierf schwätzen, mee déi Investissemter och wierklech maache muss. An dat gesi mer jo och, datt déi realiséiert ginn. Do ass dës Regierung vun Ufank u mat ganz vill Determinatioun virgaangen.

En moyenne war d'Progressioun vun den direkten indirekten Investissemter duerch d'effentlech Hand all Joer ëm 5,6 % an d'Luucht gaangen um Niveau vum Zentralstaat. Tëschent 2019 an 2024 wäert déi Progressioun en moyenne op 7,6 % d'Joer nach eng Kéier daitlech zohuelen. Esou kënn et, datt mir an der Momentopnam fir 2021 Investissemter an Héicht vu 4,3 % vum PIB hunn. Fir 2022 belafe sech d'Investissemter op 4,7 % vum PIB oder, aneschtens ausgedréckt, op bal 3,2 Milliarden Euro. An dës ass an den Ae vun der LSAP dee richteg Wee, fir en inklusive Wuesstum ze garantéieren.



ren an derfir ze suergen, datt eist Land net stoe bleift.

Dir Dammen an Dir Hären, de PSC an de PNR sinn Instrumenter, déi, dat hunn ech scho gesot am Ufank, traditionell hei an der Chamber diskutéiert ginn. De PRR ass allerdéngs nei. Mee d'Erausforderungen, déi sech am Moment stellen, sinn et och.

No laangem Hin an Hier konnt den 21. Juli d'lescht Joer den europäesche Fonds de relance „Next-Generation-EU“ dach nach am Conseil ugeholl ginn. D'Enveloppe, an dat ass bekannt, vu 750 Milliarden Euro ass natierlech net wierklech op der Héicht vun den Aufgaben, déi scho virun eis als EU stinn. Dëst mierkt een och schonn, wann een dat vergläicht, d'Enveloppe, déi d'Next-Generation-EU hei duerstellt mat hire 750 Milliarden, par rapport zu de Vereenegte Staaten vun Amerika, wou et 1.600 Milliarden Euro sinn, déi d'Administratioun Biden dechargéiert huet. Mee et ass nun emol leider esou, dat war am Conseil vun de Staats- a Regierungschefen dat Enzegt, wat am Konsens machbar gewiescht ass.

D'Facilité pour la reprise et la résilience ass den Dréi- an den Aangelpunkt vum europäesche Fonds de relance. A Musek ëmgesat gëtt d'Facilité duerch de Plan pour la reprise et la résilience. Déi Finanzsprützen, déi virgesi sinn, kënnen bis 2026 ausbezuelt ginn. Si wäerten derzou bäidroen, d'Kohäsion um wirtschaftleche Plang a soziale Plang an der Europäescher Union ze stäerken. An dat, denken ech, ass och e weesentleche Punkt, well mer wëssen, datt besonnesch d'Ekonomie vu maner räiche Memberstaaten an der EU haart getraff ginn ass, notament well se op Secteure berout, déi besonnesch staark duerch d'Covidrestriktionen betraff gi sinn. Ech hunn d'Beispiller vun deene verschiddene Länner gesot, déi a puncto Tourismus ekonomesch ofhängeg sinn.

Mir dierfen als Europäer natierlech, an dat war ëmmer eise Standpunkt, net zuloossen, datt de Gruef tëschent de Memberstaaten um wirtschaftlechen a soziale Plang méi déif gëtt. Do muss mer Solidaritéit um europäesche Plang hunn! An deem Sënn begrësse mir als LSAP, datt d'EU-Kommission och kloer Leitlinie virgëtt. Déi Enveloppe muss dozou déngen, Investitiounen ze erméiglechen, an zwar a Richtung vun enger méi nohalteger a resilienter Ekonomie. D'ganz EU muss kënnen zesummen um engem Strang zéien, wann et ëm déi mëttel- a laangfristeg Ausrichtung vun eiser Wirtschaftspolitik geet.

D'LSAP steet ganz kloer hannert dese Leitlinien. Besonnesch (veuillez lire: Besonnesch d'ekologesch Transition) an d'Numerisatioun sinn Erausforderungen, déi weeder d'EU als gréisste Bannemaart vun der Welt nach de Grand-Duché als kleng, mee héich entwéckelt Ekonomie dierfe verfeelen.

De Plan de reprise et de résilience gliddert sech - an dat ass och schonn ugesot, dofir ginn ech net weider an den Detail - an déi dräi Piliere, déi wichteg sinn: d'Kohäsion a sozial Resilienz, eng ekologesch Transition grad ewéi d'Innovatioun, d'Governance an d'Digitalisatioun.

Här President, d'Äerderwärmung an och déi ganz Emissiounen vun CO<sub>2</sub> ass een Diskussiounspunkt, dee mir als Partei natierlech begrëssen. Ech denken, wéi jiddwereen hei am Raum, datt d'Amrikaner mat op dee Wee gaange sinn, fir hir Klimaziler fir den Horizont 2030 nei ze presentéieren. Gläichzäitig, an dat dierfe mer och net vergiessen, huet England, also Groussbritannien, seng Ambitiounen zur Reduzéierung vun de klimaschiedlechen Emissiounen drastesch eropgeschrauft. Bis 2035 wëllt d'United Kingdom seng Emissiounen ëm 78 % reduzéieren par rapport zu 1990.

Et ass also ze begrëssen, datt déi éischt Wirtschaftsmuecht, Amerika, erëm d'Erausforderunge ronderëm d'Äerderwärmung eescht hält. Et bedeit awer, datt d'EU muss Schritt halen. Dofir muss mir derfir suergen, datt déi Investitiounen vun Next-Generation-EU och effektiv bei nohaltegen Transitionen a Richtung Klimaneutralitéit, datt déi dat mat sech bréngen.

Eng rezent Etüd vun der University of Oxford huet an Zesummenaarbecht mat der EU gesinn, datt just 18 % vun den Investissementer, déi weltwäit zur Relance geplangt sinn, en nohaltege Charakter hunn. Hei ass et also ze begrëssen, datt d'EU datt versicht besser ze maachen.

An deem ganze Kontext begrësse mer natierlech och d'Schaffe vun der Regierung, wat déi Facilité pour la reprise et la résilience ugeet, fir d'Akzenter dorobber ze setzen. Ech wëll awer do op ee Punkt agoen. Et ass awer och éischer esou, datt mir hei a Lëtzebuerg schonn déi Leitlinie vun der EU bei eis ageschriwwen hunn an datt mer déi Strategie schonn an deser Regierung hatten, ier dee PRR komm ass. Dat ass natierlech ganz gutt, well dat et natierlech vereinfacht, och um europäesche Plang déi verschiddene Leitlinien ze respektéieren. Ee Beispill ass de PNEC, dee jo och nach zur Diskussioun steet, fir a Richtung vun enger ekologescher Transition ze goe mat eiser Ekonomie an eiser Gesellschaft. Natier-

lech gehéiert och d'Rifkin-Etüd derzou, fir eis Ekonomie méi laang an deem Sënn och weider fit ze halen.

Ech kommen, Dir Dammen an Dir Hären, op en Thema, wat och den Här Bauler schonn ugeschwat huet: d'Dekarboniséierung vum Transport. Bon, als Gesellschaft muss mer eng kloer Dekarboniséierung vum Transport an domadder och vum private Fierpark ustriewen. De PRR rappeliert nach eng Kéier d'Ambitioun vum PNEC, fir um Horizont 2030 49 % elektresch Autoen am Fierpark zu Lëtzebuerg ze hunn. Ech weess, datt dat ëmmer zu Diskussiounen féiert, ob een dat erreecht, ob een et net erreecht. Mee et ass emol gutt, datt ee sech Ziler gëtt, fir an déi Richtung ze goen. An da muss mer och alles drusetzen, fir dat ze erreechen!

D'Eropsetze vun der Primm fir d'Acquisitioun vun engem Elektroauto op 8.000 Euro bréngt hei nei Impulser, ganz kloer. D'Inklusiv vum soziale Krittere bréngt eis och weider, well se d'Verständnis vun de Bierger fir d'Subventioun vun engem elektresche Fierpark erhéicht. Am Januar dëst Joer ass de Pourcentage u rengen Elektroautoen bei 5 % gewiescht. D'Leit schéngen am Moment nach éischer op de Modell Plug-in-Hybrid ze vertrauen. Mee mam Ausbau vun de Bornen hei am Land - och wann dat deelweis vläicht kritiséiert gëtt, datt dat am PRR steet; mee bon, et ass awer dee richtige Moyer - an dem Montant vu 40 Milliounen, fir hei den Entrepreneuren ze hëllefen, Bornen ze installéieren, wäert den Elektroauto sécherlech un Attraktivitéit gewannen.

Et ass awer och an eisen Ae vläicht sënnvoll, déi Primmen an zwee Voleten opzedeelen, woubäi een effektiv deen éischen Deel vun der Primm just kritt, wann een een ale konventionellen Auto duerch en Elektroauto ersetzt. Dat ass déi éischt Remark. An a Frankräich, d'Fransosen hunn eis et an deem Domän schonn deelweis virgemaach. D'Subventionéierung vun der Acquisitioun vun engem Elektroauto als zweeten oder drëtten Auto fir kleng Distanzen ass weider ënner ëmweltpoliteschen nach ënner soziale Consideratiounen wierklech sënnvoll.

Och d'Fro vum Recyclage vun de Batterië muss ee sech stellen, déi en moyenne e Gewicht vun 300 kg hunn, déi muss an eisen Aen ogeléist ginn. Hei gëtt et en Ekosystem vun e puer Firmen, déi sech op de Recyclage vun deene Batterië spezialiséieren. Mee all Constructeur, an dat wäert Der mieren, wann Der Elektroautoen hutt, kacht am Moment seng eegen Zopp.

Mir kommen am Fong op dat zréck, wat mer fréier oder virun zéng - „fréier“ ass gutt gesot -, virun zéng, zwielef Joer mam iPhone hate mat de Kabelen. A mir mussen oppassen, datt mer net déi selwecht Tendenz, iwwerspëtzt formuléiert, bei den Elektroautoen kréien. Dat heescht, d'Batterien, wou se entsuergt ginn, wéi geet et, wann ech mer en aneren Auto kafen? Wie bezilt d'Entsuerger? Wat ass, wann ech eng aner Mark kafen, gëtt déi do mat entsuergt?

Dat heescht, mir mussen e System aféieren, an eisen Aen op jidde Fall, ech wëll net op d'Abfallprämie oder Abwrackprämie an Däitschland zréckkommen, mee e System, wou dat scho garantéiert ass, fir eeben do dat gerecht ze maachen, an och am Sënn vun Consommateur an, ech denken, schlussendlech och am Sënn vun de Producteuren, déi een hei muss an d'Verantwortung huelen.

■ **M. André Bauler (DP)**.- Eng treffend ...

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Mir sinn ...

■ **M. André Bauler (DP)**.- ... Bemierkung, ...

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Watgelift?

■ **M. André Bauler (DP)**.- ... Här Hagen! Ech sot: „eng pertinent Bemierkung!“

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Merci, Här Bauler!

■ **Une voix**.- Jo.

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Als LSAP si mer der Meenung, datt een eventuell Primme fir Elektroautoen och kéint fir jonk, also „jonk“ fir „nach nei“, Occasiounen, soen ech emol, an d'A faassen. Hei mussen natierlech d'Modalitéiten esou determinéiert ginn, datt net op eemol an den Entrepreneuren deen een Auto bei deen anere verkaaft gëtt. Mee bon. Dat soll ee sech awer eng Kéier am Kapp iwwerleeën, wéi een dat mécht, fir, besonnesch bei deem Fierpark, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, och nei, jonk Occasiounen iwwert dee Wee ze subventionéieren, fir datt et fir den normale Bierger oder den „Otto Normalverbraucher“ - e Wuert, wat ech net gären héieren, mee bon - och ze bezuelen ass.

Bon, als LSAP si mer besonnesch frou, datt mer mam PRR och vill an d'Mënschen investéieren - et ass ugeschwat ginn: d'„Future Skills“, d'„Digital Skills“, d'„Kompetenzen entwéckelen, déi d'Leit op der Sich no enger Aarbecht oder Leit, déi am Chômage partiel sinn, begleeden. Dës Initiativ ass an eisen Aen immens wichteg, well eppes kloer ass: d'Profiller vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbecht sinn, méi un d'Besoine vum Aarbechtsmarché erunzeféieren, dat heescht, se ze adaptéieren, se

och fit derfir ze maachen. An dofir muss mer op de Wee matgoe vum Verdéiwe vu Kompetenzen, déi scho bei Beneficiairen do sinn, Upskilling, wéi och vun der Rekonversioun op d'Zukunftsbereitwiller mat Reskilling. Mat deser Measure stärke mer nämlech d'Employabilitéit an doduerch och d'Mobilitéit vun de Beneficiairen um Aarbechtsmarché. An anere Wieder: Mir stäerken also d'Resilienz vun eisen zukünftege Salariéieren.

■ **M. André Bauler (DP)**.- Très bien!

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Ervirzehiewen ass och d'Initiativ „Digital Skills“, déi e Bon à la formation mam Schwéierpunkt Digitalisatioun an Héicht vu bis zu 500 Euro virgesäit en faveur vun all Salarié, deen an deenen éischenen dräi Méint vum Joer am Chômage partiel gewiescht ass.

Déi zwou Initiativen zesumme bedeiten Direktinvestissementer vun 33 Milliounen an d'Leit. Ganz niewebäi gëtt des Composante och eng Äntwert op d'Recommandatiounen pro Land, déi Lëtzebuerg am Kader vum Europäesche Semester kritt huet. De Conseil huet Lëtzebuerg nämlech 2020 an enger zweeter Recommendatioun un d'Häerz geluecht, ganz besonnesch fir d'Leit, déi et um Aarbechtsmaart schwéier hunn, d'Repercussione vun der Covidkris op hir Astellungsmanéier oder Astellungs-capacitéit ze miniméieren.

D'Santé ass ugeschwat ginn: Mir sinn natierlech, an dat hunn ech ganz am Ufank gesot, ganz staark drun interesséiert, fir Investissementer an och d'Ofséchere vun eiselem Gesondheetssystem ze maachen. Mir hate glécklecherweis d'Chance, datt et hei am Land net huet missen zu engem Triage vu Patiente kommen, wéi dat an anere Länner de Fall ass. Dofir ass et och wichteg, datt mer an deem Sënn weider Investissementer maachen, fir datt mer net un d'Limite vun eiselem Gesondheetssystem kommen.

Bal 20 % vum Budget vum PRR soll an d'Composant vum der Santé fléissen, an déi immens Aarbechtsbelaaschtung an deem Secteur, wou herno och iwwer e Registre, wou d'Professions de santé enregistriert ginn, fir direkt ze hëllefen, eng Aart Radiografie vun de Professionnels de la santé gemaach gëtt, fir eeben ze kucken, fir de Corps médical esou opzestellen, datt en och zukunftsorientéiert ass, wat e bis elo war. Mee mir gesinn natierlech opgrond vun deser Kris, wou mer verschidde Failen hunn, an deene muss mer entgéintwierken. Do ass de Käschtepunkt am PRR ofgedeckt. D'Telemedezinn ass natierlech an deem selwechte Sënn ze developpéieren.

Logement: De Logement ass ugeschwat ginn, notament vum Här Roth. An ech muss lech soen: Als LSAP kann ech déi Approche, déi d'CSV hei deelweis mat deene fënnef, sechs Punkte gesot huet, Här Roth, ech hu kee Problem, fir déi Punkten ze deelen. Ech mengen, mir sinn eis alleguerten eens, datt mer e Problem am Logement hunn. Mir mussen just d'Aart a Weis kucken, wéi mer dohinnerkommen. A wa mer schwätzen, fir d'PAGe méi opzemaachen, esou geet dat a verschiddene Gemengen, jo, an anere Gemenge geet dat net, aus verschiddene Ursachen, vläicht och aus ökologesche Conceptionen. Mee all Gemeng, denken ech, kuckt dat op hir Aart a Weis. A wat mer méi wichteg ze si schéngt, dat ass d'Vernetzung tëschent deene PAGen vun deene verschiddene Gemengen.

Dat anert, fir ze soen: „D'CSV ass géint eng“, ech mengen, Dir hat et genannt „Buedemspeculatioun“ - d'LSAP ass och dergéint! Natierlech! D'Fro ass just: Wat maache mer dergéint? An ech muss lech soen: Ech sinn awer e bësse perplex. Da muss een och soen, wéi een dat ugeet mat der Buedemspeculatioun, wat dat bedeit generell. Ass dat, wa Leit Terraine kafen, fir drop ze spekuléieren, just finanziell, oder well se kucken, datt se an dräi Joer wëlle bauen? Dat heescht, mir mussen och do Léisunge fannen!

A wat mir als Buergermeeschter, an da schwätzen ech elo emol eng Kéier als Buergermeeschter vun der Stad Dikrech, am meeschte Suerge mécht, dat ass: Dir wësst, datt Dikrech den Impôt foncier B6 op 5.000 % gesat huet. Elo kann een dat gutt fannen oder schlecht fannen. Ech mieren awer, datt schlussendlech net d'Politik do wäert d'Decisioun huelen, mee datt d'Decisioun, ob deen Taux ugewannt gëtt, herno iwwert den Tribunal administratif oder d'Cour administrative, iwwert d'Égalité devant l'impôt oder iwwert d'Verhältnisméissegkeet fir deen Impôt wäert determinéiert ginn. A bei all deene Consideratiounen ...

(**Interruption**)

Nee, nee!

Bei all deene Consideratiounen - dat ass elo keng, et ass eng Erklärung, déi ech wëll ginn - ginn ech mat op de Wee, datt mer och bei de Mesuren, déi mer sollen huelen am Logement, op déi juristesche Konsequenze mussen oppassen.

Här Roth!

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- Merci. Also, mir sinn eis do eens, mee ech ...

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Dir schwätzt e bësse lues.

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- Pardon. Mir sinn eis do eens. Mee grad de Punkt vun de Recourse beim Verwaltungsgericht, firwat kommen déi? Mee well et de Moment, wéi Der richteg sot, iwwer eng kommunal Grondsteier gereegelt gëtt. Wa mer awer géifen déi Geschicht vun dem B6, d'Problematik vum B6 - dat heescht, dat si jo Terrainen, déi eigentlech bebaubar sinn, mee de facto net bebaut sinn - iwwer e Gesetz reegelen, da stellt sech déi Fro net méi vun de Recourse bei dem Verwaltungsgericht!

■ **M. Claude Haagen (LSAP)**.- Do ginn ech lech vollkomme Recht. Do komme mer awer an d'Diskussion vun der Autonomie communale, dat wësst Der och. Domadder hu mer och kee Problem! Mee och do wäert sech - wéi soll ech soen? - déi juristesche Fro stellen: Staatsrot; wéi mer dat Ganzt uginn. Och e Gesetz kënn Der ufechten.

Ech wëll just soen, datt mer verschidde Méiglechkeeten an alleguerten d'Méiglechkeete mussen analyséieren. An dat heiten ass am Fong eng Aart a Weis, fir dohinnerzuekommen. Ob et herno nëtzlich oder net nützt, datt ass punktuell elo fir eng Stad wéi Dikrech, an deem Fall, ze kucken. Ob dat um Landesniveau géif nützen, kann ech lech net soen, datt hunn ech och net gekuckt, ech kennen och net d'Problemer vun deenen anere Gemengen. Mee wa mer net innovativ an aggressiv déi Problematik uginn, wäerte mer se ni kënnen léisen. An datt do Feeler wäerte geschéien, dofir ass och an eisen Aen de Pacte Logement 2.0 déi richteg Aart a Weis, well do méi Terrainen an d'effentlech Hand kommen. Datt et deem engen net séier genuch geet an deen anere seet: „Et missten der méi sinn“ oder „manner sinn“, ass eng aner Diskussioun. Mee ech fannen, mir sollten et emol ugoen.

Bon, dat gesot, steet jo och am PRR, datt pro Joer, mengen ech, an engem Rhythmus 2.000 Wunnenge op de Marché kéimen iwwert d'Convention des aides à la pierre, wat jo och an deem Fall an déi richteg Richtung geet.

Ech kommen zum Schluss nach op de Bien-être selwer ze schwätzen. Fir eis ass de PIB du bien-être och wichteg. Mir haten déi Diskussioun, dat ass richtig, Här Bauler, virun e bësse méi engem Joer, virun der Pandemie, hei an der Chamber. An ech fannen ..., mir begrëssen et och ganz staark, datt am PRR iwwert de Bien-être ..., datt et thematiséiert gëtt a gekuckt gëtt. Mir haten an der Wirtschaftskommission Analysen dovunner mam Statec zesummen, wéi de PIB du bien-être kéint ...

An et muss eng normal Reaktioun sinn, déi mer eis alleguerten ginn, fir och de PIB du bien-être an de Mëttelpunkt vun eise politesche Mesuren ze stellen, sief dat Chômage partiel oder d'Revalorisatioun vun der Allocation de vie chère - Mesuren, déi an deem Sënn hëllefen ..., Congé pour raisons familiales ... Ech mengen, de PIB du bien-être iwwersetzt am Fong d'Wuelbefanne vun de Bierger, souguer och vun den Entrepreneuren. Dofir ass d'Wuelbefanne vum Mënsch den A an O vum politeschen Handelen.

Well de Wuesstum u sech ass kee Selbstzweck. Eng performant Ekonomie brauche mer, och performant Moossinstrumenter, déi net nëmmen d'Produktion erfassen, mee och dem Mënsch als wichtigstem Acteur vun all Ekonomie eng Plaz ginn. Ech mengen, den Yves Cruchten ass a sengem Budgetsrapport schonn dorobber agaangen - een Häerzstéck vun deem Budgetsrapport war notament de PIB du bien-être.

Am November huet de Statec en ëmfaassende Rapport erausginn, dee mer och an der Wirtschaftskommission analyséiert hunn, e Rapport Bien-être. Dese Rapport huet elo vun deenen ursprüngelechen 63 Indicateuren der 27 zréckbehalen, vun deene 24 Indicateuren all Joer aktualiséiert ginn. Déi Aarbecht vum Statec ass an eisen Aen immens wäertvoll!

An ech kommen zum Schluss. Déi sanitär Restriktionen hunn natierlech, trotz de ville Mesurén vun der Regierung, déi de Leit ënner d'Äerm gegräff hunn, e gewëssen Impakt op d'Wuelbefanne gehat. Et kann een aus deem Rapport erausliesen, datt grad déi Leit an eiser Gesellschaft, déi ekonomesch a sozial gesinn am vulnerabelste sinn - Fraen, Jonker, Monoparentallen, Leit mat niddregem Akkomme -, d'Kris am meeschte gespuert hunn. Dofir ass et richtig, ech hunn dat selwer gesot: Mir mussen oppassen, datt déi Pandemie net eng wirtschaftlech, finanziell Kris gëtt mat duerno enger sozialer Kris. Mir hunn déi sozial Kris e bëssen ofgedieert. Ech wëll awer soen, datt mer se awer trotzdem spieren, datt wësse mer alleguerten. Mir sollen net esou maachen, wéi wann et keng géif ginn. Fir mech si mer och do schonn op engem Punkt, wa mer net oppassen, wou mer an eng sozial Kris kommen.

Mam PRR a PNR stelle mer och a ville Beräicher d'Jalonen, fir d'Wuelbefannen ze verbesseren - de Pacte Logement hunn ech opgezielt, de Pacte Logement 2.0, alleguerten déi Pläng, déi d'Regierung erausginn huet an och engagéiert huet. Mir hunn effektiv nach vill Erausforderunge virun eis, mee, Dir



Dammen an Dir Hären, als LSAP hate mir nach ni Angscht virun der Zukunft. Mir gestalte se léiwer - an dat wäerte mer och weiderhi maachen!

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Haagen. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorablen Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. François Benoy (déi gréng).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, mir féieren haut eng immens wichteg Diskussioun, wou et eeben dréms geet, wéi mer d'Weiße fir d'Zukunft stellen - Wéi gesäit d'Relance no der Kris aus? -, fir duerno eebe méi staark dozestoen, méi gerecht a méi klimafreundlech wéi virun, dat zu Lëtzebuerg an an Europa, an dat geet och just zesummen, well mir léisen d'Coronakris oder och nach d'Klimakris just zesummen!

A menger Ried wéll ech mer d'Fro stellen, wou mer elo stinn, ekonomesch, awer och gesamtgesellschaftlech als Land. Ech wéll dat Ganzt an en europäesche Kontext setzen, well dat eigentlech jo och d'Basis vun der Diskussioun vun de Pläng ass, déi mer haut féieren. Ech mengen awer och, dass den internationale Kontext wichteg ass - mir hunn do en neie Moment, nottament mat deem neie President an Amerika. Da wéll ech iwwert d'Relance zu Lëtzebuerg schwätzen, woufir mer eng zilorientéiert Investitiouns-, awer och Steierpolitik brauchen, fir ze steieren an natierlech och d'Staatsfinanzen fir d'Zukunft opzestellen. An ech wéll de Fokus dobäi op déi zwou gréissten Erausforderungen a mengen Ae leeën - engersäits d'Nohaltegkeet an de Klimaschutz an op där anerer Säit de Logement -, fir dann zum Schluss iwwert de Finanzsektor, also d'Finanzplatz, ze schwätzen, wat nämlech de kruziale Sektor ass, wann et ëm d'Resilienz vu Lëtzebuerg geet. En Drëttel vun onsem PIB geet op d'Finanzplatz zrëck an och en Drëttel vun de Staatsrecetten.

Wou sti mer also elo, ee Joer nom Ufank vun der Kris? Et gouf schonn e puermol gesot: Wirtschaftlech a budgetär hu mer ons verhältnismäessig gutt aus der Affär gezunn. Den Defizit ass manner wéi am Ufank gemengt a bis 2025 hu mer en, de Pläng no, déi mer presentéiert kruten, och erëm am Equiliber. D'Staatsschuld bleift iwwert déi nächst Jore stabil bei ongeféier 25 % vum PIB.

An duerch den Encadrement an d'Agräife vum Staat hu mer massiv negativ Konsequenzen an deem Krisejoer kënne vermeiden, dat duerch eebe konsequent Mesuren, fir d'Verbredung vun der Pandemie anzuschranken, well soss hätt déi heite Pandemie vill, vill méi Mënscheliwe kascht!

De Chômage partiel, Hëllef fir d'Entrepreneuren an d'Independanten, Hëllef fir de Konschtessektor, d'Verduubelung vun der Allocation de vie chère, d'Loyere goufen agefruer a sou weider - ouni déi Hëllef wär d'Ekonomie haut um Buedem, d'Chômagezuele wäeren explodéiert a vill Leit wäeren an d'Aarmut gerutscht.

E staarke Staat, dee Prioritéit setzt an d'Weiße stellt; e staarke Staat, deen d'Erausforderung vun eiser Zäit ugeet - dat gëllt fir d'Pandemie, et gëllt och fir de Klimaschutz a fir méi sozial Gerechtheit. Dat hu mir an deene leschte Méint a Jore gemaach, speziell awer an leschte Joer, wou et dréms gaangen ass, géint d'Kris virzegoen an eng Relance ze maachen. A genau dat maache mer och mat dem Relanceplang, dee mer haut hei diskutéieren.

Nieft deene gudden Norichten - also wat d'wirtschaftlech Entwécklung an d'Staatsfinanzen ugeet respektiv den Emploi, deen eigentlech net esou schlecht do steet, dee souguer d'lescht Joer gewuess ass - d'äerfe mer hei awer net vergiessen, dass verschidde Secteure staark ënnert där Kris hei leiden: d'Restauration, den Evenementiel, den Tourismus, just fir e puer Beispiller ze nennen. An et ass wichteg ze ënnersträichen, dass sech vill vun de Konsequenzen vun där heiter Kris net an dem PIB zrëckfannen, ech soen: déi sozial an déi gesellschaftlech an déi mental Gesondheet.

D'Wuefbefanne vun onser Populatioun ass säit dem leschte Joer, also an dem Krisejoer an am Moment, amgaangen zrëckzegoen. An och scho virun der Kris hate mer d'Phenomeen, dass d'Entwécklung vun Wuefbefannen a vun dem PIB net Hand an Hand gaange sinn. De PIB ass tëscht 2010 an 2019 staark geklommen, mee de PIB du bien-être ass zu Lëtzebuerg stagnéiert.

Firwat? Et gëtt e puer Grënn derfir an ech wéll e puer Grënn nennen. Den Aarmutsrisiko, zum Beispill, ass zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore geklommen. Virun allem dovou betraff: Ausländer, wéineg Qualifizierter, Jonker tëscht 18 a 24 Joer, Chômeuren a Monoparentallen.

An och d'ongläichheet verstärkt sech hei am Land, souwuel, wat de Revenu ugeet, wéi och, wat de Patrimoine ugeet, wou se am däitlechsten ass. Mir leie mëttlerweil iwwert dem europäeschen Duerchschnitt, wat d'ongläich Verdeelung vun Revenu ugeet.

En anert Beispill: d'Ökologie. Lëtzebuerg huet en immens héijen ökologesche Foussofdruck. D'Resourcen, déi ons fir ee ganz Joer zur Verfügung stinn, hu mer scho Mëtt Februar opgebraucht. A wa jiddere geif esou lieve wéi mir zu Lëtzebuerg, bräichte mer am Ganzen aacht Planéiten.

Och onser Natur geet et net gutt! Zweek Drëttel vun onsen Habitater sinn an engem schlechten Zustand an doduerch sinn ons Aarte massiv a Gefor. An ech wéll nach eng kéier rappeléieren, wat mer wirklech net d'äerfe vergiessen: dass de Coronavirus op eng Zoonos zrëckgeet, déi also eng Suite ass vun dem Mënsch a sengem Andringen an d'Natur. A mir mussen ons Politik also och un anere Facteuren orientéieren a moosse wéi just dem PIB - och grad an der Wirtschafts- an an der Finanzpolitik.

An dofir ass et gutt, dass de Reformprogramm verschidde SDGen an och de Bien-être thematiséiert. Eng änlech Approche solle mer och weider an de Budget, an déi Diskussioun materanhuelen, sou wéi och eng Rei Budgetrapporten dat scho proposéiert hunn, grad wéi eng Weiderentwécklung vun dem Green budgeting. Mir hunn dat och scho gemaach beim leschte Budget, wou mer ganz konkret gesot hunn: Sou vill Ausgabe sinn un de PNEC geknëppt. Mee dat sollt ee weiderdenken, zum Beispill, andeems een den Impakt vun de Steiermesuren op d'Ëmwelt an de Klima evaluéiert respektiv, änlech, wéi et a Frankräich gemaach gëtt, vläicht en nach méi konsistente Rapport dozou mécht, deen de Budgetsprojot op d'Klima- an d'Ëmweltziler hin analyséiert.

D'Covidpandemie - mat all hiren net wirtschaftleche Konsequenzen - weist eis op en Neits, dass d'Wuefbefannen net just wirtschaftlech ze definéieren ass. E Relanceplang, deen also just drop aus wär, den nationale PIB-Wuesstum erëm séier no uewen ze drécken, wär dee falsche Wee. Mir brauchen eng Relance, déi alleguerten d'Facette vum Bien-être matabezitt an dee virun allem déi, déi aus deser Kris als Verléierer erausgaange sinn, nees staark mécht. Héicht Wuefbefannen an nohaltegt Wirtschaften, dat mécht am Postcovidzäitalter d'Kompetitivitéit vun engem Land aus. A wirtschaftlech nohaltegt kann och just sinn, wat sozial an ökologesche ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Relancepak, dee mer haut diskutéieren, weist, dass op europäeschem Niveau d'Zeeche vun der Zäit erkannt goufen. En ass sécherlech net perfekt, mee en ass awer exceptionell a souguer historesch weinst sengem Montant - am Ganzen huet d'EU 750 Milliarden Euro mobiliséiert, wovun de Gros iwwert déi national Relancepläng un d'Länner verdeelt ginn -; exceptionell weinst senger solidarescher Approche - déi Memberstaaten, déi méi ënnert der Kris gelidden hunn, kréien och méi aus dem Dëppen eraus -; exceptionell och weinst senger Aart a Weis vum Finanzement - d'EU-Memberstaaten notzen hir gemeinsam Stärker, fir dass all Land seng Relance finanzéieren kann, an och dat ass en Zeeche vu Solidaritéit -; exceptionell och weinst de Projoten, déi e finanzéiert - e substanzialen Deel, nämlech mindestens 37 %, gëtt a klimarelevant Beräicher investéiert an nieft Lëtzebuerg hunn och aner Länner méi wéi dee vun der Europäescher Unioun virgeschriwwene Minimum, fir an de Klima ze investéieren, festgeluecht, zum Beispill Éisträich, eng Regierung mat grénger Bedeelegung.

An och wann dat natierlech nëmme en Ufank ka sinn, ass et awer e wichtige Schratt, e wichtige Schratt, dee mer muss weidergoen, e wichtige Schratt fir d'Relance, ma och e Beweis, dass d'Europäesch Unioun sënnavoll Kompromisser fënt an handlungsfäeg bleift, wann et dréms geet, Krisen ze bewältegen. An dat ass net ëmmer an och net an all Politikfeld de Fall. Ech wéll do d'Flüchtlingskris nennen, wou d'Europäesch Unioun a mengen Aen kee gutt Bild ofgëtt.

Mam Budget 2021 bis 2027 a mam Relancepak huet d'Europäesch Unioun eng kloer budgetär a fiskalpolitesch Äntwert op d'Kris ginn, déi op der Héicht vun der Zäit ass an déi complémentaire zur Geldpolitik vun der EZB ass.

An eng weider gutt Noricht: De Risiko vun enger neier Spuerpolitik ass domat, fir de Moment emol, vum Dësch, och wa mer weiderhin oppasse mussen. Mee och an deenen nächste Joren d'äerfe mer net an eng blann Austeritéitspolitik zrëckfalle, dat wär fatal!

Duerch den europäesche Relanceplang kréie mer alleguerten eng méi staark Unioun. Besonnesch als kleng an als oppen Ekonomie si mir zu Lëtzebuerg hei drop ugewisen, dass et der ganzer Europäescher Unioun gutt geet, well nëmme eng staark Unioun huet Bestand, souwuel intern tëscht de Staaten, wéi och op der internationaler Bün. An och do brauchen mer se, nämlech, wann et dréms geet, global Léisungen ze fannen, déi mer dréngend brauchen, grad wann et ëm de Kampf géint de Klimawandel geet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech komme bei déi nohaltegt Relance zu Lëtzebuerg respektiv d'Prioritéit vun dem Relanceplang. An ech hunn et scho gesot: Mir brauchen en Neistart, deen Nohal-

tegkeet a Gerechtheit verbënnt an eis laangfristeg besser fir d'Zukunft opstellt. Géint d'Klimakris, géint d'Biodiversitéitskris, géint steigend Ongläichheite gëtt et nämlech keen Impfstoff, mee just proaktiiv a preventiiv Handele vusäite vun der Politik. E staarke Staat, deen investéiert, der Ekonomie kloer Limite virgëtt, d'Betriben an d'Stéit sënnavoll bei deser Transitioun ënnerstëtz, dat ass dee richtige Wee!

A genau dofir brauche mer elo e staarke staatlechen Impuls a Form vun enger nohalteger Relance, wou et souwuel ëm Investissementer wéi och ëm Steuerung geet. A genau esou eng nohaltegt Relance huet d'Regierung iwwert dat lescht Joer schonn ugestouss an si huet déi richteg Akzente gesat. Net manner, mee grad elo méi staatlech Investissementer an Infrastrukture goufe mat dem Budget 2021 gemaach: iwwer eng Milliard d'Joer fir d'Ëmsetzung vun nationalen Energie- a Klimaplang. Mam „Neistart“-Pak goufen d'Primme fir d'nohaltegt Transitioun massiv erhéicht, sief et fir de Vélo, den Elektroauto, energiegesch Renovatioun oder erneierbar Energien. Am Logement ginn d'Zomme Joer fir Joer an d'Lucht, fir bis 2024 bei enger knapper Milliard ze sinn, déi an deem neie Spezialfond fir effentleche Wunnraum ass. An och steierlech Mesurë fir d'Transitioun hu mer ageféiert, nämlech eng sozial gerecht CO<sub>2</sub>-Steier.

Mam Relance- a Reformpak maache mer elo genau do weider mam nohaltegen Neistart. Et ass net just eng Relance vun der Ekonomie, mee mir maachen eng Relance fir de Mënsch a fir de Klima. Mir investéieren massiv an de Bau vun effentlechen abordable klimatefreundleche Wunnengen; 51 Millioune sinn an deem heite Pak dofir virgesinn. Mir ënnerstëtzen d'Betriben bei der Transitioun a Richtung Elektromobilitéit, dat mat 40 Millioune Subside fir d'Elektroborne fir d'Entrepreneuren. An zesumme mat de Gemenge schützen mer eis Biodiversitéit a stoppen d'Artestierwe mat 13,6 Millioune fir de Klimapak. 61 % vun eisem Relancepak si Klimaausgaben an ech kann et just nach eng kéier däitlech soen: Dat ass bedeitend méi wéi de Minimum vu 37 %, dee vun der Europäescher Unioun virgesinn ass! An dat ass e kloer Zeeche fir eisen Engagement fir d'Klimatransitioun!

**(Mme Djuna Bernard prend la présidence.)**

Nieft dem Klima setzt dese Reformplang nach weider wichtige Prioritéiten, ënner anerem, fir eise Gesondheetssystem méi staark opzestellen, fir d'Transitioun um Aarbechtsmarché ze encadréieren, nottament d'Digitalisatioun, a fir d'Administrationen an de Staat ze moderniséieren, och um Niveau vun der Digitalisatioun.

Ma esou gutt alleguerten déi Pläng sinn, si se natierlech just e weidere Schratt an déi richteg Richtung an et bleift nach vill ze maachen. An deen Appell krute mir alleguerten an och d'Regierung des Woch nach eng kéier däitlech vu Youth for Climate an engem Bréif mat op de Wee. D'Klimakris muss mer mat där selwechter Determinatioun ugoe wéi d'Covidkris. D'Regierung hätt an der Covidkris gewisen, dass se séier an effikass kann handelen, a mat genee sou drastesche Mesurë misste mer och d'Klimakris ugoen. An dat muss mer! Well och an der Klimakris geet et ëm Mënscheliwe. Déi europäesch Regierung géife Milliarden ausginn, fir d'Ekonomie erëm unzekerbelen, an och de Klimaschutz bräicht grad sou vill Milliarden, fir aus der fossiler Energie erauszuklommen. An effektiv: Mir muss weider investéieren!

Déi budgetär Aussichten fir déi nächst Jore sinn an aller Hisiicht méi positiv wéi nach beim Budgetsdepot am Oktober, wéi et am Stabilitäitsprogramm steet, an déi rezent Zuele vun der Évolution budgétaire, déi de Finanzminister des Woch an der Chamberskommissioun presentéiert huet, ënnersträichen, dass d'Staatsfinanze sech vun der Kris erhuelen. Sollt sech deesen Trend fortféieren, kréie mer méi finanzielle Spillraum fir an deenen nächste Joren - an dat bedeit och: méi Spillraum fir wichtig Investissementer, déi onst Land och weiderhin dréngend brauch. Well wa mer eis Ekonomie an d'Gesellschaft fit fir d'Zukunft maache wëllen, da muss de Staat weider massiv investéieren, sief dat an de Gesondheitssektor, fir dee méi resilient ze maachen, fir Zuch, Bus, Vélo, Tram auszebauen oder nohaltegen a bezuelbare Wunnraum ze schafen, dee längerfristeg an effentlecher Hand bleift an domat och deenen nächste Generatiounen zur Verfügung steet.

A mat zwee Drëttel vun onsen CO<sub>2</sub>-Emissiounen bleift d'Mobilitéit dee wichtigsten Hiewel, wa mer wëlle géint d'Klimakris ugoen. Bei den Investissementer an Investitiounen an d'Mobilitéit gesi mer mëttlerweil, dass se gräifen. Den Tram fiert bis op d'Gare, mir hunn eng gutt nei Vélospist op der Neier Avenue, fir just zwee Beispiller ze nennen. Mee déi Efforte muss konsequent weidergoen, eng kloer Prioritéit fir den effentlechen Transport - Zuch, Bus, Tram -, de Vélo an d'Elektromobilitéit!

An an deene leschte Joren hu mer vill Retarden an deem dote Beräich opgeholl, mee mir muss weider anticipéieren - mir d'äerfen net do stoe bleiwen -, also längerfristeg plangen, wat fir eng Investisse-

menter an Infrastruktur onst Land brauch. Ech denken un den Ausbau vum Tram, ronderëm d'Stad an op Esch; e performante Bus- a Vélosreseau, och iwwer Land. A virun e puer Wochen hu mer d'Reform vun de Primme jo ugepasst, mir hu se méi ökologesche a méi sozial gemaach, wat och eng Fuerderung war aus mengem Budgetsrapport. Dat war e wichtige Schratt, mee mir mussen dee weidergoen an do nach méi cibléiert ginn.

An och déi sougenannte gréng Infrastrukturen d'äerfe mer net vergiessen. Dat kënne Renaturatiounen sinn, nei Habitater oder Gréngflächen am urbane Raum. Sou kënne mer d'Natur stäerken, eis méi resilient op d'Effekter vum Klimawandel preparéieren an d'Wuefbefanne vun der Populatioun verbessern. An dat maache mer an deem heite Plang jo och, andeems mer Suen an den Naturpakt mat de Gemenge stiechen.

An deene leschte fënnf Joer ass d'Produktioun vun erneierbarem Strom am Land verdubelt ginn. Ma och déi Efforte muss weidergoen an och grad, wat d'Energieeffizienz ugeet, e Sujet, dee mer gëschter Mëtten hei laang thematiséiert hunn.

Och beim Aarbechtsmaart, dee jo e wichtige Deel vun der Relance ass, muss mer weider investéieren, hei virun allem an d'Kompetenze vu muer. Weinst dem Chômage partiel konnt an där heiter Kris dat Schlëmmst verhënnert ginn. Mee elo geet et dréms, séier aus der Kris erauszekomme an, virun allem, de Laangzäitichômage ze verhënnern a sécherstellen, dass de Jugendchômage net nees klëmmt. An dofir brauche mer Investissementer an d'Kompetenze vu muer. Natierlech geet et heibäi ëm d'Digitalisatioun, mee net nëmme. Mir brauche besonnesch och Handwerksberuffer fir déi gréng Transitioun, fir dass mer am Beräich vun der Isolatioun weiderkommen, de Fotovoltaikanlagen, de Bornen an esou weider. Do brauche mer Fachpersonal, dat wirklech zu Lëtzebuerg feelt.

A firwat net och nei Iddien duerchspillen, zum Beispill, dass mer mat de Sozialpartner zesumme géife kucken, fir kuerzfristeg bei Neistellungen ze pushen, andeems mer verschidde Aidë vun der ADEM fir d'Patronë fir eng befristeten Zäit géifen erhéieren oder ausweiden?

Ech kommen da bei de Logement, ee vun den Haaptfacteuren, deen eis Gesellschaft zu Lëtzebuerg am Moment dividéiert an déi, déi dat néidegt Kapital opréngen, an déi, déi keen Accès hunn. An dat ass eng ongesond Situatioun. Mat 37 % vun den Ausgaben vun den Haushalter ass de Logement op der éischter Plaz vun hiren Depensen. A bei de Locataire klëmmt deen Taux souguer op 41,7 %. An net just déi Äermst an onser Gesellschaft sinn dovunner concernéiert, mee d'Mëtt vun der Gesellschaft. Wa mir awer wëssen, dass am Moment zu Lëtzebuerg just manner wéi 2 % effentlech Wunnengen zur Verfügung stinn, da gesi mer, wéi däitlech den Nachholbedarf hei ass. Grad d'Investéieren vum Staat an effentleche Wunnraum ass sënnavoll, well esou kënnen déi Schwächst an der Gesellschaft gehollef kréien, fir eng Wunneng ze kréien, a virun allem kënnen mer längerfristeg garantéieren, dass och déi nächst Generatiounen heivu profitéieren.

An et sinn am Moment wirklech vill Projoten hei ënnerwee: Elmen, „Wunne mat der Wooltz“ oder och nach „NeiSchmelz“ - eeben een Deel, deen an deem heite Relanceplang mat dran ass -, hei iwwerall solle ganz nei Quartieren entstoen. Och de Gesetzesprojot vun dem Pacte Logement 2.0 gesäit fir säin Deel do vir, dass hei en fonction vun der Gréisst vum PAP bis zu 20 % vun der Fläch fir bezuelbare Wunnraum reservéiert soll ginn an an der effentlecher Hand soll bleiwen. „An der effentlecher Hand soll bleiwen“, dat ass en entscheidende Punkt, well mir maachen eng Logementspolitik hei, wou längerfristeg a fir déi nächst Generatiounen dee Logement, dee mer schafen, deen effentleche Wunnraum, dee mer schafen, an der effentlecher Hand bleift. An do muss een einfach kloer soen, wann dat déi lescht Joerzëngte scho gemaach gi wär, da wär d'Situatioun net esou grav, wéi se haut ass.

Et ass elo wichtig, dass de Budget an deenen nächste Joren och zur Verfügung gestallt gëtt, fir dass de Staat dat ganz Potenzial vun effentleche Wunnraum kann notzen, wat de Pacte Logement 2.0 zur Verfügung stellt, an dass mer déi wichtig a grouss Projoten och kënnen ëmsetzen.

Dacks kënne Leit mat manner héije Revenuen iwwerens net vun de Primmen am Beräich vun der energieetescher Renovatioun profitéieren, well se d'Suen zum Beispill net virstrecke kënnen. An och hei muss mer eebe kucken, dass och déi Leit vun de Primme kënne profitéieren, andeems d'Sue vläicht virgestreckt ginn, oder dass mer deene Schwaachen en extrae Bonus ginn.

Klimaschutz a sozial Gerechtheit si Froen, déi Hand an Hand ginn an déi grad och d'effentlech Finanze vun der Zukunft concernéieren. Mir mussen elo do massiv investéieren, well soss gëtt et fir déi nächst Generatiounen a fir d'Staatsfinanzen an Zukunft nach vill méi deier.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'europäesch Memberstaate hu mat hirem 750 Mil-



liarde schwéiere Relancepak virgeluecht an domat e wichtege Schratt gemaach, fir d'Ekonomie mat Investissementer ze relancieren. D'USA huet mam neie President Joe Biden nogeluecht, mat engem Plang, deen och massiv Investitiounen an d'Infrastrukture virgesäit. Dese Plang weist, dass och d'Amerikaner op de Wee ginn, dee Lëtzebuerg an dës Kris gewielt huet, nämlech, an d'Zukunft ze investieren an net op d'Käschte vun den nächste Generatiounen ze spueren.

Zesumme mam Retour vun den USA an de Paräisser Accord ass dat eng gutt Noriicht fir de Fortschritt beim globale Klimaschutz. An nieft deem Investplang huet de President Biden och eng Propos fir eng Steuerreform gemaach, fir d'Ausgaben no der Pandemie kënnen ze finanzieren, mat deels ganz progressiven Iddien. Eng dovun ass eng global Mindestbesteuerung vun 21 % fir Betriber mam Zil, der sougenannter „race to the bottom“ a puncto international Betribsbesteuerung entgéintzewirken.

Während déi duerchschnëttlech Besteuerung vun Entrepreneuren an der OCDE am Joer 2000 nach bei 32 % louch, louch se 2020 bei knapp 23 %. Lëtzebuerg wär vun dëser Minimalbesteuerung net direkt betraff, well mir leie bei knapp 25 %. Allerdéngs dierf een net vergiessen, dass déi international Besteuerung vu Sociéiteiten eng komplex Matière ass, wou net just de generellen Taux, mee och d'Besteuerungsgrundlag an aner steierlech Reeglung mat spillen. De Wee bei esou en Accord ass also och wuel nach wäit.

Ma et ass op alle Fall ze begräissen, dass no enger jorelaanger Blockad endlech vun den USA eng nei Dynamik opkënn, och an dëser Fro, déi op OCDE-Niveau jo scho laang diskutéiert gëtt. Eng Mindestbesteuerung géif den Trend vun enger ëmmer méi déiwer Besteuerung vu Sociéiteiten endlech stoppen. Fir Entrepreneuren unzézéien, missten d'Länner dann an Zukunft nach méi wéi elo op aner Atoute setzen an déi an de Mëttelpunkt stellen. Et wär ee wichtege Schratt a Richtung vun enger méi gesonder Kompetitioun. An och dem Finanzminister Pierre Gramegna seng positiv Reaktioun par rapport zu dese Propose kënnen mir Gréng just begräissen.

Mat sengem Taxplan proposéiert de President Biden och, den Taux vun der Kierperschaftssteuer no uewen unzepassen, de Spëtzeesteiersaz ze héijen an de Facteur Aarbecht steierlech net méi ze penaliséieren, andeems och Kapitalrevenue méi staark besteiert solle ginn.

A grad dese leschte Punkt wëll ech betounen, well mer och zu Lëtzebuerg an der Situatioun sinn, dass Revenuen aus Kapital oft manner staark besteiert gi wéi d'Aarbecht, sief dat am Fall vun den Dividenden, bei der Locatioun vu Wunnengen oder nach bei dem Verkauf vun Aktien.

An dem Joe Biden seng Propose sinn e positiviivt Beispill dofir, a wéi eng Richtung eng Postcovidsteuerreform kann a sollt goen. Well och, wa mer a puncto Steieren näischt wëllen iwwert de Knéi brieche, solle mer verschidden Opdringen an eisem Steuersystem bedenken an och driwwer diskutieren.

An ee fir mech zentrale Punkt ass hei Steiergerechtheet, déi mer och hei zu Lëtzebuerg an den Zentrum vun der Debatt solle stellen. An eng Rei wichtege Fortschritter goufen, an ech wëll dat nach eng Kéier betounen, mam Budget 2021 gemaach, dorënner d'CO<sub>2</sub>-Bepräisung an d'Reform vun der Besteuerung vun de FIS-Immobilien an dem Amortissement accélééré.

DCO<sub>2</sub>-Bepräisung war e wichtegt Signal an ass e wichtegt Instrument: D'Klimaverschmutzung krut e Präis, d'Käschte vun der Klimaverschmutzung ginn net méi op d'Allgemengheet ofgewälzt. Mir hunn e sozialen Ausgleich gemaach duerch e gestaffelte Steierkredit an d'Hausse vun der Allocation de vie chère. An de Stater huet ons dee sozialen Ausgleich och daitlech confirméiert. An et ass wichtege, dass mer dese Präis kruten, ma fir säi kompletten Effekt kënnen ausnotenzen, mussen mer och elo schonn driwwer nodenken, wéi mer deen 2023 weiterentwéckelen an no uewen upassen, zesummen natierlech mat engem sozialen Ausgleich.

An déi Diskussioun solle mer net bis dee leschte Moment komme loossen, eebe fir de Leit an den Entrepreneurs Previsibilitéit ze ginn a fir eebe grad déi Ziler ze errechen, déi mer eis gesat hunn. Well d'Zil vun der CO<sub>2</sub>-Bepräisung ass jo dat, dass mer déi klimaschiedlech fossill Energien net favorisieren an d'Leit dohinner drécken an d'Entrepreneuren dohinner drécken, dass se a Richtung Klimaneutralitéit ginn.

Mee et gëtt och nach aner Steuerungsinstrumenter. Ech nennen hei d'Autossteuer als Beispill. Si ass zwar haut gestaffelt no Emissionen, mee well se zimmlech déif ass, ass de Lenkungseffekt och dovunner geréng. Am OCDE-Verglach leie mer mat bei deenen niddregsten. E positiviivt Beispill dofir wär e Budget „mobilité durable“, also en Avantage, deen een deene gëtt, déi kee Betrubsauto hunn.

Am Beräich vum Logement ginn d'FIS-Immobilien elo besteiert. Den Amortissement accélééré gouf reforméiert. Domat hu mer eppes géint d'Immobilie-

spekulatioun gemaach. Ma d'Panoplie vun de Steierbegënschtungen am Logementsberäich bleift breet an dëst riskéiert, zur Präisentwicklung um Immobiliemarché bäizedroen, well et zesumme mat de momentan immens déiwen Zënsen en Incentive ass, fir an Immobilienen ze investieren.

D'OCDE bemierkt jo, dass Leit mat méi héije Revenuen och déi Leit sinn, déi vun de Steierbegënschtungen am Beräich vum Logement profitieren, grad wéi och vun der niddreger Grundsteuer. Am Interêt vun hirem Impakt op de Logementmarché, d'Steiergerechtheet an natierlech och d'Staatsfinanze wär et interessant, d'Dépense fiscale am Beräich vum Logement méi genau ze analysieren an unzepassen.

Da kommen ech bei d'Mobiliséierung vun bebaubare Wunnraum. An do sinn ech enger anerer Meinung wéi den Här Roth.

Dem Observatoire de l'habitat no stinn am Perimeter eng 2.900 Hektar Bauland disponibel, wat ëmgeréicht Wunnraum fir 300.000 Leit géif bedeiten. Derbäi kënn, dass dës Besëtzerhältnissen ganz ongerecht verdeelt sinn, well 20 % vun dese Proprietären d'Hallschent vun disponibele Bauland besëtzen.

Mir kënnen net einfach soen, dass mer do näischt maache kënnen, mee mir müssen ons d'Moyene ginn, fir déi disponibel Terrainen eeben ze mobiliséieren: d'Grundsteuerreform - d'Ministesche seet, si géif ganz ärdig dorunner schaffen -, awer och eng spezifesch Tax. Doriwwer erass brauche mer och en änlecht Instrument fir eidel stoend Wunnengen, fir och déi zousätzlech ze mobiliséieren.

Esou wéi d'CO<sub>2</sub>-Steier ons hëlleft, d'Emissionen ze drécken an doduerch och zousätzlech Recetté fir de Klimaschutz ze maachen, kënnen mer mat esou Instrumenter Wunnraum mobiliséieren a gläichzäiteg Suen erakreien, fir op där anerer Säit erëm an den abordable Wunnraum ze investieren.

An d'Iddi vun enger Coronasteier fir Krisegewënner ass an deem Kontext vun de Steieren och pertinent, well jo, et gouf wéi an all Kris souwuel Verléierer wéi och Gewënner! D'Betriber aus dem Horeca, Bierger mat klengem Akommes, Leit am Chômage partiel, Independanten: Dës sinn, reng finanziell gesinn, déi grouss Verléierer vun der Kris. Op där anerer Säit gëtt et och Gewënner. Während déi lokal Commercen ënnert de sanitäre Mesurë gelidde hunn, konnten déi grouss multinational digital Entrepreneuren enorm profitieren. Dee gréissten Online-Commerçant konnt säin Nettobenefiss 2020 par rapport zu 2019 bal verduebelen. Gläichzäiteg sinn et oft grad dës Entrepreneuren, déi am meeschte Steiervermeidung bedriewen an domat net hire fairen Deel zur Allgemengheet bäidroen.

Och op de Finanzmarché gouf et Gewënner. Während d'Realekonomie zum groussen Deel staark gelidde huet, gouf et op der internationaler Bourse no dem Broch am Ufank vun der Pandemie duerno ee Rekord nom aneren. Vill grouss Indexen, dorënner den DAX an Däitschland an och den S&P 500 an den USA, stinn am Moment op engem histoersch héijen Niveau - an daitlech iwwert dem Niveau vu virun der Kris.

A schliisslech sinn och d'Immobiliebesëtzer hei am Land Gewënner vun dëser Kris mat enger Progressioun vun de Logementspräisser vu 14,5 % während der Pandemie. Ee vun de Grënn heifir ass eng méi grouss Demande an der Locatioun, well duerch den Teletavail huet den Invest an d'Bürosgebaier un Attraktivitéit verluer huet.

Vill vun deenen, déi virun der Kris scho finanziell bessergestellt waren, hunn et besser duerch d'Kris gepackt wéi déi aner, well se während der Pandemie Sue gespuert hunn an hiert Kapital weider fir si schaffe konnt. Wa mer also iwwer eng Coronasteier diskutieren, solle mer genau op deem dote Punkt usetzen.

Genausou mussen mer och eng Diskussioun ëm d'Ausrichtung vun eisem Steiersystem an och déi budgetär Erausforderungen am Bléck behalen. Och wann et eise Staatsfinanze haut besser geet wéi nach virun e puer Méint ugeholl, esou bleiwen d'Defien awer grouss. Nieft dem Impakt vun der Kris op d'Staatsfinanze mussen mer derfir suergen, dass de Staat och an den nächste Joren déi massiv Investissementer an d'Klimatransitiounen an an de Logement, déi onbedéngt gebraucht ginn, finanzieren kann. An och d'Steierharmoniséierung op internationalem Niveau ass en Defi, dee mer müssen eescht huelen.

Mir müssen eis hei iwwerleeën, wéi mer dës Erausforderungen uginn a gläichzäiteg eng gerecht Verdeelung vun der Steierlaascht sécherstellen, soudass d'Ongläichheiten an eiser Gesellschaft net nach weider klammen. An ech freeë mech an deem Sënn och op d'Debatt iwwer eise Steiersystem hei an der Chamber, wou mer alleguerten déi doten Aspekter wäerten diskutieren kënnen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer wirtschaftlech a wat d'Staatsfinanze ugeet bis elo dach relativ gutt duerch dës Kris komm sinn,

dann huet dat och mam Finanzsektor ze dinn. Während aner Betriber hu missen d'Dieren zoumaachen, konnt hei séier op Teletavail ëmgestallt ginn a weidergeschafft ginn. Dës Kéier war de Poids vun Finanzsektor an eiser Ekonomie ongeféier en Drëttel vum PIB an och bei eise Staatsrecetten eng Chance. Ma genausou gutt kann dës Ofhängegkeet am Fall vun enger anerer Kris, dem Beispill enger an der Finanzwelt, och zum Problem ginn.

D'Zuelen, déi mer rezent vun der Steierverwaltung an der Finanzkommissioun virgestallt kruten, weisen, dass den Undeel vum Finanzsektor un de gesamte Staatsrecetté vum Staat an de leschte Jore weider geklommen ass. 2019 koumen iwwert d'Hallschent vun der Akommessteuer, dem IRC, dem ICC an dem Impôt sur la fortune aus dem Finanzsektor. De Finanzsektor mécht am Ganze knapp en Drëttel vun de gesamte Staatsrecetten aus.

Et ass also am Interessi vun onsem Land an onse Staatsfinanzen, d'Finanzplaz beschtméiglech fir d'Zukunft opzestellen, an dozou gehéiert d'Transitioun a Richtung vun enger nohalteger Finanzplaz, op där enger Säit, fir d'Klimatransitioun ze accelerieren, also do e Motor ze sinn, an op där anerer Säit och, fir Klimafinanzrisiken anzédammen.

Dës Klimafinanzrisike sinn nämlech e systemesche Risk fir d'Finanzplaz, déi mer wierklech dofir och eescht sollen huelen, well et do wierklech ëm d'Ekonomie geet, ëm onst Land geet an och ëm ons Staatsfinanzen. Vill Experte weisen op déi finanziell Perten hin, déi duerch de Klimawandel op d'Ekonomie duerkommen, wa mir weider op fossill Energien och fossill Technologie setzen, déi keng Zukunft méi hunn, amplaz op d'Klimaneutralitéit ze setzen.

Enger Analys vun der „Financial Times“ no géif d'Begrenzung vun der Äerderwärmung op 2 °C heeschen, dass 59 % vun den aktuelle Reserven u fossille Brennstoffe net kënnen genotzt ginn, also am Buedem bliewen. Bei engem 1,5 °C-Zil wäeren et souguer 80 %. Dat wär eng enorm Perte fir d'Pétrols-, d'Kuel- an d'Gasindustrie an all déi aner Investisseuren, déi an Entrepreneuren investéiert hunn an deem Beräich.

Och wa mer keng genau Zuelen zu dese Klimafinanzrisiken hunn op der Lëtzebuurger Finanzplaz, esou gëtt et awer Unzeechen, dass déi Risiken och bei eis existieren. Greenpeace huet rezent eng Etüd an Optrag ginn, déi d'Nohaltegkeet vun den honnert gréisste Fongen zu Lëtzebuerg analyséiert. Där Analys no investieren déi gréisste Fongen zu Lëtzebuerg net Paräis-konform, mee si bei engem 4 °C-Zenario. Den Auteurs vum Rapport no hätten déi Fongen domat bis 2027 schon hire Carbon Budget ausgeschöpft, deen hinnen am Fong bis 2050 zur Verfügung steet. Domadder si mer dann och iwwerduerchschnëttlech staark Klimafinanzrisiken ausgesat.

Dës Zuele sinn net rassurant, mee mir kënnen se natierlech net einfach esou op de ganze Sektor applizéieren. Si weisen eis awer, dass mer müssen oppassen an dass mer een A müssen dorop halen an dat eescht huelle müssen. Mir brauchen hei eng méi genau Analys an e méi effikasse Reporting vun de knapps 5.000 Milliarden, déi op onser Plaz placéiert sinn.

Dat neit EU-Reglement zum Nohaltegkeetsreporting, dat mir och hei an der Chamber wäerten diskutieren, ass en éischte Schratt, mee geet a mengen Ae warscheinlech net duer. Am Interessi vum Klima, der Zukunftsfäegkeet vun onser Ekonomie an onsem Land mussen mer hei méi Transparenz erakreien. D'Europäesch Zentralbank huet iwwerengens och drop higewisen, dass een déi Riske soll materialiséieren. Si sinn net nëmme fir d'Klima, mee och reng finanziell a fir onst Land, well d'Finanzplaz bei eis grouss ass, problematesch.

Och wa mer natierlech eréischt am Ufank sinn, ass den Trend a Richtung nohaltege Fonge weltwäit ze observieren. Et gëtt ëmmer méi nohaltege Placeementer a se sinn op d'mannst oder souguer méi performant wéi déi konventionell. Dëst Joer hu mer jo d'Taxe d'abonnement fir nohaltege Fonge reduzéiert. Mat dëser Mesure gëtt d'Gréng-Investieren och méi attraktiv. Et ass op alle Fall eng Mesure, déi an déi richteg Richtung geet an déi mer weiterentwéckele sollen.

Mee mir müssen awer wierklech oppassen, dass mat dëser Mesure garantiéiert gëtt, dass och wierklech just nohaltege Fongen dovunner profitieren kënnen! Gas an Atom si keng Léisunge fir d'Klima. D'Europäesch Kommissioun denkt driwwer no, se an d'Taxonomie eranzehuelen, also déi Krittären, déi definieren, ob Projeten nohaltege sinn oder net. Dat riskéiert, ons Klimaziler an d'ökologesche Transitioun a Gefor ze bréngen!

Et ass, wéi de Finanzminister et en Dënschdeg hei an der Chamber sot: „Mir kënnen d'Klimaziler just mat der Finanzplaz errechen.“ A gradesou kënnen mer Lëtzebuerg just op méi fest Bee stellen, wa mer a puncto ökologesche Transitioun vun onser Finanzplaz absolutt Virreider sinn. Dat heescht och, Klimafinanzrisiken ze identifizieren an ze reduzéieren an natierlech déi richteg gréng respektiv nohaltege Fongen ze ënnerstëtzen.

Wat d'nohaltege Investissementer ugeet, ass et natierlech och wichtege, dass mir als Staat mam gudden Beispill virginn an dem Sektor weisen, wuer d'Rees soll higoen. An och wann de Pensionsfond sech eng Ligne directrice ginn huet fir nohaltege Investissementer, esou bleiwen trotzdeem nach eng Rei fossill Aktivitéiten am Portfolio vun deem Fong.

Och den Nohaltegkeetsrapport weist, dass d'Investitiounen vum Pensionsfond am Moment net konform si mat den Ziler vum Paräisser Accord, mee éischer mat engem 2 °C- bis 3 °C-Zenario. Dat ass sécher besser wéi den Duerchschnitt, mee dat geet net duer!

Fir ons Pensiounen beschtméiglech ofzesécheren an am Interessi vun ons all an den nächste Generatiounen ze investieren, mussen mer de Wee vun enger nohalteger Transitioun vun de Gelder weidergoen. Wann et néideg ass, sollte mer heifir och de legale Kader upassen an derfir suergen, dass déi Fongen déi néideg Expertis kreien, fir Decisiounen an deem dote Sënn ze huelen.

Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Relanceplang, de Stabilitéitsplang an de Reformprogramm gi wichtege Impulser fir en nohaltege a gerechten Neistart souwuel heiheim wéi och an der Europäescher Unioun. Ma eis Efforte müssen och doriwwer erass weidergoen, mat héijen Investissementer am Beräich vun der Mobilitéit, der Biodiversitéit, der Gesondheet an dem Logement, mat enger progressiver Steierpolitik, zum Beispill mat enger CO<sub>2</sub>-Bepräisung, déi de Betriber laangfristeg Previsibilitéit gëtt, oder och mat méi Steiergerechtheet, mat enger nohalteger Wirtschafts- a Finanzpolitik, zum Beispill um Niveau vun der Finanzplaz, a schliisslech och mat enger Politik, déi sech um Wuelbefanne vun all de Biergerinnen a Bierger orientéiert.

Zesumme kucke mer an eng relativ ongewëss Zäit. Kee ka genau soen, wéi d'Situatioun an e puer Méint wäert ausgesinn, och wann de Fortschritt an der Impfcampagne fir e virsichtegen Optimismus suert. Och d'Konsequenze vun der Pandemie op d'Ekonomie an d'Gesellschaft wäerten eis nach laang begleeden. A grad dowéinst, wéinst dëser Ongewëssheet, brauche mer e staarke Staat, dee Vertraue schafft, e Staat, deen an d'Klimaneutralitéit investéiert, e Staat, deen den Zesammenhalt an der Gesellschaft garantiéiert. Well et ass elo de Moment, fir zesummen eis Zukunft ze preparieren an esou méi staark no der Kris dozostoe wéi virdrun.

An deem Sënn, Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, soen ech lech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.** - Merci, Här Benoy. An als nächsten ageschriwwene Riedner ass et um honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Madamm Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, 357 Säite krute mer en Dënschdeg ausgedeele mir sollen haut doriwwer debattieren. Dat war eng zimmlech schwierig Lektür an där kuerzer Zäit. Mee Gott sei Dank krute mer awer an der Cofibu e Méindeg iwwer Sliden déi wichtege Punkten durgestallt. Dat war ganz flott gemaach an duerfir villmools merci dem Här Minister.

Ech wäert net paraphrasieren, well dat huet keen Zweck. Et gouf schonn alles gesot, wat zu deem Projet ze soen ass. Ech hunn e puer Froen ze stellen an e puer fundamental Aussoen am Numm vun der ADR ze maachen.

D'Regierung engagiert sech, ënner 30 % Staatsverschuldung vum PIB ze bleiwen an dat „à tout moment“, stoung am Slide. An dat ass extreem luewenswäert an extreem wichtege, well nëmme dank där doter Grenz behale mer eisen Triple-A, deen eis erlaabt, zu Negativzënsen ze léinen.

Meng Fro un de Minister wier: Sinn déi 1,4 Milliarden, déi mer an dese Fong „Facilité pour la reprise et la résilience“ versieren iwwert déi nächst 30 Joer, sinn déi oder ginn déi eréischt an d'Staatsschuld matverbucht?

Triumphal gëtt da gesot, dee Fong wier eng „pièce maîtresse“. Europa stellt de Länner 672,5 Milliarden zur Verfügung. Eis Positioun ass do ganz kloer: Mir si géint eng Schuldenuioun, géint eng Vergemeinschaftung vu Scholden. An dat heiten ass näischt aneres. Et ass an eisen Aen e Vertragsbroch, eng Dommheet an eng Gefor.

Et ass Vertragsbroch, well dese Mechanismus an eisen Aen eng Violatioun vum Artikel 311 vum Traité d'installéiert. Déi Fro ass och aktuell nach unhängeg beim Bundesverfassungsgericht. An do waarde mer dann emol ganz gespaant, wéi deenen hir definitiv Äntwert ausfällt.

Mee dovun ofgesinn ass et och ganz einfach falsch, fir Leit ze belounen, déi eppes falsch maachen. Et ass falsch, Länner ze belounen, déi schlecht haushalten, Länner, déi ze vill Scholde maachen, Länner, déi schlecht gerieren! Dat ass an eisen Aen net eng Fro vu Solidaritéit, mee et ass eng Nativitéit.



Mir Lëtzebuerger bezuelen also 1.400 Milliounen iwwer 30 Joer a kafen doduerch d'Recht, fir 93 Milliounen Subsiden ze kréien. Dat si 6,6 % von eisem eiser Mise. Ech perséinlech hunn nach ni esou e schlecht Investment gemaach. A fir dee Kaddo dierfen ze kréien, mussen mer elo emol de Plan pour la reprise et la résilience zu Bréissel ofginn. An do kréie mer dann eng Zensur, ob mer gutt geschafft hunn oder net an ob mer dierfen eis 93 Milliounen zréckkréien oder net.

An esou einfach ass et net, et mussen och nach Tonne Konditiounen erfëllt ginn! Adequat Äntwerte mussen fonnt ginn op d'Recommandations par pays; ech komme méi spéit nach dorobber zréck. 37 % mussen investéiert ginn an eng gréng Transition an 20 % an d'Digitalisatioun.

A well mir jo als Lëtzebuerger, wéi ëmmer, Muster-schüler sinn, maache mer nach méi. Mir hunn net e Plang iwwer 93 Milliounen, mir maachen e Plang iwwer 183 Milliounen. Mir maachen net 37 % an déi gréng Transition, mee 61 %, an net 20 % an d'Digitalisatioun, mee 32 %. Dee leschte Punkt ass deen eenzeg, deen ech wierklech ka begrëssen.

À propos gréng Transition: Do gëtt geschwat vun der « décarbonisation du transport » duerch d'Promotioun « de l'acquisition de véhicules à faibles ou à zéro émissions » an d'« mise en place de bornes de recharge ». Ech muss ëmmer laachen, wann ech dat dote liesen, Decarbonisation duerch Elektresch! Kënnst d'Elektresch aus der Steckdous? Oder wou gëtt et produzéiert? Mir hunn erneierbar Energien am eestellege Prozentberäich. Dat ass e Fakt. Dovun ofgesinn, dass dat keng Energie ass, op déi ee sech kann zu all Moment verloossen, wa keng Sonn schéngt, wa kee Wand ass an esou weider. D'Elektresch gëtt produzéiert, léif Kolleegen, a grousse industriellen Anlagen, a Kuelekraaftwierker an an Atomkraaftwierker. Mir verlagere also just d'Emis-sioun; vum Auto, dee verbrennt, verlagere mer et op eng grouss industriell Installatioun, soss awer och guer nâischt!

An dann d'Recommandatiounen, do steet ënner Nummer 3: « à assurer la mise en œuvre efficace des mesures de soutien à la trésorerie des entreprises, en particulier les PME et les travailleurs indépendants ». Fannen ech super! Eng richteg gutt Recommendation, déi sollt suivéiert ginn! An da seet d'Regierung ënnen am Slide: „Wéi hu mer dat ëmgesat? Ma mir hunn et ëmgesat duerch d'« introduction d'une taxe CO<sub>2</sub> ». Bravo! Ass dat eppes, fir d'Trésorerie vun de Betriber ze stäerken? « Renforcement des mesures de soutien en faveur de l'électromobilité »: mega! Awërfen hëllef dat der Trésorerie vun engem Indépendant oder vun engem Betriber? Dat Eenzege, wat et bewierkt, ass, dass elo de Gerant vun der SARL, déi Faillite mécht, ka mat senger Elektromobilette op de Greffe fueren, fir säi Bilan ze depeséieren. Dat nennen ech eent zu eent ëmgesat!

D'CO<sub>2</sub>-Steieren, e lästeg Thema: Den Här Benoy huet elo grad a senger Ried gemengt, doduerch hätte mer méi Recetten. De Contraire ass wouer! Mir hu manner Recetten, well manner getankt gëtt, well eis Präisser ze héich sinn!

De Gilles Roth huet ganz richteg gesot: Dat ass eng Steuer, déi trëfft virun allem déi ganz schwaach Leit. Well wie muss mam Auto fueren? Wie muss méi wäit mam Auto fueren? Dat ass deen, dee ganz wäit ewech wunnt a vläicht op Lëtzebuerg fir de Mindest-loun schaffe kënn. Dat ass deen, dee sech am Zentrum keng Immobilie ka leeschten an am Éislek wunnt. Deen ass ugewisen op säin Auto. Dee brauch Bensinn. An deem zéie mer all Mount esou vill Euro méi aus der Täsche, Euroen, déi ganz oft un enger Hand gezielt si vun deem, wat nach Rescht bleift.

Duerfir si mir als ADR ganz allgemeng, an ech hunn dat schonn eng Kéier gesot an ech soen et och nach eng Kéier, géint all weider Steiererhéijung, Taxenerhéijung a géint all Aféierung vun neie Steieren oder Taxen.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **Une autre voix.** - Richteg!

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Dat géif och géint d'Perspektivlosegkeet vun der Jugend hëlfe, well déi ass reell, déi ass reell fir déi eng, déi talentéiert sinn, e gudden Diplom hunn an déi sech dann hei zu Lëtzebuerg mat hirer gudder Pai, op där se ganz héich Steiere bezuelen, vill ze héich Steiere bezuelen, nach ëmmer keng Immobilie kënnen leeschten. Natierlech schafft déi Persoun - an ech si selwer Papp vu véier Kanner an et sinn der dräi vun deene véier an deem Fall - da léiwer zu London, wou d'Immobilie-präisser méi niddreg sinn a wou d'Steiere méi niddreg sinn a wou en Diplom och gutt gewierdegt gëtt. An da gëtt et déi, déi kee gudden Diplom hunn. An do hu mäi Kolleeg Fernand Kartheiser an och mäi Kolleeg Fred Keup schonn ëfters hei gesot: Eis Schoul muss virun allem gutt sinn! Wa Leit mat engem Diplom erauskommen, hu se nach guer nâischt. Deen Diplom muss wäerthalteg sinn! Dee muss eppes daachen! A wann dat net de Fall ass, dann ass et Makulatur.

Ech bleiwe beim Gilles Roth. En huet plädéiert fir manner steuerlech Belaaschtung - bravo! Mee

gläichzäitig schwätzt en dann awer vu méi enger héijer Besteuerung vun de Revenus localifs, méi enger héijer Besteuerung vun der Plus-value beim Immobiliemarkt. Solle wierklech d'Investissementer a Wunnraum méi onattraktiv gemaach ginn? Här Roth, mengt Der wierklech, doduerch, dass mer dat méi onattraktiv maachen, hätte mer da méi Wunnraum? Ech géif soen, éischter de Contraire ass wouer: Et gëtt da manner Wunnraum!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.** - Här Reding, erlaabt Der, dass den Här Roth lech eng ...

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Jo, nach, ...

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.** - ... Fro stellt?

■ **M. Roy Reding (ADR).** - ... also loosst mech dat hei nach ausféieren, well ech sinn nach net ganz fäerdeg mam Här Roth. En huet, mat Recht, gesot, dass nëmme 5.000 Unitéite pro Joer produzéiert ginn. An en huet, mat Recht, gesot, dass dat net duer-geet. Wann awer elo d'Investissementer a Wunnraum erofginn, kréie mer da méi wéi 5.000 Unitéiten doduerch? Ech géif soen: éischter manner!

Dann huet den Här Roth awer eppes Richteges gesot: Soulaang wéi d'Demande méi héich ass wéi d'Offer, kënnen d'Präisser net erofgoen. Dat ass éischter Stonn Economie op der Quatrième. Dat ass esou! Deen eenzeg richteg Wee ass also eng Augmentatioun vun der Offer, also eng Stärkung vun Investissementer, staatlchersäits oder privatersäits, d'Erschaf vu Wunnraum. Dat ass dee richteg Wee!

An datt elo massiv Wunnraum an d'Hand vum Staat kënn, vun effentlechen Institutiounen, dat ass begrëssenswäert, wann an och nëmme wann déi Wunnengen dann och wierklech zu abordabele Loyere verloung ginn! Dat ass d'Konditioun! Mee op där anerer Säit mussen mer eis jo awer bewosst sinn, dass doduerch, dass d'effentlech Hand elo intervenéiert, de Präs um Marché kee Jota ännert. Dee bleift nach eemol esou dramatesch héich wéi d'anermtol.

An da kommen ech nach op eng aner Recommendation. Et gëtt gesot: « quelques défis énoncés dans les recommandations pays par pays 2019-2020 », an do gëtt notament vun eisem Pensionssystem geschwat. An Dir verstitt, dass mir als ADR do ganz sensibel sinn op deem Thema. Eise Pensionssystem ass solidd, well mer 4,81-mol Reserven hu vun deem, wat mer müssen ausbezuelen. Dat heescht: Wa muer keen eenzege Frang méi erakënn oder keen eenzege Euro - soss gëtt nees gesot, ech wier esou en almoudeche Mensch, deen nach a Frange schwätzt -, och wa muer keen eenzege Euro méi erakënn, kënnen mer 4,8 Joer laang d'Rente bezuelen. An och ouni Augmentatiounen vun de Cotisatiounen ass eise System, am Moment, gesé- chert.

Mee mir mussen mat grousser Virsicht virgoen, fir dass dat och esou bleift! An do gëtt et, do ass bei Gott keng Gnod, nëmmeren dräi Schrauwen: d'Eropsetze vun der Liewensarbeitszeit, d'Eropsetze vu Cotisatiounen oder d'Erofsetze vu Prestatiounen. Dat sinn déi dräi Schrauwen, un deenen ee kann dréien. An dat muss ee mat gréisster, gréisster Virsicht maachen.

Et ass logesch, dass ee seet: „Ma wann d'Liewens-erwaardung esou vill méi héich gëtt, da muss och d'Aarbeitsleeschtung méi laang ginn, da muss och de Renteneintrittsalter eropgesat ginn.“ Op där anerer Säit soe mer awer, oder seet och d'Regierung an hirem Dokument, dass d'Liewensqualität aus dem Equiliber tëschent Beruflechem a Privat-liewe resultéiert. A wie freet sech net op seng wuel- verdéngte Pension? Muss ee schaffe goe bis zwee Joer viru sengem Doud oder bis fënnf Joer viru sengem Doud? Dat si Froen, déi mussen gestallt ginn! Mir wäerte jiddefalls als ADR dat doten Thema mat gréisster Opmierksamkeet verfolge- gen.

An da kommen ech zum Här Bauler. Aus dem André Bauler senger Ried hunn ech den Opruff zréckbehal- len: „D'Leit sollen Hénger halen!“

(Hilarité)

An dat fannen ech richteg. En huet Recht! Ech ënnerschreien dat dote mat zwou Hänn. Et geet nâischt iwwer Eeër vun den eegenen Hénger. Aus- ser, dass se biologesch sinn an extreem lecker schmaachen, extreem gutt sinn, muss ee keng TVA drop bezuelen, et kann een domat Tauschgeschäf- ter maachen, et muss ee keng Steieren drop bezuelen an et finanzéiert een also finalement mat sengen Eeër net dat fault Ee, wat eis Regierung eis hei geluecht huet.

Ech soen lech Merci.

An elo stinn ech dem Här Roth zur Verfügung.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här Reding. Ech si mat lech eens, an dat soen ech nach eng Kéier: Mir sinn der Meinung, dass een elo an der Kris an och duerno um Niveau vun dem Steiertarif, dee sech op all Akommesaarte bezitt, dass een do d'Steier- schrauf net sollt an d'Luucht setzen, well mir der Meinung sinn, dass grad elo d'Leit méi Kafkraaft brauchen.

Zweete Punkt - da sot Der: „Mee Dir wëllt awer méi d'Immobilienpekulationen besteieren.“ Do soen ech lech och ganz kloer: jo! Ech kommen dozou.

Éischtens si mer mat lech eens, dass d'Offer muss méi grouss ginn. Dat ass awer de Moment net de Fall.

An do soe mir: Wann d'Offer net méi grouss ass, da kënnen et net déi sinn, déi am meeschte Suen hunn, fir op där Raritéit vun den Immobilien, déi disponibel sinn, dass déi kënnen dropleeën an dass dat och nach steuerlech begünsteggt gëtt. Et ass dat, wat mir wëlle soen. Well Dir wësst ganz genee: Wann net vill Appartementer do sinn, wie kritt se? Dat ass och d'Loi vun der Offer an der Demande. Et kritt dee se, deen herno seet: „Ma ech leeën nach eng Kéier 100.000 Euro drop.“ Da sinn déi Normal, d'Mittelschicht, da sinn déi domadder erleedegt, well de Promoteur, an dat ass och säi gutt Recht, natierlech un dee verkeeft, deen am meeschte bitt.

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Jo.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - A wann deen och nach doduerch dann un d'Accessioun vun dem Logement kënn an dat gëtt nach vum Staat iwwerméisseg subventionéiert, an dat ass de Fall - dat ass de Fall! -, da fanne mir dat net richtig, well mir soen: Da muss d'Besteuerung vu Loun an d'Besteuerung vun den Immobilierevenuen, da muss dat a méi eng Gerechtegkeet iwwergewälzt ginn. An dat ass den Ënnerschied dann zwëschen eis als CSV an als Vollektspartei an lech als ADR, als Alternativ Demo- kratesch Reformpartei.

■ **M. Roy Reding (ADR).** - Deen Ënnerschied ass guer net esou grouss, well ech kann Äre Gedanke- gang, ...

(Interruption)

... ech kann Äre Gedankegang duerchaus novoll- zéien, wa kaaft gëtt en vue de la spéculation. Mee do ass deen éischte Knackpunkt! Wéini kafen ech pour la spéculation a wéini huelen ech einfach eng Decisioun, mech ze desinvestéieren, ass dat da schonn eng Opération de spéculation?

An Dir hutt geschwat vum Eropsetze vun zwee Joer op fënnf Joer. Macht Der domadder eppes géint d'Speculation, wann dann eebe fënnf Joer gewaart gëtt, fir et da kënnen steiervergëschtegt ze ver- kafen? A wéi macht Der et da mam Domicile prin- cipal, wou am Moment ...? An ech mengen, d'Leit müssen dat wëssen, dat ass e ganz wichtige Punkt: Wann ech mäin Domicile conjugal, mäin Haaptwunnsätz, verkafen, bezuelen ech aktuell null Steieren op d'Plus-value, egal, wéi héich se ass. Wëllt Der déi dann och ugoen? Wëllt Der de Leit och do nach Suen aus der Täsche huelen?

An dann drëtens, an ech mengen, dat ass den Haaptpunkt: Wann Dir Immobilieninvestissementer penaliséiert, bestrooft, méi onattraktiv macht, da macht Der nâischt fir d'Offer! An de Problem ass dann net geléist, en ass vläicht an enger Steierge- rechtegkeetsfantase geléist, mee de Loge- mentsproblem gëtt aggravéiert duerch Är Politik.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **Mme Djuna Bernard, Présidente de séance.** - Vill- mools merci, Här Reding. An als nächsten age- schriwwene Riedner ass et um honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Madamm Presidentin. Ech weess, et ass schonn e puermol gesot ginn, mee ech mengen, et seet een et net genuch, d'autant plus dass et awer relativ exklusiv vun der Opposition gesot gouf. E Méindeg um 15.30 Auer, oder um 15.26 Auer, fir prezis ze sinn, mengen ech, krute mer als Deputéiert déi dräi ver- schidden Dokumenter, de PSC, de PNR an de PRR, gemailt, ongeféier 300 Säiten, fir duerno um 16.00 Auer, wou mer déi Jointe haten, Finanz, Economie an Aarbecht, wou mer déi och presentéiert kritt hu vum Här Finanzminister a vum Här Wirtschafts- minister.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Witzegerweis stoung och an der Mail, déi dräi Doku- menter, déi wieren nach confidentiel oder ënner Embargo. Et sollt een op kee Fall iergendeppes nach domadder maachen, an d'Effentlechkeet goen virun der offizieller Presentatioun an der Plenièr. Wéi wann do gréisser Saache géife stoen! Ech hat och net wëlls, déi 300 Säiten op Facebook ze setzen. An ech mengen, souwisou, souguer déi Leit, déi sech wierklech e gréissere Worf erwaart haten, hätten net versicht, onbedéngt dat Ganz ze liesen. Et war e bësse witzeg.

Vu dass ech normalerweis ëmmer op Pabeier schaf- fen, hunn ech dunn ugefaangen um 15.30 Auer, déi dräi Dokumenter erauszredécken. Wéi d'Sézung um 16.00 Auer ugefaangen huet, ware se nach net fäerdeg ausgedréckt. Et huet relativ laang ge- dauert. A mir hunn eng gutt Imprimante! Mir hunn eng gutt Imprimante, mee mir haten ze vill Jamen dran. Bon.

Duerno, den Dag drop, dënschdes moies, hu mer Kommissiounen, dënschdes am Nomëtten hu mer

Plenièr. Do gouf et da presentéiert. Mëttwochs moies hu mer Plenièr, mëttwochs mëttes hu mer Plenièr. Haut de Moien, säit 8.00 Auer, hu mer Ple- nièr, mir sinn do. An haut de Mëtte wäerte mer och Plenièr hunn.

An der Tëschenzeit muss de dann eng Ried halen zu deenen dräi ganz wichtige Saachen, ganz wich- tege Sujeten, wou u sech kee Mensch materiell Zäit hat, dat seriö virzebereeden, y compris d'Mataar- bechter. Well et ass jo och net esou, wéi wa mer nëmme dat ze beschwätzen hätten. An ech schwätzen net nëmme fir déi kleng Sensibilitäten a Fraktiounen. Ech mengen, souguer déi grouss hate Schwierigkeeten, wierklech do nozekommen.

(Interruption)

Da kann ee soen: „Jo, et ass net eis Schold, dat ass eeben esou. Et ass d'EU, déi Dokumenter kommen a leschter Minutt.“ Bon, et hätt een zum Beispill kënn gëschter Moie soen: „Mir maache keng Sézung.“ Dat hat ech och an der Presidentekonferenz proposéiert. Dat war schonn erëm ze vill. Dat war ze vill extrava- gant. Nee, nee, et muss alles derduerch! Allez! Bamm, bamm, bamm, bamm!

Et kann een net seriö schaffen! Mir sinn amgaangen, hei dann e bëssen doriwwer ze poteren. Ech pote- ren dann och e bësse mat, well vill méi gëtt et net.

Et ass och net fair, well mir hunn zwee Regierungs- memberen, déi awer iwwer e ganze Staff vu Mi- nisterialbeamten ..., déi hir Aarbecht ganz gutt ma- chen, déi Saache preparéieren, déi dann och en Dënschdag eng gutt Show konnten hunn, fir eeben hir vermeintlech Succèsen do ze verkafen an der Re- gierung. A mir müssen nach e bëssen do piddelen. Mat e bësse Chance wäerten d'Regierungs- memberen eis och nach äntwerten: „Jo, do hutt Der net richtig gelies!“ oder: „hei do!“ oder: „net do!“ an: „Mir wëllen dat nach maachen an hei lénska riets maachen!“ an esou weider. Dat ass net seriö!

Här President, d'Chamber ass zu engem muecht- lose Kommentator vun de Decisiounen verkommen, an plus précisément, vun den europäeschen De- cisiounen verkommen. An et ass eng ganz geféierlech Entwécklung!

Ech bedauern och ... Ënner anerem wollt ech awer och nach soen, dass de Premierminister seng Ried zu der Lag vun der Natioun vertaagt huet. Ech fan- nen dat net seriö! E soll heihinner kommen an d'Chamber! Ech fannen et och net seriö, dass dat iergendwéi esou eng Decisioun vun der Regierung ass! Mir ass als Chamber solle soen: „De Premier- minister kënn heihinner an en hält seng Ried a mir debattéieren doriwwer!“ Firwat wëllt e sech net virun der Chamber a virun der Opposition stellen? Ech fannen dat wierklech net seriö, ...

(Interruption)

... franchement net seriö! Mee bon, ech verstinn dat och, well esou vill hätt en och net ze presentéieren.

(Interruption par M. Gilles Baum)

Dach, e soll elo kommen! Jo, well viru sechs Méint ... Mir sinn an enger ganz spezieller Zäit. D'Geschicht geet rasant virun. Et ass innerhalb vu sechs Méint villes geschitt. An et gëtt e richtige Besoin, an der Gesellschaft an an der Chamber ze diskutéieren. E soll heihinner kommen a sech virun d'Chamber stellen!

Här President, déi Häre Gramegna a Fayot hunn e ganz optimistescht Bild gezechent. Ech mengen, ech war net deen Eenzege, dee sech gefrot huet, ob d'Regierung d'Realitéit vum Land, vun Europa a vun der Welt nach iergendwéi um Radar hätt.

Wiere mir als Lénk an der Regierung - do sinn der e puer, déi kréien en Häerzinfarkt, mee huele mer et un, ech géif och en Häerzinfarkt kréien, ...

(Interruption)

... da wiere mer och mat enger ganz, ganz schwie- reger ekonomescher Situatioun konfrontéiert. Mir si jo natierlech keng Zauberer. Mee da kann een net d'Aen einfach esou zumaachen a maachen, wéi wann d'Situatioun sech elo lues a lues géif ver- besseren. Well si verbessert sech jo och net op der Covidfront!

Ech mengen, doriwwer kéint een nach ... Et ass net d'Diskussion hei, mee, ech mengen, leider ass déi Geschicht bei Wäitem net erriwer an et kann ee jo och haut de Mëtten, wa mer iwwer d'Brevete schwätzen, nach e bëssen dorop agoen. Mee eko- nomesch gesinn - also, ech sinn zwar bei Wäitem kee grousse Ekonomist, guer kee Ekonomist tout court d'ailleurs, mee ech liese se awer, wéi mir all -, vu lénska no riets soen déi - déi, déi seriö sinn - awer plus ou moins: „Mir steieren an eng Richtung vun enger ekonomescher Rezessioun, déi eng historesch Ampleur wäert hunn.“ Si hunn zwar net déi selwecht Konklusiounen an esou weider, mee dobäi si se sech eens.

An dann, wa gesot gëtt: „Den Här Finanzminister gesäit Luucht um Enn vum Tunnel“, wësst Der, déi eenzeg Leit, déi iergendeng Kéier an hirem Liewe vläicht Luucht um Enn vum Tunnel gesinn hunn, dat sinn déi, déi d'Experienz vum noen Doud gemaach



hunn. Déi hunn op eemol esou eng Luucht. Si erzielten dat dann. Si hunn dann esou en Tunnel gesinn an dann eng Luucht um Enn.

Ech hunn den Androck, datt dat vläicht e bëssen den Zustand vun der Regierung ass. War dat e Lapsus? Mee ech hoffen awer, datt dat net esou ze verstoe war. Op jidde Fall war déi Metapher vläicht e bësse schlecht gewielt.

Mir hunn et tatsächlech mat enger relativ grousser Realitéitsleugnung ze dinn. Fir d'éischt emol gëtt sech gebretzt mat eiser gudder Croissance, déi u sech net esou schlecht ass an Zuele par rapport zu aneren europäesche Länner, bis op Malta, wat nach manner schlecht ass wéi mir, Malta, wat och deelweis eng Finanzplaz ass.

Do stellt ee sech d'Fro ... Jo, natierlech, mir sinn elo bei minus 1,4 %, wat natierlech e risegen Ennerscheid ass par rapport zu aneren europäesche Länner a par rapport zur europäescher Moyenne, déi ongeféier bei minus 7 % läit. Dat ass schonn e puermol gesot ginn. Mir sinn awer och keng Insel. Dat wäert och eng Konsequenz fir eis hunn.

Mee de Problem ass jo och deen, datt eis Croissance gedoppert ass! Déi entsprécht net onbedéngt den ekonomesche Realitéiten an der Realwirtschaft. Mir hunn eng Finanzplaz. An de Problem ass jo och nach grad deen, datt eis Finanzplaz jo justement vun der Kris profitéiert an datt eis Finanzplaz jo justement ... Well et gëtt jo déi ganz Diskussioun, déi geféiert gëtt ... Et gëtt jo Gewënner - den Här Aarbechtsminister huet jo och dovunner geschwat -, all déi Gewënner, déi grouss Konzern an esou wieder, vun der Covidkris.

Maja, datt spigelt sech jo och erëm op eiser Finanzplaz. Mee dat seet net onbedéngt eppes aus iwwert déi ekonomesch Realitéiten! Ech verstinn, et kann een natierlech soen: „De Finanzminister kuckt u sech nëmmen déi doten Zuelen an dat sinn déi Zuelen, mat deenen ee muss schaffen.“ Ech mengen net! E Finanzminister muss och mat aneren Indicateure schaffen. E muss mat der Kafkraaft vun de Leit schaffen. E muss och kucken, wat déi verschidde Liewenskäpersinn, notament de Logement, wat d'Zukunftsperspektive si vun der Jugend, déi wierklech guer net gutt ausgesinn - awer net nëmme vun der Jugend!

An da misste mer och iergendeng kéier, wa mer eng aner Politik wëlle maachen - an ech mengen, et ass esou lues Zäit, an do kommen ech bei de Verglach -, eng staark Ëmverdeelungspolitik ze maachen. Et geet net drëms, elo eng Offerspolitik ze maachen. Do si mer eis wierklech och net eens mat der liberaler Approche vun der ADR. Mee do si mer och éischer der Meinung: Et muss een d'Demande ukuerbelen. Mee dat geet och net ouni gréisser Investitiounen a gréisser Investitiounen ginn net ouni grouss Ëmverdeelung.

Dat, wat d'Amerikaner maachen, et ass awer elo e bësse penibel, datt d'Amerikaner eis u sech ... Ech soen dat, e Vertrieber vun déi Léik seet: D'USA si méi fortschrittlech wéi d'Europäer. Se si vläicht och méi intelligent. Et huet vläicht éischer eppes domadder ze dinn. Déi Räich gi méi taxéiert. Do huet de Biden - dat geet relativ séier - d'Plus-valuë verduebelt, d'Taxatioun.

De Level-Playingfield, Här President, deen ass amgaangen, e bësse méi enk ze ginn. Ech mengen, mir missen déi Diskussioun elo féieren, well dohannert huet sech Lëtzebuerg jo ëmmer verstoppt. Ech mengen, dat ass elo eriwuer. A wann een dann ... Dat hate mer scho bei aneren Diskussiounen. Den EU-Hëllefspak ... Jo, et kann ee soen: „Et kann een net ëmmer alles mat den USA vergläichen!“ - mee trotzdem!

Also, d'europäesch Politik gouf elo vun der Regierung och wierklech héich gelueft an esou weider. Et kënt mer e bësse vir, wéist Der, wéi wann Der Kanner hutt vu véier, fënnf, sechs Joer, déi esou eng Zeechnung molen. Da mole se esou en Haus, wat architektonesch e bësse problematesch ass. Da mole se de Pappa, d'Mamma. Déi si meeschtens méi grouss wéi d'Haus. De Pappa huet véier Hoer. D'Mamma huet esou struwweleg Hoer, déi mof sinn a rosa sinn. D'Sonn laacht, d'Villercher laachen an esou weider. A wat seet een, wann een net grad e Sadi ass? Da seet een: „Mee, et ass ganz schéin“, an et ënnerstëtzt ee seng Kanner. Et seet een: „Et ass wierklech eng schéin Zeechnung. Maach esou weider!“

Ech hunn den Androck, datt d'Regierung et hei zu Lëtzebuerg esou e bëssen d'selwecht mécht mat der EU. „O, wéi schéin ass deen Hëllefspak! O, déi 750 Milliarden Hëllef! O, wéi fantastesch! Wat hues du gutt geschafft!“ Mee a Wierklechkeet ass et genau esou wéi eng Kritzelzeechnung vun engem Fënnfjäreger.

750 Milliarden grosso modo, en plus nach net ganz ëmgesat. D'Amerikaner: 2.200 Milliarden an hirem CARES Act, wou et drëms geet, de Leit cash Suen ze ginn, de Chômage ze finanzéieren, kleng Entrepreneuren direkt ze finanzéieren; 2.300 Milliarden an hirem Consolidated Appropriations Act; 1.900 Milliarden Dollar an hirem American Rescue Plan; 2.650 Milliarden an hirem American Jobs Plan.

Et kann een natierlech net alles vergläichen. Mee den Dëngen ass - an de Biden ass och nach net mäi „cup of tea“ a Wierklechkeet -, mee d'Amerikaner hu verstanen, datt se souguer hiren eegene Kapitalismus musse retten. Souwäit, op déi Iddi kommen d'Europäer emol net. Se sinn u sech amgaangen, eng ganz komesch Richtung ze fueren.

Et kann een natierlech net d'USA mat Europa vergläichen, ënner anerem och well an den USA d'Parlamentar tatsächlech och eppes ze soen hunn. An déi hunn och nach do mat dru geschafft un all deenen ... Et ass ganz exotesch fir eis Europäer, mee et gëtt Länner, wou d'Parlamentar tatsächlech eppes ze soen hunn.

PRR: Déi grouss Errungenschaften, déi matfinanzéiert gi vun der EU, dat ass de Quartier Diddeleng „NeiSchmelz“ - näischt géint dee Quartier, e ganz flotte Projet, et ass zwar net déi leschten Neiegekeet. Et freet ee sech, ob déi Erhéijung vu 16 % erëm eng kéier um Wunnengsmarché ..., déi vun der ausserparlamentarescher Fraktioun vun der LSAP an Artikelen ëmmer, zu Recht, denoncéiert gëtt. Awer ausserparlamentaresch an aussergouvernemental, do gëtt agéiert. Dat ass ëmmerhi gutt.

Mee do stellt ee sech d'Fro, ob d'Regierung sech déi 16 %-Erhéijung och als grouss Errungenschaft opschreift, wann ee um Logement schwätzt. Well jo, déi 16 %-Erhéijung um Wunnengsmaart ass dës Regierung zouzeschreiw an net de virege Regierungen! Viru fënnf Joer konnt een nach soen: „Hei, Allaaschte vu virege Regierungen!“ Elo ass et ze spët! Dat huet domadder ze dinn, datt déi heite Regierung strictement näischt ënnerhëlt géint d'Deierrecht um Logement. An dat wäert katastrophen Auswierkungen hunn!

Bon, et gouf vum Deguerpissement geschwat. Deen ass jo verlängert ginn, well mir Drock gemaach hunn. Merci, datt déi puer kleng Errungenschaften och nach genannt ginn.

Dearboniséierung, dat sinn d'Borne vun der Elektromobilitéit. Déi ginn do finanzéiert. Mir kënnen laang driwwer schwätzen, inwiefern d'Elektromobilitéit wierklech d'Léisung ass, fir d'Klimaziler ze errechen. Ech mengen, do gitt Der an eng ganz aner Richtung.

D'Regierung, Här President, schafft ganz einfach mat alternative Fakten. Dat ass dat Éischt, wourun ech geduecht hunn. Also loin de moi ze mengen, datt den Här Gramegna mam Här Trump ze vergläiche wier! Villes, villes ënnerscheet den Här Gramegna - glécklecherweis - vum Här Trump, mee an der Werneuerung vun der Realitéit an der Lobhudelei vun Errungenschaften, déi inexistent sinn, hunn ech e bëssen dorunner geduecht.

Ech zitieren d'Chambre des Salariés, de „Panorama social“: « Tous les indicateurs pointent vers une progression de la pauvreté des inégalités sociales et économiques et de la précarisation des familles monoparentales et nombreuses et ceci en dépit des transferts sociaux. Et malgré compté parmi les pays les plus développés du monde, le Luxembourg détient le second plus haut taux de pauvreté laborieuse dans la zone euro. Les progressions rompent incessamment depuis vingt ans et ne sont pas palliés par un dynamisme tant à clamer, au contraire. Ça place le pays parmi les très mauvais élèves en matière de rétribution et d'équité économique et sociale. » Ech mengen, do ass relativ gutt resuméiert, wat den ekonomeschen a soziale Bilan vun dëser Regierung ass.

Duerno kéint een nach e kleng Best-of maache vun den Aussoe vum Här Finanzminister. E sot: „Villes ass geschitt.“ „De Leit konnt vill gehollef ginn an och der Wirtschaft am Allgemengen.“ „Méi wéi 11 Milliarden Euro goufe mobiliséiert.“ Dat stëmmt awer guer net esou! Et sollt een awer ... Dofir schwätzen ech vun alternative Fakten.

Déi 11 Milliarde sinn net ausgi ginn. Et sinn éischer 2 Milliarden ausgi ginn: am Chômage partiel, am Congé familial, an den Aiden un d'Betribler, an de Report vun de Cotisatiounen, alles Saachen, déi mir selwer och matënnerstëtzt hunn, genausou wéi quasi all anert EU-Land och! Dat ass elo keng grouss Errungenschaft a keng grouss Leeschtung vun dëser Regierung. Dat war de strikte Minimum, deen dës Regierung iwwerhaupt konnt maachen. Well hätt d'Regierung dat net gemaach, dann hätte mer kënnen de Buttek zoumaachen.

An ech weess, datt d'Regierung awer och net esou weltfirm ass, fir dat och nach ze maachen. Also, keen Applaus! All Regierung hätt dat gemaach! Do brauch se kee Genie ze sinn, fir awer déi Hëllef an do ze deblockéieren.

D'Lëtzebuurger Regierung, natierlech, si ass stabil bliwwen. Ech hunn dovunner geschwat, dem Rôle vun der Finanzplaz, deen u sech de PIB cachéiert an d'Realitéiten och cachéiert, mee och, well d'Finanzmäert ënner anerem och staark subventionéiert gi vun den Zentralbanken. Dat däerf een net vergiessen! Do muss ee sech awer och Froe stellen, wéi dat an Zukunft wäert goen.

Mir hunn och hei e PIB, deen och nach gestäipt gëtt vun engem Immobiliensektor, deen total ausser

Kontroll geroden ass. Dat spillt jo och mat an eisem PIB. De toute façon, déi Croissance an de PIB si keen Indicateur iwwert d'sozial an d'ekonomesch Realitéite vum Land. Dat weess jiddereen an iergendeng kéier misst een driwwer diskutieren.

Et kéint een och nach laang iwwert d'Austeritéitspolitik diskutieren. Den Här Gramegna sot: „Et ass elo net d'Zäit, fir Austeritéitspolitik ze maachen.“ Dat ënnerschreiw ech mat zwou Hän. Mee de Problem ass: Et ass ni Zäit, fir Austeritéitspolitik ze maachen. Och net a gudden Zäiten! Allkéiers, wou dat gemaach ginn ass, dunn ass d'Verschëldung eropgaangen, ënner dem Reagan, ënner dem Thatcher, déi hunn hir Länner a Wierklechkeet verschëlt. A Frankräich och, wéi se ugefaangen hunn, ënner dem Mitterrand geckeg ze ginn, mam Fabius an esou weider - „tourant de la rigueur“. Dinn ass d'Verschëldung eropgaangen - an net, wann een de Géigendeel mécht. Dat liicht engem an. Et ass normal.

An de Problem ass deen: D'Stabilitétskrittären, okay, déi ginn elo net respektéiert, well se a Krisenzäiten net ze respektéiere sinn, mee si sinn och schlecht ausserhalb vun de Krisenzäiten. Mir mussen iergendwéi eweckomme vun deene Stabilitétskrittären, och wann dat der Berliner Regierung net gefält.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Wagner, Dir misst zum Schluss kommen.

■ **M. David Wagner (déi Léik).** - Jo. Den OMT, den Objectif à moyen terme: Also, datt d'Regierung sech weiderhi freet, datt mer iergendeng kéier erëm op plus 0,5 % eropkommen, dat ass awer och eng Form vun Austeritéit, muss ech soen. Ech hoffen, datt d'Regierung do wäert dovun erofkommen.

Voilà! Ech si färdig.

Just eng Saach: Mat de Metaphere muss een oppassen, also zemools, wann et ëm Seefahrerei geet. An ech hu Schëffer immens gären a Wierklechkeet. Mee passt op! Well ech denken och un e Schëff, wann ech déi aktuell Situatioun gesinn, mee d'Regierung gesinn ech net onbedéngt beim Kapitän an der Kabinn. Ech denken éischer un d'Titanic. An d'Regierung gesinn ech éischer als Orchester, deen amgaangen ass ze spillen, fir u sech déi batter Realitéit net wëllen ze gesinn.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Wagner. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mierken, mir hunn et haut mat den nautesche Metapheren. Da probéieren och haut emol als Pirat, eng kéier net mat nautesche Metapheren ze hantéieren, well wien op engem Schëff steet, dee muss och heiansdo Angscht virun de Piraten hunn. Mee bref.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert dës PSC, PRR a PNR - da si mer erëm bei der Buschtawenzopp vu geschier - schwätze mer erëm ënner e bësse méi speziellen Ëmstänn, well och wann de Finanzminister d'Liicht um Enn vum Tunnel scho gesäit an ech säin Optimismus begreissen, esou si mer awer nach laang net um Enn vum Tunnel ukomm a mir mussen wierklech oppassen, datt déi Luucht, déi eis do entgéintkënt, net en Zuch ass, deen deen anere Wee op eise Gleiser fiert an do eng Frontalkollisioun kéint generéieren. Well, an dat ass kloer, duerch dës sanitär Kris huet Lëtzebuerg, wéi vill aner westlech an och generell Länner am globale Süden, opgewisen, datt et bei eisem Santésecteur Defiziter gëtt, déi mer einfach ze laang ignoréiert hunn.

Dofir begreissen d'Piraten, datt 231 Milliounen an d'Santé gefloss sinn. Leider muss een dann awer soen, datt, wann ee vun deenen 231 Milliounen schwätzt, der schonn e ganze Batz dovunner fort si fir kuerzfristeg Projekte wéi de Large-Scale-Testing an d'Kafe vu Schnelltester.

Fir déi méi laangfristeg digital Projeten am Santéberäich sinn am éischte Piler vun PRR just nach ronn 1,1 Milliounen virgesinn. Fir also esou grouss Chifferen ze nennen an ze soen, datt een de Santésecteur wäert laangfristeg ënnerstëtzen, ass awer e bëssen Aewescherei! D'Piraten hätte sech do e bësse méi Wäitsicht, vläicht och iwwert den Tunnel eraus, gewënscht. Zum Beispill hätt ee kënnen nach méi Budget virgesinn, fir d'Kafe vu medezinesche Geräter wéi zum Beispill Häerz-Longe-Maschinen, vun deene mer jo elo wëssen, datt mer der hei zu Lëtzebuerg net genuch hunn.

Här President, vum Thema Santé wéilt ech dann awer och op de Sujet vun der sozialer Gerechtheit ze schwätze kommen. Do huet de Minister Fayot jo en Dënschdeg erkläert, datt elo d'Ziler net méi an absoluten Zuele gemooss ginn, mee datt d'ODDen an de PIB do bien-être eng méi grouss Roll solle spillen. Wann een deen éischen ODD vun der UN liest, heescht et als zweet Zil - Zitat -: « réduire de moitié au moins la proportion d'hommes, de femmes et d'enfants de tous âges souffrant d'une forme ou l'autre de pauvreté, telle que définie par chaque pays ».

Wann een hei zu Lëtzebuerg géif dervun ausgoen, datt domadder de Seuil de pauvreté gemengt ass, dann, muss ech soen, si mer awer am Moment genau an déi aner Richtung ënnerwee. Laut de Statistiker an Europa hätt Lëtzebuerg missen 2020 den Aarmutrisiko vun 85.000 op 79.000 Leit, also ëm 7 %, senken. 2020 hu mer laut Statec awer e grouse Plus, well mir si vu 85.000 Leit op 103.600 eropgaangen amplaz erof op 79.000. D'Zil ODD 1 ass domadder kloer net erreecht a souguer nach méi wäit vun eis ewechgeréckelt.

Wa mer vun Aarmut zu Lëtzebuerg schwätzen, da muss mer och dovunner schwätzen, datt et zu Lëtzebuerg Leit gëtt, déi nach ëmmer keen Accès zu elektronische Geräter, dem Internet an den néidegen digitale Kompetenzen hunn.

An deenen zwou éischte Woche vum Lockdown d'lescht Joer waren 10 % vun de Schülerinnen a Schüler, laut den Zuele vum Educatiounsministère, net ze errechen, an dat obwuel de Ministère ronn dausend Schülerinnen a Schüler en Tablet oder e Computer zur Verfügung gestallt huet, deelweis, well d'Kanner an d'Elteren doheem net eens gi sinn, deelweis, well ee mat engem Computer net esou vill ufänke kann, wann ee keen Internetuschloss huet.

D'Piraten hu scho bei de leschte Wale gefuerdert, datt all Stot mat schoulflichtige Kanner e Computer misst accessibel hunn. Wier dat 2018 scho geschitt, hätt een an der Covidkris déi Suerg zumindest manner gehat.

D'Piraten begreissen an deem Kader dann och d'Formatiounen, déi de Staat wëllt mat de Berufskummeren an der ADEM organiséiere fir Leit am Chômage oder am Chômage partiel. Allerdéings kann ech elo scho soen, datt et net esou wäert klappen, wéi d'Regierung sech dat virstellt. Beim Programm „Digital Skills“ zum Beispill solle Persounen, déi bis den 31. März am Chômage partiel waren, kënnen vun engem 500-Euro-Bong fir Coursë profitéieren.

Dat ass eng exzellent Initiativ! A verstitt mech net falsch, ech fannen dat gutt, datt mer Leit reskillen, upskillen an datt mer hinnen iwwerhaupt Formatiounen offréieren. Mee mir gesinn hei awer e kleng Problem, wa Leit, déi a Coursë sollen en digital Outilen erugeféiert ginn, scho mussen, ier se am Cours matmaachen, de Bong op guichet.lu eroflueden a scho mussen capabel sinn - Zitat -, « de suivre de manière autonome une formation à distance ».

Do geet dach eppes net op! Mir soen de Leit: „Mir erklären lech, wéi den Internet fonctionéiert, mee fir datt mer lech dat kënnen erklären, musst Der den Internet verstoen!“ Iergendwou ass do en Denkfeeler. An ech mengen, dee fält och nach e puer anere Leit heibannen op.

Et erënnert mech e bëssen un d'Geschicht vun den Impffertifikater, déi een nëmmen dann nach eng kéier als Kopie krut, wann ee sech mat engem Token op guichet.lu konnt aloggen. Entweder sollen dës Coursë fir komplett Neiasteiger sinn oder et ass fir déi Leit, déi schonn eppes vu Computeren a Videokonferenzen verstinn. Mee béides gläichzäitig schéngt mer e bësse komplizéiert.

Och solle mer d'Leit net nëmmen, wat d'digital Kompetenzen ugeet, prett fir d'Zukunft maachen. Mir missten zu Lëtzebuerg momentan ongeféier 150.000 Wunnhaiser hunn. Géife mer op d'Hallschvent vun deene Gebaier eng Fotovoltaikanlag vun 10-KW-Peak installéieren - dat ass eng normal Anlag, déi een op engem Daach kann hunn, a mir hu jo méttlerweil e Solarkadaster -, da kéint ee 7,5 Terawattstonne Strom pro Joer produzéieren. Lëtzebuerg brauch haut zwëschen - do schwanken d'Zuelen - 5,5 a 6,5 Terawattstonnen d'Joer. Dat heescht, mir kéinten, reng rechnesch, mat Solarstrom de mathematische Bedarf vu Lëtzebuerg decken.

Am Beräich vun Ëmweltenergien ass also vill Potenzial do. An dofir sollte mer probéieren, esou vill wéi méiglech Leit an dësem Beräich aus- a weiderzubilden. Nëmme esou maache mer eisen Aarbechtsmarché prett fir d'Zukunft a reduzéieren eis strukturelle Chômage.

A wa mer bei de Mënschen am Chômage sinn, wëll ech op dës Plaz drop opmierksam maachen, datt vill Persounen weinst der Pandemie nach ëmmer Problemer hunn, eng nei Aarbechtsplaz ze fannen, an tëschenzäitlech schonn hire Chômage verluer hunn an entweder mussen op hir Reserven zréckgräifen oder an de REVIS gefall sinn.

D'Piraten hätte sech hei gewënscht, datt och d'Méint vun November bis Februar, wou et weinst dem Wanter traditionell méi schwierig ass, eng Aarbecht ze fannen - am Horeca-Beräich souguer onméiglech -, net bei der Dauer vum Chômage matgezielt hätten. Well anescht wéi den optimistesche Finanzminister eis et en Dënschdeg erkläert huet, ass de Chômage net op engem gudden Niveau a wäert bis 2025 och nach weider bis op 7 %, schlëmmstefalls 7,5 % klammen.

Mir hunn also gläichzäitig de Problem vun engem konjunkturelle Chômage weinst der Kris an dee vum scho bekannte strukturelle Chômage, dee muss duerch reskillen geléist ginn.



Mee kréie mir mat Reskilling-Projete wierklech de Problem vun Chômage geléist? Etude weisen, dass vum de Formationsoffere meeschtens déi Leit profitéieren, déi schonns gutt forméiert sinn. Wie keng Bildung huet, kritt also keng bis wéineg weider, während ee mat Bac+5 nach ëmmer méi Chancen um Marché kritt. D'Formationen hunn also net ëmmer e qualitativen Usaz.

Dofir si mir Piraten der Meenung, dass et nëmmen ee Wee aus diesem Problem gëtt, an dat ass d'Grondakommes. D'Grondakommes géif grad an deenen Zäiten all deenen d'Méiglechkeete ginn, sech weiderzubilden, déi am Moment aus finanzielle Grënn net kënnen drop verzichten, zu zwee Vollzäit schaffen ze goen.

Et ass och nëmmen, wann ee weess, dass säin Akommes ofgeschéert ass, dass ee sech traue, fir seng eegen Iddien ëmzesetzen a vläicht seng eegen Entreprise ze grënnen. Och wann dese Projet vu villen heibannen nach ëmmer net als seriö Alternativ zu eiem jétzege System wougerholl gëtt, esou wäerte mir Piraten weiderhin an där Forderung festhalten, well dat ee vun den zukunfts-fäegen a virun allem zukunftsraife Modeller ass.

Här President, wie vu sozialer Gerechtigkeet schwätzt, muss och vum Logement schwätzen. Ech mengen, mir alleguer heibanne waren erfëiert, wéi mer déi lescht Zuele vum Stac gesinn hunn: 16 a méi Prozent Croissance an engem Joer. Dat weist, dass mer definitiv eng Penurie hunn. Dat weist, dass mer en akute Problem hu fir d'Abordabilitéit vu Logement!

D'Piraten begrëssen dofir, dass 51 Milliounen sollen an de Logement, an de Projet „NeiSchmelz“ fléissen. Mir wëllen awer kloer soen, dass dëst net duergeet, fir d'Logementskris ze meeschten. Mir haten op deser Plaz hei scho vun enger Lex Koller geschwat. Mir haten d'lescht Joer och eng Motiou déposiert, fir eng Etüd ze maachen, ob d'Lex Koller och hei am Land géif Sënn maachen.

Dat gouf ofgeleent, obwuel zum Beispill, wéi den David Wagner dat esou treffend formuliert huet, d'ausserparlamentaresch Fraktioun vun der LSAP, nämlech d'Fondatioun Robert Krieps, der Meenung ass, dass dës Iddi op d'mannst zu Lëtzebuerg sollt getest ginn.

Och kéinte mer eis virstellen, dass mer bei der Besteuerung vum Logement - net vum Logement selwer, mee virun allem bei deenen, déi an de Logement investéieren - nach eng Kéier missten Hand uleeën. Ob dat den Amortissement accélééré ass, ob et iwwerhaapt Sënn mécht, steierlech haut engem ze soen, wann en e Gebai keeft, dass dat fiskalesch Valeur ofhëlt, stelle mer a Fro.

Haut hu mer eng pervers Situatioun: Een, deen en Haus keeft fir ze verlounen, dee setzt all Joer eng Perte de valeur, en Amortissement, of. A wann en et da weiderverkeeft, gëtt deen Amortissement, deen en ofgesat huet, dee mer fiskalesch als wouer geholl hunn, net méi an d'Plus-value agerechent. Dat heescht, u sech zerwéiert dee sech zweemol am haitege Steiersystem, dat zousätzlech zu deem, wat de Gilles Roth virdu scho sot doriwier, wéi eng aner Avantagen et gëtt, wann ee Geld verdéngt, wat een net duerch Schaffen, mee duerch Investitiounen oder duerch eebe Wunnen oder Wunnraum scho verdéngt, soudatt mer haut eng Situatioun hunn, dass een, dee fir 100.000 Euro schaffe geet, an dat ass schonn eng richteg gutt Pai, wann e Celibataire ass, um Spëtze-steiersaz ass; deen, deen awer 100.000 Euro duerch Investitioun verdéngt, nëmmen d'Hallschent u Steieren dovunner bezilt.

Dat ass eng ongerecht Behandlung! An da muss ee sech nach ëmmer soen: Et muss een déi 100.000 Euro emol verdéngen! Déi meescht Leit verdéngen déi jo net, mussen awer op engem Wunnensmaart, wou esou Incentive sinn, iergendwou Fouss faassen. 51 Milliounen Investitioun fir de Projet „NeiSchmelz“ wäerten do net duergoen. Et ass eng Drëps, eng wichteg Drëps, mee et ass nëmmen eng Drëps op e gliddege Steen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier ech zum Schluss kommen, wëll ech op deser Plaz och nach iwwert d'gréng Mobilitéit schwätzen. Laut PRR sinn hei 40 Milliounen virgesinn, fir Borne operéieren. Déi 40 Milliounen sinn och dréngend néideg, well laut dem ACL hu mer eist Zil vun 800 Borne fir 2020 ëm lächerlech 40 %, voire 300 Borne, verfeelt gehat. D'Zil fir 2030 si jo 26.000 Borne. Mir kucken dann, ob mer dat Zil errechen, well ouni Borne ass d'Elektromobilitéit natierlech manner attraktiv, an dat net nëmmen fir d'Privatpersounen, mee och fir d'Betriber.

Hei missten de Staat an och d'Chamber mat gud-dem Beispill virgoen. Well wann déi 60 Deputéiert heibannen alleguer wëilten elektresch fueren, da misste se sech am Moment eng Borne deelen. Da wësse mer, dass et e Problem gëtt! Wéi soll ee mam gudden Beispill virgoen, wann den Outil guer net zur Verfügung steet? Also ech hu schonn eng Plaz, wou ee kéint 59 vun deene 26.000 Borne installéieren. Dat géif vläicht och heibanne fir eng gewësse Virbildfunktions suergen.

Fir e ganz rezent Beispill ze zitieren, wat déi absurd Situatioun weist, kann een dann eng Busfirma zitieren, déi an der leschter Woch eng mobil Luedstatioun virgestallt huet: e Camion, deen elo op verschidde Plazen am Land wéi de Rotonden an der Stad Halt mécht, fir Busser opzelueden, e Camion, dee selwer awer net mat Elektresch geluede gëtt, deen et der Firma awer wäert méiglech maachen, fir méi Linne mat den E-Busser ze fueren.

Bis 2025 solle 50 % vun de Kilometeren am Kader vum RGTR mat elektreschbedriwwene Busser a Camionnettë gemaach ginn. D'Busfirme kéinten also elo op d'Iddi kommen, nach méi mat fossille Brennstoffe ugedriwwene Camionen ze kafen, fir esou e Virdeel bei der Linnevergab ze kréien, fir da kënnen punktuell am Land d'Busser ze lueden. Dat ass dach absurd! D'Firme géifen investéieren an Dieselcamionen amplat an E-Busser an dat kann net eist Zil sinn! Hei ass et wichteg, dass mer eng kloer Äntwert op esou Froe ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Piraten begrësse ganz vill vun den Initiative vum PRR a PNR, déi Lëtzebuerg solle fit fir d'digital Zukunft maachen. Mee wéi ech grad erkläert hunn, sinn dës Pläng nach ëmmer net ganz ausgeräift. Mir hoffen dofir, dass d'Regierung an noer Zukunft endlech hire Plan d'action d'inclusion numérique virstellt, fir dass mer endlech kënnen novollzéien, wou d'Rees laut der Regierung da soll higoen. Hoffentlech kënt eis da keen Zuch entgéint!

Mir begrëssen och d'Tatsaach, dass an de Logement investéiert gëtt, och wann nach eemol kloer muss gesot ginn, dass et mat deene puer Suen net gedoen ass.

Mir si gespaant, wéi d'Projete fir eng Guichetsapp an eng E-ADEM um Enn wäerten ausgesinn. A mir hoffen, dass mat deenen 1,3 Milliounen fir den LBR genuch Verännerunge kommen, dass Lëtzebuerg net méi viru weideren Openlux-Skandalen steet.

Alles an allem kann ee soen, dass d'Iddien am Grundsatz gutt sinn, dass et awer deelweis an der Ausféierung kéint scheitern, deelweis awer och um politesche Wëllen, fir nach e puer Schrëtt méi wäit ze goen.

D'Piraten gesinn dofir nach net d'Enn vum Tunnel, wat d'sozial Ongerechtigkeeten an d'Logementskris ugeet, mee mir loosse eis ëmmer gäre vum Géigendeel iwwerraschen.

Merci.

■ **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Clement. An den nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Jo, merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Moien ass scho ganz vill an der Diskussioun gesot ginn. A wann een ee vun de leschte Riedner ass, dann ass och scho ganz vill gesot ginn, wat ee vläicht selwer och gesot hätt.

Ech wollt mech kuerz faassen, just op eenzel Punkten agoen. Ech wollt awer nach eng Kéier och op d'Aarbechtsweis vun der Chamber agoen. Verschidde Kolleegen hunn dat scho virdrun, zu Recht, hei ënnerstrach. Ech muss einfach soen, wéi déi Diskussioun iwwert déi bal 400 Säiten hei verlaf ass, do kann een net stolz sinn als Chamber. An ech mengen, et geet hei guer net ëm Regierung vs. Opposition, et geet hei drëm, wéi mir eis selwer als Chamber consideréieren a wat fir ee Poids mir eis selwer an der Chamber ginn.

An ech fannen einfach, esou wéi dat hei awer innerhalb vun zwee, dräi Deeg quasiment iwwert de Knéi gebrach ginn ass, dass fannen ech net gutt! An ech schwätzen och do als fréiere Chamberspräsident, deem d'Roll vun der Chamber awer um Häerz läit, an ech verstinn natierlech déi Suergen an och déi Delaien, déi d'Regierung huet, mee ech géif awer trotzdem hei nach eng Kéier de Wunsch äusseren, dass mer eis da fir d'nächst Joer vläicht awer géifen e Mechanismus ginn, deen eis, der Chamber, awer e bësse méi Zäit géif ginn, wéi dat dëst Joer de Fall war.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech wëll kuerz op e puer Punkten agoen, fir d'alleréisch, wat dee ganze PNR a PRR do betrëfft an och all déi Mesuren, déi do proposéiert ginn. Ech fannen, dass et deem Plang oder deene Pläng ganz einfach un Ambitioun feelt!

An ech wollt do trotzdem awer emol eng Kéier dee Montant vun deenen 93 Milliounen, déi mer elo vun der Europäescher Unioun kréien, e bëssen an de Kontext setzen, och par rapport zu deem, wat aner Länner kréien. Ech mengen, et geet hei ëm e gesamte Pak vu 750 Milliarden, dovu kréie mir 93 Milliounen, dass si ganz genau 0,02 %.

Ech huelen dann, am Verglach dozou, zwee Länner, mat deene mer eis awer e bëssen, vun der Gréisst hier, kënnen vergläichen, dass si Malta an Zypern. Malta, déi kréien aus deem Pak hei iwwer 300 Milliounen - 300 Milliounen, also dräimol méi wéi

Lëtzebuerg! A wann ech dann Zypern kucken, déi kréie méi wéi 1 Milliard - méi wéi 1 Milliard! Dat sinn Ekonomien a Länner, déi awer iergendwéi mat Lëtzebuerg vergläichbar sinn.

Dofir muss ech einfach soen: Ech fannen, dass et der Regierung hei wierklech un Ambitioun feelt. A wann een dann och nach kuckt, wat fir eng Projete hei subventionéiert ginn, da sinn dat zu engem groussen Deel Projete, déi schonn um Lafe sinn, déi net nei sinn, wou mer elo eebe just kucken, fir do nach eng zousätzlech Subventioun ze kréien. A wann ech dat awer e bësse vergläiche mat deene Montanten, déi un aner Länner ginn - an ech wëll elo guer net déi grouss Länner huele wéi Italien, Spuenien, déi haaptsächlech heivu profitéieren -, muss ech dach soen: Ech hätt mer hei e bësse méi Ambitioun vun der Regierung gewënscht!

A wann ech dann och op déi eenzel Recommendationen hei aginn an ech kucken dann och, wat do emgesat ginn ass, da fänken ech vläicht ganz kuerz mam Ëmweltberäich un. An do wëll ech iwwerens soen: Ech hunn de Moien immens vill flott Propositionen hei héieren. An ech kéint ganz vill - an ech mengen, och aner Kolleeg vu menger Fraktioun -, ganz vill vun deem mat ënnerschreien, wat zum Beispill den Här Haagen, den Här Benoy a souwiso och den Här Wagner hei proposéiert hunn. Just, Dir Dammen an Dir Hären: Ech fannen dovunner awer ganz, ganz wéineg an deene Pläng erëm, ganz, ganz wéineg!

An ech wollt do och emol nach eng Kéier soen: Mir komme jo elo aus där Kris hoffentlech dann iergendwéi eng Kéier eraus a mir wëssen och, a wat fir engem Zoustand ganz vill vun eisen Entreprisén sinn, net nëmme grouss Entreprises, ganz besonnesch och vill kleng Entreprises, Independanten. An déi kréien da permanent vun der Regierung gepriedegt, si missten och elo natierlech hir Klimapolitik ëmsetzen, d'CO<sub>2</sub>-Steier. Wann ech dann awer kucken, wat an deene Päck do konkret fir Entreprisén virgesinn ass, dann ass dat quasiment näischt!

Här Fayot, Dir schwätzt hei vu Fit 4 Resilience, dat wär e super flotte Projet fir Entreprises. Wat ass dat? Hei kritt eng Entreprise d'Hallschecht vun de Consultationsfrais bezuelt, wa se sech da klimapolitesch an digital wëllt berode loosse. Ech mengen, déi meescht Entreprises hu ganz aner Suergen. Déi brauchen net eng Consultatioun, déi hätte gäre eng konkret Hëllef, an net Hëllef iwwer Kreditteer, déi se kréien, mee Hëllef iwwer Subventiounen, wa se elo versichen, déi klimapolitesch an och déi digital Ziler ze errechen.

An ech muss lech wierklech soen, ech fannen do ganz, ganz wéineg erëm, och an deene klimapoliteschen Ziler. Wann ech dat alles liesen, sinn do ganz vill Mesuren opgeléicht, och fir Privatpersounen. Wann ech awer kucken, wéi gesot, wat fir Entreprises an Independanten a schwierigen Zäite virgesinn ass, ass dat quasiment näischt!

Dat selwecht gëllt dann och fir d'Erausforderunge vun der Digitaliséierung. Do ass een eenzege Projet virgesinn, wat sécherlech e begrëssenswäerte Projet ass - d'Digitaliséierung an der öffentlecher Fonction -, e Projet, dee mir voll ënnerstëtzen. Awer och do soen ech lech, Här President: Dat ass awer net dee Projet, deen eis wierklech op déi nächst Joren a Joerzénge Digitaliséierung virbereet.

An ech kommen do awer net derlaanscht, nach eng Kéier drop ze insistéieren: 2014, 2015, wéi dës Regierung fir d'ëischt ugetruede war, wat dat dee grouse Schlager, Digitaliséierung. Hei ware verschidde Kolleegen, déi kënnen sech erënnere, wéi mer deemools am Theater souzen, mam Här Rifkin, mir hunn do gesot kritt: „Lëtzebuerg gëtt e Laboratoire vun der Digitaliséierung!“, „Et gëtt smart Lëtzebuerg!“ Et sollt alles aneschtens goen. Wat ass an der Zwëschenzäit passéiert? Säit den Här Schneider fort ass, ass och den Här Rifkin fort. Et huet säitdem kee méi eppes dovunner héieren. An dat ass schued, well dat ass eng vun deene ganz groussen Erausforderungen och vun deem Land.

(*Interruption par M. André Bauler*)

An da wollt ech op en drëtten Punkt ze schwätze kommen, dee mer och feelt. Et gëtt vill vu Steiere geschwat. 50 Säite stinn an deene Rapporten iwwer Moosnamen, déi solle géint Blanchiment geholl ginn, lauter gutt Mesuren, déi mir honnertprozenteg ënnerstëtzen. Allerdéngs ass d'Steierpolitik, léif Kolleeginnen a Kolleegen, awer méi wéi nëmme Kampf géint de Blanchiment!

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Très bien!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - An ech vermessen awer hei eng ganz Rei vu Propositionen a mäin exzellente Kolleeg Gilles Roth huet dat jo virdrun a senger ganz gudder Interventioun ënnerstrach. Wat ass hei virgesi vu steierleche Mesuren, fir notament déi Schéier zwëschen Aarm a Räich ze bekämpfen? Ech gesi quasiment näischt!

An da just e klengt Beispill, Här President, wat awer wichteg ass: Virdrun ass vun engem - deem anere Kolleeg hei - ënnerstrach ginn, dass jo elo Efforte lafen, fir eng minimal Steier weltwäit an och an

Europa anzeféieren, en Effort, dee mir ënnerstëtzen. Mir fannen och, dass dat eng ganz gutt Iddi ass, déi mir och sollen - mir, d'Regierung - positiv begleeden.

Allerdéngs soen ech lech: Wann dat esou geet, wéi dat der amerikanescher Administratioun virschwief, dass do soll eng minimal Steier vun 21 % ageféiert ginn, kréie mir e rësege Problem. Ech soen lech och, wat de Problem ass. De Kolleeg Roth an ech hunn lech och dozou schonn eng Question parlementaire gestallt. Mir hu jo hei zu Lëtzebuerg e komplett atypesche System. Mir hunn eng Betriebsbesteuerung an do derbäi kënt natierlech d'Gewerbesteuer vun de Gemengen. Wa mir elo op 21 % musse kommen, mir si jo am Moment bei 18 %, wat d'Betriebsbesteuerung ugeet ...

■ **Une voix.** - 17!

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - ... - 17% -, a mir mussen do op 21 % kommen, plus dann déi 7 % vun de Gemengen, da kréie mer e richtege Problem! An ech hätt mir awer gewënscht, och vun enger Regierung, déi mëttel- a langfristeg denkt, dass awer do vläicht an den nächsten Deeg a Wochen eng Rei konkret Propositionen op den Dësch kommen, an dat och am Dialog natierlech mam Syvicol, mat de Gemengen, well et ass och wichteg, an ech schwätzen och hei als Finanzschäfte vun enger grousser Gemeng, dass d'Autonomie communale natierlech respektéiert gëtt.

Här President, e leschte Punkt, op deen ech och wollt agoen, well et och wichteg ass, wat d'Nohaltgkeet, wat iwwerhaapt d'Finanzen ubelaangt, dass ass d'Fro vun der Transparenz. Abee, ech muss lech soen, dës Regierung ass ugetrueden, fir ze soen: „Et muss gestëbt ginn“, „d'Rollueden mussen eropgezu ginn“, „et muss geléift ginn“, „mir brauche méi Transparenz“ - wann ech kucken, wat an deene leschte Méint, leschte Wochen hei a puncto Transparenz geschitt ass, stellen ech mer Froen!

Ech wëll elo guer net op déi ganz Diskussioun vun de Kolleeg vun de Piraten mam CLT-Vertrag agoen oder déi ganz Diskussiounen iwwer MoUen, déi mer net esou kréien, wéi mer eis dat gewënscht hunn, ech schwätzen elo dervun, dass mir an deene leschten zwou Wochen zwou Reunionen haten an der Ekonomieskommission respektiv an der Finanzkommission, wou iwwer aktuell Sujeten - Liberty Steel a Paul Wurth - e Secret de délibération decidéiert ginn ass. Mir waren am Ufank d'accord, ...

(*Interruption*)

... mee ech muss awer soen, wann ech elo kucken, wat dobäi erauskomm ass, do ass quasiment net méi erauskomm wéi dat, wat ee konnt an den Zeitunge liesen. An ech muss lech och soen, ech verstinn net, dass d'Regierung de Präis vun der Sessioun, vun den Aktie vu Paul Wurth net public mécht. Dat si schlussendlech öffentlech Gelder! Dat ass eng Participatioun, déi dem Staat, dem Steuerzueler gehéiert. A wann ee wëllt transparent sinn, muss een, mengen ech, och esou wäit goen, dass een dat do öffentlech mécht, cela d'autant plus, dass dat herno aus de Bicher an aus de Bilane vun deene Gesellschaften souwiso wäert erausgoen. Dat fannen ech net gutt an ech géif wierklech hei en Appell maachen, dass och d'Regierung an deenen nächste Wochen a Méint vill méi Wäert op Transparenz leet!

Mee dat gesot, soen ech, dass eigentlech all dës Pläng e Spigelbild vun deser Regierung sinn, déi, leider, méi reagiert wéi agéiert, déi guer net esou nohaltg ass, wéi se dat ëmmer behaupt, déi wéineg innovativ ass, well ech gesinn net, wéi mer déi Digitaliséierung solle packen, déi ganz wéineg sozial ass - an de Kolleeg Gilles Roth huet dat ënnerstrach -, déi iwwerhaapt net transparent ass. An ech hunn d'Gefill, dass dës Regierung amgaangen ass, d'Zukunft vun deem Land, vun eise Kanner a Kandskanner ze verschlofen.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Mosar. An de leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, elo, nodeem ech alleguerten d'Interventiounen héieren hunn, geet et mer e bësse besser. Ech hat am Ufank geduecht an ech hat mat mengem Kolleeg Aly Kaes driwwer rieds: 400 Säiten ze liesen innerhalb vun zwee Deeg an dann eng Ried draus ze maachen, dass ass awer net grad dat, wat mir zwee gewinnt sinn. Ech hunn awer elo matkritt, hei sinn och Leit mat anere Formationen, déi haten och Schwierigkeeten, fir déi 400 Säiten, déi mer en Dënschdeg virgestallt kritt hunn, bis an de leschten Detail ze liesen. Dat huet mech awer elo e bësse berouegt, dass ech net deen eenzege war, deen do Problemer hat mat deene 400 Säiten.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no der Pandemie kréie mer eng Wirtschaftskris, kréie mer eng Sozialkris. Dat war eng Diskussioun, déi mer haten, déi mer hei an deem Sall - jo, dat war



schon hei an dësem Sall - geféiert hunn, mat all deenen Erausforderungen, déi op eis zoukommen, well jo kee Mënsch mat deem gerechent hat, wat alles an där Pandemie géif kommen, wat wirtschaftlech a sozial géif op eis duerkommen a wéi laang dat Ganzt géif daueren. Et war jo keen, deen d'Glaskugel hat an dee wouss d'lescht Joer am März, dass dat do eppes ass wier, wat eis een oder zwee Joer géif beschäftegen a wat eis héchstwahrscheinlech sozial an och wirtschaftlech méi laang wéi zwee Joer beschäftegt, nämlech net nëmmen déi zwee Joer, wou mer dra sinn, mee och während deem, wat nokënn.

An no den Ausféierunge vu mengen zwee Fraktionskollegen, dem Gilles Roth an dem Laurent Mosar, wollt ech mer erlaben, just e puer Remarke bäizefügen, och iwwert dat, wat duerno gesot ginn ass. Mir hunn heibanne geschwat iwwer Index, mir hunn heibanne geschwat iwwer Indexierung: Mir hu Motiounen abuecht gehat als CSV, dass et fir eis wichtig wier, dass zum Beispill all déi Familljenzoulagen erëm géifen indexéiert ginn. Dat ass alles ëmmer vun der Regierung ofgeleent ginn. Et huet geheescht, et stéing an Ärem Koalitiounsprogramm, mee et géif eréischt den 01.01.2023 kommen.

Ech wëll awer soen: Do ass et jo net nëmmen ëm den Index gaangen, mee do war och ofgemaach mat de Gewerkschaften - an ech huelen un, dass se sech dat e Samschdeg och nach eng Käier allegueren an hiren Éischte-Mee-Riede wäerte soen -, do war en Accord 2014, dass d'Kannergeld reegelméisseg géif ugepasst ginn un d'Deierecht. Deemools hu mer net geschwat vum Index, well dat war net Bestanddeel vum Accord. An do huet just de Staatsrot en negativen Avis ofginn, dofir ass et net dozou komm. Mee duerno ass awer näischt méi geschitt.

An haut huet an enger Zeitung - wann ech dat richtig gelies hunn, war et d'kommunistesch Zeitung - och d'Presidentin vum OGB-L genau op deen dote Punkt higewisen, dass 2014 en Accord vun der Regierung do war mat de Sozialpartner oder mat de Gewerkschaften, dass e Projet de loi do war, deen awer, opgrond vun de Remarke vum Conseil d'État, duerno an dem Tirang verschwonnen ass. An et ass ni méi eppes geschitt. An och all dat spillt mat, wann ee vu „sozial“ schwätzt a wann ee vun enger „sozialer Kris“ schwätzt.

An da kënn och dat derbäi, wat de Gilles Roth de Moien nach ënnerstrach huet: Wa mer vun CO<sub>2</sub>-Taxe schwätzen, da muss mer awer drun denken, wat dat bedeit, de Pëtrol, wat dat bedeit, de Gas, wann dat elo alles mat taxéiert gëtt. An dat ass guer net am Index dran. Den Här Fayot huet viru gelaacht doriwwer. Ech sinn awer der Meenung, dass dat fir déi Leit, déi allkéiers müssen ... - elo de Moment ass de Wanter eriwuer, mir wëssen net wat fir e Wanter op déi Leit zoukënn, wa se Mazout mussen bestellen -, dass si dann do dierfe matbezuelen an taxéieren.

An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, kann ech perséinlech déi Fuerderung vun der ULC, dass dat alles misst integral mat un den Index ugepasst ginn, voll a ganz ënnerstëtzen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - Ech wollt awer och nach eppes soen zum Impôt foncier - zum Impôt foncier, well dat jo och mat Wunnen ze dinn huet. Ech ka mech erënneren, 2014, den Här Gramegna verbessert mech, ass gesot ginn: „Mir fänken u mat enger Reform fir den Impôt foncier“. Do ass net nëmme vu B6 geschwat ginn, mee do ass och nach vun anere Saache geschwat ginn, ob mer net eng ganz nei Aart a Weis vu Grondsteuer brauchen. Dat ass jo net de Finanzminister, do ass den Interieur gefuerdert. An ech muss lech soen, ech hunn awer säit 2014 näischt méi dovun héieren. Déi eenzeg Remark, déi ech eng Käier gemaach kritt hunn: „Jo, wann s de den Impôt foncier wëlls maachen an du wëlls nei Krittäre bréngen, da wier et emol un der Zäit, dass mer och iwwerall PAGen hätten, dass mer an all Gemeng PAGen hätten.“

Ech muss lech awer soen: Fir d'PAGen ass net d'Opposition zoustänneg. Menges Wëssens ass dat d'Majoritéit, ass et d'Regierung, déi zesumme mat de Gemengen do misst d'Decisionen huelen, wéi et weidergeet mat de PAGen. A mir si jo nach ëmmer net amstand, dass an 105 Gemenge PAGE sinn! A mir bräichte jo awer fir d'Éischt déi PAGen, fir dass eng anere Grondsteuerreform kéint kommen. Duerfir géif mech och do interesséieren, wat de Finanz- oder de Wirtschaftsminister eis kënnen soen, wéi wäit mer si mat där Reform vum Impôt foncier.

An da schwätze mer vun der Jugend. Hei si ganz vill Leit ... An ech ënnersträichen dat: Eis Jugend huet keng Perspektive méi oder net méi déi selwecht Perspektive wéi virdu.

Ech hu gëschter mat enger Persoun geschwat - ech hunn och heibanne mat engem driwwer geschwat -, deen huet sech gemellt op enger däitscher Uni. An do huet e geäntwert kritt: „Hast du Coronaabitur?“ Du huet de Jong gefrot: „Wat ass dat, Coronaabitur?“

Maja, dat sinn allegueren déi, déi d'Première kritt hu während der Pandemie. Dat ass awer net nëmmen esou hei zu Lëtzebuerg, mee dat gëllt och op deenen anere Plazen. „Und da ist das Abitur ...“, naja, dann machst du mal ein Aufnahmeexamen, damit du zu dieser Universität oder Hochschule kommen kannst.“ An dee Stempel wäert allegueren deene Kolleginnen a Kollegen ... Et ass awer elo kee Virwurf un d'Regierung, wéi ech direkt soen, well fir d'Pandemie si se nach net responsabel.

(**Interruption**)

Vläicht fir d'Bekämpfung, awer net dofir, dass se komm ass. Mee allegueren déi Jugendlech hunn e Stempel. An ech muss lech soen, dat gëtt fir déi och net einfach. An dofir mengen ech, dass et och wichtig ass, dass mer do eppes maachen, fir deene Jugendlechen och Perspektiven ze ginn. An do ass jo och ënnerstrach gi vu verschidde Regierungsmemberen, si géifen elo Hëllef kréien.

Mee mir wëssen och emol: Déi eng kënnen sech impfe loossen, fräiwëlleg, wa se wëllen, mee fir eis Jugend, dat wäert nach daueren. Wéini komme se un den Tour? A wat fir eng Méiglechkeete kréie se alles? Mir wësse vum Problem, dee se hunn, fir Stage- a Léierplazen ze fannen. Och do ass et wichtig, wann ee vun engem Plan de relance schwätzt, dass een hinnen do Hëllef gëtt, fir dass se déi Stagë kënnen maachen, dass se eng Perspektiv hunn, well wa se hiren Ofschluss net kënnen maachen, gëtt et och schwéier, fir duerno ... - den Här Roth hat de Moien d'Beispill ginn, wat et hei kascht, fir en Appartement oder eng Wunneng ze kafen -, fir do kënnen aktiv ze ginn. An och dat muss mer mat erahuelen.

A wa mer schwätzen, an ech hat dat gelies, den Educationminister huet gesot, mir missten hinnen och all déi Hëllef ginn, och psychologesch an esou weider an esou fort, wat ech och alles matënnerstëtzen, da sinn ech dach awer paff, dass, nodeem mer elo während Méint gesot kritt hunn, d'Verhandlungen géifen op Topniveau lafen, fir endlech en Accord ze fannen - d'CNS mat de Psychotherapeuten -, dass elo d'lescht Woch gesot ginn ass: „Et ass elo alles d'Baach erfogaangen, et kënn iwwerhaupt näischt“, zwëschent der CNS an de Psychotherapeute géif näischt lafen. Da muss ech lech awer soen, da gëtt dat awer och nach eng finanziell Belaaschtung fir allegueren déi Leit, déi sech dann do Hëllef mussen siche bei de Psychotherapeuten, wann et nach ëmmer net méiglech ass, do Remboursementer ze kréien, nodeem dat elo während dräi Joer awer ëmmer ënnerstrach ginn ass, dass dat alles géif lafen.

An Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, wa mer da schwätze vun de Stageplazen, vun der Ausbildung, da wëll ech mech och e bësse mat engem Secteur beschäftegen, deen awer ee vun de Réckgrater ass vun der Lëtzebuergescher Ökonomie an eent vun de Réckgrater, wat de Patron ubelaangt, deen Aarbechtsplaz stellt, an dat ass de Mëttelstand. Wann ee kuckt, wiwill Leit an de PMEe sinn ... An ee vun de Virriedner huet schon ënnerstrach, wat fir eng Problemer et ginn huet bei der Restauratioun, bei de Profession-liberalen, well déi mat am meeschten dovun betraff waren, och, wat am Handwerk geschitt ass. Et dierf een awer net vergiessen: Déi lescht 30 Joer sinn an deem Secteur net manner wéi 30.000 nei Aarbechtsplazen entstanden, Aarbechtsplazen, déi mer brauchen. An do muss ee sech dann d'Fro stellen: Wat kënn elo op eis zou?

Mir hu matkritt, ënnert der Presidence vum Här Fayot ass gëschter festgehalde ginn am Comité de conjonction, dass d'Baubetrieb Chômage partiel kréie fir d'Méint Mee a Juni, well Schwieregkeeten do sinn, Material erbäizekréien. Schwieregkeeten, Material erbäizekréien, dat bedeit normalerweis och - meng kleng Nues seet mer dat -, dass dann och eppes bei de Präisser wäert geschéien, well wann d'Material méi rar gëtt an d'Nofro méi grouss gëtt, da geet normalerweis och de Präis an d'Luucht, dass dat och nach wäert ...

■ **M. André Bauler (DP).** - Ass scho längst amgaang!

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - ... eng zousätzlech Saach sinn, déi do mat dran ass.

Ech begrëissen awer ausdrécklech, dat wëll ech och soen, dass do gesot ginn ass fir dee Secteur, dass de Chômage partiel géif verlängert ginn. Et muss een och ënnersträichen, dass et gutt war, dass mer de Chômage partiel haten, fir souwuel am Mëttelstand wéi och an deenen anere Wirtschaftsberäicher déi Aarbechtsplaz kënnen ofzesécheren, déi do waren.

Mee och de Statec huet gëschter drop higewisen, wéi en d'Zuel vun de Faillitté plus ou moins op deem selwechten Niveau ass wéi déi Jore virdu. Mee Dir wäert mech kee Ligner nennen, dass an deenen nächste Méint nach wäerte Faillitten nokommen, deemno wéi et elo weidergeet mat der Pandemie, a wann elo erëm, hoffe mer jo alleguer, normal Zäiten op eis zoukommen, ouni alles mat der Pandemie ze maachen, dass dat awer nach zu wirtschaftleche Schwieregkeeten an domadder zum Ofbau vun Aarbechtsplaz wäert féieren. An dofir wier et wichtig,

dem Handwerk nach méi eng grouss Hëllef zoukommen ze loossen, wéi dat de Fall ass.

An da stellen ech mer och Froen - an duerfir geet dat un den Här Finanzminister an och un den Här Sozialminister -, wéi et dann elo viruegt mat deenen Accord-specialen, déi getraff gi sinn. Ech denken un den Teletravail, wou Der jo Accorde fonnt hutt mat eisen Nopeschlänner, wéi et mat der Besteuerung geet. Bei deem enge Land wieren et jo soss 24, bei deem aneren 19 oder 29 Deeg. Do ass jo en Accord fonnt, bis Enn dëses Joers dierft do kee Problem sinn. Mee wéi geet et duerno virun, am Kader vum Teletravail? A wéi geet et och virun am Kader vun der sozialer Versécherung? Well et ass jo net nëmmen de steierlechen Accord, mee et ass och den Accord vun der europäescher Direktiv mat der Sécurité sociale, wou d'Leit duerno hir Soziallaaschte mussen bezuelen. Och dat gehéiert fir mech an e Plan de relance an och do ass et wichtig, dass een dat mat berecksichtegt, wat do alles op eis zoukënn.

Well mir si jo net méi spéit wéi déi lescht Wochen a Méint ëmmer erëm vun de Gewerkschaften a vun de Betriber drop opmierksam gemaach ginn, wat fir eng Katastroph amgaang ass ze geschéien am Logistiksecteur, wou op eemol déi Camionschaufferen allegueren net an der Loft hänken, mee net méi hei zu Lëtzebuerg verséichert sinn. An do wier et och wichtig, dass mer do endlech kéinte soen ..., well och dat gehéiert fir mech zu engem Plan de relance, dass mer deene Leit soen, wéi et mat hinne viruegt.

An dann nach e Punkt: wa mer vu Plan de relance schwätzen an, den André Bauler huet drop higewisen, vun der Knappheet vum qualifizéierte Personal, dass mer da vläicht müssen déi néideg Akzenter setzen, am Santéberäich, wou d'Leit elo zwar während 18 Méint vill, am Ufank vill, geklappt kritt hunn, duerno oft gesot kritt hunn: „Mir maachen eng Reform“, mee duerno ass awer an der Tat nach näischt geschitt, dass et och do wichtig wier, dass mer déi néideg Akzenter setzen, fir dass mer och deene Leit Perspektive ginn.

A wa mer dovun schwätzen, vun der Relance, wéi ass et da mat der - Stéchwuert - Selbstversuergung? Mir hunn an dëser Kris jo gemierkt, dass mer net amstand waren, entre guillemets, de Santésecteur aleng mat deene Leit, déi hei am Land wunnen, oprechtzerhalen. Mir hu gemierkt bei de Masken a bei der Schutzkleedung, dass mer op d'Ausland ugewise sinn, net nëmmen ausserhalb vun Lëtzebuerg, mee och ausserhalb vun Europa.

Misste mer net och do elo schon an engem Plan de relance soen: „Mir müssen et fäerdegbréngen, hei zu Lëtzebuerg Selbstversorger ze ginn; Selbstversorger an de Spideeler a fir allegueren déi Saachen hierzustellen, déi do gebraucht gi sinn?“ Muss mer net kucken, wat do am Logistiksecteur geschitt ass, wat am Sécherheetssecteur geschitt ass, bei der Sécherheetsfirma an am Transport, fir dass mer do integral Selbstversorger kënnen ginn an net ëmmer müssen op d'Ausland ugewise sinn?

Mir kënnen dat erweideren op de Botzsecteur, op den Handel, déi och ganz grouss do waren. An och wa mer do net déi Leit gehat hätten, déi Grenzgänger an Netlëtzebuerg, déi an deene Secteure schaffen, dann hätte mer allegueren de Fanger an de Mond gestach, well mir hätten en net gehat.

An dat ass dat, Här Minister; et si ganz vill Iddien, iwwert déi ee kann diskutéieren a streiden, mee dat ass dat, wat mir opgefall ass, wat guer net dran ass. Well dat ass jo awer och e soziale Charakter, fir all deene Leit eng Aarbechtsplaz ze ginn an all deene Leit och eng Perspektiv ze ginn, an eng Perspektiv net nëmmen, fir eng Aarbecht ze hunn an dann ëmmer um Mindestloun setzen ze bleiwen, mee och eng Perspektiv ze hu fir eng Karriär vun 20, 30 a 40 Joer.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, ech kéint nach eng hallef Stonn esou weiderfuere mat Beispiller, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Spautz, Dir musst ...

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - ... mee de Problem ass, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - ... awer esou lues zum Schluss kommen.

■ **M. Marc Spautz (CSV).** - ... mee de Problem ass, den Här Etgen huet mer déi rout Kaart gewisen. En huet mer gewisen, dass meng Riedezäit ofgelaf ass.

Mee ech kann lech awer versprechen, ech wäert op all déi Sujeten nach bei aneren Debatten zréckkommen, well et ass wichtig, dass mer et fäerdegbréngen, déi néideg Konsequenzen aus där Pandemie ze zéien an dass et Lëtzebuerg och geléngt, Selbstversuerger ze ginn, fir dass mer manner vum Ausland a vun eisen europäesche Kollegen ofhängeg sinn a fir dass mer och d'Méiglechkeet hunn, déi Saachen aleng kënnen ze geréieren.

Merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Spautz.

D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

**Prise de position du Gouvernement**

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léiwe Regierungskolleg Franz Fayot, ech wäert op fénnef Froen agoen, déi ech mer selwer gestallt hunn, mee déi ech dann als Fro hei formuléieren, fir op déi vill Kommentaren ze reagéieren.

Déi éischt Fro ass: Wéi ass eis Wirtschaftsflag reell haut zu Lëtzebuerg? Déi zweet Fro ass: Hu mer ze vill gemaach? Hu mer ze vill ausginn? Déi drëtt Fro ass: Hu mer eng ze vill héich Schold? Déi véiert ass: De Plan pour la reprise et la résilience vu Lëtzebuerg, wéi muss een dee richtig kucken an interpretéieren? Fénneftens: Wéi ass et mat de Krittäre vu Maastricht? Wéi geet dat an Zukunft weider? An dann eng kleng Konklusioon.

Wéi ass eis Wirtschaftsflag? Mee ech mengen, déi ass gutt! An dat ass och, mengen ech, bal net a Fro gestallt ginn. Ech mengen, doriwwer kéint sech jo bal jidderee freeën, net nëmmen, well mer déi Drëttbescht an Europa sinn, mee well och allegueren d'Tendenze weisen, dass dëst Joer schonn e ganz zolitte positiven Impakt wäert kréie vu plus 4 % an dass mir eent vun deene Länner sinn, wat am Laf vun dësem Joer als Éischt erëm den Niveau vum PIB vum Räichtum wäert erëmfannen, dee mer virun der Pandemie haten.

Wiem säi Verdéngscht ass dat, dass et eiser Wirtschaft gutt geet? Ben, als Éischt géif ech gär soen, den Entrepreneuren hire selwer. Verschidde huten et natierlech schwéier, méi schwéier wéi anerer, mee wann et eiser Wirtschaft d'lescht Joer net esou schlecht gaangen ass wéi an anere Länner, wa se dëst Joer wäert 4 % wëssen, ass dat de Meritt vun den Entrepreneuren a vun deene Leit, déi dra schaffen!

Deen Zweeten, deen ee Meritt drun huet, ben, dat sidd Dir, dat sidd Dir, d'Chamber, mat all deene Mesuren, déi mer geholl hunn. Dofir kënnen mer all dorop houfreg sinn. An ech wëll ënnersträichen, fir déi, déi fannen, dass dës Regierung net transparent genuch ass: Ech kennen net vill Chamberen, Parlamenten an Europa, wou d'Regierung esou oft virun d'Parlament komm ass, fir Mesuren am Parlament virzustellen. Kuckt emol, wat a Frankräich geschitt. Do soll den État d'urgence nach bis den 31. Oktober verlängert ginn. Do gëtt alles par décret gemaach. Do ass d'Parlament außen vor - net zu Lëtzebuerg!

Ech verstinn, dass d'Opposition awer bal ëmmer dergéint stëmmt, well et eeben d'Opposition ass. Dat ass esou. Dat kéint ee sech och anescht virstellen, mee dat ass eeben de Choix vun der Opposition. Mee mir kommen heihinner. All déi Saachen, déi mer decidéiert hunn, déi hu mer all hei zesammen decidéiert. Also wann dat net Transparenz ass, da weess ech net, wat Transparenz ass.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. André Bauler (DP).** - Ganz richtig.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dann huet d'Regierung och e kleng Meritt, well mir hu jo déi Virschléi gemaach, mee Dir hutt se adoptéiert. Esou vill zur Wirtschaftsflag. Ech mengen, d'Zuele schwätze fir sech selwer.

Hu mer ze vill ausginn? Hu mer ze vill Depensé gehat? Ech mengen, dat huet kee gesot vun lech - keen! An doriwwer freeën ech mech. Et ass keen hei op der Tribün gewiescht, dee gesot huet, mir hätten do Sue verpolvert, mir hätten net hei missen, mir hätten net do missen. Dat huet kee gesot. Très bien! Ech huelen dat zu Kenntnis. Ech fannen dat och ganz gutt. D'Gesondheet geet vir! Verschidde ner hunn dat nach ënnerstrach. Dat war de Motto déi ganzen Zäit, och fir mech als Finanzminister: D'Gesondheet geet vir. D'Krittäre vu Maastricht, d'Defizitter kucke mer direkt duerno. Mir versichen natierlech, rationell auszeginn an opzepasst, mee d'Gesondheet geet vir.

An dat Zweet, wat virgaangen ass, war dat Soziaalt, ganz bestëmmt dat Soziaalt. An dofir wäert ech elo awer e bëssen Zäit domat verbréngen, fir lech ze soen, wiwill am Soziale gemaach ginn ass. Ech muss soen, wann ech der Opposition nolauschten op deem do Punkt, kann ech dat einfach net net nëmmen net verstoen, mee soen, dass et falsch ass.

Ech erkläre mech: Mir hunn 2,6 Milliarden ausginn als Mesuren, dat steet an den Dokumenter dran, bis elo an dat geet jo nach weider dëst Joer, fir d'sozial Situatioun vun de Leit, d'Existenz vun de Leit, fir den Entrepreneuren ze hëlfe. Ech hunn dat jo a menger Ried laang erklärt. Vun deenen 2,6 Milliarde sinn 73 % - 73 %, dräi Véiere! - sozial Moosnamen. Fir dann hei ze soen, dass mer hei net ambitiéis genuch wäeren, mee ech mengen, wat hätt een dann nach méi kënnen maachen? Mir sinn dat Land an Europa, dat bal 5.000 Euro pro Kapp ausginn huet - méi wéi all déi aner. Maja déi 2,6 Milliarden, dat sinn zu dräi Véiere! elauter sozial Depensen. Déi di mer net leed. Et ass gutt, dass mer dat gemaach hunn. An déi ze verschweigen an ze soen, wéi wann dat dat Normalst vun der Welt wär, ass falsch. Dofir hu mer och deen Defizit, dee mer hunn.



## Chambre des Députés

### Compte rendu officiel

**Supplément commun aux quotidiens :**  
Luxemburger Wort, Tageblatt, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

**Contenu rédactionnel :**  
Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**Saisie de texte :**  
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Conception et mise en page :**  
Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

**Concept et coordination générale :**  
brain&more, agence en communication, Luxembourg

**Imprimeries :**  
Mediahuis Luxembourg SA  
60, rue des Bruyères  
L-1274 Howald

Editpress SA  
Belval Plaza, 7, avenue du Rock'n'Roll  
L-4361 Esch-sur-Alzette

Wat fir eng sozial Mesuren en plus hu mer nach ehooll? Also ech wëll wierklech insistéieren: 73 % vun deenen 2,6 Milliarden, dat si sozial Depensen, dat si bal zwou Milliarden. An dann ass derbäikomm: Mir hunn de Pouvoir d'achat vun de Leit gestärkt. Ech zielen d'Saachen net nach eng kéier op, déi ech schonn a menger Ried gesot hat. A mir hunn, ënner anerem, och Saachen am Steierleche gemaach. An et war schonn interessant, dass mer ëmmer erëm op d'Steieren ze schwätze kommen an dass ëmmer erëm de Crédit d'impôt hei a Fro gestallt gëtt. Ech muss lech soen, ech widderhuelen dat ganz gären: De Crédit d'impôt ass dat Gerechttst, wat mer an eiser Steierpolitik säit Joerzéngte gemaach hunn, ...

#### (Interruption)

... dat Gerechttst! A wann ech dann d'CO<sub>2</sub>-Steier als Beispill huelen: Dank dem Fait, dass mer de Crédit d'impôt salarial, Crédit d'impôt pour pensionnés, Crédit d'impôt monoparental hunn, kënne mir geziilt sozial gerecht offiedereren.

#### (Interruption)

An et ass dofir, wou mer dat Instrument elo gebrauchen amplaz den Index fir verschidde geziilt Saachen.

Nu stellen ech fest, dass déi gréissten Oppositionspartei hei op där selwechter Linn ass wéi déi Lénk. Dat ass Äert gutt Recht, mee ech kann nëmme stauen. Well wann een den Index doduerch an d'Luucht dreift, dass een elauter Augmentatioune vu Präisser, vu Matière premières einfach drastoe léisst an dat dann dreift mat der CO<sub>2</sub>-Steier, majo da bréngt mer zwou Saache fäerdeg: Mir entschiedege Leit, déi et net brauchen, finanziell, zum engen. An zweetens: Mir maachen d'Klimazil vun der CO<sub>2</sub>-Steier nichteg. Also mir maache jo eng CO<sub>2</sub>-Steier, fir dass et méi deier gëtt, mam Auto ze fueren, fir ze tanken, zum Beispill.

#### (Interruption)

Firwat maache mer dat? Majo, fir dass d'Leit sollen zweemol iwwerleeën, ob se solle mam Auto fueren. Si sollen den Transport public huelen, dee mer jo gratis gemaach hunn. Mee wa mer soen: „Mee mir fiedereren dat iwwert den Index of“, majo dann dreiwere mer just d'Präisser a mir fiedereren et erëm of. Dat mécht absolutt kee Sënn. Dofir verstinn ech déi Revendicatioun net. Ech weess, dass och d'Gewerkschaften an anerer dat fuerderen, mee ech verstinn et net. Also ech verstinn et, dass se dat froen, mee ech fannen et net justifiabel.

Ech hunn elo vun den 2,6 Milliarde geschwat. Ech soen och nach e Wuert iwwert den Aarmutsrisiko. Natierlech suivéiere mer dat als Regierung ganz no. A mir stelle fest, dass mer do ganz héich si mat 46 % Aarmutsrisiko. Mee et misst een awer d'Korrektheet hunn, hannendrun ze soen, wat d'Chambre des Salariés iwwerengs selwer seet, dass awer all sozial Mesuren an Offiederungen a Leeschtungen, déi Lëtzebuerg huet, den Aarmutsrisiko vu 46 % op 18 %, 17,5 % erofdrécken. Mir sinn dat Land, wou all déi Mesuren, déi Kompensatioun, wann een esou wëllt, sozial Leeschtungen deen Aarmutsrisiko am meeschten erofdrécken. Da si mer nawell op 17,5 %, mir sinn net méi op 46 %, an dat ass nawell eng Suerg. Mee kommt, mir molen eist Land awer net, wéi wa mer dat do net géife seriö huelen! Mir sinn eent vun deene Länner, wat am meeschte sozial offiedert an et ass och gutt esou. A mir sollen eis

grad ëm déi 17 %, déi iwwregbleiwe vum Aarmutsrisiko, bekëmmere - wäerte mer och maachen, maache mer och déi ganzen Zäit, hu mer an der Kris gemaach.

A mir mussen eis en parallèle och ëm déi wirtschaftlech schwach Secteure bekëmmere, déi grad an dëser Kris vill gelidden hunn. Ech denken un den Horeca, un d'Kultur, un den Evenementiel an esou weider. Dat alles muss een zesumme kucken.

An dann, wat dann elo de Pak ubelaangt, do hunn ech eng konkret Fro kritt. Ech komme mer heiansdo vir wéi an der Schoul. Da ginn ech gefrot, ech misst elo séier op enger Säit op eppes äntwerten. An der Primärschoul war dat och esou: „Elo maache mer ...

#### (Brouhaha)

... eng Reproduction“, huet dat geheescht, „eng Zesummefaassung“. Dann huet de Schoulmeeschter eppes opgesot an dann huet een dat missen noschreiwene - ganz schwéieren Exercice iwwerengs!

#### (Hilarité)

A wann een do d'Haaptsaach vergiess huet, dann huet een eng Datz kritt.

#### (Interruption)

Bon, ech muss awer hei soen, dass déi Aufgab hei net ze vill schwéier war, well wéi d'Hëllef vu Lëtzebuerg presentéiert gi sinn an ausgereicht gi sinn, steet schonn an eisem Budget vun 2021 dran. Dat hunn ech de 14. Oktober hei presentéiert. An zwar op de Säite 15 a 16 kann een dat noliesen. Dat gëtt et also scho säit sechs Méint. An ech mengen, et ass awer wichteg, dass ee sech hei eng Minutt hält, fir ze erklären, wou een un déi Zuel kënnt.

Ech muss och direkt virausschécken, dass net de Lëtzebuurger Staat oder d'Lëtzebuurger Regierung déi Methodologie erfonnt huet. Et ass d'EU, déi eis déi virginn huet. A mir hunn eis natierlech do ageeit. Ech ginn och gären zou - mee wéi gesot, mir sinn net dofir responsabel -, dass een do heiansdo Äppel mat Bieren zesammenzielt, mee et ass eben esou, wéi een et huet missen op Bréssel schécken.

Mir hunn also fir Lëtzebuerg Depensé fir 3 Milliarden, déi do virgesi sinn. Ech erklären elo, wat d'Ennerandeelunge vun deenen 11 Milliarde sinn: 3 Milliarde sinn also virgesi fir Depensen an dann hu mer virgesi fir Perte-de-recetten a Reporten am Ganzen 4,6 Milliarden. Also do gi Perte-de-recetten ugereicht - et ass eng komesch Methodologie - an d'Reporte ginn dann addéiert. Reporten heescht jo net, dass een eppes verléiert, Reporten heescht, dass een eppes méi spéit kritt. Mee d'Kommissioun huet decidéiert: Mir weise gären domat Flexibilitéit vun de Länner. Si verléiere Recetten a si mussen Reporte maachen an da gëtt dat zesummegezielt. Voilà. An da gëtt et Garantien an Héicht vun 3,4 Milliarden. Esou kënnt een op déi 11 Milliarden.

Ech hunn och a menger Ried net gesot: „Mir hunn 11 Milliarden ausginn.“ Ech hu gesot: „Mir hunn 11 Milliarde mobiliséiert.“ Ech hunn express dat Wuert gebraucht, fir justement ze verhënnere, dass ee kéint mengen, ech géif soen, mir hätten 11 Milliarden ausginn. Wou wär ech déi dann och siche gaangen?

#### (Hilarité)

Dann hätt ech jo och missen 11 Milliarde léine goen. Voilà.

Dat ass dann zu menger Hausaufgab ..., dat ass mäin drëtter Punkt: Hu mer eng ze vill héich Schold? Dat huet kee gesot. Dat fret mech och. Mir bleiwen och an der ganzer Period, wou mer de Pluriannuel maachen, ënnert den 30 %. Dat ass och doduerch méiglech, well eis Wirtschaft weider wüsst. Well déi 30 % hunn natierlech een Numerateur, dat ass, wivill Schold een huet, an ennen, de PIB, wivill dee wüsst. Wann dee méi séier wüsst, jo, da geet dee ganze Ratio manner séier an d'Luucht. Dofir ass et jo esou wichteg, dass eis Wirtschaft wüsst. An dofir hunn ech och mat deem Punkt ugefaangen: „Wéi steet et mat eiser Wirtschaft?“ Wann et där gutt geet, jo, dann ass alles méi einfach!

Mir hunn also eng Schold vun 28 % maximal iwwert déi ganz Period. Mir kommen elo - d'lescht Joer ware mer op 24,9 %, ronn 25 % - am Laf vun dësem Joer schonn op 28 % (veuillez lire: vun nächste Joer schonn op 28 %). An do bleiwe mer ongeféier. An da fänke mer 2023, 2024 un, erëm erofzuegoen.

D'Augmentatioun vun der Dette, déi mer haten - ech insistéieren dorop -, war zu Lëtzebuerg 2,8 % d'lescht Joer. Ech hunn elo d'Zuelen extra nach zesumme-geschriwwen. Mir hunn also eng Augmentatioun vu bal 3 %. Däitschland hat 11,6 %. Dat heescht, Däitschland, dat grousst Däitschland mat där gréisster Wirtschaft vun Europa, huet sech dräimol méi verschëlt am Rhythmus wéi mir, Frankräich sechsmol méi an d'Belsch siwemol. A wann Der natierlech déi Länner kuckt, ëmgekéiert, déi déi héchste Scholden hunn, dat sinn déi, déi sech och nach additionell am meeschte verschëlden. Dat ass natierlech eng ganz schlecht Noricht, mee et ass awer esou. A mir ware schonn de gudde Schüler a mir bleiwen de gudde Schüler.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - En Deputéierten aus der Opposition huet d'Fro gestallt, ob déi 1,4 Milliarden, déi mer da mussen rembourséieren op iwwer 30 Joer, ob déi schonn an der Schold mat dra sinn. Si sinn op jidde Fall an deenen nächstten dräi, véier Joer nach ëmmer net dran, well mir fänke jo net do un, se ze rembourséieren. Wéi mer se dann an den 30 Joer rembourséieren, muss een da kucken, ob een dat mat de lafende Recetté fäerdeg-bréngt. Déi Montante sinn och dann, well se op esou eng laang Zäit verdeelt sinn, net esou gravéierend, dass dat eng Suerg soll sinn. Mee ech wollt dat, en toute transparence, awer soen.

An da kommen ech op de Plan pour la reprise et la résilience ze schwätzen. Och hei wëll ech e bëssen aushuelen, fir d'Saach, mengen ech, richteg an de Kontext ze setzen. Verschiddener an der Opposition hu gesot: „Mir kréien nëmme 93 Milliounen a mir wäerten awer vill méi abezuelen.“ Dat ass richteg. An dozou hu mer scho vill erkläert, dat ass en Zeeche vun der europäescher Solidaritéit. Dat ass ganz richteg.

Mir waren eent vun deenen néng Länner, déi als Regierung der Kommissioun an dem Conseil geschriwwen hunn, dass mir esou eng Solidaritéit géife fuerderen. Mir waren eent vun de Länner, wat dat gefrot huet. Mir waren eis och bewusst, dass mir grad mat deene wäeren, déi am meeschten, proportionell, géife bezuelen. Mee dat ass nëmme déi eng Säit vun der Medail. Déi aner Säit vun der Medail ass folgend: Wien ass an Ären Aen dee gréisste Beneficiaire vum Marché unique a ganz Europa? Ech weess net, ob Der lech déi Fro scho gestallt hutt, mee ech kann lech d'Äntwert op jidde Fall ginn: mir! A well d'Beispill vun den zwee Inselstaate genannt ginn ass, dass déi méi kréie wéi mir: Déi beneficiéieren, muss ech lech soen, vill manner vum Marché unique wéi mir, vill, vill manner. A wann ...

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Finanzminister, erlaabt Der, datt den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Duerno. Duerno, duerno.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Duerno.

#### (Interruption)

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Duerno. Ech hunn och schonn op seng Fro geäntwert.

#### (Hilarité)

Jo, well ech esou gentil sinn. Mee et ass jo richteg. Ech hu jo de Problem ugeschwat.

Also, wou war ech drun? Solidaritéit. Marché unique. An ... Esou, gesitt Der, Här President, elo hutt Der mech duerjerneruech!

■ **Plusieurs voix.** - Mat deenen zwee Inselstaaten.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - A, déi zwee Inselstaaten, voilà, dass déi zwee Inselstaate manner beneficiéieren. Mee nach vill méi einfach ausgedréckt: Et geet eis gutt, wann et der europäescher Economie gutt geet! Ech mengen, et brauch een net laang Economie studéiert ze hunn. Also ass et eisen Interêt, dass et an Europa méi Wuesstum gëtt, méi qualitative Wuesstum. Wat et do besser dréit, wat et eis besser geet!

An dann, an dat mécht mech e bëssen traureg, well ech mer d'Fro stellen, ob et de mauvaise foi ass oder ob d'Regierung esou schlecht erkläert: Déi, déi eis hei op der Tribün soen, dass den 93-Milliounen-Plang net ambitiéis genuch ass - ma wat wëllt Der da mat 93 Milliounen maachen? 93 Milliounen, majo, da kuckt dach laanscht déi 93 Milliounen, déi si gutt investéiert, do hale mer d'Krittären alleguerten an: 61 % gréng, iwwer 30 % digital - ganz fein, hält alles an. Mee mir investéieren 2,9 Milliarden!

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass jo net ganz éierlech, fir dann ze soen: „Äre Plang vun 93 Milliounen ass net ambitiéis. Do feelt viles dran.“ Majo, gitt op déi richteg Plaz kucken!

■ **Plusieurs voix.** - Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mir hunn och - richtegerweis ass dat gesot ginn - Recommandatiounen. Op d'Fiskaliteit kommen ech nach ze schwätzen um Schluss a menger Konklusioun an och op den Anti-blanchiment. Ech si frou ze héieren, an der Opposition, dass si och ganz dofir sinn, dass mer all déi Saachen am Anti-blanchiment solle maachen, déi mer solle maachen. Mir maachen dat jo och als Regierung säit laanger Zäit. A mir hunn alles ëmgesat. Ben, Dir hutt alles ëmgesat. Et si jo Transpositionen. D'Chamber huet dat ëmgesat. An d'Regierung dréckt an déi Richtung. Mir mussen impeccabel doranner sinn. A mir wäerten dat och an Zukunft maachen. A mir mussen eis een deem aneren hei hëllef, andeem mer och séier legiferéieren, well déi Matière evoluéiert ganz séier. A mir mussen kucken, dass mer do optimal opgestallt sinn.

Da kommen ech bei d'Krittären. Ech mengen, et ass interessant, dass mer kuerz driwwer schwätzen. Ech huelen de Krittär vun der Dette - dat hunn ech scho gesot -, do bleiwe mer ënner 30 %. Do dierf ee 60 % a mir sinn op 28 % maximal. Mir halen deen also an. Iwwert den Defizit: Dëst Joer wäerte mer en Defizit am Gesamtstaat hunn, deen 1,4 Milliarden ass, 2 % vum PIB. Mir halen deen schonn dëst Joer an! An Dir wësst jo, dass d'Clause échappatoire gëllt fir 2020, 2021 a warscheinlech 2022. Mir halen also déi zwee wichtegst Krittäre schonn an.

Deen drëtten, den OMT, deen hale mer dëst Joer nach net an. Deen hale mer d'nächst Joer och nach net an. Mee dat Joer, wou de Pacte de stabilité et de croissance erëm misst gräifen, wäerte mir den OMT kënnen anhalen. Mir maachen dat net - fir déi, déi dat fäerten - aus Fetischismus. Mir maachen dat net, fir Bréssel Freed ze maachen. Mir maachen dat, well dat eng gesond Finanzpolitik ass. An déi gesond Finanzpolitik huet eis geholfen. Mir stoung besser do am Ufank vun der Kris wéi all déi aner Länner.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An esou solle mer och an Zukunft sinn.

■ **Une voix.** - Richteg!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Mir sinn e klengt Land. Mir mussen virsiichteg sinn.

Den Deputéierten Haagen hat mer do eng Fro gestallt an ech ginn och ganz gäre kuerz drop an: Wéi gesäit Lëtzebuerg d'Zukunft vum Pacte de stabilité et de croissance? Ech kann zwou Saachen dozou soen: Ech hoffen, dass mer et fäerdegbréngen, dass deen nächste Pakt net méi „Pacte de stabilité et de croissance“ heescht, mee „Pacte de croissance et de stabilité“. An domadder, mengen ech, hunn ech scho viles erkläert. An ech soen dat säit Joren am Eurogroup. Mir mussen d'Investitiionsausgaben, haaptsächlech déi qualitativ Investitiionsausgaben, anescht consideréiere wéi lafend Käschten. Dat muss anescht gereicht ginn. An dann hu mer deen Nodeel net méi, dee vill vun lech fäerten, dass de Pacte eis anengt, eis net erlaabt, eis ze entwéckelen, dass deen eis eng Brems asetzt fir d'Kompetitivitéit an d'Innovatioun. Dann ass dat manner. Dat muss dach ze maache sinn! Ech kréie gesot, dass dat komplizéiert ass. Mee da mussen mer Krittären entwéckelen, wat fir eng Investissemeter dat kënne kréien. An da kréie mer e bessere „Pacte de croissance et de stabilité“.

Zur Konklusioun wëllt ech kommen a vläicht, ier ech zur Konklusioun kommen, nach e Wuert iwwert d'Finanzplaz. Den Här Benoy hat richtegerweis och d'Wichtigkeet vum Marché unique ënnerstrach. Eis Finanzplaz kann nëmme fonctionéiere mat oppene Grenzen, kann nëmme fonctionéieren haaptsächlech an engem Marché unique, mee net nëmme an engem Marché unique. Fir mech ass dat dat Alleréisch, wat mer mussen an d'A faassen.

An dat Zweet ass: Eis Finanzplaz muss nach méi nohalte ginn. Si ass schonn eng, déi op deem Wee ass, mee do ass e ganz laange Wee virun eis. D'Regierung ass voll mobiliséiert. An ech schaffe jo ganz enk do mat der Madamm Minister Dieschbourg zesummen a mir wäerten dat och an Zukunft nach weider maachen. Mir hu jo och d'Luxembourg Sustainable Finance Initiative dëst Joer lancéiert a mir hunn do ganz vill Projeten am Tüb.

D'Konklusioun, dat sinn zwee Punkten. Deen Éischen ass: Wer soll das bezahlen? An dat Zweet ass de President Biden. Dir gesitt, et sinn interessant Sujeten.

Wer soll das bezahlen? Ech kréien déi Fro déi ganzen Zäite gestallt, elo, wou mer esou vill Schold hunn, additionell Schold, wou mer Defizit hunn. Jo, mir hunn Defizit. Ech sinn traureg driwwer, dass mer en Defizit hunn, mee et ass net anescht gaangen an ech assuméieren et voll. Wéi komme mer dorauer eraus aus deem Defizit, deen nach fir dëst Joer ronderëm 2 Milliarden ass an der Administration centrale? Eh bien: mat Wuesstum - Punkt. Ganz einfach: mat 4 % Wuesstum dëst Joer! Déi nächst Jore kréie mir esou vill Recetté méi, dass mer doduerch lues a lues kënnen den Defizit ofbauen.

Elo kann ee mer soen: „Dat ass awer vill ze vill optimistes“, jo. Et ass net optimistes, et ass realistesch! An dat ass och den Ennerscheid mat der Kris vun 2008, 2009. Kuckt zrëck, wéi d'Croissance an de Länner war an där ganzer Period. Ech géif soen: Gott sei Dank fir d'Land, Gott sei Dank fir d'Regierung, Gott sei Dank fir d'Chamber ass et esou! Mir hunn hei eng Kris vun enger anerer Natur, an där d'Ekonomie direkt ganz déif gefall ass, mee déi awer elo ganz séier erëmkennt. Mir gesinn et an Amerika. Mir gesinn et a China. Mir fänken un, et, Gott sei Dank, an Europa ze gesinn. Op jidde Fall zu Lëtzebuerg gesi mer et. Also ass do de Vergläich mat 2008 en aneren. A mir hunn natierlech och nach geléiert vun der Kris vun 2008, dass mer dee Feeler net solle maachen, justement den Invest ze quetschen, well dat d'Reprise jo wäert bremsen.

Dofir, als Finanzminister setzen ech mech an, dass mer keng nei Steiere sollen aféieren. An ech



mengen, dat huet och kee gefuerdert hei. Grosso modo si mer eis do eens: keng Steiererhëijung, weeder fir d'Leit, mee awer och net fir d'Entreprises. D'Entreprise muss jo kënnen gutt funktionéieren, muss jo kënnen verlueren Terrainen elo erëm guttmaachen. Also dat gëllt fir déi eng an dat gëllt fir déi aner.

An domadder schafe mer Vertrauen. Dat, wat mer wierklech brauchen, dat ass Vertrauen an d'Zukunft, Vertrauen an ons Économie, Vertrauen an eis diversifizéiert Wirtschaft, Vertrauen an eis Finanzplaz, déi ëmmer méi soutenabel gëtt. An domadder komme mir eraus.

An dann zur Fiskalitéit: Ech woen ze soen - fir deen an der Opposition, dee gesot huet, mee mir géifeng do net reagéieren -, also ech weess net, ob mir jee eis Fiskalitéit méi moderniséiert hu wéi an deene leschte fénnef, sechs Joer. Dat froen ech mech awer, ob mer et jee méi moderniséiert hu wéi an deene fénnef, sechs Joer!

Zweetens ass esou vill international geschitt. Dat ass natierlech spezifesch fir déi Period. D'Steierlandschaft huet zwëschen 2015 an 2020 méi changéiert wéi an den 80 Joer virun. Also muss mer eis upassen. Europa mécht dat, setzt dat em. A Lëtzebuerg setzt dat dann och em. Mir si proaktiv an deenen Diskussiounen, suergen natierlech dofir, d'Intèrète vu Lëtzebuerg do ze verteidigen an och ze maachen, dass mer och nach attraktiv bleiwen, attraktiv awer fair.

An dofir ënnerstëtzt Lëtzebuerg d'Iddi vun engem zweete Pilier an der OCDE-Verhandlung. Firwat an der OCDE? Mee, well mer do e Level-Playingfield kréie fir d'ganz Weltökonomie an zweetens wéinst der Fairness. A Lëtzebuerg ass also derfir, dass eng minimal Steuer soll kommen. De Montant, d'Modalitéiten, dat ass amgaangen, alles ausdiskutiert ze ginn. Den amerikanesche President huet do ganz ambitiéis Virschléi gemaach. Ech muss lech soen, d'Diskussioun fir d'Minimalsteuer war esou engagiert, dass ee vun enger Minimalsteuer vun 12 % geschwat huet. Elo huet de President Biden déi zwou Zuelen ëmgedréit a schwätzt vun 21 %. Dat ass eng ganz héich Zuel. Mee ech soen lech fir Lëtzebuerg: Wann dat deen neie Minimum gëtt, ma da gëtt dat den neie Minimum. An dann hu mir dat, wat mir am meeschte brauchen: de Level-Playingfield, déi selwecht Spillreegelen fir jiddwereen. An dat mécht eist d'Liewe vill méi einfach.

An ech si confiant, dass Lëtzebuerg sech mat deenen neie Reegelen, mat engem Level-Playingfield gutt wäert schloen, well contrairement zu deem, wat vill Auslänner mengen, si mir net gutt, well mir soi-disant méi niddreg Steieren hunn - ech hunn och hei héieren, dass der vill fannen, dass se vill ze héich sinn, loosse mer dat emol op der Sait. Mir si gutt, well mer vill Savoir-faire hunn, well mer oppe sinn a well mer en Dialog mam Secteur hunn, mat alle Secteuren hunn an hinnen nolauschten, fir dofir ze suergen, dass mer eis gutt kënnen entwickelen. An dofir sinn ech och zouversechtlech fir eis Wirtschaft, zouversechtlech fir eis Finanzen, zouversechtlech fir eist Land.

Ech soen lech Merci.

■ **M. André Bauler (DP)**.- Exzellent!

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoools dem Här Finanzminister Pierre Gramegna. Dann dräimol Parole après ministre. Fir d'éischt den Här Kartheiser, duerno den Här Roth an dann nach den Här Mosar.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Jo.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Kartheiser.

■ **M. Fernand Kartheiser (ADR)**.- Villmoools merci, Här President. Et ass eigentlech éischter eng Fro, déi ech nach un den Här Finanzminister hat. En huet zwar gesot, dem Här Reding seng Fro wär beäntwert. Ech sinn net ganz esou sécher, net ganz optimistes, net ganz esou zouversechtlech, datt dat schon de Fall ass.

Et wär, mengen ech, ganz interessant, eng Kéier iwwert d'Technicitéte vun där gemeinsamer europäescher Schold ze schwätzen. Zum Beispill: Wéi gëtt decidéiert, wou déi Suen hierkommen? Ass dat am Krees vun de Finanzministere? Ass dat d'Kommissioun? Kann déi dat autonom maachen? Ass d'Lëtzebuerg Finanzplaz interesséiert? Ass se bedeelegt? Also dat ass emol deen éischte Volet. Wéi a wéini ginn déi Suen erhuewen? Op wéi eng Manéier? Wien decidéiert dat?

Dat Zweet ass: Dir wésst, ech mengen, mir hunn eis Position kloergemaach. Mir si géint de Prinzip, well mer mengen, net nëmme mengen, mee iwwerzeegt sinn, datt et e Vertragsbroch ass. An ech mengen, datt et schwéier ass, do de Contraire ze behaupten. Dat wésst Dir warscheinlech och, Här Minister.

Dat Drëtt ass: Wa mer déi Scholde mussen zréckbezuelen, Dir hutt jo elo confirméiert, datt dat op eise Budget geet. Mee gi se eis och national zougerechnet? Et ass jo eng europäesch Schold. Mir beweegen eis ganz no un der 30%-Mark. Dir sot:

„Mir gi vun 2023, 2024 un erëm liicht erof.“ Mee mir sinn nach ëmmer net wäit vun 30 %. Mee fir eis ass dat e vitalen Interessi, well d'cotatioun vum Triple-A ënner anerem och dovunner ofhänkt, datt mer eise Scholdenniveau net iwwer 30 % klamme loosse. Wat ass den Impakt vun der europäescher Schold? Wéini kënt wéi e Volumen dann op eis duer, wat eis eventuell national ugerechent gëtt? A riskéiere mer net, doduerch iwwert déi 30 % ze kommen? Och dat ass eng Fro, déi eis interesséiert, den Impakt: Wéini muss wat bei eis ugerechent ginn? A wat sinn déi Risiken, déi mer doduerch lafen?

Dir hutt vum Remboursement geschwat. Wéini gëtt dee gemaach? Muss mer dat global ophuelen? Dir hutt gesot: „Mir muss kucken, wa mer dat net aus de Recettes courantes packen.“ Jo, bon, dat ass awer elo wierklech eng ganz evasiv Ausso fir e Finanzminister. Dir entschëllegt mech, wannech gelift, wann ech dat esou kloer soen. Mee ech mengen, mir mussen nach iergendwéi kënnen aplangen, wat dat fir eng järelech Belaaschtung fir de Staatsbudget duerstellt. An och do wäre mer frou, wa mer vun lech emol konkret kéinte gewuer ginn, wat de Remboursement vun der europäescher Schold konkret fir de Staatsbudget bedeit.

Also, wann Der elo vläicht net op all déi Detailer kënt äntwerten, wat ech och ka verstoen, well heiandsdo verschidde méi komplex Saachen domat verbonne sinn, da menge mer awer, datt mer müssen an der Finanzkommissioun an den Detail dovunner goen, well et ass wierklech eppes ganz Neies, och an deem System, an deem Finanzsystem, an deem mer eebe koexistéieren, a mir müssen einfach, mengen ech, als Deputéiert genau wëssen, wat do geschitt.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci, Här Kartheiser. Da vläicht fir d'éischt nach den Här Roth an de Mosar, datt mer déi dräi Interventiounen bündelen.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Mir sinn nach net fäerdeg.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Jo.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Mir sinn net fäerdeg mat der Presentatioun vun der Regierung.

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- Merci, Här President. Mir halen net op d'„Hären“, duerfir ass et „Roth a Mosar“, dat ass egal.

Ech wollt just soen, Här Finanzminister, ech hunn lech opmierksam nogelauschert: Dir schreift lech ëmmer gären Dialog an Transparenz op de Fändel, mee wann een lech dann Dialog an Transparenz fret, da sidd Der ganz séier pikéiert. Ech hunn lech de Moien effektiv kuerz no aacht gefrot, wéi Dir op dee Chiffer vun deenen 11 Milliarden Hëllef komm sidd. Den Här Wagner huet vun „alternative Fakte“ geschwat. Ech géif soen, et ass eis Roll, ouni dass Der sollt pikéiert sinn, als Deputéiert, dann och déi vun der Opposition ..., dass Der net sot, wéi wann dat wier, wéi wann e Schoulmeeschter d'Schüler géif opfroen, wann een Zuelen hannerfret.

■ **Une voix**.- Très bien!

(Brouhaha)

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- Da fourvoyéiert Der lech, fir an Ärem diplomatesche Langage ze bleiwen, a sot: „Mir hu Suen, 11 Milliarden, mobiliséiert“. Ech soen et dann nach eng Kéier, vu dass de Moie maner Kolleegen awer verständlecherweis hei waren: Dat „mobiliséiert“, dat ass awer dobausse beim Grand public ganz anescht ersiwwerkomm. Ech liesen hei rtl.lu an da liesen ech et nach eng Kéier: „Hei iwwer 11 Milliarden Euro an de Chômage partiel, de Congé pour raison familiale, Hëllef fir Betriber an Investitiounen an de Santésecteur investéiert. [sic]“

(Interruption)

Jo, Jo, an der geschriwwener Press, Madam Polfer, ass et och esou eriswwerkomm.

■ **Une voix**.- Dat hunn ech awer elo net gär.

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- An der geschriwwener Press: „Das finanzielle Volumen sämtlicher Maßnahmen bezifferte Gramegna auf 11 Milliarden Euro, etwa 18,6 % der Wirtschaftsleistung des Landes.“ Abee, well Dir dann awer net all d'Zuele genannt hutt, an ech hätt et am Sënn vun dem Dialog an der Transparenz awer utile fonnt, dass Der se genannt hätt, da soen ech lech awer, dass mäi gréisst Erstaunen doriwwer ass, dass Dir an Ären 11 Milliarden Euro 1,3 Milliarden Euro fir Chômage partiel aberechent. Laut deenen Dokumenter, déi Der eis dann an der Finanzkommissioun ausgeleent hutt, wou een dann nach muss op sechs Plaze kucke goen, huet bis elo de Staat ronn 650 Milliounen Euro ausgi fir d'Moosnam vum Chômage partiel. Ech mengen, d'Transparenz an den Dialog hätte verlaangt, dass een dat der Chamber an dem Land och net eréischert no Nofro - a wou Der gesot hutt, dat wier, wéi wann dann de Schoulmeeschter géif d'Kanner opfroen, wou Der pikéiert waart - hätt wëlle soen.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Här Roth ... Här Roth, ech maachen dat ganz selten, dass ech een ënnerbriechen, mee Dir hutt elo grad eppes gesot, wat net richtig ass. Ech hunn a menger Ried virun zwee Deeg gesot: Chômage partiel brutto: 1 Milliard, netto: 600 Milliounen. Ech hunn dat an Dënschdeg gesot. Dofir ass et faktuell falsch, elo hei ze soen - et deet mer leed -, dass ech dat nënnen op Nofro soen. Ech hunn dat selwer gesot.

■ **Une voix**.- Très bien!

■ **M. Gilles Roth (CSV)**.- Neen. Dir kommt jo mat deene 600 Milliounen guer net op Ä 11 Milliarden. Well ech fuere dann nach virun, ech kann och do e bëssen an den Detail goen: Dir hutt nach eng aner Moosnam, dat ass déi vun de Reporten. Fir op Ä 11 Milliarden ze kommen, muss Der 4,5 Milliarde Reporten hunn. An ech hätt et eigentlech och richtig fonnt, dass Der do gesot hätt, dass déi 4,5 Milliarde Reporte vu Steieren a vu Cotisation-socialen, dass déi sech de facto, Dir Dammen an Dir Hären, de Moment op 332 Milliounen Euro belafen. Dat heescht, vun deene 4,5 Milliarden Euro sinn et 332 Milliounen Euro.

An deen drëtten Punkt ass deen, et deet mer leed, dass ech lech dat och da muss soen, do hutt Der och net dervu geschwat: dass, fir op Ä 11 Milliarden Euro ze kommen, do 2,5 Milliarden Euro Prêts garantis par l'État aberechent sinn. A wësst Der, wivill dass et der gi sinn, Madam Polfer? 149 Milliounen Euro. An dat hat den Här Mosar lech scho virun engem Joer gesot, wéi e gesot huet, dass zu deene Konditiounen, wou déi Prête vun dem Staat sollt garantiéiert sinn, keng Entreprise, wa se net wierklech um Uschlag ass, dovunner Gebrauch géif maachen. Esou vill zu dem Dialog an der Transparenz.

An dann nach e leschte Punkt, wann Der erlaabt, Här President: Mir hunn zur Kenntnis geholl, wat de Finanzminister, ech ginn dann dovun aus, am Numm vun der ganzer Regierung, vu Blo, Rout a Gréng, zu dem Index gesot huet. Hien huet eigentlech sënngeméiss gesot: „Majo, mir ginn dach net deenen, déi et souwisou net brauchen ..., repercutéiere mir Hausen um Niveau vun dem Spirit, vun dem Heizungsmaazout a vun anere Präisdeierechten op den Index.“ Dat ass net eist Verständnis vun dem Ausgläich vun dem Indexmechanismus! Dat, wat Der haut gesot hutt, stellt nämlech de gesamte Prinzip vun dem Indexmechanismus a Fro. Op jidde Fall ass dat net d'Position, déi d'CSV vertritt. Mir stinn zu der voller Uwendung vun dem Indexmechanismus, wéi en iwwer Joerzängt fonctionéiert huet. A mir hätten och gären, dass en an deem Sënn an nächster Zukunft fonctionéiert.

Ech soen lech Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoools, Här Roth. An ech géif dem Här Finanzminister Pierre Gramegna d'Wuert zréckginn.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Jo. Ech fänke gären un, andeem ech mech entschëllege par rapport zu mengem Regierungskolleeg, deen iwwerhaupt net zu Wuert komm ass, well d'Presentatioun vun der Regierung war emol nach guer net fäerdeg!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Den Här Wirtschaftsminister behält seng zwielef Minutten, déi hien nach zegutt huet.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- Ech weess dat, mee elo gëtt dat komplett hei ausernee gerappt an ech fannen dat net gutt. Soit.

Also, ech sinn iwwerhaupt net gepickt gewiescht. Ech hu geduecht, dass een och nach kéint, mat e bëssen Humor, ...

(Brouhaha)

... mat e bëssen Humor soen: ...

(Brouhaha)

... „Ech si mer virkomm wéi an der Schoull!“

■ **M. André Bauler (DP)**.- Ganz gutt.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- A fir dann heihinner ze kommen an ze soen, ech wär gepickt, dat beweist, dass Dir keen hutt.

(Hilarité)

■ **Une voix**.- Dat ass och richtig!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- An da Saachen ze behaupten, déi net richtig sinn ... Dofir hunn ech ..., an ech mengen, et ass fir d'Zweet an acht Joer, wou ech een ënnerbriechen. Also et geschitt mer net oft. A fir dann hei ze soen ..., Dir hutt hei gesot, dass nëmme op Nofro kloer gi wär, dass mer net méi wéi 1 Milliard ausginn hunn, mee nëmme 600 Milliounen. Dass dat nëmme op Nofro ass, dat ass gelunn. Dat ass gelunn! Ech wëll dat hei, ech gebrauchen dat Wuert ..., ech hunn et nach ni heibanne gebraucht, mee da soen ech et elo haut. Ech verdroen dat net! Ech fannen dat esou onéierlech!

(Brouhaha)

Esou onéierlech! Also ech gi mech esou drun, fir transparent ze sinn. Ech sinn e Mënsch vun dem Dialog.

Ech maache soss näischt 24 Stonnen. Wann natierlech dann een heihinner kënt an dat wëllt verdréien, dat deet mir richtig wéi! Ech wollt dat just hei lassginn.

■ **Plusieurs voix**.- Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoools, Här Gramegna. Dann nach Parole après ministre fir den Här Laurent Mosar.

■ **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Jo. Merci, Här President. Iwwer Humor kann een diskutéieren. Dat wäert ech awer elo net maachen. Ech hu just dem Finanzminister opmierksam nogelauschert. En huet och ganz vill gesot, wat ech och virdru gesot hunn, wat mir matdroen. En huet mer allerdéngs net ganz op meng Fro geäntwert. An dat geet haaptsächlech nach eng Kéier dorëm, wat de gesamtsteierlechen Aspekt betrëfft, wou ech eigentlech gesot hunn hei, datt et, wann een dat ganz Dokument kuckt, eng 50 Säiten iwwer Blanchiment ginn. Nach eng Kéier: Mir droen dat mat, mir fannen dat geet an déi gutt Richtung. Et feelt eis awer, datt och eng Rei Äntworten, steierlecher Natur, op d'Eräusforderungen, déi mer an Zukunft hunn, géife vun der Regierung kommen.

An ech hat do eng Fro gestallt, wou de Minister zwar elo geäntwert huet, mee net op meng Fro. Meng Fro ass gewiescht: Wann déi Minimalsteuer kënt, mat där mir och d'accord sinn, an ech hunn de Finanzminister esou verstanen, datt, wa se dann 21 % wier, wéi den Här Biden dat elo proposéiert huet - domadder kéint d'Regierung liewen. Och mir, wéi ech soen, kënnen domadder liewen. Déi Fro, déi sech awer stellt, an do hätt ech gären Äntwert drop, Här Finanzminister: Am Moment hu mer eng Betribsbesteuerung - Dir hutt dat richtigerweis ënnerstrach - vu 17 %. Da kënt allerdéngs nach d'Gewerbsteuer vun de Gemengen derbäi, soudatt mer op ronn, wa mer elo emol d'Stad Lëtzebuerg kucken, 25 % sinn.

Wann et also elo zu där Minimalsteuer do géif kommen, géif dat jo heeschen, datt mir misste vu 17 % op 21 % goen. An da kéim bei déi 21 % natierlech och d'Gewerbsteuer vu ronn 7 % an da wiere mer op engem Taux, wou mer dann awer weesentlech iwwert där Minimalsteuer léichen. An dat huet domadder ze dinn, datt mir eeben hei zu Lëtzebuerg eng ganz speziell Situatioun hunn. A meng Fro - an do wier ech awer frou, wann ech eng Äntwert géif kréien - ass: Wann dat dann an déi Richtung geet, wéi Dir gesitt, datt do mer eis do kënnen organiséieren, datt mer bei deenen 21 % bleiwen, datt d'Gemengen awer weider déi Moyene kréien, déi se brauchen, och an enger gewëssener Autonomie communale, wéi mer se hunn. A wéi gesot, do wier ech frou, wann Der dat nach géift preziséieren.

An dann e zweeten Punkt: Ech hu ganz opmierksam nogelauschert, ee vun den Haaptsujete war de Wunnengsbau. Ech mengen, praktesch all Fraktioun huet dovu geschwat. Allerdéngs muss ech lech och do soen: Wat déi steierlech Mesur betrëfft, déi de Wunnengsbau encadréieren, do ass net ganz vill geschitt. An ech wollt awer nach eng Kéier dorop hiweisen. Wat ass do geschitt, haaptsächlech am Kader vun de leschte Budgetsdebatten?

Do si fir d'éischt déi FIS-immobilieren, déi bezuelen elo normal Steieren. Do wëll ech awer eng Kéier rappeléieren, datt dat eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV war, déi dat ëmmer erëm gefrot huet, déi souguer eng Motioun erabruecht huet. Déi ass ofgeleent ginn - a 14 Deeg duerno ass et gemaach ginn!

Eng zweet Mesur, déi geholl ginn ass, dat ass, datt den Droit d'apport vun Immeublen a Gesellschaften op 3 % gehéicht ginn ass.

An déi Drëtt ass den Amortissement, deen ass vu sechs Joer op fënnf zréckgeféiert ginn. Dat sinn alles Mesuren, déi och eis Zoustëmmung fonnt hunn.

Dat geet allerdéngs largement net duer, Här Finanzminister, fir dee ganze Volet Wunnengsbau an de Grëff ze kréien. An ech wollt do eigentlech op eng Proposition vun Här Haagen agoen. Den Här Haagen huet vun der Spekulationssteuer geschwat, iwwregens och eng laangjäreg Fuerderung vun der CSV. Hien huet gesot, hie wär am Moment virun de Juridictionen, well en do de B6 esou wäit an d'Luucht gehuewen huet. An en huet eigentlech drop insistéiert, datt do am Moment - an dofir hat zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg dat net gemaach - e Flou juridique ass, well dat Gesetz net kloer ass iwwert déi Spekulationssteuer. Abee, ech géif awer gären wëssen, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Här Mosar, Parole après ministre ass limitéiert op fënnf Minutten.

■ **M. Laurent Mosar (CSV)**.- Jo, da loost mech awer, ...

■ **M. Fernand Etgen, Président**.- Déi sinn iwwerschratt.

■ **M. Laurent Mosar (CSV)**.- ... loost mech awer ... Ech géif nawell gären wëssen, Här Finanzminister, ob d'Regierung da gewëllt ass, gesetzlech ze klären, datt déi Spekulationssteuer an engem Gesetz encadréiert gëtt, datt och d'Gemengen d'Méiglechekeit



hunn, déi opzehiewen, ouni datt se riskéieren, sech herno virun de Juridiction-administrativen erëmze-fannen.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Mosar. An ech ginn d'Wuert direkt zréck un den Här Finanzminister.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo. Ech mengen, ech äntwerten elo op verschidde Froen, wou ech kann äntwerten. Fir d'éischt soen ech dem Deputéierte Kartheiser, dass ech natierlech ganz gäre bereet sinn, oder meng Ekip, an d'Cofibu ze kommen, fir lech dat am Detail ze soen, wat de Moment scho kloer ass a wat schonn definiert ass. Vu dass dat op 30 Joer muss ausbezuelen ginn, sinn nach vill Modalitéiten an Diskussioun, menges Wëssens no, an do ass nach net alles tranchéiert. Mee dat, wat tranchéiert ass, presentéiere mer lech ganz gär.

Zu der Fro vum Här Mosar, deen also Stellung gären hätt vun der Regierung, haut, op eppes, wat de President Biden virun enger Woch gesot huet, wou en eng Zuel erabruecht huet fir d'Minimalsteuer vun 21 %, do, muss ech lech soen, hunn ech Stellung geholl, andeem ech gesot hunn: „Lëtzebuerg ass fir eng Minimalsteuer. Mir si fir Fairness.“ An ech mengen, domadder hunn ech drop geäntwert. Ech hunn och gesot, dass d'Modalitéite musse gekuckt ginn. An ech mengen, domat hunn ech scho ganz vill gesot.

Déi Fro, déi Dir stellt, wéi mir dat dann intern muer verdaue mussen, jo, mäi Pronostic ass: Do hu mer warscheinlech zwee bis dräi Joer Zäit, fir dat ze maachen, well bis mir eis an der OCDE eens sinn - dat ass jo nach net de Fall! -, bis dat dann als Traité feststeet a bis dat da ratifizéiert ass, ginn zwee bis dräi Joer laanscht. An dofir soen ech lech: Ech freeë mech, mat lech am Dialog déi Diskussioun ze féieren! An dofir hu mer jo deen Debat iwuert d'Fiskaliteit, dee jo hei amgang ass organiséiert ze ginn. D'Commission des finances et du budget organiséiert reegelméisseg Reuniounen, do kann a soll deen dote Sujet ganz gären och diskutéiert ginn.

Ech hunn och e puer Iddien, wéi een dat géif maachen, mee et wär immens verfréit, dës Iddien hei op den Dësch ze leeën. An ech bleiwen derbäi: Ech sinn e Mënsch vum Dialog an ech géif dat ganz gäre mat lech maachen, well et geet hei ëm d'Land, et geet hei net ëm d'Parteien, wa mer doriwuer schwätzen.

An dann zur Fiskaliteit vun de Logementer en général: Do sinn ech frou, dass Der alles opgezielt hutt, wat mer d'lescht Joer gemaach hunn. De FIS, jo, dat hat Dir gefrot. An dat war och gutt, dass Dir et gefrot hutt, well Dir waart déi, déi et ageféiert hunn.

#### (Hilarité)

Ech hätt et nämlech ni esou gemaach.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Do waart Dir nach guer net an der ...

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech net.

■ **M. Gilles Roth (CSV).** - Är Partei.

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech net. Nee.

#### (Brouhaha)

Et ass, mengen ech, menges Wëssens, 2006 oder 2007 ageféiert ginn, also, mengen ech. Mee dat ass awer elo niewesächlech.

Wat ech hei wëll soen: ...

#### (Brouhaha)

... Hei waren Abusen ...

#### (Coups de cloche de la présidence)

Hei waren Abusen ... Also dat war elo keng gutt Iddi, deen Datum do elo an d'Spill ze bréngen. Mee dat ass jo net de Sujet. De Sujet ass, dass hei im-

mens Abuse geschitt sinn, wou all Mënsch esou schockéiert war, dass mer et hu missen änneren, an dass mer et ...

■ **M. André Bauler (DP).** - Ganz gutt!

■ **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - ... hu missen änneren, ouni d'Attraktivitéit vu Lëtzebuerg international a Fro ze stellen. Also, einfach war et och net. Mir hunn et gemaach.

A mir hunn och zwou aner Saache gemaach. A wann ee mengt, dass et einfach war, fir den Amortissement accéléré ze änneren, soen ech lech: Dat war net einfach! Mir hunn et awer och gemaach. A mir hunn och Mesuren am Comité du risque systématique geholl, fir d'Präisdeierecht ze bremsen. Och dat war net einfach. Also, et ass jo net, wéi wa mer näischt gemaach hätten.

An och dat ass ënnerschwellig hei gewiescht: An der Fiskaliteit war elo hei näischt am Plang vun den 93 Milliounen vun der EU. Mee dat ass jo net do d'Plaz! Mir hate méi wéi 20 Mesuren, déi mat Fiskaliteit ze dinn hunn, am Budgetgesetz vum leschte Joer. Et kann een awer net maachen, wéi wann dat net geschitt wär. Ech si frou, dass Der mer d'Geleeënheet ginn hutt, dat alles ze rappeléieren.

Merci.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoos, Här Finanzminister. An dann huet elo d'Wuert awer den Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

■ **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie.** - Merci, Här President. Léif Deputéiert, ech soe jiddwerengem, deen hei geschwat huet, Merci fir seng Contribution. Ech mengen, et war en interessanten Debat, wou eng ganz Rei Saachen zur Ried komm sinn. Ech mengen, et ass och elo scho ganz vill gesot gi vum Pierre Gramegna am Numm vun der Regierung.

Ech géif awer gären op e puer Orateuren hir Bäitrag kuerz agoen, ugefaange mam Gilles Roth. De Gilles Roth huet vu sozialer Gerechtegkeet geschwat, éischer vu mangelnder sozialer Gerechtegkeet, an deene Pläng, déi mer presentéiert hunn, an en huet dat un dräi Indicateure festgemaach. De Finanzminister ass och schonn drop agaangen. Mee et war mer awer wichteg, fir dat och vu menger Säit nach eng Kéier ze soen.

E sot éischtens, den Aarmutrisiko wär staark an d'Luucht gaangen, e wär eropgaangen. An ech mengen, mir sinn eis heibannen alleguerten eens, dass den Aarmutrisiko, egal, wéi héich en ass, ëmmer nach ze héich ass. Mir mussen alleguerten dru schaffen, fir en erofzekeréieren. Mir mussen alles maachen, fir besonnesch de Risk vun der Aarmut vun de Monoparentallen an de Grëff ze kréien. An ech hunn dat virgëscht a menger Ried gesot an Dir kéint dat och am PNR noliesen: Do sinn eng ganz Rei Mesuren, déi geholl gi si vun der Regierung. D'Allocation de vie chère, déi verduebelt ginn ass 2020, ass ee Beispill dovunner. Déi gëtt 2021 verlängert. An et sinn nach eng ganz Rei aner Mesuren, déi geholl gi sinn, fir deen Aarmutrisiko erofzekeréieren.

Et ass och effektiv esou, an ech mengen, et ass wichteg, fir dat ze soen, dass den Aarmutrisiko e reng monetären Indicateur ass. Wann Der elo higitt an Dir rechent déi ganz Transfert-socialen an, Dir rechent all déi Prestation-en-nature an, déi och agesat ginn, fir deen ze bekämpfen, dann ass een effektiv net méi bei 46 % Aarmutrisiko, mee dann ass ee bei 17,5 %. Dat ass den Aarmutrisiko, mengen ech, op 2019 berechent. Et muss een effektiv kucken, wéi deen elo 2020 evoluéiert. Do muss ee leider domadder rechnen a fäerten, dass e wäert an d'Luucht goen. An do muss ee vigilant bleiwen an och stänneg do ajustéieren, wann dat da wäert de Fall sinn.

Den zweete Punkt, deen en ausgemaach huet, dat ass de sozialen Ausgleich vun der CO<sub>2</sub>-Steier. Ech hu verstanen, dass Der dat am léifste wëllt an den Index drakréien. Mee ech sinn och der Meinung,

gradesou wéi de Finanzminister, dass dat Instrument vum Crédit d'impôt, wat mer geholl hunn, méi gerecht ass an dass dat méi e sozial selektiivt Instrument ass, fir déi CO<sub>2</sub>-Steier do ofzefiedereren.

De Stateg huet dat an enger Etüd vun November 2020 gutt berechent. E rechent de Surcoût vun där CO<sub>2</sub>-Steier fir 2021 op ongeféier 150 Euro pro Stot. Do gëtt et natierlech Ennerscheeder zwëscht deene verschiddene Quintillen. Et ass kloer, dass déi iewesch 40 % méi CO<sub>2</sub>-Steier bezuelen, well se héchstwahrscheinlech méi en décken Auto hunn, well se méi eng grouss Wunneng hunn, wou se méi mussen hëtzten. Dat schléit jo alles effektiv an d'Geld.

Mee et ass awer effektiv och esou, dass déi 20 % bescheidenst Menagen ongeféier 135 Euro pro Joer bezuelen. Dann ass et esou, dass dee Crédit d'impôt, dee mer elo bezuelen, dee jo eropgesat ginn ass, 2021 bei 140 Euro läit. An de Stateg seet ganz kloer a senger Etüd, dass dee Surcoût fir déi ënnescht 40 % vun deene bescheidenste Menagen doduerch effektiv integral kompenséiert gëtt.

An ech mengen, dat ass genau dat, wat mer wollten erreechen, dass mer déi sozial Selektivitéit an déi Mesure do erakréien. An de Crédit d'impôt erlaabt dat. Dat ass eng Mesure, déi d'Regierung geholl huet, hannert där d'LSAP honnertprozenteg steet, well et effektiv am Sënn ass vun deene schwächste Menagen, vun deene sozial schwächsten. An dat ass och gutt esou.

Déi drëtt Mesure, deen drëtte Punkt, deen Der kritiséiert hutt, dat ass de Fait, dass d'Kannergeldindexierung nach net gemaach wär. Abee, ech kann lech soen, dass dat eng Mesure ass, déi am Koalitionsvertrag steet an déi och wäert kommen. Dat ass beschlosse Saach. D'Indexierung vum Kannergeld wäert gemaach ginn. Dat ass decidéiert. An och dat ass eppes, wat meng Partei ganz kloer begreist.

Dann ass vu verschiddenen Orateure geschwat gi vum Emploi, vum Här Spautz, vun lech, mengen ech, Här Roth, a vun enger Partie aneren Orateuren heibannen. Abee, à tout moment vun där Kris hei war den Emploi déi gréisst Preoccupatioun an der Aktioun vun der Regierung géint d'Bekämpfung vun de wirtschaftleche Follge vun der Kris.

Mir haten d'Instrument vum Chômage partiel. De Pierre Gramegna huet virgëscht de Coût dovunner gesot: Mir hunn 1 Milliard Euro ausbezuelen. Dovu si 400 Milliounen Avancen, déi wäerten zréckkommen, déi sinn och bal all erëm an de Keese vun Staat. Do feelen nach, mengen ech, ëm déi 25 Milliounen. Dat war eng Mesure, déi mer à tout moment ajustéiert hu während där Kris. Mir hu relativ schnell ugefaangen, Avancen ausbezuelen. An dat huet et wierklech den Entrepreneuren erlaabt, fir hir Salariéien, hir Mataarbechter ze halen.

An ech géif gären drun erënneren, dass mer am Ufank vum leschte Joer an enger Situatioun vu Penurie ware vu qualifizierter Main-d'œuvre. Mir waren a ganz ville Betriber an der Situatioun, dass se keng Leit fonnt hunn. An ech kann lech soen, well ech ganz vill um Terrain war, well ech ganz vill bei Entreprisë war, dass se mer alleguerte gesot hunn, dass déi Mesure vum Chômage partiel hinnen et erlaabt huet, hir Mataarbechter ze halen, hiert wäertvollst Gutt, hiert wäertvollst Kapital an hirer Entreprise. Déi Leit, déi wierklech d'Plus-value an d'Resilienz vun den Entrepreneuren ausmaachen, konnte se doduerch halen.

An den Här Wagner huet vum Joe Biden geschwäert a vun der amerikanescher Politik, déi esou wonnerbar progressistes ass. Ma, Här Wagner, an Amerika, do ware se quasi iwwer Nuecht vu 4 % Chômage op 14 % Chômage, well se eeben dat Instrument vum „furlough“, vum Chômage partiel, net hunn, och, well se kee „welfare state“ hunn, well se all déi Saachen net hunn.

Jo, elo kann een natierlech soen: „Dat ass genial, wat de Biden elo mécht.“ Ech fannen dat och flott. Mee wou komme se dann hier? Wou komme se hier? Vu ganz, ganz wäit hanne komme se hier! An ech mengen, dat hutt Der vläicht vergiess ze soen. An de

Chômage partiel gehéiert do derzou. An ech mengen, dass et eng vun de Stärkten ass vun eisem System, vun eisem Land, och vun enger ganzer Rei aneren europäesche Länner, dass mer esou Instrumenter hunn, fir esou Krise wéi déi doten ofzefiedereren. A mir setzen dat Instrument och weider nach an fir déi vulnerabel Secteuren. Den Horeca ka weiderhin nach vum Chômage partiel beneficiéieren.

Den Här Spautz huet de Bâtiment genannt: Mir hunn effektiv elo am Comité de conjoncture decidéiert, natierlech preuve à l'appui, mir mussen dat kucken am Sekretariat, dass déi Betriber, déi ënnert engem Enkpass an de Livraisonsoune leiden - an et weist sech elo, dass effektiv eng Partie Matièreen net méi do sinn; Holz ass rar, eng ganz Rei aner Saachen, déi gebraucht ginn an der Konstruktoun, déi feelen elo, an et sinn eng Partie Betriber, déi kënnen elo manner gutt schaffe wéi nach virun enger Partie Méint -, gekuckt ginn. A wa se dann effektiv déi néideg Preuvë kënnen bréngen, da gi se och matabezuelen an de Chômage partiel. Dat ass eng Stärkt, dass mer dat Instrument esou flexibel an esou gutt konnten asetzen. An dat huet eis ganz vill gehollef an der Gestiou vun där Kris.

Och eng ganz Rei Mesurë si geholl ginn am Beräich vum Emploi, am Kader vun der Tripartite, déi mer am Juli gemaach hunn. Mir hunn eng Mesure geholl „Future Skills“ zwëscht dem Aarbechtsminister an dem Educationminister fir effektiv dee ganzen Upskilling, Reskilling, all déi Leit, déi mussen nei forméiert ginn, fir eeben un d'Aarbechtswelt vu muer adaptéiert ze ginn. Dat hu mer gemaach. Do sinn eng ganz Rei Saachen, déi ënnerwee sinn, „Skills Bridges“, fir eebe justement op déi nei Aarbechtswelt do virzubereeden. Mir wëssen, dass mer do vill méi Leit brauchen, déi am Digitale fit sinn.

Och d'Santé ass ee Beräich, deen nach méi muss ausgebaut ginn. Och do maache mer Saachen. De Care, dat Kreatiivt, all déi Saache mussen natierlech ausgebaut ginn. Dat maache mer. An donieft si mer och amgang un enger Feuille de route ze schaffe fir „talent attraction“, well et sinn eng ganz Rei Sparten an der Ekonomie, wou mer mussen Talenter un bausen unzéien. Déi hu mer fir de Moment nach net hei. An dofir si mer do amgang un enger Feuille de route ze schaffen, déi och deemnächst wäert an de Regierungsrot kommen, wéi mer do an där „talent attraction“ kënnen virukommen.

Dat ass keen einfache Problem, d'Bekämpfung vum Chômage. Mir wëssen, dass mer gutt resistéiert hunn am Joer 2020. Den Emploi ass trotz Covid ëm 2 % gewuess. Mir sinn eent vun deenen eenzege Länner, déi dat fäerdegbruecht hunn. Mee nawell besteet de Risiko, dass de Chômage op 7,5 % klëmmt an deenen nächste Joren. A fir do dergéint ze steieren, musse mer effektiv un eisen Jobbe schaffen.

An de Claude Haagen huet et gesot: Et ass och wichtig, dass mer gutt Aarbechtsplaze schafen! Mir wëlle keng Prekaritéit an eiser Aarbechtswelt. Mir wëllen esou wäit wéi méiglech vermeiden, dass mer nei CDDe schafen. Mir hätte gäre CDLen. An och Saache wéi d'Plattform-Ekonomie, déi sécher wäert kommen, och dat mussen Jobbe sinn, déi sozial ofgeséichert sinn, wou déi Leit cotisiéieren, wou déi Leit eng sozial Ofsécherung hunn an eng uerdentlech Pai bei engem Employeur. Dat ass eis extreem wichtig. An ech mengen, ech kann dat och hei soen am Numm vum Aarbechtsminister.

De Laurent Mosar huet dann e bëssen ironiséiert iwwer de Rifkin an iwwer eis soi-disant feelend Politik an der Digitalisatioun. Ech muss soen, ech sinn extreem verwonnert iwwer déi Ausso. Ech mengen, vum wirtschaftspolitesche Spriecher vun der CSV hätt ech mer do e bëssen eppes aneres erwaart. Mir hu schonn des Éfteren an der Wirtschaftskommission geschwat iwwer all déi Saachen, déi do ënnerwee sinn, och aus mengem Ministère.

Dir wësst, dass mer enger Strategie fir d'Ekonomie des données schaffen, déi extreem ambitiéis ass. Mir sinn och do Virreider. An ech kann lech soen, dass d'Europäesch Kommissioun och do

## Le saviez-vous ?

### CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.

### PÉTITION PUBLIQUE

La pétition publique ne peut être introduite et signée que par le formulaire spécial disponible sur le site Internet de la Chambre des Députés ou par un formulaire sur papier mis à disposition par les services de la Chambre. Elle doit être d'intérêt général et d'intérêt national et respecter les principes d'éthique. Un sujet similaire à celui d'une pétition précédente ne peut être introduit qu'après un délai d'une année.

Pour introduire et aussi pour signer une pétition publique, il faut être âgé d'au moins 15 ans et être inscrit dans le registre national des personnes physiques, disposer donc d'un numéro de matricule. La Commission des Pétitions examine la pétition et émet un avis au sujet de la recevabilité. La Conférence des Présidents décide de sa recevabilité.

Si une pétition électronique atteint ou dépasse le seuil des 4.500 signatures, un débat public est organisé au sein de la Commission des Pétitions et de la commission compétente pour le sujet en question. La réunion est transmise en direct par la chaîne télévisée de la Chambre.

Les pétitions publiques n'ayant pas atteint le seuil des 4.500 signatures peuvent être, sur demande du pétitionnaire, converties en pétition ordinaire.



extrem interesséiert drun ass. Mir kréien deem-nächst en High-Performance-Computer, deen och zu där Strategie gehéiert. An dat ass e Facteur vun Attraktivitéit vun eiser Ekonomie.

Dat heescht, et sinn eng ganz Rei Saachen ënnerwee an der Digitalisatioun, déi aus dem Prozess Rifkin kommen, awer net nëmmen. Mir sinn och an europäesche Projeten dobäi wéi zum Beispill beim GAIA-X, wou et ëm déi europäesch Cloud geet. An der Cybersecurity si mer och, mengen ech, eent vun deene Länner, déi do Virreider sinn. A mir hunn duerch eis verschidden Aiden-Instrumenter - an och do kann ech absolutt net mat lech averstane sinn, dass do keng Aidë gemaach gi sinn, fir den Investissement an de Betriber ze stimuléieren, de Contraire ass wouer -, eis „Neistart“-Aiden zum Beispill, dat sinn am Ganzen 61 Milliounen, dat sinn 208 Projeten, déi do finanziert goufen, e risege Sprong gemaach an der Digitalisatioun.

Mir ginn dervunner aus am Wirtschaftsministère, dass mer do quasi véier Joer gewonnen hunn an der Digitalisatioun vun eisen Entreprisë mat deem „Neistart“-Aiden-Instrument, wou mer justement an de Betriber nei Prozesser finanzéieren, wou mer Circularitéit finanzéieren, wou mer Digitaliséierung finanzéieren a méi ëmweltfrëndlech Prozesser.

Dat ass en Investissement an d'Innovatioun vun eiser Ekonomie. An do gehéiert natierlech och d'Digitalisatioun derzou. Ech kann absolutt net novollzéien, wéi Der kënnt esou eppes soen, dass des Regierung keng Mesurë geholl hätt, fir d'Relance elo schonn ze accompagnéieren. Bon.

Bon. Dann ass geschwat ginn, de François Benoy huet geschwat, vun den Efforte fir d'Dekarboniséierung vun der Ekonomie. Dat ass effektiv och eppes, wat mir immens wichteg ass, wou mer mat dem Energieminister, mat der Ëmweltministesch jo viru Kuerzem eng Strategie économie circulaire op de Wee geschéckt hunn, wou et och a Richtung Dekarboniséierung geet, wou mer um europäeschen Niveau bei engem IPCEI matmaachen iwwer Hydrogène, deen, mengen ech, ganz prometteur ass a wou mer mat enger Entreprise wéi Paul Wurth ..., wou mer viru Kuerzem déi Transaktioun mat SMS annoncéiert hunn, wou mer mat Paul Wurth en Acteur hei zu Lëtzebuerg hunn, dee justement déi Dekarboniséierungsanlagen do baut.

Déi bauen all déi Technologien, déi elo esou lues maarträif sinn, wou ee kann de Carbon capturéieren, wou ee kann de Carbon nei ëmwandelen an eFuels, wou ee kann de Carbon huelen a justement

transforméieren an Energie, wou ee ka grénge Stol domat produzéieren, déi Virreider sinn am Hydrogène. Dat ass en extrem spannende Betrib, dee genee déi Technologë baut, déi mer brauchen, fir d'Dekarboniséierung vun eiser Ekonomie effektiv och hinzekréien.

Ee Wuert zum Schluss, Här President, ech weess, dass ech iwwert d'Zäit sinn, ee Wuert zum Schluss zum PIBien-être: De Claude Haagen huet dat gutt gesot. E sot a senger Ried: „Wuesstum ass kee Selbstzweck.“ An ech sinn honnertprozenteg d'accord mat him. An et ass jo eppes, wouriwwer mer hei oft an der Chamber geschwat hunn: de qualitative Wuesstem - bal eng Pierre philosophale. Wat ass dat, dee faméise qualitative Wuesstem? Abee, de qualitative Wuesstem, dat ass näischt aneres wéi de PIBien-être, dat ass Gläichheet an enger Gesellschaft, dat ass eng gutt Gesondheet, dat ass eng gutt Ëmwelt, dat ass Kultur, eng gutt Bildung a villes méi.

Dat sinn déi heite Saachen, dat sinn déi ODDen, déi ech hei op mengem Pin hunn, deen de Pierre Gramegna och haut unhat u sengem Paltong gespéngelt. Dat sinn alles Konzepter, déi mer ëmmer méi musse seriö huelen, déi mer och an eis Texter mussen abauen, an de PNR, wéi mer dat elo

gemaach hunn, wou mer och zesummen amgaange sinn drun ze schaffen, fir se lues a lues an de Budget eranzekréien. Dat ass d'Richtung, an déi mer musse goen an eiser wirtschaftlecher an an eiser gesellschaftlecher Entwécklung. An ech mengen, dass mer um gudden Wee si fir dohinner.

Merci.

■ **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmoools dem Här Wirtschaftsminister Franz Fayot.

### 3. Ordre du jour

Et gëtt gefrot, datt mer de Mëtten d'Sitzung eréischt um 14.30 Auer anstatt um 14.00 Auer géifen ufänken. Ass d'Chamber domadder averstanen?

#### (Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

Mir sinn elo um Enn vun der Diskussioun fir de Moien ukomm. D'Chamber kënnt de Mëtten nees um 14.30 Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

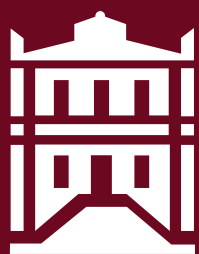
(La séance publique est levée à 12.54 heures.)

## Sommaire des séances publiques n°s 49 et 50

### 49<sup>e</sup> séance

Ouverture de la séance publique .....	p. 706
7560 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur la répression des actes illicites dirigés contre l'aviation civile internationale, faite à Beijing, le 10 septembre 2010	
7561 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Montréal, le 4 avril 2014, portant amendement de la Convention relative aux infractions et à certains autres actes survenant à bord des aéronefs, faite à Tokyo, le 14 septembre 1963	
et	
7562 - Projet de loi portant approbation du Protocole additionnel, fait à Beijing, le 10 septembre 2010, à la Convention pour la répression de la capture illicite d'aéronefs, faite à La Haye, le 16 décembre 1970 (suite) .....	p. 706
Dépôt d'une proposition de loi par M. Michel Wolter .....	p. 706
Heure d'actualité de la sensibilité politique déi Lénk au sujet de la gouvernance des établissements hospitaliers .....	p. 706-710
7569 - Projet de loi portant approbation du Protocole, fait à Bruxelles, le 17 février 2016, modifiant la Convention Benelux en matière de chasse et de protection des oiseaux, faite à Bruxelles, le 10 juin 1970 .....	p. 710-712
7724 - Projet de loi modifiant la loi du 15 mai 2018 relative à l'évaluation des incidences sur l'environnement et modifiant :	

1° la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;	
2° la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau ;	
3° la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés .....	p. 712-713
7649 - Projet de loi portant modification :	
1° de la loi modifiée du 1 <sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité ;	
2° de la loi modifiée du 1 <sup>er</sup> août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel .....	p. 714-717
7681 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire .....	p. 717-719
7682 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration .....	p. 719-721
<b>50<sup>e</sup> séance</b>	
Ouverture de la séance publique .....	p. 721
Débat sur le programme de stabilité et de croissance (PSC), le programme national de réforme (PNR) et le plan pour la reprise et la résilience (PRR) .....	p. 721-736
Ordre du jour .....	p. 736



CHAMBRE  
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op  
**Chamber TV**  
och an der Rediffusioun  
all Sëtzungsdag  
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**

- L'actualité parlementaire sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu)
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu), avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu).
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.



**Sommaire**

Question n°	Auteur	Objet
4240	Marc Lies	Hausse des prix dans le secteur de la construction
4252	Yves Cruchten	Confidentialité des documents mis à disposition des membres du conseil communal
4266	Gusty Graas, Max Hahn	Géo-ingénierie
4334	Jeff Engelen	Charte sociale européenne
4489	Claude Wiseler, Michel Wolter	Réorientation du large scale testing
4510	Max Hahn, Gusty Graas	Technologies de captage, d'usage et de stockage de dioxyde de carbone
4512	Nancy Arendt épouse Kemp	Mort subite chez les sportifs
4516	Laurent Mosar, Léon Gloden	Rôle de la douane en vue de la légalisation du cannabis récréatif
4518	André Bauler	Impact des travaux routiers à Diekirch
4521	Nathalie Oberweis	Situation des personnes non binaires et intersexes au Luxembourg
4523	Gusty Graas	Candidature de la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco
4525	Jeff Engelen, Fred Keup	Construction d'un centre d'incendie et de secours à Fridhaff
4538	Marc Lies, Léon Gloden, Laurent Mosar	Problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence
4543	Marc Goergen	Commissions consultatives communales
4546	Sven Clement	Travail intérimaire
4548	Claude Lamberty, Carole Hartmann, Max Hahn	Défibrillateurs à disposition publique
4551	Jean-Paul Schaaf, Félix Eischen, Marc Spautz	Aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19
4554	Paul Galles, Jean-Paul Schaaf	Stationnement des trains pendant la nuit
4558 cf. 4646	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Subvention loyer
4564	Françoise Hetto-Gaasch	Violences conjugales
4569	Jeff Engelen, Roy Reding	Modifications de la mention du sexe et des prénoms de mineurs
4570	Semiray Ahmedova, Charles Margue	Aides aux entreprises pour promouvoir la transition écologique
4571	Marc Spautz, Georges Mischo	Temps d'attente en pédiatrie
4572	Martine Hansen, Marc Spautz, Georges Mischo	Temps d'attente pour un rendez-vous en mammographie
4575	Francine Closener, Lydia Mutsch	Déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+
4576	Gusty Graas	Animaux dans les véhicules en stationnement exposés au soleil
4577	Gusty Graas	Institutions et agences européennes au Luxembourg
4578	André Bauler	Agroforesterie
4579	Jeff Engelen	Collier à piques pour chiens
4580	Fred Keup	Langue luxembourgeoise dans les hôpitaux
4582	Dan Biancalana	Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR)
4583	Laurent Mosar, Serge Wilmes	Situation des forains
4584	Fred Keup, Jeff Engelen	Séneçon de Jacob
4588	Gusty Graas	Fleurs toxiques
4589	Sven Clement	Vente de produits sur les réseaux sociaux
4590	André Bauler, Carole Hartmann	Préparations pour une nouvelle vague d'infections Covid-19
4591	Francine Closener	Organisation scolaire
4596	Sven Clement	Loi relative à l'organisation du marché de l'électricité
4597	Fernand Kartheiser	Liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou
4599	Jean-Paul Schaaf	Aménagement du pôle multimodal sur le site de la gare d'Ettelbruck
4600	Josée Lorsché, Marc Hansen	Contrôle des mesures sanitaires applicables pour tout déplacement depuis le Royaume-Uni
4601	Diane Adehm, Laurent Mosar	Statistiques relatives à certains types d'infractions
4604	Mars Di Bartolomeo, Claude Haagen	Moratoires sur les crédits
4605	Sven Clement	Limite des trajets du service Adapto
4608	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Haut rendement de l'investissement dans la pierre
4609	Mars Di Bartolomeo	Actions coup de poing contre le problème des déchets transfrontaliers déversés illégalement
4610	Mars Di Bartolomeo	Assurance auto
4611	Francine Closener, Claude Haagen	Audit externe concernant l'Administration des contributions directes
4612	Marc Spautz	Taxes communales
4613	Mars Di Bartolomeo	Compensations fiscales versées par le Grand-Duché de Luxembourg aux communes frontalières belges
4614	Jeff Engelen	Interdiction de l'élevage en batterie
4615	Roy Reding	Frais de voyage du Gouvernement
4618	Mars Di Bartolomeo	Prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de Doel et Tihange
4619	Laurent Mosar, Marc Spautz	Incidents antisémites
4621	Marc Goergen	Vente de viande halal
4623	Marc Goergen	Recrutement de l'Armée luxembourgeoise
4627	Dan Biancalana	Transport public dans le cadre d'« Esch2022 »
4629	Nathalie Oberweis	Immeubles destinés à des fins résidentielles détenus par l'État
4631	André Bauler	Installation de mesures antibruit urbaines le long de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck
4632	Fred Keup, Jeff Engelen	Approbation de PAG
4634	Sven Clement, Marc Goergen	Problèmes techniques à l'Aéroport de Luxembourg
4636	Nathalie Oberweis	Bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial
4637	Sven Clement	Registre des titres
4638	Nathalie Oberweis	Liens entre des professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique
4644	Mars Di Bartolomeo	Appareils compteurs de particules
4645	Marc Goergen	Frais de la chasse
4646	Mars Di Bartolomeo, Yves Cruchten	Garanties locatives
4647	Francine Closener, Cécile Hemmen	Zones de limitation de vitesse à 30 km/h
4648	Mars Di Bartolomeo	Nombre de millionnaires au Luxembourg
4650	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Jeux Olympiques à Tokyo
4651	Sven Clement	Faillite d'un opérateur de paiement en ligne
4652	Paul Galles	Couverture sanitaire universelle
4653	Laurent Mosar, Gilles Roth	Faillite d'un opérateur de paiement en ligne
4654	Jeff Engelen	Centre de dépistage Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg
4656	Fernand Kartheiser, Fred Keup	Augmentation des inscriptions à l'examen de luxembourgeois de l'Institut national des langues
4657 cf. 4770	Roy Reding	Renouvellement du permis de conduire
4659	Gusty Graas	Développements récents sur l'île de Chypre
4660	Lydia Mutsch	Attractivité du secteur de la recherche au Luxembourg
4661	Sven Clement	Situation en Eswatini
4662	Marc Lies, Serge Wilmes	Piste cyclable 24 entre Cruchten et Medernach
4663	Mars Di Bartolomeo	Assurance dépendance
4664	Roy Reding	Augmentation des matières premières et de matériaux
4666	Mars Di Bartolomeo	Prise en charge de gardes individuelles de nuit par l'assurance dépendance
4668	Dan Biancalana, Mars Di Bartolomeo	Travaux d'intérêt général (TIG)
4669	Mars Di Bartolomeo	Évolution de la formule vélo-train-vélo
4670	Mars Di Bartolomeo	Projet pilote du traitement assisté à la diacétylmorphine
4673	Gusty Graas	Situation en Birmanie
4675	Sven Clement	European Flood Awareness System (EFAS)
4676	Charles Margue	Durabilité des investissements du Fonds de compensation
4679	Jeff Engelen, Fred Keup	Impact des inondations sur les barrages d'Esch-sur-Sûre et de Rosport
4681	André Bauler, Guy Arendt	Syndicats de chasse
4682	Mars Di Bartolomeo	Tiers payant social
4683	Paul Galles	Rapport du Parlement européen sur l'agence Frontex
4684	Fred Keup	Sanctions dans le cadre de la loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages
4686	Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch	Promotion de l'électromobilité
4687	Mars Di Bartolomeo	Programme de prise en charge de maladies chroniques
4689	Fred Keup	Impact des inondations sur les bureaux de la Police grand-ducale
4691	Fred Keup	Retard de paiement des primes pour les cycles à pédalage assisté
4692	Sven Clement, Marc Goergen	Logiciel Pegasus
4695	Fred Keup	Diffusion du rapport dit « Waringo » sur les clusters observés dans certaines structures d'hébergement pour personnes âgées
4697	Mars Di Bartolomeo, Cécile Hemmen	Améliorations en matière de contraception
4698	Fernand Kartheiser, Jeff Engelen	Sirènes d'alerte des communes
4703	Chantal Gary	Marques auriculaires
4705	Jeff Engelen	Augmentation des taxes à l'Aéroport de Luxembourg
4706	Carole Hartmann	Aides pour les entreprises sinistrées par les inondations
4708	Nathalie Oberweis	LuxLetters
4711	Myriam Cecchetti	Santé et sécurité chez ArcelorMittal
4770 cf. 4657	Michel Wolter	Renouvellement du permis de conduire
4773	Fred Keup	Fourrière dans le sud du pays
4774	Marc Lies	Taux de TVA super-réduit de 3 %
4775	Gilles Roth	Imposition individuelle optionnelle
4776	Charles Margue	Garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances
4778	Gilles Roth	Interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021
<b>Session ordinaire 2021-2022</b>		
5413 urgente	Josée Lorsché	Enseignement à domicile dans le contexte de la pandémie de la Covid-19



**Question 4240** (07.05.2021) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **hausse des prix dans le secteur de la construction** :

Le secteur de la construction est actuellement confronté à une hausse extraordinaire des prix des matériaux (ordre de grandeur de 30-40 %), notamment due à la pandémie de Covid-19. Afin d'y remédier, le secteur de la construction va probablement prévoir des adaptations de prix. Cette évolution aura aussi un impact considérable sur les communes du pays qui sont en train de réaliser ou de prévoir des projets de grande envergure. Alors qu'elles subissent déjà des diminutions de recettes de la part du fonds de dotation globale des communes, ces excédents de dépenses probables risquent de les confronter à une situation financière encore plus précaire.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur :

- Comment Madame la Ministre entend-elle réagir à cette hausse des prix qui perturbe aussi le secteur communal ?

- Madame la Ministre songe-t-elle à prévoir des subsides extraordinaires pour les communes pour faire face à ces excédents des prix dans le décompte du budget extraordinaire des années 2021 et 2022, sous réserve bien évidemment que l'excédent de prix soit effectivement lié à l'évolution des prix due au Covid-19 avec preuve à l'appui d'un bureau d'étude agréé ?

**Réponse** (08.06.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Les secteurs de la construction et du génie civil sont actuellement confrontés non seulement à une hausse extraordinaire des prix des matériaux, mais également à une pénurie dans l'approvisionnement de matériaux. Je me permets à cet égard de renvoyer également à la réponse à la question parlementaire n° 4195 du 30 avril 2021 de Messieurs les Députés Laurent Mosar et Marc Spautz.

Je me permets de rappeler que les communes bénéficient d'aides financières pour la réalisation ou l'extension d'un certain nombre d'équipements collectifs notamment la création de salles de classe supplémentaires dans les écoles fondamentales, de nouvelles mairies, de nouveaux bâtiments pour le service régie, de nouveaux cimetières, des places publiques, dont les « Shared Spaces », ainsi que de nouvelles infrastructures locales d'approvisionnement en eau potable.

Outre les subsides octroyés pour les équipements précités, aucun régime d'aides supplémentaires n'est prévu, sachant que je viens d'augmenter les aides financières début 2020. Toutefois, je tiens à rappeler que dans le cadre de la gestion de la pandémie liée à la Covid-19, et dans l'objectif de maintenir les investissements communaux à un niveau permettant de contribuer à la relance économique, les taux des aides financières pour la réalisation ou l'extension des équipements précités ont été augmentés de 5 %.

Finalement je tiens à mentionner que le système de financement des communes via le Fonds de dotation globale des communes se base sur des éléments évolutifs des recettes de l'État en lien étroit avec la conjoncture du pays.

**Question 4252** (10.05.2021) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **confidentialité des documents mis à disposition des membres du conseil communal** :

Concernant les réunions du conseil communal, la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 prévoit au niveau de l'article 13 que « Pour chaque point à l'ordre du jour, les documents, actes et pièces afférents peuvent être consultés, sans déplacement, par les membres du conseil à la maison communale durant le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

Il peut en être pris copie, le cas échéant contre remboursement. »

Les membres du conseil communal qui préparent leurs interventions pour la réunion devraient avoir la possibilité de s'échanger le cas échéant sur l'un ou l'autre projet figurant à l'ordre du jour avec des acteurs concernés.

- Madame la Ministre de l'Intérieur peut-elle me dire si oui ou non les documents mis à disposition des membres du conseil pour consultation peuvent être partagés et discutés avant la séance publique du conseil avec des personnes tierces ?

- Si ces documents étaient à considérer comme confidentiels pour le moins en partie, est-ce qu'il ne faudrait pas adapter le cadre réglementaire afin de permettre aux conseillers de partager les documents dans l'intérêt d'un débat informé lors des réunions du conseil communal ? Est-ce qu'on ne devrait pas limiter de manière explicite les documents à traiter de manière confidentielle au strict minimum nécessaire ?

**Réponse** (08.06.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

L'article 13 de la loi communale modifiée dispose à son dernier alinéa que pour chaque point à l'ordre du jour des réunions du conseil communal « Les documents, actes et pièces afférents peuvent être consultés, sans déplacement, par les membres du conseil à la maison communale durant le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article. Il peut en être pris copie, le cas échéant contre remboursement. » Il en découle que les conseillers communaux disposent d'au moins cinq jours pour consulter toute pièce afférente à un point de l'ordre du jour sur lequel le conseil communal est appelé à délibérer.

Les documents concernés sont à disposition des membres du conseil communal afin de leur donner toutes les informations et éléments nécessaires sur le dossier concerné dans le but de leur permettre de délibérer en toute connaissance de cause. La loi communale établit un droit d'information dans le chef du conseiller communal qui constitue une garantie pour l'exercice de son mandat et qui, en tant que tel, est rattaché à la qualité d'élue.

Étant donné que l'article 13 de la loi communale modifiée précise spécifiquement que la consultation peut être faite par les membres du conseil à la maison communale, il est à admettre que les documents mis à disposition des conseillers communaux bénéficient d'une confidentialité protégée par la loi. L'accès à la documentation établie en préparation des séances du conseil communal est ainsi restreint aux seuls membres du conseil communal.

Toutefois, je conçois que l'article précité est rédigé de manière restrictive, considérant notamment le rôle consultatif des commissions consultatives qui ont entre autres comme mission de préparer les séances du conseil communal ou de l'aviser dans le cadre de dossiers complexes. En effet, une pratique s'est instaurée dans certaines communes qui autorisent les membres des commissions consultatives d'accéder aux mêmes documents que les membres du conseil communal.

Finalement, et tenant compte de ce qui précède, je tiens à souligner que le fonctionnement du conseil communal et des commissions consultatives du conseil communal est analysé dans le cadre de la refonte de la loi communale afin de créer une base légale appropriée permettant aux membres de ces organes de disposer des documents, actes et pièces nécessaires à l'exercice de leurs missions.

**Question 4266** (11.05.2021) de **MM. Gusty Graas** et **Max Hahn** (DP) concernant la **géo-ingénierie** :

Dans la lutte contre le réchauffement climatique, certains scientifiques estiment que la géo-ingénierie, c.-à-d. les manipulations des systèmes écologiques et météorologiques à grande échelle, comme p. ex. la création de nuages artificiels, deviendra indispensable afin de réduire les effets dévastateurs du changement climatique. Or, les techniques de géo-ingénierie sont très controversées en raison de leurs effets imprévisibles et incontrôlables qui concerneraient l'humanité entière.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelle est la position du Gouvernement à ce sujet ?

2) Le cas échéant, quels efforts le Luxembourg entreprend-il pour interdire au niveau mondial l'utilisation des techniques de géo-ingénierie ?

3) Quel est l'état des discussions à ce sujet au niveau international ?

**Réponse** (10.06.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Le Gouvernement est convaincu que la seule et unique manière de contrecarrer de manière efficace et durable le réchauffement planétaire consiste à réduire de manière conséquente les émissions de gaz à effet de serre de façon à atteindre, au plus tard en 2050, la neutralité climatique. Miser sur des manipulations des systèmes écologiques et météorologiques à grande échelle, en effet assorties d'effets imprévisibles et incontrôlables, risquerait de détourner l'attention du fonds de la problématique, à savoir la sortie des énergies fossiles et la préservation des forêts et autres écosystèmes constituant des stocks importants de carbone.

ad 2) Le Luxembourg exprime ses réticences face à l'utilisation de techniques de géo-ingénierie dans différentes enceintes. Ainsi, lors de l'approbation par les Gouvernements du contenu des rapports du groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), ainsi que pendant les revues gouvernementales des rapports et de l'approbation du rapport pour décideurs, le Luxembourg demande systématiquement à ce que les risques pour l'environnement naturel et humain des techniques de géo-ingénierie ou l'ingénierie climatique soient clairement indiqués.

En ce qui concerne les approches technologiques visant à influencer le bilan radiatif global (« Solar Radiation Management - SRM »), le Luxembourg insiste que les rapports du GIEC indiquent que l'objectif de limitation du réchauffement de la planète fixé dans l'accord de Paris peut être atteint sans devoir recourir à ces techniques.

Dans le cadre de l'Organisation internationale de normalisation (« International Organization for Standardization ; ISO »), une proposition d'un nouveau standard (« ISO 14082 ; Radiative Forcing Management ») avait été lancée, laquelle aurait permis à des firmes et des Gouvernements de pouvoir générer des crédits de réduction d'émission pour des projets de SRM. Le Luxembourg s'est engagé activement dans les discussions techniques et a réussi, ensemble avec d'autres partenaires, à éviter la publication du standard en question et l'ISO a décidé de publier une note technique sur la matière.

ad 3) En ce qui concerne la géo-ingénierie ou l'ingénierie climatique, le groupe d'experts sur l'évolution du climat (GIEC) fait la distinction entre les méthodes visant à éliminer le dioxyde de carbone de l'atmosphère (Carbon Dioxide Removal - CDR), notamment le maintien et l'augmentation de puits de carbone naturels ou la séquestration de carbone dans des couches géologiques, et les approches technologiques visant à influencer le bilan radiatif global (Solar Radiation Management - SRM), notamment la création de nuages artificiels, l'injection de dioxyde de soufre dans la stratosphère ou l'installation de miroirs dans l'espace qui réfléchissent les rayons du soleil.

Le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 degré a indiqué la nécessité d'utiliser les méthodes du CDR afin d'atteindre l'objectif de limitation du réchauffement de la planète fixé dans l'accord de Paris, notamment pour contrebalancer les émissions résiduelles inévitables de gaz à effet de serre d'origine humaine.

Toutefois, le GIEC souligne dans ses trois rapports spéciaux récents (Réchauffement planétaire de 1,5° C, Changement climatique et terres émergées, Rapport spécial sur l'océan et la cryosphère dans le contexte du changement climatique) que l'utilisation à grande échelle des technologies d'élimination du dioxyde de carbone de l'atmosphère est susceptible d'avoir des effets secondaires négatifs et de poser des risques en termes de durabilité environnementale et sociale, notamment en ce qui concerne l'utilisation des terres pour de tels projets ou des effets environnementaux indésirables lors du déploiement dans les océans.

D'où la nécessité d'augmenter les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine au niveau global afin de limiter le recours aux techniques de CDR, à l'aide des puits naturels, au strict minimum et sans devoir recourir à la séquestration de carbone dans les couches géologiques.

En ce qui concerne les techniques de SRM, les rapports du GIEC montrent que ce type de stratégie n'est pas nécessaire pour atteindre l'objectif de limitation du réchauffement de la planète fixée dans l'accord de Paris.

Bien que le rapport spécial du GIEC sur le réchauffement planétaire de 1,5 degré note que ce type de technologies peut potentiellement limiter le dépassement temporaire de la température, il met en garde que ces technologies peuvent modifier le régime des pluies et de la circulation météorologique. Certaines technologies perturberaient aussi la chimie de la stratosphère et pourraient entraîner une exposition accrue aux rayons ultraviolets.

Des doutes subsistent également quant à leur efficacité. Les techniques du SRM n'empêcheraient pas l'accumulation de dioxyde de carbone dans l'atmosphère et l'acidification des océans. Le maintien en permanence de ces techniques donne lieu à des inquiétudes car en cas d'interruption le système planétaire pourrait être soudainement frappé par une flambée des températures. Finalement le GIEC soulève des questions quant à la gouvernance et le financement de telles technologies, qui devraient être maintenues en place pendant des centaines d'années.

Le sixième rapport d'évolution du GIEC, dont les trois volumes ainsi que le rapport de synthèse seront publiés entre août 2021 et septembre 2022, contiendra une évaluation des publications scientifiques les plus récentes en relation avec le changement climatique et en particulier sur le CDR et le SRM ainsi que leurs risques potentiels pour l'environnement naturel et humain.

**Question 4334** (21.05.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **Charte sociale européenne** :

Am rezente Rapport (März 2021) vum Comité européen des droits sociaux liest een, datt déi Lëtzeburger Regierung d'Europäesch Sozialcharta vum 18. Oktober 1961 den 10. Oktober 1991 ratifi-

ziert, mee just 69 vun den 72 Paragraphen (vun der Partie I vun der ESC) akzeptéiert huet, woubäi Lëtzebuerg bei der Ratifizierung keng Reserven ugemellt hz revidéiert Europäesch Sozialcharta gouf vu Lëtzebuerg den 11. Februar 1998 signéiert, mee nach net ratifizéiert. Lëtzebuerg huet de Protocole additionnel vun 1988 signéiert, mee nach net ratifizéiert. Och liest een am Rapport, datt Lëtzebuerg de Protocole additionnel vun 1995 „prévoyant un système de réclamations collectives“ weeder signéiert nach ratifizéiert huet.

An dësem Kontext géif ech gär folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Firwat huet et bal op den Dag genau 30 Joer gedauert, bis d'Lëtzeburger Regierung 1991 déi Europäesch Sozialcharta ratifizéiert huet?

2. Wat sinn déi genee Ursachen, firwat Lëtzebuerg d'Paragraphe 4.4 (« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit à une rémunération équitable, les Parties contractantes s'engagent à reconnaître le droit de tous les travailleurs à un délai de préavis raisonnable dans le cas de cessation de l'emploi »), 6.4 (« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit de négociation collective, les Parties contractantes reconnaissent le droit des travailleurs et des employeurs à des actions collectives en cas de conflits d'intérêt, y compris le droit de grève, sous réserve des obligations qui pourraient résulter des conventions collectives en vigueur ») an 8.4 (« En vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleuses à la protection, les Parties contractantes s'engagent (a) à réglementer l'emploi de la main-d'œuvre féminine pour le travail de nuit dans les emplois industriels ; (b) à interdire tout emploi de la main-d'œuvre féminine à des travaux de sous-sol dans les mines, et, s'il y a lieu, à tous travaux ne convenant pas à cette main-d'œuvre en raison de leur caractère dangereux, insalubre ou pénible ») vun der Europäischer Sozialcharta vum 18. Oktober 1961 net akzeptéiert?

3. A senger Äntwert (datéiert op de 27. November 2020) op d'parlamentaresch Fro Nr. 3051 vun den honorabelen Deputéierte Stéphanie Empain a Charles Margue schreift den Här Bausseminister: « La Charte révisée de 1996 réunit en un seul instrument les droits garantis par la Charte de 1961 (ratifiée par le Luxembourg en 1991) et son Protocole additionnel de 1988, signé mais non ratifié par le Luxembourg, ainsi que les nouveaux droits et amendements adoptés par les Parties ; elle revêt une certaine importance, ayant été ratifiée par 33 des 47 États membres, et se substitue progressivement au traité initial de 1961. En date du 9 novembre 2012, le Conseil de Gouvernement a décidé, suite à des consultations au sein d'un groupe de travail interministériel dédié, de ne pas procéder à la ratification de la Charte sociale révisée, car celle-ci ne prend pas en compte les spécificités du Luxembourg et notamment la question des frontaliers. » Kann d'Regierung prezisierien, awéiwäit „les spécificités du Luxembourg et notamment la question des frontaliers“ eng Ratifizierung vun der revidéierter Europäischer Sozialcharta net sënnvoll erschéngt loosse?

4. Am selwechten Dokument schreift den Här Minister Jean Asselborn: « Concernant le Protocole additionnel à la Charte sociale européenne prévoyant un système de réclamations collectives, celui-ci n'a été ratifié que par 13 des 47 États membres du Conseil de l'Europe. Il est par ailleurs très critiqué par ces derniers car les abus sont fréquents et les recommandations ne sont quasi pas mises en œuvre parmi ceux qui l'ont ratifié. » Kann d'Regierung bestätegen, datt dëse Protokoll just aus deem Grond net vu Lëtzebuerg ratifizéiert gouf, well aner Länner schlecht Erfarunge mat deem Dokument gemaach hunn? Vu wéi enger Natur sinn déi schlecht Erfarungen?

**Réponse commune** (31.08.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Den Delai erkläert sech doduerch, datt fir all Land eng Ratifizierung vun der Europäischer Sozialcharta och héich administrativ Opwänn mat sech bréngt, well all national Gesetzer mussen ugepasst ginn, fir datt se konform mat der Charta sinn.

ad 2. Wat d'Artikelen vun der Charta ugeet, esou gouf d'Kompatibilitéit mat dem lëtzebuergesche Code du travail gekuckt. Esou sief betreffend dem Artikel 4 Paragraf 4 dorop opmierksam gemaach, datt de Code du travail wuel bei der Resiliatioun vun engem Aarbechtskontrakt raisonnabel „délais de préavis“ virgesäit, allerdéngs ginn et Fäll, wou den Aarbechtskontrakt och ouni „délai de préavis“ resiliéiert ka ginn, notamment bei engem „licenciement avec effet immédiat pour faute grave“, mee awer och am Fall, wou de Salarié beispillsweis keen Urecht méi op Krankegelid huet, wann hie seng Rechter op Krankegelid erschëpft huet (Art. L. 121-6 fin de plein droit du contrat de travail le jour de l'épuisement des droits du salarié à l'indemnité pécuniaire de maladie, soit après 78 semaines de bénéfice de l'indemnité pécuniaire de maladie).



Folglecherweis hätt eng Akzeptatioun vun deem Paragraf vum Artikel 4 als Konsequenz, datt den Artikel am Code ëmgeännert misst ginn. D'Sozialpartner missten sech awer am Virfeld zu esou enger Ännerung positionéieren.

Betreffend dem Artikel 6 Paragraf 4 stellen sech och eng Rei vu Problemer hissiichtlech dem Streikrecht, esou wéi et zu Lëtzebuerg exzerziert däerf ginn.

D'Streikrecht ass zwar selbstverständlech e fundamentaalt Recht, wat zu Lëtzebuerg duerch d'Konstitution an och international Konventionen garantéiert ass, par contre ass a verschiddene Secteuren d'Streikrecht och reglementéiert an et ass och virgesinn, datt gewësse prelabel Prozedure musse respektéiert ginn.

Am Code du travail beispillsweis ass d'Recht fir ze streike strictement encadréiert. Effektiv, ier d'Salarié vum engem Betrib streiken dierfen, muss fir d'éischt den Office national de conciliation (ONC) saiséiert ginn an et muss eng sougenannte „procédure de conciliation“ entaméiert a respektéiert ginn. D'Zil vun dëser Demarche ass et natierlech, eng Schlichtung am Sträit tëscht dem Patron an de Salariéen ze fannen an déi duerch en Accord ze formaliséieren.

Donieft sief och nach erwänt, datt zu Lëtzebuerg de Lockout, also d'Fermeture vun engem Betrib, déi op Initiativ vum Patron decidéiert gëtt, als Äntwert op e Streik vun senge Salariéen, net reglementéiert ass.

En anere Secteur, wou d'Streikrecht och encadréiert an esouguer limitéiert ass, ass beispillsweis den öffentliche Déngscht. Agenten, déi am öffentliche Déngscht schaffen, dierfen nëmme streiken, nodeems eng „procédure de conciliation obligatoire“ respektéiert gouf. Den Encadrement vun deem Streikrecht ass wichtig, well de bon Fonctionnement vum Staatsapparat zu all Moment bestoe muss. D'Gesetz gesäit och vir, datt d'Regierung de verschiddene Ministeren erlaben kann, dat Ganzt oder just en Deel vum Personal ze requisitionéieren.

ad 3. En interministeriellen Aarbechtsgrupp wäert dës an och aner Froen, déi sech am Kontext vun der Ratifizierung vun der Charta stellen, traitéieren.

ad 4. Effektiv geet aus dem Austausch mat de 15 Länner, déi dëse Protocole additionnel bis elo ratifizéiert hunn, kloer ervir, datt d'Mise en place vun engem sougenannte „système de réclamations collectives“ vill Defauten opweist, et goufe vill Abuse vun deem System festgestallt, de System géif wéineg Flexibilitéit erméiglechen an et gëtt och op d'Schwierigkeit higewisen, fir déi deels exzessiv Recommendationen ëmzesetzen. D'Regierung ass der Meinung, datt, ier een de Protokoll ratifizéiert, fir d'éischt emol gemeinsam mat de Sozialpartner e Lëtzebuerg Konzept vun engem „système de réclamations collectives“ misst diskutéiert an ausgeschafft ginn.

**Question 4489** (14.06.2021) de **MM. Claude Wiseler** et **Michel Wolter** (CSV) concernant la réorientation du large scale testing :

Le large scale testing connaîtra un changement d'orientation à partir de la mi-juillet. Mis en place initialement comme programme scientifique destiné à accompagner la propagation du virus Covid-19 en invitant la population à se faire tester par échantillons méticuleusement sélectionnés selon des critères démographiques et géographiques, il deviendra désormais un instrument de testing sans limites. Toute personne souhaitant se faire tester afin de se voir remettre un certificat de test négatif d'une validité d'usage de 72 heures pourra dès lors réserver un créneau auprès d'un des sites connus. D'après les propos de Madame la Ministre de la Santé, ce changement s'inscrit parmi les mesures pour accompagner les nouvelles libertés. D'après nos informations, aussi cette nouvelle phase de la stratégie de dépistage à grande échelle se fera au profit d'un seul laboratoire d'analyses médicales.

En saluant explicitement l'initiative du Gouvernement de proposer à la population la réalisation gratuite de tests Covid-19 pour faciliter la circulation des personnes tant au niveau national que dans le cadre de leurs voyages, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle nous renseigner sur la raison pour laquelle le Gouvernement n'a pas opté pour la possibilité de faire parvenir à la population des bons permettant aux gens de se faire tester gratuitement dans un laboratoire d'analyses médicales de leur choix ?

2) Pourquoi le Gouvernement n'a-t-il pas voulu s'appuyer sur les compétences et les forces conjuguées de tous les laboratoires d'analyses médicales du pays afin de profiter de leur réseau de centres de prélèvement étroitement maillé ?

3) Sachant que la réorientation du large scale testing ne correspond pas aux dispositions du cahier de charges initial, comment le Gouvernement défend-il son utilisation pour proposer des tests « gra-

tuits » en accès libre à l'ensemble de la population ?

4) Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis qu'avec le changement d'orientation du LST, le Gouvernement s'expose au reproche de concurrence déloyale par rapport aux autres laboratoires régulièrement établis ?

**Réponse** (26.07.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) Le choix de recourir au large scale testing (LST), plutôt qu'à la distribution de bons permettant de se faire tester gratuitement dans un laboratoire d'analyses médicales de leur choix, pour permettre aux citoyens d'effectuer gratuitement des tests PCR, s'explique tout d'abord par la volonté du Gouvernement d'améliorer et d'ajuster l'objectif du dépistage LST parmi la population en général, mais aussi parmi les personnes qui, à l'époque où cette mesure fut décidée, n'avaient pas encore la possibilité de se faire vacciner. Il s'agit surtout des personnes de jeune âge qui de surplus ont un nombre d'interactions sociales élevé, exposant ces dernières et leurs contacts à un risque d'infection accru. En recourant au dispositif du LST, on permet par ailleurs un accès sans limite à cette offre de dépistage contrairement à un système basé sur la distribution de bons, limités dans leur nombre par la force des choses. En plus, la distribution de bons aurait engendré des frais d'envois, ce qui n'est pas le cas pour le système s'appuyant sur le LST et où une inscription par MyGuichet est d'application. À cela s'ajoute que le prix d'un test PCR réalisé sous l'égide du LST a un coût moins élevé qu'un test PCR effectué par un laboratoire d'analyses médicales. La mesure s'inscrit donc aussi dans une démarche de gestion responsable et efficiente des deniers publics.

ad 2) Depuis que le programme de dépistage à large échelle LST a été repris par le Gouvernement, sans l'implication du LIH, il a fait l'objet d'un marché public. Dans la mesure où une seule candidature valable avait été reçue, un soumissionnaire unique avait été retenu sur base du cahier des charges élaboré pour la procédure de l'appel d'offre. Dans le cadre de la phase actuellement en cours du LST, la demande soumise à la Commission des soumissions pour le recours à la procédure négociée avec ce même soumissionnaire sans publication préalable, dans l'intérêt de la continuité des travaux, a fait l'objet d'un avis favorable de ladite commission, conformément à la loi du 8 avril 2018 sur les marchés publics.

ad 3) Le Programme LST tend à appuyer le Gouvernement dans ses efforts visant à permettre l'accès à un dépistage facile et efficient, dans le but de disposer d'une bonne vue d'ensemble concernant la propagation de l'épidémie, dans le cadre d'un instrument qui peut être facilement adapté en fonction de l'évolution de la pandémie. Cette proposition s'inscrit par ailleurs dans l'appel lancé par la Commission à l'attention des États membres afin de faciliter l'accès à des tests à des prix abordables voire gratuitement. Il ne s'agit donc pas d'un changement d'orientation, mais d'une adaptation qui s'inscrit dans les prévisions du cahier de charge initial.

ad 4) Pour les raisons indiquées ci-dessus, le ministère n'est pas d'avis que cette nouvelle offre sous le régime du LST constitue un changement d'orientation.

**Question 4510** (16.06.2021) de **MM. Max Hahn** et **Gusty Graas** (DP) concernant les technologies de captage, d'usage et de stockage de dioxyde de carbone :

Le 21 avril dernier, le Parlement et le Conseil européen se sont mis d'accord sur un texte pour un règlement fixant le cadre pour atteindre la neutralité climatique au niveau de l'UE. Ce règlement, qui doit toutefois encore être validé formellement, permet aux États membres de recourir aux technologies de captage, d'usage et de stockage de dioxyde de carbone (« CCUS ») afin de contribuer à atteindre les objectifs climatiques et de réduire leurs émissions, notamment celles liées aux procédés industriels qui ne peuvent être évitées que difficilement.

À l'heure actuelle déjà, de nombreux projets sont en train d'être développés dans bon nombre d'États membres afin de proposer des solutions aux entreprises pour capter et stocker leurs émissions géologiquement.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable et à Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Quelle est la position du Luxembourg dans ce domaine ?

De quelle manière est-il prévu d'appliquer le règlement susmentionné ?

2) Combien d'États membres de l'UE vont autoriser le recours aux technologies CCUS dans le cadre du règlement précité ?

3) Quel est l'ordre de grandeur des émissions liées aux procédés industriels au Luxembourg ?

4) Le Gouvernement est-il d'avis que le fait de ne pas permettre aux entreprises luxembourgeoises de recourir aux technologies CCUS constitue un désavantage compétitif dans le cadre du marché unique ?

**Réponse commune** (10.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

ad 1) La loi du 27 août 2012 relative au stockage géologique du dioxyde de carbone dispose que : « Sans préjudice des dispositions qui précèdent, tout stockage géologique de CO<sub>2</sub> sur le territoire luxembourgeois est interdit. » La Chambre des Députés a donc décidé d'interdire cette technologie sur tout le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Selon les travaux parlementaires, la Commission du développement durable était « d'avis que compte tenu de l'inexistence des capacités de stockage géologique de CO<sub>2</sub> sur le territoire luxembourgeois et des risques inhérents à la nouvelle technologie, tout stockage géologique de CO<sub>2</sub> doit être interdit sur le territoire luxembourgeois. Le projet de loi est donc complété par une disposition en ce sens ».

Dans ce contexte il importe aussi de préciser que les caractéristiques géologiques du Luxembourg ne se prêtent de toute façon pas à des activités de stockage de CO<sub>2</sub>.

ad 2) La décision d'autoriser le recours aux technologies de captage et de stockage du CO<sub>2</sub> respectivement de captage et d'utilisation du CO<sub>2</sub> sur leur territoire national appartient à chaque État membre individuellement. À ce stade, il s'agit d'une question purement hypothétique.

ad 3) Dans les inventaires de gaz à effet de serre à soumettre à la Commission européenne ainsi qu'au secrétariat de la CCNUCC, les émissions liées aux procédés industriels se retrouvent dans le secteur « Common Reporting Format (CRF) 2 - IPPU (Industrial Processes & Product Use) ». Ce secteur IPPU couvre les procédés industriels à proprement parler, mais aussi de l'usage d'autres produits (tels que solvants et peintures p. ex.) et les gaz fluorés.

Le dernier inventaire soumis couvre les années 1990 à 2019.

En 2019, le secteur IPPU représentait 6,3 % des émissions totales de gaz à effet de serre, à l'exclusion des émissions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie (UTCATF - LULUCF en anglais), soit 675 kt de CO<sub>2</sub>-équivalents (CO<sub>2</sub>e). Ce pourcentage s'élevait à 5,4 % en 2005 (703 kt CO<sub>2</sub>e), année de base pour l'engagement du Luxembourg à l'horizon 2030.

Toutefois, pour cet engagement, ce sont les émissions hors LULUCF et hors émissions couvertes par le système d'échange de quotas d'émission (SEQE - ETS en anglais) qui sont à considérer. Or, au Luxembourg, les émissions de procédés industriels à proprement parler sont intégralement reprises comme émissions ETS et donc n'influent pas ce total. Seuls l'usage de produits et les gaz fluorés sont à considérer dans ce contexte : 1,2 % des émissions non-ETS en 2019, soit 110 kt CO<sub>2</sub>e (0,7 % en 2005, soit 69 kt CO<sub>2</sub>e).

De manière générale, les émissions de procédés industriels à proprement parler représentaient 5,3 % du total des émissions de gaz à effet de serre, hors LULUCF en 2019, soit 565 kt CO<sub>2</sub>e (contre 4,9 % en 2005, soit 633 kt CO<sub>2</sub>e).

ad 4) À ce stade, il n'existe aucun indice qui permettrait d'affirmer que d'autres États membres recourraient à ces technologies à grande échelle.

Il est également à noter que bien que le stockage de CO<sub>2</sub> géologique soit interdit sur le territoire luxembourgeois, l'utilisation du CO<sub>2</sub> au Luxembourg ou encore la récupération en vue d'une utilisation ou d'un stockage dans un autre pays ne le sont pas. Les entreprises luxembourgeoises pourront donc recourir à ces technologies au même titre que leurs concurrents d'autres pays, évitant ainsi un désavantage compétitif. Ces technologies n'étant pas encore matures, il reste néanmoins à vérifier si elles pourront être compétitives et créer l'impact environnemental positif souhaité.

**Question 4512** (17.06.2021) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant la mort subite chez les sportifs :

Rezent huet de Kollaps vun engem bekannte Sportler während engem Match vun der Fussball-Europameeschterschaft de Bléck op Hærzkerkrankungen am Sport gelenkt. Experten no wieren Doudesfall opgrond vun engem Hærzstëllstand am Sport zwar seelen, mee et géif se awer ginn. An Däitschland géife registriert Doudesfall opgrond vun engem Hærzstëllstand am Sport bei 60 pro Joer leien a Schätzungen no, wann een d'Donkelziffer considèreiert, wiere 50.000 bis 80.000 Sportler dovou betraff. Männer méi oft wéi Fraen. Déi héich Donkelzif-

fer géif et awer schwierig maachen, d'Amplour genau ze bezifferen. An Däitschland géif et och néierens eng Obligation ginn, fir Doudesfall opgrond vun engem Hærzstëllstand während enger sportlecher Aktivitéit ze mellen.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kann d'Regierung matdeelen, ob et Statistike ginn zu Lëtzebuerg, wat Doudesfall bei Profisportler, mee och bei Amateursportler, notamment opgrond vun engem Hærzstëllstand, betreffen?

2. Wéi héich schätzt d'Regierung d'Donkelziffer vun den Doudesfall während enger sportlecher Aktivitéit zu Lëtzebuerg an?

3. An Däitschland gëtt et keng Obligation, fir dës Doudesfall ze mellen. Wéi ass dat zu Lëtzebuerg?

**Réponse commune** (26.07.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **M. Dan Kersch, Ministre des Sports** :

ad 1. Énnert dem Impuls vum Luxembourg Institute of Research in Orthopedics, Sports Medicine and Science (LIROMS), ënnerstëtzt duerch d'Fondation Cœur - Daniel Wagner, an an Zesummenaarbecht mat der Sportsklinik am CHL, dem LIH an dem CGDIS, besteet ee Projet, wou eng Statistik iwwert hærzrelevant Evenementer am Lëtzebuerg Sport gefouert gëtt. Dës Zuele ginn och reegelméisseg publizéiert. Detailler doriwwer féint een och um Internet ënnert <https://cardiac-event-sport.lu>.

Am nationale Regëster vun den Doudesursaachen ginn et allerdéngs keng Informatiounen, déi et erméiglechen, es Profisportler oder een Amateursportler auszemaachen.

ad 2. Dës Fro ass aus folgende Grënn schwéier ze beäntweren: Den nationale Regëster vun den Doudesursaachen kritt d'Informatioun iwwert d'Émstänn vun Doudesfall während enger sportlecher Aktivitéit nëmme wann den Doud duerch en externe Grond (Accident, Transportaccident, Fall etc.) verursaacht gouf. Am Fall vun engem natierlechen Doud (z. B. Hærzinfarkt) ass dat net de Fall an et gi keng Informatiounen iwwert d'Émstänn matgedeelt.

ad 3. Zu Lëtzebuerg ass dëst och keng Obligation.

**Question 4516** (17.06.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Léon Gloden** (CSV) concernant le rôle de la douane en vue de la légalisation du cannabis récréatif :

D'Douane spillt zu Lëtzebuerg eng zentral Roll an der Drogebekämpfung. Aus dësem Grond ass et erstauentlech, datt kee Wuert iwwert d'Douane an der „Note interministérielle sur la criminalité liée aux stupéfiants au Luxembourg“ steet.

Am Kader vun der geplangter Legaliséierung vun rekreative Cannabis, schafft mëttlerweil säit iwwer zwee Joer en Aarbechtsgrupp vu Leit aus dem Gesondheitsministerium an dem Justizministerium un de groussen Achse vum Text an awer och um ganze Volet vun der Preventioun, der Sucht an der Educatioun, déi domat anhierginn. Eisen Informatiounen no ass d'Douane awer weeder an dësem Aarbechtsgrupp vertruuden, nach huet si en Avis ginn, obwuel si duerch d'Grenzkontrolle wäert am Alldag vill mam Thema befaasst ginn.

An deem Kontext wëilte mir folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Aus wéi engem Grond ass d'Aarbecht vun der Douane an der Drogebekämpfung net mat an d'Note interministérielle agefloss?

2. Firwat ass d'Douane net an dem besoten Aarbechtsgrupp vertruuden?

3. Deelt d'Regierung d'Meenung, datt d'Douane eng ganz wichteg Roll wäert spille fir de ganze Volet, deen déi direkt Relatioun mat eisen Nopeschlänner betrëfft, wann de Cannabis am Grand-Duché legaliséiert ass?

**Réponse commune** (30.07.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice**, et de **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances** :

De Lead fir den entsprechenden Aarbechtsgrupp läit beim Ministère fir bannenzeg Sécherheet. Deemo ass et och un him, d'Verrieder, déi an dësem Aarbechtsgrupp matschaffe sollen, ze definéieren.

D'Douane wäert et och enger Reguléierung vun Cannabis fir net medezinesch Zwecker, genesou wéi et haut schonns de Fall ass, hiner Missioun no-go an den illegalen Import an Export vu Wuere kontrolléieren an, de Situatiounen no, och sanktionéieren.

**Question 4518** (17.06.2021) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'impact des travaux routiers à Diekirch :

En raison du chantier actuel au niveau de la rue du Pont à Diekirch, les flux de circulation routière au



sein de la ville ont dû être réorganisés. Ainsi, il est également interdit de traverser la ville de Diekirch par le biais du chemin repris (CR351) qui passe par le « Goldknapp » (« Haemerich »).

En effet, des panneaux de signalisation indiquant cette interdiction ont été mis en place à la bifurcation « route d'Erpeldange »/« rue des Fleurs ». Or, il s'avère que nombre de navetteurs continuent à passer par cette voie et ne respectent pas du tout l'interdiction de circulation. Il me semble que les navetteurs ne sont pas suffisamment informés de cette interdiction par la mise en place d'un panneau approprié au carrefour « Porte des Ardennes »/rue Goldknapp à Erpeldange-sur-Sûre et risquent donc de se voir sanctionnés en cas de contrôles policiers.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics peut-il informer sur un éventuel renforcement de la signalisation au pied du Goldknapp à Erpeldange-sur-Sûre afin que les navetteurs ne traversent pas inutilement le « Haemerich » (CR351) en direction de Diekirch ?

- Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure peut-il informer sur d'éventuels contrôles de la part de la Police à l'entrée des quartiers urbains de Diekirch, en particulier à l'endroit « rue des Fleurs »/« route d'Erpeldange »

**Réponse commune** (26.07.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

L'interdiction de traverser la ville de Diekirch par le biais du chemin repris (CR351) qui passe par le « Goldknapp » (« Haemerich »), a été dûment réglementée par la Ville de Diekirch.

L'Administration des ponts et chaussées est en cours d'étudier en étroite collaboration avec les responsables communaux les voies et moyens potentiels pour renforcer la signalisation au pied du « Goldknapp » à Erpeldange-sur-Sûre pour sensibiliser les navetteurs à cette interdiction.

En parallèle, dans le cadre de ses missions de contrôle et de surveillance de la circulation routière, la Police grand-ducale veille quotidiennement au respect des dispositions du Code de la route sur le territoire national. Elle porte par ailleurs une attention particulière à tout changement de la réglementation en vigueur, dû à des chantiers par exemple, en raison de l'impact sur le flux du trafic et de la sécurité des usagers de la route.

Concernant la situation décrite dans la présente question parlementaire, la Police grand-ducale a effectué depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021 un total de neuf contrôles sur le tronçon en question.

**Question 4521** (18.06.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*) concernant la **situation des personnes non binaires et intersexes au Luxembourg** :

Suite à la question parlementaire n° 4023 des honorables Députés Carole Hartmann et Max Hahn du groupe parlementaire DP, il me semble qu'il y a encore beaucoup d'obstacles pour des personnes non binaires et intersexes au Luxembourg.

Le rapport annuel de l'ILGA-Europe<sup>1</sup> pour l'année 2020 a été publié en février 2021 et montre clairement les omissions toujours présentes au Luxembourg concernant les droits des personnes LGBTQI+. Les négligences les plus protubérantes envers une partie de cette communauté, notamment envers les personnes intersexes et non binaires, sont entre autres le manque d'une loi prohibant les opérations d'assignement de sexe aux enfants intersexes et l'attachement convulsif à la stricte binarité dans le contexte des deux options de sexe dans le registre de l'état civil.

Dans la réponse à la question n° 4023, Madame la Ministre de la Santé a indiqué que trois enfants atteints du syndrome adrénogénital (encore appelé hyperplasie congénitale des surrénales) ont reçu une opération d'assignement de sexe pendant les six dernières années, défendant ces assignations de sexe comme « cas de nécessité vitale ». L'ITGL cependant précise dans son communiqué<sup>2</sup> du 25 mai 2021 que « [l']urgence vitale ne justifie jamais une chirurgie en cas d'hyperplasie congénitale des surrénales. S'il y a effectivement un risque vital lorsqu'il y a une forme avec perte de sel, c'est un traitement médicamenteux qui permet de sauver la vie de l'enfant, jamais une chirurgie. »

L'accord de coalition prévoit l'interdiction des « interventions chirurgicales ou médicales chez les mi-

neurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé [...] sauf les cas de nécessité vitale ». Cependant il me semble qu'il y avait des cas qui étaient classés comme « cas de nécessité vitale » à tort, comme ceux des trois enfants atteints d'hyperplasie congénitale des surrénales. C'est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Madame la Ministre de la Justice :

1) Quels sont les critères actuels d'après lesquels le personnel médical assigne un des deux sexes reconnus au Luxembourg à un enfant intersexé après la naissance ?

2) Madame la Ministre peut-elle donner des informations concrètes sur le classement « cas de nécessité vitale » ? Qui définit les critères pour ces cas de nécessité vitale ?

Le Parlement des Jeunes constate dans sa résolution<sup>3</sup> du 18 mai 2021 que « la non-binarité reste encore un sujet négligé par les autorités politiques et la population luxembourgeoise ». Le fait que la non-binarité n'est pas mentionnée dans le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes me semble un symptôme de l'invisibilité des identités non binaires au Luxembourg. Même si la non-binarité figure souvent sous le terme générique « transgenre », les défis et obstacles pour des personnes non binaires diffèrent de ceux des personnes transgenres binaires.

3) Madame la Ministre peut-elle me donner des informations sur des mesures prises dans le cadre du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes concernant les personnes intersexes ? Madame la Ministre peut-elle également donner des informations dans ce contexte sur la situation et les mesures prises concernant les personnes non binaires ?

Quelques personnes non binaires souhaitent faire une transition, sous forme d'une hormonothérapie par exemple. Les règlements actuels ne sont pas adaptés aux personnes non binaires, il n'est pas clair si l'hormonothérapie est disponible pour elles par exemple.

4) Madame la Ministre prévoit-elle des règles permettant aux personnes non binaires souhaitant une transition médicale, par exemple l'hormonothérapie ou des interventions chirurgicales comme la mastectomie, qui pourraient soulager ces personnes de la dysphorie de genre et améliorer leur qualité de vie ?

Considérant que le Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes prévoit d'élargir les termes de l'autodétermination, il est essentiel de souligner que le sexe et le genre ne sont pas des termes équivalents. Le premier concerne les caractéristiques sexuelles, tandis que le deuxième relie aux rôles socialement construits, comportements et caractéristiques individuelles que la société considère comme conformes pour les hommes et femmes. Considérant cette distinction, l'indication des caractéristiques sexuelles dans nos documents officiels n'est plus appropriée. L'ambiguïté médicale ne peut pas être présentée comme argument : chaque médecin doit consulter avec le patient.e avant tout traitement, et les répercussions d'un traitement sur des facteurs influencés par le sexe peuvent être clarifiées individuellement.

Les Pays-Bas veulent bannir les indications du sexe sur tous les documents et fichiers officiels et ainsi éviter tout enregistrement du sexe à l'avenir<sup>4</sup>. Cette mesure est importante pour les personnes intersexes et non binaires, mais aussi les personnes transgenres qui n'ont pas encore changé le sexe indiqué sur les documents officiels. Elle pourrait aussi mener à un changement de mentalité de société, en s'éloignant des catégories rigides binaires « homme » et « femme ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé, Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et Madame la Ministre de la Justice :

5) Comme indiqué dans l'accord de coalition, « la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil sera examinée ». Où en sont ces réflexions ? Quelles personnes ou organisations participent dans le développement de ce troisième sexe ? Pour quelles personnes ce troisième sexe serait-il disponible ?

6) Madame la Ministre peut-elle assurer des personnes transgenres binaires que le changement de sexe dans le sexe binaire opposé serait toujours possible pour eux après l'introduction du troisième sexe ?

7) Comment Madame la Ministre justifie-t-elle l'indication du sexe sur les documents officiels civils ?

Madame la Ministre pense-t-elle que cette indication est encore contemporaine, considérant la situation des personnes intersexes, transgenres et non binaires au Luxembourg ?

8) Madame la Ministre peut-elle donner des informations sur la publication du bilan du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes ?

**Réponse commune** (27.07.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1) + 2) Les soussignées se permettent de se référer à la réponse dans le cadre de la question parlementaire n° 4023 des honorables Députés Carole Hartmann et Max Hahn. Les médecins s'appuient sur les recommandations des diverses associations médicales pour déterminer la nécessité ainsi que la façon d'une intervention, en ayant toujours à cœur la santé et le bien-être des patients. Il en est de même en l'espèce lorsqu'il s'agit de prendre des décisions médicales concernant des enfants y compris celles relatives à une éventuelle urgence vitale. Il est rappelé que chaque décision médicale, quelle qu'elle soit d'ailleurs, est une décision strictement individuelle dans la mesure où les médecins doivent tenir compte de l'ensemble de la situation d'un patient partant de nombreux facteurs.

Il est rappelé dans ce contexte qu'un groupe de travail interministériel, composé de représentants des Ministères de la Santé, de la Famille et de l'Intégration, ainsi que de la Justice, a été chargé d'élaborer un avant-projet de loi qui pourrait être soumis au Conseil de Gouvernement d'ici la fin de l'année et qui a pour objet d'interdire les opérations d'assignation de sexe, sauf en cas d'urgence vitale, sans le consentement de la personne concernée.

ad 3) Concernant les personnes intersexes, le Plan d'action national prévoit l'interdiction des « traitements médicaux de "normalisation sexuelle" sans urgence vitale pratiqués sans le consentement libre et éclairé de la personne intersexé (et par conséquent en cessant le remboursement par les caisses de santé publiques) ».

L'accord de coalition pour cette législature (2018-2023) dispose au sujet de la transsexualité et de l'intersexualité que « la possibilité d'inscrire une troisième option dans le registre de l'état civil sera examinée. Les interventions chirurgicales ou médicales chez les mineurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé seront interdites par la loi, sauf les cas de nécessité vitale. »

Dans ce contexte, tel que mentionné plus haut, un avant-projet de loi visant à interdire ces interventions chirurgicales et traitements médicaux sans le consentement éclairé de la personne intersexé, hormis en cas d'urgence vitale, élaboré par le Ministère de la Santé, le Ministère de la Famille et de l'Intégration ainsi que le Ministère de la Justice est en cours d'élaboration.

Le premier Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (PAN LGBTI) est le résultat de la concertation entre dix ministères et la société civile. Il a été conçu comme plan pluriannuel et adopté par le Gouvernement en date du 13 juillet 2018. Un chapitre spécifique est dédié à la situation des personnes intersexes et un autre chapitre concerne spécifiquement la situation des personnes transgenres. Un bilan intermédiaire externe est prévu après trois ans, suivi d'une évaluation externe après cinq ans.

Le chapitre 8 prévoit cinq objectifs et dix-huit actions en faveur de l'égalité des droits de personnes intersexes. Les objectifs visent :

- un renforcement de la législation nationale interdisant les discriminations,
- le respect des droits à l'intégrité physique, à l'autodétermination et du principe du consentement libre et éclairé en matière de santé,
- le respect du droit à la vie privée et à l'autodétermination des personnes intersexes au niveau de l'état civil et en matière de reconnaissance juridique,
- le soutien des personnes intersexes,
- une meilleure sensibilisation du grand public.

Les actions prévues pour atteindre ces objectifs comprennent entre autres des analyses juridiques, des initiatives législatives, des actions de sensibilisation et de formation, des mesures de soutien aux personnes intersexes et à leur entourage, l'élaboration de procédures et de protocoles ainsi que l'implication des experts par expérience et des associations les représentant.

Ainsi, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région a lancé en 2018 une campagne de sensibilisation à l'attention du grand public, accessible sur le site Internet : [www.intersexe.lu](http://www.intersexe.lu) et [www.intersex.lu](http://www.intersex.lu). Dans ce cadre, le ministère a également

publié un dépliant à l'attention des parents d'enfants nés intersexes. Sur initiative du ministère, le service de consultation Familljen-Center ASBL propose depuis 2018 des consultations aux parents d'enfants intersexes et aux personnes intersexes. En 2020, le ministère a organisé en collaboration avec le Familljen-Center ASBL une formation sur l'intersexualité à l'attention des professionnels des domaines psycho-socio-éducatifs et des sages-femmes. Le ministère a également participé à un débat public avec la société civile et un expert par expérience sur le sujet de l'intersexualité, organisé suite à la projection du film thématique « Being impossible » dans le cadre du LuxFilmFest.

S'il est vrai que le PAN LGBTI ne s'adresse pas explicitement aux personnes non binaires, celles-ci connaissent, en partie, des défis et besoins similaires à ceux des personnes intersexes et/ou des personnes transgenres (p. ex : introduction d'une troisième option à l'état civil, toilettes et vestiaires neutres). Il est prévu que lors du bilan intermédiaire du PAN LGBTI soit analysée l'opportunité de prévoir des mesures spécifiques pour les personnes non binaires.

ad 4) Il est rappelé que l'accord de coalition de 2018 prévoit que la prise en charge des coûts des interventions chirurgicales effectuées dans le contexte de la détermination du sexe biologique des personnes transsexuelles ou intersexuelles sera instaurée.

ad 5) Les réflexions préliminaires sont finalisées. Elles ont été faites conformément à l'accord de coalition actuel et au Plan d'action national mentionné ci-dessus.

Une entrevue et des échanges ont eu lieu avec des représentants de la société civile, par exemple avec « ITGL Intersex & Transgender Luxembourg ASBL » et « Rosa Lëtzebuerg ASBL ».

Un groupe de travail interministériel composé de représentants du Ministère de la Digitalisation, Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire, Ministère des Sports, Ministère des Affaires étrangères et européennes, Ministère de la Sécurité sociale, Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministère de la Famille, de l'Intégration et de la Grande Région, Ministère de la Santé, Ministère de l'Intérieur, Ministère de la Sécurité intérieure mènera les prochaines réflexions quant aux possibilités et modalités d'introduction du troisième sexe dans le registre de l'état civil. Une fois ces réflexions terminées, seront envisagés des échanges supplémentaires avec les représentants de la société civile.

L'option du troisième sexe sera disponible pour toute personne née intersexuée ainsi que toute personne qui ne s'identifie pas dans le système binaire de sexes (homme/femme).

ad 6) Les personnes transgenres, indépendamment de leur sexe, auront toujours la possibilité de faire une demande de changement de sexe dans un des sexes opposés après l'introduction du troisième sexe.

ad 7) L'introduction d'un troisième sexe à l'état civil ainsi que son indication positive et respectueuse sur les documents officiels civils sont importantes, alors qu'elle consacre la reconnaissance légitime par l'État des différentes situations énumérées.

ad 8) Les travaux préparatifs au bilan intermédiaire après trois ans du Plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes sont actuellement en cours. Une publication de ce bilan est envisagée au second trimestre de 2022.

**Question 4523** (18.06.2021) de **M. Gusty Graas** (*DP*) concernant la **candidature de la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco** :

Le 19 mai 2014, l'association « Weltkulturerbe Moseltal e. V. » a été créée dans le but d'inscrire la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco. Pour qu'une telle candidature soit retenue, le projet doit, entre autres, présenter un plan de conversation convainquant. Ainsi, il a été proposé que certains vignobles en terrasses devront être cultivés exclusivement selon la procédure ancestrale dite « Einzelpfahlerziehung ». En effet, cette méthode, lors de laquelle les vignes sont dressées sur des piquets en bois individuels, est très intensive en main d'œuvre, mais peu rentable.

Dans un article du 16 juin 2021 intitulé « Dicke Luft in der Kulturlandschaft Mosel », le quotidien « Trierischer Volksfreund » rapporte que plusieurs viticulteurs de la Moselle allemande ne seraient pas d'accord avec l'obligation de cultiver leurs vignobles exclusivement selon cette méthode ancestrale. D'après le même article, le temps presserait, car le délai pour introduire la candidature viendrait à échéance fin du mois.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture et à

<sup>1</sup> <https://www.ilga-europe.org/>

<sup>2</sup> [http://itgl.lu/wp-content/uploads/2021/05/CP\\_25.05.2021\\_mutilations-genitales-intersexes.pdf](http://itgl.lu/wp-content/uploads/2021/05/CP_25.05.2021_mutilations-genitales-intersexes.pdf)

<sup>3</sup> <https://www.jugendparlament.lu/resolution-non-binarite/>

<sup>4</sup> <https://www.woxx.lu/weder-noch-die-niederlande-streichen-geschlechtsangabe-vom-ausweis>



Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Madame la Ministre peut-elle m'informer de l'avancée de la candidature de la Vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco ?

2) Est-ce que la partie luxembourgeoise de la Moselle fera intégralement partie du patrimoine ? Dans la négative, quels lieux culturels ou historiques et quels vignobles ont été désignés pour faire partie du patrimoine ?

3) Dans quelle mesure le Ministère de la Culture est-il impliqué dans la procédure de candidature ?

4) Concernant l'obligation de cultiver les vignobles en terrasses exclusivement d'après la méthode appelée « Einzelpfahlerziehung », est-ce que des vignobles luxembourgeois seront concernés par cette contrainte ?

Dans l'affirmative, des pourparlers ont-ils déjà eu lieu avec les propriétaires de ces vignobles ?

**Réponse commune** (27.07.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) L'initiative de soumettre une candidature à l'inscription de la région de la Moselle sur la liste du patrimoine mondial a été lancée en 2014 par l'association allemande « Weltkulturerbe Moseltal e. V. ». La candidature n'est pas encore déposée. Des réunions d'informations ont eu lieu et les communes allemandes et luxembourgeoises concernées ont été informées.

ad 2) Des visites sur le terrain ont eu lieu dans le vignoble luxembourgeois afin d'identifier les sites intéressants. Il s'agit du Wousselt à Ehnen et de la Koepchen à Wormeldange.

ad 3) Le Ministère de la Culture, en tant que ministère de tutelle pour les dossiers liés à l'Unesco et la Commission nationale pour la coopération avec l'Unesco sont les premiers interlocuteurs pour les demandes relatives à l'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial. En effet, leur rôle est de conseiller et de guider d'éventuelles candidatures quant à leur opportunité et leur faisabilité. Par la suite, ils pourront encore aider à la préparation d'une éventuelle candidature.

Jusqu'à présent aucune demande en vue d'une inscription éventuelle sur la liste indicative du Luxembourg n'a été entreprise. En effet, seules les propositions d'inscription dont les biens figurent sur la liste indicative des États parties seront examinées par le Comité du patrimoine mondial en vue d'une inscription sur la liste du patrimoine mondial. De fait, il faut en premier lieu que l'Allemagne, la France et le Luxembourg inscrivent le bien sur leur liste indicative des biens prévus à une inscription éventuelle au registre du patrimoine mondial.

ad 4) Dans le cas d'une inscription de ces sites sur la liste du patrimoine mondial de l'Unesco, les propriétaires seraient obligés de maintenir la culture de la vigne en échalas.

Les protagonistes de l'initiative n'ont pas demandé l'avis des vignerons concernés. La Fédération des associations viticoles luxembourgeoises a suivi les discussions mais n'a pas contribué financièrement à ce projet et souhaite que les propriétaires et les vignerons concernés soient informés et puissent donner leur accord.

Le mode de culture en échalas (« Mosel- ou Einzelpfahlerziehung ») est certes une méthode de culture ancestrale de la vigne mais ce n'est pas le mode de culture le plus rentable. Afin de ne pas freiner le développement économique du vignoble luxembourgeois, il est important de ne pas restreindre de façon excessive la liberté d'entreprise en rendant une telle culture de la vigne obligatoire. En effet, l'innovation en matière de mécanisation des pentes très raides et des terrasses progresse et nécessite un mode de culture de la vigne en treillis. La culture en échalas est incompatible avec une telle mécanisation.

**Question 4525** (18.06.2021) de **MM. Jeff Engelen** et **Fred Keup** (ADR) concernant la **construction d'un centre d'incendie et de secours à Fridhaff** :

Am Artikel „Hilfe in der Warteschleife“, deen den 17. Juni am „Lëtzebuurger Wort“ publizéiert gouf, heescht et, datt den Ëmweltministère säi Veto géint e geplangte CGDIS-Zenter um Fridhaff ageluecht hätt. Weider schreift d'„Lëtzebuurger Wort“, datt de Staat op deem geplangten Areal scho fënnef Hektar Terrain opkaf hätt, déi lo net méi dem eigentlechen Zweck vun dëser Transaktioun ënnerleien. Fir de geplangte CGDIS-Zenter, dee säit 2009 am Gespréich ass, proposéiert den Ëmweltministère lo en alternative Site, vun deem en awer selwer seet, datt e landschaftlech manner géeegent wier.

An deem Zesammenhang géife mir der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Wéi héich war de Kafpräis fir déi zitieret fënnef Hektar Terrain? Ënnert wéi engem Budgetartikel sinn dës Sue gefloss a mat wéi engem Verwendungszweck gouf déi entsprecheend Transaktioun begrënt?

2. Wéi enger Verwendung ginn déi fënnef Hektar Terrain schlussendlech zougefuert?

3. Firwat huet den Ëmweltministère drop verzicht, seng Bedenken ze äusseren, ier dës Transaktioun statfonnt huet?

4. Op deem geplangten Areal hätt de CGDIS iwwert eng gutt Ubannung un d'N7 verfüügt, wat sech grad am Fall vun Urgencen als entscheidend kann erweisen. Wéi verantwort den Ëmweltministère déi entsprecheend Reduktioun vun der Effizienz vum CGDIS an domat vun der Sécherheet vun de Bierger?

5. Et handelt sech net ëm den éischte Fall, wou den Ëmweltministère sech beim Ausbau vum CGDIS queesch stellt. En änleche Fall hate mir jo schonn zu Waasserbëlleg, dee mir an eiser parlamentarescher Fro N° 4111 ugeschwat haten. Wéi weit d'Regierung hei den Ëmweltschutz vis-à-vis vun engem gudden Fonctionnement vun de Rettungsdéngschter of?

**Réponse commune** (05.08.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Aménagement du territoire* :

De Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ass am Virfeld vun där vum Deputéierte genannter Transaktioun net consultéiert ginn. Aus deem Grond konnt e virun der Transaktioun och keng Bedenken äusseren.

Fir d'Fro vun engem neie CIS endgültig ze klären, huet de Minister fir Landesplanung een interministerielle Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, an deem zesumme mam Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, dem Inneministère an dem CGDIS souwéi der Stroossebauverwaltung eng Analys gemaach gëtt, fir de beschtméigleche Site ze fannen, deen all de Krittere Rechnung dréit, datt heescht souwuel vun der Effizienz hier wéi dem Standuert fir de CGDIS an der Abannung an d'Landschaft.

Et kann een haut soen, dass sech aus der éischter Analys vum Aarbechtsgrupp eng Rei Terrainen erausgeschéit hunn, déi sech fir de Bau vun neie CIS géifen eegnen an déi elo am Detail ënnersicht ginn. Eréischt wann de Site definéiert ass, ka gekuckt ginn, wat mat den Terraine geschitt, déi schonn zu engem fréieren Zäitpunkt kaf goufen.

**Question 4538** (24.06.2021) de **MM. Marc Lies**, **Léon Gloden** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant les **problèmes techniques de la centrale de secours d'urgence** :

Eisen Informatiounen no gouf et um Virowend vum Nationalfeierdag e gréissere Problem mat den Noutruffnummern 112 an 113. Den Einsatzleitsystem RENITA war wuel wärend Stonnen net operationell. Bedéngt duerch een Update vum Informatiksystem vun der Police wier den 113 net errechbar gewiescht an all Uriff wieren op den 112 devéiert ginn. Well et hei zu Iwwerlaaschtunge koum, sinn anscheinend och Appellen op Funk a Privathandy geleeft ginn.

Virun dësem Hannergrond géife mir gäre follgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Kënne d'Ministeren dës Informatiounen bestätigen?

2. Wa jo, war dësen Update geplangt?

3. Wa jo, wéi ass et méiglech, datt esou en Update op engem Virowend vum Nationalfeierdag statfënn?

4. Wann nee, wat waren d'Ursaache vum Update?

5. Wéi vill Uriff vum 113 goufen op den 112 devéiert?

6. Waren d'Responsabel vum 112 informéiert iwwert den Update a goufen am Virfeld Precautiounen geholl?

**Réponse commune** (02.08.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. Mir kënnen d'Informatiounen, sou wéi se an der parlamentarescher Fro vun den honorabelen Deputéierten duergestallt sinn, net bestätegen.

Et muss ee fir d'éischt bemierken, dass et sech beim Einsatzleitsystem (ELS), beim RENITA a bei den zwou Noutruffnummern 112 an 113 ëm verschidde Systemer handelt, déi net sollte verwiesselt ginn. D'Kommunikatioun iwwer Funk, Handy, Festnetz an ELS gehéiert zu der normaler Asazkommunikatioun vun der Police a vun de Rettungsdéngschter a ka bei aussergewéinleche Situatiounen komplementär genotzt ginn. Weeder de RENITA, nach den 112 waren zum betreffen Zäitpunkt vun den technesche Problemer impaktéiert.

Et ass eng informatesch Pann virgefall, déi Repercussiounen op verschidde IT-Systemer hat, dorënner och d'Noutruffnummer 113 an den ELS.

D'Noutruffnummer 112 hat den 22. Juni kee Problem a war zu all Moment ze erreechen. D'Technik vum CSU 112 war funktionell.

ad 2. - 4. Et huet sech beim Virfall net ëm en Update gehandelt, mee ëm eng technesch Pann.

ad 5. + 6. Et gouf keng Deviativ vum den Noutruff vum 113 op den 112. D'Bierger hunn aus eegener Initiative d'Noutruffnummer 112 gewielt, wéi den 113 net ze erreeche war.

**Question 4543** (24.06.2021) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant les **commissions consultatives communales** :

D'Gemengegesetz gesäit a sengem Artikel 15 vir, dass all Gemeng zu verschidde politeschen Themen een Aarbechtsgrupp opstelle kann, an deem Bierger aus der Gemeng an eventuell och weider Experten zesummen un een Dësch kommen, fir iwwer spezifesch Projete souwéi Problemer an der Gemeng ze diskutieren a Léisungen dofir ze fannen. Dës Aarbechtsgrupp ginn émgangssproochlech consultativ Kommissiounen genannt a sollen de Gemengeverantwortlechen duerch onverbindlech Aweise bei hire politeschen an administrativen Entscheedungen hëllefen. D'Inhalter, déi an de Kommissiounssätzunge beschwat ginn, gi meeschtens an engem Rapport oder engem schréfftlechen Avis festgehale an un de Gemengerot weiderginn, deen dann doriwir befënn. Dës Rapport sinn net mat engem Procès-verbal gläichzesetzen, mee spigelen d'Meenung vun der Majoritéit vun de Memberen aus de Kommissiounen erëm, déi - speziell a grouse Gemengen - oft vun de Majoritéitspartei besat ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Fro stellen:

1. Ass et engem Gemengeconseiller, deen net Member an engem Kommissioun ass, explizitt verbueden, am Kader vun sengem Mandat de Kommissiounssätzunge als Gaascht bäizewunnen?

Falls jo, wat ass d'gesetzlech Basis vun dësem Verbuet?

2. Virausgesat, datt keng Interessekonflikter am Sënn vum Artikel 20 vum Gemengegesetz bestinn, dierf eng Gemeng per Gemengereglement d'Prezenz vu Memberen aus dem Gemengerot an de Kommissiounssätzunge verbidden?

3. Bewäert d'Ministesch esou ee Prezsenzverbuet vum Gemengeconseiller an de Kommissiounen als een Aschnëtt an d'Kontrollfunctioun vum Gemengeconseiller? Falls nee, firwat net?

**Réponse** (26.07.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Den Artikel 15 vum modifizéierte Gemengegesetz vum 13. Dezember 1988 gesäit vir, dass de Gemengerot Kommissiounen ka schafen an dass d'Kompositioun, de Fonctionnement an d'Attributioun vum Règlement d'ordre intérieur vum Gemengerot gereegelt ginn. D'Gesetz seet ausserdeem, dass an de Gemengen, déi nom System vun der Représentation proportionnelle wielen, d'Représentatioun vun de Parteien oder Gruppementer an de fakultative Kommissiounen proportional zu hirer Representatioun am Gemengerot muss sinn.

Déi obligatoresch Kommissiounen ginn duerch e Gesetz oder e groussherzoglech Règlement geschaf a sinn doduerch méi oder manner am Detail gereegelt. Dat sinn d'Schoulkommissioun, d'Loyerskommissioun, d'Integratiounskommissioun an déi consultativ Kommissioun fir d'Surveillance vum Museksunterrecht.

ad 1. D'Gemengegesetz verbitt engem Gemengerotsmember net prinzipiell, fir un enger Sätzunge vun enger fakultativer Kommissioun als Gaascht deelzehuelen. Méiglecherweis ginn et awer sou Virschreften an de jeeweilige Règlements d'ordre intérieur, déi dann och net forcement contraire zum Gemengegesetz sinn.

D'Zesummesetzung vun den obligatoresche Kommissiounen ass fix a gëtt duerch e Gesetz oder e groussherzoglech Règlement bestëmmt, ausser bei der Kommissioun fir d'Surveillance vum Museksunterrecht, wou de Gemengerot d'Zesummesetzung fixéiert, a bei der Integratiounskommissioun, wou de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch an d'Members suppléants als Observateure mat consultativer Stëmm däerfen deelzehuelen.

ad 2. De Gemengerot kann d'Zesummesetzung vun de fakultative Kommissiounen bestëmmen. Un de Kommissiounssätzunge huelen déi Memberen deel, déi vun dem respektive Gesetz oder Règlement duerfir virgesi sinn. Et ass net néideg, fir explizitt Prezsenzen ze verbidden. Den Artikel 20.1° vum Gemengegesetz gëllt just fir Deliberatiounen vum Gemengen-a Schäfferot.

ad 3. An der Relatioun tëschent de Gemengenautoritéiten huet de Gemengerot eng Kontrollfunctioun

iwwert de Schäfferot. Dofir ginn et och spezifesch legal Instrumenter: Consultatioun vun Akten, Piëcen an Dokumenter zum Ordre du jour vun der Gemengerotssätzunge wärend dem Delai vun der Convocatioun, d'Recht op d'Consultatioun vum Deliberatiounsregëster vum Schäfferot, wann et ëm d'Exekutioun vun Deliberatiounen vum Gemengerot geet, d'Recht, fir dem Schäfferot Froen ze stellen, an d'Motion de censure. Donieft gëtt et Initiativrechter fir d'Membere vum Gemengerot. D'Kontrollfunctioun vum Gemengerot steet net am Zesammenhang mat der Besetzung vun de consultative Kommissiounen.

**Question 4546** (25.06.2021) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **travail intérimaire** :

Am Februar 2020 waren iwwert 8.600 Persounen zu Lëtzebuerg duerch Interimskontrakter beschäftegt. Dës Aarbechter, déi sech a priori schonn an enger prekärer sozialer Situatioun befannen, kréien d'Liewen duerch d'Interimskontrakter nach méi schwéier gemaach. Grad a Pandemiezeiten huet sech gewisen, dass dëse Modell d'Aarbechter net ausräichend viru Krankheet an Aarbechtsverloscht schützt. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 2452 haten d'Minister fir Wirtschaft an Aarbecht erkläert, dass Verännerungen néideg sinn, fir d'Leit aus dëser Prekaritéit erauszukréien oder dës op d'mannst op ee Minimum ze reduzéieren.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministeren dës Froe stellen:

1. Wéi vill Interimskontrakter goufen insgesamt an de leschten 18 Méint ofgeschloss (1.1.2020 bis den 1.6.2021)? Wéi vill vun dësen Interimskontrakter hu jeeweils eng Dauer ëmfaasst vun:

- 1) manner wéi enger Woch,
- 2) 2-4 Wochen,
- 3) 2-6 Méint,
- 4) 7-12 Méint,
- 5) méi wéi 12 Méint?

2. Wéi mir vu Concernéierten zougedroe ginn ass, huet d'Krankekeess Problemer, fir Persoune mat ganz kuerzen Aarbechtsvertrag zäitno ëmmer erëm an de System opzehuelen an erauszehuelen. Wéi sinn Interimsaarbechter verséichert, speziell am Fall vu ganz kuerze Vertrag vun enger Woch oder manner?

3. An der Äntwert op d'Fro Nr. 2452 hunn d'Ministeren erkläert, « Il reste donc primordial à réfléchir sur une adaptation de la législation applicable afin d'éradiquer sinon au moins de limiter à un strict minimum la précarité existante.

[...] Pour ce qui est de l'idée d'introduire, pour les entreprises de travail intérimaire, la possibilité de conclure des contrats à durée déterminée avec des salariés intérimaires, elle a été discutée avec les partenaires sociaux et un certain nombre de pistes envisageables vont sous peu pouvoir être examinées en interne. »

Huet de Minister sech scho mat all de Sozialpartner zu dësem Sujet zesummegesat?

Wat fir Fortschreitter goufen an dësem Dossier bis ewell gemaach?

4. An der Äntwert op déi selwecht Fro hunn d'Ministeren och erkläert:

« Cependant, le travail intérimaire, s'il se répète trop souvent et trop longtemps, peut également conduire à enfermer les individus dans un marché secondaire précaire duquel ils ne parviennent plus à sortir. »

Wat fir konkret Mesur bitt d'Regierung de Betreffenen un, fir ze verhënnere, dass Interimsbeschäftegt op dësem prekären zweeten Aarbechtsmarché agespaart bleiwen?

Wat fir konkret Ënnerstëtzungsmesur bitt d'Regierung de Betreffenen un, fir eng Plaz mat engem CDI ze fannen?

5. Wéi vill Persounen hunn zënter 2018 (opgelëscht pro Joer) de Wee vun engem Interimskontrakt op ee CDI fonnt?

**Réponse commune** (03.09.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1. 406.758 Interimskontrakter goufen tëscht dem 1. Januar 2020 an dem 31. Mäerz 2021 ofgeschloss.

Si gi follgendermoossen opgelëscht:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

Dës Pourcentagen hunn sech mat der Zäit geännert. Tatsächlech sinn zënter 2018 déi follgend Evolution festgestallt ginn:

(*tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre*



- Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Zënter Mäerz 2018 ass den Undeel u Kontrakter vu siwen Deeg oder manner eropgaangen, während den Undeel vu Kontrakter mat enger Dauer tëscht 8 an 30 Deeg erofgaangen ass. Den Undeel u Kontrakter vun iwwer engem Mount ass stabil bliwwen.

ad 2. De Centre commun de la sécurité sociale (CCSS) huet e spezifesche Computerprogramm fir den Interimsecteur. Dësen erlaabt et him, e ganz grouse Volume vun Entrées - a Sortiesdeklaratiounen ze geréieren (méi wéi 320.000 am Joer 2020), déi aus dësem Secteur elektronesch erakommen. De CCSS beméit sech, d'Affiliatiounen esou séier wéi méiglech ze enregistréieren, déi vu kuerzer Dauer kënnen sinn, an dëst fir dem Interimsaarbechter eng komplett sozial Couverture ze garantéieren. Zousätzlech plangt de CCSS, den aktuellen elektronischen Austausch ze verbesseren, fir den Interimsentreprises e bessere Bléck op déi effektiv enregistriert Affiliatiounen ze erméiglechen.

ad 3. + 4. An de leschte Sëtzunge vum Comité permanent du travail et de l'emploi (CPTÉ) si mat de Sozialpartner legislativ Uppassung vum der Interimgesetzgebung diskutéiert ginn. Dës Diskussiounen sinn awer nach net ofgeschloss, soudass d'Regierung den Ament och keng Stellungnam zu de Froe vum honorabelen Deputéierten huele kann.

ad 5. Zënter Januar 2018 hunn 8.400 Leit e CDI (Aarbechtskontrakt op onbestëmmt Dauer) fonnt, déi de Mount virdrun an engem Interimkontrakt waren. Dës Gesamtzuel kann eemol méi oder manner staark vun engem Mount zum aneren a vun engem Joer zum anere variéieren an dëst aus zwee Grënn:

- op der enger Säit, wéinst de saisonale Variatiounen, déi mam Interimsecteur verbonnen sinn; tatsächlech ass d'Zuel vun de Leit, déi e CDI fannen, de Mount nom Enn vun hirem Interimkontrakt direkt mat der Unzuel vu Leit verbonnen, déi sech an engem Interimkontrakt befannen, dës Zuel ass awer ganz onbestänneg wéinst dem staarken saisonalen Effekt am Interimsecteur;

- op der anerer Säit, wéinst der Dynamik vum Aarbechtsmaart; tatsächlech ass d'Zuel vu Leit, déi e CDI fannen, de Mount nom Enn vun hirem Interimkontrakt direkt mat den Aarbechtméiglechkeeten um Aarbechtsmaart verbonnen, déi mat der wirtschaftlecher Situatioun schwanken.

Fir de saisonalen Effekt vum Interimsecteur ze neutraliséieren, gëtt d'Zuel vu Leit, déi e CDI fannen, de Mount nom Enn vun hirem Interimkontrakt, verglach mat der Unzuel vun den Interimsaarbechter, déi hir Interimsaarbecht ofgeschloss hunn, fir en Integratiounstaux ze berechnen am CDI am m + 1 fir d'Interimsaarbechter vum Mount.

Am Joer 2018, wéi am Joer 2019, war dësen Taux am Duerchschnitt 3,2 %; an anere Wieder, 3,2 % vun den Interimsaarbechter vum Mount m hunn e CDI am Mount m + 1 fonnt. Am Bezuch op d'Personalmëttelen, entsprécht dës Prozentsaz enger Zuel vu Leit, déi tëschent 170 an 350 variéiert, ofhängeg vum Mount. Am Joer 2020 ass dësen Taux op 2,7 % gefall, souguer op 2,5 %, wa mir de Verglach op d'Méint vu Mäerz bis Dezember limitéieren. Also sinn d'Chancë vun engem Interimsaarbechter, fir e CDI ze fannen, ëm 20 % reduzéiert ginn no der Pandemie.

En Deel vun dëser Baisse ka selbstverständlech erkläert ginn duerch de Réckgang vum Rekrutementstaux fir e CDI wéinst der Pandemie. Dës Réckgang, vu ronn 14 % (et geet vun 1,9 % op 1,6 % tëscht 2019 an 2020), bedeit, datt d'Méiglechkeeten, fir e CDI ze kréien, fir jiddereen méi kleng gi sinn. Et schéngt awer, datt d'Méiglechkeete fir d'Interimsaarbechter nach méi zeréckgaange sinn, well hir Méiglechkeeten, en Interimkontrakt op e CDI ëmzewandelen, ëm 20 % gefall sinn, während de Rekrutementstaux fir e CDI e méi kleng Réckgang huet vu 14 %.

Et ass wichteg ze bemerken, datt den „taux d'insertion“, deen hei analyséiert gëtt, deen vun den Interimsaarbechter um primäre Maart ass. Dës Entwécklung soll net verwiesselt gi mat de Konsequenzen, déi d'Pandemie op d'Risiko vum Aarbechtsverloscht a Chômage fir d'Interimsaarbechter huet.

**Question 4548** (25.06.2021) de **M. Claude Lamberty, Mme Carole Hartmann** et **M. Max Hahn (DP)** concernant les **défibrillateurs à disposition publique** :

Selon une publication de 2012 du Ministère de la Santé et du Luxembourg Resuscitation Council (LRC), il y aurait 400 victimes qui décèdent annuellement des suites d'un arrêt cardiaque et au moins une personne tous les jours qui subit un arrêt cardiaque soudain au Grand-Duché de Luxembourg. Le taux de survie se situerait autour de 2,3 %.

Toujours selon cette publication, 97 % des victimes qui ne sont pas prises en charge meurent des suites de l'arrêt cardiaque, alors que parmi les survivants, quatre sur cinq bénéficient de gestes de secours.

Ceci souligne clairement l'importance des gestes de secours et celle des défibrillateurs. Cette importance fut de nouveau démontrée lors du match de football entre le Danemark et la Finlande dans le cadre de l'Euro 2020, le samedi 12 mai 2021, lors duquel le joueur Christian Eriksen a souffert un arrêt cardiaque. C'est grâce aux gestes de secours auxquels un coéquipier et l'équipe médicale ont procédé et grâce à l'emploi du défibrillateur que Christian Eriksen a pu survivre.

Malgré le caractère crucial des gestes de secours et des défibrillateurs, le document sous-cité indique que parmi les témoins, il n'y aurait que 20 % qui procèdent aux gestes de secours.

C'est ainsi qu'en 2012, le LRC a initié, en coopération avec le Ministère de la Santé, la campagne de sensibilisation « réagis ! », qui a pour objet de sensibiliser le grand public à combattre l'arrêt cardiaque au Luxembourg.

Concrètement il s'agissait de :

- sensibiliser le grand public aux gestes des techniques de secours qui peuvent sauver la vie,

- la mise en place de formations dispensées au grand public,

- l'intégration des données dans un registre national et le lancement d'une application dotée d'un système de géolocalisation.

Concernant la localisation des défibrillateurs mis en place dans les lieux publics, on retrouve sur le site Internet reagis.lu une carte indiquant le nombre de défibrillateurs à disposition publique au Luxembourg. On compterait à l'heure actuelle 636 défibrillateurs à disposition publique au Luxembourg.

Or, le site Internet précise que le manque de précision du système de géolocalisation peut faire varier l'emplacement et qu'aucune mesure contraignante quant au suivi et à la maintenance des appareils n'a été mise en place par les pouvoirs publics, ni par le LRC.

Au vu des développements qui précèdent, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Mesdames les Ministres peuvent-elles informer sur l'évolution des chiffres et statistiques concernant les arrêts cardiaques au Luxembourg depuis 2012 au vu de la campagne « réagis ! » (notamment le nombre d'arrêts cardiaques par jour, taux de survie, recours aux gestes de secours et défibrillateurs) ?

2) Est-ce que Mesdames les Ministres peuvent confirmer que le nombre actuel de défibrillateurs à disposition publique est de 636, tel qu'indiqué sur le site reagis.lu ?

3) Est-ce qu'il existe des consignes de la part du Gouvernement quant au nombre et lieu d'installation des défibrillateurs à disposition publique ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Est-ce que Mesdames les Ministres considèrent qu'il s'agit d'un nombre d'appareils suffisants et que la mise à disposition sur le territoire national est proportionnelle aux yeux de divers critères démographiques ?

5) Est-ce qu'une initiative du Ministère de la Santé en vue d'un système de géolocalisation plus fiable et/ou de mesures contraignantes de suivi et maintenance des appareils serait envisageable ?

6) Est-ce qu'il existe, sous quelque forme, des incitations de la part du Ministère de l'Intérieur à l'égard des communes en ce qui concerne la mise à disposition publique de défibrillateurs ?

7) Est-ce que, selon Madame la Ministre de l'Intérieur, il serait envisageable d'introduire des mesures ou incitations à l'égard des communes relatives au suivi, à la maintenance et à la sécurisation des appareils ?

8) Est-ce qu'une initiative de la part du Gouvernement, rendant obligatoire la mise à disposition publique de défibrillateurs dans les bâtiments publics, serait envisageable ?

**Réponse commune** (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé**, et de **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur** :

ad 1) Bien qu'il n'existe actuellement pas de registre des arrêts cardiaques au Luxembourg, le Central des secours d'urgence (CSU-112) a enregistré 419 arrêts cardiaques, suivant les appels reçus, entre juillet 2020 et mai 2021. Parmi ces derniers, 49 % ont fait l'objet d'un témoignage et dans 37 % des cas, les gestes de réanimation ont pu être administrés. Dans 1,7 % des cas, un défibrillateur public a été utilisé. À noter, à cet égard, qu'au cours des dernières années, avec la réforme des services de secours et la refonte du cours de premiers secours, la formation en la matière a connu un véritable essor. Ainsi, les chiffres de 2019 (avant Covid-19) font état de plus de 1.500 cours de premiers secours organisés par le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) et les 44 orga-

nismes formateurs agréés avec plus de seize mille participants. Au vu de ces chiffres encourageants, une utilisation accrue des défibrillateurs est à prévoir dans les années à venir.

ad 2) Le site reagis.lu recense les défibrillateurs externes qui ont été déclarés. Dans la mesure où il n'existe pas de base légale contraignant la déclaration, il y a lieu de relever qu'au moins 636 défibrillateurs sont à la disposition du public. D'après nos informations (source : Luxembourg Resuscitation Council - LRC - en 2019), pas moins de 5.400 défibrillateurs auraient été vendus au Luxembourg.

ad 3) Le Gouvernement n'a pas donné de consignes spécifiques quant au nombre et à l'installation des défibrillateurs. En ce qui concerne les lieux publics, il revient en toute autonomie aux propriétaires et, le cas échéant, aux exploitants de décider de l'opportunité d'une telle installation.

En début de l'année 2021, un échange entre le Ministère de la Santé, le Ministère de l'Intérieur et le LRC a eu lieu lors duquel il a été retenu que des actions ciblées devront être mises en place afin de promouvoir l'installation de défibrillateurs et de sensibiliser la population sur leur utilisation. Ainsi ont été retenus la nécessité de poursuivre le registre « Cardlux », la définition d'un plan d'action avec les acteurs concernés ou encore le besoin d'adapter le règlement grand-ducal du 19 novembre 2008 relatif à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques<sup>5</sup>.

ad 4) Il n'existe aucun standard permettant de déterminer si la quantité de défibrillateurs présents est suffisante. Cependant, par comparaison, notons que la France dispose de 44.637 défibrillateurs externes enregistrés<sup>6</sup>. Nous pouvons retenir qu'en France, 666 défibrillateurs sont à disposition de 1.000.000 habitants alors qu'au Luxembourg, il s'agit de 1.025 défibrillateurs par 1.000.000 habitants.

ad 5) Le règlement grand-ducal précité du 19 novembre 2008 impose un entretien régulier à tout possesseur d'un défibrillateur.

ad 6) + 7) Le Ministère de l'Intérieur n'a jusqu'à présent pas formulé d'incitations particulières à l'égard des communes les invitant à mettre des défibrillateurs à disposition des citoyens.

Les communes disposent de l'autonomie communale qui leur permet de décider en toute indépendance sur la nécessité et l'opportunité d'installer des défibrillateurs sur leur territoire.

Il va sans dire que le Gouvernement soutient toute action, dont celles du LRC, qui promeuvent l'amélioration des gestes de premiers secours, dont l'installation et l'utilisation de défibrillateurs.

ad 8) Une telle initiative est certes souhaitable, cependant elle devra être accompagnée d'autres mesures (formations à la réanimation cardio-pulmonaire et à l'utilisation de défibrillateurs externes, référents, registres des défibrillateurs et de leur entretien disponible).

**Question 4551** (25.06.2021) de **MM. Jean-Paul Schaaf, Félix Eischen** et **Marc Spautz (CSV)** concernant les **aides financières pour les entreprises dans le cadre de la pandémie de la Covid-19** :

D'après nos informations, certaines entreprises, qui avaient été durement touchées par les inondations du 1<sup>er</sup> juin 2018 qui avaient déferlé sur le Mullerthal, n'ont pas pu profiter des différentes aides mises en place suite à la pandémie de Covid-19. Les entreprises en question, qui ont été obligées de se reconstruire en 2019 sans pouvoir travailler normalement, ne sont en effet pas en mesure de produire les comptes annuels pour l'année 2019. Il s'agit pourtant là d'une des conditions nécessaires pour l'octroi de certaines aides - que les autorités refusent donc de verser aux entreprises concernées.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Monsieur le Ministre a-t-il connaissance de cette problématique ? Dans l'affirmative, combien d'entreprises se trouvent dans cette situation difficile ?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une catastrophe naturelle constitue une raison suffisante pour expliquer l'impossibilité de produire les documents nécessaires à l'octroi des aides Covid-19 ?

- Est-ce que ces entreprises pourraient tomber sous la catégorie des entreprises qui n'étaient pas encore en activité au cours de l'année fiscale 2019 et dont le montant des aides Covid-19 est calculé en fonction du chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé durant la période où elles étaient en activité avant le 15 mars 2020 ?

- Si ce n'est pas possible, est-ce que le Gouvernement entend aider ces entreprises en difficulté ? Dans l'affirmative, est-ce qu'il est possible

<sup>5</sup> <https://legilux.public.lu/eli/etat/leg/rgd/2008/11/19/n1/jo>

<sup>6</sup> <https://www.arlod.fr/>

de les aider rétroactivement pour compenser tous les mois où elles n'ont pas pu être soutenues financièrement ? Quels types d'aides pourraient alors être octroyés ?

**Réponse** (27.07.2021) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes** :

La Chambre des Députés a voté avec une très large majorité la loi du 19 décembre 2020 ayant pour objet la mise en place d'une contribution temporaire de l'État aux coûts non couverts de certaines entreprises et les modifications successives apportées à cette loi.

L'aide mise en place par cette loi est fondée sur la communication de la Commission européenne dénommée « Encadrement temporaire des mesures d'aide d'État visant à soutenir l'économie dans le contexte actuel de la flambée de Covid-19 » et doit en respecter les règles. Ces règles ayant été exposées dans le cadre des travaux parlementaires ayant abouti à la loi précitée du 19 décembre 2020 et aux lois modificatives, il ne me semble pas nécessaire d'y revenir en détail.

Il importe toutefois de rappeler que l'octroi de l'aide aux coûts non couverts est subordonné à la condition que l'entreprise requérante ait subi une perte du chiffre d'affaires d'au moins 40 % en comparant le chiffre d'affaires du mois pour lequel l'aide est sollicitée par rapport au même mois de l'année fiscale 2019.

En ce qui concerne une demande éventuelle émanant d'une entreprise touchée par les inondations du 1<sup>er</sup> juin 2018 dans le Mullerthal, nous n'avons pas connaissance du dépôt d'un dossier dans le cadre de l'aide des coûts non couverts pour lequel l'entreprise demanderesse n'aurait pas réalisé de chiffre d'affaires en 2019.

Finalement, il convient de préciser que le Gouvernement avait mis en place des régimes d'indemnisation pour les dégâts matériels subis par les inondations. Par ailleurs, dans le cadre de la pandémie de Covid-19, il existe bon nombre de régimes d'aides qui assistent les entreprises concernées à faire face aux différents défis et auxquels même les entreprises qui ne sauraient attester d'un chiffre d'affaires en 2019 sauraient prétendre. À titre d'exemple, on peut citer les aides remboursables destinées à remédier aux difficultés financières temporaires liées au Covid-19 ou encore les différentes indemnités d'urgence en faveur des travailleurs indépendants dans le cadre de la pandémie Covid-19.

**Question 4554** (25.06.2021) de **MM. Paul Galles** et **Jean-Paul Schaaf (CSV)** concernant le **stationnement des trains pendant la nuit** :

D'après nos informations, les trains qui sont à l'arrêt durant la nuit et le week-end restent branchés à l'électricité et à la ventilation pour que l'illumination, la climatisation ou le chauffage puissent rester en fonction pendant les heures d'arrêt, voire les nuits et même des jours entiers le week-end et les jours fériés.

Même si le confort des usagers exige qu'une rame voyageur soit opérationnelle dès le premier trajet matinal, on peut se poser la question si c'est nécessaire que les trains restent branchés pendant toute la nuit ou le jour férié pour garantir ce confort, tout en sachant qu'un train consomme de l'énergie et produit du bruit ce qui concerne directement les résidents dans le voisinage des stationnements de trains voyageurs.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette pratique ?

- Quelle est la raison pour laquelle les trains restent branchés à l'électricité pendant toute la nuit ?

- Quels sont les stationnements de « Parking » pour les rames de train dans le pays, et y a-t-il d'autres stationnements en planification ?

- Qu'envisage le Ministre pour résoudre le problème du bruit notamment lié aux stationnements pendant la nuit ? Est-ce qu'un « timer » pourrait résoudre ce problème ?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

Actuellement, les CFL procèdent au remisage de leur matériel roulant sur les sites suivants :

- Centre de remisage et de maintenance à Luxembourg, Gare de Luxembourg, Triage de Luxembourg, « Millewee » à Luxembourg ;

- Gare de Troisvierges, « Biwischer Lach » à Troisvierges ;

- Triage de Bettembourg ;

- Triage de Pétange ;

- Gare d'Ettelbruck ;

- Gare de Diekirch.



Outre les sites de remisage actuels précités, les CFL ont entamé la planification d'un Centre de remisage « Sud ». Une fois ce projet réalisé, le remisage de matériel roulant y sera également pratiqué.

La possibilité d'éteindre le matériel remisé dépend de plusieurs facteurs, dont entre autres la température ambiante, la durée du garage, la disponibilité et l'organisation des ressources en personnel et l'impact des nuisances sonores sur les résidents des alentours du site de remisage. Il en résulte qu'il n'est donc pas possible d'éteindre le matériel remisé dans tous les cas, mais les CFL s'efforcent de réaliser ceci de plus en plus.

Dans cet ordre d'idées, afin de réduire leur empreinte écologique, les CFL ont entamé une démarche au début de l'année en cours pour optimiser d'une manière générale les processus de remisage des différents sites pour pouvoir éteindre davantage le matériel roulant depuis le moment du garage jusqu'à la réalisation des essais journaliers avant le prochain service si les conditions météorologiques le permettent. Cette démarche sera mise en œuvre pour l'intégralité des sites de remisage pour la fin septembre 2021. Le matériel garé à Etelbruck et Pétange est d'ores et déjà éteint systématiquement lors des garages. Au site de Troisvierges, le remisage a été optimisé depuis mai 2021. Ainsi, depuis lors le matériel y garé est éteint depuis le moment du garage jusqu'à la réalisation des essais journaliers avant le prochain service si la température est au-dessus de 0 °C.

En outre, les nouvelles séries 2300, 2400 et 2450 disposent d'un mode d'économie d'énergie en remisage. Il est également prévu d'installer un tel mode sur la série 2200 lors de la réalisation de leurs révisions mi-vie qui auront lieu à partir de l'année 2022. Ce mode permet de réduire sous certaines conditions la consommation en énergie électrique lors des remisages lorsque les engins ne peuvent pas être éteints.

**Question 4558** (25.06.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten** (LSAP) concernant la **subvention loyer** :

Les prix des logements et les coûts de location ne cessent d'augmenter. Un outil destiné à aider les ménages les plus défavorisés à accéder à un logement en location est la subvention loyer. D'ailleurs en août 2020, Monsieur le Ministre a indiqué en réponse à la question parlementaire n° 2500 que le nombre de bénéficiaires de la subvention loyer est très minime par rapport aux bénéficiaires potentiels. Pour répondre à cette situation, Monsieur le Ministre avait annoncé de viser « à améliorer l'information de la population potentiellement bénéficiaire de l'existence de cette aide ».

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement.

- Monsieur le Ministre peut-il nous informer de l'évolution de la demande et de l'octroi de la subvention loyer ?

- Comment l'information de la population a-t-elle été améliorée au cours de ces derniers mois ?

- Vu que les prix ne cessent d'augmenter, les montants de la subvention loyer sont-ils encore adaptés ?

**Question 4646** (09.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo et Yves Cruchten** (LSAP) concernant les **garanties locatives** :

En réponse à une question parlementaire en rapport avec le succès limité des garanties locatives (125 garanties accordées pour la période de 2017 à juin 2020), Monsieur le Ministre avait annoncé un renforcement des campagnes d'information au grand public ainsi que de la communication plus ciblée.

- Nous aimerions savoir de Monsieur le Ministre du Logement quels ont été les résultats de ces efforts.

- Monsieur le Ministre envisage-t-il, le cas échéant, une modification des critères d'attribution de cette aide en faveur des ménages concernés ?

**Réponse** (04.08.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, il existe au Luxembourg une subvention de loyer destinée à aider les ménages à faible revenu à accéder en location à un logement décent. Le montant de cette aide mensuelle est déterminé en fonction du revenu et de la composition du ménage.

Le tableau des seuils de revenu a été adapté une première fois avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et une deuxième fois par le règlement grand-ducal du 27 mars 2020. En outre, le barème des loyers de référence et les plafonds retenus pour l'aide ont été adaptés par le même règlement grand-ducal du 27 mars 2020 afin d'être adaptés à l'évolution de la situation du marché locatif.

En amont du règlement grand-ducal du 27 mars 2020, il avait été prévu d'adapter les paramètres relatifs à la subvention de loyer pour le 1<sup>er</sup> janvier 2021. Toutefois, au regard de la situation due à la pandémie de coronavirus et du risque estimé en mars 2020 d'un grand nombre de personnes devant subir une perte de revenu suite aux mesures d'arrêt concernant bon nombre de secteurs économiques dans l'état de crise ayant dû être prises par le Gouvernement et confirmées par la Chambre des Députés, il a été décidé d'avancer la mise en vigueur de ces adaptations au 1<sup>er</sup> avril 2020 par un règlement grand-ducal pris d'urgence.

Afin d'augmenter le taux de recours à la subvention de loyer et à la garantie locative de la part des bénéficiaires potentiels, le ministère a entrepris une série d'efforts de communication ciblée au cours des deux dernières années.

Ainsi, accompagnant l'adaptation de la subvention de loyer en mars 2020, une campagne de communication a été lancée pour atteindre les personnes éligibles. Différents canaux de transmission ont été utilisés. La publicité est passée sur cinq chaînes de radio en quatre langues (luxembourgeois, français, portugais et anglais) et sur le réseau social Facebook. Des annonces ont été publiées dans deux quotidiens ainsi que sur six sites Internet de média luxembourgeois.

Pour la Semaine nationale du logement en octobre 2020, le Ministère du Logement a publié un nouveau dépliant qui regroupe les deux aides dont peuvent bénéficier les locataires du marché privé : la subvention loyer et la garantie locative. Cette brochure est distribuée par le Guichet unique des aides au logement, elle est accessible sur le site Internet logement.lu et elle a été envoyée aux acteurs du terrain intéressés (offices sociaux, associations...).

En outre, le site Internet du Ministère du Logement a été refait en janvier 2020 afin de le rendre plus lisible pour l'utilisateur. Dès la page d'accueil, le locataire est orienté vers les aides pour lesquelles il est éventuellement éligible.

En 2021, deux campagnes publicitaires ont été lancées pour promouvoir en même temps les deux aides destinées aux locataires. En janvier, la transmission est passée par trois radios en trois langues, l'affichage sur les bus RGTR, des annonces dans trois quotidiens, sur Facebook et sur les sites d'annonces immobilières.

En juin, une version revue de la campagne était relancée à nouveau sur trois radios en trois langues, dans deux quotidiens sur les réseaux sociaux ainsi que dans les abris-bus de la ville de Luxembourg et dans les gares du pays.

Au courant des années 2018 et 2019, cinq campagnes publicitaires ont été lancées pour la promotion de la subvention loyer avec des annonces entre autres diffusées par RTL Télé et TVI International, dans la presse écrite, par Internet et les réseaux sociaux.

En résumé, depuis 2018, la subvention loyer a été sujette de huit campagnes publicitaires, dont deux fois ensemble avec la garantie locative.

Il n'est pas prévu d'apporter dans l'immédiat des modifications supplémentaires au dispositif réglementaire de la subvention de loyer ou de la garantie locative.

Les données relatives à l'évolution du nombre de dossiers peuvent être consultées dans les tableaux en annexe.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4564** (29.06.2021) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant les **violences conjugales** :

La ministre française chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes a augmenté les efforts pour aider les victimes de violence domestique. En effet, les signalements pour violences au sein du couple ont largement augmenté en France, le confinement ayant vraisemblablement joué un rôle dans cette tension accrue au sein des familles.

Parmi les mesures figurent désormais l'ouverture 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 de la ligne d'écoute 3919 destinée aux victimes de violences conjugales, la généralisation du bracelet anti-rapprochement et l'augmentation du nombre de places d'hébergement de 60 %. Le Gouvernement français s'est engagé à créer 1.000 places d'hébergement et de logement temporaire pour les victimes de violences en 2020, et renforcer cet effort avec la création de 1.000 nouvelles places en 2021.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes et à Madame la Ministre de la Justice :

- Vu que les violences domestiques restent aussi une réalité au Luxembourg, Madame la Ministre es-t-elle suivre les efforts de son homologue français sur les points mentionnés ci-dessus ?

- Selon les propos de Madame la Ministre de la Justice un groupe de travail interministériel planche actuellement sur les possibilités de mettre en place un bracelet électronique pour les auteurs de violences domestiques.

Madame la Ministre peut-elle nous informer sur l'état actuel des discussions sur un déploiement éventuel d'un tel bracelet électronique au Luxembourg pour des faits de violences domestiques ?

**Réponse commune** (30.07.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Tout d'abord, il importe de rappeler qu'au Luxembourg, grâce au dispositif de gestion de crise mis en place en mars 2020, à un cadre institutionnel, légal et procédural performant et au réseau de partenaires engagés, une augmentation substantielle de la violence domestique a pu être évitée depuis le début de la crise sanitaire.

Nous suivons de très près l'évolution de la situation dans nos pays voisins. Certaines initiatives nous ont d'ailleurs amené à mettre en place, fin 2019, un groupe de travail interministériel pour analyser et évaluer la performance de la chaîne d'intervention prenant en charge les victimes et les auteurs de violence domestique dans notre pays.

En ce qui concerne la disponibilité de places d'hébergement, une comparaison à la situation de la France doit effectivement attirer notre attention :

Sur une population de +/- 67 millions, la France disposait en 2020 de 6.700 places d'hébergement et de logement temporaire pour femmes, victimes de violences.<sup>7</sup>

Ce nombre correspondant à un ratio de 1 lit pour 10.000 habitant(e)s.

En appliquant ce ratio, le Luxembourg devrait disposer, pour une population de +/- 620.000 habitant(e)s, de 62 places d'hébergement pour femmes victimes de violences.

Or, au 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes, a pris en charge 100 % des frais engendrés par la mise à disposition de 161 places d'hébergement pour femmes victimes de violences, gérées par ses partenaires conventionnés du secteur social (ratio de 2,5 lits pour 10.000 habitants).

En 2021, la capacité d'accueil a été augmentée de 17 lits supplémentaires au Luxembourg, ce qui porte le ratio à 2,8 lits pour 10.000.

S'y ajoute la possibilité pour les gestionnaires de loger des victimes dans des chambres d'hôtels en cas de pénurie de lits.

En résumé, le Luxembourg dispose d'au moins 250 % de places d'hébergement de plus que la France.

En ce qui concerne la question du bracelet électronique, un groupe de travail est en train d'analyser la possibilité d'étendre ce dispositif aux faits de violence domestique. Nous accueillons positivement le déploiement d'un tel bracelet électronique.

**Question 4569** (29.06.2021) de **MM. Jeff Engelen et Roy Reding** (ADR) concernant les **modifications de la mention du sexe et des prénoms de mineurs** :

Sait dem Gesetz vum 10. August 2018 „relative à la modification du sexe et du/des prénoms à l'état civil“ könne Leit, déi sech als „Transgender“ fillen, iwwer eng einfach Demande un de Justizministère hiert Geschlecht zivilrechtlech änneren loosens, ouni dobäi iergendeng medezinnesch oder psychologesch Attestatioun virzeleeën. Vun dësem Gesetz ginn net just groussjäreg Persounen, mee och Kanner a Jugendlecher erfaasst. Bei Kanner, déi zwielef oder méi Joer al sinn, ass souwuel den Accord vum Kand wéi och den Accord vu sengen Elteren/Erzëungsberechtigten noutwendeg. Bei Kanner tëscht fënnef an zwielef Joer seet d'Gesetz:

« Les titulaires de l'autorité parentale ou le représentant légal du mineur de cinq ans accomplis qui remplit les conditions de l'article 1<sup>er</sup> peuvent adresser une demande de modification de la mention du sexe et du ou des prénoms du mineur concerné au ministre ayant la Justice dans ses attributions. »

Souguer Kanner vu manner wéi fënnef Joer kënnen zivilrechtlech hiert Geschlecht wiesselen, wann hir Elteren dat wënschen. Am Art. 4 heescht et:

« Les titulaires de l'autorité parentale ou le représentant légal du mineur de moins de cinq ans accomplis peuvent introduire une requête devant le tribunal d'arrondissement compétent afin d'obtenir

la modification de la mention du sexe et du ou des prénoms du mineur. »

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Justizminister an un d'Madamm Gesondheitsminister:

1. Wéi huet sech säit dem Akraaftriiede vun dësem Gesetz d'Zuel vun de Mënschen, gestaffelt no Alterskategorien (bis 5 Joer, 5-12 Joer, 12-18 Joer, iwwer 18 Joer), déi beim Justizministère eng zivilrechtlech Ännerung vun hirem Geschlecht ugefrot hunn, entwéckelt?

2. Wéi vill vun den Demanden, déi säit dem 10. August 2018 un de Justizministère gestallt goufen, sinn approvéeiert ginn?

3. Leien der Regierung Donnéeë vir, wat déi weltwäit Zuel vu Länner betrëfft, an deenen (a) Kanner vu manner wéi 5 Joer, (b) Kanner tëscht 5 an 12 Joer an (c) Kanner tëscht 12 an 18 Joer hiert Geschlecht zivilrechtlech wiesselen kënnen, ouni eng medezinnesch oder psychologesch Attestatioun virzeweisen?

4. Wéi vill Persounen insgesamt gehéieren hei am Land zivilrechtlech engem Geschlecht un, dat net hirem biologesche Geschlecht entsprécht?

5. Leien der Regierung Fäll vu Persounen vir, déi hei am Land hiert Geschlecht zivilrechtlech zweemol gewiesselt hunn (sougennant „de-transitioner“)?

**Réponse** (29.07.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Fir Mëssverständnesser ze vermeiden, ass ze ënnersträichen, datt d'Gesetz vum 10. August 2018, dat et erlaabt, d'Geschlecht an de Virnumm zivilrechtlech ënner verschiddene Konditiounen ze änneren, net um „Gefill“ vun de betroffenen Leit berout, mee op der „possession d'état“. Dat heescht, datt eng Persoun, déi eng Demande an deem Sënn mécht, bewiese muss - an zwar ënnert all Form - datt se sech ënner anerem mam Geschlecht, mat deem si sech identifizéiert, och schonn an der Effentlechkeet presentéiert an datt si esou bekannt ass an hirem Ëmfeld.

ad 1. Säit dem Akraaftriiede vun dem Gesetz vum 10. August 2018 goufen 105 Demanden un de Justizministère gestallt. Dës Demanden hunn sech folgendermoossen den Alterskategorien no gestaffelt:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et ass hei ze ënnersträichen, datt nach net all Demande fäerdeg traitéiert gouf.

D'Demandé fir Mannerjäregger ënner fënnef Joer mussen beim Bezirksgeriicht gestallt ginn. Allerdéngs leien den Autoritéiten do keng Zuele vir, well sech esou Fäll nach net gestallt hunn.

ad 2. All d'Demanden, déi säit dem 10. August 2018 un de Justizminister gestallt goufen, déi komplett waren an d'Konditiounen vum Gesetz erfüllt hunn, goufe bis dato approvéeiert.

Op den Datum vum 26. Juli 2021 gouf keng Demande refuséiert, ausser wann d'Demande net ënnert de „champ d'application“ vum Gesetz vum 10. August 2018 gefall ass.

ad 3. Et leien der Regierung keng Donnéeë vir, wat déi weltwäit Zuele betrëfft, am Sënn vun der Fro.

ad 4. De Justizministère traitéiert d'Demanden, déi hei am Land, oder vun de Lëtzebuurger Bierger, déi am Ausland liewen, gestallt ginn a kann déi statistesch erfaassen. Allerdéngs kënn et och vir, datt eng Persoun, déi zum Beispill am Ausland hiert Geschlecht geännert huet, hei zu Lëtzebuerg d'Unerkennung ufreet. Déi Unerkennung kann déi Persoun ënnert verschiddene Konditiounen hei zu Lëtzebuerg duerch eng administrativ (Gemeng) oder geriichtlech (Exequatur) Prozedur ufroen. Déi Zuele leien dem Justizministère allerdéngs aus Kompetenzgrënn net vir.

ad 5. Op Basis vum Artikel 16 vum Gesetz vum 10. August 2018 kann eng volljäreg Persoun, déi hei am Land eng éischte Kéier hiert Geschlecht zivilrechtlech gewiesselt huet, eng zweete Kéier eng Ufro virum dem kompetente Bezirksgeriicht maachen, fir hiert Geschlecht ze wiesselen.

Et ass dem Justizministère kee Fall bekannt, wou eng Persoun dës Prozedur an Usproch geholl hätt.

**Question 4570** (29.06.2021) de **Mme Semiray Ahmedova** et **M. Charles Margue** (*déi gréng*) concernant les **aides aux entreprises pour promouvoir la transition écologique** :

Afin de promouvoir la transition vers une économie décarbonisée et la protection de l'environnement, l'État accorde diverses aides financières aux entreprises.

Selon les dispositions de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la

<sup>7</sup> Source : gouvernement.fr



protection de l'environnement, l'État accorde des aides à l'investissement aux entreprises notamment en faveur de l'efficacité énergétique, de la protection de l'environnement, de l'adaptation anticipée aux futures normes européennes, du recyclage et du réemploi des déchets et des énergies renouvelables. Selon les chiffres publiés dans les rapports annuels du Ministère de l'Économie, l'État a déboursé depuis 2018 dans le cadre de ce régime un montant total d'environ 50 millions d'euros.<sup>8</sup> Notons que les montants réellement accordés depuis 2018 sont inférieurs aux montants prévus dans la fiche financière du projet de loi n° 6855 en question qui prévoyait une enveloppe budgétaire d'environ 62 millions d'euros pour les trois premières années et une enveloppe annuelle moyenne de 25 millions d'euros pour les cinq premières années de mise en œuvre de la loi. De plus, contrairement à ce que projetait la fiche financière, les montants annuellement déboursés diminuent depuis 2018.

Dans le contexte de la pandémie du Covid-19, le Gouvernement a mis en place par la loi modifiée du 24 juillet 2020 visant à stimuler les investissements des entreprises dans l'ère du Covid-19 un nouveau régime d'aides à l'investissement en faveur de l'innovation, de l'efficacité énergétique et de l'économie circulaire. Selon les derniers chiffres présentés par le Ministère des Finances, l'État a jusqu'à présent déboursé deux millions d'euros dans le cadre de cette loi.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Concernant le régime d'aides aux entreprises régi par la loi du 15 décembre 2017 précitée, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres détaillés sur les demandes reçues et les montants déboursés ventilés par catégorie d'aide (aides en faveur des mesures d'efficacité énergétique, aides aux études environnementales, aides à l'investissement en faveur du recyclage et du réemploi des déchets...) pour chaque année depuis l'entrée en vigueur du régime d'aide en question ? Peut-il aussi fournir des données détaillées quant à la répartition des secteurs d'activité qui ont pu profiter des aides en question ?

2) Quel est selon Monsieur le Ministre le bilan du régime d'aides mis en place par la loi du 15 décembre 2017 ? Comment s'explique-t-il que les montants réellement déboursés soient nettement inférieurs aux montants projetés lors du vote de la loi et qu'ils diminuent depuis 2018 ? Dans ce contexte, comment envisage-t-il rendre ces régimes d'aides aux entreprises plus attractifs ?

3) Comment Monsieur le Ministre s'explique-t-il que pour certaines catégories d'aides, les montants déboursés soient relativement bas par rapport à d'autres (p. ex. : aides en faveur du recyclage et du réemploi des déchets) et que certaines catégories d'aides semblent ne pas avoir été utilisées jusqu'à présent (p. ex. : aides en faveur de l'adaptation anticipée aux futures normes de l'Union) ? Monsieur le Ministre entend-il agir de manière proactive afin de rendre ces catégories d'aides peu sollicitées plus attractives ?

4) Concernant les aides à l'investissement mises en place dans le cadre de la pandémie du Covid-19, Monsieur le Ministre peut-il fournir des chiffres actualisés concernant les demandes traitées et les projets pour lesquels une aide a été accordée ainsi que les montants y relatifs ? Comment Monsieur le Ministre entend-il faire évoluer ce régime d'aides au-delà de la pandémie du Covid-19 ?

**Réponse** (27.07.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

De manière générale, la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement (ci-après « loi relative à la protection de l'environnement ») connaît du succès. Le montant total des investissements soutenus entre 2018 et 2020 s'élève à 277,3 millions d'euros, pour un total d'aides d'État allouées à hauteur de 50,18 millions d'euros.

En 2021, dans le cadre de la loi relative à la protection de l'environnement des investissements à hauteur de quelque 120 millions d'euros ont déjà été soutenus (hors régime d'aides « Neistart ») et plus de 18 millions d'euros d'aide ont déjà été alloués.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi modifiée sur la protection de l'environnement, les projets cofinancés correspondent à quelque 1.125 GWh d'énergie renouvelable produite par an, ce qui équivaut à la consommation d'énergie électrique annuelle d'environ 250.000 ménages au Luxembourg et à quelque 630.634 tonnes de CO<sub>2</sub> économisées. Pour les seuls projets en matière d'efficacité énergétique, depuis la publication de la loi et à travers les projets cofinancés, quelque 302,39 GWh d'énergie et quelque 71.200 tonnes de CO<sub>2</sub> peuvent être économisés par année.

<sup>8</sup> Selon les rapports annuels du Ministère de l'Économie, l'État a accordé 29,1 millions d'euros en 2018, 11,4 millions d'euros en 2019 et 9,32 millions d'euros en 2020.

Le tableau ci-dessous reprend les chiffres détaillés concernant les demandes reçues dans le cadre de la loi modifiée du 15 décembre 2017 relative à un régime d'aides à la protection de l'environnement.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Au total, 63 demandes ont été recevables à une aide d'État en matière de protection de l'environnement depuis l'entrée en vigueur du régime. Il n'est toutefois pas judicieux de raisonner uniquement en nombre de demandes, étant donné qu'un seul projet ou programme d'investissement peut couvrir une panoplie de mesures, chacune à évaluer par rapport à ses propres mérites quant à la protection de l'environnement.

Par rapport aux projections prévues dans le cadre du projet de loi, il faut tenir compte du décalage de l'entrée en vigueur de la loi, initialement prévue pour 2016, ainsi que d'un climat d'investissement refroidi durant la pandémie.

Le tableau ci-après présente la répartition sectorielle des demandes d'aides sur base du code NACE de l'entreprise requérante, il en ressort que la plupart des projets sont menés par des entreprises des secteurs de l'énergie et de l'industrie manufacturière.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le tableau ci-après reprend les chiffres détaillés concernant les montants d'aide alloués par type d'aide au cours des trois dernières années. Il faut tenir compte du fait que les projets environnementaux sont d'une complexité variable et que la phase de réalisation d'un projet peut s'étendre sur une durée allant jusqu'à cinq ans. L'ampleur des investissements varie également en fonction de la taille de l'entreprise requérante.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les projets soumis et avisés positivement sont majoritairement des projets de production d'énergie renouvelable et des projets portant sur l'efficacité énergétique. La pratique montre que pour les entreprises et dans le cadre de la préparation de leurs demandes d'aide, il est souvent plus aisé d'invoquer l'efficacité énergétique que l'anticipation aux normes. Concernant l'article sur le recyclage et le réemploi des déchets, la Commission européenne impose certains critères d'éligibilité, notamment l'obligation que le recyclage et le réemploi portent sur des déchets générés par des entreprises tierces et d'aller au-delà de l'état de la technique. Ces exigences ne permettent pas de retenir les projets où les entreprises souhaitant recycler leurs propres déchets en recourant à des technologies peut-être moins innovantes.

À noter que la Commission européenne a lancé une révision de l'ensemble des règles d'aides d'État, y compris les aides en faveur de la protection de l'environnement et du climat. Avec d'autres États membres, le Luxembourg plaide pour une simplification administrative de l'analyse des dossiers ainsi que pour l'ajout de nouveaux types d'aides, notamment en ce qui concerne des projets relatifs à l'économie circulaire et à la mobilité propre.

Toutes les informations et explications relatives au régime d'aide se trouvent sur [www.guichet.lu](http://www.guichet.lu) afin de guider les entreprises dans leurs démarches. Un guide du requérant a également été élaboré par le Ministère de l'Économie afin d'orienter et de conseiller les entreprises dans leur démarche. Dans les échanges réguliers du Ministère de l'Économie et de Luxinnovation avec les entreprises et les chambres professionnelles, la panoplie des instruments d'aide dont le Ministère de l'Économie dispose est mise en avant et chaque entreprise peut être aidée individuellement à identifier l'outil d'aide le mieux adapté à son projet.

Au niveau du régime d'aides « Neistart » mis en place dans le contexte de la pandémie du Covid-19, un article spécifique pour les mesures d'efficacité énergétique et de dépassement des normes avait été mis en place. Il convient de souligner qu'il s'agit d'un régime temporaire qui repose sur l'encadrement temporaire en matière d'aides d'État mis en place par la Commission européenne dans le contexte de la pandémie. Depuis son entrée en vigueur, 41 projets ont été soumis, parmi ceux-ci 25 ont déjà été avisés favorablement à l'heure actuelle pour soutenir un investissement total de 13,36 millions d'euros avec 6,24 millions d'euros d'aides accordés. Huit projets sont encore en cours de traitement et représentent un investissement prévisible de 4,9 millions d'euros et huit autres ont été écartés sur base des critères d'éligibilité. Ces chiffres sont provisoires étant donné que les entre-

prises peuvent encore soumettre des demandes d'aides « Neistart » jusqu'au 31 octobre 2021.

Durant la pandémie, plusieurs webinaires ont été organisés pour présenter le régime « Neistart ». Une pratique qui s'est avérée efficace, compte tenu des nombreux participants et demandes d'aides soumises par la suite.

**Question 4571** (29.06.2021) de **MM. Marc Spautz et Georges Mischo (CSV)** concernant le **temps d'attente en pédiatrie** :

D'Waardezäiten an der Kannerklinik si jo schon zanter enger Rei Joren ëmmer erëm en Thema. Trotz diverser Ukënnungen ass et, den Aussoe vu ville concernéierten Elteren no, nach net wierklech zu Verbesserung komme. Eisen Informatiounen no ass awer e weidere Problem, datt, wa Kanner no den Urgencë weider Traitement brauchen, dann ënner Ernstänn ganz laang op e Rendez-vous bei engem Spezialist musse waarden.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister stellen:

1. Wat ass an de leschte Jore konkret ënnerholl ginn, fir d'Waardezäiten an der Kannerklinik ze reduzéieren?
2. Wëssend, datt et nach net zu enger weesentlecher Verbesserung komm ass, wat fir weider Mesurë si virgesinn?
3. Wéi vill Dokterer hei am Land sinn an hire jeeweilege Fachgebieder zousätzlech an der Pédiatrie forméiert an exercéieren och an der Pédiatrie vun engem Spidol?

**Réponse** (30.07.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1. Virop gëllt et ze soen, datt säit Abrëll 2021 d'Kannerklinik mat enger Pandemie vum Virus respiratoire syncytial (RSV) bei Puppelcher konfrontéiert ass leider. Doduerch klammen d'Zuelen an den Urgencë bis zu 240 Kanner pro Dag. D'Aktivitéit ass vun 2020 op 2021 signifikativ eropgaangen, soit 120 % am Abrëll, 86 % am Mee an 11 % am Juni.

Am Juni 2021 ass et zu 4.353 Passagen an den Urgencë vun der Kannerklinik komm, woubäi 965 vun der Maison médicale pédiatrique (degré d'urgence : U4/U5) konnt en charge geholl ginn; déi aner 3.390 hu missen an den Urgencë selwer traitéiert ginn.

Am Verglach mam Joer 2019 (virun der Covid-19-Pandemie), koum et zu 3.395 Passagen, dovun goufen 2.500 vun den Urgencen en charge geholl an 895 vun der Maison médicale pédiatrique.

D'Waardezäiten en vue vun enger Prise en charge vun de Kanner ass an der Moyenne ongeféier zéng Minutten eropgaangen.

Fir d'Waardezäit an der Kannerklinik ze verkierzen, gëtt en Triage vun de Patiente gemaach a Funktioun vu verschidde Krittären, wéi z. B. Patients à haut risque, Pathologie, Heures de pointe, Adaptatioun vun de Schaffzäite vun den Dokterer an Infirmières un d'Heures de pointe, Verbesserung vum Flux un d'Unités d'hospitalisation avec un bedmanager.

Säit de leschte Woche läit den Taux d'occupation iwwer 100 %, soudass d'Urgencen iwwerfüllt sinn an d'Boxen an den Urgencen net kuerzfristig fräigemaach kënnen ginn. Et gouf decidéiert, Kanner, déi eng programméiert Operatioun am Hôpital du jour haten, op een anere Site ze transferéieren, fir esou Better am Hôpital du jour vun der Kannerklinik fräizehalen a Lits porte fir Kanner doraus ze maachen. Doduerch konnt e bessere Flux assuréiert ginn. Anersäits gouf weidere Personnel soignant rekrutéiert. Et gouf och ee Conseil scientifique mat engem Expert international op d'Bee gestallt, fir de Service national des urgences.

ad 2. D'Kannerklinik kritt am September nach zwee Médecins urgentistes bäi. Parallell läit der Commission permanente du secteur hospitalier eng Demande vir, fir aacht zousätzlech Better. Et kéint een och eng Adaptatioun vun den Éffnungszäite vun der Maison médicale pédiatrique virgesinn, fir d'Kannerklinik ze entlaaschten. Ee weidere wichtege Changement wier d'Méiglechkeet, en Transfert un aner Services de pédiatrie de proximité maachen ze kënnen.

ad 3. De Gesondheitsministère huet just Informatiounen iwwer déi Dokterer, déi eng Autorisation d'exercer an der Pédiatrie hunn, mee net iwwer Dokterer, déi an engem aneren Domän spezialiséiert sinn a punktuell an der Pédiatrie aktiv sinn. Stand haut, si sechs aktiv Médecins-spécialistes an der Chirurgie pédiatrique, 117 aktiv Médecins-spécialistes an der Pédiatrie an 23 aktiv Médecins-spécialistes an der Psychiatrie infantile recenséiert.

**Question 4572** (29.06.2021) de **Mme Martine Hansen, MM. Marc Spautz et Georges Mischo (CSV)** concernant le **temps d'attente pour un rendez-vous en mammographie** :

D'lescht Joer goufen et scho virum Confinement ganz grouss Waardezäiten, fir e Rendez-vous an der Mammographie ze kréien. Duerch d'Pandemie an d'Zréckfuere vun de medezinnesche Basis-servicer sinn dës Waardezäiten nach verlängert ginn.

Obwuel d'Madamm Minister schonn am Februar 2020 eng Rei Mesuren ugekënnegt hat an am September nach emol drop higewisen huet, datt fir Enn 2020/Ufank 2021 weider Verbesserungen an d'Weeër geleet ginn duerch Formatiounen fir Sekretärinne vu Klinik respektiv eng Demande d'agrément vun engem Radiolog am CHdN, sinn eisen Informatiounen no d'Waardezäite fir e Rendez-vous an der Mammographie ausserhalb vum „Programme Mammographie“ weiderhin immens laang. Et ka wuel bis zu engem Joer zougoen, éier een e Rendez-vous kritt. Dëse Problem besteet an alle Spideeler am Land.

An dësem Kontext géife mir gäre follgend Froen un d'Madamm Gesondheitsminister stellen:

1. Kann d'Madamm Minister dës Informatiounen bestätegen?
2. Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës weider grouss Waardezäiten?
3. Hunn déi ugekënnegt Mesuren net déi gewënschten Effekter oder konnte se nach net ëmgesat ginn?
4. Wat gedenkt d'Madamm Minister ze ënnerhuelen, fir datt all déi concernéiert Frae kuerzfristig méi séier e Rendez-vous kréien?

**Réponse** (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1. Laut den Informatiounen vun de Responsabele vun de concernéierte Servicer beleeft d'Waardezäit fir ee Rendez-vous bei der Mammographie sech op follgend Delaien:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Et ass wichteg, dorun ze erënnere, dass d'Services d'imagerie médicale bei urgente Fäll, op Ufro vun behandelenden Dokter, de betraffene Patientinnen innerhalb vun enger Woch e Rendez-vous fixéieren.

ad 2. Engersäits sinn d'Waardezäiten un d'Disponibilitéit vun de Médecins spécialistes en radiologie a vun den Assistants techniques médicaux en radiologie (ATM) gebonnen, déi momentan duerch de Mangel u Personal limitéiert sinn.

Et kënn ausserdeem ëmmer méi oft zu engem Dépistage individuel (ausserhalb vum Programme de dépistage organisé), associéiert mat enger Échographie mammaire. Dëst verlängert natierlech dann och den Delai vun der Prise en charge vun der Patientin.

An der Alterstranche vu Fraen, déi eligibel si fir de Programme de dépistage organisé (50 bis 69 Joer), kann ee säit 2014 feststellen, dass d'Unzuel vu Mammographien, déi ausserhalb vum Programm stattfannen, konstant an d'Luucht gaangen ass. Bei der Cohorte 2018-2020 beleeft sech dës Undeel vu Mammographien op 27 %.

ad 3. Et besteet haut nach net den néidege Recul, fir kënnen ze evaluéieren, ob déi agesate Moosnamen de gewënschten Impakt konnt hunn. Sou konnt zum Beispill den Agrément vun engem Radiolog am CHdN, deen dëst Joer stattfonnt huet, nach keen Effekt op d'Waardezäite fir d'Mammographie hunn, well d'Unzuel vun den agreéierten ATM onverännert bliwwen ass.

ad 4. Et sief virop bemierkt, dass déi intern Organisation vun de Services d'imagerie médicale net dem Gesondheitsministère ënnerläit. Doriwwer eraus sinn de Gesondheitsministère an d'Direction de la santé weiderhi beméit, den Akzent op eng beschméiglech Utilisatioun vun de Moyenen, déi virleien, an op d'Moossung wéi och op e Suivi vun den Delaien ze setzen.

An deem Kontext sief rappeléiert, dass de Conseil scientifique du domaine de la santé Follgendes recommandéiert: « Dans le cadre de risque "standard" de cancer du sein, il n'y a pas eu lieu de réaliser un dépistage par imagerie en dehors de la tranche d'âge de 50-69 ans. Une double lecture avec 2 lecteurs indépendants accroît la sensibilité du dépistage du cancer du sein et diminue le taux de rappel<sup>9</sup> ».

Doriwwer eraus geet ënner anerem aus dem Audit<sup>10</sup> vun 2018 ervir, dass d'Prozesser an all den Etablisse-

<sup>9</sup> <https://conseil-scientifique.public.lu/dam-assets/publications/oncologie/referentiel-depistage-cancer-sein-en-fonction-du-risque.pdf>

<sup>10</sup> <http://sante.public.lu/fr/publications/r/roadmap-sein-audit-cancer-2012-2015-rapport/roadmap-sein-audit-cancer-2012-2015-rapport.pdf>



menter enger nationaler Organisatioun ënnerleie solen, mat engem systematesche Suivi vun den Delaien, déi zu enger Demarche zur Verbesserung vun der Qualitéit bäidréit. Dës Organisatioun gëtt vum Comité de gestion interhospitalière ënnerstëtzt. Dëse Comité ass e. a. en charge vum Système d'assurance qualité vun de Prestations hospitalières souwéi vun der nationaler Koordination vun der Politique de promotion de la qualité des prestations hospitalières an de Spideeler. D'Aarbechte vum Comité de gestion interhospitalière, déi duerch déi aktuell Crise sanitaire ënnerbrach goufen, wäerten am Hierscht erëm weidergefouert ginn.

Zu dësem Zäitpunkt wier et, opgrond vun der limitéierter Disponibilitéit u Personal, net ubruecht, d'Unzuel u Centres d'imagerie mammaire ze erhéjen, ouni virdrun eng Analyse d'impact vum Fonctionnement vun den aktuelle Servicer gemaach ze hunn.

**Question 4575 (29.06.2021) de Mmes Francine Cloener et Lydia Mutsch (LSAP) concernant le déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ :**

Dans un communiqué datant de décembre 2020, le Service des médias et des communications a annoncé le déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ (Digital Audio Broadcasting) pour l'année 2021. Si cette nouvelle technologie promet de nombreux avantages, notamment pour des radios dites communautaires, le passage à cette technologie représente aussi un coût non négligeable. Cela d'autant plus que la bande FM ne disparaîtra pas immédiatement et que les radios continueront probablement à émettre de différentes manières pendant une période transitoire. Or, de nombreuses radios dites communautaires doivent faire face aujourd'hui à de grandes difficultés suite à la crise sanitaire. En effet, leurs principales rentrées financières habituelles, sponsors et fêtes, se sont tarées depuis le printemps 2020. Dans sa réponse à la question parlementaire n° 3023, le Ministre des Communications et des Médias indique que le Service des médias et des communications étudie la possibilité d'un cofinancement public partiel des frais de déploiement et/ou d'exploitation liés au lancement du DAB+ et au simulcast.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous dire où en est le déploiement de la DAB+ au Luxembourg ? Quel est le nombre de radios communautaires qui souhaitent passer au DAB+ ?

2) Quelles sont les conclusions du Service des médias et des communications concernant un possible cofinancement du lancement du DAB+ pour ces radios dites communautaires ? Le Ministre est-il aussi d'avis qu'une aide s'impose au vu de la situation précaire dans laquelle nombre d'entre elles se situent actuellement ?

**Réponse (02.08.2021) de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias :**

ad 1) À l'heure actuelle, les modalités techniques et financières du déploiement du standard de radiodiffusion numérique DAB+ sont étudiées par le Service des médias et des communications (SMC).

Plusieurs questions demeurent ouvertes, notamment relatives à la mise en balance des différentes caractéristiques des radios établies, voire des potentielles nouvelles radios, compte tenu de la grande variété des différentes radios, mais aussi quant au mode de financement, public et/ou privé, au vu des exigences budgétaires et légales à prendre en considération.

Dans le cadre de ces travaux préparatoires du lancement du DAB+, l'avis de l'Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA) a également été sollicité, afin d'associer le régulateur qui est en charge des permissions pour les radios régionales (à réseau d'émission) et locales, au processus de conception et de mise en œuvre de ce projet.

Pendant la phase test du DAB+ qui s'est déroulée pendant le dernier trimestre de 2020, toutes les stations ayant déjà une permission pour un service de radio sonore étaient invitées à participer, dans la mesure où l'espace disponible sur le multiplex le permettait. Au total, sept programmes de radio ont participé aux tests de façon permanente, dont une radio dite communautaire. De plus, quatre programmes de radios locales ont participé de façon alternante. Dans le cadre de ces tests, un intérêt général des radios participantes a été retenu. Aucune station n'a marqué un rejet de la technologie, même si pour certaines, un passage à long terme sur le DAB+ semblait plus envisageable ou souhaitable que pour d'autres.

En définitive, le nombre exact de radios souhaitant passer au DAB+ dépendra, en partie, des conditions d'accès au multiplex numérique, à savoir notamment les coûts.

Le nombre exact de radios intéressées pourra être déterminé en fonction du nombre de candidatures reçues suite à l'appel public de candidatures qui est prévu d'être lancé, afin d'accorder les emplacements disponibles sur le ou les multiplex numérique(s) à des services de radio sonore.

ad 2) S'agissant des radios locales et communautaires, les opportunités et les éventuels critères permettant la mise en place d'un système de soutien pour les radios locales sont, avec le concours de l'ALIA, en cours d'évaluation.

Dans ce contexte, il convient de rappeler que l'objectif général du « projet DAB+ » est de mettre en place un régime autour de la diffusion du DAB+ qui accroît le pluralisme, notamment en soutenant les radios locales et les radios dites communautaires, tout en prenant en compte le rôle des radios de plus grande envergure. La radiodiffusion numérique permettra, en effet, à ces radios d'augmenter la couverture territoriale, contribuant ainsi au pluralisme de l'information.

**Question 4576 (29.06.2021) de M. Gusty Graas (DP) concernant les animaux dans les véhicules en stationnement exposés au soleil :**

C'est dans un contexte de températures élevées que l'Administration des services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a, dans un communiqué du 15 juin 2021, fait appel aux détenteurs d'animaux de garantir le bien-être animal en préconisant que « les animaux ne doivent pas être abandonnés, même pas pour un court laps de temps, dans les véhicules en stationnement exposés au soleil ».

Il s'avère que selon les différentes possibilités d'interprétation et appréciation de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux, plusieurs cas de figure de cette loi sont susceptibles de s'appliquer à l'hypothèse d'un animal délaissé dans un véhicule en stationnement exposé au soleil. Or, cela peut provoquer une insécurité juridique auprès des citoyens, puisque les sanctions infligées en vertu de cette loi peuvent varier en fonction des différents cas de figure retenus.

Concernant l'intervention d'un tiers, la loi du 27 juin 2018 a mis en place un devoir de secours, en qualifiant de délit, le fait « de ne pas porter secours, dans la mesure du possible, à un animal souffrant, blessé ou en danger ».

Ainsi, d'un point de vue pratique la loi ne fournit aucune indication quant à la procédure à suivre par un tiers ayant l'intention de secourir un animal délaissé dans un véhicule en stationnement exposé au soleil. Juridiquement, elle n'aborde pas non plus les conséquences d'une telle intervention, notamment la question de responsabilité civile et pénale.

Au vu des développements qui précèdent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement durable ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur les statistiques concernant le nombre de cas annuels d'animaux délaissés dans une voiture exposée au soleil et sur le nombre d'interventions y relatives de la Police grand-ducale ?

2) Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir de plus amples précisions quant aux dispositions de la loi du 27 juin 2018 qui sont applicables au cas de figure d'animaux délaissés dans une voiture exposée au soleil, notamment quand un tiers procède au sauvetage de l'animal et les conséquences juridiques en découlant ?

3) Quant aux amendes, Messieurs les Ministres peuvent-ils informer sur le nombre total d'amendes infligées depuis la mise en vigueur de la loi du 27 juin 2018 pour délaissement d'animal dans un véhicule stationné et exposé au soleil ?

4) Est-ce qu'une campagne de sensibilisation, notamment en collaboration avec les associations agréées, serait envisageable, en vue de rendre les citoyens attentifs sur cette thématique et les informer sur leurs devoirs et sur la procédure à suivre par rapport aux animaux délaissés dans un véhicule en stationnement, exposé au soleil ?

**Réponse commune (03.08.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et de M. Henri Kox, Ministre de la Sécurité intérieure :**

ad 1) Les outils informatiques de la Police grand-ducale ne permettent pas d'effectuer une recherche précise dans le sens de cette question, étant donné que ces critères ne sont pas relevés de façon automatisée dans leurs statistiques dites « criminelles ».

Au niveau des demandes d'interventions en relation avec des faits d'animaux délaissés dans une voiture exposée au soleil, la Police grand-ducale peut retracer cinq interventions pour 2019 et à chaque fois une intervention pour 2020 et 2021.

L'Administration des services vétérinaires a connaissance d'un seul cas d'animal délaissé dans une voiture exposée au soleil.

ad 2) Les dispositions de la loi du 27 juin 2018 sur la protection des animaux applicables dans un tel cas de figure sont de deux ordres. D'une part, les obligations de la personne qui a la garde de l'animal et d'autre part, les obligations d'un tiers de porter secours à l'animal se trouvant dans une situation de danger, comme par exemple l'abandon d'un animal dans une voiture exposée au soleil.

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 2 et 3 de la loi précitée et de l'article 8 du règlement grand-ducal du 5 décembre 2018 déterminant les conditions de détention des animaux, interdisent de laisser un animal à l'intérieur d'un moyen de transport dans des conditions défavorables à son bien-être.

Les infractions à ces dispositions sont punies d'amendes se situant dans une fourchette de 25 euros à 1.000 euros et pourront faire l'objet d'amendes transactionnelles sous forme d'avertissement taxé.

D'autre part, l'article 12, point 15 de la loi sur la protection des animaux prévoit l'interdiction « de ne pas porter secours, dans la mesure du possible, à un animal souffrant, blessé ou en danger ».

Cette disposition institue donc un devoir de secours, dans la mesure où le secours est possible, qui incombe à toute personne se trouvant en présence d'un animal en danger. La nuance « dans la mesure du possible » s'explique par le fait qu'on ne peut exiger d'un citoyen de mettre sa propre vie en danger pour porter secours à un animal. Il s'agit donc d'une obligation de moyen.

La violation de cette disposition, quant à elle, constitue un délit sanctionné bien plus sévèrement par une peine d'emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 251 euros à 200.000 euros.

En résumé, il peut être retenu que l'inobservation du devoir de secours à un animal est plus sévèrement sanctionnée que le fait d'abandonner ce dernier dans une voiture. Ce déséquilibre est néanmoins contrebalancé par la possibilité accordée au sauveteur de l'animal de demander l'exonération pour son comportement défectueux causant dommage, mais aussi de demander réparation du préjudice personnellement subi lors de son intervention de secours.

Le cas de figure le plus fréquent est en effet celui du sauveteur qui se blesse en libérant l'animal de la voiture, ou bien le propriétaire qui demande la réparation du préjudice matériel de la vitre brisée dans l'opération de secours.

C'est ainsi que le droit pénal consacre certains faits justificatifs qui font disparaître tant la responsabilité pénale que la responsabilité civile de l'auteur du fait dommageable. On peut citer l'article 70 du Code pénal disposant qu'il n'y a pas d'infraction, lorsque le fait était ordonné par l'ordre de la loi. Un acte dommageable (p. ex le fait de briser une vitre) et a priori fautif est ainsi accompli dans des circonstances que le droit prend en compte pour lui enlever a posteriori son caractère fautif.

Par ailleurs, le sauveteur pourra potentiellement invoquer l'article 2 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 1988 relative à la responsabilité civile de l'État et des collectivités publiques. Spécificité luxembourgeoise, cet article confère un droit à indemnisation au collaborateur ayant subi un dommage qui spontanément ou sur réquisition se met au service d'autrui ou de la collectivité en effectuant des prestations qui devraient normalement être assurées par un service public.

Ainsi, selon l'exemple donné, le sauvetage doit se trouver justifié par l'urgence des circonstances et l'impossibilité du recours aux services publics. En principe, il peut être retenu que l'intervention doit bien évidemment être proportionnée à la gravité et à la nécessité de la situation à combattre et il s'agit finalement d'une appréciation au cas par cas soumise à l'appréciation souveraine des juges.

ad 3) Depuis la mise en vigueur de la loi du 27 juin 2018, aucune amende n'a été infligée dans ce contexte. Il y a eu un procès en 2018 pour un tel délit survenu en avril 2018, et donc avant l'entrée en vigueur de la loi, aboutissant à une amende.

ad 4) Un communiqué relatif à la bonne conduite à tenir lors des temps de grandes chaleurs envers les animaux a été publié les dernières années et également en 2021. Une campagne de sensibilisation pourrait être un autre moyen pour tenir informés les citoyens à ce sujet.

**Question 4577 (29.06.2021) de M. Gusty Graas (DP) concernant les institutions et agences européennes au Luxembourg :**

En réponse à la question parlementaire n° 3429 de février 2021, Monsieur le Ministre a affirmé que le

Gouvernement poursuivra ses efforts afin de consolider et de renforcer la présence des institutions et agences européennes au Grand-Duché. Également, selon le Statut de la fonction publique européenne, la Commission devra soumettre au Parlement européen et au Conseil un rapport qui évalue l'évolution du pouvoir d'achat des fonctionnaires de l'Union au plus tard le 31 mars 2022. En 2019, une étude comparative commanditée par la Commission européenne avait déjà constaté un écart du coût de la vie de 10,5 % entre le Luxembourg et Bruxelles.

L'attractivité du Luxembourg pour les institutions européennes en tant que lieu de travail est cruciale. Avec nombre d'institutions européennes installées au Grand-Duché, la plus récente étant le Parquet européen qui a établi son siège au Kirchberg, le Luxembourg est un pôle important dans le développement de la politique européenne. Un manque d'attractivité du pays en tant que lieu de travail, pourrait engendrer des difficultés à trouver et retenir des fonctionnaires. Malheureusement, les prix immobiliers ainsi que le coût de la vie au Luxembourg sont des conditions peu favorables pour les fonctionnaires intéressés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

- Est-ce que le Gouvernement a poursuivi le dialogue concernant ce sujet avec Monsieur Johannes Hahn, Commissaire européen au Budget et à l'Administration, depuis leur entrevue du 27 octobre 2020 ?

- Dans l'affirmative, quels sont les plus récents développements au sujet de l'attractivité du lieu de travail du Luxembourg ?

- Est-ce que les travaux de rapport de la Commission ont déjà entamé et quelles en sont les premières conclusions ?

- La possibilité d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg est-elle toujours discutée ? Quels sont les développements à ce sujet ?

- Quelles initiatives ont été prises jusqu'à présent pour remédier à la situation des fonctionnaires européens au Luxembourg due au taux d'inflation élevé ?

- Combien de fonctionnaires spécialisés ont déjà décliné ou résigné de postes au sein des multiples institutions européennes pour cause de la problématique du coût de la vie pendant les cinq années précédentes ?

**Réponse (29.07.2021) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

Le Gouvernement entretient un contact étroit et continu non seulement avec la Commission européenne, mais aussi avec les autres institutions et agences européennes sises au Luxembourg, et ce à tous les niveaux. Des échanges réguliers ont par ailleurs lieu dans le cadre des réunions des secrétaires généraux et des chefs d'administration des institutions et organes de l'Union européenne installés à Luxembourg (CALux).

Comme l'a indiqué l'honorable Député, le Statut des fonctionnaires de l'Union européenne et le régime applicable aux autres agents de l'Union européenne [règlement n° 31 (C.E.E) 11 (C.E.E.A.)] dispose que le 31 mars 2022 au plus tard, la Commission européenne soumette au Parlement européen et au Conseil un rapport qui évalue si l'évolution du pouvoir d'achat des rémunérations et des pensions des fonctionnaires de l'Union est conforme à celle des rémunérations des fonctionnaires nationaux des administrations centrales.

Le Gouvernement ne dispose pas d'informations quant au stade d'avancement du rapport susmentionné. En revanche, l'étude comparative sur le coût de la vie à Luxembourg et Bruxelles, commanditée par la Commission européenne en 2019, a constaté un écart du coût de la vie de 10,5 % entre Luxembourg et Bruxelles. Du point de vue du Gouvernement, cet écart significatif justifie la poursuite des réflexions relatives à des pistes de solution potentielles, y inclus l'option d'un coefficient correcteur pour le Luxembourg, qui pourraient être adoptées au niveau de l'Union européenne pour compenser cette différence du coût de la vie.

Sur la base de ce rapport et de l'étude comparative, la Commission européenne pourrait présenter une proposition de règlement modifiant le Statut en l'état ; le monopole d'initiative appartenant à la Commission européenne.

De manière générale, il faut préciser que la question du Statut du Grand-Duché en tant que siège d'institutions et d'agences européennes a trait non seulement aux conditions globales de vie et de travail au Grand-Duché, mais aussi à la nature et à la qualité des postes créés par les institutions et agences européennes sises au Luxembourg.

Le Gouvernement ne dispose pas de données relatives aux raisons entraînant une démission volontaire ou un refus d'accepter une offre d'emploi au



près d'une institution ou d'une agence de l'Union européenne, quel que soit son lieu d'implantation. En effet, l'Office européen de recrutement du personnel (EPSO) ne recueille pas les données concernant les raisons avancées par les lauréats des concours pour ne pas accepter une offre d'emploi auprès d'une institution ou d'une agence de l'Union européenne. En cas de démission volontaire d'un fonctionnaire ou agent européen, le Statut n'impose pas non plus d'obligation de motiver cette décision.

Notons toutefois dans ce contexte que le nombre absolu de fonctionnaires et agents européens travaillant à Luxembourg a augmenté considérablement ces cinq dernières années, passant d'environ 12.000 fonctionnaires et agents en 2015 à plus de 14.000 fonctionnaires et agents en 2020.

**Question 4578** (29.06.2021) de **M. André Bauler (DP)** concernant l'agroforesterie :

Déi lescht waarm Summeren haten en negativen Impact op d'Produktivitéit vun eiser Landwirtschaft. Duerch de Klimawandel riskéiere mer, dass et ëmmer méi oft zu Drécheperiode kënn, wouduerch och den Ertrag op de Felder erfogget.

Eng Méiglechkeet, fir d'Situatioun ze verbesseren, kéint de System vun der Agroforstwirtschaft sinn. Forst- a Landwirtschaft ginn heibäi matenee kombinéiert. Beem an Akerkulturen, Wisen oder Weede ginn an engem Gebitt sou kombinéiert, datt et gläich gutt fir d'Landwirtschaft, d'Natur an de Klima ass.

Felder iwwersti länger Dréchente besser, well de Mikroklima um Feld ënnert dem Schutz vun de Beem verbessert gëtt a manner Waasser verdonst. Aner Virdeeler vum Agroforstsystem sinn de Schutz vum Buedem virun Erosioun, de Schutz vum Grundwaasser a vun der lokaler Biodiversitéit.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Gëtt et hei zu Lëtzebuerg e Programm, fir des Bewirtschaftungsform ze fërderen?
2. Wa jo, wou lafe sou Programmer a wéi vill Hektar si betraff?
3. Wat fir Beem ginn haaptsächlech ugeplant, fir d'Wise während enger Dréchent ze schützen?
4. Soll d'Agroforstwirtschaft am Kader vum nächsten Agrargesetz finanziell ënnerstëtzt ginn?

**Réponse commune** (03.08.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural**, et de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

ad 1. Et gëtt hei zu Lëtzebuerg kee Programm, sief dat am Kader vun den Agrarëmweltmoosnamen oder dem Biodiversitéitsreglement, wat spezifesch ausgerichtet ass, fir Agroforstsystemer finanziell ze ënnerstëtzen. Et besteet awer d'Méiglechkeet, sou Projeten iwwer d'Reglement vum 30. September 2019 kofinanzéieren ze loossen. Dëst Reglement gesäit notament vir, datt de Staat d'Planze vu Beem grad sou wéi de Schutz dovou géigeniwwer dem Verbass ka finanziell ënnerstëtzen. Och den Entretien vun esou Plantatiounen kann theoreetesche iwwer dëst Reglement vum Staat gefërdert ginn.

Eng klassesch Bewirtschaftungsform am Agroforstberäich sinn awer och d'Bongerten. Fir den Erhalt vun de Bongerten ze ënnerstëtzen, gëtt et am Kader vun den Agrar-Ëmwelt-Klima-Programmer aus dem zweete Piliere vun der PAC e Programm, wou de Bauer sech ka fir fënnel Joer engagéieren. Pro Hektar ass eng Ënnerstëtzung vu 450 €/ha virgesinn.

ad 2. Agroforesterie ass ee Sammelbegrëff fir eng duebel Bewirtschaftungsform vu landwirtschaftleche Flächen, wou déi klassesch landwirtschaftleche Nutzung (Wisen, Weeden oder Aker) mat der Plantatioun vu Beem, Hecken an allgemeng méijäregeligneuse Planze kombinéiert gëtt.

Eng bekannt Form vun Agroforesterie hei zu Lëtzebuerg si wéi gesot d'Bongerten, wou Héichstamm-Uebstbeem, gemengerhand mat enger Beweedung vu Gréngland kombinéiert ginn. Am Joer 2020 hu bei dësem Programm 76 Betriber mat 160,88 ha matgemaach. De Bongerteprogramm leeft iwwer d'ganz Land verdeelt.

Um Akerland schaffen zwee Betriber op insgesamt 33,11 ha nom Agroforstsystem. Hei gi Kären ugebaut an d'Bamreie stinn op 60 m Distanz vunenei. Dës Bamreie ginn als ekologesch wäertvoll Fläche am Kader vum Greening unerkannt. En änlechen Typ vu Projet leeft zu Giwenech iwwer ronn siwen Hektar. Donieft gëtt um ganzen Territoire vum Land weiderhi proaktiv probéiert, mat Baueren a Proprietäre vun Oppelandflächen Hecken a Bongerten ze planzen an ze ënnerhalen.

ad 3. D'Virdeeler vun Agroforstprojete fir déi landwirtschaftleche Nutzung si villsäitig. Heirënner fale sécher de Schutz vum Buedem virum Ausdréchen, mee awer och par rapport zur Erosioun. Beem an

Hecke sinn och en effikasse Moyer, d'Infiltratioun vum Waasser an de Buedem ze beschleunegen, wat notament beim Héichwaasserschutz vu grousser Bedeutung ka sinn. Weider Atoute vun Agroforesterie sinn ee verbesserte Stockage vu Kuelestoff am Buedem an eng ënnerstëtzend Funktioun fir d'Aar-tevillfalt am Oppeland. De Choix vun de Bamaarten, déi geplanzt ginn, gëtt engersäits beaflosst vun der Buedemqualität an, op der anerer Säit vun den ekologesche Services, déi een duerch een Agroforstprojet wëll fërderen. Bei deenen uewen opgezielte Projete sinn zum Beispill Eechen, Kiischtebeem, Lannen, Spitzahorn, Nësserten, Wëllbieren, Wëlläp-pel an Elsbeere gesat ginn.

ad 4. D'Naturverwaltung huet rezent ee participative Projet an Zesummenaarbecht mat dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung, der Uni Lëtzebuerg an der Landespflege Freiburg - Institut für Naturschutzökologie und Landschaftsmanagement - lancéiert, fir eng national Strategie fir Agroforst zu Lëtzebuerg op d'Been ze setzen. Deel vun dëser Strategie sollt et sinn, och ee Subsideprogramm am Kader vum nächsten Agrargesetz auszuschaffen.

Am Kader vun der Reform vun der gemeinsamer europäescher Agrarpolitik ass des Weideren ugeduecht, den aktuelle Bongerteprogramm als sougenannt „Eco-scheme“ am éischte Piliere vun der PAC unzebidde an d'Primm méi attraktiv ze maachen, fir datt méi Betriber bei där Moosnam matmaachen.

**Question 4579** (30.06.2021) de **M. Jeff Engelen (ADR)** concernant le collier à piques pour chiens :

An Däitschland ass elo d'Déiereschutzgesetz ofgeännert ginn. Zënter dem 25. Juni 2021 si sougenannt „Stachelhalsbänder“ bei Hënn verbueden. Do heescht et am betreffende Gesetzesartikel:

Verbot: „Es ist verboten, bei der Ausbildung, bei der Erziehung oder beim Training von Hunden Stachelhalsbänder oder andere für die Hunde schmerzhaft Mittel zu verwenden.“

Begründung: „Wissenschaftliche Erkenntnisse zu Erziehungsmethoden von Hunden beurteilen die Anwendung von Strafreizen zur Erziehung von Hunden als nicht tierschutzkonform. Insofern ist die Verwendung von Stachelhalsbändern oder anderen für die Hunde schmerzhaften Mitteln als tierschutzwidrig zu verbieten.“

An deem Kontext wëilt ech dem Landwirtschaftsminister dës Fro stellen:

- Wéi ass d'Positioun vun der Regierung zu deene Collieren? Gëtt am Sënn vun engem besseren Déiereschutz un e Verbuet vu „Stachelcollieren“ geduecht am Fall, wou dat net scho sollt bestoen?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** :

Stachelhalsbänner, déi meeschtens aus Metall oder enger Kombinatioun aus Lieder a Metall bestinn, si prinzipiell laut der nationaler Reglementatioun verbueden.

Eng Ausnam zum Gesetz besteet beim Spadséieregoen un der Léngt vun engem Hond, deen duerch seng Gréisst respektiv seng Vitalitéit schwéier ze bändegen ass. An deem Fall muss d'Stachelhalsband esou konzipéiert sinn a gebraucht ginn, datt weeder den Hond selwer nach aner Hënn oder Déiere sech blesséiere kënnen.

**Question 4580** (30.06.2021) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant la langue luxembourgeoise dans les hôpitaux :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4008 schreift d'Madamm Minister ënner anem Folgendes: „Fir all d'Beruffer aus dem Gesundheitssektor, déi ënnert d'Kompetenz vum Gesundheitsministerium fale, gesinn déi jeeweileg Gesetzer vir, dass déi concernéiert Lëtzebuergesch verstoe mussen.“ Dorënner fale Dokter, Zänn-dokter, Apdikter a soss Persounen aus dem Gesundheitsberäich. Elo ass et awer esou, datt ee leider ganz dacks feststelle muss, dass dëst Gesetz net agehale gëtt an déi jeeweileg Persounen net déi dräi administrativ Sproochen, Däitsch, Franséisch, Lëtzebuergesch, verstinn. Gesetzer, déi net duerch-gesat a kontrolléiert ginn, verléieren awer nun eebe mol hiren eigentleche Wäert.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm Gesundheitsminister nach gär dës Nofro stellen:

1. Ween dréit d'Verantwortung fir dofir ze suergen, datt déi vun der Madamm Minister an deem Zesummenhang genannte Gesetzer agehale ginn?
2. Wéi eng Moosname gi geholl oder wäerten an Zukunft vum Ministère geholl ginn, fir datt déi Gesetzer kënnen agehale ginn?
3. Vu datt dëst Gesetz eventuell souwuel beim Personal wéi och bei de Patienten onbekannt ass, ass

d'Madamm Minister gewëllt, eng Informations-campagne ze starten, fir esou d'Personal wéi och d'Patienten iwwer dëst Gesetz opzeklären?

4. Wier et fir d'Madamm Minister an deem Kontext eng Iddi, fir a voller Transparenz op dëst Gesetz op neuralgesche Punkten, wéi z. B. an den Agäng vun de Klinicken, opmierksam ze maachen?

**Réponse** (02.08.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

De jeeweileg Gesetzer no sinn Dokter, Apdikter, Psychotherapeuten an all aner Persounen, déi e Gesondheitsberuff exerzieren, dozou verflucht, esou bal si autoriséiert sinn, de Beruff auszeféieren, sech mat der Gesetzgebung am Sozial- a Gesondheitsberäich souwéi mat der Deontologie vertraut ze maachen.

Dat zielt also och, wat de Sproochegebrauch fir déi jeeweileg Beruffer am Gesundheitsberäich ubelaangt.

Doriwwer eraus verweisen ech den Här Deputéierten op meng ganz ausféierlech Äntwerten op d'parlamentaresch Ufroen N° 4008 an N° 4261.

**Question 4582** (30.06.2021) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant l'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) :

L'Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises (INDR) a été créé en 2007 et œuvre pour la promotion de la responsabilité sociale des entreprises (RSE). Pour ce faire, l'INDR a notamment mis au point un programme d'accompagnement complet à destination des entreprises afin que ces dernières puissent se positionner sur la RSE, voire identifier les actions prioritaires susceptibles de permettre la conciliation de leurs intérêts économiques avec les impératifs sociaux, sociétaux et environnementaux.

Il est de notoriété publique que les jeunes professionnels intégrant le marché du travail tendent de plus en plus à donner du sens à leur travail en choisissant un employeur engagé de manière crédible en faveur de la RSE.

Dès lors, j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Finances et à Monsieur le Ministre de l'Économie les questions suivantes :

- Combien d'entreprises implantées au Luxembourg ont obtenu le label de qualité ESR de l'INDR ?

- Est-ce que le Gouvernement a l'intention de mettre en place des mesures afin d'inciter les entreprises à s'engager dans le processus de labellisation ESR ?

- Est-ce qu'il est prévu de réglementer la profession de consultant en RSE afin de promouvoir la qualité des prestations liées à la RSE ?

**Réponse** (27.07.2021) de **M. Franz Fayot, Ministre de l'Économie** :

L'INDR (Institut national pour le développement durable et la responsabilité sociale des entreprises) indique que 200 entreprises et organismes au Luxembourg sont labellisés ESR. La liste complète des entreprises peut être consultée sous : <https://indr.lu/fr/les-services-aux-entreprises/beneficiers-du-label-esr/entreprises-labellisees-esr/>. À noter que le Ministère de l'Économie est également labellisé ESR depuis le 7 avril 2015. L'INDR a en outre sensibilisé plus de 1.400 entreprises et organismes à la responsabilité sociale à travers son programme national « ESR - Entreprise Responsable ».

Lors d'une conférence de presse le 7 octobre 2020, le Ministre de l'Économie a souligné que la responsabilité sociale des entreprises est l'outil stratégique qui peut aider les entreprises à contribuer activement à une économie durable qui s'inscrit dans le respect des ressources naturelles. À cette même occasion, le directeur et le secrétaire général de l'INDR ont présenté l'édition revue et enrichie du Guide ESR - Entreprise Responsable qui vise à préparer les entreprises à une meilleure résilience et à la gestion des attentes sociétales et environnementales. Le Ministère de l'Économie a soutenu financièrement la mise à disposition d'un exemplaire du Guide ESR aux dirigeants des principales entreprises non encore labellisées ESR.

De plus, l'INDR a initié récemment, en collaboration avec le Groupe AFNOR (France), et Ecoparc (Suisse), le label « Responsibility Europe », au service des entreprises et organisations souhaitant donner à leurs engagements sociaux et environnementaux une reconnaissance internationale. Responsibility Europe réunit des labels RSE de premier plan contribuant aux objectifs de développement durable de l'ONU. L'association Responsibility Europe en charge de ce label a été créée en 2021, notamment avec le soutien du Ministère de l'Économie, et rassemble des organismes tiers de confiance qui partagent les valeurs européennes et la conviction que la RSE constitue un réel enjeu pour les entre-

prises et autres organisations en termes de compétitivité, de pérennité, d'innovation et de résilience.

L'INDR a également accrédité et formé dix experts agréés en responsabilité sociale des entreprises (RSE) afin de promouvoir la RSE, d'accompagner les entreprises dans la mise en œuvre de la RSE et d'exécuter des missions de vérification pour l'obtention du Label ESR. La liste des experts agréés peut être consultée sous : <https://indr.lu/fr/les-services-aux-entreprises/comprendre-la-rse/experts-agrees/>.

**Question 4583** (30.06.2021) de **MM. Laurent Mosar et Serge Wilmes (CSV)** concernant la situation des forains :

Compte tenu de la situation sanitaire, la Ville de Luxembourg a décidé d'annuler par précaution une nouvelle fois la Schueberfouer et de proposer comme l'année dernière des « Quartiersfester » - un concept qui permet à des plus petites kermesses de s'inviter dans les quartiers de la capitale. En plus de ces « Quartiersfester », la Ville de Luxembourg permettra à quelques manèges plus importants de s'installer au Glacis pendant quelques semaines à la fin de l'été.

Bien que ces initiatives marquent le retour progressif à une vie normale, cette nouvelle annulation de la Schueberfouer implique d'importantes pertes financières pour les forains ; pour beaucoup, la plus grande foire du pays représente la moitié des revenus annuels. Cette décision intervient par ailleurs suite à l'annulation d'autres kermesses et marchés de Noël depuis début 2020, ce qui signifie que certains forains n'ont pas pu travailler depuis le début de la pandémie de Covid-19 - ou alors de manière sporadique.

Dans ce contexte, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Combien de forains ont demandé des aides au Gouvernement dans le contexte de la pandémie de Covid-19 ? Quelles aides ont-ils pu obtenir ?

- Alors que les aides sont actuellement en train d'être progressivement réduites (cf. projet de loi n° 7840), est-ce qu'il est prévu de maintenir les aides actuelles sous leur forme actuelle au moins pour les forains ?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que les forains se trouvent dans une situation particulièrement difficile ?

- Est-ce qu'il est prévu d'accorder des aides supplémentaires aux forains ?

**Réponse** (02.08.2021) de **M. Lex Delles, Ministre des Classes moyennes** :

Aucun dossier de forain n'a été déposé en relation avec l'aide de relance. Dans le cadre de l'aide des coûts non couverts, 89 dossiers mensuels émanant de 23 forains différents ont été déposés pour les mois de novembre à juin, ce qui représente 0,29 % du total des demandes de ce régime. Sur ces 89 dossiers,

- 63 dossiers ont été avisés favorablement ;
- huit dossiers ont été refusés (dont sept avec le motif « recettes éligibles supérieures aux dépenses éligibles » et un dossier avec le motif « perte du groupe inférieur à 40 % ») ;
- 18 dossiers sont en cours de traitement.

Conscient de la situation particulière des forains, vu l'annulation des plus grandes manifestations nationales, je suis en contact régulier avec la Fédération nationale des commerçants forains et mes services ont de nombreuses entrevues individuelles afin de se faire une image fidèle de l'environnement économique du secteur et de trouver les solutions les plus adaptées. À cet égard, plusieurs adaptations ont déjà été réalisées par le passé :

- L'aide du fonds de relance, était en principe accordée sur base des salariés et indépendants en activité durant le mois de la demande. Pour les entreprises saisonnières cependant, le montant de l'aide pouvait être établi sur base du nombre de travailleurs indépendants et du nombre mensuel moyen de salariés occupés au cours de l'année 2019. Cette disposition permettait ainsi aux forains de pouvoir profiter de cette aide, même pour des mois durant lesquels ils n'étaient pas en activité ;

- L'aide des coûts non couverts a également connu une adaptation spécifique pour les forains. Ainsi, une aide peut être octroyée pour les mois de février et mars 2021 aux entreprises qui ont réalisé au moins 75 pour cent du chiffre d'affaires de l'année fiscale 2019 lors de fêtes foraines et qui, en raison des limitations aux rassemblements publics et privés imposées par la loi ont subi, au cours du mois pour lequel l'aide est demandée, une perte du chiffre d'affaires d'au moins 75 % par rapport au chiffre d'affaires mensuel moyen réalisé au cours de l'année fiscale 2019.



Le prolongement de l'aide de relance et de l'aide des coûts non couverts jusqu'en octobre 2021 revêt donc une importance capitale pour les forains concernés et devrait permettre d'amortir ces effets négatifs. Finalement, je tiens à préciser qu'en date du 14 juillet 2021, la Chambre des Députés a voté en faveur de ce prolongement des aides et de leurs conditions d'octroi, ceci avec un total de 58 votes favorables et deux abstentions.

**Question 4584** (30.06.2021) de **MM. Fred Keup** et **Jeff Engelen** (ADR) concernant le **séneçon de Jacob** :

De Jacobsstaf (Jacobs-Kreuzkraut) ass eng heemesch Planzenaart, déi a ganz Lëtzebuerg virkënt an déi sech an der Lescht verstärkt ausbreit. Dës Planz kann zu Vergëftung feieren. Esou datt d'Bauere sech dowéinst aktuell Suergen ëm hiet Véi maachen, dat well d'Gefor besteet, datt wann dës Planz am Hee mat verfidert gëtt, et zu Vergëftung beim Véi féiere kann.

Dofir hu mir follgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister:

1. Ass sech d'Regierung der aktueller Problematik vum „Jacobs-Kreuzkraut“ bewosst?
2. Op Säite vun de Baueren heescht et, datt nieft hirer Responsabilitéit och de Staat an d'Gemenge mathëllefe missten, fir eng ze staark Verbreedung vun där Planz ze verhënneren. Wéi reagiert d'Regierung op dës Forderung?

**Réponse commune** (03.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. + 2. D'Jakobs-Kreuzkraut ass keng nei, mee eng säit Jore bekannten Thematik, där sech d'Regierung bewosst ass. Et sinn der Regierung awer keng wëssenschaftlech Etüde bekannt, no deenen d'Jakobs-Kreuzkraut sech zu Lëtzebuerg géif verstärkt ausbreeden.

Leider kënn et opgrond vu mangelnder Aartenkenntnis och dacks zu Verwiesslung mat anere Planze mat giele Bléien, déi dem Jakobs-Kreuzkraut op den éischte Bléck gläichen, awer net géfteg sinn. Dat féiert dozou, dass déi soi-disant verstärkte Verbreedung mol kann iwverschatt ginn.

D'Jakobs-Kreuzkraut ass eng eenheemesch Planz, déi zu Lëtzebuerg säit ëmmer wäit verbreet ass. E puer Insektenarten, wéi z. B. de Päiperlek mam Numm „Jakobskrautbär“ (*Tyria jacobaeae*), sinn esouguer op dës Planz spezialiséiert.

Et ass eventuell méiglech, dass duerch de Réckgang vun der Populatioun vu wëlle Kanéngercher - en natierleche Feind vun der Planz - sech d'Jakobs-Kreuzkraut verstärkt verbreedt konnt (Scherber et al. 2003: "The effects of herbivory and competition on the invasive alien plant *Senecio inaequidens* (Asteraceae)"). Wëll Kanéngercher sinn nämlech tolerant géint d'Alkaloiden (déi géfteg Substanzen) am Jakobs-Kreuzkraut (z. B. Pierson et al. 1977: "Resistance of the rabbit to dietary pyrrolizidine (Senecio alkaloid)"). D'Kanéngercherspopulatioun ass awer iwwert déi lescht 30 Joer duerch Infektionskrankheeten (hauptsächlech Myxomatose an RHD-Virus) zu Lëtzebuerg quasi ganz verschwonnen.

An de leschte Joren ass d'Jakobs-Kreuzkraut awer virun allem verstärkt an der Effentlechkeet thematiséiert a politiséiert ginn. Et goufen och divers parlamentaresch Froen dozou gestallt (N° 1274-2015, N° 2666-2017). D'Bauere sinn a sech verflucht, fir am Kader vun der sougenannter Ekokonditionalitéit innerhalb de Flächeprimmen eng Verbreedung vun dëser heemescher, mee toxescher Planz ze ënnerbannen.

Fir sech där Thematik unzehuelen, déi sech net reng op d'landwirtschaftlech Aktivitéit begrenzt, mee och op d'Gestioun vun de Stroosseränner, gouf 2017 eng interministeriell Taskforce gegrennt, déi Léisungsusätz an de Beräicher Landwirtschaft, Naturschutz a Stroossebau proposéiert huet. Dësen Aarbechtsgrupp „Jakobs-Kreuzkraut“ huet sech aus Verrieder vun ANF, ASTA, ASV, PCh, SICONA an MNHNL mat der Ënnerstützung vu CONVIS, der Landwirtschaftskummer a vun der Akerbauschoul zesumme-gesat.

Esou gouf e „Guide de bonne gestion“ erstellt, fir engersäits d'Baueren, am Speziellen op extensiv bewirtschaftete Grénglandflächen (<https://environnement.public.lu/fr/support/recherche.html?q=kreuzkraut>), an anerersäits d'Beamten an d'Aarbechter vun der Stroossebauverwaltung („Extensivierung des Unterhaltes der Grünflächen entlang der Straßen“) ze sensibiliséieren an ze informéieren.

Nieft dem sougenannte „Guide de bonne gestion“ gouf fir d'Mataarbechter vun der Stroossebauverwaltung engersäits e Flyer erstellt, fir e vereinfacht Er-

kenne vun der Planz ze erméiglechen, an anerersäits d'Moossname festgeluecht, wéi bei erhéichtem Virkomme vu Jacobsstaf laanscht d'Stroosseränner virzegoen ass. Op laanscht d'Stroosse betraffene Fläche vun dëser Planz kann deemno reagiert ginn a méi grouss Bestänn kënnen geziilt ewechgeholl ginn.

Et sief och vermerkt, dass dës Problematik reegelméisseg bei den zoustännege Servicer rappelléiert gëtt.

**Question 4588** (01.07.2021) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les **fleurs toxiques** :

Les agriculteurs et les propriétaires de chevaux sont inquiets à propos du « séneçon de Jacob » ou « herbe de Saint-Jacques » (« *Jakobskreuzkraut* »), une plante herbacée qui s'avère très envahissante et qui peut même être mortelle pour les animaux.

Cette fleur jaune sur de longues tiges est actuellement en train de se répandre le long des chemins de terre, pistes cyclables, sur les collines escarpées et à côté des ponts et des routes nouvellement construits.

Même si les animaux ne mangent pas cette fleur lorsqu'elle pousse sur les champs, cette plante toxique se retrouve de plus en plus souvent dans le foin qui nourrit le bétail. Les substances toxiques touchent surtout le foie et le risque qu'un animal meurt est bien réel.

En automne, le même risque pour le bétail émane du colchique d'automne (« *Herbstzeitlose* »).

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Est-ce que l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) contrôle régulièrement le foin ou l'ensilage destiné au bétail sur la présence de substances toxiques, notamment des alcaloïdes, émanant du séneçon de Jacob et du colchique d'automne ?

2) Dans l'affirmative, combien de fois des résidus de ces substances toxiques ont été retrouvés dans les échantillons analysés ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ne juge-t-il pas opportun d'effectuer régulièrement de tels tests ?

4) Est-ce que des animaux sont décédés suite à une intoxication liée à ses plantes ? Dans l'affirmative, de quels types d'animaux (bovins, vaches à lait, chevaux, chèvres, moutons, etc.) s'agissait-il ?

5) Est-ce que ces substances toxiques peuvent être transmises à l'homme moyennant la consommation de lait ou de viande issus d'animaux intoxiqués ? Dans l'affirmative, existe-t-il un danger pour la santé de l'homme ?

6) Par quelles mesures le Gouvernement pourrait-il éviter que ces plantes se retrouvent dans le foin destiné à nourrir le bétail ? Est-ce que les tontes effectuées par les services étatiques (Ponts et chaussées) ou communales sont planifiées avant la formation de graines qui renforce sa multiplication végétative ? Dans la négative, ne devrait-on pas organiser ces tontes plus tôt afin que la propagation de ces plantes sur des prairies avoisinantes ne soit évitée ?

**Réponse commune** (18.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Oui, le Service de contrôle des aliments pour animaux, appartenant au Service de la production animale de l'Administration des services techniques de l'agriculture contrôle lors des inspections des établissements agricoles la présence de plantes toxiques et de leurs substances toxiques dans les foins, les ensilages et les autres aliments pour animaux. Il est à remarquer que le danger pour les herbivores vient du fait que les substances amères dans ces plantes, qui empêchent à l'état frais les animaux à les manger, partent lors de la fabrication du foin ou de l'ensilage, alors que les substances toxiques ne sont pas détruites dans le foin et l'ensilage et s'accumulent au foie. Certaines espèces d'animaux, comme le lapin sauvage, sont tolérantes par rapport à ces substances toxiques : il est possible que la régression dramatique de leurs populations lors des dernières décennies (à cause de maladies infectieuses) ait contribué à une expansion du séneçon de Jacob.

Avant 2021, le contrôle par le Service du contrôle des aliments pour animaux se faisait uniquement de manière visuelle ; depuis début 2021, des ana-

lyses sont réalisées, d'un côté, par le Service de surveillance alimentaire du Laboratoire national de santé (LNS) quant aux alcaloïdes pyrrolizidiniques (33 substances) qui sont contenues dans le séneçon de Jacob et le colchique d'automne, et d'un autre côté, la composition botanique du foin est analysée au Zentrum für ökologische Gartenkultur de la Fondation Hëllef fir d'Natur de natur & ëmwelt à Schwebsange qui possède la compétence pour déterminer les différentes parties de différentes plantes et ainsi déterminer la composition floristique des échantillons d'aliments pour animaux.

Les inspecteurs contrôlent la présence de plantes autres que les espèces de graminées et d'autres plantes usuelles et non toxiques dans les foins et ensilages. Si un risque de présence de plantes toxiques comme le séneçon de Jacob et le colchique d'automne ne peut être exclu, des échantillons en vue d'analyses sont prélevés. Les échantillons sont envoyés au LNS pour l'analyse de la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques et si des parties de plantes sont identifiables dans les foins ou ensilages alors les échantillons sont en plus envoyés au Zentrum für ökologische Gartenkultur en vue d'une analyse de la composition floristique.

L'interprétation des résultats des analyses et la détermination si un risque existe pour les animaux est très délicate parce que d'une part, il n'existe pas de limites légales pour les différents alcaloïdes et, d'autre part, les séneçons de Jacob et colchiques d'automne sont distribués de manière très hétérogène dans les prés. Vu que ces plantes se trouvent surtout sur les bords des champs, il se peut qu'un ballot de foin soit très contaminé et tous les autres ne le soient pas du tout. En moyenne, la teneur en alcaloïdes dans le foin du champ entier peut donc être très basse, mais il existe néanmoins un risque pour les animaux mangeant la balle contaminée.

Au cas d'un contrôle positif et l'éventuelle détection de parties de plantes toxiques ou d'alcaloïdes dans les foins et ensilages, l'exploitant en question est informé qui doit alors prendre les mesures nécessaires pour garantir la sécurité des aliments pour ses animaux. Les parties contaminées des foins et ensilages doivent être écartées, et la présence du séneçon de Jacob et du colchique d'automne dans leurs prés sont à combattre et/ou à éviter à l'avenir dans les foins et ensilages.

ad 2) + 3) En 2021 ont été analysés jusqu'à présent sept échantillons de foins, un échantillon d'ensilage d'herbe et un échantillon d'un mélange de plantes séchées pour lapins, sur la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques.

Sur trois échantillons a été fait une analyse de la composition botanique.

Un seul échantillon de foin montrait la présence de traces des trois alcaloïdes pyrrolizidiniques : intermédiaire ; intermédiaire-N-oxyle+indicine-N-oxyle ; Lycopsamine-N-oxyle).

Un échantillon de foin contenait beaucoup de parties de plantes du colchique d'automne. Cet échantillon a été analysé suite au décès d'un cheval chez une personne privée, non exploitant agricole.

ad 4) Le Service de contrôle des aliments pour animaux de l'ASTA a connaissance d'un cheval qui est décédé suite à la consommation de foin contaminé par du colchique d'automne.

ad 5) Suivant le « Bundesinstitut für Risikobewertung » (BfR), la quantité d'alcaloïdes pyrrolizidiniques transmise par les animaux au lait ou aux œufs est minime. La viande de bêtes nourries avec des aliments contenant des alcaloïdes pyrrolizidiniques ne montrait pas de traces de ces alcaloïdes lors des contrôles. Les thés et le miel contaminés présentent le risque principal d'absorption de cette substance toxique. Cependant, un risque aigu pour la santé humaine n'existe pas.

La plante séneçon de Jacob (*Senecio jacobaea*) est une plante considérée comme toxique en raison de la présence d'alcaloïdes pyrrolizidiniques hépatotoxiques.

Selon l'avis de l'« European Food Safety Authority » (EFSA) de 2011, le transfert d'alcaloïdes pyrrolizidiniques de type senecio dans le lait semble négligeable ainsi que pour le transfert dans la viande qui semble également faible.

Les animaux les plus sensibles sont les porcs, suivis par les chevaux et les bovins et les chèvres. Le lait de vache ou de chèvre peut être contaminé par ces composés hépatotoxiques. Les lapins ne sont pas sensibles à ces toxines.

Chez l'homme, la consommation régulière d'herbes médicinales contenant ces composés peut être responsable de graves intoxications hépatiques. L'intoxication chronique se traduit par une perte d'appétit, des douleurs, une distension abdominale, une augmentation du volume du foie.

ad 6) Dans le cadre de l'écoconditionnalité de toutes les primes agricoles liées à la surface, les agriculteurs sont obligés de lutter contre la prolifération d'une série de plantes indésirables, dont le séneçon de Jacob. Les agriculteurs ont à disposition une sé-

rie d'outils chimiques et mécaniques pour freiner l'évolution de cette plante au sein des parcelles agricoles. Comme le cadre des programmes volontaires d'extensification et plus précisément dans le cadre des régimes d'aides en faveur de la biodiversité avec délais de fauche tardifs une lutte chimique n'est pas autorisée, l'agriculteur devra faire recours à des instruments de lutte mécanique. Il est très important de bien pouvoir identifier cette plante et d'agir le plus vite possible pour éviter la prolifération. Afin de sensibiliser les agriculteurs, un guide a été établi et diffusé aux agriculteurs et conseillers agricoles : <https://environnement.public.lu/fr/support/recherche.html?q=kreuzkraut>

Dans le guide « Extensivierung des Unterhaltes der Grünflächen entlang der Straßen » (extensification de l'entretien des espaces verts le long des routes) élaboré par l'Administration des ponts et chaussées (APC) en coopération avec l'Administration de la nature et des forêts (ANF), un fauchage adapté en cas de présence accrue de séneçons de Jacob a déjà été mentionné.

En 2018, un groupe de travail, traitant le problème du séneçon de Jacob, représenté par l'ANF, l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA), l'Administration des services vétérinaires (ASV), l'APC, le Syndicat intercommunal pour la conservation de la nature (SICONA) et le Musée national d'histoire naturelle Luxembourg (MNHNL) a été déterminé.

À la demande du groupe de travail, une analyse SIG a été réalisée, montrant les intersections entre les prairies/pâturages extensifs (contrats de biodiversité ou zones de zéro fertilisation/MAE) et les bords de route (tampon de 55 m, rayon potentiel de dispersion des graines de la plante). La carte montre la superficie des parcelles situées dans cette zone tampon par rapport à la route et donc le risque potentiel de propagation de la plante sur les terres agricoles.

Le réseau routier luxembourgeois compte environ 2.900 km, dont 120 km se situent le long de terres agricoles grevées d'un sous-contrat de protection de la nature, ce qui représente un pourcentage de 4,1 %. Il en résulte que 1.330,20 ha de terres agricoles sont potentiellement à risque. Toutefois, il a été retenu qu'un procédé sélectif en fonction des résultats des cartes s'avère peu utile (vu la dispersion et la faible dimension des tronçons routiers concernés).

Néanmoins, les zones connues et signalées à l'APC sont fauchées de manière ciblée et efficace pour obtenir l'effet souhaité. Afin de faciliter l'identification de la plante par les agents de l'APC, en vue de détecter des peuplements plus importants et d'organiser le fauchage nécessaire, un dépliant auto-explicatif, contenant les informations nécessaires (caractéristiques d'identification, période de floraison, contre-mesures, contact via une adresse e-mail prévue à cet effet, etc.) a été élaboré.

**Question 4589** (01.07.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **vente de produits sur les réseaux sociaux** :

Den Handel iwwert d'sozial Medien hëlt ëmmer méi grouss Enverguren un. Duerch Annoncen an och Livestreams gi mëttelweil grouss Mengen u Wuere verkaaft. Ee kloer gesetzleche Kader, wéi een als Privatpersoun dëst Akommes muss deklaréieren, schéngt et awer nach net ze ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen an Aarbecht dës Froe stellen:

1. Muss eng Privatpersoun d'Akommes aus Venten op soziale Medie bei der Steierverwaltung uginn? Falls jo, ab wéi engem Montant?

2. Ab wéi engem Montant brauch eng Privatpersoun eng Autorisation d'établissement?

3. Gesäit de Ministère d'Gefor, dass Betriber ënnert dem Numm vu Privatpersounen Wuere op de soziale Medie kënnen verkafen, fir esou eng Besteuerung ze ëmgoen?

**Réponse** (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Den honorablen Deputéierte freet als éischt, wéi eng Privatpersoun d'Akommes aus dem Verkauf vu Wuere op de soziale Medie bei der Steierverwaltung deklaréiere muss.

Fir de Verkauf vu Wuere iwwert déi sozial Reseau gëllen am Beräich vun den direkte Steieren déi selwecht steierlech Reegele wéi bei anere private Verkeef, déi net iwwert déi sozial Reseau stattfanden.

De Verkauf vu Wuere, déi sech am Privatverméige vun engem Steierpflichtige befannen an am Virfeld vum Verkauf vun him gebraucht gi sinn, féiere reegelméisseg zu Perten, well den Akafspräis generell méi héich ass ewéi de Verkaufspräis. Steierlech gëtt an deem Fall och just vun engem steierbare Revenu



geschwat, wann tëscht Kaf a Verkaf sechs Méint oder manner leien. Wann d'Zomm vun deene steierbare Revenuen negativ ass, dann ass eng Kompensatioun mat anere Revenuskategorien ausgeschloss. Wann d'Zomm positiv ass an awer ënnert 500 Euro géif leien, dann ass de Revenu steierfräi.

Wann d'Venté vun enger natierlecher Persoun an de soziale Medien awer d'Envergure vun engem Gewerbebetrieb kréien, also wann déi Aktivitéit d'Critère vun der Onafhängegkeet, Gewinnerzielungsabsicht, Nohaltegkeet a Bedeegung um allgemeine wirtschaftleche Verkéier aus dem Artikel 14 vum Akommessteiergesetz erfëllt, dann applizéiere sech natierlech déi allgemenggültig Reegelen, déi d'Bestëmmung vum „bénéfice commercial“ betreffen.

D'Noutwendegkeet vun enger Autorisation d'établissement ass net un d'Héicht vum Akommes, deen duerch eng kommerziell Aktivitéit entsteet, gebonnen. Eng Privatpersoun muss eng Autorisation d'établissement ufroen, wa si op eng repetitiv Aart a Weis enger kommerzieller Aktivitéit noheet. Eng Privatpersoun, déi reegelméisseg op de soziale Medien Wuere verkeeft, brauch deemno eng Autorisation d'établissement, onafhängeg vun der Héicht vun hirem doduerch generéierten Akommes.

Betreffend dem honorablen Deputéierte seng lescht Fro gëtt de „bénéfice commercial“ vu Betriber, déi vun enger natierlecher Persoun exploitéiert ginn, bestëmmt opgrond vu sämtlechen Operatiounen, déi déi Persoun am Kader vun hirem Aktivitéit mécht. An deem Sënn gehéieren d'Beneficer, déi eng natierlech Persoun duerch de Verkaf vu Wueren an de soziale Medien realiséiert, och zum Benefice vun hirem Betrib.

#### Question 4590 (01.07.2021) de M. André Bauler et Mme Carole Hartmann (DP) concernant les préparations pour une nouvelle vague d'infections Covid-19 :

En raison de sa forte infectiosité, le variant Delta de la Covid-19 est de plus en plus répandue en Europe. Au Luxembourg, cet variant représente déjà un tiers des nouvelles infections.

En France, l'Institut Pasteur met également en garde contre le risque d'une quatrième vague d'infections en automne. L'évolution de la pandémie dépendra des mesures prises et de la campagne de vaccination.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre comment évalue-t-elle le risque que nous devrions à nouveau prendre des mesures plus strictes en automne pour éviter un lockdown ?

2) Madame la Ministre sur quelles données fonde-t-elle son évaluation ?

3) Y a-t-il actuellement des plans en préparation afin d'être en mesure d'agir de manière appropriée en cas d'une nouvelle vague d'infections en automne ?

Réponse commune (05.08.2021) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé, et de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État :

ad 1) Il est trop tôt pour se prononcer avec certitude sur l'évolution de la situation pendant les mois à venir et sur les restrictions à appliquer en automne à partir des données disponibles aujourd'hui.

L'évolution de la situation épidémiologique fait l'objet d'un monitoring systématique et journalier sur base d'une série d'indicateurs clés précis qui sont repris dans une plateforme dédiée mise en place parmi les premières mesures en début de crise. La Cellule de crise effectue par ailleurs une analyse détaillée de ces différents indicateurs lors de sa réunion hebdomadaire et propose, sur base de cette analyse, des mesures et actions aux décideurs.

ad 2) L'évaluation se fait sur base d'un faisceau d'indicateurs, notamment le nombre de nouvelles infections, le taux d'incidence, le taux de positivité, le taux de reproduction, le taux d'occupation des lits hospitaliers (soins normaux et soins intensifs), l'impact sur la prise en charge extrahospitalière, l'activité du contact tracing, les tranches d'âges des personnes nouvellement infectées et des personnes hospitalisées, les décès, la situation dans les maisons de soins, le taux de vaccination, l'évolution des variants, la présence du virus dans les eaux usées et la situation dans les autres pays, notamment les pays voisins.

ad 3) Comme depuis le début de cette crise sanitaire, l'action du Gouvernement repose sur un système de monitoring et une gouvernance solide, capable de fonctionner en permanence et de rassembler un ensemble de compétences et d'acteurs indispensables pour assurer un cadre clair et précis pour maîtriser la crise dans toutes ses dimensions.

La stratégie de lutte contre la Covid-19 repose sur une évaluation permanente du risque épidémiologique fondée sur une série d'indicateurs de risque

tels que repris ci-dessus et qui permettent une réactivité et une flexibilité à tout moment. L'objectif principal de ces indicateurs est de faciliter l'anticipation, voire d'éviter de nouvelles vagues d'infections et, dans l'hypothèse où une nouvelle vague survient malgré tout, de la contrôler le plus rapidement et le plus efficacement possible.

Le cadre de référence pour l'évaluation des risques se base tant sur les acquis scientifiques les plus récents que sur l'expérience acquise pendant les vagues précédentes, sur les étapes successives de déconfinement et sur la progression de l'épidémie au cours des derniers mois.

#### Question 4591 (01.07.2021) de Mme Francine Cloeser (LSAP) concernant l'organisation scolaire :

Direkt nom éischte Lockdown am Fréijoer 2020 gouf decidéiert, d'Schouljoer 2019/2020 net méi an Trimester, mee a Semester ze organiséieren. Dëst sollt den Drock aus der Schoul huelen, ë. a. d'Zuel vu Prüfungen reduzéieren; villméi sollten d'Léierreckstänn opgeschafft ginn, déi während dem Homeschooling entstanen sinn.

Och d'Schouljoer 2020/2021 ass fir sämtlech Klassen am Enseignement secondaire a Semester organiséiert ginn.

An deem Zesammenhang well ech dem Här Educationminister dës Froe stellen:

- Wéi ee Bilan zitt de Minister vun der Schoulorganisatioun a Semesteren? Wéi ass de Feedback vun de Verrieder vu Léierpersonal, Schüler an Elteren?

- Gëtt och d'Schouljoer 2021/2022 a Semester ofgehalen? Wa jo, gëllt dat da just fir den Enseignement secondaire oder och fir den Enseignement fondamental? Wat bedeit dat konkret fir déi concernéiert Acteuren?

- Envisagéiert de Minister, laangfristeg ganz op eng Organisatioun a Semesteren ze wiesselen? Wa jo, wat wieren d'Avantagë fir de Schoulunterricht?

Réponse (18.08.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

D'Schoulorganisatioun a Semesteren ass am Kader vun der sanitärer Kris agefouert ginn, notament mam Zil, de Schoulstress ze reduzéieren. Aus deem Grund ass de Semesterrhythmus och vu sämtleche Schoulpartner allgemeng begréisst ginn. Et gouf vereenzelt Réckfroen oder Onsécherheeten zu der Zuel an der Verdeelung vun de Klassenarbeitschen, soudatt dese Punkt nach eng Kéier präziséiert ginn ass.

Och d'Schouljoer 2021/2022 wäert no Semesteren organiséiert ginn, dëst mat Ausnam vun der „voie de préparation“, wou d'Schoule selwer kënnen decidéieren, ob si no engem Trimester- oder Semesterrhythmus wëlle funktionéieren. Den Enseignement fondamental allerdéngs wäert och weiderhin no Trimesteren organiséiert ginn.

Op verschidde Klassen a vereenzelte Schoulen ass d'Organisatioun no Semesteren elo schonns d'Reegel. Zudeem soll am Laf vum nächste Joer am Kader vun enger breet ugeluechter Consultatioun mat alle Schoulpartner de Sujet vun der Schoulorganisatioun no Trimesteren oder no Semesteren nach eng Kéier thematiséiert ginn; eréischt da fällt d'Decisioun, wéi et mat der zukünftiger Schoulorganisatioun allgemeng weidergeet.

#### Question 4596 (01.07.2021) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la loi relative à l'organisation du marché de l'électricité :

Den Artikel 2 (8) vum ofgeännerte Gesetz vum 1. August 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité gesäit folgend Prozedur vir am Fall, wou ee Client seng Rechnunge bei sengem Stromfournisseur net bezilt,

« (a) En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours à partir de la date d'échéance d'une facture, un rappel est envoyé au client par le fournisseur ;

(b) En cas de non-paiement dans un délai de 15 jours à partir de la date d'envoi du rappel visé sous a), le fournisseur informe par écrit le client en défaut de paiement de son intention de le faire déconnecter après 30 jours et lui fournit au même moment toute information utile dont au moins les coordonnées de l'office social compétent en fonction de sa résidence auquel il peut s'adresser pour pouvoir recevoir l'aide prévue par la législation afférente.

Une copie de l'information par laquelle le fournisseur informe le client défaillant de son intention de le faire déconnecter après 30 jours est communiquée parallèlement par le fournisseur à l'office social compétent en fonction de la résidence du client défaillant. Après le prédit délai, le gestionnaire de

réseau concerné déconnecte, sur mandat écrit du fournisseur, le client en défaut de paiement ; [...] »

Et kann ëmmer mol geschéien, dass een eng Rechnung iwwersäit oder vergësst, se ze bezuelen. Dëst kann aus ganz verschidde Grënn passéieren. Zum Beispill, wann eng Persoun ee Mount an d'Vakanz fiert a kee Bankmandat un de Fournisseur ausgestellt huet.

Allerdéngs sinn an esou Fäll déi am Gesetz genannten Delaien ze kuerz, fir als Client kënnen virum zweete Rappel ze reagéieren. Do kann ee gäre mol als Client erféieren, wann ee bei sengem Retour schon den zweete Rappel mat der Menace vun der Ofschaltung a senger Bréifkëscht fënnt, ouni mol d'Chance gehat ze hunn, d'Rechnung ze gesinn.

D'Dispositioun, déi nach aus dem Originalgesetz vum 2007 staamt an och mat der leschter Gesetzesännerung onverännert bliwwen ass, gouf als Moosnam festgeluecht, fir vulnerabele Clienten net direkt mussen de Strom ofzekappen, wéi aus dem Rapport vum Gesetzesprojet 5605 erauszuelen ass. Zanterhier hunn sech am Beräich vum Dateschutz awer eng Villzuel u Reegelen verännert, wat dann d'Fro opwerft, ob dës Dispositioun nach am Aklang mat den neie Prinzippe vum Dateschutz ass. D'Fro dierf gestallt ginn, ob et hautdesdaags net dem Client selwer misst iwwerlooss sinn, sech an Noutsituatiounen u säin Office social ze wenden, amplaz seng Donnéeë vum Stromfournisseur un eng Drëttpartei weiderzerechen. Et steet heibäi ausser Fro, dass d'Energiearmut muss verhënnert ginn, allerdéngs dierf een anerersäits d'Prinzippe vum Dateschutz net ausser Uecht loossen.

Am Gesetz ass och net präziséiert, dass d'Rappeler musse per Recommandé verschéckt ginn. Esou kann et ganz gutt sinn, dass den éischte Rappel ni beim Betreffenen ukënnst an dem Client seng Donnéeën zu Onrecht un den Office social weidergeleet ginn.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien, Famill an Integratioun an Energie dës Froe stellen:

1. Ass d'Prozedur, wéi se aus dem uewe genannte Gesetz zitéiert ass, konform mat den haitegen Dispositiounen vum Dateschutz (GDPR an Dateschutzgesetz)?

2. Wéi oft ginn d'Sozialbüroen am Duerchschnitt pro Joer a Kopie vun engem zweete Rappel gesat?

3. Wéi oft krute Clienten an der Zäitperiod 2017 bis 2020 de Strom ofgeschnidden?

4. Existéieren, ausser engem Accord à l'amiable oder enger gerichtlecher Decisioun, nach aner Méiglechkeeten, wou ee Client bewiese kann, dass hien d'Rappeler vum Fournisseur ni zougestallt krut? Wier et net opportun, dass d'Fournisseure systematesch géifen den zweete Rappel per Recommandé verschécken?

5. D'Gesetz vum 2007 ass schonns e puer Mol geännert ginn a wierkt duerch déi vill Textännerungen zimmlech oniwiersichtlech. Eng konsolidéiert Versioun vum Gesetz ass weeder op Legilux nach um Site vum ILR, nach um Site vum Energieministère ze fannen. Wäert den Energieministère eng konsolidéiert Versioun vum Gesetz online setzen?

Réponse commune (09.08.2021) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie, de M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias, et de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

ad 1. Dat generell Dateschutzreglement (RGPD) gesäit - wéi d'Virgängerdirektiv an dat viregt Lëtzebuerger Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 - vir, dass perséinlech Donnéeën dierfe veraarbecht ginn, falls dëst néideg ass fir d'Erfüllung vun enger rechtlecher Verflichtung, där de Responsable du traitement ënnerläit.

An der Optik vum Schutz vun Endverbraucher an enger prekärer Situatioun, dee vun den europäeschen Texter virgeschriwwen ass, gëtt de Fournisseur duerch d'Gesetz vum 1. August 2007 „relative à l'organisation du marché d'électricité“ ausdrécklech dozou verflicht, dem zoustännege Sozialbüro eng Kopie vum zweete Rappel zoukommen ze loossen, duerch déi de Client „en défaut de paiement“ iwwert d'Intentioun d'Verbinding zum Stromreseau ze trennen, a Kenntnis gesat gëtt.

D'Transmissioun vun Informatiounen un den zoustännege Sozialbüro an déi domat verbonnen Dateveraarbechtung duerch de Fournisseur ass deemno néideg, fir d'Erfüllung vun enger rechtlecher Verflichtung, där de Fournisseur ënnerläit (Artikel 6, Paragraf 1, Punkt c) vum RGPD).

ad 2. Aus dem Rapport d'activités 2019 vum „Institut luxembourgeois de régulation“ (ILR) geet ervir, dass am Duerchschnitt vun de Joren 2016-2019 8.000-mol am Joer eng Informatioun iwwert den zweete Rappel un den Office social geschéckt ginn ass. Déi genau Zuele sinn an der Tabell heidrënner zesummegefaasst. Fir d'Joer 2020 sinn nach keng Donnéeë publizéiert.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3. Aus dem selwechte Rapport vum ILR geet ervir, dass 2017 883-mol de Strom wéinst Netbezuete vun enger Rechnung ofgeschalt ginn ass, 2018 836-mol, an 2019 923-mol. Bei dësen Zuelen handelt et sech ëm d'Fall vum Ofschaltungen. Et ass méiglech, dass et fir ee selwechte Client zu méi wéi enger Ofschaltung komm ass.

ad 4. Wéi fir all Clientsreklamatioun am Stromsektor gëtt et, am Fall wou am Kader vum Fournisseur senger Reklamatiounsprozedur keng Léisung am Gudde fonnt ginn ass, eng Méiglechkeet, beim ILR eng Mediationsprozedur ze entaméieren. An esou enger Prozedur këinten a Presenz vum Mediateur Froen, wéi déi net erfollegt Zoustellung vun engem Rappel, geléist ginn.

Déi gesetzlech Prozedur gesäit vir, dass de Client fréistens dräi Méint no der éischter Rechnung kann ofgeschalt ginn, a gëtt domat genuch Zäit, fir eventuell Onkloerheeten, zum Beispill iwwert de Wee vun esou enger Mediation, ze klären, oder och fir Fall ofzedecken, wou e Client länger Zäit net do ass.

Effektiv ass et esou, dass an der Reegel den Délai de paiement vun de Rechnungen ee Mount ass. Den éischte Rappel gëtt fréistens zwou Wochen no der Echeance vun dësem Delai geschéckt. Den zweete Rappel gëtt dann zwou Wochen dono geschéckt, an de Client kann eréischt ee Mount no dësem Rappel ofgeschalt ginn.

Et ass de Ministère net bekannt, dass d'Reception vun engem Rappel an der Vergaangenheet zu gréisserer Problemer gefouert huet, sou dass et net néideg schéngt, d'Fournisseure gesetzlech ze obligéieren, den zweete Rappel per Recommandé ze verschécken.

ad 5. Eng konsolidéiert Versioun vum Stromgesetz ass um Internetsite vum ILR<sup>11</sup> ze fannen.

#### Question 4597 (01.07.2021) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant la liaison aérienne directe entre Luxembourg et Moscou :

Déi russesch Fluchgesellschaft S7 Airlines (S7) baut hiert Netz vun Direktverbindungen mat europäeschen Destinatiounen aus. Dofir ass et net ganz verwonnerlech, dass den Dmitry Lobanov an engem rezenten Interview mat Radio Ara duerchblécke gelooss huet, dass et zu engem Accord tëscht Luxair an S7 komm wier, wat eng Direktverbindung tëscht Moskau a Lëtzebuerg ugeet, eng Optioun, iwwer déi schonns säit Joren diskutéiert gëtt.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Transportminister an un den Här Bausseminister:

1. Kënnen d'Häre Ministere confirméieren, dass et zu dësem Accord tëscht Luxair an S7 komm ass?

2. Wann dat de Fall ass, kënnen d'Häre Ministere präziséieren, wéini dës Direktverbindung tëscht Moskau a Lëtzebuerg operativ wäert sinn?

3. Wat bedeit dësen Accord fir déi Lëtzebuerger Konsulater a Russland? Ginn déi eventuell personell verstärkt?

4. Ass scho gewosst, wat fir ee Moskauer Flughafen dës Verbindung ubidde wäert? Sinn nach aner Destinatiounen a Russland oder an anere Länner vu Lëtzebuerg aus mat S7 geplangt?

5. Wéi steet d'Regierung generell zu engem Ausbau vun den Direktflücht tëscht Russland a Lëtzebuerg am Kontext vun der Sanktiounspolitik vun der EU?

Réponse commune (04.08.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :

Et gëtt keen Accord tëscht Luxair an S7 iwwert eng Direktverbindung tëscht Lëtzebuerg a Moskau.

Luxair huet mat der russescher Kompanie Kontakt opgeholl, mee eng Analys vum aktuelle Marché an och d'Aussichte fir d'nächst Joer schéngen ze weisen, dass et am Moment keng Demande gëtt, déi duer géng, fir eng rentabel Verbindung opzebauen.

Fluchverbindungen ginn an éischter Hésiicht aus kommerziellen Iwwerleegungen hiigestallt, wa sech fir eng Fluchkompanie ee rentabele Marché ubitt, fir gewëssen Destinatiounen ze fléien.

Et wier mat der EU-Sanktiounspolitik aktuell net verbueden, mat Russland eventuell esou Verbindungen opzebauen, grad esou wéi aner wirtschaftlech Aktivitéit mat russesche Betriber och am Moment weder funktionéieren.

De Passagéiertransport tëscht béide Länner ass iwwert e bilaterale Accord gereegelt.

<sup>11</sup> <https://web.ilr.lu/FR/Professionnels/Electricite/Commun/Legislation>



**Question 4599** (01.07.2021) de **M. Jean-Paul Schaaf** (CSV) concernant l'aménagement du pôle multimodal sur le site de la gare d'Ettelbruck :

Dans le contexte du programme gouvernemental pour l'aménagement du Pôle multimodal sur le site de la gare d'Ettelbruck, il est prévu de démolir le bâtiment voyageur actuel, datant de 1862 et souvent mis en avant-plan comme symbole de son temps et de l'émergence du transport public assortie du développement économique qui se faisait aux alentours directs des gares du pays.

Le bâtiment voyageur n'est pas protégé et sa démolition fait partie intégrante de la loi du 23 décembre 2014 relative à la réalisation du Pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck. La question de la protection du bâtiment en son site actuel ne se pose donc plus. Le propriétaire, le Fonds du rail, a demandé l'autorisation pour sa démolition pour septembre/octobre 2021.

Au vu de sa disparition et de sa valeur architecturale et urbaine, plusieurs organisations de protection du patrimoine ont adressé des propositions chiffrées à Madame la Ministre de la Culture pour assurer la conservation de la bâtisse par une reconstruction à un autre endroit.

Le conseil communal de la Ville d'Ettelbruck avait adressé une motion au Gouvernement, adoptée à l'unanimité le 1<sup>er</sup> juillet 2019 afin que les éléments marquants essentiels soient intégrés dans le projet du nouveau bâtiment voyageur à construire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de la Culture :

1) Les ministres ont-ils connaissance du coût pour le démontage du bâtiment voyageur, selon les règles de l'art par une entreprise spécialisée, et permettant sa conservation en vue d'une reconstruction ultérieure ? Quel est ce montant ?

2) Les ministres ont-ils des projets pour une conservation durable du matériel ferroviaire existant et mis en valeur par le Service national des sites et monuments nationaux ?

3) Les ministres sont-ils favorables à la création future d'un endroit approprié, ouvert au public, pour la conservation du patrimoine ferroviaire ?

4) Le cas échéant, d'aucuns estiment que la conservation du bâtiment voyageur démonté de la gare d'Ettelbruck constitue une chance unique pour relever une future valorisation du patrimoine ferroviaire historique. Les ministres partagent-ils cette vue ?

5) Au cas où les ministres se prononcent contre la conservation de la bâtisse après son démontage, voient-ils une possibilité d'intégrer une partie du bâtiment voyageur actuel dans le gabarit futur du nouveau bâtiment - un défi architectural de symbiose entre le passé et la projection vers le futur ?

6) Le cas échéant, Monsieur le Ministre est-il disposé à imposer aux architectes d'intégrer une partie du bâtiment actuel dans le nouveau bâtiment voyageur ?

**Réponse commune** (23.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

ad 1) En ce qui concerne le volet structurel dans le contexte de la démolition prochaine du Bâtiment Voyageurs (BV) de la gare d'Ettelbruck, il est à noter qu'il n'est pas prévu de démonter le BV de façon à permettre sa conservation en vue d'une reconstruction ultérieure. En effet, il est prévu de déconstruire le bâtiment par type d'éléments (équipements, métaux, bois, pierres, etc.) afin de pouvoir garantir un recyclage par type de matière. Quant au coût pour la démolition et le recyclage par type de matière, celui-ci a été estimé en 2014 au moment de l'élaboration du projet de loi pour le présent projet à 100.000 euros (indexé au coût de la construction). Le montant définitif des travaux n'est actuellement pas encore connu, les appels d'offres étant encore en cours de préparation.

ad 2) + 3) Des réflexions préliminaires quant à la conservation durable et à l'exposition au grand public du matériel ferroviaire roulant historique qui fait partie intégrante de la propriété de l'État ont été menées, mais se trouvent actuellement au stade de pure réflexion.

ad 4) La conservation d'un bâtiment ferroviaire peut, dans des cas précis, effectivement constituer une possibilité de valorisation du patrimoine ferroviaire. Cependant, il y a lieu de souligner que dans le cadre des projets d'infrastructure, la démolition d'un BV p. ex. n'est envisagée que si le maintien de celui-ci empêcherait le développement souhaité de notre mobilité dont le système ferroviaire constitue une partie importante. Tel est notamment le cas pour le BV de la gare d'Ettelbruck pour lequel aucune variante satisfaisante n'a pu être esquissée permettant son maintien compte tenu de la nécessité de la mise en souterrain de la route nationale N7.

ad 5) Il n'est pas prévu de récupérer un élément précis du bâtiment existant si ce n'est la structure portante de la marquise attenant au bâtiment et couvrant une partie du quai I. Ces éléments seront déposés soigneusement et trouveront une nouvelle affectation sur le site du Train 1900 à Pétange.

ad 6) Il n'est pas prévu de maintenir des parties du bâtiment existant. Le nouveau pôle d'échange multimodal devra offrir des locaux modernes et attractifs tout en y intégrant des espaces d'attente ainsi qu'un espace d'accueil pour les clients du transport public. En outre, il est prévu d'y héberger également un commissariat de police adapté aux besoins actuels.

**Question 4600** (02.07.2021) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant le contrôle des mesures sanitaires applicables pour tout déplacement depuis le Royaume-Uni :

Vu la propagation du variant appelé delta dont la transmissibilité semble augmentée, des mesures sanitaires plus strictes s'appliquent actuellement à toute personne ayant séjourné au Royaume-Uni dans les 14 jours précédant son arrivée sur le territoire luxembourgeois. En effet, indépendamment de son moyen de transport, elle doit se soumettre dans les plus brefs délais à un test Covid-19 et ensuite se mettre en quarantaine stricte pendant sept jours avec l'obligation de se soumettre à un deuxième test à partir du sixième jour de quarantaine. Elle est dans l'obligation de déclarer sa présence à l'Inspection sanitaire qui assure un suivi et un traçage renforcé. Si la personne arrive par voie aérienne au Luxembourg, le test sera pratiqué, à titre gratuit, au centre de test Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg.

Or, selon un article paru dans la presse luxembourgeoise, peu de voyageurs en provenance du Royaume-Uni se soumettraient au test à leur arrivée à l'Aéroport de Luxembourg ainsi qu'à la quarantaine obligatoire. Les contrôles de la part des autorités sanitaires luxembourgeoises ne seraient que ponctuels. Au Royaume-Uni, en revanche, la surveillance du respect des règles sanitaires des personnes revenant de pays figurant sur la liste Amber par les autorités locales serait beaucoup plus systématique.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

1) Madame la Ministre peut-elle confirmer que seulement peu de voyageurs en provenance du Royaume-Uni se soumettent aux mesures sanitaires plus strictes en raison de la propagation du variant appelé delta ?

2) Madame la Ministre, peut-elle confirmer que le contrôle de ces mesures sanitaires par les autorités luxembourgeoises ne sont pas systématiques ?

3) Dans l'affirmative, Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faudrait renforcer l'application de ces règles par ces voyageurs, afin d'enrayer la propagation du variant delta sur notre territoire ?

4) Dans l'affirmative, ne serait-il pas envisageable que les unités de traçage de l'Inspection sanitaire s'impliquent d'une manière plus proactive dans cette mission ?

**Réponse** (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Le Ministère de la Santé ne dispose pas d'un moyen de contrôler si le nombre de ces déclarations est exhaustif, dans la mesure où le système se base sur l'autodéclaration des personnes ayant séjourné au Royaume-Uni au cours des 14 jours précédant leur arrivée sur le territoire luxembourgeois.

Entre le 13 juin et le 31 juillet 2021, 603 personnes ayant séjourné au Royaume-Uni au cours des 14 jours précédant cette période ont déclaré leur présence à l'Inspection sanitaire ; toutes ces personnes ont reçu une ordonnance de quarantaine ainsi qu'une ordonnance de test de détection par amplification de l'ARN viral du Sars-CoV-2 (méthodes PCR, TMA ou LAMP), qui sont à réaliser à partir du sixième jour. Le contrôle du respect de la quarantaine n'a pas été systématique.

La circulation du variant delta au cours des dernières semaines étant devenue majoritaire au sein de la population nationale, le maintien des dispositions sanitaires applicables aux personnes en provenance du Royaume-Uni n'était plus justifié ; en conséquence, les obligations de test à l'arrivée, de déclaration de sa présence à l'Inspection sanitaire, de quarantaine stricte pendant sept jours avec la réalisation d'un test PCR au sixième jour de la quarantaine ne sont plus applicables depuis le 1<sup>er</sup> août.

**Question 4601** (02.07.2021) de **Mme Diane Aehm** et **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant les statistiques relatives à certains types d'infractions :

Après l'attaque à l'arme blanche à Wurtzbourg en Allemagne ayant fait plusieurs morts et des bles-

sés graves, les autorités ne peuvent exclure que celle-ci ait été motivée par la haine des femmes.

Nous notons dans ce contexte que le groupe politique « Bündnis 90/Die Grünen » a déposé fin 2020 au Parlement allemand une demande aux fins de mieux cerner et de combattre plus efficacement les crimes de haine et autres formes de violence à l'égard des femmes. Les députés demandent à cet égard que les actes de violence à l'égard des femmes soient comptabilisés dans une sous-catégorie d'infractions à connotation politique.

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Le Gouvernement dispose-t-il de matériel statistique en rapport avec des infractions à connotation politique ? Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir les détails par sous-catégorie (i. e. par référence à un article précis du Code pénal) ?

2) Le Gouvernement dispose-t-il de statistiques en relation avec des infractions commises sur des femmes et qui sont motivées par la haine des femmes ?

2.1) Dans l'affirmative, Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous fournir plus de précisions à cet égard ? Madame et Monsieur les Ministres sont-ils d'avis qu'il faille ranger cette dernière catégorie d'infractions parmi les infractions à connotation politique ?

2.2) À supposer que le gouvernement ne dispose pas des statistiques en question, Madame et Monsieur les Ministres seraient-ils enclins à demander aux autorités policières et judiciaires de répertorier spécifiquement les infractions mues par la haine des femmes ? À défaut, quelles en sont les raisons ?

**Réponse commune** (02.08.2021) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) De manière générale, il est renvoyé à la question parlementaire n° 3912 qui avait adressé la problématique des infractions à caractère antisémite et leur classification à des fins statistiques. À l'instar des infractions à caractère antisémite, les infractions à connotation politique ne sont pas répertoriées en tant que telles, car elles relèvent de l'article 454 du Code pénal qui vise, indistinctement, les différentes manifestations de discrimination qui y sont énumérées, à savoir celles fondées sur l'origine, la couleur de peau, le sexe, l'orientation sexuelle, le changement de sexe, l'identité de genre, la situation de famille, l'âge, l'état de santé, le handicap, les mœurs, les opinions politiques ou philosophiques, les activités syndicales, l'appartenance ou la non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie, une nation, une race ou une religion déterminée.

Il s'y ajoute que d'autres délits (par exemple coups et blessures involontaires, blessures, etc.) peuvent également revêtir une motivation politique ou toute autre motivation visée à l'article 454 du Code pénal sans que celle-ci ne soit spécifiquement connue ou classifiée à des fins statistiques.

Ainsi, ni le Parquet ni la Police grand-ducale ne sont en mesure de fournir des statistiques détaillées sur demande sur des sujets spécifiques à connotation politique, tels que visés dans la question des honorables Députés.

ad 2) Il est renvoyé aux développements faits plus en avant au sujet des infractions à caractère politique ou antisémite. Les mêmes explications s'appliquent aux infractions commises en raison d'un mobile haineux à l'égard des femmes.

Ainsi, ni le parquet ni la Police ne détiennent de statistiques en relation avec des infractions commises sur des femmes et qui sont motivées par la haine des femmes.

ad 2.1) Il est rappelé, à ce titre, qu'il appartient au ministère public, en déclenchant les poursuites, de donner la qualification officielle de l'infraction au sujet de laquelle les poursuites sont engagées. Selon le principe constitutionnel de la séparation des trois pouvoirs, cette prérogative relève donc du pouvoir judiciaire et non pas du pouvoir exécutif.

ad 2.2) Il est renvoyé aux développements faits plus en avant à ce titre, à savoir que les infractions mues par la haine, que ce soit en raison du sexe ou de toute autre caractéristique énumérée à l'article 454 du Code pénal ne sont pas répertoriées en tant que telles.

Néanmoins, il y a lieu de relever que l'article III de la loi modifiée du 8 septembre 2003 sur la violence domestique prévoit l'établissement annuel de statistiques ventilées par sexe et relation entre auteur et victime, sur le nombre de plaintes et condamnations pour les infractions visées aux articles 393 à 396 du Code pénal (homicide/ assassinat/ parricide/infanticide) ainsi qu'aux articles 330-1, 377 et 409 du Code pénal.

Ainsi, ces statistiques sont publiées en partie chaque année dans le rapport au Gouvernement du

Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence domestique ainsi que cette question a été traitée dans le cadre de la question parlementaire n° 1602 à laquelle il est renvoyé pour le surplus.

**Question 4604** (02.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Claude Haagen** (LSAP) concernant les moratoires sur les crédits :

Lors du premier confinement, les établissements de crédit luxembourgeois ont accordé un moratoire pouvant aller jusqu'à six mois de report d'échéances sur quelque 18.000 crédits. Ces moratoires ont progressivement touché à leur fin au cours du 3<sup>e</sup> trimestre 2020. Or, la crise sanitaire du Covid-19 continue de provoquer des séquelles aux dépens de nombreux acteurs économiques.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances quel est l'impact à l'heure actuelle de la crise du Covid-19 sur les délais de remboursement des crédits bancaires au Luxembourg.

- Comment les établissements de crédit réagissent-ils actuellement à la demande en faveur d'un délai de remboursement de la part de leurs clients ?

- Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il d'entrer en contact avec le secteur bancaire en vue d'une reconduction des moratoires sur les crédits ?

**Réponse** (25.08.2021) de **M. Pierre Gramagna**, *Ministre des Finances* :

Sur base des dernières informations disponibles, il apparaît que le ratio des prêts aux particuliers présentant un retard de paiement se situait, à fin mars 2021, pour les banques luxembourgeoises actives sur le marché domestique, à 1,5 % de leur encours. Tout comme pour les prêts présentant un retard de paiement, le niveau des encours de crédits faisant l'objet d'une restructuration est également resté relativement stable depuis septembre 2020, dans un contexte où le volume total des moratoires sur les prêts n'a cessé de décroître.

En ce qui concerne le traitement de demandes en faveur d'un délai de remboursement émanant de la part de leurs clients (« moratoire individuel ») par les banques, celui-ci relève de la politique commerciale de chacune des banques concernées et ne fait pas l'objet d'un traitement statistique consolidé.

Par ailleurs, au regard de l'ampleur de la reprise économique d'une part, et de la reconduction des aides directes pour soutenir les secteurs économiques les plus touchés par la crise sanitaire d'autre part, il ne semble à ce stade pas opportun de poursuivre activement des discussions avec les acteurs bancaires de la place financière luxembourgeoise en vue de la réintroduction d'un « moratoire de place » sur les crédits. Dans ce cadre, il convient également de relever que l'Autorité bancaire européenne ne prévoit dorénavant plus l'application d'un régime prudentiel préférentiel pour les moratoires liés à la crise Covid-19.

**Question 4605** (02.07.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la limite des trajets du service Adapto :

Säit dem 1. Mäerz 2020 ass den Adaptoservice gratis. Ech hunn de Ministère schonn a verschidene parlamentaresche Froen op d'Situation vu ville Persounen opmierksam gemaach, déi aktuell net méi kënnen op eng Adaptokaart zeréckgräifen, well mat der Gratuitéit och d'Krittären, fir eng Kaart kënnen ze kréien, geännert hunn. Mee och Persounen, déi eng Kaart accordéiert kruten, kënnen dëse Service net onbegrenzt notzen. Laut guichet. lu sinn d'Faarten op 360 Trajete pro Joer limitéiert.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Handelt et sech bei dësen 360 Trajeten ëm eenzel Faarten oder sinn se als Aller-retouren ze verstoen? Falls et sech ëm 360 eenzel Faarten (also 180 Aller-retouren) handelt, kann de Minister d'Grënn fir dës Limitatioun erlären?

2. Ginn dës 360 Trajeten pro Joer dem Minister no duer, fir als Persoun mat Handicap esou um gesellschaftleche Liewe kënnen deelzehuele wéi Persounen, déi keen Handicap hunn?

3. Mat wéi engem Käschtpunkt wier eng Hausse vun der maximaler Unzuel u Faarte schätzungsweise verbonnen, wann een all Persoun, déi eng Adaptokaart besëtzt, géif erlaben, eemol pro Dag vun engem Aller-retour profitéieren ze kënnen?

**Réponse** (10.09.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Et handelt sech bei deenen 360 Faarten am Adapto ëm eenzel Faarten. Dëst ass erkläert ënnert de „Conditions générales d'utilisation“, um Formulaire fir eng Kaart unzefroen, souwéi online pu-



bliziéiert. Ech verweisen an dësem Kontext och op meng Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 3439. De Grond fir esou e Plaffong ass, dass et sech beim Adapto ëm e geleentlechen Transport handelt a kee reegelméisseg. Fir reegelméisseg Deplacementer, wéi fir a spezialiséiert Strukturen, ginn et aner Transportserwicer.

Zur Erënnerung: Den Transport ass 2008 gegrënt ginn als „service occasionnel“ ënnert dem Numm Novabus. Bei enger éischer Reform 2015, wou en Adapto genannt gouf, gouf e Plaffong festgeluecht vu 15 Faarten hin an zeréck pro Mount, well den Term „occasionnel“ respektiv Geleentheetstransport net daitlech genuch war. Et war awer net méiglech, Faarten ze cumuléieren oder och ze reportéieren vun engem Mount op deen nächsten. De Plaffong gouf dowéinst mat der Reform 2020 op d'Joer ausgeeënt, wat et dem Client erlaabt, fir den Transport méi dacks kënnen ze benotzen.

ad 2. Dës Unzuel vu Faarten dierfte generell duergeen, déi wéinegst Cliente benotzen den Adapto esou vill. Menge Servicier ass just een eenzege konkreete Fall bekannt vun engem Client, deem de Plaffong net duergeet.

ad 3. Um Dag vum 7. Juli 2021 goufen et genee et 5.763 Clienten an der Datebank. Domat kann een zwar Héichrechnunge maachen an alle Varianten, deemno wéi wäit de Client wëll gefouert ginn, oder wéi dacks wéi vill Leit kéinten zesummen transportéiert ginn; mee da wéisst een nach ëmmer net, wéi vill Bussen a Chaufferen néideg wieren an deementsprechend misste bezuelt ginn.

D'Joer 2020 kann een zwar net als Referenzjoer betruechten, mee ech ginn dem honorabelen Deputéierten awer ganz gären e puer Zuele mat op de Wee. Den 31. Dezember 2020 goufen et an der Datebank 5.516 Clienten an den Adapto huet 8.283.159,63 Euro kascht. Leider war duerch d'Pandemie d'Situatioun därmooßen exceptionnell, dass een doraus näischt schléisse kann. An de Méint Juli bis September 2020, déi als eenegermoossen normal ouni ze vill sanitär Restriktiounen betruecht kënnen ginn, sinn am Duerchschnitt 428 Leit pro Dag mam Adapto gefuer. Tëscht dem 17. Mäerz an 19. Abrëll waren et der just 36.

Wéi schonn e puermol wëll ech nach emol drop hiweisen, dass et néierens am Ausland e vergläichbaren Transportservice gëtt, deen déi berechtedt Persounen esou dacks vun Dier zu Dier féiert, zu Lëtzebuerg souguer gratis. Och am Ausland ginn et Limitatiounen fir d'Benotzung, déi méi niddreg sinn ewéi déi 360 Faarte bei eis.

**Question 4608** (05.07.2021) de **MM. Mars Di Bartolomeo** et **Yves Cruchten** (LSAP) concernant le **haut rendement de l'investissement dans la pierre** :

Le Luxembourg se situe traditionnellement parmi les pays avec le plus important pourcentage de ménages privés étant propriétaires de leurs logements.

Or, ce pourcentage a tendance à évoluer progressivement en faveur d'investisseurs nationaux et internationaux attirés par le haut rendement de l'investissement dans la pierre par rapport à d'autres placements.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances et de Monsieur le Ministre du Logement quelle a été l'évolution du ratio propriétaires/locataires ainsi que du ratio propriétaires privés/investisseurs institutionnels et autres.

- Quels sont les investisseurs institutionnels, quelle est leur nature et origine ?

**Réponse commune** (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

Le Gouvernement ne dispose pas de statistiques pour corroborer les affirmations des honorables Députés qui estiment que la situation a tendance à évoluer progressivement en faveur d'investisseurs nationaux et internationaux attirés par le haut rendement de l'investissement dans la pierre par rapport à d'autres placements. En effet, sachant que les propriétaires des logements occupés par des locataires du marché privé ne sont pas identifiés, il n'est pas possible d'établir l'évolution des « investisseurs institutionnels » parmi l'ensemble des investisseurs privés, propriétaires de logements mis en location.

Il est néanmoins utile de souligner que d'après la note n° 25 portant sur l'évolution du taux d'effort des ménages résidents du Luxembourg selon leur mode d'occupation et leur niveau de vie de l'Observatoire de l'habitat l'évolution du ratio propriétaires/locataires se présentait entre 2010 et 2018 comme suit :

Évolution de la répartition des ménages résidents selon leur mode d'occupation

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre

- *Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.*

**Question 4609** (05.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **actions coup de poing contre le problème des déchets transfrontaliers déversés illégalement** :

Les services des douanes et de police français et luxembourgeois ont procédé récemment à des actions coup de poing à la frontière franco-luxembourgeoise pour réagir au problème des déchets transfrontaliers déversés illégalement par tonnes dans les friches sidérurgiques françaises respectivement en pleine nature par des réseaux organisés.

- J'aimerais dès lors savoir du Gouvernement quel a été le résultat de ces actions coup de poing.

- Quelle est la nature des déchets déposés illégalement et d'où proviennent-ils ?

- Quels sont les cas échéant les auteurs de ces déversements illégaux ?

**Réponse commune** (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

L'Administration de l'environnement a été contactée en 2018 par le Groupement européen de coopération territoriale (GECT) Alzette Belval afin de créer une collaboration franco-luxembourgeoise pour enrayer les transferts transfrontaliers illicites de déchets et les dépôts sauvages de déchets apparus le long de la frontière franco-luxembourgeoise.

Par après, plusieurs échanges ont eu lieu entre l'Administration de l'environnement, le GECT Alzette Belval, la Communauté de communes du Pays Haut Val d'Alzette ainsi que les services compétents des douanes, de la police et de la gendarmerie françaises.

En 2019, dans une première phase, des actions de sensibilisation au travers du rappel des obligations légales et des interdictions en matière de transferts de déchets ont été lancées, ceci notamment par l'intermédiaire de la Chambre des Métiers, mais aussi des réseaux sociaux et du site Internet [emwelt.lu](http://emwelt.lu).

Début 2020, quatre agents de l'Administration de l'environnement ont participé à une première action coup de poing sur le territoire français. Comme l'Administration de l'environnement n'a pas de compétences en dehors du Grand-Duché de Luxembourg, la présence des agents a été purement représentative et consultative et ce sont uniquement les autorités françaises qui ont pu sanctionner les infractions constatées lors de ce contrôle routier. L'Administration de l'environnement ne dispose donc pas d'une statistique des résultats.

En raison de la crise sanitaire, une deuxième action coup de poing a seulement pu avoir lieu en juin 2021. Cinq agents de l'Administration de l'environnement ont participé à l'action qui s'est déroulée des deux côtés de la frontière. Là encore, concernant les mesures et sanctions formulées par les autorités françaises, l'Administration de l'environnement ne peut pas se prononcer. Le contrôle sur le territoire luxembourgeois, réalisé en collaboration avec la Police grand-ducale, a permis d'intercepter deux camionnettes transportant des déchets provenant de leur propre activité en faibles quantités. Des mesures administratives ont été lancées envers les deux sociétés concernées.

Outre les actions coup de poing organisées dans le cadre de la collaboration franco-luxembourgeoise, l'Administration de l'environnement procède, sur le territoire du Grand-Duché, à des contrôles en matière de transferts de déchets, en collaboration avec la Police grand-ducale et l'Administration des douanes et accises.

Jusqu'à maintenant, ces actions coup de poing n'ont pas permis d'identifier ou de surprendre en flagrant délit les réseaux organisés déversant illégalement par tonnes des déchets dans les friches sidérurgiques françaises respectivement en pleine nature.

Au vu des échanges entre les autorités françaises et luxembourgeoises, il faut faire la différence entre deux cas de figure : d'une part il y a les dépôts sauvages dans la nature et, d'autre part, il y a les déchets produits dans le cadre d'une activité professionnelle au Luxembourg, retrouvés dans la collecte en porte à porte ou en déchetterie sur le territoire français.

Selon les informations fournies par les autorités françaises, les déchets déposés dans la nature sont aussi bien des déchets ménagers que des déchets encombrants ou provenant d'une activité artisanale ou commerciale (gaines électriques, gravats, peintures, ...). Les auteurs sont souvent difficiles à identifier et la méthode la plus efficace est de les intercepter en flagrant délit.

En ce qui concerne une partie des déchets déversés illégalement par tonnes dans les friches sidérurgiques françaises, l'enquête des autorités concernées a mené à deux sociétés de transport belges qui avaient opéré un trafic illicite de déchets entre la Belgique et la France.

Pour les déchets provenant du Luxembourg et déposés dans une déchetterie en France, les auteurs sont principalement des résidents de communes frontalières françaises travaillant au Luxembourg. Par ignorance, commodité ou habitude, ces derniers ramènent des déchets générés par une activité au Luxembourg sur le territoire français et les déposent dans une déchetterie française, ce qui est illégal, notamment parce que d'une manière générale, le transfert de déchets municipaux en mélange hors du Luxembourg est interdit, quelle que soit la quantité.

**Question 4610** (05.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant l'**assurance auto** :

Le succès grandissant des voitures électriques et hybrides dû entre autres aux incitants mis en place par l'État n'est pas sans avoir des conséquences pour « l'assurance auto ».

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il y a une démarche commune des compagnies d'assurance en la matière.

- Quel est le cas échéant l'impact sur les primes d'assurance et les franchises ?

- Quels sont les cas échéant les nouveaux risques à assurer ?

**Réponse** (13.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

L'offre des produits d'assurance relève de la décision individuelle de chaque assureur en vertu d'une approche basée sur les risques afin de déterminer la prime à demander au client. Il en est de même en ce qui est de l'impact sur les primes d'assurances et les franchises appliquées aux voitures électriques et hybrides.

Des produits d'assurance spécifiques pour les voitures électriques et hybrides permettent notamment de couvrir de manière accessoire la panne d'énergie ou encore les dommages aux câbles de recharge.

**Question 4611** (06.07.2021) de **Mme Francine Cloesener** et **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant l'**audit externe concernant l'Administration des contributions directes** :

Dans le cadre du dernier rapport d'activités du Ministère des Finances, les responsables de l'Administration des contributions directes annonçaient la mise en œuvre d'un audit externe en 2021 afin de dégager des pistes pour améliorer le fonctionnement de l'Administration tant dans le contexte de la digitalisation et des nouveaux défis internationaux qu'au niveau de l'organisation interne.

- Nous aimerions dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si l'audit externe a entre-temps eu lieu.

- Dans l'affirmative, le rapport écrit de l'audit a-t-il déjà été remis au Ministère des Finances ? Quelles en sont les principales recommandations ?

- Le cas échéant, le Gouvernement envisage-t-il de tenir compte des recommandations émises dans ledit audit ?

**Réponse** (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

L'Administration des contributions directes (ACD), de concert avec le Ministère des Finances, mène actuellement une analyse poussée de son fonctionnement interne et de ses moyens informatiques, en vue de dégager des pistes pour encore mieux s'adapter aux défis de systèmes légaux et réglementaires toujours plus complexes, ainsi que des attentes des contribuables dans le contexte de la digitalisation. Ces travaux, dans lesquels elle se fait épauler sur certains volets par des experts externes, ne déboucheront pas nécessairement sur un rapport, mais sont avant tout destinés à alimenter la planification budgétaire dans une perspective pluriannuelle, à contribuer à la détermination des besoins prévisionnels en ressources humaines, et à l'élaboration des cahiers de charges relatifs aux projets informatiques. En tout état de cause, la modernisation nécessaire de l'ACD constitue un processus incrémental, qui s'étalera sur plusieurs années.

**Question 4612** (06.07.2021) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **taxes communales** :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 4387 hunn d'Madamm Inneministeschen an d'Ma-

damme Ëmweltministesch mir Follgendes geäntwert: „Déi respektiv Käschte vum Waasser, Ofwaasser an Haushaltsoffall ginn opgrond vun de Reegele vun de modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 a vum modifizéierten Offallgesetz vum 12. Mäerz 2021 vun de Gemenge fixéiert.“ Eis ass bewosst, dass dës Reglementer an Taxe vun de Gemenge festgeluecht ginn, an awer denken ech, dass den Inneministère als Ministère de tutelle misst déi verschidden Tariffer kennen, vu dass se an de Budgete vun de Gemengen opgefouert ginn.

Ech wéilt dofir follgend Froen un d'Madamm Inneministeschen stellen:

- Kann d'Madamm Inneminister meng Informatiounen confirméieren? Wa jo, firwat ginn dës Zuelen net public gemaach?

- Och wa mir d'Gemengenautonomie schätzen an als wichteg empfangen, missten et awer national Chifferen zu dëse Käschte ginn, fir Vergläicher ze maachen. Wéi gesäit d'Madamm Ministesch dat?

**Réponse** (18.08.2021) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Zousätzlech zu menger Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4387 zum Sujet „Coûts additionnels liés au logement“ wëll ech dem éierbaren Deputéierten d'Taxen an d'Tariffer vum Waasser, Ofwaasser an Haushaltsoffall pro Gemeng matdeelen (tableau en annexe).

Dës Taxen an Tariffer gi vun de Gemengen opgrond vun den Dispositiounen vum modifizéierte Waassergesetz vum 19. Dezember 2008 a vum modifizéierten Offallgesetz vum 12. Mäerz 2021 fixéiert an net an de Gemengebudgeten opgefouert. Si sinn dem Inneministère allerdéngs bekannt, vu datt déi respektiv Gemengerotsdeliberatiounen vu menge Servicier en vue vun enger Approbatioun traitéiert ginn.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4613** (06.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant les **compensations fiscales versées par le Grand-Duché de Luxembourg aux communes frontalières belges** :

Le sommet belgo-luxembourgeois « Gaichel » vient d'être reporté à la fin août 2021. Selon la presse belge, figurait à l'ordre du jour de ladite réunion un nouveau système quant aux compensations fiscales versées par le Grand-Duché de Luxembourg aux communes frontalières belges.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre des Finances si des pourparlers sont effectivement menés à ce sujet entre son Ministère et le Ministère des Finances belge.

- Quel est, le cas échéant, le contenu et le coût de ce nouveau système ?

**Réponse** (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

De prime abord, il convient de préciser que, contrairement à ce qui est avancé dans la question de l'honorable Député, le Luxembourg ne verse aucune contribution aux communes frontalières belges. Il est toutefois juste que le Luxembourg a entamé des pourparlers avec la Belgique concernant une révision du système actuel prévu dans le cadre particulier du régime des recettes communes de l'UEBL. Ces discussions sont actuellement en cours.

**Question 4614** (06.07.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**interdiction de l'élevage en batterie** :

Am Artikel „EU-Kommission will Käfighaltung von Nutztieren beenden“, deen den 1. Juli am „Tageblatt“ publizéiert gouf, war ze liesen, datt d'EU-Kommissioun bis 2023 eng legislativ Initiativ wëll presentéieren, déi déi landwirtschaftlech Käfighaltung bis 2027 komplett géif verbidden.

An deem Zesammenhang géif ech der Regierung gären follgend Froen stellen:

1. Wéi steet d'Regierung zu dëser Initiativ?

2. Plangt d'Regierung parallel zu der annoncéierter EU-Etüd zu de Follgekäschten eng entsprecheend national Etüd, déi sech spezifesch op eis landwirtschaftlech Struktur bezitt? Wa jo, wéi gedenkt d'Regierung, déi betraffe Bauere mat anzebannen?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. Wéi all Initiativ, déi zum Déierewuel bäidréit, ënnerstëtzt d'Regierung och dës Initiativ.

ad 2. Den Ament ginn et keng konkreet Pläng, fir sou eng Etüd duerchzuführen. D'EU-Etüd kann Hiweiser ginn, awéieren sou eng Etüd op nationa-



lem Terrain Sënn géif maachen an och duerchféierbar ass, fir aussokräfteg respektiv valabel Resultater ze kréien, a wéi d'Bauern dann am beschten agebonne kënnen ginn.

**Question 4615** (06.07.2021) de **M. Roy Reding (ADR)** concernant les frais de voyage du Gouvernement :

Am Staatsbudget sinn eng Rei „frais de voyage“ virgesinn. Et fält op, dass d'Ministèren hei iwwert eng staark Autonomie beim Choix vun hirem Transportmëttel verfügen.

Duerfir géif ech dem Här Finanzminister gär dës Froe stellen:

1. Op Basis vu wéi enge finanziellen, ekonomeschen, ekologieschen a pedagogeschen (am Sënn vun der ëffentlecher Virbildfunktioun) Krittäre gëtt iwwert d'Transportmëttel bei Auslandsreise vu Ministeren an héije Beamten entscheet?

2. Kann de Minister en Tableau presentéieren, wéi oft wéi ee Ministère während de Joren 2019 an 2020 op follgend Transportmëttelen zeréckgegraff huet: Privatjets, ëffentlech Fluchlinien, Reesen am Zuch, Reese mat engem Déngschtwon?

3. Wéi ass am Sënn vum Steierzueler an dem sougenannte Klimaschutz séchergestallt, dass eng Rees nëmme dann ugetruede gëtt, wa guer keng Méiglechkeet besteet, fir online un enger Reunion deelzehuelen?

4. Kann den Här Minister elaboréieren, firwat d'Opdrägg fir Flich vu Regierungsmemberen net ausgeschriwwen ginn?

**Réponse** (28.07.2021) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

All Ministère a Verwaltung huet Budgetsartikelen („Frais de route et de séjour“ & „Frais de route et de séjour à l'étranger“), ënnert déi d'Deplacementer fallen, an déi si autonom geréieren. Donnéeën iwwert d'Deplacementer ginn net zentral fir all d'Ministère geféiert.

D'Ministèren an d'Verwaltunge mussen sech un de Règlement grand-ducal vum 15. Juni 2015 iwwert „frais de route et de séjour“ also op Basis vum Indemnitéit des démenagement des fonctionnaires et employés de l'État“ bei der Buchung vum Transportmëttel halen. All Rees gëtt op Basis vum Necessitéit, se ze maachen, iwwerpréift an autoriséiert, an de Contrôleur financier muss den Engagement virum Untriede vun der Rees validéieren.

Generell ass ze bemierken, dass d'Ministèren an d'Verwaltunge ëmmer probéieren, esou gënschteg an ëmweltfrëndlech ze reesen, wéi dat am konkreten Fall méiglech ass. Et gëllt hei also de Krittär vum gesonde Mënscheverstand.

**Question 4618** (06.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de Doel et Tihange :

En 2015, les autorités belges avaient autorisé une prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires de Doel et Tihange jusqu'en 2025 et ceci malgré de nombreuses pannes et vices de construction dans les dites centrales.

Comme la Belgique n'avait pas procédé à la consultation publique transfrontalière, elle s'est vue condamnée par la Cour européenne de justice et la Cour constitutionnelle belge à lancer cette consultation après coup.

Entre-temps, les Länder allemands Rhénanie-Palatinat et Rhénanie-du-Nord-Westphalie ont annoncé leur participation à la consultation transfrontalière sur l'impact environnemental de la prolongation de la durée de production des deux centrales et confirmé leur opposition formelle à une prolongation.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de l'Environnement si le Grand-Duché participera à cette consultation et selon quelle procédure.

2) Comme le délai était fixé à la mi-juin, quand le Ministère entend-il introduire les prises de position en la matière ?

3) Hormis le risque environnemental, les risques pour la santé sont-ils inclus dans la procédure de consultation ?

4) Existe-t-il une démarche commune entre le Gouvernement luxembourgeois et les Gouvernements des Länder allemands dans cette procédure de consultation ?

**Réponse** (09.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

En 2003, le législateur belge a adopté un calendrier d'arrêt progressif de la production nucléaire d'électricité.

Aucune nouvelle centrale nucléaire ne devait être construite et les réacteurs en activité devaient être progressivement mis hors service après 40 années d'exploitation, c'est-à-dire entre 2015 et 2025. À ce titre, la centrale de Doel 1, située sur l'Escaut (à proximité d'Anvers et de la frontière néerlandaise, Belgique), a cessé de produire de l'électricité à la mi-février 2015 et la centrale nucléaire de Doel 2, située au même endroit, devait également cesser de produire de l'électricité la même année.

Fin juin 2015, le législateur belge a cependant prolongé l'activité de production industrielle d'électricité de la centrale nucléaire de Doel 1 pour dix années supplémentaires (jusqu'au 15 février 2025) et a également reporté de près de dix ans la date de fin de production industrielle d'électricité de la centrale de Doel 2 (au 1<sup>er</sup> décembre 2025). Ces mesures étaient assorties de travaux d'entretien sur ces deux centrales, destinés à les moderniser et à garantir le respect des normes de sécurité, pour un montant de 700 millions d'euros.

Deux ONG belges (Inter-Environnement Wallonie et Bond Beter Leefmilieu Vlaanderen) ont saisi la Cour constitutionnelle belge d'un recours en annulation de cette loi en ce que la prolongation a été adoptée sans évaluation environnementale et sans procédure associant le public. Après consultation de la Cour de justice de l'Union européenne, la Cour constitutionnelle belge a jugé en mars 2020 que la décision de prolongation de la durée de vie ainsi que les travaux nécessaires au bon fonctionnement de Doel 1 et 2 pendant dix ans supplémentaires devaient être soumis à la réalisation d'une évaluation des incidences sur l'environnement, accompagné d'une consultation publique.

Toutefois, la Cour constitutionnelle belge a décidé, « afin d'éviter le risque réel et grave d'interruption de l'approvisionnement en électricité du pays », de maintenir ses effets jusqu'à l'adoption d'une nouvelle loi, précédée de l'évaluation des incidences sur l'environnement requise et d'une évaluation appropriée, y compris la participation du public et la consultation transfrontière, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2022.

Par conséquent, l'État belge doit adopter une nouvelle loi d'ici le 31 décembre 2022 pour prolonger l'exploitation des centrales nucléaires de Doel 1 et 2 et, avant l'adoption de cette nouvelle loi, procéder aux évaluations requises, y compris la consultation publique et la consultation transfrontière.

En ce qui concerne le réacteur de Tihange 1, je profite également de la présente pour clarifier que la prolongation de durée de vie du réacteur de « Tihange 1 » n'a pas fait l'objet de recours devant la Cour constitutionnelle belge. Même si sa situation est identique à celle des réacteurs de « Doel 1 » et « Doel 2 », la Belgique ne prévoit à ce stade aucune évaluation des incidences sur l'environnement avec consultation transfrontière ex-post. Ensemble avec la prolongation de la durée de vie des réacteurs de « Doel 1 » et « Doel 2 », le Comité d'application de la Convention d'Espoo est également saisi de la prolongation de la durée de vie de du réacteur de « Tihange 1 ».

ad 1) Après avoir notifié aux autorités belges notre intérêt de participer à cette consultation transfrontière l'été passé, l'évaluation des incidences a été transmise en avril 2021 au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable pour prise de position et information du public luxembourgeois.

Le 28 avril 2021, le public luxembourgeois a été informé et invité à participer à la procédure de consultation du public via quatre annonces dans des hebdomadaires luxembourgeois et le site [www.emwelt.lu](http://www.emwelt.lu) sur lequel tous les documents étaient mis à disposition du public.

Jusqu'au 31 mai 2021, les intéressés pouvaient émettre leurs observations et suggestions par écrit directement au Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable. En plus, les intéressés étaient informés de leur possibilité de participer à l'enquête publique organisée par le Service public fédéral Économie, PME, Classes moyennes et Énergie (Belgique) jusqu'au 15 juin 2021, à l'adresse suivante : <https://economie.fgov.be/fr/themes/energie/securite-dapprovisionnement/projet-de-report-de-la>.

ad 2) Le délai du 15 juin 2021 ne concernait que la consultation interne belge. Pour les pays concernés le délai pour l'introduction des remarques était fixé au 1<sup>er</sup> juillet 2021. Le 29 juin 2021 j'ai transmis les avis luxembourgeois à mon homologue belge.

ad 3) La consultation en question se fait dans le cadre des obligations d'évaluation des impacts sur l'environnement et se concentre principalement sur les impacts environnementaux.

Les documents soumis à évaluation traitent également des effets non radiologiques et des effets radiologiques et leur impact sur la santé humaine.

ad 4) Un aspect important de la stratégie anti-nucléaire luxembourgeoise est par ailleurs le renfor-

cement des alliances avec des États membres et des régions voisines dans le domaine de la lutte contre la promotion de l'énergie nucléaire. Dans ce cadre, mes services ont des échanges réguliers avec leurs homologues des Länder allemands concernés. Le même type d'échange a lieu avec leurs homologues autrichiens. L'Autriche partage la position luxembourgeoise en matière d'énergie nucléaire et est particulièrement critique vis-à-vis des prolongations de durée de vie de centrales obsolettes et des risques associés.

**Question 4619** (06.07.2021) de **MM. Laurent Mosar et Marc Spautz (CSV)** concernant les incidents antisémites :

Laut der Recherche et information sur l'antisémitisme zu Lëtzebuerg (RIAL) bleibt den Antisemitismus am Ausland ewéi och zu Lëtzebuerg weider e grouse Problem. D'lescht Joer wier d'Zuel un Incidents zu Lëtzebuerg vu 50 op 64 eropgaangen. Während der Pandemie wiere verméit rietspopulistesch Verschwörungen opgedacht an antisemitisch Messagë géifen zudeem zirkuléieren.

Déi lescht Méint wieren och ëmmer erëm extreem lénk pro-palestinensesch Gruppen opgefall. Den israelbezunnenen Antisemitismus wier nees gewuess. Den Här Bernard Gottlieb, President vun der RIAL, huet an engem Interview mat RTL den 28 Juni 2021 vermerkt, dass „ee sech als Minoritéit virun allem eng Volontéit politique, fir näischt duerchgoen ze loosse“. D'Aktioun vun der Police an der Justiz misst eropgeschrauft ginn am Fall vun „hate speech“ géint Minoritéiten. Eng weider Fuerderung vun der RIAL wier, dass och an de Schoulen d'Memoire vun der Shoah a weider sozial problematesch Sujete besser missten opgeschafft ginn.

An dësem Kontext géife mir gär de follgend Froen un d'Regierung stellen:

- Konnt d'Regierung och feststellen, dass d'Zuel un antisemitischen Incidenten notament d'lescht Joer an d'Luucht gaangen ass, dass verméit rietspopulistesch Verschwörungen opgedacht si während der Pandemie an dass des Weideren och erëm extreem lénk pro-palestinensesch Gruppen opgefall sinn?

- Gesäit d'Regierung vir, d'Minoritéiten zu Lëtzebuerg, wéi déi jiddesch, renforcéiert ze protegéieren an esou d'Aktioun vun der Police an der Justiz eropzeshrauwen am Fall vun „hate speech“ géint dës Minoritéiten?

• Falls deem net esou wier, aus wéi engem Grond?

- Deelt d'Regierung der RIAL hir Meenung, dass och an de Schoulen d'Memoire vun der Shoah a weider sozial problematesch Sujete besser missten opgeschafft ginn?

• Falls net, wat ass d'Begrënnung dofir?

**Réponse commune** (05.08.2021) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

Wéi schon an der parlamentarescher Fro N° 3912 vum 23. Mäerz 2021 beäntwert, sinn déi antisemitisch motivéiert Strofdoten net als solch registriert, well se net ënnert där Form erfaasst ginn. Op där enger Säit kënnen generell ënnert „Discrimination a Rassismus“ och vill aner Motiver fale wéi just antisemitisch motivéiert Faiten. Op där anerer Säit kënnen och aner Infractiounen (zum Beispill Coups et blessures volontaires, Injures asw.) eng antisemitisch Motivatioun hunn, ouni dass dat bekannt ass respektiv statistesch erfaasst gëtt.

D'Zuele vun de Condamnatiounen am Kader vum Artikel 457-1 vum Strofgesetzbuch ginn nëmme ënnert dem Gesiichtspunkt vun deenen eenzele verbuedene Critèren erhuewen. Déi antisemitisch Opriff zum Haass an/oder zur Gewalt fanne sech deemmo an der Kategorie vun de Commentaire géint Leit oder e Grupp oder eng Communautéit vu Leit opgrond vun hirer reeller oder ugehollener Zougehéieregkeet zu enger bestëmmter Relioun erëm.

Do gouf et, fir déi zwee Arrondissementer zesammen, 2019 eng eenzeg Condamnatioun, an 2020 waren et der dräi. Déi zwee Joren ergoung keen Acquittement an där Matière.

D'Regierung huet sech ëmmer vehement géint d'Zouwan vum Haass an Intoleranz engagéiert. Hir Akkumulatioun a Verbreedung op de sozialen Netzwerker, Bloggen a Foren ass eng reegelrecht Haasskultur mat enger globaler Dimensioun, déi muss bekämpft ginn.

D'Regierung bedauert, dass am Kontext vun der Gesondheetskris vulnerabel Leit souwéi Leit, déi enger ethnescher oder reliéiser Minoritéit ugehéieren, am meeschte stigmatiséiert ginn.

D'Regierung ass besonnesch besuergt iwwer d'Publikatioun vun der Europäescher Kommissioun am Abrëll 2021 vum Bericht „The Rise of Antisemitism Online During the Pandemic“, aus deem eng siwe-

fach Erhéijung vum antisemitischen Inhalt online op Franséisch an eng 13-fach Erhéijung vum antisemitischen Inhalt online op Däitsch ervirgeet. Dësen Trend geet leider och aus der Juli-2020-Etude vun der LIEBE-Commissioun am Europaparlament „Hate Speech and Hate crime in the EU and the Evaluation of Online Content Regulation Approaches“ ervir. Vun den traditionell geschützte Gruppen ass d'jiddesch Gemeinschaft déijéineg, déi während enger Pandemie am stäerkste betraff ass.

An dësem Kontext ass d'Regierung der Iwwerzeugung, dass d'Mesuren, déi d'Police an d'Justizautoritéiten ergraff hunn am Kampf géint den „hate speech“, wéi se am Kader vun der parlamentarescher Fro N° 3918 entwéckelt goufen, efficace sinn, fir déi reliéis Minoritéit mat jiddeschem Glawe géint den „hate speech“ ze schützen. D'Regierung ass awer ëmmer oppe fir nei respektiv zousätzlech Weeër an dësem Beräich ze goen, falls déi sech géingen erginn.

An deem Kontext, a wéi och schon an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 4161 vum 27. Abrëll 2021 präziséiert, ass d'Regierung amgang, verschidde Pisten auszeschaffen, fir Donnéeën iwwert antisemitisch Incidente méi breet ze erfasse wéi eleng stroferechtlech Affaires.

Den Enseignement vun der Shoah an de Schoulen ass e wichtege Piler vun der Memoirespolitik vun der Regierung. An deem Sënn gëtt den Enseignement vun der Shoah och konstant adaptéiert, fir den Eerausforderunge vun onser Zäit gerecht ze ginn a virun allem d'Transmissioun vun der Memoire vun der Shoah an déi jonk Generatiounen ze festegen.

An deem Kontext huet den Educatiounsminister de 4. Juni 2019 e Partenariat mat Yad Vashem ënnerschriwwen, fir esou dem Enseignements- an Educatiounspersonal eng Formation continue an deem Domaine kënnen unzëbiden.

D'Regierung huet och, am Kader vum Accord vum 27 Januar 2021 mat dem Consistoire israélite, d'Klouschter vu Cinqfontaines kaaft, wou ab 2022, wéi am Kader vun der Zeremonie de 4. Juli 2021 vum Här Educatiounsminister annoncéiert, e „Centre d'éducation à la citoyenneté et de la mémoire des victimes de la Shoah“ soll entsoen.

D'Theemen, déi an dësem Zentrum behandelt wäerte ginn, sinn ënner anerem:

- d'Shoah an och méi spezifesch d'Shoah zu Lëtzebuerg;

- Exil a Migratioun;

- Mënscherechter;

- Diversitéit an Toleranz;

- d'Bekämpfung vun Haassrieden; an

- Diskriminéierung verstoen a bekämpfen.

D'Konzept vum Site ass och zesumme mat der Fondation luxembourgeoise pour la Mémoire de la Shoah ausgeschafft ginn. De Site wäert duerno vum Service national de la jeunesse zesumme mam Zentrum fir politesch Bildung geréiert ginn.

**Question 4621** (06.07.2021) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant la vente de viande halal :

Den europäesche Gerichtshaff hat a sengem Communiqué vum 26. Februar 2019 festgehalten, dass als halal gekennzeechent Flesch net mam Label vun der biologescher Déierenzucht vereinbar ass. Halall Flesch stamt nämlech vun Déieren, déi ouni Betäubung geschluecht goufen.

Zu Lëtzebuerg sinn Halall-Schluechtungen ënnersot, d'Vente vum Flesch ass awer erlaabt.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Landwirtschaft dës Fro stellen:

- Ass de Minister der Meenung, dass de Verkaf vun halallem Flesch aus eethesche Grënn (am Aklang mam Artikel 36 vum TFUE) sollt verbueden ginn? Falls nee, firwat net?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural** :

Laut dem nationalen Déiereschutzgesetz ass d'Produktioun vun Halall-Flesch hei zu Lëtzebuerg verbueden, well den Artikel 9 festhält, dass all Déier, wat geschluecht gëtt, am Virfeld muss betäubt ginn an d'Produktioun vun Halall-Flesch dës Konditioun net erfëllt.

Ee Verbuert vum Verkaf vun Halall-Flesch aus eethesche Grënn ass duerchaus eng Méiglechkeet, fir de Stellwäert vum Déierewuel nach eng Kéier ze ënnersträchen, mee esou eng Gesetzgebung muss och konform zu de Reegelen vun der „libre circulation des biens“ an der „liberté des cultes“ sinn



an dës Viraussetzunge falen net ënnert de Kompetenzberäich vum Landwirtschaftsminister.

**Question 4623** (06.07.2021) de **M. Marc Goergen (Piraten)** concernant le **recrutement de l'Armée luxembourgeoise** :

D'Lëtzebuurger Arméi probéiert reegelméisseg, de jonke Leit de Beruff vum Zaldot ze erklären an si fir eng Karriär an der Arméi ze begeeschteren. Fir de Rekrutement unzekerbelen, gëtt op Partnerprogrammer mat Lycéeën a mat Videoen op de sozialen Netzwierker an op der Tëlee geschafft.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Kommunikatioun a Medien a fir Verdeedegung dës Froe stellen:

1. Am Video, deen am Moment grad um Site d'accueil vun der Arméi ze gesinn ass, soll den Alldag vun dräi Zaldot\*innen duergestallt ginn. De Video dauert dräi Minutten an zwou Sekonnen, dovun ginn iwwer 20 Sekonne laang (11 % vum Video) Zaldote mat Waffe gewisen.

Wéi vill Stonne ginn an der Grondausbildung fir den Training mat Waffe genotzt (an absoluten Zuelen an a Prozent)? Ass de Minister der Meenung, dass dës Duerstellung proportionell ass?

2. Am Video gëtt och een Asaz am Mëllerdall ugeschwat, dee mat den Iwwerschwemmungen am Joer 2018 zesammenhängt. D'Katastrophenhëllef ass ee wichtegen Aspekt vun der Aarbecht vun der Arméi, gëtt awer nëmmen um Rand erwänt.

Ass de Minister der Meenung, dass dësen Aspekt vun der Aarbecht vun der Arméi proportionell richtig am Video duergestallt gëtt?

3. Dës Videoe gi wéi gesot och op der Tëlee gewisen.

A wat fir engem Kader ass d'Duerstellung vu Waffenen op der Tëlee zu Lëtzebuerg erlaabt?

4. Gëtt beim Erstelle vun dësen Videoen op extern Agencé gesat? Falls jo, ëm wéi eng Agencen handelt et sech?

5. Mat wat fir Käschte war d'Ausschaffe vun dësen Videoen an deene leschten dräi Joer verbonnen?

Wéi vill huet d'Publicitéit vun de Videoen an deene leschten dräi Joer kascht?

6. Ass de Minister der Meenung, dass d'Notze vu Waffe muss an de Vierdergrond gestallt ginn, fir jonk Mënschen ze errechen?

**Réponse commune** (29.07.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Défense**, et de **M. Xavier Bettel, Ministre des Communications et des Médias** :

ad 1. An der Grondausbildung gi während 118 Stonne Waffe genotzt. Dat mécht 12,5 % vun der Grondausbildung aus an entsprécht ongeféier den 11 % vun der Duerstellung am besoten Video.

ad 2. Jo.

ad 3. Et gëtt zu Lëtzebuerg kee Gesetz, wat d'Duerstellung vu Waffe per se op der Tëlee verbitt. D'Mediegesetz (Loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques) fixéiert d'Reegelen, déi all Contenu op der Tëlee muss respektéieren. D'ALIA (Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel) ass zoustänneg fir d'Iwwerwaache vun dësen Reegelen, an all Bierger kann eng Plainte bei der ALIA maachen.

ad 4. D'Videoe goufe bei der Agence Noosphere realiséiert.

ad 5. Déi mat dem Ausschaffen an der Reklamm verbundene Käschte fir déi dräi lescht Joer belafen sech am Total op ronn 129.000 Euro.

ad 6. Nee, am Géigendeel. Mee zu de villen Aspekter, déi zum Beruff vum Militär gehéieren, gehéiert och den Ëmgang mat Waffen.

**Question 4627** (07.07.2021) de **M. Dan Biancalana (LSAP)** concernant le **transport public dans le cadre d'« Esch2022 »** :

La date du lancement de la Capitale européenne de la culture « Esch2022 », qui englobe la participation de onze communes de la région Sud, approche à grands pas. Cette manifestation de grande envergure demande aussi la mise en place d'un dispositif de transport public efficace. Or, dans sa réponse à la question parlementaire n° 2941, Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics confirme qu'il est prévu d'interrompre la ligne Luxembourg-Bettembourg en été 2022 pendant une durée de deux mois pour cause de travaux. Cela implique l'interruption de la liaison Luxembourg-Esch-sur-Alzette et il est notamment prévu de mettre en place des bus de substitution. Le ministre a aussi indiqué qu'il sera analysé si les travaux en question ne peuvent pas être adaptés de sorte à tout de même permettre aux trains de circuler à un horaire adapté.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Monsieur le Ministre peut-il me dire quelles ont été les conclusions de cette analyse ? Les trains pourront-ils circuler en été 2022 entre Luxembourg et Bettembourg, respectivement entre Luxembourg et Esch-sur-Alzette ?

2) De manière plus générale, un renforcement des transports publics est-il prévu durant l'année de la culture ? Est-il prévu de faire circuler des bus et trains à des horaires plus tardifs lors d'événements qui attireront un plus grand monde et qui se dérouleront en soirée ?

3) D'autres mesures spécifiques et supplémentaires seront-elles mises en place pour mieux desservir les onze communes participantes ? De quelle manière est-ce que les services du TICE sont impliqués dans ce dispositif ?

4) Un dispositif de transport transfrontalier est-il aussi prévu afin de relier les communes françaises participantes aux communes luxembourgeoises du ProSud ?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics** :

ad 1) Les résultats de l'analyse faite par le Service de gestion d'infrastructures des CFL confirment l'impossibilité d'ouvrir la ligne Luxembourg-Bettembourg durant la période du 16 juillet au 7 août 2022 inclus. Cependant, à partir du 8 août 2022 et jusqu'à la fin des travaux annoncée pour le 12 septembre 2022, une partie de l'infrastructure pourra être rétablie pour garantir une circulation restreinte sur ce tronçon.

Par conséquent, et afin de répondre au mieux à la demande de la clientèle et dans le but d'utiliser le plus rationnellement possible l'infrastructure existante, il a été retenu que quatre trains circuleront chaque heure dans les deux sens entre Bettembourg et Luxembourg, deux paires de/vers Thionville et deux paires de/vers Bettembourg-Esch/Alzette-Pétange. Dans la mesure du possible ces trains seront formés à la capacité maximale envisageable permettant ainsi une desserte de tous les arrêts en cours de route.

À noter que la circulation des TGV ne pourra pas être garantie pendant toute la durée des travaux.

ad 2) Pour le reste de l'année 2022, aucun renfort systématique ferroviaire n'est envisageable étant donné que l'infrastructure est déjà saturée et que l'ensemble du matériel ferroviaire est quotidiennement en service.

En cas de demande spécifique par l'organisateur, les services des CFL analyseront la mise en marche de trains spéciaux et/ou l'augmentation de l'offre de places dans les trains. Cependant, il faut savoir qu'en semaine, de telles mesures ne peuvent pas être réalisées qu'en fin de journée après les heures de pointe et en dehors des plages chantiers.

À noter qu'en semaine, le dernier train en direction de Thionville quittera la gare de Luxembourg à 22.39 heures, assurera la desserte de Bettembourg-gare à 22.51 heures et arrivera à Thionville à 23.03 heures. Le week-end, le dernier train à destination de Thionville aura son départ à Luxembourg-gare à 22.56 heures avec desserte de Bettembourg-gare à 23.04 heures pour arriver finalement à destination de Thionville à 23.22 heures.

ad 3) La majeure partie de la demande en mobilité dans le cadre de « Esch2022 » est couverte par l'offre existante assurée par les TICE, CFL et RGTR. Si besoin, des augmentations de capacités des bus ou des renforcements ponctuels seront mis en place en coordination avec les organisateurs.

Un grand nombre de communes offrent déjà en temps normaux des services nocturnes, parallèlement à ceux offerts par les CFL ou encore le TICE. Rien ne s'y oppose à ce qu'elles renforcent davantage leurs efforts pour offrir de tels transports. Les TICE ne sont à l'heure actuelle pas impliqués dans un tel dispositif.

ad 4) Des mesures pour renforcer ou mettre en place davantage de transport transfrontalier ne sont pas prévues du côté luxembourgeois.

**Question 4629** (07.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis (déi Lénk)** concernant les **immeubles destinés à des fins résidentielles détenus par l'État** :

Selon des chiffres publiés par le Ministère des Finances et relayés par les médias en juin 2020, l'État serait le propriétaire de plus de 400 immeubles destinés à des fins résidentielles. Au moment de la publication de ces données, une cinquantaine de ces immeubles auraient été sans locataire, dont 30 immeubles utilisés précédemment comme logements de service et 20 maisons d'habitation. Pour la plupart de ces immeubles, l'inoccupation serait motivée par leur mauvais état ou par une réaffectation en attente.

Il est dans ce contexte que je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre exact des immeubles détenus par l'État et destinés à des fins résidentielles ?

2) Combien de ces immeubles sont actuellement utilisés à des fins résidentielles et combien le sont à d'autres fins ?

3) Combien d'immeubles destinés à des fins résidentielles sont actuellement inoccupés ? Parmi ces derniers, combien le sont à cause de leur mauvais état respectivement d'un projet de réaffectation en attente ?

4) Les immeubles se trouvant dans un mauvais état, font-ils ou feront-ils l'objet de projets de rénovation afin de les mettre à disposition à des fins résidentielles ? Y a-t-il des immeubles inoccupés dont la faible envergure des travaux de rénovation nécessaires permettrait leur mobilisation à court terme ?

5) Monsieur le Ministre peut-il me fournir un relevé de tous les immeubles destinés à des fins résidentielles détenus par l'État et actuellement inoccupés en indiquant pour chaque immeuble la surface habitable, la durée de l'inoccupation et l'adresse postale ?

**Réponse** (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances** :

Les immeubles destinés à des fins résidentielles comprennent les logements de service, les anciens logements de service, des immeubles loués à des fins d'habitation à des personnes privées, des immeubles destinés à héberger des demandeurs de protection internationale et des bénéficiaires de protection internationale, des immeubles loués à des associations conventionnées avec l'État, des immeubles destinés à héberger des enfants et des auberges.

Le Ministère des Finances ne dispose pas d'un relevé exhaustif du parc immobilier correspondant.

D'une manière générale, certaines unités de logement peuvent être utilisées à d'autres fins, à savoir :

- des parties d'immeubles résidentiels dont une partie est occupée par l'administration en charge de la gestion des logements (p. ex. l'administration d'un foyer),

- des immeubles en relation avec l'exécution d'un chantier où une ou plusieurs unités servent pour la bonne gestion du chantier,

- des logements, imbriqués dans des surfaces de bureau de manière à ce qu'une utilisation autonome n'est pas possible.

En tout, il s'agit d'une vingtaine d'unités de logement.

Une cinquantaine de logements ont été réservés pour l'intégration dans la réalisation de grands projets de construction d'habitations, soit du Fonds du logement, soit de la SNHBM. La majorité de ces logements sont en mauvais état et ne peuvent servir à des fins de logement. Les logements en bon état sont attribués temporairement à l'Agence immobilière sociale en attendant la réalisation du projet en question.

L'État veille à ne pas laisser d'immeubles destinés à des fins résidentielles inoccupés à long terme. Pour cette raison, une partie des immeubles est temporairement mise à disposition d'associations en relation avec le logement de personnes. L'Agence immobilière sociale s'occupe elle-même de travaux de rénovation de faible envergure. Ne sont pas attribués des logements pour lesquels des travaux d'envergure sont prévus dans un futur proche.

**Question 4631** (07.07.2021) de **M. André Bauler (DP)** concernant l'**installation de mesures antibruit urbaines le long de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck** :

Suite au réaménagement de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck, il avait été proposé de mettre en place des mesures antibruit urbaines aux environs de la cité Longchamps afin de protéger les habitants des nuisances sonores dont ils souffrent depuis belle lurette. Or, jusqu'à ce jour, aucune mesure n'a été prise dans ce contexte.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Est-il prévu de mettre en place des mesures antibruit urbaines le long de la N7 entre Diekirch et Ettelbruck aux endroits où cela s'avère indispensable ?

- Dans l'affirmative, un projet en la matière a-t-il déjà été élaboré ? Si oui, pour quand au plus tard ce projet pourrait-il être mis en place ?

- Dans la négative, quelles seraient les raisons éventuelles qui empêcheraient la mise en place de telles mesures ?

**Réponse commune** (11.08.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**, et de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

En date du 19 mai 2021, le nouveau concept de mobilité dans la Nordstad pour l'horizon 2035 a été présenté par Messieurs les Ministres François Bausch et Claude Turmes en présence des bourgmestres des cinq communes concernées.

Il en résulte qu'un des sept éléments clés du nouveau concept en question est la transformation de « l'axe central » en une trame verte urbaine moyennant le déplacement de la N7 et de la voie ferrée. Comme avec la réalisation de ce nouveau projet, le trafic motorisé individuel entre Diekirch et Ettelbruck disparaîtra, un écran acoustique en ces lieux n'aura plus de raison d'être.

**Question 4632** (08.07.2021) de **MM. Fred Keup et Jeff Engelen (ADR)** concernant l'**approbation de PAG** :

An hirer Äntwert op eis parlamentaresch Fro N° 4291 schreift d'Madamm Minister: „De Fall an der Gemeng Schieren ass net vergläichbar mat dem Fall am Urteel 43708C, wou et ëm Fläch gung, déi d'Gemeng wollt selwer fir hir eege Besoinen entwéckelen. En absence de deem Zäitpunkt vun enger méi genereller Jurisprudenz zu der partieller Approbation ass am Fall Schieren, an Ofsprooch mat dem Inneministère-dee jo och net Partie war am Fall 43708C, wou just eng Decisioun vum MECDD viséiert war - déi bestoend Praxis bäibehale ginn.“

An deem Kontext hu mir folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Wat ass de Grond, firwat ee Gemengenterrain anescht behandelt gëtt wéi dee vun engem Bierger, well de PAG jo per Definition integral am Interêt public opgestallt gëtt?

2. An engem Urteel vum 17. September 2019 (Rôle 41567 betr. PAG vun der Gemeng Manternach) ass festgehale ginn, dass « l'article 14 précité de la loi du 19 juillet 2004, lequel ne fait état que d'un seul vote définitif » a « qu'une intervention du ministre de l'Environnement après le vote définitif prévu à l'article 14 précité, [...] n'est pas prévue par la loi ». Dëst Urteel widderleet also, datt ee Vote complémentaire, de facto een zweete Vote, an eng Interventiuon nom Vote vun Ëmweltminister konform zu der Gesetzgebung ass. Et widderleet domat och déi gemeinsam Äntwert vun der Madamm Minister op eis parlamentaresch Fro N° 3878: „D'Approche vun engem zousätzlechen zweete Vote ass konform zu der Gesetzgebung.“

D'Travaux parlementaires confirméieren, datt et sech beim definitive Vote gemäss Artikel 14) ëm ee Vote unique handelt: « Procès-verbal de la Commission des Affaires Intérieures, de la Grande-Région et la Police, Articles 8 à 16 et 17bis (modifiant les articles 10 à 18 et 21 de la loi modifiée du 19 juillet 2004) : Le nouveau texte tient compte des observations antérieures de la Commission parlementaire. S'agissant de l'enquête publique à faire avant le vote unique du projet d'aménagement par le conseil communal, l'article 8 du projet de loi (article 10 de la loi modifiée du 19 juillet 2004) est amendé dans le sens que le projet d'aménagement, avec tous les documents qui s'y rattachent, est soumis d'abord au conseil communal. Celui-ci en prend acte et et donne son accord au collège des bourgmestre et échevins. » Firwat ass den Ëmweltministère beim PAG Schieren trotzdem am Februar 2020 intervenéiert?

**Réponse** (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

ad 1. Déi béid an der parlamentarescher Ufro viséiert Fäll sinn d'elwecht behandelt ginn, also béid Gemenge kruten ee Courrier, no Gespräicher am Virfeld, fir ze froen, ee Vote complémentaire ze huelen. Déi eng Gemeng huet dat refuséiert, déi aner huet ee Vote complémentaire geholl.

Bei der Gemeng, déi dat refuséiert huet, huet de Ministère - an dat am Sënn vun der Gemeng - schlussendlech decidéiert, eng partiell Approbation ze maachen, wat jo dunn och vun der Cour administrative bestätegt gouf. Dës Approche huet, obwuel ofwäichend vun der Jurisprudenz zu deem Zäitpunkt, dem Ministère zu deem Moment viru Geriicht begrënnbar erschéngt, è. a. well et Litige zu just enger Zon war an dat och just tëscht Ministère a Gemeng, oui dass Drëttparteien involvéiert waren.

Am anere Fall ass de PAG nom Vote complémentaire a senger Gesamtheit approuvéiert ginn.

ad 2. Et ass richtig, dass d'Gesetz ee Vote complémentaire net virgesäit. Et verbitt awer och net, datt ze maachen an, wéi schonns an der Question parle-



mentaire n° 3878 beäntwert, ass d'Praxis vun engem Vote complémentair och vum Gericht unerkannt ginn. Dëst ass am Sënn vun der Gemeng, fir ee Refus vum PAG ze vermeiden. Eng Gemeng ass och net forcéiert, ee Vote complémentair ze huelen, a bleift ëmmer autonom an hirer Decisioun.

Well de Fall vu Schieren aktuell um Tribunal administratif ass an do och d'Fro vum Vote complémentair een Thema ass, wëll de MECDD dat Urteel ofwaarden, éier ee sech weider dozou prononcéiert.

**Question 4634** (08.07.2021) de **MM. Sven Clement** et **Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **problèmes techniques à l'Aéroport de Luxembourg** :

Den 9. Juni hate mir dem Transportminister eng Fro zu technesche Problemer beim Instrument Landing System (ILS) gestallt. De Minister huet dann och confirméiert, dass d'Administration de la navigation aérienne (ANA) net konnt déi néideg Beweiser virleeën, dass den ILS nach performant genuch ass, wat d'Präzisioun, d'Kontinuitéit, d'Integritéit an d'Legitimitéit vun der Quell vum Service NAV (Navigation) ugeet. Och d'Buedemtester gi laut DAC net esou systematesch duerchgefouert, wéi se dat misste ginn. A senger Äntwert huet de Minister erkläert, dass d'ANA u Léisunge géif schaffen.

An deem Zesammenhang wéilt mir dem Minister fir Mobilitéit dës Froe stellen:

1. Sinn déi uewe genannte Problemer méttlerweil behuewen?

2. Bleift d'Pist 24 bis op Weideres deklasséiert?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Fir déi verschidden Observatiounen an Nonkonformitéiten ze behiewen, déi den nationale Regulateur, also d'DAC, an hirem Audit festgestallt hat, si verschidden Delaie festgehale ginn, déi der ANA erlabe sollen, un den Dossieren ze schaffen an alle Fuerderunge vun der DAC nozekommen. En Aktiounsplang, deen duerch d'ANA opgesat a vun der DAC guttgeheescht ginn ass, ass amgaang, ëmgesat ze ginn.

Duerch d'Aarbechten un der Erneuerung vun der Pist ass de Flughafen bis den Oktober als CAT-I-Flughafen aklasséiert, well d'Konfiguratioun vun der axialer Markéierung an déi duerch d'Aarbechte verkierzte Pist nëmme CAT-I-Landungen erlaben.

D'ANA krut vun der DAC bis den 30. September 2021 Zäit, fir den ILS-Dossier ze regulariséieren. Fir datt ILS-CAT-III-Operatiounen vun deem Datum un erëm kënnen duerchgefouert ginn, muss den uewe genannten Aktiounsplang vun der ANA korrekt ëmgesat a vun der DAC guttgeheescht gi sinn.

**Question 4636** (08.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*) concernant les **bénéficiaires d'une procédure de regroupement familial** :

Étant donné la pénurie de logements abordables au Luxembourg, il est fréquent que des bénéficiaires de protection internationale (BPI) continuent à résider dans un foyer après avoir reçu le statut de protection internationale. Il m'a été rapporté que lorsque le/la conjoint/e de la personne BPI, qui a lui ou elle-même obtenu le statut de protection internationale dans un autre pays membre de l'UE, arrive au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement familial, cette personne se voit refuser l'accès au foyer où réside son/sa conjoint/e. Dans de pareils cas, il serait fréquent que ces personnes se retrouveraient à la rue au Luxembourg, c'est-à-dire sans domicile ou autre possibilité de logement. Il va de soi que ces situations sont particulièrement difficiles à vivre pour les personnes concernées.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Est-ce que Madame la Ministre peut confirmer ces informations ? Dans l'affirmative, quelle est l'ampleur du phénomène ?

2) Quelles sont les procédures prévues dans de pareils cas ?

3) Ne serait-il pas envisageable d'accepter ces personnes au foyer afin de rendre effectif le regroupement familial ? Dans la négative, quelles solutions à ce problème Madame la Ministre préconise-t-elle ?

**Réponse commune** (02.08.2021) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) + 2) Le phénomène soulevé dans la question parlementaire résulte du fait que les membres de famille censés rejoindre le bénéficiaire d'une protection internationale (BPI) au Luxembourg dans le cadre d'un regroupement sont eux-mêmes reconnus comme BPI dans un autre État membre de l'Union européenne. De ce fait, et conformément à la législa-

tion en vigueur et aux procédures qui en découlent, ces personnes ne peuvent pas être considérées comme demandeurs de protection internationale au Luxembourg et ne peuvent dès lors pas être logées par l'ONA.

En même temps, la législation en vigueur prévoit des conditions allégées applicables aux demandes de regroupement familial introduites endéans les six mois après l'octroi d'une protection internationale, de sorte qu'un logement approprié ne constitue pas de prérequis pour l'obtention d'une autorisation de séjour dans le cadre du regroupement familial des bénéficiaires de protection internationale.

Ainsi, tant que les personnes ayant obtenu une protection internationale au Luxembourg logent dans un foyer de l'ONA, le regroupement familial peut être accordé, mais un hébergement des membres de famille dans des foyers de l'ONA n'est pas possible s'ils sont BPI dans un autre État membre. Il s'en suit que dans ce cas, il n'est pas possible de leur délivrer un titre de séjour en qualité de membre de famille alors que les membres de famille doivent remplir la condition d'une vie conjugale ou familiale effective prévue à l'article 75 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration pour qu'un titre de séjour puisse être émis. Actuellement cette situation concerne une dizaine de dossiers.

ad 3) Comme un logement des membres de famille dans un foyer géré par l'ONA n'est pas possible, une solution serait que le membre de famille autorisé à venir au Luxembourg dans le cadre du regroupement familial, et séjournant légalement dans un autre État membre, rejoigne uniquement le regroupant au Luxembourg une fois qu'ils ont trouvé un logement non géré par l'ONA. Dans ces conditions, le titre de séjour peut également être émis.

Il faudra prendre en compte dans ce contexte que le regroupé qui est en possession d'un titre de séjour valable dans un autre État membre de l'Union européenne y séjourne légalement et y bénéficie des droits et aides attachés à son titre de séjour. Ces personnes ne sont donc pas d'office dépourvues d'une autre possibilité de logement et ont le droit de demander d'être rejointes par leur famille dans cet État membre.

Enfin, il importe de noter également que l'information que le membre de famille est bénéficiaire dans un autre État membre n'est souvent pas connue à l'avance aux autorités luxembourgeoises. On peut même observer que cette information est omise volontairement au moment de l'introduction de la demande de protection internationale au Luxembourg, voire que des personnes qui introduisent une demande de protection internationale au Luxembourg et qui obtiennent par après une protection internationale sont entrées sur le territoire européen dans le cadre d'un regroupement familial avec leur membre de famille résidant dans l'autre État membre, tout en omettant ce fait tout au long de leur procédure de protection internationale.

**Question 4637** (08.07.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant le **Registre des titres** :

Universitäts- an Héichschouldiplomer, déi een am Ausland erhält, muss een zu Lëtzebuerg an de Registre des titres andree loosson, wann een se hei am Land wëllt unerkenne loosson. An der Reegel ass esou eng Unerkennung net néideg, wann den Diplom vun engem lëtzebuergeschen Ausbildungsinstitut ausgestellt ginn ass, well da gëtt en automatesch enregistréiert. Ausname ginn et awer, wann den Diplom keen Titre de formation national luxembourgeois ass, well eng Ariichtung auslännesch Formatiounen hei am Land ubitt oder Formatiounen, déi net zu Lëtzebuerg akkreditéiert sinn. Da kann am beschte Fall eng zousätzlech Inscriptioun am Registre des titres néideg ginn, am schlemmste Fall kann et awer och sinn, dass den Diplom guer net unerkannt gëtt an eng Inscriptioun am Registre refuséiert gëtt vum Ministère. Fir déi Concernéiert, déi vill Energie an hir Ausbildung gestach hunn, an deenen net bewosst war, dass hiren Diplom refuséiert géif ginn, kann dat eng tragesch Iwwerratschung ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Héichschoul a Fuerschung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Bildungsariichtunge bidden zu Lëtzebuerg mindestens eng Héichschoulformatioun un, déi zu engem Titel/Diplom féiert, deen opgrond vun den nationale Gesetzer iwwerhaapt net kann an de Registre des titres de formation opgeholl ginn?

2. Ëm wéi vill verschiddene Formatiounen handelt et sech heibäi?

Wéi ville verschiddene Kategorië vun Titelen/Diplomer entsprécht dat?

3. Kann de Minister d'Nimm vun den Héichschoulausbildungen nennen, déi zwar zu Lëtzebuerg ugebueden, mee wou d'Titelen dono net am Registre des titres de formation enregistréiert kënnen ginn?

Kann de Minister och d'Nimm vun den Ariichtungen nennen, an deenen dës Formatiounen ugebueden ginn?

4. Wat mécht de Ministère, fir beschtméiglech ze verhënneren, dass Persoune Formatiounen zu Lëtzebuerg suivéieren am Glawen, domat en Titel/Diplom ze kréien, deen och zu Lëtzebuerg unerkannt ass, obwuel dat net de Fall ass?

**Réponse** (29.07.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

D'Aschreiwung an de Registre des titres de formation, Sektouren vum Héichschoulberäich, concernéiert effektiv déi auslännesch Universitäts- oder Héichschouldiplomer a stellt domat d'akademesch Unerkennung vun deenen Titelen duer.

D'Diplomer, déi am Kader vum Lëtzebuerg Héichschoulsystem, wéi en am ofgeännerte Gesetz vum 19. Juni 2009 iwwert d'Héichschoulwiesenen définéiert ass, ausgestellt ginn, sinn automatesch unerkannt a sinn domat vun der Aschreiwungsprozedur dispenséiert. Et handelt sech heibäi ëm follgend Diplomer, déi als national oder akkreditéiert Diplomer ugesi ginn:

- d'Diplomer vun der Universitéit Lëtzebuerg;

- d'Diplomer, déi am Kader vun de vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Lëtzebuerg BTS (Brevet de technicien supérieur) Programmen ausgestellt ginn;

- d'Diplomer, déi vun enger zu Lëtzebuerg etabléierter a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierter privater Héichschoul ausgestellt ginn an déi ee vum Héichschoul- a Fuerschungsministère akkreditéierte Studiegang sanktionéieren.

Déi offiziell Lëscht vun dësen zu Lëtzebuerg ugebuedenen a vum Héichschoul- a Fuerschungsministère unerkannte Formatiounen ass um Internetsite vum Ministère a franséischer an englescher Sprooch publizéiert, mat geneeën Indikatiounen iwwert d'Dauer vun der Gültegkeet vun der Akkreditatioun. Si kann op dëser Adress consultéiert ginn :

<http://www.mesr.public.lu/enssup/Accreditations/index.html>

All postsecondaire Formatiounen, Diplomer oder Certificaten, déi entweeder ausserhalb vun den op dëser Lëscht indiquéierte Gültegkeetsperiode vun der Akkreditatioun ugebueden/ausgestellt ginn oder déi zu Lëtzebuerg ugebueden/ausgestellt ginn an net op dëser Lëscht opgefouert ginn, sinn net unerkannt.

Verschiddene Strukture bidden a Kooperatioun mat auslänneschen Héichschoulinstitutione Studieprogrammer un, déi zu engem auslänneschen Diplom féieren. Deen Diplom kann no de gesetzlech festgeluechte Krittären als auslänneschen akademeschen Titel an de Registre des titres ageschriwwen ginn, falls en an deem Land, dat den Diplom ausstellt, als national oder akkreditéierten akademeschen Titel unerkannt ass.

Déi concernéiert Servicer vum Héichschoul- a Fuerschungsministère si beméit, d'Studenten an d'Studentinnen souwéi och all aner interesséiert Persoune beschtméiglech iwwert déi potenziell Unerkennung (oder Netenerkennung) vun engem Studieprogramm, sief dat en national oder een auslänneschen, ze informéieren.

Een Haaptobjektiv besteet doran, déi zukünfteg Studenten a Studentinnen schonn am Virfeld dofir ze sensibiliséieren, dass net all postsecondaire Formatioun eligibel ass fir déi staatlech Studiebäihëlfen an dass och net all Diplom, deen um tertiären Niveau ausgestellt gëtt, kann als akademeschen Titel unerkannt ginn. An de verschiddene Publikatiounen vum Service Information études supérieures a vum Service Aides financières gëtt op déi Problematik opmierksam gemaach, genee wéi och an den Informatiounsreuniounen, un deenen dës Servicer deelhuelen, an natierlech op der alljärecher Foire de l'étudiant. Doriwier eraus ginn d'Mataarbechter an d'Mataarbechterinnen vun de concernéierte Servicer och zu all Moment op Nofro déi néideg Renseignementer iwwert de Statut vun enger spezifescher Héichschoullariichtung oder vun engem bestëmmte Studiegang, fir et jidderengem ze erlaben, seng Formatiounen bewosst a mat deem néidegen Hannergrondwëssen auszewielen.

**Question 4638** (08.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** (*déi Lénk*) concernant les **liens entre des professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique** :

La pandémie a encore une fois souligné la position de force qu'occupent les acteurs de l'industrie pharmaceutique. Mais le pouvoir d'influence de l'industrie pharmaceutique sur les politiques de santé publique ne date pas de la pandémie. Les liens entre les acteurs de cette industrie et les professionnels de la santé, que ce soit au niveau de la formation universitaire, ou encore au niveau des formations continues, ont toujours existé.

Une étude récente en France a montré qu'entre 2013 et 2016, 90 % des médecins auraient reçu au moins un « cadeau » sous forme de conventions, rémunérations, avantages, repas et abonnements provenant de sociétés privées directement impliquées dans la production de médicaments et traitements.

En Allemagne, on estime qu'un médecin sur deux reçoit des dons de la part d'acteurs de l'industrie pharmaceutique.

Dans nos pays voisins, il existe des initiatives pour garantir une plus grande transparence dans ce domaine. En France, un nouveau dispositif anti-cadeaux prévu par des textes de loi vient de voir le jour. En outre, en France, les liens contractuels et financiers entre les entreprises et les professionnels doivent être publiés sur un site public unique. En Allemagne, la publication des données est établie sur une base volontaire. Pour l'instant ces dispositifs légaux s'avèrent encore trop timides et ne parviennent pas encore à faire régner la transparence. Cependant, au Luxembourg, des tentatives mêmes timides de promotion de la transparence en matière de liens entre professionnels de la santé et l'industrie pharmaceutique semblent encore faire défaut.

Par conséquent, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé :

- Est-ce qu'au Luxembourg, les professionnels de la santé et en particulier les médecins sont-ils contraints de déclarer leurs liens d'intérêts et liens financiers avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique et leurs lobbies ?

- Dans l'affirmative, existe-t-il un registre à cet effet qui soit publiquement consultable ?

- Dans la négative, Madame la Ministre juge-t-elle utile et/ou intéressante l'idée de créer un tel registre ?

- De même, dans la négative à ma première question, Madame la Ministre envisage-t-elle la création d'un dispositif légal obligeant les professionnels de la santé à déclarer leurs liens financiers et d'intérêts avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique tout en prévoyant des seuils de référence pour accuser le conflit d'intérêt et les « cadeaux » s'accompagnant de modes de sanction en cas de dérogation à ces seuils ?

- Dans la négative à ma question précédente, quels sont les arguments de Madame la Ministre en défaveur d'une telle démarche ?

**Réponse** (11.08.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

Au Luxembourg, les professionnels de santé ne sont pas légalement contraints de déclarer leurs liens d'intérêts et liens financiers avec les acteurs de l'industrie pharmaceutique et leurs lobbies. Cependant, l'article 8 du Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste encadre strictement ces hypothèses en disposant que « [l]e médecin ne peut aliéner son indépendance professionnelle sous quelque forme que ce soit. Le médecin ne peut recevoir, à titre personnel ou par personne interposée, des avantages, en nature ou en espèces, offerts par des fournisseurs ou par des prestataires de soins de santé dont l'activité professionnelle ou commerciale fait l'objet d'une prise en charge directe ou indirecte par les régimes de la sécurité sociale. Par dérogation, et sans préjudice du règlement grand-ducal modifié du 15 décembre 1992 relatif à la mise sur le marché des médicaments les deux alinéas qui précèdent ne s'appliquent pas aux avantages, aux hospitalités ou aux rémunérations perçues dans le cadre d'activités et manifestations professionnelles à condition qu'ils ne soient ni excessifs, ni disproportionnés par rapport au service rendu. »

Les services du Ministère de la Santé analysent en détail les récents changements législatifs opérés dans ce cadre à l'étranger, et notamment ceux cités par l'honorable Députée, afin d'évaluer l'opportunité de procéder à des modifications en droit national.

**Question 4644** (09.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant les **appareils compteurs de particules** :

À partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022, tous les centres de contrôle technique belges seront équipés d'appareils compteurs de particules permettant de détecter un filtre à particules défectueux ou absent sur les véhicules diesel plus récents.

Ceci fera de la Belgique une pionnière dans la lutte contre la fraude aux filtres à particules qui peut avoir de graves conséquences sur les émissions polluantes. En effet, ces voitures émettent jusqu'à 10.000 fois plus de particules qu'elles ne devraient. Cette décision de la part des autorités belges crée un fait nouveau par rapport aux réponses de Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics à la question parlementaire n° 3003 du 19 octobre 2020.



- J'aimerais, dès lors, savoir de la part de Monsieur le Ministre si nos centres de contrôle technique se-  
ront équipés de ces appareils compteurs de particules.

- Dans la négative, quelles en sont les raisons ?

- À quel contrôle sont soumises les voitures diesel plus anciennes et quel en est le bilan ?

**Réponse** (12.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Comme indiqué dans la réponse à la question parlementaire n° 3003, les organismes de contrôle technique agréés au Grand-Duché appliquent, conformément à la directive 2014/45/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 relative au contrôle technique périodique des véhicules à moteur et de leurs remorques, et abrogeant la directive 2009/40/CE, le mesurage de l'opacité de la fumée en accélération libre (moteur débrayé, de la vitesse de ralenti à la vitesse de coupure de l'alimentation) pour le contrôle des émissions des véhicules équipés d'un moteur Diesel.

Dans la réponse à la question parlementaire n° 3003, il est également exposé en détail la raison pour laquelle le Grand-Duché ne prévoit à ce stade pas une introduction immédiate d'une nouvelle technologie pour le mesurage des particules des émissions produites par les véhicules équipés d'un moteur thermique.

Partant, vu la nature obsolète de la mesure de l'opacité de la fumée pour les véhicules modernes, une réforme du contrôle des émissions serait pertinente. Or, pour une telle réforme, une approche harmonisée au niveau européen s'avère judicieuse afin de garantir des conditions homogènes en matière de contrôle des émissions lors du contrôle technique périodique des véhicules à travers l'Union européenne.

Dans le contexte de l'introduction du comptage du nombre de particules lors du contrôle périodique en Belgique pour les véhicules à moteur Diesel, il y a lieu de relever l'importance du fait qu'aujourd'hui non seulement les véhicules à moteur Diesel sont équipés d'un filtre à particules, mais qu'également certains types de moteurs à essence (moteur à essence à injection directe à partir de la norme Euro 6c) disposent d'ores et déjà de tels filtres à particules. Il faudrait ainsi également contrôler les émissions des véhicules à moteur à essence avec filtres à particules afin de détecter une manipulation éventuelle et pour cela définir au niveau européen des seuils maximaux des émissions pour ces types de moteurs.

Toutefois, dans l'attente d'une adaptation du cadre légal européen par une possible introduction d'une nouvelle méthode pour la vérification de l'intégrité du système d'émission des véhicules propulsés par un moteur thermique, le Luxembourg poursuivra de près le projet prometteur applicable à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2022 pour le contrôle technique des véhicules à moteur Diesel en Belgique. À relever également que d'autres pays européens sont actuellement en train d'évaluer la possibilité d'introduire cette nouvelle approche pour le contrôle technique périodique des véhicules à moteur.

En ce qui concerne le bilan du contrôle des émissions des véhicules à moteur Diesel au Grand-Duché lors d'un passage au contrôle technique durant l'année 2020, 1.011 véhicules ont été rejetés pour une non-conformité constatée, en appliquant la méthode du mesurage de l'opacité de la fumée en accélération libre.

**Question 4645** (09.07.2021) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **frais de la chasse** :

An hirer Äntwert op parlamentaresch Fro N° 4364 huet d'Ëmweltministesch Zuelen zum Wëldschued geliwwert a schreift, dass 2020 bal 570.000 € u Wëldschued entstanen sinn. Dës Zuele kënnen och am technesche Rapport iwwert d'Juegd méi genee gekuckt ginn, dee vum Ëmweltministère verëffentlecht gouf. Och wann dës Zuelen, wéi d'Ministesch schreift, net komplett sinn, sou si se am Verglach zu anere Posten am Staatsbudget éischter kleng. Eleng d'Käschten, fir d'Juegd am Ëmweltministère ze verwalten, dierfte méi grouss si wéi de Montant, deen all Joer u Wëldschued entsteet.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Landwirtschaft an Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéi vill Steiergelder kascht d'Juegd de Staat all Joer, wann een all d'Verwaltungskäschten, wéi zum Beispill d'Gestioun vun de Juegdschäiner, d'Kontrolle vun de Juegten oder de Subsid vu 50.000 € fir d'Jeeërfederatioun (FSHCL), matarechent?

2. Wéi vill Wëllschwäi liewen aktuell an eise Bëscher? Wéi huet sech hire Bestand an de leschte fënnef Joer entwéckelt? Sinn d'Bestänn trotz de steigenden Doudeszuelen (Säit 11 aus dem Rapport) weider geklommen?

3. Bewäert d'Ministesch déi aktuell Juegdmethode bei der Juegd op Wëllschwäin als effikass, wann een d'Bestandszuelen an d'Doudeszuele matenee vergläicht?

4. Mécht déi massiv Juegd op Wëllschwäin ekonomesch gesinn iwwerhaupt Sënn ugesichts vun den niddrege Montanten u Wëldschued, déi alljoers entstinn?

5. Wéi géifen d'Käschten u Wëldschued sech schätzungsweis entwéckelen, wann zu Lëtzebuerg ganz op Klappjuegte géif verzichten?

6. Wéi d'Ministesch weider an hirer Äntwert präziséiert, géifen d'Analysen aus de leschten zéng Joer weisen, dass de Schued am Gréngland an am Mais de gréissten Deel vum Schued duerch Wëllschwäi géif ausmaachen. Ginn d'Ministèren dovunner aus, dass mam Ëmstelle vum eiser Landwirtschaft op eng Agrikultur, déi d'Biodiversitéit um Feld de Monokulture virzitt, de Wëldschued fir Bauere kéint erofgoen?

**Réponse commune** (20.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

Preliminär Remarque

Fir d'éischt sollt ugemierkt sinn, dass den tatsächleche Schued, deen duerch Wëld entstanen ass, ëm ee Villfacht méi héich ass wéi déi 570.000 €, vun deenen den éierewäerten Deputéierte schwätzt. Bei dësem Montant handelt et sech just ëm deen Deel, deen duerch de Wëldschuedsfong rembourséiert gouf an deen innerhalb dovun erfaasst gouf. Dësen ass allerdéngs op 4 €/ha limitéiert an net all Juegdpiechter huet heivunner Gebrauch gemaach. Weiderhi gëtt heiriwwer just de Schued vum Wëllschwäin an dem Routhirsch rembourséiert. De Schued duerch déi aner Wëldearten, notament d'Réi, den Dammhirsch an de Muffel, souwéi all Schued, deen net deklaréiert gouf, z. B. well de Seuil vun de 4 €/ha erreicht war, ass domat also net am besote Montant erfaasst.

ad 1. Et gi Käschten, wéi d'Beispill vun der Konvention mat der Jeeërfederatioun, déi kloer chiffréiert an am Budget virgesi sinn. Dozou gehéieren déi erwäante 50.000 € oder och nach de Budget ordinaire „chasse“ fir Material a Verschiddenes am Wäert vu 37.700 € op der Naturverwaltung. Dëse beinhaltet Ausgabe fir d'Marke fir d'Déieren, déi geschoss ginn, oder och nach didaktescht Material. Op der ANF sinn d'Personalkäschte fir 2020 a Relatioun mat der Juegd op eng knapp hallef Millioun Euro chiffréiert ginn.

Et muss een och erwänen, dass d'Centres de collecte (Käschtepunkt vun iwwer 15.000 €) gréisstendeels fir d'Entsuerge vun de Wëldéierekadavere vun de Stroosse benotzt ginn, also net primär fir Juegdlech Zweck.

Um Ministère selwer sinn d'Personalkäschten op ronn 60.000 € ze chiffréieren. Dobäi kommen nach Timberen an Enveloppe fir d'Verschëcke vun de Juegdschäiner am Wäert vu ronn 2.500 €.

D'Juegd generéiert awer och direkt Recetten iwwert d'Juegdschäiner (21 € pro Schäin, also tëscht 45.000 € a 50.000 € järelech) oder och nach 150 € pro Kandidat, deen un der Formation fir de Juegdexamen an dem Juegdexamen selwer deelhëlt (fir 2021 sinn dat ronn 15.000 €).

Regierungsservicer oder generell staatlech Servicer exekutiere Gesetze, déi d'Deputéiert stëmmen, an och déi deementspreechend groussherzoglech Reglementer. Dës Servicer mussen beschmeiglech dem Gesetz no funktionéieren, fir alle Bierger een adequate Service ze bidden. Dat géill natierlech fir all Servicer, déi de Staat ubitt, och wa se net ëmmer all Mënsch concernéieren.

ad 2. Et gëtt keng Zuelen dozou, wéi vill Wëld zu Lëtzebuerg leeft. Mee et ass och net d'Zuel vun den Individue vun enger Déierenart per se, déi de Problem duerstellt. De Problem ass de Schued, dee bei gewëssenen Aarten entsteet. Beim Wëllschwäin ass dee Schued un de landwirtschaftleche Kulturen natierlech immens héich. Doduerch, dass d'Ofschosszuele konstant an d'Luucht ginn, muss dovunner ausgaange ginn, dass och d'Populatioun konstant klëmmt.

ad 3. Studien aus dem Ausland weisen, dass d'Juegd net mat dem Populationswuesstem vun dëser Aart mathale kann an de reguléierenden Effekt net wéi erwënscht stattfënt. Fir dësem rasante Populationswuesstem gerecht ze ginn an deenen domat verbonnenen ekologeschen an ekonomesche Problemer entgéintzewirken, muss sech an Zukunft weider Gedanken iwwer méi effikass Methode gemaach ginn, fir d'Wëllschwäi Meeschter ze ginn.

ad 4. Wéi well erwänt, ass de Montant just ee Brochdeel vum reellen ekonomesche Schued, deen all Joer duerch d'Wëllschwäin entseet. Weiderhin ass den ekologesche Schued och vu grousser Wichtigkeet.

Och wann déi aktuell Juegdmethoden eis net erlaben, d'Populatioun ze deziméieren, sou hëllef en se

awer massiv, fir eng Hausse vun dëser, an domat der d'Evolution vum Schued, ze bremsen.

ad 5. D'Klappjuegd ass bis dato déi effektivste Method, fir d'Schwäin ze bejoen. Dobäi kënn, dass d'Wëllschwäin een immens héicht Reproduktionspotential huet an dës Aart nach laang net un der ekologescher Tragbarkeitsgrenz ukomm ass. Et muss een also domat rechnen, dass sech d'Populatioun weiderhin nach massiv entwéckelen.

Dëst hätt als Konsequenz, dass souwuel den ekologesche wéi och den ekonomesche Schued an och d'Risiko fir Kränkten, wéi ASP, géife massiv an d'Luucht goen.

ad 6. Nee.

**Question 4647** (12.07.2021) de **Mmes Francine Closener** et **Cécile Hemmen** (*LSAP*) concernant les **zones de limitation de vitesse à 30 km/h** :

Depuis 2015, les communes peuvent solliciter l'introduction d'une limitation de la vitesse maximale à 30 km/h sur un tronçon d'une route étatique. Toutefois, comme expliqué dans la réponse à la question parlementaire n° 1696, réduire la vitesse maximale autorisée ne suffit généralement pas, il faut aussi que celle-ci aille de pair avec un aménagement de la voirie afin que les automobilistes baissent effectivement leur vitesse.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Combien de demandes d'introduction d'une limitation à 30 km/h sur des routes étatiques ont été adressées jusqu'ici au Ministère de la Mobilité par des communes et combien ont été autorisées ?

- Est-ce que le Ministère propose de son propre chef à des communes de procéder à une telle réduction de la vitesse maximale sur des tronçons choisis ou les demandes viennent-elles exclusivement des communes ?

- Quels sont les critères pour qu'une réduction de la vitesse maximale à 30 km/h sur un tronçon étatique soit acceptée ?

- À qui, respectivement à quelle instance, revient la décision finale ?

- Une fois une décision favorable prise, à qui incombe le financement et la mise en place des aménagements nécessaires à une telle zone 30 ?

**Réponse** (23.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

- Depuis 2015, quelque 80 demandes d'apaisement de trafic sur un tronçon étatique pouvant comprendre plusieurs mesures d'apaisement ont été introduites au Ministère de la Mobilité et des Travaux publics.

Parmi ces demandes, une quarantaine a été avisée positivement et 16 ont été avisées négativement.

16 dossiers sont actuellement sans suites après qu'une demande pour des informations complémentaires fut adressée aux administrations communales concernées. Neuf demandes sont en cours de traitement.

- Les demandes proviennent en grande partie des communes. Dans le cadre de projets d'aménagements routiers à l'intérieur des agglomérations avec la participation de l'État, les aspects considérés lors de l'établissement du projet peuvent intégrer des éléments d'apaisement routier dont également des tronçons à 30 km/h.

- Le but des mesures est de permettre aux communes de mettre en place un réseau cohérent et sécurisé pour la mobilité active et de créer des espaces urbains plus attractifs. Une analyse préalable de la situation actuelle doit ainsi définir les objectifs à atteindre et identifier les formes d'apaisement les plus adaptées. Les tronçons sont ainsi pris en compte lorsque les activités au bord de la route (établissements publics, commerces, restaurants, etc.) génèrent des flux élevés de piétons/cyclistes et que le projet vise une amélioration de la sécurité routière et un meilleur aménagement urbain ; ou lorsque le tronçon se trouve sur une interconnexion primordiale pour la mobilité active entre les quartiers principaux de l'agglomération ; ou encore lorsque la chaussée constitue un maillon d'un itinéraire cyclable majeur (p. ex. réseau cyclable national) ou se trouve à hauteur d'établissements scolaires.

La réalisation d'un tronçon limité à 30 km/h ne devrait bien sûr pas entraîner une augmentation du trafic dans d'autres quartiers respectivement d'agglomérations.

- Les mesures d'apaisement de trafic combinées à une réduction de la vitesse proposée par les communes sont analysées par un groupe de travail qui soumet son avis au Ministre de la Mobilité et des Travaux publics pour une décision de principe. En cas d'accord, les communes pourront élaborer un

projet détaillé qui devra faire dans la suite l'objet d'une permission de voirie. La réduction de la vitesse maximale à 30 km/h devra également faire l'objet d'un règlement de circulation.

- Le financement et la mise en place des aménagements nécessaires pour un apaisement routier avec une réduction de la vitesse revient aux communes. Dans le cadre de projets communs entre une administration communale et l'État, des synergies sont toutefois indiquées et recherchées.

**Question 4648** (09.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant le **nombre de millionnaires au Luxembourg** :

Selon le « World Wealth Report », établi régulièrement par le cabinet de conseil Capgemini, notre pays aurait compté 42.800 millionnaires en 2020. Endéans 20 ans, ce chiffre se serait multiplié par huit. Rien que pendant l'année 2020, marquée par la pandémie, le chiffre aurait augmenté de 6,5 %.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances s'il peut confirmer ces chiffres.

- Sur quelles bases reposent les estimations du cabinet conseil et quelle est leur fiabilité ?

- Ce chiffre reflète-t-il la fortune des résidents seuls ou englobe-t-il des personnes ne résidant pas au Luxembourg ?

**Réponse** (29.07.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Les chiffres publiés dans le rapport « World Wealth Report » n'engagent que ses auteurs. Le Ministère des Finances n'a aucune connaissance de la méthodologie utilisée et n'est dès lors pas en mesure de commenter les chiffres avancés.

**Question 4650** (12.07.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** (*ADR*) concernant les **Jeux Olympiques à Tokyo** :

An engem Artikel am „L'essentiel“ vum 12. Juli 2021 war ze liesen, dass den Här Sportminister net op d'Olympesch Spiller vun Tokyo wëll goen.

An deem Zesammenhang wéilt mir der Regierung dës Froe stellen:

1. Ass et richteg, dass den Här Sportminister net wëll op déi Olympesch Spiller vun Tokyo goen?

2. Ass et bis elo jee virkomm, dass e Sportminister déi Lëtzebuurger Ekipp net op Olympesch Spiller begleet huet?

3. Geet en anere Minister mat op Tokyo, fir SKA de Groussherzog a senger Eegenschaft als Staatschef (also net als Member vum IOC) ze begleeden?

4. Wéi gesäit déi japanesch Regierung dësen iwwerraschende Geste vum Här Sportminister? Ass et, trotz deene ganz schaafen Anti-Covid-Sécherheitsmoosnamen, déi Japan hält, ze vertrieben, dass den Här Minister seet « les grands événements sportifs [...] trompent les gens en leur faisant croire que tout va bien de nouveau »? Ass dat net en Affront géint iwwer Japan?

5. Gëtt et eng Reaktioun vum Nationalen Olympesche Komitee zu där Decisioun vum Här Sportminister?

**Réponse commune** (11.08.2021) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre des Sports* :

ad 1. De Sportminister ass net op déi Olympesch Spiller gaangen an huet dat och schon den 8. Juli 2021 iwwert déi sozial Media matgedeelt an elo kierzlech nach eng Keier op der Antenn vun RTL begrënnt. Hien huet d'Spiller mat grousser Begeeschte-  
rung op der Tëlee suivéiert a fret sech besonnesch iwwert déi formidabel Leeschtung vum Charel Grethen.

ad 2. Jo, dëst war zum Beispill 2014 bei den Olympesche Wanterspiller vu Sochi de Fall. Wat déi Olympesch Spiller zu Tokyo ubelaangt, sou sinn déi an eng besonnesch Zäit vu Pandemie a Restriktiounen gefall a sinn an deem Sënn net mat fréiere Spiller ze vergläichen.

ad 3. Et ass och keen anere Minister op Tokyo gaangen. De Groussherzog war a senger Qualitéit als Member vum Internationalen Olympesche Komitee (IOC) an als Member vum Verwaltungsrat vum Lëtzebuurger Olympesche Komitee (COSL) vum 19. bis de 26. Juli 2021 zu Tokyo. De Groussherzog gouf och op der Plaz vum President vum COSL begleet.

ad 4. Dem Sportminister seng Decisioun, fir net op Tokyo ze goen, gouf der japanescher Ambassade zu Lëtzebuerg matgedeelt. D'Regierung kann net fir auslännesch Regierung schwätzen.

ad 5. Souwuel de Groussherzog selwer wéi och de President vum COSL goufen am Virfeld informéiert an hu Versteesdemech fir dës Decisioun gewisen.



**Question 4651** (13.07.2021) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **faillite d'un opérateur de paiement en ligne** :

Die Aktivitäten des inzwischen insolventen Zahlungsdienstleisters Cyberservice Europe SA wurden vor knapp zwei Jahren von der CSSF suspendiert. Mit Klik & Pay und Paymill operierte Cyberservice auch auf dem europäischen Markt und bot unter anderem Dienstleistungen im Bereich des Onlinehandels an. Cyberservice vermittelte über Klik & Pay Onlinezahlungen, indem der Dienstleister das Geld von Kunden beim digitalen Kauf annahm und an den Händler weiterleitete.

Durch die Untersuchungen der CSSF und die Insolvenz des Unternehmens haben viele Händler, deren Produkte und Dienstleistungen mit Klik & Pay gekauft wurden, ihr Geld nicht erhalten, obwohl sie die Dienstleistungen erbracht bzw. das Produkt an die Kunden verschickt haben, in der Annahme, wie gewohnt die entsprechende Summe von Klik & Pay zu erhalten.

Für die Betroffenen handelt es sich teilweise um hohe Geldsummen, auf die schon seit Jahren gewartet wird, ohne dass klar ist, ob und wann es zu einer Auszahlung kommen könnte. Dies ist für diese Unternehmen gerade in Krisenzeiten eine große Belastung, vor allem, weil unklar ist, ob die Unternehmen die fehlenden Beträge weiterhin in ihrer Buchhaltung als offenstehende Zahlungen buchen können oder ob sie sich so der Insolvenzverschleppung schuldig machen. Um Insolvenzen bei den Unternehmen zu verhindern, die auf Zahlungen von Cyberservice Europe warten, wäre es wichtig, den Betroffenen klare Angaben über den Verbleib des geschuldeten Geldes zu geben. Vor allem, weil es - anders als bei Banken - für die Kunden von elektronischen Geldinstituten keine staatliche Garantien über die Auszahlung von geschuldeten Geldern gibt.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Minister fir Finanzen dës Froe stellen:

1. Auf welche Summe belaufen sich die noch nicht ausgezahlten Kundengelder, die durch die Insolvenz und die vorangehende Aktivitätssuspendierung von Cyberservice Europe SA (noch) nicht an die geschädigten Unternehmen ausbezahlt werden konnten?

2. Wie hoch ist die Summe an Kundengeldern, die auf Treuhandkonten in Luxemburg stehen?

Falls es sich nicht um die gesamte Summe aus Frage 1 handelt: Gibt es Informationen über den Verbleib des restlichen Geldes?

3. Können die geschädigten Unternehmen zeitnah mit einer Auszahlung rechnen?

Falls ja: Welche Maßnahmen wurden ergriffen, um eine zeitnahe Auszahlung zu ermöglichen, und wann ist schätzungsweise mit den ersten Überweisungen zu rechnen?

Falls nein: Warum?

**Réponse** (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Im Zusammenhang mit der Insolvenz eines ehemaligen Zahlungsdienstleisters stellt der ehrenwerte Abgeordnete Sven Clement Fragen in Bezug auf die etwaige Summe nicht ausgezahlter Kundengelder durch das Unternehmen sowie in Bezug auf die Kundengelder, die auf Treuhandkonten in Luxemburg liegen.

Der Finanzminister verfügt nicht über die angefragten Informationen.

Im Allgemeinen obliegt es dem Finanzminister aufgrund der Achtung des Prinzips der Gewaltentrennung nicht, Auskunft zu laufenden Gerichtsverfahren zu geben.

**Question 4652** (13.07.2021) de **M. Paul Galles** (*CSV*) concernant la **couverture sanitaire universelle** :

D'Initiativ „Ronnen Dësch“ huet elo rezent en oppene Bréif un eenzel Ministère geschéckt, fir op d'prekär Situatioun vu Leit opmierksam ze maachen. Betraff si Leit, déi duerch d'Pandemie hir Aarbecht verluer hunn, dat dacks bei Interimsposten an der Restauratioun oder um Bau, déi scho länger am Chômage sinn, respektiv Leit, déi aus hirem Land fortgelaf sinn oder et verlooss hunn, mee awer hei am Land keng Aarbecht fannen.

Eng konkreet Hëllef, déi de Ronnen Dësch proposéiert, ass eng „Gesondheetshëllef“, also eng Hëllef fir Leit, déi keng Krankekeess oder Suen hunn, fir sech Medikamenter ze kafen. De Fonds national de solidarité soll all eenzelen Dossier individuell analyséieren a kucken, ob eng Persoun Zougang zu der Hëllef krit. Wann dëst accordéiert ass, streckt d'CNS d'Sue fir déi Leit vir, déi och eng Kaart kréien. D'Sue kënnen dann dono vum Staat iwwerhol ginn.

An dësem Zesammenhang géif ech der Madamm Ministesch fir Famill an Integratioun, der Madamm Gesondheetsministesch, dem Här Minister fir sozial Sécherheet an dem Här Minister fir Immigratioun gär follgend Froe stellen:

- Hunn déi eenzel Ministère d'Propos vum Ronnen Dësch schon analyséiert?

- Wa jo, wat ass hir konkreet Positioun zu dëser Propos?

**Réponse commune** (12.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

De System vun der sozialer Sécherheet, a besonnesch d'Krankeversécherung, bidden e Schutz géint déi verschidde Liewensrisiken, deen esou breet ewéi méiglech ass, esouwuel wat d'Leeschungen ubelaangt, ewéi d'Ofdeckung selwer, am Respekt vun de fundamentale Prinzipien vun enger sozialer Sécherheet. De Lëtzebuurger System vun der Krankeversécherung gesäit dofir och vir - an dat ass bei Wäitem net de Fall an all Land -, datt eng Persoun sech ka fräiwëlleg umellen, falls si net schon obligatoresch oder iwwer eng Koaffiliatioun krankversécherert ass, fir kënnen all d'Leeschungen vun der Krankeversécherung an Usproch ze huelen. Dës fräiwëlleg Umeldung kascht ronn 120 Euro pro Mount, woubäi dann och déi ganz Famill krankversécherert ass.

Wat d'Kanner ubelaangt, esou sinn dës bis 18 Joer automatesch krankversécherert, falls si net schon iwwer eng Koaffiliatioun versécherert sinn, woubäi de Staat dann d'Cotisationsen iwwerhëlt. Den Artikel 1, 1. Alinea, Punkt 13) vum Code vun der sozialer Sécherheet gesäit follgendes vir: « Sont assurés obligatoirement conformément aux dispositions qui suivent: [...] 13) les enfants âgés de moins de 18 ans résidant au Grand-Duché de Luxembourg qui ne sont pas assurés à un autre titre et qui ne bénéficient pas d'une protection en vertu de l'article 7 ». Hei ass och ervirzehiewen, datt déi meescht Consultatiounen fir Kanner integral vun der Krankeversécherung en charge geholl ginn.

Fir Persounen, déi zu Lëtzebuerg liewen, mee net obligatoresch krankversécherert sinn oder et sech net leeschte kënnen, fir sech fräiwëlleg ze versécheren, kënnen d'Offices sociaux d'Cotisioun iwwerhuelen. Dat setzt awer prinzipiell voraus, datt eng Persoun an enger Gemeng ugemellt ass.

An alle Fäll könne Persounen, déi net krankversécherert sinn, sech fir eng Urgence an e Spidol beginn, fir gesondheetlech Hëllef ze kréien. De Gesondheetsministère huet dofir e spezifesch Budgetartikel, iwwert deen d'Spidol e Remboursement ka kréien.

Fir deene Persounen, déi soss net krankversécherert sinn, awer kënnen déi néideg Gesondheetsleeschungen unzibidden, gesäit de Koalitionsaccord 2018-2023 vir: « Pour assurer l'accès aux soins de santé de base aux personnes particulièrement vulnérables vivant au sein de notre société et sans affiliation obligatoire, les moyens existants seront utilisés de la manière la plus adaptée. Cette prise en charge médicale sera à charge du budget de l'État. » (Säit 109 vum Koalitionsaccord).

Fir dese Punkt ëmzesetzen, hunn déi zoustänneg Ministère sech zesummesat, fir eng Léisung auszuschaffen, déi esou einfach an onbürokratesch ewéi méiglech soll sinn an sech gréisstendeels op bestoend legal Mechanisme baséiere soll. Dobäi spillen déi konventionéiert Associatiounen um Terrain natierlech eng wichteg Roll, well déi oft den eenzege Kontakt zu de Persounen sinn, déi soss néierens ugemellt sinn. An dësem Kontext waren och Echangé mam Ronnen Dësch.

D'Zil ass, datt all Persoun, déi am Land leeft, vun all de Leeschungen vun der Krankeversécherung ka profitéieren, wann se et néideg huet, an zwar esou einfach ewéi nëmme méiglech. Dobäi soll awer kee parallele System op d'Bee gestallt ginn, schon eleng, fir d'Persounen selwer net ze stigmatiséieren, an och fir déi administrativ Charge esou kleng ewéi méiglech ze halen. D'Käschte ginn, ewéi am Koalitionsaccord virgesinn, vum Staat gedroen.

Dëse Projet kommt wéinst der Covid-19-Kris net esou séier ewéi ursprénglech geplangt ausgeschafft ginn. Allerdéngs gouf en am Laf vum 1. Semester 2021 nees an Ugrëff geholl.

Aktuell befënnst sech de Projet an der interner Finalisatioun, fir an enger nächster Etapp mat de betreffen Acteuren, dorënner de Ronnen Dësch, diskutéiert ze ginn.

**Question 4653** (13.07.2021) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (*CSV*) concernant la **faillite d'un opérateur de paiement en ligne** :

An der Affär ëm d'Suspendéierung an eng méiglech Insolvenz vun engem Lëtzebuurger Bezueldéngschtleeschter hunn d'Kläger seriö Reprochen

un d'Adress vun der Lëtzebuurger Iwwerwachungsautoritéit CSSF geäußert.

Ee vun de Reprochen ass, dass d'CSSF - obscho se fir d'éischt d'Aktivitéit vun der Firma suspendéiert an hir duerno den Agreement entzunn huet - net déi néideg Diligencen ënnerholl hätt, fir dass déi Geschiedegt hir Suen nees géifen zrëckkréien.

Déi Geschiedegt fuerdere letztlech d'Asetze vun enger Enquêtékommisssioun.

Mir wéilten aus deem Grond follgend Froen un den Här Finanzminister stellen:

- Wéi bewäert den Här Finanzminister d'Aussoe vun de Geschiedegten? Firwat kréien déi Geschiedegt vun offizieller Säit (Finanzministère, CSSF) keng Äntwerten op hir Froen?

- Kann den Här Minister eis d'Chronologie vun dëser „Affär“ maachen? War der CSSF schon am Mee 2019 bekannt, dass méiglecherweis Clientssuen opsäite vum Déngschtleeschter géife feelen? Firwat huet et bis September 2019 gedauert, iert d'CSSF éischt Moosnamen ergraff huet?

- Kann den Här Minister eis kuerz erklären, wéi d'CSSF prozedural mat sou Informatiounen ëmgeet? Ginn och déi auslännesch Iwwerwachungsautoritéiten iwwer sou ee Virgang informéiert?

- Gesäit den Här Minister Unhaltspunkte vun engem Versoe vun der CSSF?

- Fir de Fall, dass den Déngschtleeschter net iwwert déi néideg Mëttele verfüügt, kéinten d'Clienten an de Genoss vun der „Einlagensécherung“ kommen? Op wéi ee Montant ass dës Garantie gedeckelt a wéi eng Konditiounen missten d'Clienten erfüllen, fir an de Genoss dovun ze kommen?

- Ass den Här Minister der Meenung, dass d'Clientsue genuch geschützt sinn? Sollt dat net de Fall sinn, wéi kann an Zukunft dofir gesuergert ginn, dass d'Sue vun de Clienté besser geschützt sinn?

- Kann den Här Minister Informatiounen bestätegen, no deenen den Déngschtleeschter duerch de Wirecardskandal a Matleedenschaft gezu gi wier? Rieds geet vum Feele vu ronn 4 Milliounen Euro. Kann den Här Minister déi Informatiounen bestätegen?

- Wéi gëtt séchergestallt, dass am Fall vun engem Skandal, wéi deen ëm d'Wirecard, kee Schnéiballeffekt asetzt an aner Finanzdéngschtleeschter an eng onméiglech Lag bruecht ginn?

- Ass den Här Finanzminister net der Meenung, dass sou Affären der Finanzplaz Lëtzebuerg schueden? Wat gedenkt den Här Finanzminister ze ënnerhuelen, fir deem an Zukunft an och méi fréi entgéintzewierken?

**Réponse** (16.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Am Respekt vun der Gewaltentrennung kommentéiert de Finanzminister grondsätzlech kee lafende Gerichtsprozess.

De Finanzminister verweist an der Affär ëm ee Lëtzebuurger Bezueldéngschtleeschter, op déi déi honorabel Deputéiert an hirer parlamentarescher Ufro hiweisen, op déi offiziell Kommunikatioun vum der Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) vum 25. Juli 2019 a 27. September 2019 souwéi op de gemeinsame Communiqué vum 20. November 2020 vun der CSSF, dem Parquet vu Lëtzebuerg an dem Curateur vun der Faillite.

Aus de virgenannte Communiqué geet ervir, dass éischt Moosname géint déi concernéiert Entitéit am Juli 2019 vun der CSSF ergraff goufen. Laut den europäeschen Texten an der nationaler Gesetzgebung besetzt d'CSSF eng Rei u Pouvoiren, vun deene Gebrauch ka gemaach ginn, fir d'Anhale vun de legalen a reglementaresche Bestëmmungen, déi fir Bezueldéngschtleeschter virgeschriwwen sinn, ze assureieren. D'Mesuren, déi vun der CSSF geholl kënnen ginn, sinn am Artikel 31 (4) vum ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009 iwwert d'Bezuelservicer explizitt festgehalen. Am Fall wou prudenziell Mesurë vun der CSSF géint ee Lëtzebuurger Bezueldéngschtleeschter, dee seng Servicer grenziwwerschrëidend prestéiert, ergraff ginn, ginn déi auslännesch Finanzüwwerwachungsautoritéiten iwwert de Virgang informéiert.

Op Basis vun den Informatiounen, déi dem Finanzminister virleien, ginn et keng Unhaltspunkten, déi op ee Versoe vun der CSSF géifen hiweisen.

Suen, déi vun engem Bezueldéngschtleeschter entgéintgeholl ginn, si gemääss den europäeschen Direktiven net vun enger Einlagensécherung couvréiert. Den Artikel 14 vum ofgeännerte Gesetz vum 10. November 2009 schreift de Bezueldéngschtleeschter zum Schutz vun de Clientssuen a fir engem Effet de contagion entgéintzewierke vir, dës Suen op engem separate Bankkonto ze deposéieren oder eng Versécherung ofzeschleissen, déi de Montant vun de Sue couvréieren. Dës Obligatioun entspréngt aus europäeschen Direktiven, déi den EU-Memberstaaten eng maximal Harmonisatioun bei der Ëmsetzung vun de Reegelen an déi national Gesetzgebung vorschreien, an dréit soumat zu engem Level playing field an der Europäescher Union bäi.

Erfahrungen, déi duerch sou Affäre gesammelt ginn, gi beim reegelméissegem Iwwerschaffe vun der Finanzreglementatioun matberücksichtigt.

**Question 4654** (13.07.2021) de **M. Jeff Engelen** (*ADR*) concernant le **centre de dépistage Covid-19 à l'Aéroport de Luxembourg** :

Duerch d'Coronamoosname muss Leit, déi de Flieger huelen, mat „sanitären“ Niewekäschte rechnen, déi schon emol méi wéi zéng Prozent vun Reespräis kënnen ausmaachen. Lux-Airport, d'Findelsverwaltung, annoncéiert 79 Euro fir e Rapid-Antigentest, 119 Euro fir e PCR-Test an 169 Euro fir en Express-PCR-Test. Menges Wëssens kascht e Schnelltest an der Apdikt ëm déi 5 Euro, mee wann ee wëll fléien, kënnst een net derlaanscht, der Firma, déi um Findel Tester mécht, ronn 16-mol dee Präis ze bezuelen. Leit, déi aus der Tierkei heemkommen sinn, schwätze vu ganz anere Präisser fir esou Tester, déi sech net mat Personal- a Materialkäschten erkläre loossen. Fir zwee Touriste kascht de séiere PCR-Test am Hotel, also mat Déplacement vum medezinnesche Personal, 30 Euro. Am Verglach chiffréiert dat sech um Findel op 338 Euro fir zwee Leit. Duerfir hätt ech dës Froen un d'Madamm Gesondheetsminister a Konsumenteschutzminister.

1. Wien ass zoustänneg fir d'Präisgestaltung bei de Covidtester um Findel?

2. Sinn d'Präisser vun deem Betrib, deen um Findel zoustänneg ass, transparent berechent ginn, eventuell mat enger raisonnabeler Gewinnmarge, a sinn si vum Gesondheetsministère oder vu lux-Airport ofgeseent ginn?

3. War dee Betrib dee bëllegsten Ubidder oder ass hien ouni Ausschreiwung ausgewielt ginn?

4. Wa keng Ausschreiwung war, wien huet dee Betrib no wat fir enge Krittere mat de Covidtester um Findel beoptraagt?

5. Handelt et sech ëm e Betrib aus dem Gesondheetsberäich a mat wéi engem Laboratoire schafft hien zesummen?

6. Gëtt et iergendeng Form vu Qualitéitskontrolle duerch de Gesondheetsministère, eng aner Verwaltung oder eng aner Struktur?

7. Verschidde Passagéier, déi e Fluch hu missen ofsoen an den Test nach net gemaach, awer scho bezuelt haten, hu bei dem Betrib de Remboursement ugefrot, ouni awer jee e Remboursement ze kréien. Kënnen déi Passagéier sech beim Konsumenteschutzministère beschwéieren?

Dee Betrib kënnst jo och an de Besëtzt vu perséinleche gesondheetlechen an och vu finanziellen Donnéeën vun de Passagéier.

8. Ass séchergestallt, datt déi Donnéeën geschützt sinn?

9. Ass et normal, datt e Passagéier sech bei engem him warscheinlech frieme Betrib, dee weeder mam Findel nach mat der Fluchgesellschaft eppes ze dinn huet, muss registréieren, fir kënnen an de Flieger ze klammen, deen hie bezuelt huet?

10. Huet dee Betrib nach aner Aktivitéiten zu Lëtzebuerg?

11. Ass séchergestallt, datt d'registréiert Userdate vum Findel net verknäppt gi mat aneren Aktivitéiten vum Fluchpassagéier bei deem Déngschtleeschter, fir e komplette Profill vum Fluchpassagéier ze erstellen?

12. Ass séchergestallt, datt d'medezinnesch Informatiounen iwwert de Fluchpassagéier komplett geläscht ginn, esoubal d'Tester net méi gültig sinn?

13. Wär et net un der Regierung, am Sënn vum Konsumenten- an Dateschutz de Fluchpassagéier ze roden, hire Konto bei deem Betrib ze läschen, esoubal si hiren negativen Testzertifikat hunn?

**Réponse** (13.08.2021) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Protection des consommateurs* :

ad 1. Lux-Airport huet sech Partner gesicht, fir senge Clienten ee Service unzibidden, fir sech virun engem Fluch um Flughaf selwer kënnen testen ze loossen. Zoustänneg fir d'Präisgestaltung ass lux-Airport mat senge Partner. Et handelt sech hei ëm eng reng kommerziell Aktivitéit, op déi d'Regierung keen Afloss huet.

ad 2. De Gesondheetsministère huet keng Informatiounen iwwert d'Käschten an d'Präisberechnung vu private Firmen. Firme mussen och net ee Präis vun Gesondheetsministère approvouéieren loossen. D'Gesondheetskeess gëtt fir verschidden diagnostesch Tester e Präis an hirer Nomenclature vir, deen dann och zielt fir de Remboursement bei diagnosteschen Tester, déi vun engem Dokter verschriwwen ginn. Dëst betrëfft awer ganz kloer net d'Aktivitéit vum Testzenter um Findel, vu datt déi Leit, déi sech hei teste loossen, dat net op Basis vun enger Ordonnance vun engem Dokter maachen, well si symptomatesch sinn.



ad 3. Well et sech hei net ëm eng Aktivitéit vum Staat handelt, huet de Gesondheitsministère keng Informatiounen, weeder zu der Ausschreibung nach wat aner Firma betrëfft, déi sech gemellt hunn.

ad 4. De Gesondheitsministère verweist op seng Äntwert op d'Fro uewendriwwer.

ad 5. Souwäit et dem Gesondheitsministère bekannt ass, handelt et sech ëm ee private Laboratoire d'analyses médicales, deen zu Lëtzebuerg eng Geneemegung huet an deen zesumme mat engem Sous-traitant dës Statioun bedreift.

ad 6. Als autoriséierte Laboratoire d'analyses médicales ënnerläit och dës Laboratoire den übliche Qualitéitskriterien a Kontrollen, déi vum Gesetz virgesi sinn. Als autoriséierte Laboratoire d'analyses médicales kann de Laboratoire natierlech perséinlech Donnéeë kréien an och traitéieren.

ad 7. Natierlech kann all Konsument sech gäre mat senger Froen an de Ministère fir Konsumenteschutz wenden. Entweder iwwer Telefon oder am beschte per E-mail un [info@mpc.etat.lu](mailto:info@mpc.etat.lu). De Ministère leet si dorops dohinner weider, wou si am beschte kënnen gehollef kréien, d. h. an dësem Fall entweder un de Médiateur de la consommation, d'Union luxembourgeoise des consommateurs (ULC) oder de Centre européen des consommateurs (CEC).

Bis elo huet de Ministère nach keng Reklamatiounen vu Passagéier kritt. Och de CEC huet, op Nofro, nach keng Plainte kritt. Bei der ULC war een eenzege Fall, wou de Konsument awer no Reklamatioun rembourséiert gouf.

Am Fall vu Problemer mam Remboursement réit de Ministère de Leit, sech direkt un de CEC ze wenden, wann de Konsument e Kontrakt mat enger auslännescher Gesellschaft ofschléisst. De CEC begleet d'Leit an hiren Demarché vis-à-vis vum Prestataire. Mee och d'ULC ka weiderhëllefen.

Parallèll huet de Ministère awer och Kontakt mat EcoCare a lux-Airport opgeholl a si drop higewisen, datt wa Leit annulléieren, si opgrond vun den Artikelen L.229-9 an 229-10 vum Code de la consommation d'Recht hunn, hir Suen zrëckzekeréieren.

ad 8. Hei handelt et sech ëm ee Laboratoire, deen zu Lëtzebuerg akkreditéiert ass an deen all Dag mat Gesondheidsdate schafft an dofir och bestëmmt Mesuren a Virkéierunge getraff huet, fir RGDP-konform ze sinn. Donieft ass et jo eng perséinlech Entscheedung vun all Persoun, ob ee sech an dëser Teststatioun teste léisst oder net. Dës Firma kritt keng finanziell Donnéeë vun de Persounen, mee just d'Donnéeë, déi a Relatioun si mam Ausstelle vum engem Testzertifikat.

ad 9. Am Fall vun engem Diagnostiktest muss de Laboratoire natierlech wëssen, wien déi getest Persoun ass, fir net Gefor ze lafen, datt eng falsch Persoun dat Testresultat kritt. Donieft muss och séchergestallt ginn, datt d'Persoun hiert Resultat kritt. Souwäit dem Gesondheitsministère bekannt ass, gëtt an dëser Teststatioun dorop higewisen, wien de Prestataire ass, deen dësen Test duerchféiert, fir datt d'Clientë wëssen, wien si hir Donnéeën uvertrauen.

ad 10. Laboratoires Réunis ass ee vun de private Laboratoire zu Lëtzebuerg an huet säit Joerzéngten Aktivitéiten zu Lëtzebuerg. Ecolog ass e Sous-traitant vun de Laboratoires Réunis an ass aktiv am Large-Scale-Testing.

ad 11. All Firma, egal wéi eng Aktivitéit déi huet, muss sech un d'Gesetz an och un de RGDP halen. Falls dat net esou wier, kann dat bei der CNPD gemellt ginn, déi da weider Schrëtt ënnerhält. Dem Gesondheitsministère ass kee Verstouss géint de RGDP bekannt a Laboratoires Réunis schaffen am Respekt vun de Qualitéitsnormen, déi fir een Diagnostiklaboratoire virgesi sinn.

ad 12. Hei gëllt, wéi bei all de Laboratoire, déi hiren Aktivitéiten zu Lëtzebuerg noginn, déi Lëtzebuerger Gesetzgebung, un déi sech de Prestataire hale muss.

ad 13. Soulaang de Prestataire sech un d'Gesetz an de RGDP hält, gëtt et kee Grund fir d'Regierung, sech do anzemeschen. Soss misst ee bei all Déngschtleeschung dat de Leit uroden. Falls et Problemer mam Dateschutz géife ginn, géif d'Regierung natierlech déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir d'Aktivitéit vun dësem Prestataire ze stoppen, bis alles „en règle“ ass.

**Question 4656** (13.07.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Fred Keup** (ADR) concernant l'augmentation des inscriptions à l'examen de luxembourgeois de l'Institut national des langues :

Eisen Informatiounen no hu sech rezent um INL (Institut national des langues) eng aussergewéinlech grouss Unzuel u Persounen (anscheinend e puer Honnert) presentéiert, fir de Lëtzebuergesch-Examen ze absolvéieren.

An deem Kontext hätte mir folgend Froen un den Här Educatiounsminister:

1. Kann den Här Minister deen uewe genannte Fait confirméieren?

2. Wa jo, wéi vill Persoune genee hu sech fir dee Lëtzebuergesch-Examen um INL presentéiert? Wéi ënnerscheet sech déi Zuel vun den Duerchschnëttswäerter?

3. Wéi eng Nationalitéiten haten dës Persounen?

4. Wéi sinn d'Resultater ausgefall vun deenen Examen? Wéi vill vun deene puer Honnert Leit hunn den Examen, opgeschlésselt no Nationalitéit, gepackt?

5. Wéi vill vun deene Persounen hu virdrun u Lëtzebuergesch-Coursen deelgeholl?

**Réponse** (18.08.2021) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. + 2. D'Examen am Lëtzebuergesch am INL sinn aussergewéinlech populär an esou hunn effektiv an deene leschte Méint vill Leit sech engem vun de verschiddenen Exame gestallt. Ech kann dës deemno confirméieren.

An deene leschten zwee Méint, méi genee tëschent dem 1. Juni an dem 15. Juli 2021, huet den INL verschidden Examen am Lëtzebuergesch organiséiert:

- de sougenannte Sproochentest, den Examen, deen ee muss packen, fir déi lëtzebuergesch Nationalitéit ze kréien;

- den Zertifikat Lëtzebuergesch als Friemsprooch (LaF);

- den 1. Diplom LaF an

- den 2. Diplom LaF.

Am Ganzen hunn 1.044 Persoune sech am genannten Zäitraum deenen Exame gestallt:

- 978 Leit hunn de Sproochentest gemaach;

- 26 den LaF-Zertifikat;

- 30 den 1. Diplom an

- 10 den 2. Diplom.

Am ganze Schouljoer 2019/2020 hunn eng 2.700 Leit ee vun dësen Exame gemaach, et kann een deemno soen, datt déi genannten Zuel fir de leschten annerhallwe Mount vum Schouljoer 2020/2021 eng relativ héich war.

Fir d'Waardezäit rasonabel ze halen, huet den INL séier reagéiert, extra Sessiounen geplangt an och ouni Tëscheffäll duerchgefouert. Doduerch kruten all d'Leit, déi hiren Dossier bis Enn Mee eragereecht haten, och nach d'Geleechenheet, dës Schouljoer un engem vun de genannten Examen deelzehuelen.

ad 3. D'Leit, déi deelgeholl hunn, haten Nationalitéit vun de folgenden 99 Länner:

(*liste à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question*).

ad 4. + 5. Vun den 1.044 genannte Leit, déi ee vun deenen Exame matgemaach hunn, hunn der 651 e gepackt, dat mécht en Taux de réussite vun ongeféier 57 % aus. Opgeschlésselt op déi verschidden Exame läit den Taux de réussite bei 65,6 % fir de Sproochentest, 27 % fir den LaF-Zertifikat, 60 % fir den LaF-1-Diplom an och 60 % fir den LaF-2-Diplom.

Déi genannten Exame sinn onafhängeg vun de Coursen am INL respektiv generell onafhängeg vun Coursen unzegesinn. Wou d'Kandidate Lëtzebuergesch geléiert hunn, spillt an dësem Kontext keng Roll an duerfir féiert den INL doriwwer och keng Statistiken.

Well verschidden Nationalitéit ganz weineg respektiv just eemol representéiert sinn, schéngt mir eng Opschlësselung vum Taux de réussite no Nationalitéit aus Grënn vun der Protektioun vun de perséinlechen Donnéeën net ubruecht: Et kéint een nämlech d'Performance vu ganz villen eenzele Persounen erausliesen.

**Question 4657** (14.07.2021) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant le renouvellement du permis de conduire :

A leschter Zäit heefe sech d'Fäll vu Leit, déi net verstinn, firwat si mat 75 Joer hire Führerschäin net verlängert kréien. Sou kritt beispillsweis ee Mann, deen 1945 gebuer gouf, säi Camionsführerschäin (iwwer 7,5 Tonnen) net méi verlängert wéinst sengem Alter, obwuel hie kargesond ass an nach ni de Führerschäin verluer huet. Hien huet bei der entsprecher Verwaltung reklaméiert. Déi huet sech awer hannert „europäesche Reegelen“ verschanzt. Et huet sech awer erausgestallt, datt een an Däitschland a Frankräich ouni Problem och an deem Alter säi Führerschäin verlängere kann.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Transportminister:

1. Ass den Här Minister um Courant vun dëser of-fensichtlecher Altersdiskriminatioun?

2. Kann den Här Minister preziséieren, wat fir „europäesch Reegelen“ eng Verlängerung vun deem genannte Führerschäin verbidden?

3. Gedenkt den Här Minister, an dëser Fro ze reagéieren, fir datt esou eng Diskriminatioun ophält?

**Question 4770** (30.07.2021) de **M. Michel Wolter** (CSV) concernant le renouvellement du permis de conduire :

Laut aktueller Gesetzgebung dierf een nom Erreeche vum Alter vu 75 Joer kee Camion a kee Bus méi op der öffentlecher Strooss beweegen. Déi entsprecher Führerschäin (Kategorie C an D) verléieren op deem Stéchedag hir Gültigkeit - egal, wéi fit a gesond een nach ass. Den Autoführerschäin (Kategorie B) par contre gëtt op Presentatioun vun engem medezinneschen Attest vun engem Dokter iwwer den Alter vu 75 Joer eraus verlängert.

Dës Reegelung fir d'Führerschäin vun de Kategorie C an D ass zum Nodeel vun deenen eelere Leit, déi beispillsweis e gréissere Campingcar hunn, fir deen een e Camionsführerschäin brauch. Fir dës Leit bedeit dat, dass si hire Campingcar vu 75 Joer un net méi dierfe benotzen. Souguer dann net net, wa si nach valid genuch wieren, fir e gréissert Gefier ze steieren.

An dësem Kontext wéilt ech folgend Froen un den Här Mobilitéitsminister stellen:

- Kann den Här Mobilitéitsminister dës Reglementatioun confirméieren?

- Wa jo, a wéi wäit ass den Här Minister der Meinung, dass dës Reegelung nach appropriéiert ass - wëssend, dass d'Leit ëmmer méi al ginn an an der Reegel méi laang fit a gesond bleiwen?

- Wéi steet den Här Minister zu där Zwoulassegesellschaft, déi mam Erreeche vu 75 Joer entsteet? Wann een nach valid genuch ass, dierf een nach Auto fueren, e Camion oder e Bus dierf een awer net méi beweegen, och net zu rekreativen Zwecker.

- Ass den Här Minister net der Meinung, dass och bei de Führerschäin fir d'Kategorie C an D (Camion a Bus) e medezinneschen Attest vun engem Dokter misst dat ausschlaggebend Element sinn, ob een de Führerschäin behält oder net?

- Wat gedenkt den Här Mobilitéitsminister ze ënnerhuelen, fir eelere Leit duerch dës Reegelung net onnéidegerweis an der Gestaltung vun hiren Aktivitéiten anzeschränken?

**Réponse** (23.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Fir de Führerschäin vun der Kategorie C kënnen ze maachen, muss een 21 Joer al sinn, respektiv 18 Joer, wann een d'Ausbildung zum Berufsschauffer gemaach huet, (Code 95) an et muss een den Autoführerschäin (Kategorie B) scho gemaach hunn. De Führerschäin vun der Kategorie C erlaabt d'Fuere vu Gefier, där hiert héchst zoulässegt Gesamtgewicht iwwer 3,5 Tonne ka sinn.

Wann een de Camionsführerschäin huet, da sinn do och implizitt d'Führerschäin vun de Kategorie C1 a C1E mat dran, mat deenen een e Gefier vu 7,5 Tonne Gesamtgewicht ka fueren, un dat een och nach eng Remork vu 750 kg drunhänke kann (C1) oder esouguer bis zu engem Gesamtgewicht vun 12 Tonnen (C1E).

Sou wéi et déi europäesch Direktiv iwwer de Führerschäin virgesäit, huet de Camionsführerschäin eng Gültigkeit vu fénnef Joer. Fir eng Verlängerung vum Führerschäin ass dann och ëmmer eng Visitt beim Dokter virgeschriwwen.

Generell ass ervirzehewen, datt een de Camionsführerschäin nëmme fir beruflech Zwecker benotzen däerf, wann een ënner d'Dispositiounen vun der europäescher Direktiv iwwer d'Berufsschauffere fällt an een déi obligatoresch Formatioun (Code 95) gemaach huet.

Des Weidere gesäit de Code de la route vir, datt de Camionsführerschäin am Fénnefjoresrhythmus ëmmer bis 70 Joer ka verlängert ginn. Ab da gëtt de Führerschäin vun dëser Kategorie just nach fir dräi Joer verlängert, ouni awer 75 Joer kënnen ze iwwerschreiden. Fir sécherzestellen, datt déi Persoun, déi esou e Gefier, wat bis zu 44 Tonne ka weien (am Normalfall), och an aller Sécherheet nach am Verkéier beweegen kann, ass och dës Verlängerung nëmme mat engem medezinneschen Certificat méiglech.

Ab dem 75. Joer gëtt de Führerschäin vun der Kategorie C am Moment net méi verlängert. Dës Dispositioun steet scho säit 1992 esou am Code de la route an ass sengerzäit agefouert ginn aus Grënn vun der allgemenger Verkéierssécherheet.

Fir der Entwécklung awer Rechnung ze droen, datt mat der Zäit virun allem am Beräich vun de Roulotten an de sougenannte Mobil-Homen ëmmer méi confortabel an doduerch awer och ëmmer méi grouss a schwéier Modeller op de Marché komm sinn, déi sech bei de Camper grousser Beliftheet

erfreeën, ass 2009 dës Dispositioun schonn deemools an dem Sënn geännert ginn, datt elo, soulaang wéi et de Gesondheitszoustand vun de Persounen nach erlaabt, d'Kategorie C1 a C1E (also mat Remork Gefier vu bis zu 12 Tonnen) nach kënnen weider verlängert ginn.

Well vill Leit, och dank dem medezinnesche Fortschritt, mëttlerweil och am héijen Alter nach bei gudder Gesondheet sinn, wäert ech dem Regierungsrot bei der nächster Ännerung vum Code de la route proposéieren, fir dës Altersgrenz opzehiewen, soudatt, soulaang wéi de Gesondheitszoustand vun der betroffener Persoun et zoulässt, d'Führerschäin vun de Kategorie C an D nach kënnen verlängert ginn.

**Question 4659** (14.07.2021) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant les développements récents sur l'île de Chypre :

Les tensions géopolitiques qui durent depuis des décennies sur l'île chypriote ont récemment culminé dans l'occupation de la ville fantôme de Famagouste, abandonnée par les résidents chypriotes grecs suite à l'invasion turque de l'île en 1974, par des forces armées turques. La Turquie prévoit d'inciter les résidents chypriotes grecs légitimes de Famagouste à retourner sous l'administration chypriote turque en les encourageant à réclamer leurs propriétés devant « l'inefficace » Commission des biens immobiliers, où leur propriété sera alors contestée.

À noter que cette occupation enfreint les accords de droit international y relatifs, notamment les décisions de l'UE en la matière ainsi que les résolutions 550 (1984) et 789 (1992) du Conseil de sécurité de l'ONU.

La situation actuelle pose non seulement un danger pour la stabilité politique de la République de Chypre, mais aussi pour la stabilité de la Méditerranée de l'Est entière.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est la position du Luxembourg et de l'Union européenne concernant les développements récents sur l'île de Chypre ?

2) Quelles suites le Conseil des affaires étrangères de l'Union européenne entend-il réserver aux actions du Gouvernement turc ?

3) Quelle est la position du Luxembourg en ce qui concerne la « solution à deux États » pour la République de Chypre, telle qu'évoquée par le président turc et refusée catégoriquement par la présidente de la Commission von der Leyen ?

**Réponse** (12.08.2021) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) L'Union européenne a fermement condamné les mesures unilatérales prises par la Turquie et les annonces inacceptables faites par le président turc et le dirigeant de la communauté chypriote turque le 20 juillet 2021 sur la réouverture d'une partie de la zone clôturée de Varosha. L'UE demande que l'on revienne immédiatement sur ces actions et que l'on annule toutes les mesures prises concernant Varosha depuis octobre 2020. Les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant Varosha, en particulier les résolutions 550 (1984) et 789 (1992), doivent être intégralement respectées et appliquées.

L'UE insiste sur la nécessité d'éviter toute action unilatérale contraire au droit international et toute nouvelle provocation qui soit susceptible d'accroître les tensions sur l'île et de compromettre les efforts actuellement déployés pour trouver un terrain d'entente entre les parties en vue d'un règlement durable de la question chypriote.

ad 2) Les ministres des affaires étrangères de l'Union européenne discuteront lors de leur prochaine réunion des suites à réserver à un éventuel refus de la part de la Turquie de revenir sur ses actions contraires aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies. L'UE reste déterminée à recourir aux instruments et options dont elle dispose pour défendre ses intérêts et ceux de ses États membres ainsi que pour préserver la stabilité régionale.

ad 3) Le Luxembourg reste pleinement attaché à un règlement global de la question chypriote, fondé sur une fédération bizonale et bicommunautaire, avec égalité politique, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations Unies et aux principes sur lesquels l'Union est fondée.

**Question 4660** (14.07.2021) de **Mme Lydia Mutsch** (LSAP) concernant l'attractivité du secteur de la recherche au Luxembourg :

La recherche et l'innovation revêtent une grande importance pour la compétitivité du Luxembourg.



Ainsi, le Grand-Duché doit proposer un cadre attractif pour les chercheurs et scientifiques. D'un article du journal « Die Zeit » ressort qu'en Allemagne 90 % des scientifiques travaillent sous un contrat à durée déterminée.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sous quelles formes, voire contrats les scientifiques et les chercheurs sont employés au Luxembourg ?

- Comment le Grand-Duché attire aujourd'hui les talents et les jeunes chercheurs pour des projets au Luxembourg ? Quels sont les arguments qui font que les chercheurs viennent s'installer ici ? Est-ce que la forme du contrat de travail joue un rôle dans cette décision ?

- L'accord de coalition prévoit qu'« une définition large du concept de valorisation de la recherche, de l'impact scientifique, en passant par la mobilité intersectorielle des chercheurs et la valorisation économique et l'impact sur le développement des politiques » sera adoptée. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer dans quelle phase d'élaboration se trouve ce concept ?

**Réponse (29.07.2021) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche :**

À titre de remarque liminaire, je tiens à rappeler que le personnel de recherche dans le secteur public, donc à l'Université du Luxembourg et dans les trois centres de recherche publics, c'est-à-dire le Luxembourg Institute of Science and Technology (LIST), le Luxembourg Institute of Health (LIH) et le Luxembourg Institute of Socio-Economic Research (LISER), est embauché sous forme de contrat à durée indéterminée (CDI) ou à durée déterminée (CDD). Fin 2020, le personnel de recherche comptait un effectif de quelque 3.400 personnes, dont quelque 1.900 sous CDI et 1.500 sous CDD parmi lesquels se trouvent quelque 1.250 doctorants et postdoctorants.

Je tiens à souligner que, selon le classement « European Innovation Scoreboard » de 2021, la Commission européenne mentionne tout particulièrement l'attractivité du système de recherche luxembourgeois, en le qualifiant de leader européen. Ceci est dû au fait que la quasi-totalité des jeunes chercheurs, donc les doctorants et les postdoctorants, bénéficie d'un CDD et donc d'une pleine couverture au niveau de la sécurité sociale, ce qui malheureusement n'est pas le cas dans la plupart des autres pays.

En plus, le FNR a mis au point deux programmes spécifiques qui visent à attirer des chercheurs de renommée internationale au Luxembourg. Parmi ces deux programmes, le programme PEARL vise des chercheurs seniors qui ont déjà atteint un statut d'excellence internationale, alors que le programme ATTRACT vise des chercheurs qui ne sont pas aussi avancés dans leur carrière, mais qui ont le potentiel de créer au Luxembourg une équipe de recherche qui va atteindre une haute visibilité internationale.

En ce qui concerne la troisième question, il convient de préciser que cette conception large de la valorisation de la recherche se trouve d'ores et déjà appliquée à travers le dispositif national de la recherche et de l'innovation et répond à une des recommandations émises par l'analyse-évaluation du système luxembourgeois d'innovation par l'OCDE en 2015.

En effet, les conventions pluriannuelles entre l'État et les centres de recherche publics, d'une part, et l'Université du Luxembourg, d'autre part, reflètent cette conception de valorisation, en fixant des objectifs (avec des indicateurs quantitatifs y relatifs) en termes de qualité de la production scientifique, de nombre de spin-offs créés et de brevets déposés, de nombre de postdoctorants en partenariat public-privé ainsi que de financement tiers contractuel aussi bien public que privé. Le financement tiers contractuel témoigne de l'intérêt que porte un partenaire public ou privé aux activités de recherche et d'innovation.

**Question 4661 (14.07.2021) de M. Sven Clement (Piraten) concernant la situation en Eswatini :**

Sait e puer Woche protestéieren d'Bierger am afrikaneschen Eswatini (bis 2018 nach Swasiland) géint de Regim vum Kinnek Mswati. D'Land huet staark mam Covid ze kämpfen. Nëmme ronn 3 % vun der Bevelkerung krute bis elo eng Impfdosis.

Trotzdem ginn d'Mënschen am Land momentan op d'Strooss, well si méi ee grousst Matsproocherecht fuerderen a fir ee Méi-Parteie-System anrieden. Sait 1973 si politesch Parteien am Land nämlech verbueden.

Laut der „Frankfurter Allgemeine Zeitung“ (FAZ) hunn d'Autoritéite gewaltsam op d'Protester rea-

géiert a mat Waffen op d'Ziviliste geschoss. Bis zu 60 Ziviliste solle laut „Tagesschau“ schonn hiert d'Liewe gelooss hunn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Aussenugeleeeënheiten an Europa dës Froe stellen:

1. Awéiwäit ass d'Lëtzebuenger Regierung iwwert d'Situatioun am Land informéiert?

2. Wat ass d'Positioun vun der Lëtzebuenger Regierung?

3. Sinn op internationalem Plang scho Moosname geholl ginn, fir d'Gewalt géint d'Bierger am Land ze stoppen? Wa jo, awéiwäit ka Lëtzebuerg sech hei bedeelegen?

**Réponse (26.07.2021) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes :**

ad 1. Lëtzebuerg verfollegt d'Situatioun am Eswatini mat Hëllef vun den Informatiounen vun der Europäescher Unioun. Mir hu selwer keng diplomatesch oder konsularesch Presenz am Land.

ad 2. Lëtzebuerg associéiert sech mat der lokaler gemeinsamer Deklaratioun vun der EU, dem Vereenegte Kinnekräich an de Vereenegte Staate vun Amerika vum 1. Juli 2021, an där all d'Acteure vun den Onrouen opgeruff ginn, d'Mënscherechter ze respektéieren an op gewalttätig Mëttelen ze verzichten. Fir d'Situatioun friddlech an sou séier wéi méiglech ze léisen, mussen d'Rechtsstaatlechkeet weiderhin oprechterhalen, all d'Täter zur Verantwortung gezunn an en inklusiven Dialog gefouert ginn. An deem Sënn rífft Lëtzebuerg d'Regierung vum Kinnekräich Eswatini op, weiderhi mat der Zivilgesellschaft an der SADC (Southern African Development Community) an der Roll vum Facilitateur zesummenzeschaffen.

ad 3. Fir de Moment sinn nach keng Moosnamen um internationalen Niveau geplangt.

**Question 4662 (14.07.2021) de MM. Marc Lies et Serge Wilmes (CSV) concernant la piste cyclable 24 entre Cruchten et Medernach :**

Zënter Jore setze sech Gemengevertrieder aus der Gemeng Noumer an der Ärenzdallgemeng fir de Bau vun enger Vëlospist an, déi Kruuchten iwwer Schrondweiler mat Miedernach soll verbannen.

Konkreet handelt et sech ëm d'Vëlospist PC24 „de Feelser Jangeli“, sou wéi se am Gesetz vum 20. Dezember 2019 iwwert den nationale Vëloresseau definéiert ginn ass. Dës Vëlospist soll Kruuchten-Gare mat Miedernach verbannen an ausserdeem den Accès op d'Vëlospiste PC15-Piste cyclable de l'Alzette a PC5-Piste cyclable de l'Ernz Blanche sécherstellen.

De Bau vun der Vëlospist PC24 géif e Plus u Liewensqualität fir d'Bierger aus den zwou Gemengen duerstellen, och a puncto Sécherheet, well d'Vëlospist net méi um geféierleche CR115 respektiv der RN14 tëschent Kruuchten a Miedernach missten zirkuléieren. Ausserdeem géif een direkten Accès aus der Ärenzdallgemeng iwwer Schrondweiler op déi Kruuchter Gare geschafte ginn. Duerch den direkten Accès op déi Kruuchter Gare stellt d'PC24 och eng Opportunitéit fir den Tourismus a virun allem de Cyclotourismus dier, well se eng direkt schinnee-gonne Verbindung an déi touristesch Regioun vum Mëllerdall respektiv dem Natur- a Geopark Mëllerdall géif erméiglechen.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten richten:

1. Gëtt et eng Prioriséierung beim Bau vun neie Vëlospisten?

2. Wa jo, gëtt d'PC24 als prioritär ugesinn?

3. Wa jo, wéi wäit sinn d'Planunge vun der PC24 tëschent Kruuchten a Miedernach? Ass schonn een definitiv Tracé tëschent Kruuchten a Schrondweiler respektiv Schrondweiler a Miedernach festgehale ginn a wéini kéint mat den Aarbechten ugefaange ginn?

Wann nee, firwat gëtt d'PC24 net als prioritär ugesinn a wat sinn d'Grënn, dass net un dëser Vëlospist geplangt gëtt?

Laut eisen Informatiounen ass d'effentlech Hand Proprietär vun Terrainen, déi de Bau vum Tracé tëschent Schrondweiler a Miedernach géifen erméiglechen, um Tracé Kruuchten-Schrondweiler wieren nach Proprietätsverhältnissen ze klären.

An deem Kontext géife mir gäre folgend Froen un den Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten richten:

4. Kann den Här Minister dës Informatiounen confirméieren?

5. Wa jo, gëtt ugeduecht, dat Deelstéck, wou d'effentlech Hand Proprietär vun den Terrainen ass, kuerzfristeg ze realiséieren?

Wann nee, firwat net?

**Réponse (24.08.2021) de M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :**

ad 1. Den Ausbau an d'Verbesserung vum nationale Reseau vu Vëlospisten sinn eng Prioritéit vun der Regierung. Zousätzlech zu deene Projeten, déi am Bau sinn, lafe fir eng 80 Projeten iwwer 300 km konkreet Planungen.

Et gëtt keng Prioriséierung beim Bau vu Vëlospisten. Soubal fir ee Projet d'Autorisatiounen an d'Terrainen do sinn, gëtt en ausgeschriwwen a gebaut.

Et gëtt ee puer Projeten, déi entweeder fir d'Réckgrat vum nationale Reseau essenziell sinn (ewéi zum Beispill d'Verlängerung vun der „Vennbahn“ vun Elwen op Klierf), fir ee groussen Deel vum schonn existenten nationale Reseau eng Geforestell entschärfen (wéi zum Beispill d'PC15 zu Dummeldeng an de „Krommlängen“) oder déi aus anere Grënn dem Minister seng Opmierksamkeit brauchen (ewéi zum Beispill déi mangels Emprisé blockéiert PC22 vun der Bleesbréck op Furen). De Fortschritt op dëse Projeten esouwéi signifikant aner Informatiounen op anere Projeten gi systematesch all sechs bis aacht Woche mam Minister thematiséiert an et gëtt no Léisunge gesicht.

ad 2. D'PC24 steet am Gesetz vum nationale Vëloresseau, ass also eng wichteg Verbindung. Hir Planung geet, ewéi ënne beschriwwen, hiren normale Wee. Et gëtt zesumme mat deenen zoustännegen Instanzen een autorisabelen Tracé gesicht, deen et erlaabt, déi néideg Emprisen ze identifizéieren an dann ze kafen.

ad 3. Mëtt 2019 gouf mam Avant-projet sommaire (APS) fir d'Vëlospist PC24 tëschent Kruuchten, Schrondweiler a Miedernach ugefaangen. De Verlaf huet eng Längt vu ronn 8,5 km a gouf ufanks duerch Visitte virun Uert erfaasst, woubäi fir dat Stéck tëschent Kruuchten a Schrondweiler och d'Gemeingentechniker vun Noumer mat dobäi waren (28.08.2019). All d'Iddien, wéi de Verlaf vum Feelser Jangeli, si mat opgeholl ginn.

Am APS gouf net nëmme déi technesch Etüd lancéiert. Fir méiglechste séier virunzekomme, goufe parallell och Ëmweltetüden an Opdrag ginn. Uganks 2020 sinn déi éischt technesch Analysen duerchgefouert ginn an op Basis vun deene Verleef huet den Ëmweltbüro seng Etüd lancéiert. Mëtt 2020 huet sech unhand vun de Resultater aus dem FFH-Screening, der aarteschutzrechtlicher Virprüfung an enger Ökobilanz erausgestallt, dass Ëmwelttechnesch nach verdéiwend Etüden néideg sinn, fir precis Aussoen treffen ze kënnen. Ausserdeem ass erauskomme, dass déi bestoend Hecken a Beem op dem fréieren Damm vun Feelser Jangeli net esou einfach ewechgemaach kënnen ginn, wat dozou gefouert huet, dass weider Varianten dobäikomm sinn.

Déi néideg verdéiwend Ëmweltetüde mussen um Terrain zu bestëmmten Zäiten am Joer stattfannen, woubäi verschidden Déieren- a Planzenaarten ënnersicht ginn. Dës Aarbechten hunn 2021 ugefaangen a daueren nach. Soubal d'Resultater vun dësen Etüde virleien, kann den technesch Dossier finaliséiert ginn.

ad 4. Well fréier de Feelser Jangeli tëschent Kruuchten a Miedernach gefuer ass, waren d'Terrainen op dësem Verlaf an effentlecher Hand. Verschidden Emprisen, nodeems de Feelser Jangeli net méi gefuer ass, sinn awer verkaf ginn. Besonnesch betraff vun dësem Verkaf war dat Stéck tëschent Kruuchten a Schrondweiler. Tëscht Schrondweiler a Miedernach ass awer ee groussen Deel an effentlecher Hand bliwwen.

Den exakte Verlaf vun den a Fro kommende Variante gëtt an enger Phas APS mat Respekt zu de lafenden Ëmweltetüden ausgeschafft. Ueschléissend, nodeems sech fir eng Variant entschloss gouf, ka genau bestëmmt ginn, wéi vill Terrainen vu wéi enge Grondstécker genee gebraucht ginn. Dës Pläng ginn an der nächster Phas, dem Avant-projet détaillé (APD), ausgeschafft.

ad 5. Ob ee Stéck virgezu ka ginn, hänt vu verschiddene Viraussetzungen of. Hei spillen niewent den Emprisé folgend Faktoren eng Roll: Autorisatiounen, Käschten, Ëmfang vun den Aarbechten, Ofschluss vu virgezunnene Moosnamen (Kompensatiounen), Aschränkunge vun der Zäit vum Bau. No dëse Krittären ass et méiglech, den Tracé vun 8,5 km an ënnerschiddlech Louser anzedeelen. Mee dës Ënnerdeeling kann eréischt gemaach ginn, wann ee gesäit, dass et méiglech ass, ee Stéck virzezeien. Besonnesch spillen hei d'Emprisen an d'Ëmweltautorisatiounen eng Roll.

**Question 4663 (15.07.2021) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'assurance dépendance :**

La loi de 2018 portant réforme de l'assurance dépendance a réservé à l'aidant, la personne de l'entourage assumant l'encadrement de la personne dépendante, un rôle plus important. Étaient prévus une évaluation des capacités, des disponibilités,

des besoins d'encadrement et de formation ainsi qu'un contrôle qualité.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles initiatives ont été prises entre-temps par l'Administration du contrôle et de l'évaluation de l'assurance dépendance et le cas échéant lesquels et combien d'aidants en ont profité.

2) Combien d'aidants sont répertoriés et suivis par l'assurance dépendance ?

3) Quel est le nombre d'aidants qui bénéficient des prestations en espèces respectivement du versement de cotisations à l'assurance pension ?

4) Quel est le bilan de la nouvelle approche à l'encontre des aidants tant en ce qui concerne l'évaluation des capacités et disponibilités, des besoins d'encadrement et de formation ainsi qu'en matière de contrôle qualité ?

**Réponse (25.08.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :**

ad 1) L'un des principaux points de la réforme de l'assurance dépendance en 2018, était d'apporter plus de précisions concernant l'aidant, son identification et son rôle. Ainsi, le Livre V du Code de la sécurité sociale, en ce qui concerne l'aidant, fut étoffé en ce sens.

Ainsi, pour chaque demandeur vivant à domicile disposant d'une personne qui intervient dans sa prise en charge, l'identification ainsi que l'évaluation de cette personne sont réalisées par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance au moment de l'évaluation de la situation de dépendance :

- Il faut que cet aidant soit identifié et évalué pour qu'un remplacement des prestations en nature (aide apportée par un réseau d'aides et de soins) par une prestation en espèces soit possible. La présence de l'aidant est dès lors obligatoire au moment de l'évaluation des besoins de la personne dépendante par le référent de l'AEC.

- Les capacités et disponibilités de l'aidant à assumer tout ou partie des aides et soins seront également évaluées. Ainsi, le référent de l'AEC renseigne dans son outil d'évaluation, dans une rubrique dédiée, des informations d'ordre général, pour identifier cette personne participant aux aides et soins mais aussi pour être en mesure de se prononcer sur son intervention dans les aides et soins.

L'évaluation permet d'apprécier les disponibilités de l'aidant compte tenu de sa situation professionnelle, de ses charges familiales, de la proximité géographique de son domicile par rapport à celui du demandeur. Par ailleurs, elle permet d'évaluer ses aptitudes psychiques et physiques, les possibilités de répit dont il dispose en dehors de la prise en charge par l'assurance dépendance.

- Grâce aux constats faits par le référent de l'AEC, celui-ci décide si la personne pourra alors être retenue comme aidant au sens du Code de la sécurité sociale. L'aidant est connu et reconnu pour son intervention, et la synthèse de prise en charge en tiendra compte, en proposant notamment des mesures de répit et de soutien.

- C'est le référent de l'AEC qui détermine si l'aidant est capable de réaliser seul tous les aides et soins ou s'il doit se faire assister par un réseau d'aides et de soins (RAS). Si l'intervention d'un RAS est nécessaire, il incombe au référent de l'AEC de se prononcer sur la répartition des aides et soins requis afin de garantir la meilleure prise en charge possible de la personne dépendante en tenant également compte de la situation de l'aidant.

- Si la personne est retenue comme aidant d'après la loi par le référent de l'AEC, il s'agit d'un engagement officiel. L'aidant doit remplir et signer une fiche de renseignements permettant une identification complète. L'aidant retenu s'engage à assurer les aides et soins prévus dans la synthèse. Sauf changement fondamental des circonstances, la synthèse de prise en charge vaut pour un an au moins. Le nom de l'aidant figure également sur la synthèse qui accompagne la décision officielle envoyée par la CNS au bénéficiaire.

- En principe, l'AEC envoie une fiche d'information pour le demandeur vivant à domicile, en langue française et allemande, avec la convocation de l'évaluation réalisée à domicile. L'information en relation avec l'obligation de la présence de la personne aidante est également communiquée par téléphone lors de la prise de rendez-vous par le service compétent de l'AEC.

ad 2) En ce qui concerne les dossiers de demandes « aides et soins » reçus par l'assurance dépendance du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'au 2 août 2021, 8.921 synthèses de prises en charge identifiant un aidant ont été transférées à la Caisse nationale de santé. Parmi ces synthèses, 7.550 aidants différents ont été répertoriés par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance.



ad 3) - Prestations en espèces :

Le forfait de prestations en espèces, qui varie selon l'importance de la prise en charge assurée par l'aidant, est alloué à la personne dépendante afin de reconnaître l'aide fournie par l'aidant.

En date du 4 août 2021, l'assurance dépendance compte au total 15.238 bénéficiaires dont 9.980 (65 %) vivent à domicile :

- 1.253 bénéficiaires (13 %) profitent exclusivement de prestations en espèces (aides et soins apportés par un aidant).

- 5.666 bénéficiaires (57 %) profitent aussi bien de prestations en nature (aide apportée par un réseau d'aides et de soins) que de prestations en espèces.

- Au total, 6.919 bénéficiaires (70 %) profitent ainsi d'un paiement d'une prestation en espèces et par conséquent de la présence et de l'intervention d'un aidant.

Parmi les 9.980 personnes vivant à domicile figurent également les personnes profitant d'une prestation en espèces forfaitaire dans le cadre des dispositions particulières réservées à certaines pathologies. Il s'agit de 439 personnes (4 %).

- Cotisation à l'assurance pension :

L'assurance dépendance peut prendre en charge, sous certaines conditions, les cotisations pour l'assurance pension de l'aidant. Une personne dépendante peut demander la prise en charge des cotisations pour l'assurance pension de son aidant par l'assurance dépendance si celui-ci « ne bénéficie pas d'une pension personnelle ». La cotisation est calculée sur base du salaire social minimum pour un travailleur non qualifié âgé de 18 ans au moins.

En date du 1<sup>er</sup> juillet 2021, 2.207 aidants (source : Centre commun de la sécurité sociale) ont une affiliation en cours auprès du Centre commun de la sécurité sociale et profitent du versement de cotisations à l'assurance pension.

ad 4) - Identifier et bien connaître les aidants et leurs interventions

La réforme de l'assurance dépendance a mis un accent particulier sur l'identification et le suivi des aidants. L'aidant, reconnu capable et disponible par l'AEC, s'engage désormais de façon formelle à intervenir dans la prise en charge de la personne dépendante, mais est également mieux soutenu et accompagné dans son rôle, entre autres par des réévaluations régulières.

Grâce à la réforme, des informations systématiques sur cet aidant peuvent dorénavant être collectées et ont permis d'esquisser son profil, pour la première fois, dans le rapport biennal présenté en date 6 mai 2021 pour la période couverte de début 2018 à début 2020.

Dans cet esprit, l'AEC a lancé une étude de satisfaction auprès des bénéficiaires de l'assurance dépendance vivant à domicile ainsi que de leurs aidants. L'avis de l'aidant est très précieux vu son rôle primordial dans le maintien à domicile. La partie dédiée à l'aidant porte sur sa connaissance des prestations qui sont liées à son répit et la consommation de ces prestations ainsi que sur le ressenti de l'aidant en tant que personne participant activement à la prise en charge.

La réalisation d'une enquête spécifiquement dédiée à sa personne est une première au Luxembourg. Les résultats de l'enquête seront présentés fin 2021/début 2022.

- Suivi rapproché de l'aidant

Dans le cadre de la réforme, le législateur a prévu de renforcer les mesures ou de créer des nouvelles prestations qui visent à encadrer et à soutenir l'autonomie restante de la personne dépendante mais qui contribuent aussi à soutenir l'aidant dans son rôle. L'AEC a donc aussi la mission de s'assurer que la « charge » représentée par l'intervention dans les aides et soins de la personne dépendante n'impacte pas trop négativement sur la santé et le quotidien de l'aidant.

- Réévaluations :

La réforme de l'assurance dépendance a permis de réaliser un meilleur suivi de l'aidant, soutenu de manière générale par une politique de réévaluation renforcée.

Dans le cadre de chaque réévaluation, l'AEC recense un certain nombre de données qui permettent de suivre l'aidant et de savoir pourquoi, le cas échéant, son intervention a évolué.

Lors de chaque réévaluation, l'AEC réévalue la totalité de la synthèse de l'assuré : l'ensemble des aides et soins dans les actes essentiels de la vie, les activités, la répartition de l'exécution des prestations entre l'aidant et le prestataire mais également les capacités et disponibilités de l'aidant. Indépendamment de la variation du requis global d'une évaluation à une autre, la répartition de l'exécution des prestations peut bien entendu également varier lors d'une réévaluation. L'aidant peut continuer à fournir le même niveau d'aide, ou bien il

peut augmenter ou diminuer son investissement dans les actes essentiels de la vie.

Dans le cas où l'aidant a présenté des indisponibilités répétées, l'AEC réévaluera de façon prioritaire ses capacités et disponibilités afin de procéder aux adaptations qui s'imposent.

Certaines situations problématiques peuvent aussi être détectées par le biais du système de gestion des plaintes qui existe au niveau de l'AEC. Des doléances concernant la prise en charge par l'aidant peuvent être recueillies par ce moyen et être l'élément déclencheur d'une réévaluation permettant une nouvelle appréciation de la globalité de la situation, y compris en l'occurrence les capacités et disponibilités de l'aidant.

- Déclaration d'indisponibilité de l'aidant :

Depuis le 1<sup>er</sup> février 2021, un formulaire de déclaration d'indisponibilité de l'aidant doit être signé par la personne dépendante ou son représentant légal. Le but de ce formulaire est d'attester des dates de l'indisponibilité et d'informer la personne dépendante ou son représentant légal de la conséquence de cette indisponibilité.

La transmission de ce formulaire se fait de façon électronique dès signature via voie électronique à la CNS. L'ensemble des formulaires est contrôlé par l'AEC. Outre la concordance des dates, cela permet à l'AEC d'identifier des dossiers qui nécessiteraient directement une réévaluation ou un suivi spécifique par le référent du dossier.

En suivant davantage ces indisponibilités de l'aidant, notamment celles qui se répèteraient, l'AEC est en mesure de détecter, en collaboration avec les prestataires, les aidants qui pourraient se fatiguer ou dont les capacités d'intervention ont évolué.

Ce suivi rapproché, qui complète le suivi lié aux réévaluations planifiées, permet, par exemple, de reprendre contact plus prématurément que prévu et de thématiser des mesures de répit supplémentaires ou de revoir la répartition des aides et soins entre l'aidant et le prestataire.

- Formation de l'aidant

La formation de l'aidant vise à conseiller et à rendre compétent l'aidant pour l'exécution des aides et soins à fournir à la personne dépendante dans les domaines des actes essentiels de la vie en lui transmettant les techniques et le savoir nécessaire. Cette formation peut être prise en charge à raison de maximum six heures par an.

La formation de l'aidant, prestée en individuel ou en groupe, est planifiée et structurée et répond aux besoins spécifiques de l'aidant. Cette disposition de la réforme de 2018 constitue une amélioration incontestable par rapport à l'acte « conseil entourage », qui existait auparavant. Cette prestation était en effet ponctuelle et non renouvelable, alors que depuis 2018, l'aidant peut profiter tous les ans du forfait de six heures de formation.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'au 4 août 2021, 269 « activités de maintien à domicile - Formation à l'aidant » (AMD-FA) ont été attribuées suite à l'évaluation de la situation de dépendance du demandeur. Ceci représente 3 % des 8.921 synthèses de prises en charge de dossiers « aides et soins » déterminées et transférées à la CNS.

Il est à considérer que la facturation des actes auprès de la CNS est toujours en décalage avec la consommation. Si on prend en compte les années de 2018 à 2020, on peut constater que seuls 14 % ont été facturés à la CNS et consommés par les aidants.

- Formation aux aides techniques

La formation aux aides techniques vise à conseiller et à rendre compétent la personne ou son aidant pour l'utilisation des aides techniques mises à disposition par l'assurance dépendance à domicile, en leur transmettant les techniques et le savoir nécessaire. Cette formation peut être prise en charge à raison de deux heures par an.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'au 4 août 2021, 55 « activités de maintien à domicile - Formation à l'utilisation des aides techniques » (AMD-FAT) ont été attribuées suite à l'évaluation de la situation de dépendance du demandeur. Ceci représente environ 1 % des synthèses de prises en charge de dossiers « aides et soins » déterminées et transférées à la CNS.

Il est à considérer que la facturation des actes auprès de la CNS est toujours en décalage avec la consommation. Si on prend en compte les années de 2018 à 2020, on peut constater que seuls 25 % ont été facturés à la CNS et consommés par les aidants respectivement les bénéficiaires.

Ces deux prestations, à savoir la formation à l'aidant ou la formation aux aides techniques, sont accordées si le référent constate au moment de l'évaluation par exemple que l'aidant nécessite de renforcer son savoir sur la pathologie présentée par la personne dépendante, les conséquences de celle-ci

et la façon de gérer certaines situations liées à la pathologie de la personne dépendante. Ces formations peuvent aussi permettre d'améliorer les capacités de l'aidant à prendre en charge la personne dépendante selon les règles de l'art.

- Suivi de la qualité des prestations fournies - aides techniques et adaptations du logement

Dans le cadre de la réforme de l'assurance dépendance, le suivi de la qualité des prestations fournies a été renforcé et inclut également le volet des aides techniques ainsi que les adaptations du logement. Leur prise en charge par l'assurance dépendance a certes un impact positif sur la vie des bénéficiaires, mais poursuit également l'objectif de faciliter la tâche des personnes qui assurent les aides et soins et de soutenir ainsi les aidants dans leur quotidien.

Le premier rapport biennal détaille les différents outils et moyens de suivi appliqués et réalisés, tels que les enquêtes de satisfaction ou les contrôles de délais de livraison par rapport à certains types d'aides techniques ou des contrôles qualité effectués lors des trois moments-clés d'une adaptation du logement.

Ainsi, à titre d'exemple, l'enquête de satisfaction sur les lève-personnes passifs et actifs a révélé qu'une part importante des transferts sont effectués par des non-professionnels et que les bénéficiaires ne se sentent pas en sécurité. L'AEC a procédé ainsi à une modification de la démarche pour la mise à disposition des lève-personnes afin de garantir la sécurité du bénéficiaire et de soutenir l'aidant dans cette tâche. Un essai en présence du référent de l'AEC et d'un technicien du Service moyens accessoires (SMA) est dorénavant obligatoire avant la mise à disposition d'un lève-personne, lorsqu'une partie ou tous les transferts sont réalisés par un aidant non professionnel.

**Question 4664** (15.07.2021) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'augmentation des matières premières et de matériaux :

An engem rezenten Interview, deem den 12. Juli ënnert dem Titel „Mêmes droits et mêmes obligations pour tout le monde“ am Tageblatt publizéiert gouf, huet de Generalsekretär vun der Fédération des artisans seng Bedenke geäussert, datt déi aktuell Hausse vun de Präisser bei Baumaterialien niert villen aneren Urssaachen, och duerch eng bewosst Baisse vun der Offer duerch grouss Ubieder, déi verfügbar Materialie bewosst zeréckhalen, mat kéint verursaacht sinn.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Minister fir Economie gär dës Froe stellen:

1. Sinn dem Minister dës Iwwerleeunge bekannt? Wa jo, kann hien d'Positioun vun der Regierung dozou elaboréieren?

2. Ginn et zoustänneg Verwaltungen, déi hei kéinten eng Enquête lancéieren? Wa jo, wéi eng? Iwwer wéi eng Kompetenz verfügen si fir de Fall, datt d'Ubieder am Ausland sëtzen?

**Réponse** (30.07.2021) de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Économie* :

An der Aktualitéitsstonn zu der Hausse vun de Präisser an der Penurie vu Baumaterialie vum 6. Juli 2021 an der Chamber huet de Wirtschaftsminister am Detail zu dësem Sujet Stellung geholl. An senger Interventioun huet de Wirtschaftsminister och dorobber higewisen, dass hien ugangs Mee 2021 de Konkurrenzrot (Conseil de la concurrence) saisiert hat, fir eng Bestandsopnam iwwert dës Problematik zu Lëtzebuerg ze maachen.

D'Hausse vun de Präisser an den Enkpass vu Baumaterialie gëtt et net nëmmen zu Lëtzebuerg; zanter dem 1. Semester vun 2021 ginn et op ville Plazen an der EU änlech Problemer. Aus deene meeschten internationalen Analyse geet ervir, datt et dofir zwee Haaptgrënn ginn: engersäits, well et duerch d'Covidkris zu Behënnerunge bei de Liwwerkette koum, an anersäits duerch de wirtschaftlechen Opschwung am Bausecteur an den USA an a China. De Lëtzebuerg Konkurrenzrot gesäit déi Situatioun och esou.

Eng kënschtlech Baisse vun der Offer, wéi den eierbaren Deputéierten se an senger Fro beschreift, kann ënnert bestëmmten Ëmstänn géint d'Konkurrenzrecht verstoussen. Dat ass entweeder de Fall, wann eng Firma mat enger dominanter Maartpositioun d'Präisser an d'Luucht dreift oder wa méi Betreiber sech ënnerteneen ofschwätzen, fir dat zesammen ze maachen.

Zu Lëtzebuerg ass de Konkurrenzrot dofir zoustänneg, fir d'Anhale vun nationalen an europäesche Konkurrenzrecht ze kontrolléieren. Op europäeschem Niveau gëtt dës Roll vun der Europäescher Kommissioun iwwerholl. Wann eng Entreprise géint d'Konkurrenzrecht verstéisst, dëse Verstouss op de Lëtzebuerg Territoire begrenzt ass, mee de Betrib säi Sëtz am Ausland huet, da kann de Konkurrenzrot bei senger Enquête vun der Kon-

kurrenzautoritéit aus dem jeeweilige Memberstaat ënnertstëtzt ginn, fir zum Beispill Informatiounen ze kréien oder Inspektiounen duerchgefieren. Bei Fall, déi iwwert den Territoire vun engem Memberstaat erausginn, ass d'Europäesch Kommissioun zoustänneg.

Wéi gesot huet sech de Konkurrenzrot op Demande vum Wirtschaftsministère schonn Enn Mee vun dësem Joer der Problematik vun den héije Präisser fir Baumaterial uegholl. A Gespräicher vum Konkurrenzrot mat verschiddenen Acteuren aus dem Secteur vun der Konstruktioun konnten allerdéngs keng Elementer festgestallt ginn, déi op e méigleche Verstouss géint d'Konkurrenzrecht géifen hindeiten. D'Hausse vun de Präisser schéngt der Analys vum Konkurrenzrot no virun allem duerch allgemeng international Entwécklungen ze kommen. Déi weltwäit Produktioun vu Baumaterialien ass erofgaangen, duerch d'Covidkris an/oder meteorologesch Evenementer, a gläichzäiteg ass déi weltwäit Demande fir esou Material geklommen.

Wann eng Firma allerdéngs konkret Hiweiser zu engem méigleche Verstouss géint d'Konkurrenzrecht huet, kann si zu all Moment eng Plainte beim Konkurrenzrot maachen.

**Question 4666** (15.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant la prise en charge de gardes individuelles de nuit par l'assurance dépendance :

La loi du 29 août 2017 portant réforme de l'assurance dépendance a introduit, en faveur des personnes dépendantes soignées à domicile, une offre limitée de gardes individuelles de nuit prises en charge par l'assurance dépendance.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quel a été l'écho à cette offre et combien de personnes ont pu en bénéficier.

2) Est-il envisagé d'élargir cette offre facilitant le maintien à domicile de personnes gravement dépendantes ?

**Réponse** (25.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

ad 1) La loi du 29 août 2017 portant réforme de l'assurance dépendance<sup>12</sup> a introduit une prestation supplémentaire dans le référentiel des aides et soins de l'assurance dépendance, dont le besoin est évalué par l'Administration d'évaluation et de contrôle (AEC) de l'assurance dépendance. Il s'agit de l'Activité de maintien à domicile - Gardes de nuit (AMDM-GDN).

Cette nouvelle prestation supplémentaire vise à renforcer les mesures existantes permettant d'assurer la continuité de la prise en charge de la personne dépendante à domicile nécessitant une surveillance constante, et ce, afin de pallier l'absence de son aidant :

- La garde de nuit consiste en une surveillance durant la nuit d'une personne dépendante à son domicile qui nécessite la présence d'une tierce personne 24 heures sur 24.

La garde de nuit permet un remplacement de l'aidant en cas d'absence momentanée, absence due à un besoin de répit, suite à son hospitalisation ou à une indisponibilité définitive.

- Les gardes de nuit peuvent être prises en charge à raison de dix nuits (à huit heures) par an. Elles sont prestées en individuel au lieu de vie habituel de la personne dépendante. La prestation des gardes peut être planifiée soit en une séquence ininterrompue, soit être répartie sur une période de douze mois calculée à partir de la date de la notification de la décision. Il n'est pas possible de transposer des gardes de nuit non consommées d'une année à une autre.

Si des actes essentiels de la vie doivent être effectués pendant la garde de nuit, ceux-ci sont réalisés dans le cadre du forfait attribué aux actes essentiels de la vie.

- Ces gardes sont donc attribuées surtout à des personnes avec des niveaux de dépendance plus élevés, profitant déjà pendant la journée d'un encadrement sous forme de gardes individuelles à domicile ou de gardes en groupe en centres de jour spécialisés.

4,2 % des bénéficiaires à domicile ont eu droit à une garde de nuit à la date du 2 août 2021.

Du 1<sup>er</sup> janvier 2018 jusqu'au 2 août 2021, 1.247 « Activités de maintien à domicile - Gardes de nuit » ont été attribuées à 1.113 bénéficiaires différents.

<sup>12</sup> Loi du 29 août 2017 portant modification 1. du Code de la sécurité sociale ; 2. de la loi modifiée du 15 décembre 1993 déterminant le cadre du personnel des administrations, des services et des juridictions de la sécurité sociale ; 3. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État.



Si on prend en compte les années de 2018 à 2020, on peut constater que seuls 95 bénéficiaires ont eu recours à l'activité de « Gardes de nuit », ce qui représente 9,5 % sur le total des bénéficiaires ayant eu droit à l'activité des gardes de nuit.

Ces 95 bénéficiaires ont « consommé » au total 652 gardes de nuit facturées à la CNS.

Si on considère le nombre de gardes de nuit auxquelles les différents bénéficiaires ont eu recours, on constate que la moitié (49 %) ont utilisé la totalité des dix gardes de nuit accordées. 14 % n'ont utilisé qu'une seule garde de nuit tandis que les 37 % restants s'évaluent entre deux et neuf gardes de nuit<sup>13</sup>.

ad 2) Il n'est actuellement pas prévu d'élargir encore cette offre étant donné que seul un faible pourcentage des bénéficiaires ayant eu droit à l'activité des gardes de nuit profite de ce droit. Il est à noter que le référent de l'AEC informe aussi bien le bénéficiaire que l'aidant sur la possibilité de la prestation des gardes de nuit, le cas échéant.

Le faible recours à cette offre peut s'expliquer par l'existence d'autres mesures, en dehors du cadre de l'assurance dépendance, telles que les lits de vacances ou des projets initiés par certains prestataires ou d'autres ministères.

De plus, les assurés qui ont besoin d'un soutien intensif 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 peuvent avoir recours à la « mesure exceptionnelle pour le soutien intensif extrahospitalier » en vue de garantir leur maintien à domicile. Il s'agit d'une aide financière étatique destinée aux personnes qui nécessitent un accompagnement et des soins extrahospitaliers en continu, impliquant notamment une présence d'une personne tierce 24h/24 et 7j/7. Le formulaire spécifique pour introduire la demande peut être sollicité au Ministère de la Santé et sera prochainement disponible sur le portail guichet.lu.

**Question 4668** (15.07.2021) de **MM. Dan Biancalana et Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant les **travaux d'intérêt général (TIG)** :

Si dans l'appréciation du tribunal, une infraction ne comporte pas une peine privative de liberté supérieure à six mois, il peut décider, à titre de peine principale, que le condamné doit accomplir des travaux d'intérêt général (TIG).

Ces travaux, non rémunérés, au profit d'une collectivité publique, d'un établissement public, d'une association ou institution hospitalière, respectivement d'une œuvre philanthropique ne peuvent dépasser 240 heures.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

1) Combien de TIG ont été prononcés au cours de ces cinq dernières années par les juridictions pénales ?

2) Quelle était la nature des infractions à la base de ces décisions ?

3) Quels ont été les secteurs qui ont accueilli les personnes concernées ? L'offre pour accueillir les personnes concernées est-elle suffisante ?

4) Combien de TIG ont été menés à terme et combien ont été interrompus voire révoqués ?

**Réponse** (26.08.2021) de **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice** :

ad 1) Le tableau ci-dessous renseigne le nombre de travaux d'intérêt général prononcés par les juridictions pénales.

Il résulte de ce tableau que le nombre de condamnations à des TIG a augmenté au fil des années, mis à part en 2020, année pendant laquelle ces condamnations ont diminué en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Le tableau ci-dessous, reprenant la classification ICCS (International Classification of Crime for Statistical Purposes) renseigne la nature des différentes infractions à la base de ces décisions.<sup>14</sup>

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Les institutions qui accueillent les personnes condamnées à des travaux d'intérêt général font partie des différents secteurs prévus à l'article 22 du Code pénal, à savoir des collectivités publiques,

des établissements publics, des associations ou des institutions hospitalières.

Les services ayant accueilli ces personnes sont par exemple Caritas, la Croix-Rouge, le gestionnaire de centres d'hébergement pour personnes âgées Servior, les différents hôpitaux, l'ASBL Inter-Actions, les Scouts, ou encore différentes administrations communales.

Le Service central d'assistance sociale (SCAS) du Parquet général gère également un atelier pour accueillir des personnes condamnées à accomplir des travaux d'intérêt général. Les équipes de l'atelier accomplissent des travaux notamment pour certaines des institutions susmentionnées.

En général, l'offre est suffisante, alors que de nombreuses institutions peuvent entrer en ligne de compte afin d'accueillir une personne condamnée à l'accomplissement de travaux d'intérêt général.

Néanmoins, les horaires des TIG proposés par les différents services se situent le plus souvent en-dehors des heures de bureau ordinaires (jusqu'à 17.00 heures) et pendant les jours ouvrables. Ainsi, les offres de TIG pour des horaires après 17.00 heures et pour des jours non ouvrables sont limitées.

En outre, pendant l'année 2020, au vu de la pandémie liée au Covid-19, la recherche d'une institution adéquate s'est souvent avérée difficile. En effet, maints secteurs étaient contraints de réduire l'accès de personnes externes à leurs locaux afin de protéger les habitants, respectivement les usagers, et le personnel contre les risques de la contamination par le virus Sars-CoV-2.

ad 4) Le tableau ci-dessous renseigne les données chiffrées du SCAS concernant les TIG accomplis ainsi que les dossiers relatifs à des TIG retournés au service de l'exécution des peines du Parquet général suite à leur interruption<sup>15</sup>. Cette interruption intervient notamment lorsque la personne condamnée ne se manifeste pas (ou plus) auprès du SCAS pour l'accomplissement de ses heures de TIG, n'est plus joignable, ou n'accomplit pas les heures prescrites en-dehors des délais légaux.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Néanmoins, le système informatique des autorités judiciaires ne recense pas le nombre de révocations de TIG.

De plus, certains des dossiers retournés au service de l'exécution des peines du Parquet général sont réactivés ultérieurement, soit après une audience devant un tribunal, soit après que la personne condamnée s'est à nouveau adressée au SCAS afin d'accomplir les TIG, respectivement le reliquat des heures de TIG prononcés.

**Question 4669** (15.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant l'évolution de la formule **vélo-train-vélo** :

Vu l'engouement de plus en plus grand pour le vélo, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre du Tourisme :

- Comment la formule vélo-train-vélo, surtout en matière de trajets professionnels, scolaires et de loisirs, s'est-elle développée en-dehors des dernières années ?

- Quelles sont actuellement les capacités de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (CFL) en faveur de cette formule ?

- Comment l'offre de transport de bicyclettes s'est-elle ou sera-t-elle développée et promue ?

**Réponse commune** (27.08.2021) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**, et de **M. Lex Delles, Ministre du Tourisme** :

Le nombre de vélos acceptés dans les trains CFL peut varier suivant la composition des trains et ceci dans la limite où la sécurité des clients n'est pas compromise, que les portes d'accès au train ou de séparation intérieures et les passages ne soient en aucun cas encombrés.

Le nombre d'emplacements dédiés aux vélos et aux chaises roulantes par type de matériel est repris dans le tableau suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

<sup>15</sup> Les chiffres du SCAS ne font pas de distinction entre les TIG en tant que peine principale et les commutations, c'est-à-dire les commutations de peines d'amendes ou d'emprisonnement inférieures ou égales à six mois en travaux d'intérêt général après le prononcé de la condamnation à ladite peine d'emprisonnement.

Afin de faciliter le repérage depuis le quai des voies dédiées aux vélos, celles-ci sont reconnaissables par un pictogramme représentant un vélo blanc sur un fond vert.

D'autre part, 52 M-Box, réparties sur 38 gares, sont à disposition de la clientèle afin d'assurer le stationnement de leur bicyclette. Les M-Box sont installées à des emplacements stratégiques à proximité des gares.

Lors de grands événements, les CFL augmentent, dans la mesure du possible, la composition du matériel afin de permettre à un plus grand nombre de cyclistes d'arriver confortablement à destination. Ceci sera le cas lors de l'action « Vélosummer » 2021.

Pour faciliter le transport de vélos en période de chantier, une navette exclusivement réservée aux vélos a été introduite en 2020 lors de la période de travaux d'été sur la ligne 10 pour garantir le transport des cyclistes entre Ettelbruck et Troisvierges. La capacité de cette navette permet de transporter huit voyageurs accompagnés de leur vélo. La réservation de ce service n'est pas obligatoire mais reste toutefois conseillée lors de la période estivale. La réservation s'effectue par un module accessible sur le site Internet des CFL.

Ci-après un recensement des vélos sur les lignes CFL.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Les statistiques 2020 ne sont pas prises en compte en raison de la pandémie du Covid-19.

Le nouveau matériel en commande (avec livraison au cours de l'année 2023 et 2024) en remplacement de la série 2000 augmentera considérablement la capacité de transport de vélos.

Reste à relever qu'actuellement, différents projets sont en cours de réalisation afin de promouvoir la mobilité douce. À cet effet, un parking couvert pour vélos atteignant une capacité de 300 places sera prochainement accessible à la clientèle au pôle d'échange Howald. Finalement, un parking souterrain pour vélos d'une capacité d'environ 1.500 est en étude pour le site de la gare de Luxembourg.

**Question 4670** (16.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant le **projet pilote du traitement assisté à la diacétylmorphine** :

En 2017, le Ministère de la Santé a lancé le projet pilote du traitement assisté à la diacétylmorphine dit TADIAM.

Ce projet consiste dans la mise à disposition contrôlée d'héroïne à des personnes dépendantes de cette drogue dure.

1) J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre de la Santé combien de personnes ont fait partie de ce projet pilote.

2) En-dehors quels délais peut-on compter avec le rapport d'évaluation du projet pilote et le cas échéant avec la pérennisation du projet ?

**Réponse** (05.08.2021) de **Mme Paulette Lenert, Ministre de la Santé** :

ad 1) Depuis son lancement, 61 patients ont pu profiter de l'offre de traitement assisté à la diacétylmorphine (TADIAM).

ad 2) Un bilan de l'offre en question est attendu pour le troisième semestre de l'année en cours. Le cas échéant, la consolidation de l'offre TADIAM sera à mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution du plan d'action national 2020-2024 en matière de drogues d'acquisition illicite et de leurs corollaires.

**Question 4673** (19.07.2021) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant la **situation en Birmanie** :

En novembre 2020, le parti d'Aung San Suu Kyi, la « Ligue nationale pour la démocratie » avait remporté largement les élections démocratiques en Birmanie. Craignant de perdre définitivement leur influence, les forces militaires ont pris le pouvoir le 1<sup>er</sup> février 2021 et l'état d'urgence fut proclamé.

Par la suite, de nombreuses personnalités politiques ainsi que des universitaires, des journalistes et des membres de la société civile ont été mis en détention. Le 2 février, les 27 États de l'Union européenne ont publié une déclaration commune, condamnant les événements, suivie par des sanctions prises à l'encontre des principaux responsables du coup d'État. En avril dernier, le Gouvernement d'unité nationale fut créé par les opposants du putsch militaire.

Le 28 mai, le Sénat français a déposé une proposition de résolution portant sur la nécessité de reconnaître le Gouvernement d'unité nationale de Birma-

nie. De même, l'Assemblée nationale française a déposé une proposition de résolution portant sur la dénonciation des faits et conséquences du coup d'État militaire du 1<sup>er</sup> février 2021 en Birmanie.

Depuis le coup d'État, des manifestations pacifiques ont lieu chaque jour, réclamant la libération de nombre de personnes détenues, emprisonnées ou déplacées ainsi que la reconnaissance des résultats de l'élection et du Gouvernement d'unité nationale. Les réactions des forces militaires contre les manifestations s'avèrent cependant de plus en plus violentes. Dans un effort d'étouffer les revendications de la population, la junte militaire birmane n'hésite pas de faire usage de violence. D'après M. Thomas Andrews, rapporteur spécial de l'ONU sur la Birmanie, les forces militaires de la junte ont assassiné environ 900 personnes, déplacé de force des centaines de milliers de personnes, torturé de nombreuses personnes et détenu arbitrairement près de 6.000 personnes.

Selon l'agence de presse Reuters, des ordres confidentiels du département des postes et télécommunications auraient été donnés, interdisant aux cadres supérieurs d'entreprises de télécommunication locaux et étrangers de quitter le pays sans autorisation préalable. D'après les nouvelles, les professionnels du secteur auraient eu des ordres d'installer des technologies permettant aux autorités birmanes d'intercepter toute sorte de communication, d'appels et d'échanges de données.

Lors de la 47<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme, la Haute-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Michelle Bachelet, s'est prononcée sur la situation en Birmanie. Ayant commencé en tant que crise politique, elle a considéré que la situation est désormais passée à une catastrophe multidimensionnelle en matière des droits de l'homme.

À la situation humanitaire préoccupante s'ajoute maintenant la propagation rapide du Covid-19 menant à une pénurie extrême d'oxygène et de soins accessibles aux personnes affectées due à l'effondrement du système de santé sous la junte.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Quelle est l'attitude du Gouvernement face aux appels à la reconnaissance du Gouvernement d'unité nationale ?

2) Est-ce que d'autres sanctions contre la junte, notamment portant sur le secteur du gaz et du pétrole, sont prévues au niveau européen ?

3) Est-ce que des contributions humanitaires sont prévues par le Gouvernement et quelle est la situation d'accès aux populations vulnérables ?

4) Est-ce que Monsieur le Ministre est au courant des experts en télécommunication pris en « otage » afin de soutenir le régime militaire dans l'espionnage des communications ?

**Réponse commune** (04.08.2021) de **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes**, et de **M. Franz Fayot, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire** :

ad 1) Dans les enceintes multilatérales et dans ses contacts bilatéraux avec les pays de la région, le Luxembourg a souligné à maintes reprises la nécessité de respecter les résultats des élections du 8 novembre 2020 et a appelé la junte militaire à restaurer le Gouvernement civil élu démocratiquement. Le Luxembourg est solidaire de tous ceux qui plaident et œuvrent en faveur d'une démocratie inclusive et du respect des droits humains et des libertés fondamentales. Avec ses partenaires européens, le Luxembourg a exprimé son soutien aux efforts déployés par le Comité représentant le Parlement birman (CRPH), le Gouvernement d'unité nationale (NUG) et d'autres forces pro-démocratiques qui s'engagent pour trouver une solution pacifique à la crise actuelle.

ad 2) Depuis le 22 mars 2021, l'Union européenne a adopté trois séries de sanctions en raison du coup d'État militaire et de la répression qui s'en est suivie. Les mesures restrictives, qui sont conçues de manière à éviter de causer tout préjudice excessif à la population du Myanmar, s'appliquent désormais à un total de 43 personnes, dont le commandant en chef des forces de sécurité, son adjoint et des membres du Gouvernement mis en place par la junte, ainsi que six entités soit détenues par l'État, soit contrôlées par les forces armées du Myanmar, et contribuant directement ou indirectement aux recettes ou aux activités de l'armée. Ces mesures économiques ciblent avant tout les secteurs des pierres précieuses et du bois.

Le régime de sanctions comprend aussi un embargo sur les armes et les équipements susceptibles d'être utilisés à des fins de répression interne, une interdiction d'exportation de biens à double usage en vue d'un usage militaire ou par la police des frontières et des restrictions à l'exportation d'équipements destinés à la surveillance des communications pouvant être utilisés à des fins de

<sup>13</sup> Il est à considérer que la facturation des actes auprès de la CNS est toujours en décalage avec la consommation. Il se peut que la facturation pour l'année 2020 ne soit pas encore entièrement complète.

<sup>14</sup> La différence entre le total des condamnations dans le tableau précédent et le total des condamnations par catégorie dans le présent tableau s'explique par un double comptage dans le présent tableau des condamnations dans lesquelles plusieurs des infractions considérées ont été libellées.



répression interne. Par ailleurs, il interdit la fourniture d'une formation militaire aux forces armées du Myanmar (Tatmadaw), ainsi que la coopération militaire avec celles-ci.

L'Union européenne continue à examiner l'opportunité de sanctions additionnelles sur base de l'évolution de la situation sur le terrain.

ad 3) Les besoins humanitaires des populations locales au Myanmar ont augmenté rapidement en raison des importantes perturbations dans l'approvisionnement ainsi que dans le secteur sanitaire suite au coup d'État de février 2021.

En 2021, le Luxembourg a dès lors contribué par le biais des « Country-based Pooled Funds » du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA) à hauteur de 300.000 euros afin de garantir un financement flexible et direct des opérations d'urgence.

En outre, le Luxembourg soutient les opérations du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) en matière d'aide d'urgence et de renforcement du respect du droit international humanitaire au Myanmar à hauteur de 300.000 euros en 2021.

Afin de permettre d'atteindre les populations qui en ont le plus besoin et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et des fournitures médicales essentielles, le Luxembourg soutient également les vols humanitaires entre le Myanmar et le Laos dans le cadre du « Covid-19 Trust Fund » du Programme alimentaire mondial à hauteur de 100.000 euros en 2021.

Outre les financements des activités humanitaires du CICR et d'agences internationales, le Luxembourg contribue chaque année au financement de projets d'urgence d'organisations non gouvernementales telles que Handicap International. Cette contribution s'élève pour l'année 2021 à environ 350.000 euros.

Aussi, un appui au bureau du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits humains est prévu afin de soutenir les capacités opérationnelles des organisations locales partenaires du HCDH, notamment dans le domaine de la protection de l'espace civique et du renforcement des mécanismes de protection et de prévention.

ad 4) Le Ministère des Affaires étrangères et européennes suit la situation au Myanmar de près et continue à être informé sur les dernières évolutions dans le pays par son Ambassade à Bangkok, accréditée au Myanmar. L'emprise du régime militaire sur les réseaux privés de télécommunications au Myanmar a également été thématisée lors du débat interactif sur le Myanmar de la 47<sup>e</sup> session du Conseil des droits de l'homme, les 6 et 7 juillet derniers.

#### Question 4675 (19.07.2021) de M. Sven Clement (Piraten) concernant le European Flood Awareness System (EFAS) :

Den Europäesche Flutwarnsystem (EFAS) huet d'Regierung vum Däitschland an der Belsch véier Deeg virun den éischten Unzeeche vum der Iwwerschwemmungskatastroph an der Groussregion gewarnt. Ronn 24 Stonnen am Viraus goufen déi däitsch Autoritéite virgewart, wéi eng Quartiere während den Iwwerschwemmung wäerte betraff ginn, och an de Géigenden, wou de mënschleche Bilan immens héich war. Zu Lëtzebuerg ass d'Administration de la gestion de l'eau (AGE) de Kontaktpunkt beim EFAS.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Interieur a fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Wéini a wéi gouf d'lëtzebuergesch Regierung virun den Iwwerschwemmung gewarnt?

2. Firwat goufen d'Biergerinnen a Bierger um lokalen Niveau net méi intensiv virun den Iwwerschwemmung gewarnt?

3. Wéi prezis ass d'geografesch d'Opdeelung vum Virwarnsystem vum der EFAS? Léisst sech ee Gebitt um Niveau vum Land, dem Kanton, der Gemeng oder der Uertschaft, respektiv änlechen Opdeelungen, prezis erfassen?

4. An der Pressekonferenz vum haut de Moie gouf betount, „datt esou Evenementer sech an Zukunft wuel nach wäerten heefen“.

Wéi eng Moosname wäert d'Regierung virhuelen, fir esou extreem Evenementer an Zukunft besser ze geréieren?

5. Op der Pressekonferenz koum och d'Ausso, datt GouvAlert wäert iwwerschafft a méi performant soll gemaach ginn.

Wat genee huet d'Regierung mat der GouvAlert-App wëlles?

Wat fir Kommunikatiounsnoosnamen huet d'Regierung fir déi Biergerinnen a Bierger geplangt, déi net mat den neien Technologien eens ginn?

Réponse commune (23.08.2021) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

ad 1. Am Virfeld vum Héichwaasser vum 14. a 15. Juli 2021 gouf vum EFAS eenzel Warnunge fir aner Gewässer méi oder manner no an eiser Ëmgéigend (Schwäiz, Holland, Belsch, Däitschland) verschéckt. Et huet sech ëm informell Warnunge gehandelt. Dat bedeit, datt dës Warnungen d'Krittäre vum enger formaler Warnung net erfëllen an d'Previsiounen net eendeitig genuch sinn. Ausserdeem hu se net op e grouse Risiko higewisen an heefeg geännert, wat déi betraffe Region ugeet. Just fir de Schwäizer Deel vum Rhain ass den 12. Juli 2021 eng formell Warnung verschéckt ginn. Déi genee Informatiounen iwwer all Warnunge sinn no 30 Deeg ëffentlech um Site vum der EFAS verfügbar.

Et ass eréischt eng Warnung vum der EFAS fir Lëtzebuerg de 14. Juli 2021 ëm 11.30 Auer fir d'Sauer verschéckt ginn. Bei dëser Warnung huet et sech allerdéngs och nëmmen ëm eng informell Warnung gehandelt. Déi genannte Warnung ass gültig gewiescht ab dem 14. Juli 2021 um 18.00 Auer an huet éischt Héchststänn fir Mëtternuecht annoncéiert. An dëser Warnung huet d'EFAS d'Erreeche vun engem fënnfjärege Héichwaasser mat 50 % Probabilitéit ugin, vun engem 20-järege mat nëmme 35 %.

Beim Héichwaasser vum 14. a 15. Juli 2021 sinn allerdéngs Waasserstänn erreecht ginn, wéi se deels nëmmen eemol an honnert Joer oder nach méi seele virkommen, wat weist, datt der EFAS hir manner prezis Warnungen dëst Héichwaasser a senger Dimension net virausgesot hunn.

Zum Moment, wou d'EFAS-Meldung fir d'Sauer komm ass, war de Service de prévision des crues vum der Waasserverwaltung scho säit quasi 24 Stonnen (13.07.2021, 14.00 Auer Phase de vigilance) a Bereitschaft an huet de 14. Juli 2021 ëm 12.00 Auer, onofhängeg vum där EFAS-Meldung, d'Phase de préalable aktivéiert, mat Hiweis op en eventuell Iwwerscheide vum der 2. Meldestuf.

Am Kader vum der internationaler Kooperatioun am Fall vum Héichwaasser huet d'Waasserverwaltung och Héichwaassermeldunge vum wallouneschen Héichwaassermeldezentrum (Service public de Wallonie) an der Héichwaassermeldezentral aus Rheinland-Pfalz (Landesamt für Umwelt Rheinland-Pfalz) kritt. Mat dësen Zentrale war och en Austausch während dem Evenement, well d'Waasser aus hiren Zoustännegkeetsberäicher op Lëtzebuerg leeft an an deem Sënn en Afloss op d'Héichwaassersituatioun hei am Land huet.

Den Austausch vum Héichwaasserdonnéeën tëschent den zoustännegen Autoritéiten am Anzuchsgebitt vum der Musel geet op e Kooperatiounsaccord tëschent Däitschland, Frankräich a Lëtzebuerg vum 1987 zeréck, deen 2007 erneiert gouf.

ad 2. D'Héichwaassermeldungen, mat unhängendem Lagebericht, si laut Prozedur vum Service de prévision des crues per Mail un d'Haaptacturen (HCPN, CGDIS) an d'Press (print an digital) verschéckt ginn. Den nämmlechte Moment sinn d'Meldungen, samt Lagebericht, um Site [www.inondations.lu](http://www.inondations.lu) verëffentlecht ginn an och un d'Abonnente vum Site verschéckt ginn. Meteolux iwwerhëlt d'Meldunge vum Service de prévision des crues op hirem Site [www.meteolux.lu](http://www.meteolux.lu) an um Site [www.meteoalarm.eu](http://www.meteoalarm.eu). Ausserdeem ginn d'Meldungen iwwer d'App vum Meteolux zesumme mam kinneklechen hollännesche meteorologeschen Institut (KNMI) an dem kinnekleche meteorologeschen Institut aus der Belsch (IRM) verschéckt.

Um 12.39 Auer huet de CGDIS iwwer déi sozial Media viru Staarkreen mam Risiko vum Héichwaasser gewarnt an déi entspriechend Verhalensmassnamen diffuséiert.

Opgrond vum Ausléise vum der Phase de préalable vum Service de prévision des crues vum 12.00 Auer de 14. Juli huet de CGDIS um 14.23 Auer eng Info-SMS un d'Buergermeeschteschen a Buergermeeschtere verschéckt, mat der Informatioun, datt ee Risiko vum Iwwerschwemmung vum Sitte laansch d'Waasserleef besteet an datt déi lokal Zenterecheffen zu hiren Verfügung géife stoen.

Ab deem Moment, wou d'Préalerte crue un déi lokal Asazentere erausgaangen ass, sinn um lokale Plang an Zesummenaarbecht tëschent dem CGDIS an de Gemengen, Persounen, déi sech op potenziell concernéierte Plazen opgehale hunn, och perséinlech gewarnt ginn. Esou huet dës Mesure ënner anerem dozou gefouert, datt d'Campinger laansch d'Waasserleef mat Zäit konnten evaküéiert ginn, an huet sécherlech dozou bäigedroen, datt et net zu Persouneschied komm ass.

En interministeriellen Aarbechtsgrupp befaasst sech säit Enn vum leschte Joer mat der Reform vum der GouvAlert an der Alertéierung vum der Populatioun, déi an Zukunft iwwer verschidde Kanäl informéiert soll ginn. Hei wëlle mer och op d'Äntwert zu der parlamentarescher Fro Nr. 4672 verweisen.

ad 3. D'Waasserverwaltung ass säit 2019 Partner vum dem EFAS an tauscht an deem Kader hir Donnéeën mat dem EFAS aus. Am Géigenzuch kritt d'Waasserverwaltung informell a formell Warnunge vum EFAS-Modell geschéckt.

Eegenen Aussoen no besteet den hydrologesche Modell vum dem EFAS aus Rasterzelle vu jeeweils 5 x 5 km<sup>2</sup> Opléisung. EFAS-Warnunge gëtt et nëmme fir eis grouse Gewässer (Musel, Sauer an Uelzecht) a fir Sturzfluten am Fall vu Staarkreen. Dem EFAS seng Berechnunge fir d'Gewässer sinn op mëttelfristegen (dräi Deeg) a laangfristegen (bis zu 15 Deeg) Meteoroprevisioun baséiert. Am Verglach zu kuerzfristegen Previsiounen (1-2 Deeg) sinn dës natierlech mat méi Onsécherheete behaft.

Den hydrologesche Modell vum Service de prévision des crues huet eng Opléisung vum 1 x 1 km<sup>2</sup> a kann nieft mëttel- a laangfristegen Meteoroprevisiounen och mat kuerzfristegen Previsiounen rechnen.

D'EFAS-Warnungen erhiewe selwer keen Usproch drop, datt se komplett wäeren an all lokal Gegebenheet ofdecken. Si gesi sech selwer als ergänzend zu den nationale Warn- an Informatiounssystemer.

ad 4. Den Ëmweltministère an d'Waasserverwaltung hunn de 24. Juni 2021 den Entworf vum zweeten Héichwaasserrisikomanagementplang (HWRMP) [konform zu der Héichwaasserrisikomanagement-Richtlinn (2007/60/CE)], deen och elo de Staarkree betruecht, publizéiert. An dësem Plang ass net nëmmen eng detailléiert Analyse vum Héichwaasserrisiko vum Land ze fannen, mee och konkret Ziler fir d'Miniméierung vum zukünftege Schied. Op Basis vum der Risikobewäertung gouf e Katalog mat 243 Moosnamen erstallt, fir déi Ziler ze erreechen. De Katalog ëmfaasst hei Moosnamen, déi all Aspekt vum Héichwaasserrisikomanagement betruuchten: Vermeidung, Schutz, Preventioun, Iwwerwaachung. Donieft gouf nach eng Prioriséierung vum de Moosname virgeholl. D'Krisegestioun ass och am HWRMP beschriwwen.

Aktuell leeft d'Consultation du public fir den Entworf vum Plang, an dëst nach bis de 24. September 2021 fir d'Bierger a bis de 24. Oktober 2021 fir d'Gemengen.

ad 5. D'Peegelstänn kënnen per Telefon iwwermëttelt ginn. All Peegelstatioun huet eng eegen Telefonsnummer, déi ee kann uuffen, wou een duerch eng automatesch Uso den Niveau matgedeelt kritt. D'Lescht vum allen Telefonsnummere féint een um Site [www.inondations.lu](http://www.inondations.lu) ënner Kontakt. Déi generell Nummer, bei där een auswiele kann ass: (+ 352)24556-800.

Am Hierscht 2020 ass en interministeriellen Aarbechtsgrupp agesat ginn, deen opgrond vum enger Decisioun vum der Regierung domat beoptraagt gouf, de System vum der GouvAlert ze reforméieren. Heibäi geet et souwuel ëm d'App en tant que telle, ëm d'Notzer vum der App wéi och ëm Alternativen, déi dozou sollen dëngen, d'Bevëlkerung an Noutfall a Krisesituatiounen ze alertéieren a si iwwer d'Situatioun an d'Bild ze setzen.

Opgrond vum de Konklusioun vum deem Aarbechtsgrupp gouf zesumme mam Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) en éischte konkrete Projet ausgeschafft, dee bis Mëtt 2022 zu enger Reform vum gesamte System vum den Alerté soll féieren.

Zwee wichteg Punkte sinn ervirzehiewen: D'Alerte vum der Populatioun muss éischters iwwer méi Kanäl gemaach ginn, sou wéi dat och haut schon de Fall ass. Dëst sinn ënnerschiddlech Internetsiten an Appen, d'Medien (Radio, Tële) souwéi d'sozial Medien. Dëst ass besonnesch wichteg, fir méiglech déi ganz Bevëlkerung kënnen ze warnen, souwuel déi Biergerinnen a Bierger, déi déi nei Technologien net benotzen, wéi déi, déi virun allem iwwer sou Kanäl erreecht kënnen ginn.

Zweetens geschitt d'Alerte duerch staatlech Produite wéi d'GouvAlert-App, awer och duerch SMS-Systemer oder de Cell Broadcast. Dës Systemer erlaben et, all Handynotzer (och auslännesch Handyn) an engem definéierte Gebitt duerch Push-Notificatiounen oder SMS ze erreechen. De Cell Broadcast huet de grouse Virdeel, datt d'Biergerinnen a Bierger näischt mussen eroflueden an d'Couverture vill méi grouse ass wéi bei enger App. An déi Richtung soll och de Warnsystem zu Lëtzebuerg evoluéieren, mam Fokus op eng Multikanalwarnung.

#### Question 4676 (19.07.2021) de M. Charles Margue (déi gréng) concernant la durabilité des investissements du Fonds de compensation :

En décembre 2020, le Fonds de compensation (FDC) a publié pour la première fois un rapport d'investisseur responsable. En ce qui concerne la conformité des investissements du FDC avec les objectifs de l'accord de Paris, à savoir limiter le réchauffement climatique à nettement en dessous de 2 degrés Celsius et mener des efforts pour le limi-

ter à 1,5 degrés Celsius, le rapport conclut que les investissements du Fonds sont actuellement alignés sur une trajectoire entre 2 degrés Celsius et 3 degrés Celsius.

Lors d'un débat à la Chambre des Députés en décembre 2020, une motion a été adoptée par une large majorité parlementaire invitant le Gouvernement à intensifier les efforts en vue de rendre les investissements du FDC conformes aux objectifs climatiques, notamment en analysant une adaptation du cadre légal du Fonds et en effectuant « une analyse plus poussée [...] sur les possibilités d'intégrer de façon plus conséquente les critères de durabilité et de responsabilité sociétale et environnementale dans les stratégies d'investissement ».<sup>16</sup>

Le 2 juillet 2021, le FDC a publié son rapport annuel pour l'année 2020. Selon une analyse menée par Greenpeace Luxembourg, il ressort du rapport qu'alors que « les investissements du Fonds dans les Carbon Majors ont diminué, ceux dans les entreprises charbonnières ont augmenté, passant de 257 millions d'euros en 2019 à 289 millions d'euros en 2020 ».<sup>17</sup>

De plus, l'ONG affirme que les performances du Fonds montrent « qu'il n'existe aucun conflit entre le mandat du FDC et les investissements durables » puisque les compartiments axés sur les investissements soutenable affichent des rendements nettement supérieurs aux indices de référence.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Quel est l'état d'avancement des efforts en vue de rendre les investissements du FDC conformes à l'objectif climatique de 1,5 degrés Celsius? Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que l'augmentation des investissements par le FDC dans les entreprises charbonnières va à l'encontre de ces efforts ?

2) Selon mes informations, dix des 24 compartiments du FDC intègrent actuellement des critères ESG. Quel est l'échéancier détaillé des mandats émis par le FDC aux gérants des différents compartiments ? Quel sera le cahier de charges pour les prochains mandats ? Dans quelle mesure la considération de critères de durabilité sera-t-elle intégrée dans ces cahiers de charge ? Afin d'aligner les investissements du Fonds aux objectifs climatiques, endéans quel délai tous les compartiments intégreront-ils des critères de durabilité ?

3) La bonne performance des compartiments misant sur des critères de durabilité ne montre-t-elle pas qu'une orientation des investissements du FDC selon les objectifs climatiques est conforme avec le mandat actuel du Fonds qui est de garantir la pérennité du régime général de pension ?

4) Monsieur le Ministre s'engage-t-il en faveur d'un renforcement des capacités d'expertise interne au niveau du FDC en matière d'investissement soutenable ? Dans l'affirmative, comment et endéans quel délai envisage-t-il agir en cette matière ?

5) Le conseil d'administration du FDC est constitué de onze hommes en tant que membres effectifs, alors que parmi les membres suppléants, il y a quatre femmes sur un total de onze membres suppléants. Notons aussi que le comité d'investissement et la commission immobilière du FDC sont composés exclusivement d'hommes. Tenant compte de ces chiffres, dans quelle mesure Monsieur le Ministre s'engage-t-il en faveur d'une meilleure parité entre femmes et hommes au sein des différentes instances du FDC ?

6) Quel est le résultat de l'analyse concernant une éventuelle adaptation du cadre légal du FDC afin de favoriser les investissements durables ? Endéans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il légiférer le cas échéant ?

#### Réponse (12.08.2021) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

L'impact social et environnemental des investissements est un des éléments que le Fonds de compensation (FDC) a intégré dans sa stratégie d'investissement pour les rendre plus durables, ceci déjà en 2010 avec la création d'une liste d'exclusion. Depuis lors, la stratégie d'investissement a évolué pour y ancrer encore plus fortement les critères de durabilité (critères de responsabilité écologique, sociale et de bonne gouvernance, tout en respectant sa mission légale. Dans ce cadre, le conseil d'administration du FDC a laissé réaliser son premier rapport d'investisseur responsable qui a été publié en décembre 2020.

<sup>16</sup> Motion n° 3338 du 3 décembre 2020 votée dans le contexte de l'interpellation au sujet des politiques d'investissement du FDC et du FSIL

<sup>17</sup> Greenpeace (08.07.2021) Les investissements sales du FDC dans le charbon continuent de grimper, selon son rapport annuel. Communiqué de presse. <https://www.greenpeace.org/luxembourg/fr/communiqués-de-presse/11857/les-investissements-sales-du-fdc-dans-le-charbon-continuent-de-grimper-selon-son-rapport-annuel/>



Depuis le début de l'année, le FDC ainsi que son comité d'investissement et son conseil d'administration se sont penchés sur l'analyse de ce rapport. Certaines recommandations ont entre-temps été approuvées par le conseil d'administration permettant d'approfondir davantage la durabilité des investissements du FDC tout en maintenant une large diversification de ses investissements afin de ne pas compromettre la mission légale du FDC, à savoir gérer la réserve du régime général de manière prudentielle tout en générant un rendement conforme au marché.

ad 1) Les premières décisions que le conseil d'administration du FDC a prises dans le contexte de son rapport d'investisseur responsable permettront d'augmenter ses efforts dans ce domaine. Sachant qu'en 2022 aura lieu une analyse approfondie de la stratégie d'investissement du FDC qui sera mise en place pour la période quinquennale débutant en 2023, le conseil d'administration a ainsi retenu en juillet 2021 dans une première étape les mesures suivantes :

- de mesurer annuellement l'intensité carbone (exprimée par le « WACI ») au niveau de la SICAV (actions et obligations) avec l'objectif d'avoir une empreinte carbone inférieure à celle de l'indice de référence stratégique ;

- de mesurer au niveau de la SICAV (actions et obligations) par période triennale et pour la prochaine fois en 2024 (i. e. sur base des données en date du 31 décembre 2023) l'alignement par rapport au scénario d'un réchauffement climatique limité à 2 degrés Celsius tel que fixé dans l'accord de Paris. La date de début a été choisie afin d'avoir une analyse se basant sur la stratégie d'investissement revue du FDC entrant en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023 pour une durée de cinq ans ;

- de maintenir en place les critères actuels à la base de la liste d'exclusion du FDC (i. e. screening sur les dix principes du Pacte mondial des Nations Unies et les armes controversées) ;

- de sélectionner des gérants de portefeuille pratiquant du « engagement » sur le volet « environnement » ;

- au niveau de la gestion active, d'analyser l'intégration de nouveaux critères de durabilité et une augmentation éventuelle de la taille des mandats dédiés à impact positif (i. e. obligations vertes et actions « sustainable impact ») au moment de la procédure usuelle de renouvellement des mandats existants ;

- au niveau de la gestion passive, de créer un nouveau mandat d'une taille approximative de 500 millions d'euros au niveau des actions monde et dont la gestion doit être alignée par rapport au scénario d'un réchauffement climatique limité à 2 degrés Celsius tel que fixé dans l'accord de Paris.

Au sujet des investissements du FDC, via sa SICAV, dans les entreprises charbonnières, il y a lieu de relever que le communiqué de presse de Greenpeace, auquel se réfère l'honorable Député, soulève que les investissements du FDC dans les « Carbon Majors » ont diminué de 30 % par rapport à 2019, soulignant donc bien les efforts déjà entrepris par le FDC et témoignant d'une amélioration considérable de son empreinte climatique. Dans ce même communiqué, Greenpeace signale par contre aussi que les investissements du FDC dans les entreprises charbonnières auraient augmenté de 12 %.

Or, il y a lieu de mettre ces chiffres en relation avec les avoirs totaux de la SICAV, à savoir 289 millions par rapport à 21.600 millions fin 2020 et 257 millions par rapport à 19.983 millions en 2019, montrant que ces investissements ont continué sur les deux années à ne représenter que quelque 1,3 % des avoirs totaux de la SICAV. Ensuite, il importe de rappeler le mode de gestion de la SICAV, à savoir qu'environ 50 % des avoirs investis en actions et obligations sont gérés de manière indexée. Ceci implique que les gérants d'un mandat indexé sont tenus de répliquer au mieux la performance de leur indice de référence respectif engendrant qu'ils doivent prendre exposition au niveau de chaque secteur de l'indice de référence associé à leur mandat.

Finalement, il convient de noter qu'il n'y a pas eu de souscriptions nouvelles au niveau des mandats actions à gestion indexée. La croissance de 259 millions à 289 millions ne semble donc point imputable à un investissement conscient supplémentaire dans ledit secteur mais est plutôt fonction de l'évolution annuelle de la valorisation des actions des sociétés charbonnières en question.

ad 2) Tout d'abord, il y a lieu de mentionner que les sept compartiments à gestion indexée de la SICAV n'ont par définition pas d'objectif durable comme ce dernier se heurterait à leur objectif de répliquer au mieux la performance de leur indice de référence. Le FDC impose donc une approche durable uniquement au niveau des mandats à gestion active.

Néanmoins, un compartiment parmi ceux-ci investit uniquement dans des obligations d'État relatives

aux marchés émergents et ainsi un objectif durable ne peut pas y être associé non plus. In fine, les compartiments sans considération de critères durables et/ou ESG se limitent actuellement à quatre sur un total possible de 16. Pour les quatre compartiments actifs qui n'ont pas encore d'approche durable, trois mandats seront renouvelés par un appel d'offre qui sera lancé au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021. Le dernier mandat touchera à ses dix ans (durée maximale prévue par la loi sur les marchés publics) au troisième trimestre 2023 de sorte que l'appel d'offre de renouvellement de mandat sera lancé fin 2022. Au plus tard fin 2023, tous les compartiments actifs de la SICAV du FDC seront donc gérés avec une stratégie d'investissement intégrant une approche durable.

Pour ce nouvel appel d'offre en fin d'année, le cahier de charge mentionnera que chaque soumissionnaire sera tenu de faire preuve d'une approche d'investisseur responsable dans le choix de la constitution de son portefeuille, ceci en conformité avec les articles 8 et 9 de la réglementation SFDR (« Sustainable Finance Disclosure Regulation ») telle que définie par le Parlement et le Conseil européen en 2019.

Afin de mettre davantage l'accent sur les critères de durabilité et de privilégier des soumissionnaires dont le profil leur permet de se différencier de leurs concurrents sur ce plan, il est en plus prévu de doubler la pondération des points relatifs à ce chapitre, une pondération qui passerait de 10 à 20 % dans le total des points attribués.

ad 3) Tout d'abord, le FDC tient à souligner que le monde financier avec sa presse spécialisée et les études scientifiques n'est pas unanime lorsqu'il s'agit de comparer la performance d'investissements durables avec celle d'investissements dits traditionnels.

Surtout l'absence d'une taxonomie claire et précise rend encore variable et moins transparent, voire subjective, la qualification d'un investissement comme étant durable ou non durable. Ceci se voit aussi au niveau des agences de notation qui travaillent selon différentes méthodes et méthodologies. Ainsi, un titre peut avoir une très bonne note ESG chez une agence et une note ESG moins favorable auprès d'une autre. Sans base commune, toute comparaison et appréciation de performance est difficile.

Si certains produits durables ont bien performé ces derniers temps, il importe de souligner que l'offre d'argent en a été un accélérateur. Les investissements durables ont trouvé une certaine demande ces dernières années et cet afflux d'argent, selon certains scientifiques, a donné un coup de pouce aux produits durables. Une partie de l'alpha, c'est à dire le surplus en performance par rapport à l'indice de référence retenu, est donc, selon certaines études, à mettre sur le compte de ce « momentum ».

Finalement, il convient de souligner que l'environnement de la Covid-19 a aussi été bénéfique pour un grand nombre de stratégies durables puisque celles-ci sont souvent surexposées au niveau des secteurs ayant bien résisté à la crise (i. e. télécommunication, secteur financier) au détriment des secteurs ayant été particulièrement touchés par la crise et le ralentissement économique comme par exemple dans le secteur industriel.

En ce qui concerne les résultats du FDC, bien que ne disposant pas encore d'une période d'observation assez représentative, il peut être constaté que les résultats au sein des dix compartiments actifs gérés selon des critères ESG sont assez disparates et que tous les gérants n'arrivent pas à dépasser systématiquement la performance de leur indice de référence (qui n'applique pas de critères de durabilité).

ad 4) Le FDC est d'avis que l'expertise dont il dispose actuellement, complétée par le recours à des spécialistes et fournisseurs externes, leaders dans les domaines respectifs, et comme en témoigne en toute transparence le rapport d'investisseur responsable, lui permet d'améliorer de manière continue son profil d'investisseur responsable. Rien ne s'oppose néanmoins à renforcer les effectifs et ressources internes du FDC afin d'accompagner cette amélioration continue.

ad 5) Le FDC est une institution de sécurité sociale qui est gérée par un conseil d'administration tripartite. Partant, les douze membres de son conseil d'administration sont désignés paritairement par le Gouvernement en conseil, en ce qui concerne les représentants de l'État, et par les Chambres professionnelles respectives, en ce qui concerne les représentants des partenaires sociaux. À chaque nomination réalisée par le Gouvernement, le critère de la parité hommes/femmes est évidemment un élément faisant partie intégrante de la décision. Toutefois, le Gouvernement n'a pas de mainmise sur les décisions des chambres professionnelles qui sont autonomes.

ad 6) Comme le FDC est géré par un conseil d'administration composé également par les parte-

naires sociaux, le Ministre de la Sécurité sociale a demandé au président du FDC de soumettre la proposition de loi à l'analyse et l'avis du conseil d'administration. Ceci est par ailleurs prévu dans l'accord de coalition 2018-2023 et plus précisément : « [...] un dialogue sera entamé avec les partenaires sociaux et la nécessité d'une modification de la législation sera analysée. » (page 108 de l'accord de coalition).

Sur base de cet avis, le Ministère de la Sécurité sociale élaborera une prise de position à soumettre au Conseil de Gouvernement en réponse à la motion du 3 décembre 2020 de l'honorable Député Mars di Bartolomeo et à la proposition de loi n° 7729 de l'honorable Député Marc Baum.

**Question 4679** (19.07.2021) de **MM. Jeff Engelen et Fred Keup** (ADR) concernant l'impact des inondations sur les barrages d'Esch-sur-Sûre et de Rosport :

Am Kader vun de schwéieren Iwwerschwemmungen, déi eist Land déi lescht Deeg getraff hunn, goufen un der Staumauer zu Esch-Sauer d'Schleisen opgemaach, fir Waasser ofzeloossen. Dëst ass geschitt, well verhënnert sollt ginn, datt de Stauséi iwwert d'Mauer iwwerleef. An deem Kontext stellt sech och d'Fro, awéiwäit d'Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert deenen enorme Belaaschtunge standhale kënnen.

An deem Kontext hätte mir follgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister:

1. Goufen am Kader vun de schwéieren Iwwerschwemmunge Rëss an/oder soss Elementer festgestallt, déi op eng Beschiedegung vun de Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert hiweisen? Wa jo, wéi gesäit dës Schued konkret aus?

2. Ginn d'Experten allgemeng dovun aus, datt d'Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert och deenen extreemen Iwwerschwemmungen, wéi mir se an de leschten Deeg haten, problemlos gewuess sinn?

3. Gëtt am Kader vun de rezenten Iwwerschwemmungen eng speziell Analys respektiv e Bilan gemaach, wat fir en Afloss dës extreem Wiederpheomeener op den Zoustand vun de Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert hunn?

4. Gëtt den Zoustand vun de Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert reegelméisseg iwwerpréift? Wéi eng Erkenntnisser erginn sech dorauer?

**Réponse** (13.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

ad 1. Follgend de schwéieren Iwwerschwemmunge goufe weeder Rëss nach soss Elementer festgestallt, déi op eng Beschiedegung vun de Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert hiweisen.

ad 2. D'Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert goufen esou konzipiéiert, dass dës deenen Iwwerschwemmungen, wéi mir se an de leschten Deeg an der Ënnersauer haten, standhale kënnen.

ad 3. Déi permanent Analysen, déi un de Staumauer zu Esch-Sauer a Rouspert gemaach ginn, wäerte mat den Erkenntnisser aus de rezenten Iwwerschwemmungen ergänzt ginn.

ad 4. Op der Staumauer zu Esch-Sauer ginn eng grouss Unzuel vu Kontrollen a verschiddene Frequenzen duerchgefouert:

- Permanenten automateschen an informatésche Suivi.

- Periodesch Kontrollen, déi wéchentlech respektiv méintlech stattfannen, ginn duerch déi zoustänneg Agente vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert an hëllef dobäi, den automatesche Suivi ze kontrolléieren.

- Nieft der Kontroll vun den Agente vun der Stroossebauverwaltung gëtt eng topografesch Opnam vun der Staumauer duerch e Geometer zweemol pro Joer realiséiert.

- Des Weidere gëtt nach eng järelech Inspektioun zesumme mat Experten duerchgefouert.

- Zousätzlech zu all dës Kontrollen ass eng ëmfaassend Inspektioun vun der Staumauer an hiren Installatiounen all zéng Joer, eng „inspection décennale“, virgesinn. Déi nächst „inspection décennale“ ass fir 2022 geplangt.

Op der Staumauer zu Rouspert gëtt all dräi Joer eng Inspektioun vun den Agente vun der Stroossebauverwaltung duerchgefouert. Déi nächst Inspektioun steet dës Joer um Programm. Bei Bedarf a baséierend op de Resultater vun den Inspektiounen ass et virgesinn, méi spezifesch Analysen ze maachen.

**Question 4681** (19.07.2021) de **MM. André Bauler et Guy Arendt** (DP) concernant les syndicats de chasse :

Et ass eis zu Quere komm, datt d'Sekretäre vun deene fréiere Juegd syndikater net d'ärfen d'Kontos-

nummere vun de Bësch-, Wisen- a Feldbesëtzer un déi nei Sekretäre rausgi wéinst dem Dateschutz.

D'Natur- a Bëschverwaltung huet en neie „rôle de répartition“ gemaach, deen op MyGuichet steet. Do stinn d'Propriétaires all drop, wéi vill Terrain si am Juegdloss hunn a wéi vill Sue se ze kréien hunn, mee et ass awer verständlecherweis keng Kontosnummer vun hinne verëffentlecht.

Déi fréier bzw. nei Sekretäre waarden eigentlech drop, datt si schrëftlech gesot kréien, si dierften oder sollten, ënner bestëmmte Bedingungen, d'Kontosnummere viruginn oder/an, datt d'Leit sech eventuell selwer op MyGuichet mat hirer Kontosnummer androen.

An deem Kader wollte mir der Madamm Ministesch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung follgend Froe stellen:

1. Ass d'Madamm Ministesch scho mat dëser Problematik befaasst ginn?

2. Wéi gedenkt d'Madamm Ministesch, eng Léisung erbäizeféieren, fir datt déi betraffe Leit hire Flichten nokomme kënnen?

3. Wat fir konkret Schrëtt huet d'Verwaltung bis ewell ënnerholt?

**Réponse** (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Jo, d'Problematik ass mir bekannt. Allerdéngs hu meng Servicer déi Donnéeën net a scho guer net läit et a menger Hand, iwwert déi perséinlech Donnéeën vun de betraffene Persounen ze decidéieren, déi si op anerer Plaz hannerluecht hunn.

ad 2. Erënnere mir als éischt dorun, datt et net un de Sekretären ass, fir d'Kontosnummere erauszefannen, mee un de Besëtzer, déi ze iwwermëttelen. D'Terrainsbesëtzer hunn ee Recht op Juegdgeld. Wa si awer dem Sekretär keng Kontosnummer uginn, da kënnen si keng Suen iwwerwise kréien. D'Terrainsbesëtzer hu jo elo zousätzlech d'Méiglechkeet, hir Kontosnummer iwwert hire perséinlechen Zougang iwwert MyGuichet unzeginn. Sou ass déi dann direkt fir all d'Sekretäre vun de betraffene Juegdlose siichtbar.

D'Transmissioun vun de Kontosnummere un d'Sekretären ass in fine eng Aktioun tëschent den Terrainsbesëtzer an dem respektive Juegd syndikat. D'Naturverwaltung (ANF) a generell de Staat hunn domat net direkt eppes ze dinn, mee hu sech awer agesat, datt dës Donnéeën elo zousätzlech iwwert MyGuichet kënnen iwwermëttelt ginn.

Wann d'Propriétaire vun den Terrainen domat d'accord sinn, kënnen déi „al Sekretären“ deenen „neie Sekretären“ d'Kontosnummere natierlech iwwermëttelen. Sollt eng Persoun keen Zougang zum MyGuichet hunn, ka si, wéi bis elo, direkt de Sekretär kontaktéieren.

ad 3. D'ANF huet sech agesat, datt dës Demarche zousätzlech iwwert de MyGuichet ka gemaach ginn. Si informéiert d'Terrainsbesëtzer souwéi d'Membere vun Collège des syndics, déi nofroen, iwwert d'Prozedur bei MyGuichet a guidéiert duerch de Prozess, wann Hëllef gebraucht gëtt. D'Federatioun vun de Juegd syndikater, mat där d'ANF eng gutt Zesammenaarbecht huet, huet d'Informatioun zur Iwwermëttlung vun de Kontosnummere un d'Sekretären a cibléierte Publikatiounen fir Bëschbesëtzer, Baueren a Jeeër kommunizéiert.

**Question 4682** (19.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le tiers payant social :

Mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2013, le tiers payant social est un dispositif destiné à faciliter l'accès aux soins médicaux et médicaux-dentaires aux assurés à revenus modestes en leur évitant de faire l'avance des frais. Les offices sociaux assurent la gestion de cette formule.

1) J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement combien d'assurés ont pu profiter de cette offre et ceci surtout pendant la crise du Covid-19.

2) Combien de personnes non assurées ont pu bénéficier d'une affiliation par le biais de cette formule ?

3) Quel est le montant pris directement en charge par la Caisse nationale de santé par le biais de cette formule ?

4) Comment s'est développée la formule du « tiers payant volontaire » déclenchée par les médecins ?

**Réponse commune** (13.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1) Concernant le nombre d'assurés qui ont pu profiter du tiers payant social pendant la pandémie de la Covid-19, nous nous permettons de renvoyer l'honorable Député, pour les détails, à la réponse



commune du 2 juillet 2021 de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, de Madame la Ministre de la Santé et du Ministre de la Sécurité sociale à la question parlementaire n° 4520 des honorables Députés Cécile Hemmen et Simone Asselborn-Bintz.

Voici un extrait de la susdite réponse commune illustrant combien d'assurés ont eu recours au tiers payant social pour des soins médicaux et des soins dentaires.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

En 2020, 5.367 patients ont bénéficié du tiers payant social, dont 5.159 pour couvrir les frais des soins médicaux et 2.222 pour des soins dentaires (tableau 1). Les chiffres montrent que le nombre de patients reste stable de 2019 à 2020 (+ 0,3 %), alors qu'une augmentation de 11,5 % a pu être observée de 2018 à 2019.

ad 2) Le dispositif du tiers payant social ne permet pas d'affilier des personnes non assurées. Il s'agit de deux procédures distinctes : l'affiliation des personnes au régime de la sécurité sociale sous forme d'assurance maladie facultative et/ou continuée est gérée par le Centre commun de la sécurité sociale, tandis que la procédure du tiers payant social a été mise en place par une convention-cadre entre l'État et la Caisse nationale de santé (CNS).

ad 3) En 2020, la CNS a payé 3,4 millions d'euros dans le cadre du tiers payant social, dont un montant d'environ 361.000 euros a été refacturé aux offices sociaux (tableau 1).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 4) Dans ce contexte peut être fait référence aux avenants signés en date du 19 mai 2021 aux conventions existantes avec les médecins et médecins-dentistes et la CNS ouvrant la voie à l'échange numérique d'informations entre les médecins(-dentistes), les assurés et la CNS.

Ainsi, à partir de mai 2021, les systèmes informatiques des médecins(-dentistes) seront progressivement modernisés pour permettre l'échange numérique d'informations entre les médecins(-dentistes), les assurés et la CNS.

Cette modification constitue une première étape vers l'introduction du paiement immédiat direct en 2023 avec lequel l'assuré n'aura plus besoin d'avancer le montant qui lui est remboursé par la CNS.

**Question 4683** (20.07.2021) de **M. Paul Galles (CSV)** concernant le **rapport du Parlement européen sur l'agence Frontex** :

An deene leschte Méint huet e Verbond aus Investigativjournalisten d'Méssstänn ronderëm d'EU-Grenzschutzagence Frontex dokumentéiert. Sou konnt zum Beispill bewise ginn, dass d'Beamte vu Frontex bei Pushbacks, dat heescht illegale Réckféierung vu Flüchtlingen, an der onmittelbarer Géigend dobäi waren an des souguer deelweis opgezeecht goufen, ouni awer anzegräifen. Dëst Verhale gouf awer dono vum Frontex-Chef Leggeri deméiert. Doropshin hat d'Europaparlament e Grupp aberuff, fir d'Beweislaascht ze préieren. An dësem Bericht, deen d'lescht Woch presentéiert gouf, gétt festgehalen, dass d'Beamte vu Frontex vun de Pushbacks woussten, awer dergéint näischt ennerholl a souguer zu engem spéideren Zäitpunkt versicht hunn, d'belaschtend Material ze vernichten. Domat steet fest, dass Frontex Mënscherechtsverstéiss an de Grenze vun Europa vertuscht an d'illegaal Verhale vun den nationale Sécherheitsbeamten deckt. Trotzdeem ass bis ewell net bekannt, dass d'politisch Verantwortlech eventuell Konsequenzen aus dësem Bericht gezunn hätten.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Huet d'Regierung vun dem Bericht Kenntnis geholl?

2. Wat ass d'Positioun vun der Regierung zu dësem Bericht? Erlaab d'Regierung de permanente Rechtsbroch un den europäesche Grenzen?

3. Wann nee, wéi gedenkt d'Regierung ze intervenéieren? Wëll d'Regierung op europäeschem Niveau eng Initiativ huelen?

4. Wéi kéint sou eng Initiativ ausgesinn (z. B. den Émbau vun der Organisatioun fuerderen)?

**Réponse** (12.08.2021) de **M. Jean Asselborn, Ministre de l'Immigration et de l'Asile** :

Zënter Oktober 2020 gëtt d'Europäesch Grenz- a Küstewacht (Frontex) effektiv vu verschidene Medie beschëllegt, zesumme mat der griichescher Küstewacht an Tëscheffäll vu sougenannte „Pushbacks“, dat heescht illegal Réckféierung vu Persounen, déi potenziell internationale Schutz

wollten ufroen, am ëstleche Mëttelmeerraum verweckelt gewiescht ze sinn.

Nodeems d'Europäesch Parlament e Grupp aberuff hat, fir d'Beweislaascht ze préieren, goufen d'Resultater vun dëser Enquête Mëtt Juli presentéiert. Wéi dësen Aarbechtsgrupp vum Europäesche Parlament a sengem Bericht festhält, goufe keng direkt Beweiser fir d'Bedelegung vu Frontex u fundamentale Mënscherechtsverletzungen fonnt. De Bericht weist alleréngs op Indizien hin, op Basis vun deenen ee kann unhuelen, dass Frontex iwwert verschidde Verstéiss géint d'Mënscherechter vu Säite vun den Autoritéite vu Memberstaate Bescheed wosst, dëst awer net ugaangen ass. Lëtzebuerg huet dës Enquête verfolgegt an och vum Bericht vum Europäesche Parlament Kenntnis geholl. D'Informatiounen iwwert eng vermeintlech aktiv an/oder passiv Participatioun vu Frontex u sougenannte „Pushbacks“ si besuergneserreegend a géifen, am Fall wou se sech géife bestätegen, eng Verletzung vun de Mënscherechter duerstellen.

Déi europäesch Grenz- a Küstewachtagence huet duerch hiert Mandat eng kloer Obligatioun, de Schutz vu fundamentale Rechter bei der Ausféierung vu sengen Aufgaben ze garantéieren a besonnesch de Prinzip vun „non-refoulement“ ze respekitéieren. Mee dës Obligatiounen ze erfëllen ass eng komplex Aufgab: och wa Frontex, a Consultatioun mam deelhuelende Memberstaat, operationell Pläng fir déi verschidde Missiounen unhëlt an d'Frontex-Agenten d'Veerpflichtung hunn, all potenzielle Verstouss ze mellen, bleiwe schlussendlech ëmmer d'Memberstaate fir d'Gestioun vun hire Sektione vun de Baussegrenze responsabel. Déi gemeinsam Frontex-Missiounen ennersti soumat der Autoritéit vun Gaaschtstaat.

Et ass deemno och un de concernéierten nationale Autoritéiten, déi néideg Enquêtes op hirem Territoire duerchzéieren. Lëtzebuerg wäert weiderhin un de Reunioneen zu dësem Sujet deelhuelen a sech iwwert de weidere Stand vun den Enquêtes informéieren. Des Weideren ass et un der Europäescher Kommissioun, dofir ze suergen, dass dat europäescht Recht respekitéiert an ugewannt gétt. Si ass responsabel, fir den Europäesche Geriichtshaff ze saisiéieren, fir Memberstaaten, déi géint d'EU-Recht verstoussen, ze sanktionéieren. Heizou bleift och unzemerken, dass den Office européen de lutte anti-fraude (OLAF) dëse Januar eng Enquête géint Frontex lancéiert huet. OLAF ass eent vun den Instrumenter vun der Kommissioun, fir eventuellen Dysfunktioneen an den EU-Agencen op de Gronn ze goen - falls déi sech sollte bestätegen, da ginn déi geséichert Faiten un déi zoustänneg Autoritéite weidergeleet. Ausserdeem huet d'Cour des comptes am Juni e Rapport spécial zu Frontex publizéiert. Lëtzebuerg insistéiert, dass d'Recommandatiounen aus dësem Rapport integral ëmgesat ginn.

Den Direkter vu Frontex huet offiziell matgedeelt, dass d'Agence d'Konklusiounen an d'Recommandatiounen vum Bericht vum Europäesche Parlament unerkennt. Och betount den Direkter vun der Agence, dass Frontex hautdesdaags eng méi grouss a komplex Organisatioun ass ewéi nach virun e puer Joer an dass dowéinst verschidde Systemer reforméiert musse ginn. De Grand-Duché deelt dës Aschätzung an ennerstézt an deem Kader d'Émsetzung vu Säite vu der Agence vun engem Aktiounsplang, deen am Kader vun engem speziell dofir vum Verwaltungsrot ernannten Aarbechtsgrupp opgestallt gouf. Dësen Aktiounsplang gesäit enner anerem Mesurë fir eng méi einfach an effikass Nutzung vum Mechanismus fir d'Opzechnung vu schwéiere Verstéiss, wéi zum Beispill Mënscherechtsverletzungen, vir. Doriwwer eraus betount den Aktiounsplang d'Noutwendegkeet vun engem schnelle Rekrutement vun de 40 Kontrolleure fir de Respekt vun de Mënscherechter. Aner virgesinne Mesurë concernéieren d'Inklusioun vun engem transparente Berichterstattungsmechanismus an all Operationsplang oder e renforcéierte Fokus op Formatiounen am Beräich vun Respekt vun de Mënscherechter. An dësem Kontext bleift unzemerken, dass Frontex viru Kuerzem och en neien a permanente Mënscherechtsbeoptraagte rekrutéiert huet. Lëtzebuerg begréisst dës Entwécklung a wäert den neie Mënscherechtsbeoptraagten an senger Aarbecht ennerstézen.

**Question 4684** (20.07.2021) de **M. Fred Keup (ADR)** concernant les **sanctions dans le cadre de la loi relative aux emballages et aux déchets d'emballages** :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro Nummer 4449 schreift d'Madamm Ëmweltminister enner dem Punkt 3 op d'Fro, wéi opgelafte Montante vu Betriber, déi a puncto Entsuegung vu Verpackungsfall net konform mat der Ëmweltlegislatioun sinn, enner anerem Folgende: „Et gétt keng legislativ Dispositioun, déi festleet, ob a wéi an dësem Fall déi Bäitrag musse réckwierkend bezuelt ginn. Dëst ass eenzeg an eleng dem Organisme agréé seng Decisioun.“

An deem Zesammenhang géif ech der Madamm Ëmweltminister gäre dës Fro stellen:

1. Gesäit d'Madamm Ëmweltminister et als eng glécklech Situatioun, dass Gesetzer keng gereegelt Modalitéite virgesi fir de Fall, dass se net agehale ginn?

2. Gesäit d'Madamm Ëmweltminister hei net de Problem, dass déi mangelnd Strofdispositiounen kënnen en Negativreiz setzen, well Betriber, déi sech net konforméieren, eng reell Chance hunn, do-duerch Membersbäitrag ze spueren?

3. Wéi bewäert d'Madamm Ëmweltminister d'Auswirkung vun deem an der uewen zitierter Question parlementaire behandelte Virfall op de Respekt vum Bierger vis-à-vis vun allgemengen administrativen Dispositiounen? Dëst wuel wëssend, dass d'Madamm Minister an der öffentlecher Warnehmung ëmmer mam Betriber Moulin Dieschbourg wäert associéiert ginn an dass dem Suivi vun dëser Affär an deem Sënn ëmmer eng Virbildfunktioen wäert zoukommen?

**Réponse** (25.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable** :

Esou wéi schonn an der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4502 geschriwwen, gétt et keng legislativ Dispositioun, déi festleet, ob a wéi ee Betriber réckwierkend ee Bäitrag muss un den Organisme agréé bezuelen, wann en sech eréischt no enger gewësser Zäit dësem Organisme uschlësst. Et ass net d'Aufgab vun engem Gesetz, déi intern Gestioun vun engem Organisme agréé ze reegelen.

Sollt réckwierkend ee Membersbäitrag bezuelt musse ginn, ass dat jo och keng Strofdispositioun, déi ausgeschwat gétt, well ee Gesetz net agehale gouf. Et ass eng finanziell Kompensatioun fir den Organisme agréé, deen awer d'Offäll vum Betriber, deen net konform war, a senger Sammelstrukturen erëmfonnt huet a mat geréiert huet.

D'Gesetzer gesinn d'Modalitéite vir, fir déi Situatioun, wou e Betriber sech net un d'Obligatiounen aus dem Gesetz hält, ze sanktionéieren.

De Gesetzesprojet Nr. 7654, deen d'Gesetz vum 21. März 2017 iwwert d'Veerpackungen an d'Veerpackungsfall ofännert an deen de Moment an der Chamber diskutéiert gétt, gesäit eng Verstärkung vun de penale Sanktioune vir.

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nr. 4502 ass och drop higewise ginn, dass ier administrativ Mesuren oder penal Sanktiounen ageleet ginn, all d'Betriber, déi net konform sinn, am Virfeld vun der Ëmweltverwaltung no enger festgeluechter Prozedur op hir Obligatiounen higewise ginn. Sollt ee Betriber sech dann nach ëmmer net legaliséiert hunn, gétt den Dossier un d'Kontrollitéit vun der Ëmweltverwaltung weidergeleet, déi dann déi néideg Schrëtt aleet.

De Moulin Dieschbourg ass vun der Ëmweltverwaltung esou wéi all aner Betriber behandelt ginn. Nodeems dass d'Veerwaltung d'Informatioun hat, dass dee Betriber net konform zum Verpakungsgesetz wier, ass dësen direkt ugeschriwwen ginn, fir dass e sech legaliséiere soll.

An der Tëschenzäit ass de besote Betriber bei der Valorlux enregistriert an deemno och elo konform zum Verpakungsgesetz.

**Question 4686** (20.07.2021) de **Mmes Martine Hansen et Françoise Hetto-Gaasch (CSV)** concernant la **promotion de l'électromobilité** :

Zanter e puer Joer gétt et Primmen, fir esou d'Elektromobilitéit zu Lëtzebuerg ze féerden. Sou kritt een zum Beispill eng Primme vu bis zu 1.000 Euro fir en 100 % elektresch bedriwwene liichten Auto oder Motorrad. Doniewent gétt et awer och eng Primme vu bis zu 600 Euro fir en (elektresch bedriwwene) Vëlo. Hautdesdaags gétt et awer och Rollstill, déi mat engem klengen elektreschen Zousazmotor funktionéieren, entweeder als reng Traktiounshëllef, oder enner der Form vun engem sougenannten Handbike mat Elektroënnerstézung. Dës zousätzlech Hëllef erlaben et dem Benotzer, sech vill méi einfach kënnen virunzebeweegen, méi grouss Strecken zeréckzeleeën, Montéieren ze iwwerwannen, ... Am Fall vun Handbike mat Elektroënnerstézung erlaben se och nach de Benotzer, sech sportlech ze betätigen, genee wéi dat bei engem „cycle à assistance électrique“ ass. Dës Hëllefsmëttel kënnen domadder e grouse Gewinn u Liewensqualität fir hir Benotzer duerstellen an hëlfechen och, d'Mobilitéit nohalteg méi propper ze maachen.

Eisen Informatiounen no sinn esou Hëllefsmëttel allerdéngs vun de Primmen zur Elektromobilitéit ausgeschloss.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Regierung stellen:

1. Deelt d'Regierung eis Meenung, dass esou Hëllefsmëttel an een Deel vun der Elektromobilitéit sinn?

2. Gedenkt d'Regierung, an Zukunft d'Primme fir d'Elektromobilitéit och op esou Hëllefsmëttel fir Rollstill ze erweideren?

**Réponse commune** (24.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable**, et de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale** :

ad 1. + 2. D'Fleegeverséicherung kann technesch Hëllefsmëttel iwwerhuelen, „fir et der fleegebedierfteger Persoun ze erlaben, hir Liewensautonomie an de Beräicher vun der Kierperhygiène, der Ernierung, dem Kachen, der Mobilitéit bannent a baussent der Wunneng, dem Un- an Ausdoen, dem Haushalt an der mëndlecher oder schrëftlecher Kommunikatioun ze behalen oder ze verstärken“.

Bei dësen technesch Hëllefsmëttel kann et sech am Beräich vun der Mobilitéit och ëm elektresch Rollstill a verschidde Zorte vun Hëllefsmotoren handelen, déi op enger spezifescher Léschst preziséiert sinn, déi vun der Berodungskommissioun virgeschloen gétt an an engem groussherzogleche Règlement festgehalen ass.<sup>18</sup>

D'Fleegeverséicherung kann dës Käschten och fir déi Persounen iwwerhuelen, déi net de Mindestbedarf vun 3,5 Stonne bei den Aktivitéite vun alldeegleche Liewen errechen, mee opgrond vun enger Krankheet oder enger Beanträchtegung, déi méi laang ewéi sechs Méint undauert, op Hëllef an der Mobilitéit ugewise sinn.

Den elektresche Rollstull oder den Hëllefsmotor ginn der betraffener Persoun gratis zur Verfügung gestallt. De Montant vun de Käschten, déi iwwerholl ginn, läit bei maximal 28.000 Euro pro Hëllefsmittel.<sup>19</sup> Dëse Montant erlaabt, d'Prise en charge vun den elektresche Rollstill oder den Hëllefsmotore vollstänneg ofzedecken.

Folgend Tabell gétt en Iwwerbléck iwwert all déi elektresch Rollstill an Hëllefsmotoren, déi tëscht dem 1. Januar 2019 an dem 31. Juli 2021 dem Beneficiaire iwwert d'Fleegeverséicherung zur Verfügung gestallt gi sinn. Doriwwer eraus gétt et och Beneficiairen, déi scho virun 2019 vun der gratis Prise en charge vun esou engem technesch Hëllefsmittel konnte profitéieren a se nach ëmmer weider notzen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

**Question 4687** (20.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)** concernant le **programme de prise en charge de maladies chroniques** :

La Caisse nationale de santé se propose de développer un programme de prise en charge des affections de longue durée permettant d'assurer le meilleur accès possible aux soins, une prévention efficace et un rôle renforcé du médecin référent.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelles sont les maladies chroniques qui sont concernées et quel est le nombre de patients concernés.

- Quel est l'état d'avancement de ce projet et quels en seront les éléments clés ?

- Endéans quels délais ce projet pourra-t-il être réalisé ?

**Réponse** (25.08.2021) de **M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale** :

La CNS a présenté un premier programme de prise en charge des affections de longue durée (ALD) lors du GT 4 du « *Gesondheetsdësch* ».

À terme, il est prévu que toutes les maladies chroniques prévues à l'article 20 du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 1998 arrêtant la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie seront intégrées dans ce programme de prise en charge.

Dans une première phase, il est proposé de commencer avec les sept pathologies suivantes :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre

<sup>18</sup> 1) Règlement grand-ducal du 13 décembre 2017 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 22 décembre 2006 déterminant 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les produits nécessaires aux aides et soins.

<sup>19</sup> 2) Extrait de l'article 7 du règlement grand-ducal du 22 décembre 2006 déterminant : 1. les modalités et les limites de la prise en charge des aides techniques par l'assurance dépendance ; 2. les modalités et les limites de la prise en charge des adaptations du logement par l'assurance dépendance ; 3. les modalités et limites de la prise en charge par l'assurance dépendance des aides techniques pour les personnes bénéficiaires de soins palliatifs : « Les frais résultant de la location ou de l'acquisition des aides techniques sont pris en charge par l'assurance dépendance jusqu'à concurrence d'un montant maximal de 28.000 euros par aide technique, sans préjudice de l'article 2, alinéa 4. »



- Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Avant de pouvoir démarrer le programme de prise en charge, il sera nécessaire d'adapter le cadre normatif, les nomenclatures respectives et les outils techniques. À ce stade un calendrier ne peut donc pas encore être défini.

**Question 4689** (20.07.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant l'impact des inondations sur les bureaux de la Police grand-ducale :

Wéi op enger Rei, an de Medie verëffentlechte Fotoen ze gesi war, war zu lechternach och de Policebüro vun de rezenten Iwwerschwemmunge be-  
traff. Grad an enger Krisensituatioun ass e gudder Fonctionnement vun der Police awer essenziell.

An deem Zesummenhang géif ech der Regierung gär dës Froe stellen:

1. Kann d'Regierung elaboréieren, ob nach aner Policebüroen am Land vum Héichwaasser be-  
traff waren? Wa jo, wéi eng?

2. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi héich de Montant vum Schued ass? Wa méi Kommissariat be-  
traff sinn, kann d'Regierung dann de Schued no deenen eenzele Büroen opschlësselen?

3. Goufen duerch d'Héichwaasser wichteg Doku-  
menter an/oder Policearchive beschiedeg? Wa jo,  
kann d'Regierung, natierlech ënnert dem Respekt  
vun den Dispositiounen vum Dateschutz, elaboré-  
ieren, wéi eng?

4. Kann d'Regierung opschlësselen, ob a wéi eng  
Policegefierer duerch d'Héichwaasser beschiedeg  
goufen?

5. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi eng Kon-  
sequenzen aus dësem Tëscheffall gezu ginn, fir déi  
beträffe Gebaier grad a Krisensituatiounen besser  
ofzesécheren?

6. Kann d'Regierung elaboréieren, wéi dësen Tës-  
cheffall/dës Tëscheffäll sech op d'Koordinatioun  
vun deenen eenzele Rettungsdéngschter an der be-  
traffener Regioun/an de be-  
traffene Regiounen aus-  
gewierkt huet/hunn?

**Réponse commune** (25.08.2021) de **M. Henri Kox**,  
*Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Taina  
Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François  
Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux pu-  
blics* :

ad 1. Et sinn zwee Policekommissariat vum Héich-  
waasser be-  
traff, deen an der Fiels an deen zu lech-  
ternach. D'Policekommissariat an der Fiels ass  
allerdénns net méi operationell an zou.

D'Kellere vun den zwee Gebaier si beschiedeg  
ginn. Zu lechternach ass och nach de Rez-de-  
chaussée iwwerschwemmt ginn.

ad 2. De Schued am Policekommissariat Fiels kann  
no enger éischter provisoirescher Analys op en To-  
tal vun 11.000 Euro estiméiert ginn, dee sech foll-  
gendermoossen zesummesetzt:

Heizungsarbechten: 5.000 Euro

Elektroarbechten: 5.000 Euro

Botzarbechten: 1.000 Euro

De Schued am Policekommissariat lechternach  
kann no enger éischter provisoirescher Analys op en  
Total vun 10.000 Euro estiméiert ginn, dee sech  
follgendermoossen zesummesetzt:

COV (Kuelewaasserstoff) Analysen: 2.500 Euro

Heizungsarbechten: 1.500 Euro

Elektroarbechten: 1.000 Euro

Schräinerarbechten: 3.000 Euro

Botzarbechten: 2.000 Euro

ad 3. Duerch d'Interventioun vun de Beamten op der  
Plaz konnt verhënnert ginn, datt wichteg Doku-  
menter zerstiéiert goufen.

ad 4. Et goufe keng Gefierer vun der Police beschie-  
degt.

ad 5. Et ass geplangt, fir d'Kommissariat vun lech-  
ternach, als Iwwergangsléiung, erëm an d'Rei ze  
setzen. Opgrond vun der Lag a well et en histo-  
rescht Gebai ass, ass et onméiglech, eng Garantie  
géint Schied duerch Héichwaasser ze ginn. Well  
dëst historiescht Gebai net komplett un d'Besoin  
vun engem Policekommissariat adaptéiert ass,  
gouf et scho virum Schued duerch d'Héichwaasser  
Diskussiounen en vuer vun engem neie Policekom-  
missariat zu lechternach. Dofir gesi sech déi zous-  
tänneg Acteuren heiduerch zousätzlech bestärkt  
an hiren Demarchen.

ad 6. Der Police hir Kapazität, fir operationell ze in-  
tervenéieren, ass zu kengem Zäitpunkt impaktéiert  
gewiescht. Déi lokal Aktivitéite si vun Nopeschun-  
itéiten iwwerholl ginn. Doriwwer eraus war d'Police  
och am Poste de commandement avancé vum  
CGDIS am Asazcenter zu lechternach vertrauden,  
fir d'Koordinatioun mat de Rettungsdéngschter sé-  
cherzustellen.

**Question 4691** (20.07.2021) de **M. Fred Keup**  
(ADR) concernant le retard de paiement des  
primes pour les cycles à pédalage assisté :

No mengen Informatiounen ginn d'Subside fir  
elektresch Véloen (Cycle à pédalage assisté) mëtt-  
lerweil mat iwwer engem Joer Retard ausbezuelt.

An deem Zesummenhang géif ech der Madamm  
Ëmweltminister gär dës Froe stellen:

1. Wéi vill entsprechend Demandé goufen op de  
Stand vum 30. Juni 2021 un den Ëmweltministère  
gestallt, déi nach net traitéiert goufen?

2. Hypotheesch uegell, datt dës Demanden a  
chronologescher Reiefolleg traitéiert ginn, wollt ech  
freen, wéi de Stand vum Traitement sech op den  
30. Juni presentéiert huet, d. h. wéi eng Demandé  
mat wéi engem Datum?

3. Kann d'Madamm Minister elaboréieren, op wéi  
eng Ursachen dës Retarden zeréckzeféiere sinn?

**Réponse** (18.08.2021) de **Mme Carole Dieschbourg**,  
*Ministre de l'Environnement, du Climat et du Dévelop-  
pement durable* :

ad 1. No de leschte Statistike waren op de 5. Juli  
2021 10.481 Demandé fir ee Subside fir een  
elektresche Vélo nach net traitéiert ginn.

ad 2. Och op de 5. Juli 2021 gekuckt sinn  
d'Demandé vum 12. August 2020 traitéiert ginn.

ad 3. D'Velosprimmen hunn am Kader vun der Pan-  
demie en immense Succès gehat. Eng enorm héich  
Zuel un Demanden (Véloen, elektresch Véloen an  
Autoen) sinn zanter dem spéide Fréijoer 2020 era-  
komm, mat enger zweeter Well am Fréijoer 2021.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration  
parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la  
Chambre - Rôle des affaires - Questions parlemen-  
taires - rechercher n° de la question.)

D'Ressourcen, iwwert déi d'Ëmweltverwaltung ver-  
füügt, hunn et net erméiglecht, esou een ausser-  
gewöhnleche Volume un Ufroen zäitno ze traitéie-  
ren. Gläichzäitig ass et och net onni Weideres  
méiglech, fir bei staatlechen Aufgaben, bei deenen  
et och ëm den Transfert vun öffentleche Gelder  
geet, sech duerch extern Ressourcen ënnerstëtzen  
ze looschen.

Fir d'Situatioun besser an de Grëff ze kréien, huet  
d'Ëmweltverwaltung verschidde Moosnamen ge-  
holl. Intern Personal aus anere Servicer gouf op  
d'Saisie vun den Demandé gesat. Esouwäit et  
méiglech war an hir eegen Dossierien et erlaabt  
hunn, hunn Agenten aus anere Servicer dem Ser-  
vice vun den Aides financières (SAF) eng Hand  
beim Traitement vun de Véloen mat ugepaakt. Och  
gouf zousätzlech Personal iwwert de Wee vun der  
ADEM op Basis vun OTI-Kontrakter agestellt. All  
dës Moosnamen hunn et erméiglecht, d'Zuel vun  
den Dossierien, déi ausbezuelt kënne ginn, ze ver-  
duebelen.

Leider ass et awer esou, datt d'Zuel vun den De-  
manden, déi erakommen, nach ëmmer iwwert der  
Zuel vun den Dossierien läit, déi traitéiert kënne  
ginn. Dës Situatioun erméiglecht et nach net, den  
Delai, an deem d'Demandé behandelt kënne ginn,  
erofzesetzen.

Duerch ee rezent Opstocke vu Personal an der  
Ëmweltverwaltung iwwert de Wee vun zäitbefristete  
Kontrakter soll den Delai fir d'Instruktioun vun den  
Demandé fir eng Vélosprimm weider erofgesat  
kënne ginn an nees op en akzeptabelen Niveau  
erofgeschrauft ginn.

**Question 4692** (20.07.2021) de **MM. Sven Clement**  
et **Marc Goergen** (Piraten) concernant le logiciel  
Pegasus :

Laut den Erkenntnisser vun engem internationale  
Journalistennetzwerk, deem, ënner anerem, Jour-  
naliste vun der „Süddeutsche Zeitung“ an „The  
Guardian“ uegehéieren, wier d'Trojaner-Software „Pe-  
gasus“ op Handy vum Journalisten, Mënscherechts-  
aktivisten an Oppositionspolitiker erëmfonnt ginn.

D'Software gëtt vun der israellescher Firma NSO  
ugebueden an ausschliisslech u staatlech Institu-  
tiounen verkaf, déi an der Terrorismusbekämpfung  
aktiv sinn. Den öffentlech zougänglechen Informa-  
tiounen no kann dësen Trojaner op Handen instal-  
léiert ginn, ouni dass de Besëtzer dovunner eppes  
matkritt. Esou kënnen d'Affer effektiv ausspionéiert  
ginn, ouni dass si eppes dovunner matkréien. Wës-  
senswärt ass och, dass dës israellesch Firma eng  
Filial zu Lëtzebuerg huet.

Den däitsche Journalisteverband schwätzt an  
engem Communiqué vun engem weideren Iwwer-  
wachungsskandal a fuerdert eng Oplklärung an  
deem Dossier.

An deem Zesummenhang wéilte mir dem Premier-  
minister an de Ministere fir Aussenugeleeënheeten  
an Europa, Verdeedegung, Justiz a Wirtschaft dës  
Fro stellen:

1. Wéi kënne Journalisten, Aktivisten oder Politiker  
hei am Land sech géint esou eng staatlech Iwwer-  
wachung wieren?

Wéi eng Instrumenter stellt d'Regierung hei zur Ver-  
fügung?

2. Existéiere Relatiounen tëschent der Firma NSO (in-  
klusiv den Duechter- a Mammegesellschaft vum der  
NSO) an iergendwelleche Lëtzebuergeschen Institu-  
tiounen?

Existéiere Relatiounen tëschent de Firmen, déi op  
follgendem Link zesummegeallt goufen ([https://  
justpaste.it/PegasusProjectLux](https://justpaste.it/PegasusProjectLux)) an iergendwel-  
leche Lëtzebuergeschen Institutiounen?

3. Kann d'Regierung aschätzen, ob d'Iwwerwa-  
chungsattacke mat der Software Pegasus Verbin-  
dunge mam Standuert Lëtzebuerg hunn?

Kann eng Bedeelegung vum Standuert Lëtzebuerg  
ausgeschloss ginn?

4. An der Äntwert op d'Fro N° 0156 haten d'Mi-  
nistere geschriwwen, se géifen sech op euro-  
päeschem Niveau fir eng méi staark Kontroll vum  
Export vu Cyberiwwerwachungsinstrumenter aset-  
zen. An engem Interview mat der „Zeit“ vum 19. Juli  
2021 bewäert den Edward Snowden dës staatlech  
Initiativen als ineffikass:

„Ganz offensichtlich haben unsere Regulierungs-  
maßnahmen versagt. Seit zehn Jahren hat sich Eu-  
ropa gedacht: „Vielleicht können wir das ja kontrol-  
lieren, vielleicht lässt sich das Problem mit Export-  
kontrollen lösen?“

Heute jedoch sehen wir, dass die Exportkontrollen  
voll und ganz an der Aufgabe gescheitert sind, die  
Auswirkungen zu kontrollieren, die die kommer-  
zielle Malware-Industrie für die Öffentlichkeit hat.  
Und wenn Ausfuhrkontrollen und leichtere Regulie-  
rung nicht funktionieren, dann müssen wir über  
ernstere Maßnahmen nachdenken. Dieses Problem  
lässt sich meiner Meinung nach nur lösen, wenn wir  
den Handel mit dieser Art von Technologie mit ei-  
nem globalen Moratorium belegen.“

Wéi positionéiert sech déi aktuell Regierung zu sen-  
ger Bewäertung?

Wär d'Regierung Demandeur, fir esou ee globale  
Moratorium unzufroen?

5. An der nämmlecher Äntwert hat d'Regierung och  
geschriwwen, dass si, am Kader vun Koalitiounsac-  
cord, d'Suergfaltsflicht vun zu Lëtzebuerg uge-  
mellte Firme „studéiere“ wéilt:

« Dans son programme pour les années 2018 à  
2023, le [G]ouvernement luxembourgeois s'est en  
outre engagé à étudier la possibilité de légiférer sur  
le devoir de diligence pour les entreprises  
domiciliées au Luxembourg, dans la mesure où un  
tel devoir de diligence représenterait une mesure  
complémentaire au Plan d'action national susmen-  
tionné. »

Wéi wäit ass d'Regierung mat dësem Studium a wat  
sinn déi éischt Erkenntnisser?

Awéifern géifen dës ugeduechte Moosnamen  
d'Aktivitéite vun enger Filial wéi déi vun der NSO af-  
fektéieren?

**Réponse commune** (12.08.2021) de **M. Xavier  
Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Jean  
Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et euro-  
péennes*, de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité  
intérieure*, et de **M. Franz Fayot**, *Ministre de l'Écono-  
mie* :

ad 1. Den Artikel 3 vum ofgeännerte Geheim-  
dénsgesetz vum 5. Juli 2016, deen d'Missioun  
vum Geheimdénsgesetz (SRE) virgesäit, schléisst  
ausdrécklech „toute surveillance politique interne“  
duerch de SRE aus.

D'Moyene vum SRE ginn agesat am Fall vun enger  
potenzieller Bedrohung duerch Spionage, gewaltbe-  
reeten Extremismus, Terrorismus, Verbreedung vu  
Massevernichtungswaffen oder verdeedegungsrele-  
vante Gidder zesumme mat den entsprechen-  
den Technologien an organiséiert Kriminalitéit oder Cy-  
berbedrohung, souwäit dës mat deene virgenannt  
Aktivitéiten zesummenhänken.

Fir de SRE besteet e Kontrollmechanismus um Ni-  
veau vun der Administratioun, der Regierung, dem  
Parlament an de Geriichtsinstanzen. D'Gesetz  
gesäit dës Kontrollmechanismus vir, fir de Bierger  
déi néideg Rechtssécherheet ze garantéieren.

ad 2. + 3. Zu de Froen 2 an 3 verweist d'Regierung  
op hir Äntwert op déi dréngend parlamentaresch  
Fro N° 4685 vum 20. Juli 2021.

ad 4. D'Regierung deelt d'Aschätzung net, dass  
d'Exportkontrollsystemer ineffikass wieren. Au  
contraire, esou europäeschen an internationalen  
Niveau koordinéiert Exportkontrollregimier si vun  
enormer Wichtigkeit. D'Exportkontroll muss natier-  
lech mat technologeschen Innovatiounen a Weider-  
entwécklung Schrëtt halen an ass dofir och dyna-  
mesch an hirer Opstellung. An deem Kontext ass et  
wichtig ze wëssen, dass geschwënn en neit EU-Re-  
glement a Kraaft trëtt, d'Reglement EU 2021/821,  
dat also direkt applikabel zu Lëtzebuerg wäert sinn,

an dat EU-wäit wäert zousätzlech Sécherheeten  
aféieren. An der nationaler Gesetzgebung, déi  
2018 komplett erneiert gouf, couvriert den Artikel  
46 schonn den „transfert intangible de technologie  
relatif à des biens à double usage“. Am neien  
EU-Règlement steet explizit dran, dass bei kridde-  
legen Technologie kënnen Exporter verbuede ginn,  
wann e Risiko existéiert, dass se fir Mënsche-  
rechtsverletzungen oder Verstéiss géint dat inter-  
nationaalt Recht kéinte benotzt ginn.

Wéi mer aus anere Beräicher wëssen, si Moratoiren  
nëmmen da vun Notzen, wa jidderee sech dorun  
hält, an en unilateral erkläerte Moratoire géif seng  
Wirkung verfeelen. Deementspriedend ass d'Re-  
gierung der Meinung, dass d'Approche vun der Ex-  
portkontroll dat stärksten Instrument ass, dat zur  
Verfügung steet, fir ze verhënnern, dass verschid-  
den Technologien an déi falsch Hänn geroden. Déi  
international Zesummenaarbecht an deem Beräich  
soll weider verdéift ginn a Lëtzebuerg wäert och  
weiderhin an deene pertinente Gremie vertraude  
sinn.

ad 5. De Koalitiounsaccord 2018-2023 gesäit vir:

« Le Luxembourg soutiendra des initiatives euro-  
péennes pour renforcer la responsabilité sociale et  
environnementale des entreprises transnationales  
dans la gestion de leurs chaînes d'approvisionnement  
et s'engagera au niveau européen pour une  
législation contraignante et effective. Dans ce  
contexte, la possibilité de légiférer sur le devoir de  
diligence pour les entreprises domiciliées au  
Luxembourg sera étudiée, dans la mesure où ce  
dernier permettra de garantir le respect des droits  
humains et de l'environnement tout au long de leur  
chaîne de valeur et représenterait une mesure com-  
plémentaire au Plan d'action national sur les entre-  
prises et les droits humains qui souligne l'import-  
ance de la diligence raisonnable pour prévenir des  
violations des droits humains et des dommages en-  
vironnementaux engendrés par les activités des en-  
treprises. »

Op nationalem Niveau ass an deem Kontext ent-  
scheidend gehandelt ginn. Esou huet d'Dr.  
Baglayan, Experte vun der Universitéit Lëtzebuerg,  
de 14. Abrëll 2021 hir Etüd iwwert eng méiglech ge-  
setzlech Verankerung vun enger Suergfaltsflicht a  
Saache Mënscherechter fir Entrepreneuren, déi zu Lët-  
zebuerg domiciliéiert sinn, déi vum Ausseministère  
an Optrag gi gouf, virgeluecht. De Regierungsrat  
huet doropshin den 23. Abrëll 2021 e Comité inter-  
ministériel ënnert der Koordinatioun vum Ausse-  
ministère agesat, fir verschidde kruzial Froen, déi vun  
der Experte an hirer Etüd identifiziéiert goufen, ze  
analyséieren an der Regierung Recommandatiounen  
ze maachen. Bis elo ass de Comité inter-  
ministériel schonn dräimol, den 18. Mee, den 18.  
Juni an de 14. Juli, zesummekomm. D'Resultat vun  
dëser Aarbecht soll et erméiglechen, déi grouss  
Richtlinien entweder fir eng national Legislatioun  
oder fir d'Verhandlung vum engem europäeschen  
Text ze definéieren. Eng vun deene Froen, déi et ze  
beäntwere gëllt, ass déi vum Champ d'application,  
also déi, wéi eng Entreprise solle vun enger natio-  
naler Legislatioun be-  
traff sinn.

Gläichzäitig huet d'Regierung sech och op euro-  
päeschem Niveau dofir staark gemaach, datt an  
dëser Matière agéiert an eng Proposition de direc-  
tive esou séier wéi méiglech tabléiert gëtt. Den eu-  
ropäesche Justizkommissär Didier Reynders, an  
enker Zesummenaarbecht mam Kommissär fir de  
Bannemaart Thierry Breton, huet sech dozou och  
engagéiert.

**Question 4695** (20.07.2021) de **M. Fred Keup**  
(ADR) concernant la diffusion du rapport dit « Wa-  
ringo » sur les clusters observés dans certaines  
structures d'hébergement pour personnes âgées :

Den 12. Juli 2021, méindes moies um 8.00 Auer,  
ass de sougenannte „Waringo-Rapport“ an der  
Chamber virgestallt ginn. Zënterhier gëtt gemun-  
kelt, dass d'Ministère dee Rapport schon  
éischter konnte ganz oder deelweis agesinn.

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un d'Ma-  
damm Familljeminister:

1. Waren der Madamm Minister scho virum 12. Juli  
2021, 8.00 Auer, Elementer oder Deeler aus dem  
Rapport bekannt?

2. Wéini genee krut d'Madamm Minister dee Rap-  
port oder Deeler vum Rapport?

**Réponse** (21.07.2021) de **Mme Corinne Cahen**, *Min-  
istre de la Famille et de l'Intégration* :

Ech hu Kenntnis geholl vum Här Waringo sengem  
Rapport méindes mueres, den 12. Juli 2021, um  
08.00 Auer an der Chamber. Ech hu weeder de  
ganze Rapport nach Deeler vum Rapport do virdu  
gesinn.



**Question 4697** (20.07.2021) de **M. Mars Di Bartolomeo** et **Mme Cécile Hemmen** (LSAP) concernant les améliorations en matière de contraception :

Dans son programme pour les années 2018 à 2023, le Gouvernement a annoncé que « l'accès universel aux moyens de contraception ainsi que leur remboursement sur ordonnance médicale serait introduit sans limite d'âge ou de méthodes, en incluant également le remboursement de la contraception d'urgence à condition qu'elles soient sûres et fiables ».

En date du 29 janvier 2020, le conseil d'administration de la Caisse nationale de santé a approuvé le projet de convention élaboré ensemble avec la Ministre de la Santé concernant ce nouveau programme en matière de contraception.

Ce programme doit permettre la prise en charge à 100 % sans limite d'âge

- des médicaments contraceptifs indépendamment de leur forme pharmaceutique ou de leur voie d'administration ainsi que la contraception d'urgence hormonale ;

- des dispositifs intra-utérins (stérilets) ;

- des diaphragmes (spermicides en association) ;

- des capes cervicales (spermicides en association) ;

- des préservatifs masculins ;

- des préservatifs féminins.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Étant donné que certaines de ces modifications nécessitent une modification de la nomenclature des actes médicaux - quel est l'état d'avancement des négociations en la matière ?

2) Quelles sont le cas échéant les difficultés auxquelles se heurte la mise en pratique de ces mesures ?

3) Endéans quels délais ces améliorations en matière de contraception pourront-elles être mises en vigueur ?

**Réponse commune** (26.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) En raison de la crise sanitaire liée à la Covid-19, les négociations en vue d'une modification de la nomenclature des actes médicaux n'ont pas pu avancer comme souhaité. En effet, les négociations entre les différentes parties prenantes (CNS, Ministère de la Santé, Direction de la santé, AMMD, SLGO) ont été entamées en décembre 2020 et se sont poursuivies en avril 2021. Parallèlement, des échanges concernant les modalités pratiques pour la prise en charge des dispositifs médicaux et des médicaments ont également eu lieu.

ad 2) Concernant les actes médicaux, les discussions concernant la hauteur des coefficients à associer aux actes sont complexes et doivent prendre en compte les principes de la nomenclature (application de l'article 65, alinéa 2, du Code de la sécurité sociale qui prévoit que « le coefficient [...] tient compte de la durée, de la compétence technique et de l'effort intellectuel requis pour dispenser cet acte professionnel ») et les revendications en lien avec les pratiques existantes (liberté de marché). Les modalités pratiques pour les dispositifs médicaux et les médicaments issus de la mise en œuvre de la convention doivent être encore finalisées avec la CNS.

ad 3) Concernant la partie nomenclature, les échanges en cours devraient aboutir en une proposition en automne 2021. Cette proposition devra être approuvée en Commission de nomenclature pour que le règlement grand-ducal puisse être modifié selon les procédures habituelles. Pour les modalités pratiques d'application concernant les médicaments et dispositifs, ce point devra être clarifié avec la CNS.

**Question 4698** (21.07.2021) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Jeff Engelen** (ADR) concernant les sirènes d'alerte des communes :

E ganz rezente Virfall, bei deem de Reen eis esou elle matgespillt huet, datt offiziell vun enger Naturkatastroph geschwat gëtt, huet fir Chaos an Noutstänn gesuergt. Dee ville Reen huet an enger Héichwaasserkatastroph geendegt an huet mat sëllegen Iwwerschwemmunge fir Evakuierungen an dramatesch Schied am Land gesuergt.

Ganz vill Leit hunn d'Gefor net komme gesinn an et goufen och keng gréisser Kommunikatioun gemaach, fir d'Leit ze warnen. Wéi een am „Tageblatt“ vum 16. Juli noliese kann, wier och vergiess ginn, d'Leit via GouvApp, der Alarm-App vun der Regierung fir Katastrophefäll, ze benoriichten. Et heescht do och, d'Madamm Banneminister hätt ge-

sot, si wéilt dofir suergen, datt dese Programm an Zukunft besser funktionéiert an des App och vu méi Bierger genotzt gëtt.

Et soll een dobäi awer net vergiessen, datt d'est zwar als zousätzlech Moossnam e Plus duerstelle kann, wann de Programm vun der Regierung funktionéiert an net vergiess gëtt. Allerdéngs ginn et och Leit, déi kee Smartphone hunn oder och kee wëllen. Dës Leit sollte bei esou wichtege Warnungen dann och net vergiess ginn.

An deem Kontext wéilt mir der Regierung gär folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Gemengen eng Sireen? Firwat huet net all Gemeng eng Sireen?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt esou e Sirenenalarm als Warnsignal fir d'Bevölkerung trotz digitalen Zäite Sënn mécht? Wann nee, firwat net?

3. A wat fir Fäll gëtt d'Sireen haut nach als Warnsignal genotzt?

4. Gëtt et eng offiziell Lëscht vu Warnsignaler mat Sireen? Wa jo, wou kann een des consultéieren?

5. Oder gëtt et een eenzegt allgemengt Warnsignal mat Sireen, dat d'Leit drop hiweist, datt si sech iwwer Radio oder Internet informéieren sollen iwwert eng geféierlech Situatioun oder eng méiglech Katastroph oder eng aner reell Gefor?

6. Gouf et en Héichwaasseralarm mat Sireen? Wa jo, a wat fir Gemenge gouf dese Sirenenalarm ausgeléist an zu wat fir engem Zäitpunkt? Wann nee, soll dat an Zukunft gemaach ginn? Wann nee, firwat net?

**Réponse** (18.08.2021) de **Mme Taina Bofferdig**, *Ministre de l'Intérieur* :

Zu Lëtzebuerg ass an all Gemeng op d'mannst eng Sireen installéiert.

D'Regierung ass der Meenung, dass e Sirenenalarm als Warnsignal fir d'Bevölkerung duerchaus Sënn mécht a wäert dese Moyen an Zukunft och nees méi geziilt asetzen. An deem Fall mussen d'Awunnerinnen an Awunner am Virfeld natierlech iwwert déi richteg Mesuren opgekläert a sensibiliséiert ginn, déi am Kader vun engem Sirenenalarm ze huele sinn.

D'Sireene ginn haut am Kader vun engem nuklearen Accident agesat. Des Weideren déngen d'Sireenen der Alarméierung vun de Pompjeeën am Fall, wou déi regulär Alarméierungsmethode sollten ausfallen.

D'Lëscht vun de Warnsignaler steet um Internetsite vun Infocrise.lu: <https://infocrise.public.lu/fr/accident-nucleaire/plan-gouvernemental/avertissement-population.html>. Zousätzlech zur Beschreibung vun de véier verschiddenen Typen vun Alarm-signaler kann een den Toun och lauschteren.

En allgemengt Warnsignal souwéi en Héichwaasserwarnsignal ginn et de Moment net. Wéi awer schonn uewe gesot, verschléisst sech d'Regierung der Iddi net, fir d'Sireenen an Zukunft do, wou et Sënn mécht, nees méi geziilt anzesetzen.

**Question 4703** (21.07.2021) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng) concernant les marques auriculaires :

Les détenteurs d'animaux d'élevage sont obligés de marquer leurs animaux avec une marque auriculaire comme moyen d'identification Cette obligation est prescrite par une série de règlements grand-ducaux concernant l'identification et l'enregistrement des porcs, des bovins ainsi que des caprins et ovins.<sup>20</sup>

Or, chez certains animaux, en particulier ceux avec de petites oreilles tels que les chèvres naives, les marques auriculaires peuvent provoquer des infections douloureuses. Selon le règlement délégué 2019/2035 de la Commission européenne du 28 juin 2019, l'autorité nationale compétente peut accorder des dispenses concernant l'identification des animaux. Les États membres peuvent par exemple autoriser les détenteurs d'ovins et caprins d'identifier leurs animaux individuellement par une bague au paturon classique, si les animaux sont nés avec des oreilles trop petites pour qu'il soit possible d'y attacher une marque auriculaire classique.

<sup>20</sup> Règlement grand-ducal du 30 avril 2004 concernant l'identification et l'enregistrement des porcelets et des porcs

Règlement grand-ducal du 6 mai 2004 concernant l'identification et l'enregistrement des ovins et des caprins

Règlement grand-ducal du 30 mai 2018 relatif aux modalités d'application :

1° du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil du 17 juillet 2000 établissant un système d'identification et d'enregistrement des bovins et concernant l'étiquetage de la viande bovine et des produits à base de viande bovine, et abrogeant le règlement (CE) n° 820/97 du Conseil, tel que modifié ; et

2° du règlement (CE) n° 911/2004 de la Commission du 29 avril 2004 portant dispositions d'exécution du règlement (CE) n° 1760/2000 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les marques auriculaires, les passeports et les registres d'exploitation, tel que modifié.

Dans ce contexte, je me permets de poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural :

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres concernant les infections, les inflammations et autres problèmes de santé liés au marquage auriculaire auprès des animaux d'élevage au Luxembourg ? Dans l'affirmative, combien d'animaux furent affectés par ces problèmes au cours des dix dernières années, et quelles sont les espèces animales concernées ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'adapter les règlements grand-ducaux relatifs à l'identification et à l'enregistrement de ces animaux afin d'aligner le cadre légal national avec le règlement européen susmentionné et d'autoriser des moyens d'identification alternatifs aux marques auriculaires pour les animaux nés avec des oreilles trop petites ?

**Réponse** (03.08.2021) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ne dispose pas de chiffres par rapport aux lésions que peut éventuellement causer le port de marques auriculaires. En cas de blessure, le détenteur de l'animal en question s'adresse plutôt à son vétérinaire praticien qu'aux autorités compétentes en matière d'identification des animaux.

ad 2) Le Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural est actuellement en train d'élaborer une toute nouvelle législation relative à la santé animale dont un règlement grand-ducal qui fixera les conditions d'identification des animaux.

Il est évident que lors de la mise en place de cette nouvelle législation nationale, le bien-être animal sera pris en compte toute en veillant à assurer une traçabilité adéquate des animaux et des denrées alimentaires qui en sont issues.

**Question 4705** (21.07.2021) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'augmentation des taxes à l'Aéroport de Luxembourg :

Sou wéi et am Artikel „Drei Euro auf 100“ heescht, deen de 16. Juli am „Lëtzebuenger Land“ publizéiert gouf, gi säit dem 1. März um Findel nei Gebüeren erhuewen, fir eng Rei Renovatiounsarbechten ze finanzéieren. Weider steet am Artikel, datt als Novum och Start- a Landegebüeren erhuewe ginn. D'Héicht vun dese Gebüere ka laut dem zitéierten Artikel jee no Dageszäit variéieren, notamment wann de Fliger nuets start oder land. Dat entspriechend Reglement, fir des Gebüeren ze erhuewen, soll sech laut deem nämmechten Artikel nach um „Instanzewe“ befannen, mee et géif provisoresch op Basis vun engem Gesetz vun 1948 opéréiert.

An deem Zesammenhang géif ech dem Här Transportminister gär des Froe stellen:

1. An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 4308 vun honorabelen Deputéierten Här Fernand Kartheiser huet den Här Transportminister zum Thema vun den Nuetsflich ënner anerem geschriwwen, datt des nëmmechen a gesetzlech genee definéierten Ausnahmefäll stattfannen. Wéi eng Auswierkung hunn déi vum Här Transportminister beschriwwen Ausnameregelungen op d'Erhiewe vun deenen uewen zitéierte Gebüeren? Entsteet duerch déi héich Tariffer eng wierklech Plus-value, wann Nuetsflich souwisou nëmmechen duerch ganz punktuell Ausnamen zougelooos ginn?

2. Et ass dovun auszegoen, datt et sech bei deem uewen zitéierte Gesetz ëm d'„loi modifiée du 31 janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne“, speziell den Artikel 7, handelt. Dese beseezt ënnert dem Punkt (3) awer och Folgendes: « Le montant de ces taxes, redevances et droits ainsi que leurs modalités de perception sont fixés par règlement grand-ducal. » Kann den Här Minister preziséieren, wéi et méiglech ass, e feelende RGD duerch e Gesetz ze substituéieren, dat fir seng Ausféierung selwer e separate RGD virgesäit?

**Réponse** (24.08.2021) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Déi erhéicht Lande- a Startgebüere fir Nuetsflich gëlle bei ausnameberechtigter Flich, wat Standard ass op allen europäesche Flughäfen. De Mehrwert ensteet doranner, dass, ofgesi vun de Bedéngungen, déi ausnameberechtigter Flich erfëlle mussen, se zousätzlech ekonomesch oninteressant gemaach gi fir d'Fluchgesellschaften. D'est huet sech och op deenen aneren europäesche Flughäfe bewäert.

Et geet hei ëm „redevances aéroportuares“, déi vun der Direktiv 2009/12/CE vum 11. März 2009 définéiert ginn. Dës Direktiv ass mam Gesetz vum 23. Mee 2012 (loi portant transposition de la directive 2009/12/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2009 sur les redevances aéroportuares et portant modification : 1) de la loi modifiée du 31

janvier 1948 relative à la réglementation de la navigation aérienne ; 2) de la loi modifiée du 19 mai 1999 ayant pour objet a) de réglementer l'accès au marché de l'assistance en escale à l'aéroport de Luxembourg, b) de créer un cadre réglementaire dans le domaine de la sûreté de l'aviation civile, et c) d'instituer une Direction de l'aviation civile) an national Gesetzgebung ëmgesat ginn.

Bis den 1. März 2021 goufen um Lëtzebuenger Flughäfe keng esou Gebüere verrechent. D'Gesetz vun 2012 leet och d'Prozedur fest fir d'Aféieren an d'Festleeë vun dese Redevancen. De Flughafen muss dobäi eng „consultation du comité des usagers“ duerchféieren, bei där d'Fluchgesellschaften déi genee Opstellung vun de Redevancen presentéiert kréien. Fir all déi verschidden Etappe vun der Prozedur gëtt et bestëmmt Delaen. Am Fall vun enger Contestatioun ass den Institut luxembourgeois de la régulation (ILR) zoustänneg, fir des ze préieren. Déi nei Gebüere sinn also transparent an textkonform uegheoll ginn a goufen no deser Prozedur vu lux-Airport publizéiert, esou wéi d'Direktiv an d'Gesetz vun 2012 et virgesinn.

D'Gesetz vun 1948, op dat hei Referenz gemaach gëtt, erlaabt allgemeng d'Aféiere vun Taxen a Redevancen, a gesäit vir, datt ee Règlement grand-ducal d'Modalitéite fixéiert. Well et awer bis dato zu Lëtzebuerg keng Redevances aéroportuares ginn ass, gouf et och keen entspriechende Règlement grand-ducal. D'Modalitéiten, no deenen d'Redevances aéroportuares festgehale goufen, si während der Prozedur vun der „consultation des usagers“ zeréckbehalen a vum ILR confirméiert ginn. Si ginn elo nach duerch ee RGD formaliséiert, esou wéi d'Gesetz dat virgesäit.

**Question 4706** (22.07.2021) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant les aides pour les entreprises sinistrées par les inondations :

De nombreux commerces et entreprises du secteur de l'Horeca et des campings (Camprilux) ont subi de grands dommages suite aux inondations du 14 juillet 2021. Maints commerces, hôtels, restaurants, cafés et campings, qui ont déjà été gravement impactés par les fermetures liées à la lutte contre la pandémie du Covid-19, n'ont plus de réserves financières et nécessitent une aide pour faire face aux dégâts subis.

Le Gouvernement y a réagi en débloquent une enveloppe de 50 millions d'euros, destinée, entre autres, à remédier aux dommages causés aux entreprises disposant d'une autorisation d'établissement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes :

- Quelles sont les modalités pour demander une aide financière ?

- Est-il prévu de verser des avances pour faire face au manque de trésorerie des entreprises concernées ?

- Dans quel délai les entreprises sinistrées peuvent-elles espérer recevoir l'aide demandée ?

**Réponse** (26.07.2021) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes* :

Suite aux intempéries du 14 et 15 juillet 2021, le Gouvernement a mis à disposition plusieurs aides financières afin de soutenir les personnes, communes et entreprises touchées par les inondations. Toute entreprise disposant d'une autorisation d'établissement octroyée par la Direction générale des Classes moyennes et ayant subi un préjudice comme conséquence directe de la calamité naturelle peut ainsi bénéficier d'une aide financière pour réparer les dégâts subis. Ces dégâts peuvent inclure les dommages matériels causés aux actifs tels que les bâtiments, les équipements, les machines ou les stocks. Il convient de souligner que seuls les frais qui ne sont pas pris en charge par les assurances sont éligibles.

La Direction générale des Classes moyennes a décidé de verser des avances pour faire face au manque de trésorerie des entreprises concernées. Endéans un délai de trois semaines à partir de l'introduction de la demande d'aide, les entreprises sinistrées obtiendront une avance sur leur aide financière, pourvu que le formulaire de demande d'aide soit rempli. Le dossier de demande d'aide doit contenir le nom de l'entreprise, une description des dégâts subis ainsi qu'une estimation des coûts relatifs. Le rapport d'expert indépendant agréé ou de l'expert de l'assurance pourra être déposé ultérieurement. Les demandes d'aides incomplètes seront donc également traitées. Le formulaire relatif est disponible sur le site <https://guichet.public.lu/fr/entreprises/financement-aides/regime-pme/aides-generales-pme/aide-dommages-calamites-naturelles.html>.

La Direction générale des Classes moyennes a mis en place une hotline pour répondre aux questions des entreprises touchées par les inondations : (+352)247-74704. Ces entreprises peuvent également prendre contact par e-mail au [info.aide.pme@eco.etat.lu](mailto:info.aide.pme@eco.etat.lu) pour tout complément d'information.



**Question 4708** (22.07.2021) de **Mme Nathalie Oberweis** (déi Lénk) concernant **LuxLetters** :

Le vendredi 9 juin, la Commission des finances et du budget s'est réuni pour discuter de l'investigation journalistique dite « LuxLetters » en présence de Monsieur le Ministre des Finances. Malheureusement, cette réunion a dû clore à un horaire fixé d'avance à cause d'une autre réunion de la même commission et, faute de temps, je n'ai pas pu avoir une réponse à toutes mes questions. C'est la raison pourquoi je me permets d'adresser à Monsieur le Ministre mes interrogations restantes par la présente.

Lors de ladite réunion, la difficulté de définir le terme de « lettre d'information » ou de « lettre de notification » a été évoquée. Je précise donc que mon intérêt porte sur les lettres d'information envoyées de manière unilatérale par des contribuables - ou des sociétés de consultance au nom de contribuables - à l'attention de l'Administration des contribuables directes dans le but d'informer l'administration en amont d'une déclaration sur leur interprétation des dispositions fiscales législatives ou administratives. Je précise encore qu'il m'importe dans ce contexte uniquement les lettres d'information qui se rapportent à l'imposition des personnes morales.

Mes questions visent essentiellement à pouvoir évaluer l'adéquation entre les ressources humaines de l'administration du Service d'imposition - Section des sociétés et le volume de travail que représente le traitement de ces lettres d'information en sus des déclarations.

En effet, l'organigramme renseigne que cette section est composée en tout d'environ 125 personnes, un nombre qui peut paraître faible si on le compare au nombre de sociétés installées au Luxembourg que le Statec fixe à près de 40.000 selon les chiffres de 2018.

C'est donc dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre :

1) Combien de déclarations, portant sur l'imposition de personnes morales, ont été adressées à l'Administration des contributions directes durant l'année fiscale écoulée ?

2) Combien de lettres d'information ou de lettres de notification, portant sur l'imposition de personnes morales, ont été adressées à l'Administration des contributions directes durant l'année fiscale écoulée ?

3) Est-ce que les lettres d'information ou lettres de notification sont intégralement et systématiquement analysées par les agents de l'administration ?

4) Est-ce que d'éventuelles objections de l'administration par rapport au contenu de ces lettres sont systématiquement transmises à l'expéditeur ?

5) Est que de manière générale, ces lettres d'information donnent souvent lieu à des objections ou peut-on dire que dans la plupart des cas l'interprétation qui y est étalée correspond à l'interprétation de l'administration ? Pourriez-vous me donner un pourcentage approximatif du nombre de lettres d'information qui ne nécessitent aucune objection ?

6) Sachant que les effectifs de l'Administration des contributions directes ont été augmentés par Monsieur le Ministre durant les dernières années, pouvez-vous m'indiquer les effectifs du Service d'imposition - Section des sociétés pour chaque année de 2010 à 2020 ?

7) Êtes-vous d'avis que les effectifs du Service d'imposition - Section des sociétés sont suffisants pour traiter tous les dossiers avec la diligence nécessaire ? Pouvez-vous me faire part de vos projections ou réflexions par rapport à l'évolution des effectifs pour les années à venir ?

**Réponse** (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Pour répondre aux questions de l'honorable Députée, il convient de rappeler d'abord un certain nombre d'éléments déjà exposés à l'occasion de la réunion de la Commission des finances et du budget du 9 juillet 2021.

Les règles de la Loi générale des impôts gouvernant la procédure d'imposition tant pour les personnes physiques que pour les personnes morales offrent toute une panoplie de droits et garanties juridiques aussi bien pour le contribuable que pour le bureau d'imposition afin de permettre la fixation correcte de l'impôt dû par le contribuable. Ainsi, le contribuable, obligé par la loi de déclarer ses revenus, est libre, par exemple, de faire accompagner sa déclaration d'impôt de toute pièce ou explication écrite qu'il juge nécessaire à l'éclaircissement du bureau d'imposition, de contacter le bureau d'imposition par téléphone ou de solliciter un rendez-vous physique à cette même fin. À ce sujet, il convient de souligner que des principes rigoureux s'appliquent aux réunions avec les représentants des personnes morales souhaitant exposer leur situation aux services de l'Administration des contributions directes (ci-après

« l'ACD »), qui d'ailleurs ne sont jamais engagés ni par les propos y tenus ni par les documents y présentés.

Dans le cadre de « LuxLetters », il semblerait que certains médias aient présenté, à tort, cette faculté pour le contribuable de fournir des explications écrites - ce qui ne constitue d'ailleurs pas une spécificité luxembourgeoise - comme une forme d'accord fiscal implicite. Or, un tel document n'a aucune valeur spécifique ou juridique, mais constitue tout au plus une forme d'information que le contribuable souhaite apporter à la simple connaissance de son bureau d'imposition soit avant, avec ou après le dépôt de sa déclaration d'impôt, dont elle fait partie intégrante.

Dans ce contexte, il convient également de rappeler que si le contribuable le souhaite, avant de réaliser un projet comportant pour lui des conséquences fiscales, il peut formuler une demande de décision anticipée au sens du §29a de la Loi générale des impôts. En 2015, cette procédure a été fondamentalement réorganisée et a été encore plus strictement encadrée dans le domaine de la fiscalité des entreprises.

Suite au dépôt de la déclaration, le bureau d'imposition dispose de diverses mesures d'instruction légales qu'il est en droit de déployer afin d'en contrôler l'exactitude, notamment solliciter des pièces et informations supplémentaires du contribuable ou le convoquer pour l'entendre en ses explications sur des points insuffisamment exposés dans la déclaration d'impôt.

Pour l'année 2020, le nombre de dossiers fiscaux immatriculés auprès des bureaux d'imposition des sociétés se chiffre à environ 110.000. Durant l'année civile 2020, l'ACD a réceptionné 78.500 déclarations pour l'impôt sur le revenu des collectivités par voie électronique via MyGuichet. L'ACD ne tient pas de statistiques sur les annexes, documents ou pièces justificatives qui peuvent accompagner ces déclarations.

L'honorable Députée s'intéresse ensuite à l'adéquation des ressources humaines des divers bureaux d'imposition des sociétés par rapport à leur charge de travail et souhaite notamment connaître l'évolution des effectifs entre 2010 et 2020.

Or, il convient de souligner que ces chiffres ne doivent pas être vus de manière isolée, mais dans le contexte du fonctionnement plus général de l'ACD dans son ensemble.

Ainsi, les effectifs de l'ACD ont-ils été significativement augmentés depuis 2014, passant de 584 équivalents temps plein (ETP) en 2010 à 884 ETP en 2020, ce qui a permis, entre autres, un renforcement de fonctions horizontales et de support, contribuant également aux travaux des bureaux liés aux personnes morales.

En ce qui concerne plus particulièrement l'imposition des personnes morales, les tâches du personnel des bureaux d'imposition correspondants ont significativement évolué depuis l'introduction de la déclaration électronique des personnes morales en 2015, rendue obligatoire en 2017. La digitalisation accrue dans ce domaine a non seulement permis des gains d'efficacité, mais également une réorientation des travaux, concentrés davantage sur des missions de contrôle.

Grâce à ces évolutions, les effectifs des bureaux d'imposition des sociétés ont pu être maintenus à un niveau relativement stable entre 2010 et 2020, oscillant sur la période concernée autour de 110 ETP. Suite aux derniers recrutements de l'année en cours, l'effectif du personnel des bureaux d'imposition des sociétés est en augmentation.

Au regard de la complexité croissante des dossiers dans un contexte international de plus en plus évolutif, des travaux sont actuellement en cours pour renforcer encore davantage l'ACD, tant en termes de moyens informatiques que de ressources humaines.

**Question 4711** (22.07.2021) de **Mme Myriam Cecchetti** (déi Lénk) concernant **la santé et la sécurité chez ArcelorMittal** :

Dans un communiqué de presse publié en date du 21 juillet 2021, le syndicat OGB-L déplore la dégradation des conditions de travail dans les usines d'ArcelorMittal. Ainsi, les investissements insuffisants pour garantir le bon fonctionnement des installations et des déficits au niveau du recrutement du personnel qualifié pour renforcer les équipes dans les usines auraient causé une dégradation de la sécurité et de la santé au travail.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail :

1) L'Inspection du travail et des mines a-t-elle récemment effectué des contrôles sur les sites de production d'ArcelorMittal au Luxembourg ?

2) Dans l'affirmative, des mesures telles que des injonctions ou des procès-verbaux ont-elles été prononcées suite à ces contrôles ?

3) Dans l'affirmative encore, pour quelles déficiences ou infractions ces mesures ont-elles été prononcées ?

4) Monsieur le Ministre a-t-il eu connaissance des déficiences signalées par les salariés.e.s ArcelorMittal et leurs représentant.e.s syndic.aux.ales ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre est-il intervenu pour renforcer les contrôles de l'ITM sur les sites de production d'ArcelorMittal ?

5) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'autres interventions auprès des responsables d'ArcelorMittal pour garantir des conditions de santé et de sécurité adéquates dans les usines de l'entreprise au Luxembourg ?

**Réponse** (03.09.2021) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) - 3) Un contrôle en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés (commodo/incommodo) a été effectué en date du 29 juillet 2021 par les membres de l'inspectat du travail de l'ITM et par les agents de la Division de la santé au travail et de l'environnement du Ministère de la Santé dans l'usine de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA sise à 62, rue Emile Mark à L-4620 Differdange.

Lors dudit contrôle, des déficiences en matière de sécurité et santé au travail ainsi qu'en matière d'établissements classés ont pu être constatées. Il s'agissait principalement des appareils de levage de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA qui n'étaient pas conformes par rapport à la législation relative aux établissements classés.

Par injonctions du 29 juillet 2021 et du 5 août 2021, la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA a été enjoindre de remédier aux déficiences en matière de sécurité et la santé au travail et en matière d'établissements classés et de fournir les documents sociaux en matière de conditions de travail ainsi que les rapports de contrôle des organismes de contrôle agréés en matière d'établissements classés.

Le dossier est encore en cours d'instruction étant donné que l'ensemble des pièces et documents réclamés ne sont pas encore tous parvenus à l'heure actuelle. Ce n'est qu'après la vérification et l'évaluation de ces pièces et documents qu'il pourra être établi si d'autres mesures devront encore être prises à l'égard de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA.

ad 4) + 5) Les contrôles de l'ITM n'ont pas seulement été renforcés sur les sites de production de la société ArcelorMittal Belval & Differdange SA, mais auprès de toutes les entreprises dans tous les secteurs économiques.

En effet, des efforts considérables ont été réalisés depuis 2017 pour augmenter le nombre des inspecteurs du travail opérationnels sur le terrain, ce qui a permis à l'ITM d'augmenter le nombre des contrôles dans les entreprises et sur les chantiers aux fins de veiller au respect du droit du travail et de la protection de la sécurité et de la santé au travail.

L'ITM contribue ainsi à renforcer la sécurité et la santé des salariés, à garantir des conditions de travail décentes pour les salariés et les entreprises, combattre les inégalités salariales entre femmes et hommes, à lutter contre les fraudes et abus et donc contre le dumping social.

**Question 4773** (30.07.2021) de **M. Fred Keup** (ADR) concernant **la fourrière dans le sud du pays** :

Am Süde vum Land, besonnesch zu Esch, encombréiere weiderhin Autoen, déi vun der Police konfiszéiert goufen, d'Parkplaze mat hiren typesche giele „Krallen“. Schonn Enn Januar hat de Gemengesyndikat ProSud eng Resoloutioun un den Här Minister geschéckt, an där hien zu enger schneller Léisung vum Problem opgefuerdert gouf. Den Här Minister hat dunn awer just eng provisoresch Léisung um Site Raemerich ugekënnegt, woubäi dës Fourrière awer fréistens 2023 a Betrib goe kéint. Dës Léisung ass fir déi betreffen Urainer net akzeptabel. Doriwwer eraus huet den Här Minister kloer preziséiert, datt d'Fourrière fir d'Regiounen Osten an Zentrum um Findel ze kleng wier, fir zousätzlech Autoen aus anere Landesdeeler opzehuelen (Source: „Schnelle Lösung in weiter Ferne“; „Tageblatt“ vum 28. Juli 2021).

An deem Kontext hunn ech folgend Froen un den Här Minister fir Bannesécherheet:

1. Schonn am Hierscht 2020 hat d'Gemeng Esch de „Crassier Terres Rouges“ als Site fir eng nei Fourrière proposéiert. Dës Propositionioun gouf vun der Police awer mat Skepsis opgeholl. Kann den Här Minister preziséieren, firwat dës Léisung fir hien net a Fro kéint?

2. Ass dru geduecht, fir eng national Fourrière ze kreéieren, wou all konfiszéiert Autoen ofgestallt ginn, onofhängeg vun der Regioun, wou se konfiszéiert goufen?

3. Geet den Här Minister dervun aus, datt sech de „Fourrière“-Problem an deenen nächste Méint verschäerfe wäert?

4. Et ass warscheinlech, datt vill vun deene konfiszéierten Autoen een auslännescht Nummerscheld hunn. Ginn et Accorde mat anere Länner, wat d'Konfiszéierung an den Deplacement vun deesen Autoen ugeet? Ginn et lwwerleungen, fir Autoe mat franséischem, däitschem oder belschem Nummerscheld an deene betreffende Länner ofzestellen amplaz hei am Land?

**Réponse commune** (27.08.2021) de **M. Henri Kox**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. De Crassier Terres Rouges ass en Terrain vague, deen net befestegt ass, an domadden net gëeegent ass, fir datt do reegelméisseg Verkéier mat Depanneusé stattfénnt. Doriwwer eraus ass den Terrain net geséchert an och do wärend d'Autoen dem Vandalismus ausgeliwert.

ad 2. Am Fall vun den Autoen, déi mat „Krallen“ am Süde vum Land stinn, schwätze mir vun immobiliséierten Autoen, déi vun der Police séchergestallt ginn. Déi kommen an eng Fourrière administrative a ginn an de meeschte Fäll vun hire Besëtzer no e puer Deeg rëm aus der Fourrière ofgeholl, nodeem se hire Protokoll an d'Fraise fir d'Ofschleefen an d'Versuerger an der Fourrière bezuelt hunn. Wann déi Fourrière op nationalem Plang géif organiséiert ginn, da missten d'Bierger aus dem ganze Land dohin hiren Auto rëm aléine goen. Well dat awer ëmständlech an net biergerfrëndlech ass, prekonniséiert d'Police eng Fourrière administrative pro Regioun.

Déi saiséiert a konfiszéiert Autoe kommen an d'Fourrière judiciaire zu Suessem oder op Colmar-Bierg. Fir d'Joer 2020 stounge ronn 555 Autoen an de respektive Fourriären, woubäi awer och 325 Autoe verkaf gi sinn. Laut dem Gestionnaire sinn och dës Fourriären op hiner Limitt ukomm.

Aktuell kënnen just Autoe verkaf ginn, déi „délaiséiert“ goufen an no enger gewëssener Frist net reklaméiert goufen, am Respekt vum Artikel 17§7 vum Code de la route, respektiv déi Autoen, déi duerch e rechtskräfteg Geriichtsurteel konfiszéiert goufen. De Projet de loi N° 7452 iwwert d'Schafe vum „Bureau de gestion des avoirs“ gesäit zukünfteg vir, dass och saiséiert Objeten, ewéi z. B. Autoen, kënnen veräussert ginn, wann notament de Risque vun enger Depreciatioun besteet, wat jo bei Autoe ganz gären de Fall ass. Dës nei Dispositioun misst et dann och erméiglechen, fir d'Fourriären ze entlaaschten.

ad 3. De Problem gëtt mat der klammender Zuel vu Residenten a Frontalieren an domadder mat der klammender Zuel vun Autoen op der Strooss méi grouss.

ad 4. Och auslännesch Autoe ginn zu Lëtzebuerg séchergestallt, wann e Verstouss géint Lëtzebuurger Reegele virläit. Déi Lëtzebuurger Prozedur, ob administrativ oder judiciaire, ass onofhängeg vun der Nationalitéit vum Propriétaire an och onofhängeg vum Land, an deem den Auto ugemellt ass. Dofir kënnen déi net einfach exportéiert ginn.

**Question 4774** (30.07.2021) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant **le taux de TVA super-réduit de 3 %** :

Je fais suite à ma question parlementaire n° 4531 du 21 juin 2021 concernant le taux de TVA super-réduit de 3 %. Monsieur le Ministre des Finances y a répondu le 28 juillet 2021, mais sa réponse me semble incomplète.

Comme précisé dans ma question parlementaire évoquée ci-dessus, le Gouvernement a relevé en 2015 le taux de TVA sur l'acquisition d'un logement destiné à la location de 3 à 17 %. Le taux de TVA super-réduit de 3 % n'est dès lors que maintenu pour l'acquisition d'un logement affecté à des fins d'habitation principale.

Monsieur le Ministre des Finances m'a fait parvenir les chiffres relatifs à la moins-value de la TVA logement perçue pour la période entre 2013 et 2020. Je souhaiterais néanmoins obtenir une réponse à la question suivante :

- Quelles ont été les recettes de la TVA logement pour la période entre 2013 et 2020 perçues sur l'acquisition d'un logement destiné à la location ?

**Réponse** (25.08.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

En réponse à la question de l'honorable Député, je réitère ma réponse à la question parlementaire n° 4531, qui précise qu'en ce qui concerne les recettes TVA en relation avec les travaux de création et de rénovation de logements, aucunes données statistiques y relatives ne sont disponibles puisque lesdits travaux ne font pas l'objet de déclarations spécifiques, ni de la part des entreprises, ni de la part des propriétaires.



**Question 4775** (02.08.2021) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'imposition individuelle optionnelle :

À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2018 et pour l'année d'imposition 2018, un nouvel article 3ter LIR introduit l'imposition individuelle sur option notamment pour les contribuables mariés résidents.

À cet égard, plusieurs choix s'offrent à eux :

- une imposition individuelle pure des revenus mondiaux indigènes et étrangers d'un seul conjoint en classe d'impôt 1, conformément à l'article 3ter alinéa 2 LIR,

ou

- une imposition individuelle avec réallocation des revenus entre les conjoints pour déterminer le taux de la classe d'impôt 1, conformément à l'article 3ter alinéa 3 LIR.

Les avantages de cette levée d'option sont vantés comme suit sur le site Internet de l'Administration des contributions directes :

- individualisation sur mesure : libre choix d'opter pour l'imposition individuelle ou non ;

- l'individualisation évite en principe le paiement d'avances supplémentaires en optant pour la classe 1 ou le taux réel sur la fiche de retenue d'impôt pour les contribuables salariés ou pensionnés ;

- responsabilité limitée au montant de l'impôt qui aurait été dû individuellement (classe 1).

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de contribuables mariés résidents ayant choisi l'imposition individuelle sur option en 2018 ? Combien de contribuables mariés résidents ont choisi le régime pur et combien ont opté pour le modèle avec réallocation ?

2) Quel est le pourcentage de contribuables résidents mariés ayant opté pour l'imposition individuelle en 2018 sur le total de cette même catégorie de contribuables pour l'année en question ?

3) Monsieur le Ministre peut-il me fournir les informations demandées sub 1) et 2) pour les années 2019, 2020 et 2021 ?

4) Combien de contribuables mariés résidents ont opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt pour l'année 2018 et ont révoqué leur choix au moment voire en vue de la remise de leur déclaration d'impôts pour cette même année ? Comment ces données ont évolué au cours des années 2019 et 2020 ?

**Réponse** (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Le nombre de contribuables mariés résidents ayant opté soit pour l'imposition individuelle dite « pure », soit pour l'imposition individuelle dite « avec réallocation », a évolué comme suit depuis l'introduction de l'imposition individuelle optionnelle en 2018 et jusqu'en août 2021 :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Sur l'ensemble de la période visée, le pourcentage de contribuables mariés résidents ayant opté pour un des deux types d'imposition individuelle sur le total de cette même catégorie de contribuables, est donc inférieur à 1 %. Pour autant, on constate une tendance haussière claire.

Le pourcentage de contribuables mariés résidents qui avaient opté pour une imposition individuelle sur la fiche de retenue d'impôt en début d'année, mais qui n'ont pas été immatriculés comme tel par le bureau d'imposition, soit parce qu'ils ont révoqué leur choix ultérieurement, soit parce qu'ils n'ont pas confirmé leur choix initial lors de la remise de la déclaration, est le suivant :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Il faut cependant préciser que les chiffres présentés dans le tableau ci-dessus se basent sur les impositions achevées fin août 2021, de sorte que ces statistiques peuvent encore varier dans le futur.

**Question 4776** (30.07.2021) de **M. Charles Margue** (*déi gréng*) concernant les **garanties optionnelles contre les risques d'inondation proposées par les assurances** :

En mars 2017, le Ministère des Finances et l'Association des compagnies d'assurance et de réassurance du Grand-Duché de Luxembourg (ACA) ont présenté une nouvelle garantie de base optionnelle contre les risques d'inondation en complément de

l'assurance Habitation privée. Il s'agissait d'une réaction des assureurs aux pluies torrentielles de juillet 2016, qui avaient engendré des inondations d'une ampleur inédite au Luxembourg. Selon les modalités retenues en 2017, les garanties de base optionnelles prévoient une indemnité annuelle minimale de 20.000 euros par an et par sinistre pour les personnes (moins d'1 % de la population) résidant en zone de risque décennal avec une forte exposition au risque d'inondation. Pour les autres 99 % de la population, la couverture de base optionnelle proposée par les assureurs prévoit une indemnité annuelle minimale de 200.000 euros par an et par sinistre.

Suite aux inondations de juillet 2021, les assureurs ont émis un premier bilan chiffré des dégâts. Avec un chiffre provisoire de 120 millions d'euros, il s'agit d'ores et déjà des plus importants dommages causés par un phénomène météorologique au Luxembourg. Lors d'une interview à la radio, l'administrateur-délégué et président du comité de direction de l'ACA n'a pas été en mesure d'indiquer des chiffres exacts sur le niveau de souscription des garanties optionnelles contre les risques d'inondations.<sup>21</sup> Or, vu l'importance des dégâts occasionnés et la fréquence de plus en plus élevée de phénomènes météorologiques extrêmes ces dernières années, il est important de s'interroger sur la couverture de ces événements par les assurances et sur les produits que les assureurs proposent à leurs clients. À cet effet, des données chiffrées s'avèrent indispensables.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Quelle proportion des assurés a opté en faveur des garanties optionnelles contre les risques d'inondations proposées par les assureurs ? Quel est le montant total des primes versées aux assureurs dans ce contexte et quelle est la prime moyenne versée par assuré ?

2) Le total des primes versées depuis 2017 est-il suffisant pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période, y inclus le chiffre provisoire de 120 millions d'euros pour les inondations de juillet 2021 ?

3) Les indemnités minimales couvertes par les garanties optionnelles s'élèvent à 20.000 euros par an et par sinistre dans les zones à haut risque d'inondations, respectivement à 200.000 euros en dehors de ces zones. Quelle est la proportion des garanties souscrites se limitant à ces montants minimaux ? Pour l'ensemble des garanties souscrites, où se situe la moyenne et la médiane des indemnités prévues, endéans respectivement en dehors des zones à haut risque d'inondations ?

4) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dégâts non couverts par des assurances, occasionnés auprès des ménages et entreprises par les pluies diluviennes et les inondations de juillet 2021 ?

5) Monsieur le Ministre est-il en mesure de dresser un bilan provisoire des dommages occasionnés auprès des infrastructures publiques, dont notamment ceux concernant les communes et les syndicats intercommunaux ? Ces dégâts sont-ils entièrement couverts par des contrats d'assurance, où existe-t-il des découverts ?

**Réponse** (01.09.2021) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

Les données collectées par le Commissariat aux assurances auprès des principaux assureurs actifs sur le marché luxembourgeois, font apparaître qu'environ 50 % des ménages ont souscrit à la garantie optionnelle spécifiquement conçue contre les risques d'inondations des habitations privées. À ce titre, en moyenne sept millions d'euros de primes annuelles ont été collectées au cours des cinq dernières années. La prime moyenne par assuré fluctue entre 20 et 30 euros pour 100.000 euros de somme assurée. Étant donné que les assureurs proposent des garanties qui peuvent être supérieures aux garanties de base, il serait peu représentatif de calculer des sommes assurées moyennes ou des indemnités moyennes.

Ces mêmes données montrent que le total des primes collectées depuis 2017, concernant la garantie optionnelle « risque inondation » de l'habitation privée, ne suffisent pas pour couvrir les sinistres occasionnés par les catastrophes naturelles pendant la même période. Il faut cependant ajouter que les assureurs se réassurent afin d'écrêter les impacts sur leurs bilans dus à des pics de sinistralité.

Il est encore trop tôt pour avancer un chiffre consolidé relatif aux dégâts occasionnés auprès des ménages, des entreprises ou des infrastructures publiques.

<sup>21</sup> <https://www.100komma7.lu/article/aktualiteit/wiederschied-d-assurance-primme-keinte-klammen>

**Question 4778** (30.07.2021) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant les **interventions du CGDIS dans le cadre des inondations du 14 juillet 2021** :

A verschiddene Regione vum Land sinn de 14. an de 15. Juli iwwer 100 Liter Reen op de Quadratmeter gefall. D'Konsequenz waren Iwwerschwemmungen an engem enormen Ausmooss. Iwwer 6.000 Telefonsuriff si beim Nouttruff 112 agaangen, d'Rettungsdéngschter hu ronn 1.200 Asätz assuréiert an iwwer 400 Leit hunn zäitweilig hire Logement misse verloossen. Dës Iwwerschwemmunge si vun der Association des compagnies d'assurances (ACA) als „catastrophe la plus coûteuse de l'histoire de l'assurance luxembourgeoise“ qualifizéiert ginn.

An dësem Kontext wëilt ech folgend Froen un d'Madamm Inneministesch stellen:

- Wéi vill Pompjeeën an aner Asazkräfte vum CGDIS waren am Kader vun der Iwwerschwemmungskatastroph am Ganzen am Asaz ?

- Kann d'Madamm Inneministesch eng detailléiert Statistik vun allen Asazkräfte virleeën, opgeschlüsselt no professionellen a fräiwëllege Rettungsleit, no Affektatioun un de jeeweiligen Zenter an no de Gemengen, wou se de 14. a 15. Juli am Asaz waren ?

**Réponse** (06.10.2021) de **Mme Taina Boffering**, *Ministre de l'Intérieur* :

Während der Iwwerschwemmungskatastroph vum 14. a 15. Juli 2021 ware vum CGDIS, zu Lëtzebuerg an am Ausland, 94 Unitéiten (Asazzentere (CIS) a Spezialunitéiten (GIS)) mat engem Gesamteffectif vun ongeféier 1.600 fräiwëllegen an haaptamtliche Fraen- a Männerpompjeeën am Asaz.

Déi gesammelt Donnéeën weisen eng minimal Fee-lerquot. Niewent de villen Interventioune wéinst den Iwwerschwemmunge waren och parallel vill gewéinlech Asätz, déi keen direkte Lien zum Héichwaasser hatten, wat et elo schwierig mécht, eng prezis, detailléiert Opléschung virzeweisen. Well praktesch all d'Unitéite vum CGDIS iwwer méi e laangen Zäitraum am Asaz waren, dëst wéinst dem Ausmooss vun der Katastroph. Déi vill Asätz konnten doduerch statistesch net eenzel erfaasst ginn. De CGDIS kann awer d'Unzuel u Pompjeeën ausrechnen, déi zu engem gewisse Moment an de jeeweiligen Unitéiten am Asaz waren. Et ass allerdéngs net méiglech, anescht wéi dat am gereegelten Alldag de Fall ass, genee ze soen, zu wéi engem Zäitpunkt wéi vill Pompjeeë genee an där enger oder anerer Gemeng respektiv op där enger oder anerer Interventioun aktiv waren.

Vu dass d'Pompjeeën am Asaz all déi nämmlecht Aarbechten ausféieren, gëtt keen Ënnerschied tëschent fräiwëllegen an haaptamtliche Agenten gemaach.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Jidder lokale CIS war um Territoire vu senger Gemeng am Asaz. D'GISen hunn, par définition, eng national Zoustännegkeet.

Zusätzlech si vill CISen an anere Gemengen intervenéiert, fir hir Kolleegeen a Kolleegeen do ze ënnerstëtzen. De folgendes Tableau resüméiert d'Asazberäicher vun de CISen a GISen:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur [www.chd.lu](http://www.chd.lu) - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

**Question urgente 5413** (20.12.2021) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant **l'enseignement à domicile dans le contexte de la pandémie de la Covid-19** :

L'article 9 de la loi modifiée du 6 février 2009 relative à l'enseignement scolaire dispose que la formation scolaire obligatoire peut être dispensée à domicile sous les conditions déterminées par la loi.

Ainsi, ladite loi stipule que « [l]es parents qui entendent faire donner à leur enfant l'enseignement à domicile doivent indiquer leurs motifs dans leur demande et solliciter l'autorisation auprès du directeur. Cette autorisation peut être limitée dans le temps.

L'enseignement à domicile doit viser l'acquisition des socles de compétences définis par le plan d'études.

Dans des circonstances dûment justifiées, notamment si les parents entendent faire donner à leur enfant un enseignement à distance, le directeur peut accorder une dispense d'enseignement de l'une ou de l'autre matière prévue à l'article 7.

L'enseignement à domicile est soumis au contrôle du directeur. S'il est constaté que l'enseignement dispensé ne répond pas aux critères définis ci-dessus, l'élève est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Il en sera de même en cas de refus opposé au directeur de procéder au contrôle. »

Il s'ensuit que toute demande des parents relative à l'enseignement à domicile de leurs enfants doit être motivée et avoir lieu dans des circonstances dûment justifiées. Une décision unilatérale des parents de soumettre leurs enfants à un enseignement à domicile est en conséquence contraire aux dispositions légales en vigueur.

Dans ce contexte, il semble s'avérer que depuis bien plus d'une année, certains élèves de l'enseignement fondamental ne fréquentent plus leurs classes respectives du fait que leurs parents sont en désaccord avec les règles mises en place aux écoles fondamentales afin d'y prévenir la propagation du Sars-CoV-2, telles le port de masque dans des situations précises, la distanciation sociale et le testing régulier des élèves.

Encore faut-il noter qu'à défaut des parents de se conformer à l'obligation scolaire de leurs enfants, ladite infraction est punie d'une amende de 25 à 250 euros.

Me référant à ces dispositions, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Le refus des parents de voir soumettre leurs enfants aux dispositions qui ont été mises en place dans l'enseignement fondamental pour éviter la propagation du virus en milieu scolaire peut-il être considéré comme circonstance dûment justifiée et comme motif valable pour écarter leurs enfants de leurs classes respectives et de les soumettre à un enseignement à domicile ?

2) Monsieur le Ministre est-il au courant de certains cas tels que mentionnés ci-dessus ?

3) Au cas où une dispense a effectivement été accordée pour cette raison, quelle est sa durée et de quelle façon l'acquisition des socles de compétences est-elle contrôlée ?

**Réponse** (11.01.2022) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Comme le dispose l'article 21 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental, les parents qui souhaitent instruire leurs enfants à domicile en font la demande auprès de la direction régionale compétente en précisant les motifs de cette demande. Dès introduction de la demande, le directeur de région concerné en examine la recevabilité par une analyse du ou des motifs précisés par les parents. La direction régionale compétente analyse si l'enseignement à domicile permet à l'enfant de bénéficier d'un encadrement et d'un enseignement adaptés à ses besoins. Dans ce contexte, les aspects permettant de développer les compétences définies par le plan d'études pour les différents domaines de développement et d'apprentissage, tout comme le contact régulier de l'enfant avec des jeunes du même âge ou l'exercice d'activités sportives, sont également pris en compte.

Il va sans dire qu'une décision unilatérale des parents, sans accord préalable de la direction régionale, de soumettre leur enfant à un enseignement à domicile est contraire aux dispositions légales en vigueur.

Après consultation des directions de région de l'enseignement fondamental, celles-ci ont confirmé qu'il y a eu quelques cas isolés, dans lesquels une demande d'enseignement à domicile a été introduite pour les seules raisons évoquées par l'honorable Député. Dans ce contexte, il y a d'un côté des parents qui considèrent le dispositif sanitaire de l'éducation trop contraignant et de l'autre côté des parents qui estiment les règles sanitaires pas assez strictes (p. ex. dans le cas où une personne vulnérable fait partie du ménage de l'élève). Comme le prévoit la loi évoquée ci-dessus, il est vérifié que les parents sont en mesure d'assurer l'enseignement de leur enfant. Des contrôles réguliers ainsi qu'un suivi étroit des familles concernées permettent de soutenir les parents et de garantir que l'enfant est encadré de façon adéquate.

Il convient de rappeler ici que les enfants considérés comme vulnérables profitent d'un enseignement à distance, qui n'est pas à confondre avec l'enseignement à domicile. L'enseignement à distance est assuré par du personnel enseignant y dédié, dont le titulaire de classe soutenu par des enseignants vulnérables, le cas échéant.

Au cas où un élève profite, sous les conditions imposées par les dispositions légales, d'un enseignement à domicile, il incombe au directeur de région concerné d'assurer le contrôle de l'enseignement dispensé, de veiller à ce que les compétences visées à l'article 6 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental soient progressivement développées et que les socles de compétences, définis par le plan d'études, soient atteints. Si la direction devait constater que l'enseignement à domicile ne répondait pas aux besoins de l'enfant, qu'il ne correspondait pas aux dispositions légales et qu'il s'avérait dans l'intérêt de l'enfant et de son développement scolaire, l'enfant est inscrit d'office à l'école de sa commune de résidence. Ainsi, il est assuré que l'élève bénéficiant d'un enseignement à domicile satisfait à l'obligation scolaire.